



**HAL**  
open science

**Ethnographies de la gestion de l'eau à Tuti (Khartoum, Soudan) et Caño de Loro (Carthagène, Colombie). Histoire, localité et politique dans une perspective d'anthropologie urbaine comparée.**

Luisa Arango

► **To cite this version:**

Luisa Arango. Ethnographies de la gestion de l'eau à Tuti (Khartoum, Soudan) et Caño de Loro (Carthagène, Colombie). Histoire, localité et politique dans une perspective d'anthropologie urbaine comparée.. Sciences de l'Homme et Société. Université Paris 8, 2015. Français. NNT: . tel-01247504

**HAL Id: tel-01247504**

**<https://theses.hal.science/tel-01247504v1>**

Submitted on 22 Dec 2015

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

Université de Paris 8  
École doctorale de Sciences Sociales – 401  
Laboratoire Architecture, Ville, Urbanisme et Environnement UMR 7218

THESE DE DOCTORAT

Discipline : Anthropologie

**Ethnographies de la gestion de l'eau à Tuti (Khartoum, Soudan)  
et Caño de Loro (Carthagène, Colombie).  
Histoire, localité et politique dans une perspective  
d'anthropologie urbaine comparée.**

Luisa ARANGO

*Thèse dirigée par Barbara CASCIARRI*

Soutenue le 27 novembre 2015

*Jury :*

Habib AYEB, Maître de Conférences en Géographie (HDR) à l'Université Paris 8.  
Alain BERTHO, Professeur d'Anthropologie à l'Université Paris 8.  
David BLANCHON, Professeur de Géographie à l'Université Paris Ouest-Nanterre.  
Barbara CASCIARRI, Maître de Conférences en Anthropologie (HDR) à l'Université Paris 8.  
Eric DENIS, Géographe, Directeur de recherche au CNRS.  
Aline HEMOND, Professeure d'Anthropologie à l'Université de Picardie Jules Verne.  
Mauro VAN AKEN, Professeur d'Anthropologie à l'Université de Milano-Bicocca.

*A la mémoire de mon ami  
Miguel Felipe Morelos Castillo (1917-2008)  
A su picó "El Gran Pepe" à ses enfants et petits enfants.*

## Remerciements

Si le présent travail est le résultat d'un long cheminement intellectuel, ce parcours, avec ces joies et ses dangers, ses certitudes et ses doutes, n'aurait pu aboutir sans le soutien et l'amitié de nombreuses personnes. Je tiens à leur exprimer ma plus sincère gratitude.

Je voudrais d'abord remercier les personnes qui sont au centre de cette recherche : les habitants de Caño de Loro et de Tuti qui m'ont accueillie et orientée avec patience – et souvent avec beaucoup d'humour – sur les chemins fluides de l'eau et de son partage. Je remercie particulièrement la famille Diaz Viaña et la famille Villa Caraballo ainsi que Jorge Enrique Palacio de la Rosa et Eugenio Guerrero à Caño de Loro. A Tuti, Osama Al Imam Ibrahim, Najat Jamri, Afaf Abdeltawab, Jawaheer Mohammed et Dr. Hamdi Ibrahim ont contribué, à leur manière, au déroulement de mon travail. Je les en remercie vivement.

Ma gratitude va ensuite à Barbara Casciarri qui a encouragé mes premières réflexions dès la direction de ma maîtrise en 2006 et qui a suivi cette thèse avec soin et attention. Je la remercie particulièrement de m'avoir fait découvrir le Soudan et d'avoir partagé avec moi sa connaissance du pays, tout en s'intéressant à un lieu qui lui était plus ou moins étranger, la Colombie. Elle m'a amenée, dans sa rigueur et sa précision, à me confronter aux vicissitudes de l'anthropologie et de la place du chercheur comme producteur à la fois de réalités sociales et de discours avec une prétention scientifique. Ses lectures critiques, ses nombreux commentaires et ses suggestions bibliographiques m'ont aidée à clarifier et à consolider mes propos ; ils ont rendu mon travail plus fluide et pertinent. Sa passion du terrain et le respect profond des personnes qu'elle y côtoie ont façonné de manière décisive ma formation d'anthropologue. Je la remercie vivement d'avoir ainsi marqué ma démarche.

Mon accueil dans différents institutions et groupes de recherche a accompagné et enrichi ma réflexion. L'Ecole Doctorale 401-Sciences Sociales (Université Paris 8), alors dirigé par Alain Bertho, a constitué le cadre de mon introduction au monde scientifique notamment par la signature d'un contrat doctoral avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche qui m'a offert des conditions matérielles exceptionnelles. La disponibilité, toujours accompagnées du sourire, de Mireille Morvan et Marie-Line Chemin, ainsi que le soutien des membres de l'Equipe ERASME ont rendu agréables les démarches bureaucratiques, autrement ennuyeuses, du milieu universitaire. Au sein de l'ED, le rESeau.p8, a constitué, outre un espace privilégié pour le débat autour des sujets liés à l'eau, un effort collectif pour la création d'un lieu d'échange participatif. Au sein de celui-ci ma reconnaissance va à Emilie Crémin, Francesco Staro et Dario Salinas ainsi qu'aux professeurs Habib Ayeb, Carine Chravarochette, et Mauro Van Aken pour les échanges, formels et informels, qui ont rendu le déroulement de ma réflexion moins solitaire et plus humain.

Mon travail a également bénéficié du soutien du CEDEJ. Dirigé pendant mes séjours au Soudan par Barbara Casciarri et Agnès de Geoffroy. Cette institution m'a apportée à la fois un cadre pour partager idées et expériences, un soutien logistique et de précieux financements pour mener mon travail de terrain. Je tiens à remercier cette institution ainsi que les chercheurs que j'ai pu y rencontrer notamment Alice Franck, Iris Seri-Hersch et Elise Tenret.

Les discussions au sein du programme ANR-WAMAKHAIR, ont alimenté mes réflexions et ont contribué au financement de mes déplacements au Soudan. Je remercie spécialement Sebastian Zug, Emilie Lavie, Noha Hamza, Mai Azzam, David Blanchon et François Ireton qui, au sein de ce projet et au-delà du cadre de celui-ci, ont contribué de différentes manières à enrichir mon travail. Le groupe de recherche en écologie politique de l'Université de Fribourg animé par Olivier Graefe m'a aussi donné la possibilité d'approfondir ma recherche et a soutenu financièrement la phase d'écriture du manuscrit. Je remercie ses membres, particulièrement Olivier Ejderyan pour ces commentaires pertinents et son accueil chaleureux.

En Colombie ma reconnaissance va au professeur Francisco Avella pour son soutien et pour m'avoir permis de discuter mon travail dans le cadre de sa chaire au sein du Programme d'Etudes Caribéennes de l'Université Nationale (San Andrés) ainsi que le professeur Ana Patricia Quintana pour m'avoir invitée à présenter mon travail à l'Universidad Tecnológica de Pereira. A l'Universidad de Antioquia les membres du groupe GAIA ont fourni le cadre pour des confrontations stimulantes entre tenants des sciences « dures » et sciences sociales.

A Khartoum, Tibri Gismallah, Aicha Seifelislam et Rawda Ahmed m'ont accompagnée sur le terrain et ont répondu de manière patiente à mes demandes linguistiques incessantes. Je les remercie pour leurs traductions et leur travail d'interprétation qui a contribué à ma compréhension de la réalité soudanaise et de mon objet d'étude tout en rendant ma recherche plus précise et plaisante. Mon ami Mohammed Khalid "Bisho", ses parents et ses amis ont constitué mon cadre familial à Khartoum pendant des longs mois de terrain, parfois éprouvants. Leur hospitalité et leur soutien dépassent largement le cadre de ma recherche. Je les en remercie chaleureusement. A Carthagène, Eneida Pardo "la Chola", Olivia Julio, Lineyis Pardo et Kelly Ortega ainsi que leurs familles m'ont accueillie avec beaucoup d'amour. Qu'elles soient ici remerciées de tout mon cœur pour leur affection et leur amitié.

J'exprime toute ma gratitude aux amis qui m'ont accompagnée dans les passages heureux de cette trajectoire et qui m'ont soutenue dans des moments de doute et de fatigue. Je tiens à remercier Clément Paule pour sa lecture patiente et Laure Crombé pour les conversations amicales et son accueil toujours chaleureux dans sa maison Khartoumoise. Rory Rojas, Julie Rossignol, Walter Bilirit, Esteban Restrepo, Jacques et Marie-Agnès Paroissien ainsi que Pascale et Janine Babillot ont encouragé par des biais divers cette entreprise. Qu'ils trouvent ici l'expression de ma gratitude. Un remerciement spécial est adressé à Giovanna Salome qui a partagé avec moi le plaisir intellectuel de la recherche anthropologique et a cru sans faille à la réalisation de cette thèse.

C'est en grande mesure grâce au soutien affectif et matériel de ma famille que cette aventure a été possible. Mes parents, ma sœur et mes nièces m'ont prodigué confiance et tendresse. Je tiens ici à les remercier ainsi que mon oncle Mauricio Arango qui a partagé avec moi sa fascination pour l'anthropologie et qui m'a accueillie à bras ouverts chez lui à maintes reprises depuis mon arrivée en France. Andrés Vahos, allié précieux et adversaire redoutable, sera ici remercié pour son regard critique et sa perspective relativiste sur le travail scientifique, par les nombreuses discussions théoriques et par les dérives empiriques. Son humour et son amour accompagnent les pages de ce travail.

## SOMMAIRE

Note sur la transcription de l'arabe et sur la traduction .....	9
Liste d'acronymes .....	10
<b>INTRODUCTION</b> .....	12
<i>L'eau en milieu urbain : dynamiques politiques et contextes socioculturels</i> .....	12
<i>Trajectoire de la recherche et évolution des approches théoriques</i> .....	16
<i>L'approche ethnographique : méthodologie d'enquête</i> .....	19
<i>Comparaison des stratégies d'accès et de gestion de l'eau</i> .....	23
<i>Problématique et plan de la thèse : l'eau comme objet relationnel et multi-scalaire</i> .....	27
<b>PREMIERE PARTIE. URBANISATION ET APPROVISIONNEMENT EN EAU : NECESSITE OU MODERNITE ?</b> .....	32
CHAPITRE 1. HISTOIRE DU PEUPEMENT ET DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU : LES CAS DE CARTHAGENE ET KHARTOUM .....	39
1.1. Du Port Colonial à la ville touristique : l'accès à l'eau et l'urbanisation de Carthagène .....	39
1.1.1. <i>La Fondation de Carthagène, une ville sans eau</i> .....	40
1.1.2. <i>L'expansion de la ville et l'échec de la mise en réseau</i> .....	43
1.1.3. <i>La reprise du projet d'aqueduc au XIX<sup>e</sup> siècle</i> .....	48
1.1.4. <i>La première moitié du XX<sup>e</sup> siècle : mise en place du réseau</i> .....	52
1.1.5. <i>Au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, les deux Carthagène(s)</i> .....	58
1.2. L'accès à l'eau et l'urbanisation de Khartoum : des migrations nubiennes à la consolidation de la capitale .....	62
1.2.1. <i>Le peuplement à la confluence des deux Nils</i> .....	63
1.2.2. <i>L'urbanisation au long du XIX<sup>e</sup> siècle et l'accès directe aux eaux du fleuve</i> .....	65
1.2.3. <i>La « reconstruction » de Khartoum : mise en place d'un réseau stratifié</i> .....	68
1.2.4. <i>La création de la British Sudan Light and Power Company</i> .....	73
1.2.5. <i>Deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle : multiplication des micro-réseaux</i> .....	76
CHAPITRE 2. L'INCLUSION DANS LA VILLE ET L'ACCES A L'EAU DES POPULATIONS INSULAIRES .....	80
2.1. Aperçu historique de Caño de Loro : peuplement et modes accès à l'eau .....	82
2.1.1. <i>Approche à l'histoire de Caño de Loro</i> .....	82
2.1.2. <i>L'esclavage, la traite négrière et le peuplement de Caño de Loro</i> .....	83
2.1.3. <i>L'installation de la léproserie : Caño de Loro entre dans les chroniques</i> .....	85
2.1.4. <i>Le lazaret national et l'étatisation de l'approvisionnement en eau</i> .....	89
2.1.5. <i>Début du XX<sup>e</sup> siècle : Citernes, tourisme et démantèlement du lazaret</i> .....	94
2.1.6. <i>Les projets d'aménagement urbain et l'extension du réseau à Caño de Loro</i> .....	101
2.2. Aperçu historique de Tuti : peuplement et modes accès à l'eau .....	104
2.2.1. <i>Le peuplement de l'île et la question tribale</i> .....	104
2.2.2. <i>Le village de Tuti au long du XIX<sup>e</sup> siècle</i> .....	107
2.2.3. <i>Début du XX<sup>e</sup> siècle : administration locale sous le mandat britannique</i> .....	109
2.2.4. <i>L'eau du Nil, l'eau des puits : accès à l'eau à Tuti jusqu'aux années 1980</i> .....	113
2.2.5. <i>La « révolution de Tuti » 1944-1946</i> .....	118
2.2.6. <i>Tuti dans les années 1960 – 1970 : mise en place du réseau urbain</i> .....	122

CHAPITRE 3. COMPARAISON. APPROCHE HISTORIQUE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU DANS LES VILLES ET A L'ECHELLE DES USAGERS.....	127
3.1. L'inscription de l'approvisionnement en eau dans l'histoire urbaine .....	128
3.2. Le réseau hydrique : planification urbaine, classement des citadins .....	131
3.3. La reconfiguration du collectif et de l'individu .....	134
3.4. Le rôle des médecins, des ingénieurs et des gouverneurs .....	136
3.5. Les réseaux urbains d'approvisionnement en eau : ancrage de la modernité.....	137
<b>DEUXIEME PARTIE. GROUPES DOMESTIQUES, VOISINAGE ET ESPACES DE PARTAGE DE L'EAU EN MILIEU URBAIN .....</b>	<b>139</b>
CHAPITRE 4. SAISONNALITE, DISPOSITIFS TECHNIQUES ET REDISTRIBUTION DE L'EAU A CAÑO DE LORO.....	148
4.1. Caño de Loro, caractéristiques géographiques et socioéconomiques .....	148
4.2. La construction et les dynamiques de l'espace domestique .....	151
4.2.1. <i>Création et construction des lieux d'habitation</i> .....	151
4.2.2. <i>L'héritage des maisons et des parcelles</i> .....	157
4.2.3. <i>Le partage de l'eau et les groupes domestiques</i> .....	160
4.3. Les usages et les stratégies domestiques d'accès à l'eau.....	162
4.3.1. <i>L'eau des pluies et la délimitation de l'espace d'habitation</i> .....	164
4.3.2. <i>La saisonnalité et la circulation de l'eau</i> .....	169
4.3.3. <i>Le « cycle de vie » des eaux</i> .....	173
4.4. La redistribution et les déplacements de l'eau : construction des espaces communs..	176
4.4.1. <i>L'eau du continent : accès et négociations</i> .....	176
4.4.1.1. <i>Les débarcadères : du partage éphémère à l'espace politique</i> .....	178
4.4.1.2. <i>La citerne ou la « socialité indirecte » de l'eau</i> .....	182
4.4.2. <i>Barrio Arriba, Barrio Abajo : les différenciations hydriques</i> .....	184
4.4.3. <i>La marchandisation de l'eau comme forme de socialisation</i> .....	187
4.4.4. <i>La circulation d'objets liés à l'eau : création du voisinage</i> .....	190
CHAPITRE 5. ÉLARGISSEMENT DES MAISONS, BRANCHEMENTS HYDRIQUES ET DONS D'EAU A TUTI .....	193
5.1. Caractéristiques géographiques et socioéconomiques du village de Tuti .....	193
5.2. La consolidation et le fonctionnement de l'espace domestique .....	196
5.2.1. <i>La propriété foncière et sa transmission</i> .....	196
5.2.2. <i>La « production » de l'espace d'habitation</i> .....	201
5.2.2.1. <i>Terres agricoles, terres résidentielles : la mesure du changement</i> .....	202
5.2.2.2. <i>La conversion des terres agricoles par la tarbī 'a</i> .....	204
5.2.3. <i>Le branchement de la maison au réseau</i> .....	206
5.2.4. <i>L'élargissement et la division de l'espace d'habitation</i> .....	209
5.3 Usages domestiques et techniques d'accès à l'eau .....	212
5.3.1. <i>Les points d'eau domestiques</i> .....	212
5.3.2. <i>La continuité de l'eau : coupures d'eau et motopompes</i> .....	217
5.4. Le « voisinage hydrique » .....	222
5.4.1. <i>La redistribution de l'eau urbaine</i> .....	222
5.4.2. <i>Les transferts d'eau entre parents et voisins</i> .....	224
5.4.3. <i>L'emprunt et la circulation des objets liés à l'eau</i> .....	228

5.4.4. <i>Le sabīl : mise à disposition d'eau dans la rue</i>	231
CHAPITRE 6. COMPARAISON. ACCES A L'EAU, USAGES DOMESTIQUES, ESPACES QUOTIDIENS DE PARTAGE	239
6.1. Articulations hydriques des espaces publics et privés	240
6.1.1. <i>Le détachement des lieux privés de l'espace public, fondation de la maison</i>	240
6.1.2. <i>L'intégration de processus politiques et écologiques dans l'espace domestique</i>	243
6.1.3. <i>Le partage de l'eau et les dynamiques des groupes domestique</i>	245
6.2. La création et récréation de l'espace commun : partage inter-domestique de l'eau	246
6.2.1. <i>Les spatialités de l'eau</i>	247
6.2.3. <i>La gestion collective de l'eau</i>	247
<b>TROISIEME PARTIE. STRATEGIES D'ACCES AUX RESSOURCES LOCALES : DECENTRALISATION POLITIQUE ET PLANIFICATION URBAINE</b>	252
CHAPITRE 7. CONSTITUTION COLOMBIENNE DE 1991. NORMES ET PRATIQUES A CAÑO DE LORO	259
7.1. Institutions politiques à Caño de Loro	261
7.1.1. <i>Autorité judiciaire : le corregidor</i>	261
7.1.2. <i>Autorité civile : la JAC</i>	263
7.1.3. <i>Autorité « ethnique » : le Conseil Communautaire</i>	265
7.2. Les transactions foncières : instances, acteurs et définition des usages de la terre ...	269
7.2.1. <i>L'exploitation des terres : entre nécessité et capacité</i>	269
7.2.2. <i>Le corregidor dans l'enregistrement local des terres</i>	271
7.2.3. <i>Les transactions foncières entre touristes et nativos</i>	273
7.2.4. <i>La planification urbaine : contradictions de l'Etat</i>	277
7.2.5. <i>L'enregistrement des titres fonciers à Caño de Loro</i>	281
7.3. Les liaisons avec la ville, l'Etat et le marché par l'accès à l'eau	284
7.3.1. <i>L'accès à l'eau selon le POT : entre urbanité et ruralité</i>	284
7.3.2. <i>La privatisation de la gestion municipale de l'eau</i>	286
7.3.3. <i>L'accès à l'eau à Caño de Loro: du troc au marchandage</i>	287
7.3.4. <i>La réinterprétation de la marchandisation de l'eau</i>	289
7.3.5. <i>Les envois d'eau de la municipalité</i>	292
7.4. Décentralisation, POT et marchandisation : lieux de contestation du pouvoir	296
CHAPITRE 8. REFORMES POLITIQUES ET LA PLANIFICATION URBAINE A TUTI : TRANSFORMATIONS ET CONTINUITES	299
8.1. Institutions politiques à Tuti	301
8.1.1. <i>Le sheīkh, le 'omda et la lajna sha'biya : réformes politiques des années 1990...</i>	301
8.1.2. <i>Les comités locaux</i>	304
8.2. La planification de l'île de Tuti : conflits et acteurs	307
8.2.1. <i>Ruptures et continuités du plan d'aménagement de Khartoum</i>	307
8.2.2. <i>Les acteurs internationaux : le pont de Tuti et le mythe de la modernité</i>	312
8.2.3. <i>Le statut des terres et la contestation des droits d'exploitation</i>	316
8.2.4. <i>Transactions sur les terres et la Tuti Island Investment Co</i>	321
8.2.5. <i>Les projets locaux d'aménagement et les images de l'île</i>	324
8.3. La médiation de l'eau dans la relation entre l'Etat et le citoyen	329

8.3.1. <i>La bureaucratisation de l'accès à l'eau</i> .....	331
8.3.2. <i>Fonctionnement du service de l'eau : plaintes, demandes, coupures</i> .....	333
8.3.3. <i>Le paiement pour l'eau</i> .....	335
8.3.4. <i>L'introduction de capitaux privés dans les systèmes hydrique</i> .....	340
8.4. <i>Entre actions individuelles et actions collectives : le pouvoir sur les ressources</i>	342
CHAPITRE 9. COMPARAISON. GESTION DE L'EAU ET DE LA TERRE : ACTEURS, PRATIQUES ET POLITIQUES .....	345
9.1. <i>Les catégories d'appartenance et la marge d'action sur les ressources</i> .....	346
9.2. <i>Gouvernement et modernité</i> .....	350
9.2.1. <i>L'extension d'une rationalité gouvernementale</i> .....	350
9.2.2. <i>Urbanisation et modernisation dans la planification de la ville</i> .....	352
9.3. <i>L'action collective et l'action individuelle</i> .....	354
9.3.1. <i>Des raisons historiques, politiques et écologiques</i> .....	355
9.3.2. <i>La politique des actions collectives et individuelles</i> .....	357
9.4. <i>Gestion différentielle de l'eau et de la terre en milieu urbain</i> .....	359
<b>CONCLUSION</b> .....	362
<i>Des logiques hétérogènes pour penser l'eau en milieu urbain</i> .....	363
<i>La gestion des ressources hydriques dans les villes : une question locale et globale</i>	368
<i>Les liens de l'eau : localité et « communauté de la pratique »</i> .....	370
<i>Les micro-politiques de l'accès quotidien à l'eau</i> .....	372
<i>La dimension collective de la gestion de l'eau à Tuti et à Caño de Loro</i> .....	375
<i>Comparaison des modes d'accès à l'eau dans la ville</i> .....	376
<b>BIBLIOGRAPHIE</b> .....	380
<b>ILLUSTRATIONS</b> .....	411
<b>GLOSSAIRE</b> .....	413
<b>ANNEXES</b> .....	420
Annexe 1 – Liste d'entretiens réalisés .....	421
Annexe 2 – Photos de Tuti et Caño de Loro.....	425
Annexe 3 – Les <i>sāgīa</i> de Tuti : fonctionnement, enregistrement, cartographie .....	430
Annexe 4 – Cahier de plaintes KSWC (Tuti) .....	438
Annexe 5 – Minutes de possession et registres notariaux (Caño de Loro).....	439
Annexe 6 – Exemple de <i>tarbī 'a</i> .....	442
Annexe 7 – Définition des <i>lajna sha'biya</i> de Khartoum en 2002 .....	444

## NOTE SUR LA TRANSCRIPTION DE L'ARABE ET SUR LA TRADUCTION

Pour la transcription des termes en arabe nous suivons les critères suivants :

ا <i>ā</i> ( <i>a, i</i> et <i>u</i> en début)	د <i>d</i>	ض <i>ḍ</i>	ك <i>k</i>
ب <i>b</i>	ذ <i>dh</i>	ط <i>ṭ</i>	ل <i>l</i>
ت <i>t</i>	ر <i>r</i>	ظ <i>ẓ</i>	م <i>m</i>
ث <i>th</i>	ز <i>z</i>	ع ‘	ن <i>n</i>
ج <i>j</i>	س <i>s</i>	غ <i>ḡ</i>	◦ <i>h</i> ( <i>a</i> en finale)
ح <i>ḥ</i>	ش <i>sh</i>	ف <i>f</i>	و <i>w, u, ū, et ō</i>
خ <i>kh</i>	ص <i>ṣ</i>	ق <i>g</i>	ي <i>ī et y</i>

Les termes dans une langue autre que le français apparaissent en italique dans le texte – sauf pour les noms propres. Leur traduction, toujours au singulier, est reportée dans le glossaire. Nous avons donné priorité à la prononciation dialectale soudanaise par rapport à l’arabe classique : la lettre ق qui en arabe soudanais est prononcée « g » et non « q » sera transcrite ici par un « g », puis ذ et ث , transcrites en arabe classique par « dh » et « th », mais, seront transcrites ici par « d » et « t » selon l’arabe dialectal soudanais. Les termes d’usage courant en langue française seront rapportés dans leur transcription française. C’est le cas des toponymes – Khartoum, au lieu de Khartūm, Carthagène au lieu de Cartagena – ou des noms de personnages historiques – Mahdi plutôt que Mahdī ; Bolivar au lieu de Bolívar. Lors du premier usage d’un terme, la traduction est indiquée en note de bas de page. Si le terme est utilisé une seule fois, il n’est pas reporté dans le glossaire. Nous avons utilisé comme support le dictionnaire de R. Tamis et J. Persson (2011) pour l’arabe soudanais et le dictionnaire en ligne de la Real Academia de la Lengua pour l’espagnol. Pour les citations des documents académiques, d’archives ou de littérature grise écrits dans une langue autre que le français nous reportons nos propres traductions en présentant le texte original en note de bas de page. Pour les entretiens, nous présentons les passages exploités uniquement dans leur traduction française.

## LISTE DES ACRONYMES

ACUACAR	Aguas de Cartagena (Eaux de Carthagène – Colombie).
ANC	Andian National Corporation (Corporation Nationale Andian – Colombie).
AHCI	Archivo Histórico de Cartagena de Indias (Archive Historique de Carthagène des Indes – Colombie).
ANR	Agence Nationale de la Recherche (France).
BID	Banco Interamericano de Desarrollo (Banque Interaméricaine de Développement).
BM	Banque Mondiale.
CEDEJ	Centre d'Etudes et Documentation Economique et Juridique (Soudan).
CEWA	Central Electricity and Water Authority (Autorité Centrale de l'Eau et l'Electricité – Soudan).
COP	Peso colombien (1 € est équivalent à 2 500 COP).
CWC	Cartagena Waterworks Company (Compagnie des Eaux de Carthagène – Colombie).
DADIS	Departamento Administrativo Distrital de Salud (Département Administratif de Santé du District de Carthagène – Colombie).
DFG	Deutsche Forschungsgemeinschaft (Fondation Allemande pour la Recherche – Allemagne).
EPMC	Empresas Públicas Municipales de Cartagena (Compagnie Publique de la Municipalité de Carthagène – Colombie).
FFM	Fondo de Fomento Municipal (Institut National de Promotion Municipale – Colombie).
IAAS	Institute of African and Asian Studies (Institut d'Etudes Africaines et Asiatiques, Université de Khartoum – Soudan)
IGAC	Instituto Geográfico Agustín Codazzi (Institut Géographique Agustín Codazzi – Colombie).
JAC	Junta de Acción Comunal (Conseil d'Action Communale – JAC, Colombie).

JAL	Junta de Acción Local (Conseil Local d'Administration – JAL, Colombie).
KSP	Khartoum Structural Plan (Plan Structurel de Khartoum – Soudan).
KSWC	Khartoum State Water Corporation (Corporation de l'Eau de l'Etat de Khartoum – Soudan).
NRO	National Record Office (Bureau des Archives Nationales – Soudan).
NWC	National Water Corporation (Corporation Nationale de l'eau – Soudan).
OMS	Organisation Mondiale de la Santé.
ONU	Organisation des Nations Unies.
POT	Plan de Ordenamiento Territorial (Plan d'Aménagement Territorial – Colombie).
PAU	Popular Administrative Unit (Unité Administrative Populaire – Soudan).
PNN	Parque Nacional Natural (Parc National Naturel – Colombie).
PWD	Public Works Department (Département de Travaux Publics – Soudan).
QVC	Quarter/Village Council (Conseil de Quartier ou de Village – Soudan).
SISBEN	Sistema de Identificación de Potenciales Beneficiarios de Programas Sociales (Système d'identification et classification de potentiels bénéficiars pour des programmes sociaux – Colombie).
SDG	Livre Soudanaise (1 € est équivalent à 6.5 SDG).
UCG	Unidad Comunera de Gobierno (Unité Communautaire de Gouvernement – Colombie).
WAMAKHAIR	Water Management in Khartoum International Research Project (Programme International de Recherche sur la Gestion de l'Eau à Khartoum).

## INTRODUCTION

### *L'eau en milieu urbain : dynamiques politiques et contextes socioculturels*

En 2014, environ 3,9 milliards de personnes, soit 54% de la population mondiale, vivaient dans un milieu urbain, ce chiffre ayant été multiplié presque par cinq depuis les années 1950<sup>1</sup>. L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) estimait en 2006 à 884 millions le nombre d'habitants des villes accédant quotidiennement à l'eau de consommation domestique en dehors des réseaux urbains d'adduction ou d'autres sources « améliorées »<sup>2</sup>. Or, les données changent selon les régions, les pays et les villes elles-mêmes : en Colombie, 1% de la population urbaine se procurerait de l'eau de consommation en dehors du réseau urbain ou de sources « améliorées », tandis que ce chiffre s'élèverait à 22% dans le cas du Soudan (UNICEF et WHO 2008)<sup>3</sup>.

A ce titre, l'approvisionnement en eau des populations citadines a surtout été abordé à travers sa dimension technique par les sciences dures et l'ingénierie, tout en étant traité en termes statistiques à partir de la comparaison des conditions d'accès à la ressource entre différentes villes de la planète. La réflexion sur la gestion de l'eau en milieu urbain s'est en effet largement inscrite dans le cadre du développement planifié des villes, et ce notamment depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Dans ce contexte, le langage techniciste et statistique paraît s'imposer sous la forme des questions suivantes : quel pourcentage de la population se sert du réseau ? Combien de nouvelles connexions ont été effectuées au long d'une période déterminée ? Sur combien de kilomètres s'étendent les tuyaux ? Autant d'interrogations qui paraissent rendre intelligible la question de l'accès à l'eau dans les villes au-delà de leurs particularités propres.

---

<sup>1</sup> Selon les chiffres publiés par le Département des Affaires Economiques et Sociales de l'ONU en 2014 (ONU 2014).

<sup>2</sup> D'après l'Organisation Mondiale de la Santé, il s'agit des robinets publics, des puits, des forages, des sources d'eau ou des points protégés pour la collection d'eau pluviale (UNICEF et World Health Organization 2008, p. 29).

<sup>3</sup> Ces chiffres globaux présentés par les organisations internationales sont néanmoins contestables selon certains auteurs (HALL et LOBINA 2007).

En s'inscrivant dans des contextes sociaux spécifiques, cette problématique semble cependant intimement liée à des dynamiques politiques et sociales, ainsi qu'à diverses manières de concevoir la nature de la part des citoyens. Or, les sciences humaines n'ont commencé que récemment à s'intéresser aux aspects sociaux du partage de l'eau en milieu urbain. Certains historiens ont d'abord exploré le rapport de la ville à l'eau et la dimension idéologique et symbolique des réseaux urbains qui visent l'hygiénisme ou le progrès (GUILLERME 1983). Il faut ensuite attendre le tournant des années 2000 pour que des géographes engagent la réflexion sur la contradiction suivante : bien que le réseau – parfois dit « universel » (BLANCHON et GRAEFE 2012) – soit pensé pour s'étendre dans l'ensemble de la ville, il dessert rarement la totalité des populations urbaines, notamment dans des pays du Sud. Prenant la ville comme cadre d'analyse, ces études ont contribué à la compréhension de l'économie politique urbaine à partir des formes d'accès à l'eau (GANDY 2008). Elles ont montré de surcroît comment les réseaux hydriques s'insèrent dans des relations politiques, économiques et écologiques complexes qui dépassent l'espace de la ville (SWYNGEDOUW 2004). Au sein de cette même approche, certaines recherches ont abordé les inégalités d'accès à l'eau dans les villes (JAGLIN 2005), pendant que d'autres ont analysé le pouvoir que les systèmes techniques acquièrent dans la régulation de la vie quotidienne des usagers (LOFTUS 2006). Ces auteurs s'intéressent ainsi au fonctionnement des réseaux en tant que « technologie disciplinaire »<sup>4</sup> et dévoilent l'idéologie moderniste qui leur est sous-jacente (KAIKA et SWYNGEDOUW 2000).

Pour autant, les travaux qui considèrent comme objet d'étude la gestion des ressources hydriques dans les villes véhiculent souvent une vision dualiste, divisant les populations urbaines selon qu'elles ont ou non accès à l'eau du réseau urbain. Comme l'indiquent certains anthropologues, une telle perspective s'avère cependant simplificatrice en ce qu'elle occulte la complexité des réalités multiples de l'accès à l'eau que révèle le travail de terrain (ANAND 2011). En outre, problématiser cette question de manière binaire laisse parfois peu de place à la compréhension des pratiques et des représentations quotidiennes des usagers et à la créativité qu'ils déploient pour se procurer l'eau de la ville. Ces actions journalières renvoient par ailleurs à des rapports sociaux spécifiques, à des relations de pouvoir à différentes

---

<sup>4</sup> Ce terme a été développé par Michel Foucault, notamment dans son ouvrage « Surveiller et punir. Naissance de la prison », publié en 1975. Si le terme a été mobilisé pour analyser les formes d'accès à l'eau en milieu urbain (KAIKA 2004 ; MUSEMWA 2006), il a surtout inspiré l'analyse des systèmes d'irrigation (BERNAL 1997 ; VAN AKEN 2011).

échelles, mais également aux contingences et à la matérialité propres à la ressource elle-même.

De nombreuses études anthropologiques ont contribué au débat portant sur la relation entre culture et environnement, et ont de ce fait rendu visibles les dimensions sociales, politiques et économiques des formes d'accès et de partage de l'eau. Ce faisant, les anthropologues ont développé des outils méthodologiques pour saisir la pluralité des « eaux mineures » (CASCIARRI et VAN AKEN 2013, p. 20), c'est-à-dire la diversité des eaux selon leurs usages, leur qualité, leurs sources, leur histoire ou encore selon les acteurs impliqués dans les échanges qu'elles suscitent. Des chercheurs français ont mis l'accent sur la dimension technique des systèmes d'irrigation (BEDOUCHE 1987 ; WATEAU 2002 ; AUBRIOT 2004 ; RIAUX 2006) et sur d'autres dispositifs hydrauliques (MARIE 1984 ; BEDOUCHE 2011) en relation avec des contextes socioculturels particuliers. D'autres études ont peaufiné des instruments analytiques pour appréhender les systèmes de gestion de l'eau dans des situations coloniales (BERNAL 1997 ; MOSSE 2003, 2006b, 2006c) et dans des contextes de développement planifié (MOSSE 1999, 2006b ; STARO 2009, 2013 ; VAN AKEN 2011) en prêtant une attention particulière aux processus de marchandisation de la ressource (BARON 2007 ; ANCEY et al. 2008 ; CASCIARRI 2008, 2011, 2015a). Ces différents travaux ont contribué à la compréhension des relations entre les usages de l'eau et des formes d'identification individuelles et collectives, ainsi qu'à des dynamiques économiques et politiques plus larges.

Toutefois, l'examen de la littérature présenté ici permet de dresser deux constats. D'une part, les premiers travaux anthropologiques qui ont étudié la dimension sociale de l'eau de manière systématique se sont surtout concentrés sur les systèmes de production agricole, en l'occurrence l'irrigation, au détriment de l'eau de consommation<sup>5</sup>. L'analyse de celle-ci, en particulier dans la sphère domestique, n'est devenue que récemment un objet central et privilégié de recherche abordé depuis peu en milieu urbain<sup>6</sup>.

---

<sup>5</sup> Pour un état des lieux récent des travaux anthropologiques sur l'eau en anglais et en français, voir l'introduction au numéro spécial « Anthropologie et eau(x) » du *Journal des Anthropologues* n°132-133 (CASCIARRI et VAN AKEN 2013). L'analyse de la bibliographie de cette introduction semble aller dans le sens de notre observation puisqu'on n'y trouve que cinq auteurs qui traitent de l'eau de consommation à l'échelle des usagers, deux d'entre eux étant par ailleurs des géographes (KAIKA 2004; LOFTUS 2006).

<sup>6</sup> Parmi les travaux qui s'intéressent à la question de l'eau domestique en milieu urbain dans une perspective anthropologique, il importe de mentionner ceux de Nikhil Anand (2011) qui a travaillé sur la manière dont des populations pauvres de Bombay accèdent à l'eau du système urbain à travers des connexions à la fois politiques et techniques. Citons aussi les travaux de Karen Coelho (2006) qui étudie les modes d'allocation et

Bien que l'anthropologie se soit encore peu intéressée à la question de l'eau de consommation en ville, l'idée semble déjà acquise que cette ressource possède un énorme potentiel relationnel en même temps qu'elle constitue un important support de sens pour les individus et les groupes. Il est par conséquent possible d'affirmer que les formes d'accès et de partage de l'eau en milieu urbain sont susceptibles d'être un objet tout à fait pertinent pour l'analyse anthropologique. En effet, l'une des hypothèses de cette recherche suggère que les pratiques et les représentations de l'eau du robinet apparaissent comme une entrée privilégiée pour observer des dynamiques socioculturelles et politiques pouvant se déployer à différentes niveaux. De plus, une exploration systématique de la circulation de l'eau au sein de la microsphère des usagers permet d'aborder les contextes – locaux, nationaux et globaux – dans lesquels l'eau est produite matériellement et construite conceptuellement.

Le parcours de recherche sur les formes d'accès et de gestion des ressources hydriques en milieu urbain dont résulte le présent travail m'a conduit<sup>7</sup> à réfléchir sur deux sujets névralgiques des sciences sociales : l'eau et la ville. Dans ce cadre, le regard anthropologique adopté ici peut apporter des éléments de compréhension sur les stratégies mises en place quotidiennement par les usagers. Cette perspective permet de se démarquer de la dichotomie évoquée plus haut entre ceux qui disposent de l'eau du réseau urbain et ceux que n'en bénéficient pas. Jusqu'alors peu développée dans les études d'anthropologie urbaine, l'analyse de l'accès aux ressources hydriques peut également fournir des matériaux de réflexion sur les relations sociales et de pouvoir qui ont lieu en ville, tout en informant sur les représentations que les citoyens peuvent avoir de la nature et des ressources telles que l'eau et la terre. Enfin, travailler en milieu urbain peut enrichir les débats anthropologiques portant sur les dimensions sociales de la gestion de l'eau dans des contextes ruraux.

---

de distribution de l'eau ainsi que les formes de négociation entre la compagnie municipale des eaux de Chiennai et les habitants de la ville. D'autres chercheurs ont également abordé la question des réseaux d'adduction d'eau, cependant en dehors des milieux urbains. A ce propos, Sylvie Janssens et Zack Thill (2013) examinent le rôle de l'eau du robinet en tant qu'intermédiaire des relations contemporaines entre le gouvernement jordanien et les habitants d'Azraq, tandis que Matthew Bender (2008) montre comment la mise en place du réseau d'adduction d'eau contribue à la construction de l'Etat-Nation dans le Kilimandjaro.

<sup>7</sup> Tout au long de ce travail, le « nous » sera généralement privilégiée par rapport au « je », sauf dans le cadre de l'introduction où je me réfère à un parcours de recherche personnel. Le « nous » n'est pas seulement choisi en tant que convention dans l'écriture académique mais, à l'instar d'autres auteurs, par sa dimension inclusive qui permet de réunir l'auteur et le lecteur dans une même dynamique réflexive (SERI-HERSCH 2012a, p. x).

## Trajectoire de la recherche et évolution des approches théoriques

J'ai commencé cette recherche doctorale en proposant d'explorer les formes d'accès et de gestion de l'eau auprès des populations de deux villages<sup>8</sup> insulaires situés en milieu urbain : Tuti sur l'île du même nom à Khartoum (Soudan), et Caño de Loro sur l'île de Tierra Bomba à Carthagène (Colombie). L'idée de comparer les questions liées à cette ressource au sein de ces deux populations est née d'expériences de recherche précédentes.

Mon travail de réflexion sur l'eau a débuté en 2006 par une enquête sur les dynamiques sociales et les enjeux de la gestion des ressources hydriques à Santa Cruz del Islote (Colombie)<sup>9</sup> dans le cadre d'une maîtrise en ethnologie (ARANGO 2007). La volonté d'approfondir les problématiques abordées au cours de cette première expérience m'a conduit à réaliser un nouveau travail de terrain pour l'obtention d'un master en sociologie. Plus précisément, Barbara Casciarri, directrice de mon mémoire de maîtrise, m'a proposé de mener une nouvelle recherche au sein du projet ANR WAMAKHAIR<sup>10</sup>. C'est ainsi qu'entre novembre 2008 et avril 2009, j'ai réalisé une enquête dans le quartier de Deim à Khartoum sur les formes d'accès et de partage de l'eau de consommation (ARANGO 2009). La proposition de comparaison à la base du présent travail est donc autant le fruit de ces expériences ethnographiques que d'un intérêt analytique pour la démarche comparatiste<sup>11</sup>.

Dans la phase de conception du projet, la mise en perspective des cas de Tuti et de Caño de Loro – et par extension de Khartoum et de Carthagène – qui se trouve au centre de

---

<sup>8</sup> Le terme « village » suppose un cadre intelligible par l'administration urbaine tout en ayant du sens pour ses habitants. A ce titre, les gens de Tuti parlent souvent de *hillat Tūtī* (village de Tuti), de *medīnat Tūtī* (ville de Tuti), de *jezirat Tūtī* (île de Tuti) ou encore de *balad* (pays, patrie), tandis que les administrateurs coloniaux et les académiciens se réfèrent plus couramment à *Tuti Island*. Dans le cas de Caño de Loro, les gens utilisent les termes de *caserío* (hameau) et *pueblo* (village), souvent dans sa forme diminutive *pueblito*, alors que les administrateurs et fonctionnaires depuis l'époque coloniale utilisent davantage les mots de *población* (population, localité), *poblado* (agglomération, localité), *distrito* (district), *parroquia* (paroisse) et plus récemment de *corregimiento* ou *localidad* (division administrative). Le choix d'analyser une unité spatiale et non une catégorie sociale – la tribu, la catégorie professionnelle ou l'ethnie – procède d'une précaution méthodologique évoquée par M. Gluckman et qui a été suivie dans l'école de Manchester (THOLONIAT et DE L'ESTOILE 2008). Le découpage spatial permet de ne pas présupposer l'existence de catégories sociales et de se concentrer sur l'observation d'espaces d'interaction et interdépendance. Cette démarche permet d'intégrer des acteurs et des situations de conflit mettant en relation plusieurs échelles. En outre, la notion de « village » indique un espace de partage de sources communes d'eau.

<sup>9</sup> Îlot semi-artificiel situé à deux heures en vedette de la ville de Carthagène.

<sup>10</sup> L'acronyme signifie : *Water Management in Khartoum International Research* – Programme International de Recherche sur la Gestion de l'Eau à Khartoum. Ce projet s'intéressait à différents aspects sociaux, politiques et historiques de la gestion et de l'accès à l'eau dans la ville de Khartoum (Soudan).

<sup>11</sup> La conception de mon projet de recherche doctorale a aussi été le fruit de ces hasards et rencontres caractérisant les parcours académiques. Les intérêts personnels et scientifiques développés au cours de ma formation m'ont guidé dans la formulation d'un projet qui était aussi lié aux opportunités de financement de recherche obtenus au fil des années.

ma thèse visait en outre à considérer les formes de gestion de l'eau comme une possible clé de lecture de processus socioculturels et économiques se déployant à l'échelle mondiale qu'il s'agissait d'analyser par le biais de la notion de « globalisation ». Au fur et à mesure de l'avancement de la réflexion, il s'est néanmoins, avéré que le fait de baser l'analyse sur cette hypothèse pouvait, à l'instar de ce qui est noté par certains anthropologues, entraîner certains écueils comme : « celui de se plier au postulat de l'homogénéisation du monde actuel et celui, symétrique et inverse du premier, du cloisonnement supposé des sociétés appartenant au passé de l'humanité » (AMSELLE 2001, p. 18).

Le terme « globalisation » apparaît ainsi fortement polysémique, d'autant que l'ampleur des échanges qui y est associée, souvent décrite comme inédite, n'est pas entièrement nouvelle (APPADURAI 1990 ; ASSAYAG 2007). Plus encore, son usage peut entraîner le risque de faire succomber le chercheur à l'hypothèse de l'uniformisation du monde contemporain (AMSELLE 2001, p. 18) en aplatissant les particularités – sociales, économiques et culturelles – qui constituent pourtant l'un des points d'accroche principaux de la perspective anthropologique.

Dans cette logique, le choix de ne pas utiliser ici la notion de « globalisation » comme catégorie centrale d'analyse répond à la nécessité d'éviter le risque latent d'homogénéisation des stratégies de réinterprétation et des espaces de créativité produits par les acteurs sociaux dans la gestion et l'usage des ressources hydriques. Or, ce positionnement théorique n'équivaut pas pour autant à oblitérer l'articulation de la réalité quotidienne des habitants de Caño de Loro et de Tuti avec des dynamiques qui dépassent leur cadre de vie. C'est pourquoi je me suis efforcée de tenir compte des logiques, processus, forces et institutions qui agissent activement – parfois de manière plus intense, parfois de manière entièrement nouvelle – à l'échelle internationale dans la reformulation des conditions de vie et des formes d'accès et de partage des ressources ; autant de transformations face auxquelles les individus sont appelés quotidiennement à se confronter et à se « réinventer ».

A ce titre, une réflexion autour de la question de la « modernité » s'est avérée féconde pour indiquer l'extension à une échelle très large – presque simultanément à Khartoum et à Carthagène – d'une manière particulière de gérer l'eau urbaine. Ce mode de pensée, qui véhicule une certaine façon de comprendre la nature, les individus et la politique, va imprégner les pratiques des hommes politiques comme celles des citoyens, bien que cette logique ne soit pas pour autant totalisante.

Dans ce cadre, la réflexion développée par Bruno Latour sur les concepts de « moderne », « modernité », « modernisme » – en tant que logique, inachevée dans la pratique, qui à la fois découpe le réel par une approche critique et permet la représentation de la « nature » par les scientifiques et des individus par l’Etat (LATOURE 1991) – a constitué une base fondamentale pour mener une analyse anthropologique de l’histoire de l’approvisionnement en eau de Carthagène et de Khartoum, ainsi que des transformations produites par le réseau hydrique au quotidien. Il faut également mentionner le rôle capital du James Ferguson (1999) pour situer la question de la « modernité » dans une anthropologie urbaine. Pour cet auteur, la « modernité », loin de faire référence à un mouvement téléologique, est une catégorie opératoire qui fournit des critères permettant de comprendre le monde et d’interpréter la réalité qui sont partagées par des acteurs divers dont les anthropologues et les citoyens. Au même titre, les études de David Mosse (2003, 2006c) et de Timothy Mitchell (2002) m’ont menée à porter un regard critique sur le pouvoir transformateur de l’entreprise coloniale. En s’intéressant à la relation entre règle et représentation – propre à une vision « moderne » du monde – ces auteurs montrent que la rationalité coloniale ne s’est pas imposée de l’extérieur comme une structure conceptuelle préformée, mais s’est déployée par des compromis et des contingences de l’administration britannique vis-à-vis des formes politiques préexistantes.

Il convient également de tenir compte du fait que l’eau urbaine est un élément traversé en partie par des processus qui se déploient à l’échelle globale : de plus en plus commercialisée par les compagnies multinationales, elle est devenue un produit qui mobilise des capitaux circulant à travers la planète et dont les modèles de gestion peuvent être imposés par des institutions internationales. Dans ce cadre, les travaux de Michel de Certeau m’ont permis de mettre l’accent sur les « manières d’employer » l’eau par lesquelles les individus s’octroient une marge de manœuvre sur les ressources et déploient leur créativité (DE CERTEAU 1990, p. xxxvii). Etant à la fois tributaires et critiques de l’œuvre de Michel Foucault, les travaux de Certeau m’ont conduit à utiliser certaines notions foucauldienne – tels les « luttes immédiates » (1994b, p. 225-26) et la « gouvernementalité ». En gardant à l’esprit l’existence de nombreuses inégalités économiques, les notions présentées ici brièvement – et qui sont appelées à être explorées plus en détail tout au long du présent travail – nous permettent d’appréhender des actions, parfois contradictoires et souvent sans « stratégie de pouvoir » pour reprendre les termes d’Alain Bertho (2014, p. 17). Ces dernières renvoient aux

dispositifs que les gens de Caño de Loro et Tuti peuvent mettre en place, individuellement ou collectivement, pour réinterpréter des situations qui paraissent les dépasser.

### *L'approche ethnographique : méthodologie d'enquête*

Mon travail de terrain c'est déroulé au sein de deux pays, ce qui a impliqué une importante organisation logistique, à commencer par Khartoum, et plus particulièrement à Tuti, où j'ai mené un terrain exploratoire de deux mois entre janvier et février 2010<sup>12</sup> qui a précédé un travail plus intensif de sept mois entre juillet 2011 et février 2012. En ce qui concerne Carthagène et surtout Caño de Loro, j'ai effectué un premier séjour entre décembre 2010 et février 2011, suivi d'un autre plus long, entre juillet 2012 et janvier 2013. Dans les deux villages, j'ai été hébergée la plupart du temps par des familles<sup>13</sup>. Motivé en partie par l'idée d'étudier de près les usages et les pratiques quotidiennes de distribution de l'eau, ce choix a profondément alimenté les réflexions présentées ici.

Tout au long du travail de terrain, j'ai utilisé des techniques ethnographiques pour la production de données qui se sont articulées en deux temps : un court séjour exploratoire suivi d'un autre plus extensif dans chaque terrain. L'objectif de la première partie de l'enquête consistait à présenter la recherche à différents interlocuteurs plutôt institutionnels – autorités locales, notables – tout en me familiarisant avec le lieu et en identifiant des situations et des espaces significatifs pour une recherche plus intensive.

J'ai commencé le deuxième temps de l'enquête, sur les deux terrains, par un travail cartographique dont le but était de situer les principaux lieux de socialisation et les points de partage de l'eau, ceux-ci étant beaucoup plus visibles et actifs à Caño de Loro qu'à Tuti comme on le verra par la suite. Cette représentation spatiale a été construite progressivement à partir de déambulations quotidiennes qui m'ont permis de me présenter et d'expliquer mon travail aux habitants avec lesquels j'avais l'occasion d'échanger. Dans cette première étape de la recherche, les observations, rencontres et informations récoltées, tout comme les questions formulées, ont constitué un corpus de données particulièrement fécond pour la réflexion.

---

<sup>12</sup> Pour ce travail de terrain exploratoire, j'ai eu le soutien financier du CEDEJ (Centre d'Etudes et de Documentation Economique et Juridique) – Institut Français de Recherche à l'Etranger qui dépend du Ministère des Affaires Etrangères français et du CNRS – dirigé à l'époque par Barbara Casciarri. Le financement m'a été octroyé dans le cadre du programme de recherche CEDEJ-Université de Khartoum intitulé « *Transformation processes among Sudanese rural and urban communities: resources access and management in the context of globalisation* ».

<sup>13</sup> Comme pour mon travail de terrain de Master, j'ai été accueillie au CEDEJ à mon arrivée à Khartoum. Les bureaux et la bibliothèque du centre ont été des lieux très importants pour le déroulement de mon enquête.

A la fin du travail cartographique, j'ai entrepris une enquête historique sur le peuplement des villages et sur l'histoire des formes d'accès à l'eau, en prêtant une attention spéciale à leur dimension technique. Ce travail s'est fait en articulant des entretiens<sup>14</sup> avec une recherche documentaire et historique dans différentes bibliothèques et institutions archivistiques. Les textes officiels, notamment en ce qui concerne la planification urbaine, de même que les articles de presse, les études techniques et les rapports consultés ont constitué un matériel essentiel pour l'analyse.

Au fur et à mesure de l'avancement du travail de terrain, des relations plus étroites se sont construites dans les deux villages, ce qui m'a permis de participer à la vie quotidienne des habitants de Tuti et de Caño de Loro. C'est à produire cette « imprégnation », dont parle Jean Pierre Olivier de Sardan (1995, p. 4), qu'ont le plus servi mes séjours prolongés dans les deux terrains : bien que composée d'expériences qui débordent le sujet d'étude, cette immersion dans le quotidien est, comme l'explique cet auteur, l'un des gages nécessaires pour interpréter efficacement les données relatives à l'enquête. Dans ce cadre, j'ai pu mener un travail plus approfondi auprès des ménages sur l'accès et l'utilisation de l'eau dans la sphère domestique en développant parallèlement mes interrogations sur les questions relatives à l'histoire des familles, aux liens de parenté et au voisinage ainsi qu'à l'accès au foncier et à la question de l'habitat. A ce stade de l'enquête, j'ai utilisé des fiches pré-remplies, inspirées des celles mises au point par Barbara Casciarri au cours de son travail sur l'eau au Maroc, afin de formaliser des données d'ordre quantitatif. De plus, j'ai mené des entretiens, notamment auprès des femmes, sur les usages et la circulation de l'eau de consommation domestique<sup>15</sup>.

Pendant cette collecte de données, j'ai également répertorié, à l'aide de fiches standardisées, les différents points d'approvisionnement et d'échange d'eau – en dehors des espaces domestiques – qui sont devenus des lieux privilégiés pour observer et discuter les liens sociaux tissés autour du partage et de la gestion de la ressource. La reconstruction des trajectoires historiques et contemporaines de l'eau m'a par la suite conduit à dépasser les cas de Tuti et Caño de Loro. J'ai donc été amenée à explorer d'autres espaces et à considérer, en

---

<sup>14</sup> 41 entretiens semi-directifs ont été réalisés pour mon terrain soudanais, dont 31 enregistrés, traduits et retranscrits dans leur totalité, dix ayant été menés avec une prise de notes. Deux des entretiens ont été conduits en anglais, deux autres en français, tandis que le reste était en arabe dialectal soudanais, dans certains cas avec un traducteur et dans d'autres par mes propres soins. 30 entretiens semi-directifs ont été réalisés pour mon terrain colombien, dont 21 enregistrés et retranscrits dans leur totalité. Les neuf restants ont été menés avec une prise de notes. J'ai pris le parti de traduire moi-même les extraits d'entretiens utilisés dans le texte. Le lecteur trouvera en annexe 1 la liste des entretiens réalisés dans chaque terrain.

<sup>15</sup> On trouvera un commentaire critique de ce travail, ainsi que les détails de l'enquête, dans l'introduction de la deuxième partie de la thèse.

plus des usagers, certains acteurs concernés par différentes phases ou sphères de l'acheminement de l'eau à Khartoum et à Carthagène, à l'instar des ingénieurs, plombiers, vendeurs d'eau ou fonctionnaires des compagnies municipales chargées de la distribution de la ressource. Lorsque cela a été possible, j'ai contacté et mené directement des entretiens avec ces intervenants au long de la recherche. Dans le cas contraire, notamment avec les acteurs institutionnels<sup>16</sup>, j'ai abordé le rôle de ces individus et institutions par le biais de la documentation officielle, ou à travers les récits des gens des deux villages. L'alternance des étapes de la recherche demeure toutefois exposée ici à titre indicatif, chaque terrain ayant présenté ses propres particularités<sup>17</sup>. Il convient donc de noter l'existence de certaines différences – non seulement entre Khartoum et Carthagène et respectivement entre Tuti et Caño de Loro, mais aussi dans ma relation à ces lieux – qui ont profondément orienté le travail ethnographique.

Une première distinction transversale à cette recherche consiste en ma plus grande familiarité avec le terrain colombien : étant née et ayant grandi en Colombie, je possédais déjà des connaissances au début de l'enquête sur le pays et une sensibilité à la grammaire sociale locale – me permettant d'interpréter, de comprendre plus rapidement et en profondeur les objets étudiés – que l'on acquiert en tant qu'anthropologue seulement après de nombreuses années de travail ethnographique. La réalisation d'un cours universitaire à l'Université Paris 8, intitulé « Aires culturelles : Amérique(s) noire(s) » – pendant le deuxième semestre de l'année académique 2012-2013 – m'a de surcroît poussé à effectuer un travail d'approfondissement plus systématique en ce qui concerne la littérature scientifique traitant de problématiques liées à une région socioculturelle dont la Colombie fait partie. Il me semble que ces différences, par rapport au terrain soudanais, ont eu des répercussions dans la manière par laquelle j'ai pu articuler mes analyses, dans chaque cas, avec le contexte national ou international, dans le passé et dans le présent.

Une autre divergence importante entre les deux contextes d'enquête réside dans la question de la langue : la recherche menée en Colombie n'a pas nécessité de travail conjoint

---

<sup>16</sup> J'ai tenté à plusieurs reprises, mais sans succès, de rencontrer des employés ou des entrepreneurs propriétaires des compagnies de transport et de vente d'eau dans la baie de Carthagène. De même, les approches envers les cadres des institutions qui gèrent l'eau dans chaque ville n'ont pas été très fructueuses. A Khartoum, j'avais pu interviewer le manager général de l'institution municipale de gestion de l'eau lors de mon travail de terrain pour le master. En ce qui concerne Carthagène, j'ai cependant été reçue par une personne chargée de la communication officielle de l'entreprise.

<sup>17</sup> J'ai pu nouer des relations de familiarité beaucoup plus vite à Caño de Loro qu'à Tuti, notamment du fait de la langue. Si le travail sur les archives locales a été beaucoup plus riche à Tuti qu'à Caño de Loro, la construction de la cartographie s'est avérée plus longue à Tuti car le terrain à baliser était plus large.

avec un tiers – comme cela a été le cas pour le Soudan –, l’espagnol étant ma langue maternelle. Bien que la connaissance de l’arabe, acquise avant et au cours de la recherche, m’ait permis de mener des entretiens et de tenir des conversations, j’ai dû faire appel à des traducteurs et à des interprètes. Cette différence a eu des répercussions non seulement dans la conduite des entretiens, mais aussi pour la compréhension et le choix des textes à analyser, tout comme dans la marge d’action dont je disposais sur le terrain et par rapport à mes interlocuteurs. A Tuti, les entretiens devaient en effet être convenus à l’avance pour m’assurer de la présence de l’interprète et, lorsque j’étais placée dans des situations plus informelles sans la présence de ce dernier, je ne pouvais souvent pas capter toutes les nuances des conversations et des échanges.

Chacune des deux situations présente à ce titre des avantages et des inconvénients spécifiques. En ce qui concerne le terrain soudanais, la question de la maîtrise linguistique m’a imposé une plus grande rigueur méthodologique dans le processus de traduction afin de demeurer constamment attentive aux termes utilisés, à leur signification et à leur étymologie. Le travail sur les entretiens ou les textes récoltés était donc plus dispendieux, demandant plusieurs heures pour leur traduction et transcription. En outre, le travail conjoint avec un traducteur-interprète supposait l’action d’un intermédiaire, ce qui restreignait la maîtrise dont je disposais pour approcher le terrain. Au contraire, la familiarité avec l’espagnol – avec un écart seulement en termes d’accent et de vocabulaire entre ma région d’origine et celle côtière du pays – me permettait une observation quotidienne plus aisée. Néanmoins, il est possible que cette proximité linguistique ait limité mes interrogations envers les nuances linguistiques d’une partie des données récoltées dont l’accumulation massive – et bien plus rapide qu’au Soudan – a posé par la suite le problème de leur systématisation, ce qui a constitué la grande difficulté du terrain colombien.

Il importe enfin de noter la diversité des dynamiques locales auxquelles j’ai dû m’adapter dans chaque contexte ethnographique exploré, ainsi que les précautions méthodologiques auxquelles chaque terrain m’a amené. De manière générale, la démarche réflexive quant à la production de données me renvoyait au privilège épistémologique du travail scientifique : j’ai souvent questionné la justesse de mes interprétations alors qu’une partie de leur bien-fondé était liée aux avantages permis par ma position de chercheuse, et que la validité de certaines de mes propositions ne pouvait être effectuée que dans le cadre académique. Or, à Tuti, j’ai rencontré une difficulté supplémentaire proche de ce que David

Mosse appelle une « cooptation épistémique » (MOSSE 2006a, p. 938)<sup>18</sup>, cette notion supposant que les limites de ce qui peut être connu sont déterminées par les relations sociales établies par le chercheur sur le terrain et par les codes propres au contexte. Je me suis trouvée en l'occurrence confrontée à une importante élite intellectuelle dans l'île, qui voulait à la fois m'aider tout en cherchant à maintenir et à confirmer certaines hiérarchies locales. Lors de l'enquête, cette « capture épistémique » (MOSSE 2006a, p. 938) s'est traduite par une tendance réitérée de certaines personnes à intervenir activement dans mon travail en me proposant des interlocuteurs spécifiques à interviewer, en m'indiquant ce qu'il était pertinent d'écrire et à l'inverse les problématiques qu'il n'était pas nécessaire de développer. Dans ce cadre, c'est en évoquant l'importance de l'eau dans le système d'irrigation que j'ai pu approcher plus aisément les travailleurs agricoles. De la même manière, il a fallu arguer de la centralité de la ressource dans les activités ménagères pour être en relation avec les femmes de ménage. La diversification des lieux d'observation et des interlocuteurs, de statuts et de groupes sociaux variés, a ainsi été facilitée par la nature à la fois matérielle et sociale de l'eau qui, par son caractère vital, implique et met en relation des populations très diverses. C'est donc l'indéniable « relationalité »<sup>19</sup> de cette ressource qui m'a permis de maintenir un fil conducteur à partir d'expériences ethnographiques vécues plus ou moins hétéroclites, de construire une problématique et d'étudier la question de l'eau à différentes échelles et dans la longue durée.

### *Comparaison des stratégies d'accès et de gestion de l'eau*

Si la comparaison paraît inhérente à toute entreprise de réflexion scientifique (DETIENNE 2000 ; JUCQUOIS et VIELLE 2000), elle se présente comme une démarche consubstantielle au discours et à la pratique des anthropologues qui mettent en relation, ne serait-ce que par le seul geste de l'observation, des sociétés distantes avec la leur (DETIENNE 2000). Pour d'autres auteurs, c'est en communiquant leurs recherches que les anthropologues mettent en relation des systèmes de référence divers à l'aide de catégories propres à un cadre académique (VALENSI 2002).

---

<sup>18</sup> David Mosse évoque cette « cooptation épistémique » (MOSSE 2006a, p. 938) en relation au travail du chercheur dans le milieu humanitaire, et fait référence au litige qui l'a opposé aux membres de l'ONG avec laquelle il travaillait à propos de la publication de l'un de ses ouvrages sur l'Inde.

<sup>19</sup> Le terme « relationalité de l'eau » est emprunté de l'œuvre de Mauro VAN AKEN « La Diversità delle acque. Antropologia di un bene molto comune » que Barbara Casciarri traduit du terme italien *relazionalità dell'acqua* (CASCIARRI 2013b, p. 192).

Le projet de mener une analyse comparative à l'origine de cette recherche repose sur l'hypothèse selon laquelle l'eau – par sa capacité de créer des liens ainsi que par ses propriétés physiologiques et physiques – constitue un élément à la fois suffisamment universel et largement particularisé qui est susceptible de présenter une grande pertinence dans le cadre d'une mise en perspective. A ce propos, David Mosse affirme que cette ressource fournit le même potentiel pour la comparaison que d'autres thèmes centraux de l'anthropologie à l'instar de la parenté, la nourriture, ou les régimes fonciers (MOSSE 2008). Quelques travaux anthropologiques ont construit à partir de l'eau, et notamment des systèmes hydrauliques, des objets de comparaison intéressants pour aborder des sujets et des thématiques très diverses.

En premier lieu, il faut mentionner le travail pionnier de Clifford Geertz qui a confronté les systèmes « traditionnels » d'irrigation des populations du Sud-est balinais à ceux du centre du Maroc, ce qui lui a permis d'engager une discussion plus large autour du degré d'individualité ou de collectivité dans la gestion des ressources (GEERTZ 1972). Geneviève Bédoucha a pour sa part mis en perspective un système d'irrigation chez une société oasienne du Sahara (Tunisie) par rapport à un réseau d'étangs à but piscicole dans la Brenne (France) afin de mener une réflexion sur les notions d'efficacité technique et sociale (BEDOUCCHA 2003). Il convient aussi de mentionner les recherches de Jeanne Riaux qui s'est proposé de comparer des mécanismes de régulation collective de l'irrigation dans le Haut Atlas (Maroc) et dans les Pyrénées-Orientales (France), les deux cas étant en situation d'intervention publique, dans le but de comprendre les articulations entre les règles nationales et communautaires dans la gestion de l'eau (RIAUX 2006). Enfin, les travaux de Veronica Strang mettent en perspective les productions esthétiques et la codification du sens attribué aux objets naturels chez des populations aborigènes vivant au Nord Queensland sur le fleuve Mitchell (Australie) et des populations riveraines du Sud de l'Angleterre (STRANG 2005). Il faut par ailleurs souligner le caractère novateur de cette approche qui aborde des aspects de l'eau en dehors des systèmes hydrauliques.

La démarche comparatiste adoptée dans le cadre de mon projet de thèse m'a conduit premièrement à une réflexion sur les contextes abordés visant à identifier les points communs ainsi que les éléments divergents permettant d'entamer une analyse de ce type<sup>20</sup>. J'ai d'abord

---

<sup>20</sup> Thomas Austenfeld (2011) affirme en effet qu'une objection implicite est couramment adressée à la démarche comparative : si les termes de cette dernière sont trop différents, l'approche est illégitime, ce qui mène le comparateur à établir dans un premier temps des similitudes et des différences (AUSTENFELD 2011).

identifié quelques analogies, à commencer par le fait que ces deux villes ont été fortement marquées par l'héritage colonial et présentent une similarité en ce qui concerne le choix des formes de distribution et de gestion de l'eau, puisque le réseau urbain y a été mis en place presque simultanément<sup>21</sup>. Les villages de Tuti et de Caño de Loro peuvent quant à eux être rapprochés par leur situation insulaire et leur proximité à la ville, ainsi que par leur inclusion récente dans le champ administratif de cette dernière. D'autres ressemblances unissent ces deux localités, parmi lesquelles la présence de conflits accompagnant la planification urbaine qui touchent aux espaces d'habitation ainsi qu'aux environs des deux villages. Enfin, les réformes politiques mises en place en Colombie et au Soudan au cours des années 1990 ont été porteuses de conséquences sur la gestion des ressources proches.

Outre ces analogies, j'ai aussi identifié des points de divergence, notamment sur le plan écologique puisque Tuti est une île fluviale alors que Tierra Bomba est située en milieu maritime. En outre, il importe de signaler le contraste socio-économique entre les habitants de Tuti, que l'on peut globalement considérer comme des populations aisées faisant partie des élites urbaines de Khartoum, et ceux de Caño de Loro que l'on qualifierait plutôt de populations pauvres, constituées de pêcheurs et de travailleurs informels à Carthagène. De plus, le village de Tuti se trouve au cœur de l'agglomération tandis que Caño de Loro est placé dans une zone considérée comme étant périphérique dans l'espace urbain. Les formes d'accès à l'eau des deux populations sont aussi différentes puisque les habitants de Tuti reçoivent l'eau à leur domicile par le réseau municipal alors que ceux de Caño de Loro doivent aller chercher quotidiennement la ressource en ville à l'aide d'embarcations. A ces dissemblances s'ajoute celles opposant les contextes urbains de Khartoum et de Carthagène, ces deux villes étant profondément distinctes aussi bien sur les plans climatiques ou topographiques que dans leurs histoires ou leurs dynamiques coloniales. Il faut également mentionner leurs différences en termes d'extension, de poids démographique ou de primauté dans chaque pays : Khartoum, capitale du Soudan, comptait 5 271 321 habitants en 2008 (ASSAL 2008) répartis sur une surface bâtie estimée déjà en 1998 à 414,9 km<sup>2</sup> (DENIS 2005a), soit à peu près 41 500 hectares. Ville secondaire de la Colombie sur le plan économique ou démographique, Carthagène s'étendait sur près de 7 590 hectares d'espace urbanisé et était peuplée de près d'un million d'habitants en 2009 (IRIARTE DIAZ et VERGARA SERPA 2009).

---

<sup>21</sup> Les cas de Carthagène et de Khartoum ne sont cependant pas considérés ici comme des archétypes de ville ou d'un mode particulier d'urbanisation. Dans le même sens, les exemples de Tuti et Caño de Loro ne sauraient être considérées comme des quartiers typiques – si toutefois cela existe – de Khartoum et de Carthagène.

Tout au long de ce travail, l'objectif de la comparaison ne s'est pas limité néanmoins à saisir les dissemblances et les ressemblances autour de la relation des deux populations à l'eau de consommation<sup>22</sup>. Il s'agit surtout de questionner la pertinence des généralisations et des résultats émanant d'un cas d'étude singulier, ce qui implique une forte orientation critique tout en comportant quelques écueils. Certains auteurs ont ainsi mis en garde contre la production de typologies à partir de la démarche comparative (DETIENNE 2000 ; JUCQUOIS et VIELLE 2000), qui serait susceptible de conduire les chercheurs à négliger d'interroger les catégories d'analyse<sup>23</sup>. Un autre péril de la comparaison résiderait dans la tentation d'expliquer la situation de Tuti à la lumière de celle de Caño de Loro et inversement<sup>24</sup>, ou encore, comme l'affirment certains auteurs, dans l'énonciation de jugements culturellement situés (REMAUD et al. 2012)<sup>25</sup>. Enfin, j'ai rencontré certaines difficultés pour sélectionner les données et pour présenter les problématiques propres à chaque terrain selon leur pertinence dans l'analyse comparative<sup>26</sup>.

A ce titre, la comparaison s'est tout de suite révélée productive dans la phase empirique en faisant surgir des détails ou des questions qui auraient pu m'échapper si je ne m'étais concentrée que sur un seul cas d'étude. Cette démarche a cependant soulevé nombre de questions d'ordre épistémologique et théorique au moment de l'analyse : est-il vraiment

---

<sup>22</sup> Dans l'introduction d'un numéro spécial sur l'eau paru en 2008 dans le *Journal of Southern African Studies*, Joost Fontein note à propos de la comparaison entre l'Afrique et l'Inde que « la question "est ce que les politiques de l'eau sont ou ne sont pas profondément différentes entre l'Afrique et l'Inde ?" est une question qui est restée convenablement non résolue » (FONTEIN 2008, p. 755). L'auteur explique que l'intérêt de la comparaison se révèle surtout en termes théoriques dans l'exploration de la relation complexe entre l'écologie, la société et l'Etat.

<sup>23</sup> Dans notre travail, cela signifie par exemple qu'en nous arrêtant au constat selon lequel la ressource arrive aux maisons par des robinets à Tuti et non à Caño de Loro, nous manquons de mener une réflexion comparative sur la relation à la nature qu'implique un flux continu d'eau dans l'espace domestique.

<sup>24</sup> Par exemple, la question « est-ce que la situation socioéconomique d'une population influence l'accès à l'eau ? » aurait pu me conduire à conclure que les habitants de Tuti reçoivent l'eau du réseau parce qu'ils appartiennent aux élites de la ville, alors que ceux de Caño de Loro n'en bénéficient pas directement à cause de leur situation socioéconomique. Bien que cette affirmation ne soit pas dénuée de sens, ce n'est pas à partir de l'observation comparée des deux villages que j'aurais pu prouver une telle proposition. Ce constat implique de déplacer l'intérêt, de la recherche d'explications causales – pourquoi les uns ont accès directement à l'eau du réseau et pas les autres ? – à la recherche des modes de fonctionnement – comment le réseau a été mis en place dans chaque ville.

<sup>25</sup> Dans cette logique, j'aurais pu finir par expliquer certaines réalités par négation ou par hiérarchisation : par exemple, en concluant qu'une population était « mieux » organisée que l'autre autour de l'eau. Ce genre de comparaison, qualifiée d'« implicite » et « naïve » (GREEN 2002, p. 130), a pu conduire les anthropologues à des positions ethnocentriques, ou à survaloriser certaines pratiques et systèmes de valeurs par rapport à d'autres (REMAUD et al. 2012).

<sup>26</sup> Il a fallu à plusieurs reprises recadrer la portée de mes propositions et les objectifs de mes analyses. Parfois, j'ai dû écarter des problématiques qui, bien qu'intéressantes pour chaque terrain, débordaient la question de l'accès et la gestion de l'eau. Dans d'autres cas, j'ai choisi de laisser de côté des données qui concernaient la question de l'eau mais se prêtaient difficilement à l'analyse comparative : c'est notamment le cas du système d'irrigation à Tuti.

possible de mettre en perspective deux situations écologiques et sociales si différentes ? Est-ce que la comparaison ne repose pas sur le présupposé, très débattu en anthropologie, d'une certaine « universalité » de l'eau ? Quel est l'intérêt de cette comparaison dans un débat anthropologique ? Comment justifier le choix des cas d'étude sachant que leur situation est partagée par de nombreuses populations urbaines dans le monde ? Puis-je proposer une réflexion plus générale à partir de l'observation de cas si particuliers et hétéroclites ?

L'énonciation de ces interrogations, transversales au présent travail, s'inscrit dans la volonté d'une comparaison « explicite » que certains auteurs ont proposée comme alternative à celle décrite plus haut comme « implicite » et « naïve » (GREEN 2002, p. 130). Il s'agit de mener un « comparatisme » (JUCQUOIS et VIELLE 2000) qui implique de se poser des questions sur les conditions de la mise en perspective, sur les moyens mis en jeu pour la mener à terme, mais aussi sur les échelles et les objectifs de celle-ci (JUCQUOIS et VIELLE 2000). Lorsque la tâche critique de la comparaison a dépassé la portée de mes données empiriques et de mes connaissances, j'ai donc suivi cette démarche réflexive en indiquant la limite de l'analyse et les difficultés du passage du singulier au général, tout en assumant les conséquences ultimes ayant parfois rejoint celles indiquées par Marcel Détiéne (2000) : le non-sens ou l'existence de l'incomparable.

C'est pourquoi je tiens à retenir trois aspects qui rendent légitime et nécessaire le comparatisme en tant que programme de recherche : premièrement, il oblige le chercheur à faire preuve de réflexivité ; deuxièmement, il potentialise l'interrogation des catégories préalablement établies dans les différents systèmes de pensée qui rentrent dans l'étude – ceux des populations que le chercheur observe, mais aussi les siennes – et troisièmement, il impose de rendre visible la question épistémologique propre à l'anthropologie de la relation entre particulier et universel.

### *Problématique et plan de la thèse : l'eau comme objet relationnel et multi-scalaire*

Si l'eau est un élément « éminemment relationnel » (VAN AKEN 2013), cette recherche se propose d'explorer, de manière comparative, les liens politiques et sociaux tissés autour des eaux de consommation domestique au sein de populations dont le caractère urbain reste ambigu : Tuti et Caño de Loro. Dans cette logique, le présent travail porte en partie sur la question du changement social, sur les formes qu'il prend dans les villes en contexte colonial et postcolonial, et sur la manière dont les populations le vivent et le conceptualisent.

Il est aussi question d'analyser le partage, l'accès et la distribution des ressources en relation avec des modes d'interaction sociale, des configurations des identités et des solidarités diverses au quotidien. Enfin, cette recherche tente de saisir les tactiques de réappropriation dans leur dimension politique, et d'appréhender l'espace d'action que s'octroient des populations qui ne sont désormais ni les productrices, ni les seules gestionnaires d'une ressource dont elles ont pourtant un besoin vital.

L'analyse se déroule sur deux plans : d'abord, celui du cas d'étude particulier qui est étudié dans son histoire et dans son présent ethnographique ; ensuite, il s'agit de questionner dans une optique comparative les similitudes et les différences des deux terrains. A partir de ces deux niveaux, la problématique de la thèse s'articule sur les questions suivantes : par quel biais le réseau urbain d'adduction d'eau a-t-il été répandu comme modèle de gestion de l'eau à Khartoum et à Carthagène et dans quelle mesure a-t-il transformé les rapports sociaux des individus entre eux et avec la nature ? (Partie I) ; que peuvent nous apprendre les itinéraires quotidiens de l'eau au sein des univers domestiques ? Comment les manières actuelles de compter, diviser, stocker, partager ou transporter l'eau nous informent sur l'articulation des ces univers dans l'espace urbain ? (Partie II) ; par quels moyens les populations de Tuti et de Caño de Loro peuvent-elles négocier leur marge d'action sur les ressources proches dans un contexte de développement urbain planifié et de réformes politiques en Colombie et au Soudan ? (Partie III).

Le présent travail est ainsi composé de trois parties comprenant chacune trois chapitres. J'introduis celles-ci en présentant les dissemblances ou les ressemblances qui ont suscité le questionnement auquel je tente de répondre par la suite, avant de revenir sur des aspects méthodologiques qui y sont liés. Ce choix est dicté par la volonté de mener un comparatisme explicite et réflexif et vise à restituer le cheminement qui a conduit à la formulation des interrogations de chaque partie, tout en soulignant la façon dont la méthode et le contexte de recherche influencent cette construction. Ensuite, j'ai opté pour commencer par la description du terrain colombien, puis du cas soudanais, avant de mettre en perspective les deux dans les derniers chapitres de chaque partie (Ch. 3, 6 et 9) au sein desquels j'essaie d'analyser les questionnements d'ordre conceptuel que soulèvent les similitudes et les différences des deux situations étudiées. Tout au long de ce travail j'ai donné, en outre, une importance particulière aux cartes que j'ai réalisées dans sa totalité par mes propres soins.

Ainsi, la première partie débute par le constat selon lequel le réseau urbain d'adduction d'eau a été mis en place à Carthagène et à Khartoum plus ou moins à la même époque et avec un modèle de gestion proche. L'objectif est ici d'interroger cette analogie et de sonder la portée des transformations que l'installation de ce système a produite sur les rapports sociaux autour de l'eau et dans les perceptions de la nature. Je commence donc par retracer l'histoire de l'accès et de la gestion de l'eau (Ch. 1) à Carthagène (§ 1.1) puis à Khartoum (§ 1.2), depuis la fondation de chaque ville. Il s'agit d'identifier les situations concrètes par lesquelles le réseau urbain d'adduction d'eau s'y est consolidé, depuis les échanges interpersonnels jusqu'aux controverses techniques et scientifiques en passant par les querelles politiques ou encore les lois. Ensuite, il faut confronter cette perspective historique avec la micro-histoire des usagers dans le chapitre 2 consacré à Caño de Loro (§ 2.1) et à Tuti (§ 2.2) où je considère à la fois l'évolution du peuplement des deux villages ainsi que celle de leurs modes d'accès à l'eau jusqu'à l'usage du réseau urbain. Cette description va nous permettre d'aborder les relations sur le long terme des habitants des deux îles avec la ville, mais aussi les transformations dans les conceptions et les pratiques quotidiennes autour de l'eau de consommation. A partir des similitudes et des divergences qui ressortent de cette analyse, je développe quelques réflexions générales dans le chapitre 3 : il convient d'abord de s'attarder sur les modes « modernes » de construction de l'histoire à partir de la gestion de l'eau en ville ; ensuite, il faut prendre en compte le poids des conditions écologiques et politiques dans le développement des systèmes techniques urbains ; puis, je reviens pour conclure sur certaines manières de penser l'espace, les individus et la nature qui apparaissent comme caractéristiques des villes contemporaines.

La deuxième partie de la thèse part de l'idée qu'à Caño de Loro comme à Tuti, il existe une importante circulation de l'eau de consommation dans les rues et entre les ménages, au-delà de l'espace domestique. Il s'agit donc de comprendre comment fonctionnent les lieux de partage de la ressource au quotidien entre les habitants, et quelles sont les relations que s'y développent. Après avoir décrit les différentes étapes nécessaires à la construction des maisons et à l'établissement des familles, je vais m'intéresser aux modes de circulation de l'eau dans l'espace domestique avant d'aborder les partages de cette ressource – et des objets qui lui sont liés – au-delà de ces enceintes. Je suis ce cheminement en commençant par le cas de Caño de Loro (Ch. 5) puis en abordant celui de Tuti (Ch. 6). La description des trajectoires de l'eau vise d'une part à appréhender les relations associées au partage quotidien de la ressource entre les usagers ainsi que la manière dont s'expriment ces

relations : parenté, voisinage, statut socioéconomique ou autres catégories d'appartenance. D'autre part, elle sert à saisir l'articulation des univers domestiques dans un cadre qui dépasse leur spatialité. Dans le chapitre 6, je vais partir des analogies et des différences des deux cas d'étude pour évoquer quelques aspects de la gestion de l'eau en milieu urbain, à commencer par une réflexion sur sa dimension collective tout en interrogeant la relation entre les espaces public et privé. Il s'agit de montrer comment les échanges inter-domestiques d'eau contribuent de manière singulière à la « production de la localité » (APPADURAI 2001) dans les cas de Tuti et de Caño de Loro. Enfin, je souligne le rôle principal de la matérialité de la ressource dans la construction et le fonctionnement de l'espace domestique.

A ce stade, une dernière analogie est à l'origine de la troisième partie de la thèse puisque les populations de Caño de Loro et de Tuti sont toutes deux impliquées dans d'importants conflits liés à des projets de planification urbaine. Le développement de ceux-ci est largement facilité par les réformes politiques opérées en Colombie et au Soudan dans les années 1990, et les confrontations qui en découlent concernent à la fois la propriété foncière et l'accès à l'eau de consommation. Dans ce cadre, le but de cette partie est donc d'analyser les stratégies mobilisées par les habitants de Tuti et de Caño de Loro, aussi bien au niveau individuel que collectif, face à différents acteurs pour garantir leur accès et leur pouvoir d'action sur les ressources proches. Ces questionnements vont être abordés à Caño de Loro (Ch. 7) puis à Tuti (Ch. 8) selon trois aspects : l'analyse de l'action des autorités locales, formelles ou non, qui participent à la gestion des ressources ; les conflits et les formes d'exploitation du foncier ; les liaisons qui se tissent autour de l'accès à l'eau de consommation entre les habitants et des acteurs – publics ou privés – externes à l'île. Les ressemblances et les contrastes entre les deux cas d'étude vont me permettre d'avancer quelques considérations dans le chapitre 9. Dans un premier temps, il convient d'évaluer la portée réelle de la redéfinition des ressources et des populations locales que prétendent opérer les réformes politiques et les projets d'aménagement urbain tout en illustrant la diffusion d'une logique gouvernementale en dehors des institutions étatiques. Ensuite, il importe de penser de manière critique le pouvoir transformateur de certains processus – marchandisation, privatisation, urbanisation – dans la vie quotidienne des acteurs locaux, pour terminer en mettant en perspective les diverses manières de revendiquer l'accès et la gestion de l'eau et de la terre dans chacun des cas étudiés.

La tentative de réflexion présentée au long de ce travail, consacré aux formes urbaines d'accès à l'eau – à partir d'une mise en perspective de situations locales ancrées dans les

viles de Khartoum et Carthagène – obéit à deux raisons principales. En premier lieu, la comparaison est apparue comme une démarche productrice de questionnements et de connaissances qui s'inscrit d'emblée dans une réflexion anthropologique tout en l'interrogeant. Ensuite, le regard ethnographique semble permettre de capter des relations et des transformations sociales, tout comme des conceptions de l'eau créées au quotidien, mais aussi dans le long terme, par des individus et des entités collectives qui n'assurent entièrement ni le captage, ni la gestion de la ressource.

## **PREMIERE PARTIE.**

### **URBANISATION ET APPROVISIONNEMENT EN EAU : NECESSITE OU MODERNITE ?**

Au tournant du XX<sup>e</sup> siècle, le réseau urbain d’approvisionnement commence à être pensé comme un modèle pour la distribution de l’eau de consommation à Carthagène et à Khartoum. Dotés d’instances qui centralisent la gestion de l’eau à l’échelle urbaine, les premiers systèmes hydriques sont alors mis en place dans ces deux villes durant la même décennie – le premier aqueduc de Carthagène entre en fonctionnement en 1907, la même année où l’on débute la construction du système collectif d’approvisionnement en eau de Khartoum – et ce en dépit des trajectoires spécifiques d’urbanisation et de colonisation des deux pays, sans parler de leurs conditions écologiques pour le moins diverses. Si l’installation du réseau urbain vient à être conçue comme une nécessité<sup>27</sup>, son déploiement simultané dans d’autres agglomérations au même moment<sup>28</sup> semble renvoyer à un phénomène d’époque, en l’occurrence celui de la « modernité », qui soutient un modèle de développement urbain planifié plus large.

---

<sup>27</sup> Dans un important travail d’analyse des formes urbaines de distribution et d’accès à l’eau, Eric Swyngedouw soutient que l’urbanisation moderne, telle qu’elle est connue et acceptée actuellement, suppose la maîtrise technique de la ressource hydrique qui s’avère nécessaire à l’expansion et à la croissance de la ville (SWYNGEDOUW 2004). En proposant une chronologie générale des systèmes urbains d’approvisionnement en eau, il affirme ainsi le développement du modèle de gestion municipale dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle qui voit également se consolider les systèmes qui visent une couverture standardisée des ménages des villes.

<sup>28</sup> A Paris, le Conseil de la ville approuve en 1855 un programme massif d’alimentation en eau dont la réalisation va s’échelonner jusqu’en 1924. Cette initiative permet la multiplication des robinets dans les immeubles, d’abord dans les parties communes puis dans les espaces privés (GUERIN-SCHNEIDER 2011). A Londres, l’idée d’une eau qui circule à travers la ville émerge dès 1842 (SWYNGEDOUW 2004), mais il faut attendre 1902 pour que la dizaine de compagnies privées desservant alors la ville soient nationalisées (GOODMAN et CHANT 1999).

Cette comparaison soulève donc une première question : comment le réseau d'adduction d'eau, composé de stations de traitement et pompage, de tuyaux et de robinets et géré à l'échelle urbaine, finit-il par être pensé comme une solution nécessaire à l'expansion à long terme de Khartoum et de Carthagène ? Pour autant, l'histoire des modes d'approvisionnement en eau à Tuti et à Caño de Loro nous confronte cependant aux limites du système hydrique urbain en mettant en cause l'idée selon laquelle le réseau d'approvisionnement et les robinets domestiques constitueraient l'unique solution pour l'expansion des deux villes. Cette deuxième analogie nous amène à considérer le point de vue des usagers eux-mêmes et soulève une autre interrogation : dans quelle mesure le réseau urbain d'adduction d'eau transforme-t-il les rapports entre les individus et les relations de ceux-ci avec la nature ? Pour apporter des éléments de réponse à ces questionnements, nous nous proposons dans la présente partie de retracer l'histoire des formes d'accès à l'eau à Khartoum et à Carthagène en les mettant en perspective avec l'évolution des manières de s'approvisionner en eau respectivement à Tuti et à Caño de Loro.

Dans un premier temps, il importe de souligner que cette tentative implique un objet d'étude comparative particulier – le réseau urbain d'approvisionnement en eau – qui paraît problématique pour l'anthropologie. A ce propos, plusieurs auteurs notent que l'analyse des grands ouvrages a pendant longtemps été exclue de la discipline (MARIE 1984), tandis que d'autres remarquent que les infrastructures urbaines ont été largement laissées pour compte dans les explorations anthropologiques de la ville (Pétonnet in CHORON-BAIX 1995). Enfin, certains chercheurs notent que l'étendue des réseaux techniques est insuffisante pour définir un objet de recherche d'anthropologie urbaine (AGIER 2009, p. 9).

Si les études anthropologiques des réseaux urbains demeurent rares, c'est que l'objet soulève certaines difficultés méthodologiques, et ce pour deux raisons. D'une part, le réseau hydrique est pensé, dès sa conception comme un objet « moderne » en ce qu'il aurait créé une rupture ou une nouveauté par rapport à un passé stable et archaïque. L'acceptation de cette rupture comme une évidence ou comme une nécessité peut donc obscurcir les contextes sociaux et historiques d'émergence du réseau hydrique. D'autre part, comme l'indique Bruno Latour, si l'anthropologie a le mérite d'être capable de traiter les « tissus sans couture des natures-cultures » où se mêlent mythes, formes politiques, généalogies et techniques (LATOURE 1991, p. 23), la discipline a en revanche beaucoup plus de mal à aborder des systèmes techniques dits « modernes » (LATOURE 1983). Dans cette deuxième proposition, le mot « moderne » fait moins référence à une rupture historique qu'à une forme de pensée qui

conçoit les objets – comme le réseau hydrique – en disjoignant leurs dimensions matérielles, discursives et politiques (LATOURE 1991). Cette segmentation aboutit à une manière dualiste de concevoir ce type d'objets en séparant la nature de la culture, ou encore la technique de la société.

Avec la mise en place des réseaux urbains d'adduction, une nouvelle conception de l'eau émerge, à la fois issue des discours hygiénistes d'inspiration pasteurienne (ILLICH 1986 ; LINTON 2008, 2010) et des démarches technicistes qui imaginent une ressource en perpétuelle circulation (SWYNGEDOUW 2004). Pensée en dehors de ses caractéristiques symboliques et sociales, l'eau paraît réduite à l'élément chimique et physique H<sub>2</sub>O. Elle relève du monde matériel et non plus de la culture dans cette conception qui permet de la mesurer et de la gérer afin d'être disponible en continu pour les usagers. Dès lors, l'eau apparaît comme « une ressource prioritairement physique, un objet muet et passif » (CASCIARRI et VAN AKEN 2013, p.16), en d'autres termes un produit technique affranchi de la société.

Or, si l'eau est placée dans les villes au centre des préoccupations sanitaires et du bien-être collectif, les réseaux techniques contribuent en outre à la fabrication de l'espace urbain en ce qu'ils impliquent de creuser des canaux, brancher les maisons, connecter des tuyaux, ou percer les murs et les rues (JEANJEAN 2006). Le système d'approvisionnement en eau est aussi associé à la construction d'infrastructures de traitement ou d'adduction et de bâtiments où siègent les institutions gestionnaires. Dans cette logique, la mise en place du réseau hydrique peut être considérée comme un ensemble de procédures qui « fait ville », ce qui constitue pour Michel Agier un objet d'interrogation anthropologique plus pertinent que la question de savoir qu'« est-ce que la ville » (AGIER 2009, p. 31).

Né dans le cadre de la ville, le réseau hydrique est donc le résultat d'un contexte social et historique précis et de relations de pouvoir particulières d'autant plus qu'il est conçu par des institutions urbaines. En outre, il produit et ordonne l'espace urbain et son rapport consubstantiel à la ville fait sens aussi bien pour les populations citadines que pour les administrateurs : le réseau hydrique permet ainsi d'imaginer la spatialité de la ville, de parler de son extension, de son statut, de ses spécificités ou de ses projections. A ce titre, il constitue un objet concret dans les discours politiques et médiatiques, et sa présence permet d'intégrer des populations et des espaces dans le rayon de l'administration urbaine ; à l'inverse, son absence remet en question, au sein des populations elles-mêmes, leur statut urbain et celui de l'espace qu'elles habitent. Ainsi, le réseau d'approvisionnement en eau peut être compris

comme un « tissu sans couture » (LATOURE 1991, p. 23) où se brodent en continu des représentations, des relations sociales et des éléments matériels.

Tenter de comprendre dans une perspective historique les relations entre les dimensions matérielles, sociales et discursives du réseau urbain d'adduction d'eau – à Khartoum et à Carthagène – nous confronte cependant à cette « fracture », décrite par Robert Cresswell, qui opposerait les observateurs de la technologie culturelle et les « penseurs » des relations sociales (CRESSWELL 2003, p. 3). Selon cet auteur, les premiers partent de l'idée qu'une technique donnée est une production sociale, tandis que les seconds doutent de la pertinence de la technique pour expliquer un système social qui relève principalement du symbolique (CRESSWELL 2003).

Dès lors, l'établissement de relations causales entre technique et société risque d'entraîner une explication déterministe, et ce d'autant plus s'il s'agit de dispositifs dont l'échelle de fonctionnement et de gestion dépasse de loin les usagers, comme c'est le cas du réseau hydrique. Ce déterminisme pourrait en premier lieu être qualifié de social, dans la mesure où la cause du progrès technique serait attribuée à l'« évolution » de la société : la technique finirait par être pensée comme un système moralement et éthiquement neutre (PFAFFENBERGER 1988). Dans cette perspective, le réseau hydrique serait conçu comme étant déterminé par les besoins de la ville en obscurcissant les relations de pouvoir qui soutiennent sa mise en place. Ensuite, il convient de mentionner un déterminisme technique selon lequel la technologie pourrait être pensée comme la cause des transformations sociales. Ici, le réseau hydrique apparaît comme un dispositif autonome et inévitable qui s'imposerait aux usagers en transformant leurs rapports sociaux et les relations qu'ils entretiennent avec la nature. Or, si ces deux déterminismes – social et technique – semblent constituer les deux pôles d'une opposition théorique qui paraît irrésoluble (AKRICH 1994), ils affirment tous les deux un impérialisme – technique ou social – dans lequel les individus subissent passivement des inégalités voire acceptent aveuglement des choix qui ne leur appartiennent pas.

Afin d'éviter l'une ou l'autre de ces tendances déterministes, nous allons tenter de retracer l'histoire de l'accès à l'eau à Tuti et à Caño de Loro, en postulant que l'impact du réseau dépend en grande mesure de la manière dont il est utilisé à la micro-échelle des usagers. Or, cette démarche, qui pourrait être qualifiée de relativisme culturel ou contextuel, n'est pas sans comporter certaines difficultés, parmi lesquelles la tendance à faire l'économie de la matérialité et de l'expansion des systèmes urbains d'approvisionnement en eau. Par

conséquent, cette perspective peut perdre sa portée explicative en réduisant la compréhension des systèmes techniques utilisés à l'échelle globale, à la représentation ou au discours des usagers eux-mêmes. La comparaison est toutefois susceptible d'aider à nuancer cette tendance culturaliste bien que la présente partie, qui vise à comparer l'histoire des formes d'accès à l'eau à Khartoum et à Carthagène – ainsi que son impact respectif à Tuti et à Caño de Loro –, demeure tributaire de ces limites méthodologiques.

Afin de résoudre ces difficultés d'approche, nous proposons d'assumer le caractère « moderne » du réseau urbain d'adduction d'eau en ajoutant à la définition de cette notion un autre élément : si la pensée « moderne » est conçue comme une rupture avec le passé et désigne une approche qui sépare la nature de la culture (LATOURE 1991 ; ULLOA 2001), elle n'est en outre rendue possible que par un double modèle de médiation qui découle de ce découpage et que décrit ainsi Bruno Latour :

« Notre monde moderne est celui dans lequel la représentation des choses par l'intermédiaire du laboratoire est à jamais dissociée de la représentation des citoyens par l'intermédiaire du contrat social (...) Il fallait que désormais chacun voie double et n'établisse pas de relation directe entre la représentation des non humains et la représentation des humains, entre l'artificialité des faits et l'artificialité du corps politique » (LATOURE 1991, p. 22).

L'installation du réseau urbain relèverait alors d'une pensée moderne du monde et de la société en ce que les chimistes, les ingénieurs et les médecins y apparaissent comme les représentants de l'eau, tandis que l'Etat se pose comme représentant des populations en se portant garant de la redistribution des ressources mais aussi du bien-être de chacun de ses sujets<sup>29</sup>. A cet égard, la mise en place du réseau urbain à Khartoum et à Carthagène comporte à la fois une nouvelle relation avec la nature mais aussi de nouvelles relations de pouvoir autour de la gestion de l'eau au sein de l'espace urbain.

Dans cette logique, une recherche historique ancrée à Khartoum et à Carthagène, mais aussi à Tuti et à Caño de Loro, nous a semblé un outil pertinent pour aborder les dimensions sociales et discursives du réseau urbain d'adduction. Comme l'indique David Mosse (2006c), ce qui est présenté comme étant soutenu par une abstraction rationnelle ou une loi universelle, – ici, la mise en place du réseau hydrique urbain – dans une vision moderniste du

---

<sup>29</sup> Parmi les études qui se sont attachées à montrer comment la conception de l'eau évolue dans le cadre d'une vision positiviste de la nature (ILLICH 1986 ; LINTON 2010 ; SWYNGEDOUW 2004), la transformation parallèle de la représentation politique des individus – que Bruno Latour (1991) entend comme nécessaire à la première transformation – a été moins explorée.

temps, demeure en réalité fondé historiquement dans des intérêts et des événements particuliers ainsi que dans des contingences, des violences et des exclusions concrètes.

Faute de travaux historiques exhaustifs concernant l’approvisionnement en eau à Khartoum et à Carthagène<sup>30</sup>, nous avons complété les quelques recherches existantes avec des informations diverses issues de notre propre enquête<sup>31</sup>. Celle-ci s’est appuyée sur un corpus de diverses sources, parmi lesquelles on peut citer des récits de voyage au Soudan, des documents administratifs et des projets de planification aussi bien à Carthagène qu’à Khartoum, des échanges épistolaires entre les colonisateurs et la couronne espagnole – pour la Colombie –, la correspondance entre ingénieurs, médecins et administrateurs dans les deux villes et des archives de presse. La quantité de documents et nos moyens de collecte ont cependant été inégaux pour les deux villes : d’une part, à cause de la différence dans notre connaissance des langues d’écriture car la totalité de textes que nous avons consultés à propos de Carthagène étaient en espagnol – notre langue maternelle – tandis que ceux concernant Khartoum étaient principalement en anglais et plus rarement en arabe, la lecture de ces derniers nécessitant l’aide d’un traducteur. D’autre part, il importe de souligner la différence d’ancienneté et de durée de la période coloniale<sup>32</sup> pendant laquelle ont été produits de nombreux documents historiques pour les deux villes.

En tenant compte de ces différences, nous nous proposons dans le premier chapitre de retracer l’histoire des modes d’accès et de distribution de l’eau à Carthagène et à Khartoum depuis le moment présumé de la fondation de chaque ville. Il s’agit de documenter les contextes dans lesquels les pratiques de gestion de l’eau ont émergé tout en montrant que le

---

<sup>30</sup> S’il n’existe pas de travaux sur l’histoire de l’approvisionnement en eau de Khartoum avant le XX<sup>e</sup> siècle, les recherches de Carmen Gómez Pérez sur cette thématique à Carthagène au XVI<sup>e</sup> siècle (GOMEZ PEREZ 1996) et celles d’Alvaro León Casas Orrego qui explore la question au tournant du XX<sup>e</sup> siècle dans la même ville (CASAS ORREGO 2000) se sont avérées précieuses pour notre étude.

<sup>31</sup> En Colombie, nous avons fait des recherches à l’Archive Historique de Cartagena des Indes (*Archivo Histórico de Cartagena de Indias* – AHCI), à l’*Archivo General de la Nación*, à la *Biblioteca Luis Angel Arango* et à la *Biblioteca Nacional* à Bogota. En ce qui concerne les périodiques, nous avons travaillé à partir des archives du quotidien carthaginois *El Universal* et des archives digitales du quotidien national *El Tiempo*. Le recueil historique de Germán Sierra Anaya (1998) qui reprend des extraits des périodiques carthaginois *El Porvenir* et *La Patria* a été d’une grande utilité. Au Soudan, nous avons analysé un recueil de documents fait par un des chercheurs du projet WAMAKHAIR dans l’Archive Soudanaise de l’Université de Durham, puisque l’accès au Bureau des Archives Nationales (*National Record Office* – NRO) à Khartoum nous a été refusé à deux reprises. Nous avons aussi visité la *Sudan Library* qui fait office de bibliothèque nationale puisqu’elle accueille, en principe, toutes les publications soudanaises depuis 1966, y compris les thèses de master et doctorat de l’Université de Khartoum.

<sup>32</sup> La colonisation espagnole a duré de 1533 à 1821 avant de donner naissance au XIX<sup>e</sup> siècle à ce qui est actuellement la Colombie, tandis que le territoire couvert par le Soudan actuel a été placé sous administration turco-égyptienne entre 1821 et 1884, puis anglaise entre 1898 et 1956.

réseau est à la fois le moteur et le résultat de changements sociaux ainsi que de nouvelles manières de penser la nature et les individus. Ce faisant, nous évoquerons les processus de peuplement et l'étendue des deux villes à chaque période pour compléter cette trame historique par des éléments spatiaux et géographiques. Si la relation des citoyens avec l'eau se transforme dans le temps – avec ce que cela implique en termes de moyens techniques, de pouvoir d'action sur les ressources ou de conceptions de la nature –, ces mutations ont en effet lieu dans des contextes socio-spatiaux particuliers.

Dans un second temps, il sera question de plonger dans les histoires d'accès à l'eau des usagers eux-mêmes : c'est ce que nous ferons dans le deuxième chapitre à partir des cas de Caño de Loro et de Tuti. L'objectif est de montrer les liens sur le long terme de chacune des deux populations avec la ville, et en particulier les relations hydriques, tout en abordant la manière dont nos différents interlocuteurs comprennent et expriment leur histoire individuelle et collective.

Après avoir exploré ces différentes chroniques, nous pourrions donner des éléments de réponse à nos questions initiales : comment le modèle du réseau d'approvisionnement en eau en vient-il à être conçu comme étant nécessaire au développement des villes de Khartoum et de Carthagène ? Dans quelle mesure transforme-t-il les rapports sociaux des individus et leur relation avec la nature ? Pour y répondre, il est nécessaire d'identifier les enjeux qui sous-tendent l'affirmation de la nécessité du réseau et de les confronter aux transformations concrètes qui ont lieu pour les citoyens. C'est le propos du troisième chapitre où nous mettrons en perspective l'évolution des systèmes sociotechniques à l'échelle des villes et à celle des usagers.

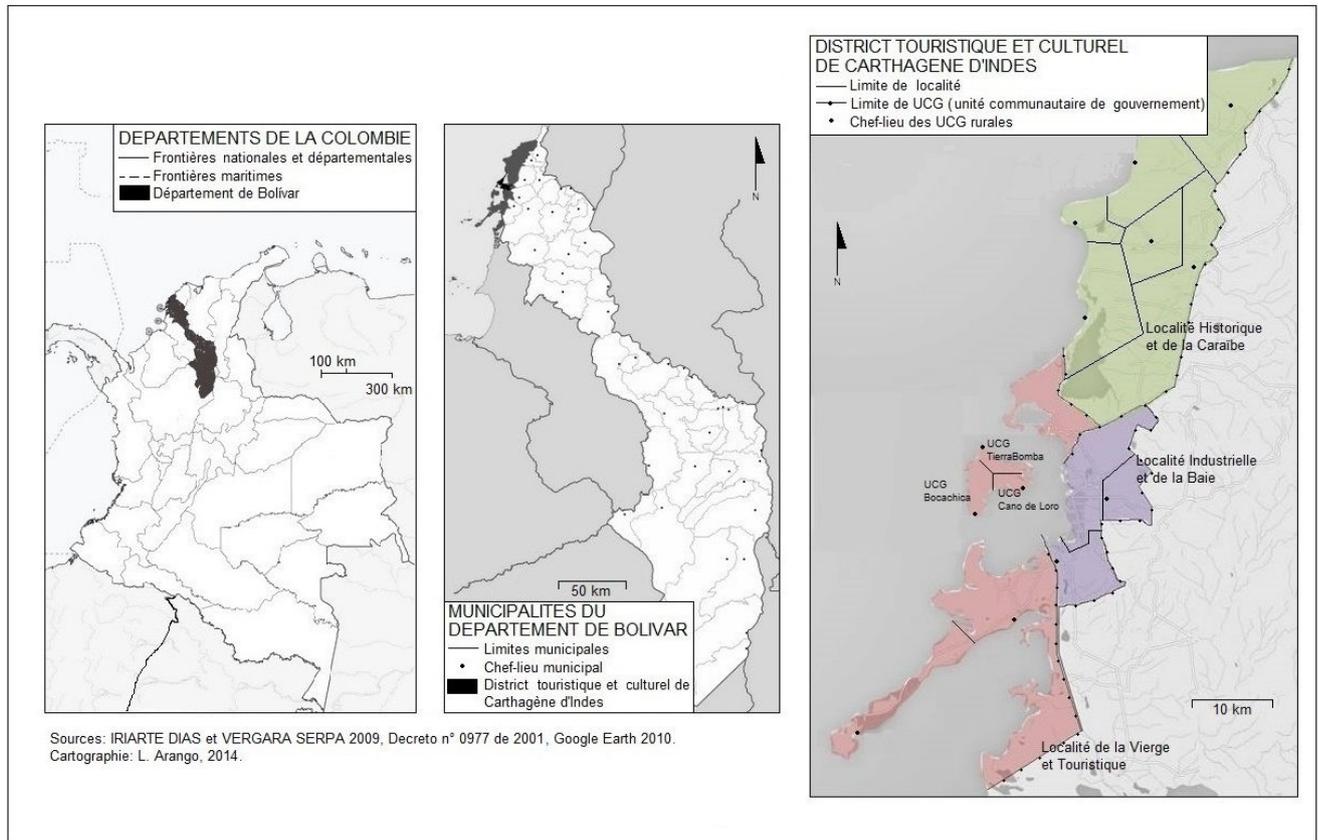
## CHAPITRE 1. HISTOIRE DU PEUPEMENT ET DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU : LES CAS DE CARTHAGENE ET KHARTOUM

### 1.1. Du port colonial à la ville touristique : l'accès à l'eau et l'urbanisation de Carthagène

Pour saisir les logiques de peuplement et les choix en matière d'urbanisation opérés à Carthagène depuis l'époque coloniale, il est nécessaire de s'attarder sur les caractéristiques géographiques et hydrologiques de la ville puisqu'elles façonnent le choix des formes d'approvisionnement en eau des citoyens. Carthagène des Indes se situe au Nord-est de la Colombie et la température annuelle moyenne y est estimée à 27°C : l'année comporte deux saisons pluvieuses, l'une faible entre avril et mai et l'autre plus forte entre octobre et novembre, pour une moyenne de précipitations annuelles de 965,7 mm (IRIARTE DIAZ et VERGARA SERPA 2009). S'étant progressivement étendue sur un amas d'îles et îlots, la ville comporte de nombreux plans d'eau internes dont la communication a été coupée et rouverte au long de l'histoire, alors qu'aucun ruisseau ni fleuve ne parvient jusqu'à Carthagène. Pour autant, on peut signaler au Nord l'entrée des eaux saumâtres de la Ciénaga de la Virgen, actuellement très polluées tandis qu'au Sud se trouvent les eaux douces du Canal del Dique, construit au XVI<sup>e</sup> siècle pour relier la ville avec le fleuve Magdalena, l'artère fluviale la plus importante de la Colombie. Ernesto Puertas (2001) mentionne en outre l'existence d'aquifères dans le rayon de la ville et de ses alentours. Si l'eau de certains d'entre eux pourrait être propre à la consommation, ils n'ont pas encore été considérés comme une source hydrique potentielle pour l'approvisionnement à long terme de Carthagène.

La ville s'est construite à l'intérieur de murailles entre le XVII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle avec des foyers de peuplement dispersés tout autour. Ceux-ci étaient situés près du Castillo de San Felipe, dans les piémonts du Cerro de la Popa ainsi que dans les exploitations agricoles et ranchs de bétail, dans les tuileries et les poissonneries qui n'étaient pas encore des noyaux de populations reconnus administrativement. Ces localités seront annexées progressivement à la conurbation avec l'augmentation rapide de la population au long du XX<sup>e</sup> siècle. Pendant longtemps, Carthagène a été tournée vers sa baie en maintenant une relation plus ou moins étroite avec les populations insulaires et côtières de la région (carte 1). A la fin du XX<sup>e</sup> siècle, le district s'étend sur 193 kilomètres de côte pour une surface totale de 60 900 hectares, dont 53 300 d'espace rural et 7 590 d'espace urbain (IRIARTE DIAZ et VERGARA SERPA 2009), ce dernier concentrant en 2009 près d'un million d'habitants. Il convient aussi de souligner que Carthagène est la capitale de l'actuel département de Bolívar et qu'elle a été

déclarée Patrimoine de l'Humanité par l'Unesco en 1984 avant d'accéder au statut de District Touristique et Culturel de la Colombie en 1991<sup>33</sup>. Il s'agit donc d'une ville touristique, mais aussi industrielle et commerciale car son port reste l'un des plus importants du pays.



CARTE 1 – LA COLOMBIE ET LA LOCALISATION DE LA VILLE DE CARTHAGENE

### 1.1.1. La Fondation de Carthagène, une ville sans eau

Avant l'arrivée des Espagnols au début du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>34</sup>, le littoral atlantique de ce qui est aujourd'hui la Colombie était habité par divers groupes indigènes installés dans des foyers de peuplement plus ou moins denses. Originaires de l'actuel Venezuela et descendants des Indiens Caribes, les Indiens Mocanaés occupaient une vaste portion du littoral, dont le territoire qui correspond aujourd'hui à la ville de Carthagène. Ils vivaient principalement de

<sup>33</sup> Ce statut administratif a été défini dans la réforme constitutionnelle de 1991. Il est accordé à des entités territoriales possédant des caractéristiques spéciales qui les différencient d'autres municipalités du pays, notamment en ce qui concerne leur économie, leurs ressources, leur culture ou leur rôle administratif et géographique. L'autre district spécial en Colombie est le District Capital de Santa Fe de Bogota.

<sup>34</sup> Selon les chroniques, le premier Espagnol arrivé dans la baie de Carthagène était Rodrigo de Bastidas qui a mené en 1501 une expédition de conquête du littoral caraïbe. Antonio de Ojeda a essayé de conquérir le port en 1508 mais a échoué face à la résistance des populations indiennes belliqueuses (LEMAITRE 1983).

l'agriculture, de la pêche, de la production de sel et du commerce avec d'autres populations côtières et de l'intérieur du continent (DEL CASTILLO 1986). Selon l'historien Nicolás del Castillo, la zone de l'actuelle Carthagène était cependant peu peuplée avant sa conquête par les Espagnols, et seule l'île de Codego – aujourd'hui, Tierra Bomba<sup>35</sup> – comptait une population importante. A ce titre, l'auteur cite le discours de l'explorateur Pascual d'Andagoya qui, après son passage par la région en 1514, écrivait : « Il n'y a jamais eu beaucoup d'Indiens [à Carthagène] parce que la terre est sauvage, stérile et malsaine, elle est basse et inondable, il y a peu de fleuves et d'eau douce »<sup>36</sup>.

Dans ces conditions hydriques pourtant peu favorables, la ville a été officiellement fondée seulement vingt ans plus tard dans son actuel emplacement. Accompagné de 150 soldats, Pedro de Heredia a accosté en janvier 1533 dans ce qui est aujourd'hui la baie de Carthagène muni d'un décret royal dont la finalité était de conquérir les terres comprises entre les embouchures des fleuves Magdalena et Atrato (DEL CASTILLO 1994) et d'y consolider une *gobernación*<sup>37</sup> qui deviendrait plus tard partie du royaume de la Nouvelle Grenade. Heredia et ses hommes se sont alors établis dans le village indien de Calamarí, emplacement de l'actuel centre-ville de Carthagène qui avait été déserté par ses habitants avant l'arrivée des troupes (MARCO DORTA 1960), et ont entrepris des campagnes sanglantes pour assujettir, non sans résistance, les populations de la région.

Or, Carmen Gómez Pérez (1996) affirme que l'approvisionnement en eau de la baie de Carthagène a constitué dès leur arrivée un problème pour les Espagnols et que leur installation à Calamarí était en réalité conçue comme un arrangement provisoire. L'auteure cite Pedro de Heredia qui, hésitant à y établir la capitale de la *gobernación*, écrivait au roi en 1533 :

« (...) il n'y a point d'eau courante dans toute la baie, mais seulement [l'eau] de puits et [elle est] très rare, en conséquence j'ai envoyé une de nos caravelles vers le Nord et l'autre

---

<sup>35</sup> Après avoir été désignée comme île de Codego ou île de Carex – du nom des leaders indiens qui y habitaient –, l'île apparaît dans les cartes de la fin du XVII<sup>e</sup> siècle comme l'île d'Alonso Nava ou l'île de Naos. Elle prend dans les cartes le nom de Tierra Bomba à partir de 1735 (BOSSA HERAZO 2005). Ce nom, qui veut dire littéralement « Terre Bombe » provient pour certains de l'adjectif *abombado* (bombé) qui désigne, dans la région caraïbe de la Colombie, quelque chose qui sent mauvais ou est pourri, le terme servant généralement à qualifier des eaux stagnantes et gâtées (BOSSA HERAZO 2005). Pour certains habitants de Caño de Loro, le nom vient de l'aspect bombé des terres de l'île à cause des racines des mangroves (entretien 2, 14/12/2010). Dans certains documents, notamment dans la presse locale les auteurs écrivent Tierrabomba, sans espace entre les deux mots. Nous respecterons l'orthographe qui apparaît dans chaque texte.

<sup>36</sup> « *Nunca hubo mucho indios en ella [Cartagena] porque la tierra es montuosa, estéril y malsana, tierra baja, anegadiza de pocos ríos y agua dulce* » (d'Andagoya in DEL CASTILLO 1994, p. 18).

<sup>37</sup> Division administrative en usage à l'époque coloniale.

vers le Sud, pour que l'on regarde les conditions [de ce] que Votre Majesté m'a donné en gouvernement, pour voir où est ce que l'on pouvait trouver un meilleur [lieu d'] installation»<sup>38</sup>.

Faute d'un meilleur emplacement, Heredia, sa troupe et leurs familles finissent toutefois par s'établir à Calamarí en s'approvisionnant en eau à partir des *cacimba*<sup>39</sup> et *jagüey*<sup>40</sup> laissés par les Indiens (PORTO CABRALES 2007). C'est ainsi que cet amas d'îles de mangroves, ce lieu bas et sableux dépourvu de sources d'eau proches et traversé par un réseau complexe d'estuaires et de canaux étroits, est devenu capitale de la *gubernación* officialisée par la nomination du *cabildo*<sup>41</sup> le 1<sup>er</sup> juin 1533 (Fernandez de Oviedo in MARCO DORTA 1960). Deux ans après, le juge de résidence Juan de Vadillo envisageait toutefois encore le déplacement de la ville à cause de l'absence d'eau en quantités suffisantes qui risquait de devenir une menace si la population venait à augmenter. Ses craintes auraient alors été apaisées par les officiers du roi qui écrivaient en 1537 : « Nous ne sommes pas étonnés [de la proposition de déplacement de la ville] car elle a deux manques : la première et principale est celle d'eau proche. Un fleuve ou un ruisseau y seraient bien nécessaires, mais avec les *jagüey* qu'il y a, [la ville] se tient »<sup>42</sup>.

Ainsi rassuré, le juge de résidence fait construire une église et dirige le tracé des rues, ce qui constitue pour certains auteurs la première tentative d'aménagement urbain de Carthagène (BORREGO PLA et al. 2010). Ces actions sont entérinées par le quadrillage et l'organisation de l'espace par les instances publiques, la délimitation et l'attribution des parcelles pour l'habitation et la répartition des *encomienda*<sup>43</sup> (REDONDO GOMEZ 2004)<sup>44</sup>.

---

<sup>38</sup> « (...) porque en toda esta bahía no se ha podido hallar agua que corra sino de pozo y poca por esta causa yo envié una de las carabelas que traíamos arriba de donde estábamos y la otra abajo, para que se mirasen los términos que Vuestra majestad me dio de gobernación, para ver donde podríamos hallar mejor asiento » (GÓMEZ PÉREZ 1996, p. 290).

<sup>39</sup> Excavations situées non loin des littoraux pour filtrer l'eau de mer et obtenir une eau moyennement saumâtre (PORTO CABRALES 2007). Connues sous le nom général de *pozo* (puits), elles sont encore en usage dans les îles des archipels du Rosario et San Bernardo (ARANGO 2013).

<sup>40</sup> Dépressions naturelles d'un terrain ou bassins artificiels qui permettent de stocker l'eau d'écoulements superficiels. Dès l'époque coloniale, elles existent tout le long de l'Amérique hispanique et prennent les noms d'*ollas de agua* (marmite à eau), *cajas de agua* (boîte à eau), *trampa de agua* (piège à eau) ou *bordo de agua* (bord d'eau) (DOMINGUEZ ACEVEDO 2009).

<sup>41</sup> Conseil d'administration qui régissait une municipalité à l'époque coloniale. Le mot *cabildo* en Colombie est aujourd'hui utilisé exclusivement en référence à des institutions politiques des populations indiennes.

<sup>42</sup> « No nos maravillamos dello porque en verdad tiene dos faltas : la una y mas principal es de agua de pie, que si un rio o arroyo tuviera bien necesario le era, pero con los zagüeyes que hay se sostiene »(MARCO DORTA 1960, p. 9).

<sup>43</sup> Institution socioéconomique propre à la colonie espagnole. Elle a été établie officiellement à partir de 1540 à Carthagène (DEL CASTILLO 1994 ; VIDAL ORTEGA 2004). Il s'agissait d'un groupe d'Indiens donnés en concession à un colon auquel ils payaient tribut et qui, en échange, leur devait protection et instruction de la foi catholique.

<sup>44</sup> Ces premiers tracés suivaient les instructions de la couronne qui cherchait à établir des lignes communes pour l'aménagement de toutes les villes coloniales du Nouveau Monde (BORREGO PLA et al. 2010).

A ce stade, la ville sert d'abord de pivot à partir duquel les colonisateurs dirigent les expéditions de reconnaissance, Pedro de Heredia y faisant venir des esclaves africains dès 1534 pour l'extraction des trésors funéraires de la région environnante (BORREGO PLA 1994). Dès le milieu du XVI<sup>e</sup> siècle, Carthagène porte le titre de *ciudad* (ville) et se consolide en tant que foyer de domination territoriale, à l'instar de ce que l'on peut observer dans la plupart des campagnes de colonisation espagnole. Il s'agit à la fois d'un centre administratif, commercial et religieux et du noyau d'une vaste zone vers laquelle se dirigent les campagnes missionnaires et colonisatrices (BORREGO PLA et al. 2010).

La fondation de Carthagène par les Espagnols résulte donc à la fois d'un choix anticipé – d'après les correspondances entre le gouverneur, le juge et les officiers – mais aussi de pratiques improvisées qui répondent à d'importantes contingences. Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, l'historien Enrique Marco Dorta impute la sélection du lieu « aux avantages imbattables de son magnifique port » (MARCO DORTA 1960, p. 10), bien que les chroniques montrent qu'Heredia semble surtout s'y être établi défaut. Ainsi, ce sont autant des questions esthétiques que des aléas géographiques qui semblent expliquer la fondation de la ville. Or, cette installation, dont l'irrationalité en termes hydriques paraît au premier abord surprenante, n'est possible que si les nouveaux arrivés adoptent d'autres stratégies d'approvisionnement en eau que celles auxquelles ils étaient habitués jusqu'alors. Si de nombreux récits consacrés à la fondation de Carthagène présentent le pouvoir colonial comme unifié et prédéterminé, l'histoire de l'approvisionnement en eau laisse au contraire transparaître maints arrangements, une faible maîtrise du lieu et des décisions souvent improvisées qui permettent effectivement la fondation et le déploiement subséquent de la ville.

### *1.1.2. L'expansion de la ville et l'échec de la mise en réseau*

Dans les deux siècles qui ont suivi sa fondation, Carthagène a connu un peuplement rapide (tableau 1) et s'est très vite imposée comme un port commercial, surtout négrier, de grande importance pour la colonie. Connectée aux autres villes portuaires des Antilles jusqu'à Porto-Bello (Brésil) ainsi qu'à l'intérieur du continent, la ville développe de nombreux chantiers navals et un important trafic d'embarcations, de produits d'exportation, d'importation et de contrebande (MUNERA 1994).

---

L'établissement qui en a résulté tentait d'appliquer cette norme plus large et établie en métropole dans un contexte écologique complexe et avec des conditions démographiques et culturelles imprévisibles.

Année	<i>vecino</i> <sup>45</sup>	individus
1573	400	
1607	800	
1648		7 341
1697		8 000
1751		7 856
1772		12 710
1779		16 852

TABLEAU 1<sup>46</sup> – EVOLUTION DE LA POPULATION DE CARTHAGENE A L'EPOQUE COLONIALE

Dès les premières décennies suivant la fondation de Carthagène, l'activité commerciale conduit au développement de quais dans la frange maritime tandis que l'augmentation de la population mène à la construction de ponts pour relier les différents îlots de la baie. A l'époque, on construit aussi des voies vers les *hacienda*<sup>47</sup> agricoles et d'élevage qui fleurissaient dans les terres pour assurer l'approvisionnement en vivres de la ville<sup>48</sup>. Par ailleurs, les couvents, églises, hôpitaux et bâtiments administratifs s'y multiplient alors que s'affirme, dès la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, une grande préoccupation pour la défense de la ville constamment menacée par l'attaque de corsaires et de pirates (REDONDO GOMEZ 2004). En conséquence, le noyau urbain sera enserré par une enceinte dès le XVII<sup>e</sup> siècle, ce qui scelle la relation étroite du développement urbanistique de Carthagène avec un système de défense qui comporte des murailles, des châteaux, des plateformes et des batteries d'artillerie<sup>49</sup>.

Confrontées rapidement à l'augmentation de la population, les autorités locales envisagent la possibilité de conduire l'eau en ville par des canaux depuis des sources plus ou moins éloignées. En 1537, le projet de détourner l'eau du ruisseau de Matute, situé à une quinzaine de kilomètres du centre-ville, ne reçoit jamais de réponse de la part du Consejo de

<sup>45</sup> Unité de recensement utilisée par l'administration urbaine pendant la période coloniale qui équivalait à une famille d'espagnols domiciliés en ville.

<sup>46</sup> Tableau reconstruit à partir des travaux de Manuel Carrasquilla del Rio (1946), Enrique Marco Dorta (1960), Alfonso Múnera (1994) et Maruja Redondo Gómez (2004).

<sup>47</sup> Exploitations agricoles basées sur la propriété privée de la terre qui ont émergé dès la deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle avec l'affaiblissement des *encomienda* et la diminution de la population indigène (BORREGO PLA 1994).

<sup>48</sup> Entre 1589 et 1631, le *cabildo* de Carthagène aurait remis 285 titres de propriété foncière équivalant à quelques 400 hectares autour de la ville (BORREGO PLA 1994).

<sup>49</sup> Le port de Carthagène est considéré comme le site fortifié le plus important des Indes Occidentales. Les bâtiments militaires sont plus ou moins réparés et restaurés actuellement dans un souci de conservation du patrimoine colonial fortement lié à l'activité touristique.

Indias<sup>50</sup>. Quelques années plus tard, le gouvernement local formule l'idée de puiser l'eau dans la source de Turbaco, située à seize kilomètres au Sud-est de l'agglomération. Si ces projets sont encouragés par des décrets royaux à partir de 1565, les travaux étaient d'une telle envergure qu'ils devaient être avalisés, financés et gérés par la couronne espagnole (GOMEZ PEREZ 1996) à travers l'Audiencia Real de Santa Fe de Bogota<sup>51</sup>. A cet effet, un décret royal, émis en 1575, autorise le gouverneur à appliquer un impôt sur les esclaves et les marchandises qui est destiné à la construction du canal : cette taxe sera connue sous le nom de « sisa de Turbaco » (GOMEZ PEREZ 1996).

Pour transférer l'eau de la source de Turbaco jusqu'à Carthagène, le cosmographe de l'armée royale, Alonso Alvarez de Toledo, imagine un aqueduc romain en pierre et chaux avec de grands arcs dont la construction débute en 1577 (MARCO DORTA 1960). Bien connue en Espagne et dans toute l'Europe méditerranéenne, la technique d'adduction d'eau par gravitation et basse pression propre à ces aqueducs a été largement répandue dans les villes coloniales d'Amérique (WEBRE 1990). Cependant, le projet du canal de Turbaco s'arrête quelques mois après le début de sa construction, à cause du départ inattendu du cosmographe (URUETA 1886 ; MARCO DORTA 1960).

En dépit de cette interruption, les autorités de la *gobernación* de Carthagène continuent à collecter la « sisa de Turbaco » sous prétexte de financer l'aqueduc de la ville. Ces demandes ont fait l'objet d'importants débats avec la métropole par le biais de l'Audiencia Real de Santa Fe de Bogota, entraînant des confrontations politiques à l'intérieur du vice-royaume de la Nouvelle Grenade entre la côte et le centre (MARCO DORTA 1960 ; GOMEZ PEREZ 1996)<sup>52</sup>. Le canal n'a cependant jamais été achevé et les fonds destinés à la construction de l'aqueduc s'écoulent, jusqu'à la fin de l'administration coloniale, au mieux dans la construction des murailles et autres édifices militaires, ou au pire dans les poches des administrateurs de la ville. Si Eric Swyngedouw expose dans un contexte colonial semblable – celui de Guayaquil – la manière par laquelle les flux d'argent deviennent des flux d'eau et inversement (SWYNGEDOUW 2004), le cas de Carthagène pousse cette proposition à son paroxysme : c'est en effet le projet d'aqueduc, autrement dit l'image de l'eau ruisselant en

---

<sup>50</sup> Organe d'administration responsable de la totalité des colonies espagnoles.

<sup>51</sup> Plus haute instance juridique de la Nouvelle Grenade, l'un des royaumes créés par la couronne espagnole dans les Amériques.

<sup>52</sup> Citons les querelles locales concernant des fraudes à la couronne par le détournement de l'argent des impôts, la collecte effective d'importantes sommes d'argent ainsi que les abondants échanges transatlantiques – correspondances, envoi de fonctionnaires et ingénieurs, collection des impôts, émission de décrets, etc. – comme autant d'éléments qui laissent transparaître l'ampleur prise par la question.

ville – et non pas la ressource en elle-même –, qui devient une source de production et de circulation d’argent.

Malgré l’importante documentation sur les aspects techniques, administratifs et financiers du projet d’aqueduc, nous savons peu de chose sur les manières concrètes par lesquelles les populations urbaines s’approvisionnaient en eau pendant l’époque coloniale et dans la période qui a suivi jusqu’à récemment. Au XVII<sup>e</sup> et au XVIII<sup>e</sup> siècles, la population de Carthagène est surtout composée d’esclaves, d’artisans, de militaires et du groupe minoritaire des commerçants qui monopolisaient pourtant les activités économiques de la ville (MUNERA 1994). Selon certains historiens (MARCO DORTA 1960 ; GOMEZ PEREZ 1996 ; PORTO CABRALES 2007), les habitants de Carthagène utilisaient principalement l’eau de pluie captée et stockée dans des *jagüey* à l’intérieur des espaces domestiques, tandis que des particuliers transportaient la ressource par le biais de frégates et de canots à partir des zones rurales pour subvenir aux besoins de la ville. Il existait aussi des points d’eau publics subventionnés par les recettes fiscales des impôts instaurés par la couronne, à l’instar des puits artésiens, des citernes construites dans les forts et les châteaux pour l’approvisionnement des citoyens et du corps militaire ainsi que des *aljibe*<sup>53</sup>. Enrique Marco Dorta écrit à propos de ces derniers :

« Les *aljibe* étaient construits en briques avec des voûtes d’un demi canon renforcées par des arcs qui les encadraient. Certains ont été construits, par défaut, à même le sol. Dans ce cas, ils avaient de grands contreforts qui recevaient le repoussé des arcs. Les parois internes étaient enduites d’un bitume composé de cendres, de l’huile et de la poudre de brique pour éviter les filtrations »<sup>54</sup>.

Malgré ces structures imposantes, l’accès à l’eau restait fortement dépendant de la variabilité des régimes de précipitation ; en l’absence de cours d’eau proches, les *aljibe*, les *jagüey* et les puits se sont donc multipliés au fur et à mesure de l’accroissement de la population<sup>55</sup>. Celle-ci se procurait ainsi de l’eau par des biais divers qui ne faisaient guère système du point de vue technique ou administratif : l’approvisionnement hydrique de la ville

---

<sup>53</sup> Mot originaire de l’arabe hispanique *algúbb* et de l’arabe classique *gubb* (DICCIONARIO DE LA REAL ACADEMIA ESPAÑOLA 2001). Il s’agit d’un réservoir d’eau pluviale collectée dans les toits ou les canaux. Les *aljibe* pouvaient être souterrains, construits à même le sol ou dans les murailles ; le mot est encore utilisé dans les villages côtiers et insulaires de la région Caraïbe (ARANGO 2007).

<sup>54</sup> « Los *aljibes* están contruidos de ladrillo, con bóvedas de medio cañón, reforzadas con arcos fajones. Por excepción se construyen también sobre la superficie, en cuyo caso tienen gruesos contrafuertes, que reciben el empuje de los arcos. Las paredes interiores se cubrían con betún compuesto de ceniza, aceite y polvo de ladrillo, para evitar las filtraciones » (MARCO DORTA 1960, p. 10).

<sup>55</sup> En 1795, Pedro Francisco Fidalgo note l’existence, entre la ville et le faubourg – aujourd’hui le quartier de Getsemaní –, de 237 *aljibe* qui stockaient suffisamment d’eau pour les habitants et la garnison, soit un nombre estimé alors à environ 13 000 individus (MARCO DORTA 1960, p. 7).

n'était ni entièrement assuré, ni contrôlé par une institution quelconque, en ce qu'il impliquait des moyens pour la plupart décentralisés et indépendants les uns des autres. Par ailleurs, l'eau ne mettait en relation la population urbaine avec l'appareil administratif colonial que dans le cas où des instances publiques, notamment le *cabildo*, étaient en charge de gérer ou de financer les puits et les *aljibe*. Là où l'accès à l'eau était assuré par des particuliers, les citoyens demeuraient donc indépendants du pouvoir des institutions publiques.

Tous ces facteurs – conditions hydriques difficiles, techniques d'approvisionnement ne faisant pas système, détournement des impôts créés pour la construction du canal par le corps administratif, désagrégements de la population en ce qui concerne la gestion de l'eau – ont longtemps freiné la consolidation de hiérarchies locales autour de l'accès à l'eau tout comme l'usage de cette ressource en tant que moyen de contrôle des populations citadines. Dans les villes coloniales s'approvisionnant en eaux de surface, l'accès a toutefois été rapidement monopolisé par certaines catégories de population<sup>56</sup>. Par conséquent, certains auteurs avancent que la nécessité physiologique d'eau, dans une population de plus en plus importante, conduit en règle générale à ce que les processus d'urbanisation se fondent notamment sur des organisations centralisées et hiérarchiques pour maîtriser la circulation de cette ressource (SWYNGEDOUW 2004). Néanmoins, Carthagène constitue un contre-exemple à cette hypothèse dans la mesure où la ville s'est longtemps étendue sans que pour autant n'apparaisse ce type d'organisation. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, 17 000 habitants étaient cantonnés à l'intérieur des murailles (REDONDO GOMEZ 2004) et la « sisa de Turbaco » a été collectée au moins jusqu'en 1722. Or, les *aljibe* demeurent le moyen principal d'approvisionnement en eau pour les habitants de la ville intra-muros et ceux des plus proches hameaux. L'acheminement des eaux de surface ainsi que la construction du réseau pour ces populations – intra et extra-muros – ne seront considérés sérieusement qu'à partir de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>56</sup> Dans la ville de Santiago de Guatemala – située entre les fleuves Pensativo et Magdalena ou Guacalate –, des aqueducs ont été construits depuis 1555. Le *cabildo* en a demandé la gérance et les membres de celui-ci vendaient ou accordaient des titres sur l'eau au prix qu'ils estimaient convenable, tandis que l'Audiencia de Guatemala octroyait des droits spéciaux aux bâtiments ecclésiastiques et royaux (WEBRE 1990). A Guayaquil (Équateur), on utilise dès 1700 l'eau du fleuve Daula pour l'approvisionnement de la ville, la ressource étant commercialisée dès le début alors que les vendeurs monopolisent l'accès en spéculant sur le prix et sur la qualité (SWYNGEDOUW 2004). Par ailleurs, des aqueducs approvisionnaient la ville de Mexico avant l'arrivée des Espagnols qui auraient alors coupé l'eau de l'aqueduc de Chapultepec pour soumettre les Indiens (ROMERO DE TERREROS 1925). Pendant l'époque coloniale, si la distribution de l'eau était en principe juste et équitable puisque contrôlée par un juge d'eau qui dépendait de la municipalité, les sources appartenaient en vérité aux nobles, aux couvents, aux riches et aux commerçants (MENDOZA PINEDA 2000).

### *1.1.3. La reprise du projet d'aqueduc au XIX<sup>e</sup> siècle*

La première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, Carthagène a été le théâtre de nombreuses batailles et d'événements marquants tel le 11 novembre 1810, date à laquelle une importante partie de la population soutient pour la première fois l'indépendance vis-à-vis du roi. Deuxième ville de l'Amérique du Sud – après Caracas – à s'émanciper, Carthagène est réassujettie à la couronne en 1815 par une armée royaliste et l'indépendance définitive ne sera officialisée qu'en 1821. D'autres combats s'ensuivent pour la consolidation de la république et la situation politique et administrative demeure instable jusqu'en 1886, date à laquelle est créée l'actuelle République de Colombie (SOURDIS NAJERA 1994). Ces différents épisodes occupent largement l'historiographie carthaginoise du XIX<sup>e</sup> siècle, c'est pourquoi les travaux qui traitent du quotidien des populations urbaines, et plus spécifiquement des questions d'approvisionnement en eau, sont très rares.

Après l'indépendance, la ville se trouve néanmoins confrontée à une situation économique critique, marquée par les dégâts causés par les combats, l'arrêt des redevances qui lui parvenaient de la Real Audiencia de Santa Fe de Bogota et la perte de sa prééminence comme unique port de la région (SOURDIS NAJERA 1994). Or, cette société paupérisée voit émerger en son sein un petit groupe florissant d'éleveurs et exploitants agricoles qui ont obtenu des terres – confisquées aux royalistes ou abandonnées – et bénéficié de la redistribution des richesses entre les élites indépendantistes victorieuses (TOVAR PINZON 1980). Dès lors, la ville commence progressivement à se repeupler<sup>57</sup> et l'économie est redynamisée, notamment dans les secteurs du commerce et de l'industrie, en partie grâce aux projets du président de la république d'origine carthaginoise Rafael Nuñez<sup>58</sup>.

Vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, la population de Carthagène commence à déborder les murailles et les premiers quartiers extra-muros sont bâtis, tandis que les noyaux de population qui s'étaient créés autour des exploitations agricoles proches de la ville fortifiée sont peu à peu annexés à l'espace urbain. En 1892, 1 552 habitations étaient recensées à l'intérieur de l'enceinte fortifiée et 641 en dehors (MEISEL ROCA 1999). A la même époque, les

---

<sup>57</sup> Carthagène passe de 11 939 habitants en 1835 à 10 145 en 1843 avant d'atteindre 12 350 habitants en 1865. Les baisses importantes de population à certaines périodes sont dues aux épidémies de choléra et aux conflits internes pour la consolidation de la république (POSADA CARBO 1994 ; SOURDIS NAJERA 1994).

<sup>58</sup> Président des Etats-Unis de Colombie entre 1880 et 1882, puis entre 1884 et 1886, il est ensuite élu président de la République de Colombie en 1887 et en 1888.

premières industries de la ville se consolident<sup>59</sup>, stimulant la création de banques et même la construction du petit aéroport de Manzanillo. En outre, l'activité touristique prend précocement une place prépondérante par rapport au reste du pays : les premiers hôtels et pensions apparaissent dans les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle et servent alors principalement à accueillir les individus de passage dans la ville à l'instar des commerçants et des entrepreneurs (VIDAL 1998). Entre 1889 et 1894 sont inaugurés successivement le réseau téléphonique, la première centrale électrique et le chemin de fer reliant Carthagène à Calamar (SIERRA ANAYA 1998).

L'historien Alvaro Casas Orrego affirme que cette période voit l'émergence de discussions réunissant principalement des médecins, des ingénieurs et des journalistes autour de la situation d'insalubrité de la ville (CASAS ORREGO 2000). A cet égard, le premier document écrit qui rend compte de ces débats est une lettre du gouverneur du département de Bolivar, José Manuel Goenaga<sup>60</sup>, adressée à l'entrepreneur Ramon B. Jimeno. Ce dernier avait mis en place les compagnies privées d'approvisionnement en eau de Bogota (1886) et de Barranquilla (1875) en remplaçant le système de rigoles à ciel ouvert par des tuyauteries en fer, c'est pourquoi Goenaga lui écrit :

« (...) la solution [au problème d'approvisionnement en eau de Carthagène] ne peut plus être individuelle et laissée entre les mains des particuliers qui n'ont pas les ressources suffisantes pour la construction de citernes comme celles [par lesquelles] on subvenait aux besoins du peu d'habitants [de la ville] dans les temps de la colonie »<sup>61</sup>

Parmi les principaux arguments avancés, on retrouve la croissance de la population<sup>62</sup> et la nécessité de créer un système d'approvisionnement en eau affranchi des aléas climatiques et suffisamment sûr pour se prémunir contre les maladies endémiques. En

---

<sup>59</sup> Citons la fabrication de produits de caret mais aussi les usines de savon, de chocolat, de bière, de pâtes, de glaçons, de boissons gazeuses, de produits chimiques et pharmaceutiques ainsi que les manufactures de tissus, de briques, de cigarettes, d'allumettes, de fonte de fer et enfin les centres de distillation d'alcool (MARCO DORTA 1960 ; MEISEL ROCA 1999 ; SIERRA ANAYA 1998).

<sup>60</sup> Né à Ríohacha en 1851, il obtient le titre de docteur en droit à l'Université National de Colombie (Bogota) en 1875. Pendant sa carrière, il s'est particulièrement intéressé aux sciences naturelles. Ayant combattu dans différentes guerres civiles de la fin du XIX<sup>e</sup>, il a occupé plusieurs postes publics : Sénateur de la république, Ministre des finances et gouverneur de différents départements de la côte atlantique.

<sup>61</sup> « *la solución no puede ser individual y dejarse en manos de los particulares que no tienen recursos suficientes para la construcción de cisternas como las que abastecían las necesidades de los pocos pobladores en tiempos de la colonia* » (Goenaga in CASAS ORREGO 2000, pp. 284 - 5).

<sup>62</sup> Cet argument paraît solide dans le cas de Carthagène si l'on tient compte du fait que la ville a dû perdre un tiers de sa population entre les morts et les individus qui ont émigré à cause de la guerre d'indépendance d'une part et les personnes décédées à cause de l'épidémie de choléra de 1849 d'autre part. La ville a connu en effet deux moment critiques en termes démographiques : elle ne compte que 9.896 habitants en 1851, et ce nombre tombe même à 8 603 en 1870 (POSADA CARBO 1994; SOURDIS NAJERA 1994).

l'absence d'appui de l'Etat ou de réponse des entrepreneurs locaux, Enrique Luis Román<sup>63</sup>, gouverneur subséquent de Bolivar, établit en 1892 un contrat d'une durée de cinquante ans avec une compagnie anglaise représentée par Arthur J. Russell en vue de construire un aqueduc qui prendrait l'eau des sources de Turbaco, Matute, Colón y Torrecillas (PORTO CABRALES 2007). Selon Casas Orrego (1994), ces contrats rendent compte d'une importante redéfinition de l'espace urbain dès lors que la ville, jusqu'alors pensée comme un espace cantonné entre des murailles, est conçue pour la première fois en comprenant les quartiers extramuros et les noyaux de population plus ou moins éloignés du centre. Sous le nom de *cercanía* – littéralement « lieux proches », utilisés dans le sens de « faubourg » à l'époque (URUETA 1886) –, ces quartiers commencent donc à être considérées comme partie intégrale de la ville, même s'ils ne sont comptés dans les recensements urbains qu'à partir de 1912 (MEISEL ROCA 1999).

Si ce contrat n'a pas eu de suite concrète, les termes dans lesquels il est écrit traduisent bien les préoccupations de l'époque et les actions que les hommes politiques et les ingénieurs entendent alors mettre en place pour y faire face. Le système y est en effet pensé comme un réseau de tuyaux en fonte d'un diamètre suffisamment conséquent pour approvisionner la totalité de la population de la ville, depuis les quartiers jusqu'aux faubourgs. Selon le projet, cette structure devait être enterrée à deux pieds – soit environ 60 centimètres – de profondeur et il était prévu que l'eau soit stockée dans un réservoir situé dans le château de San Felipe de Barajas. Celui-ci devait avoir une capacité convenable pour garantir la continuité du service pour une population allant jusqu'à 30 000 habitants à raison de 15 gallons – soit environ 57 litres – quotidiens par personne (CASAS ORREGO 2000).

Cette description contient plusieurs éléments que l'on peut analyser à la lumière de ce que Maria Kaika et Eric Swyngedouw identifient comme étant propre à une pensée moderne de la ville dans leurs travaux consacrés à des contextes, notamment européens (KAIKA et SWYNGEDOUW 2000). Le projet d'Arthur J. Russell et Enrique Luis Roman « spectacularise » la mise en place du réseau, notamment par l'installation du réservoir principal dans un lieu emblématique pour l'administration coloniale, ce qui rejoint cette « iconographie du progrès technique » dont parle Mauro Van Aken (2006, p. 107) dans un

---

<sup>63</sup> Fils de l'espagnol Manuel Roman qui, après avoir fait des études de pharmacien à Paris, arrive à Carthagène en 1835 et fonde le premier laboratoire pharmaceutique de Colombie. En 1874, il reprend la pharmacie de son père et voit l'affaire fleurir grâce aux prébendes concédés par le président Rafael Nuñez, mari de sa sœur. Il occupe par la suite plusieurs postes politiques comme Ministre provisoire du Venezuela, membre du Congrès national, sénateur et conseiller à Carthagène (RESTREPO 1989).

contexte pourtant bien différent. Plus encore, ce plan, présenté comme permettant une importante maîtrise de l'eau, prétend effacer la nature fluctuante de la ressource : la construction du réservoir s'accompagne d'un réseau qui, pensé pour durer indéfiniment et pourvoir l'eau en continu à toute la population, serait enfoui et invisible pour les habitants de la ville.

A ce titre, un autre aspect de la conception de ces premiers systèmes d'approvisionnement révèle aussi une pensée moderne de la ville : si l'eau est considérée principalement dans sa dimension matérielle, elle devient centrale pour l'hygiène urbaine et pour l'accomplissement du bien-être collectif. On retrouve ici le double modèle de médiation scientifique et politique évoqué par Bruno Latour (1991, p. 43), dans lequel l'eau est représentée par les chimistes et les ingénieurs tandis que les besoins des individus sont énoncés par les hommes politiques, les ingénieurs et les médecins. Dans cette logique, le projet d'aqueduc signé entre Henrique Luis Román – homme politique avec une formation pharmaceutique – et Arthur J. Russell – ingénieur et entrepreneur – exprime le besoin de standardiser les besoins hydriques de la ville. L'eau y est donc réduite d'une part à une fonction physiologique, dont l'universalité est amendée par un discours médical centré sur l'individu<sup>64</sup>, et d'autre part à sa dimension matérielle proclamée par l'ingénieur à partir du calcul des besoins individuels des habitants.

La conception du réseau permet de passer de la dimension générale de la ville à celle plus particulière des individus dont les besoins sont ainsi universalisés. Il importe également de noter la transition du présent au futur puisque la planification d'un espace urbain plus large ne peut être conçue qu'à partir de projections sur la croissance démographique, mais aussi d'estimations sur l'utilisation de la ressource par individu. La question posée par Marc-Henri Piault sur la conception des villes en général nous paraît pertinente ici : « au nom de quoi l'architecte [dans notre cas l'homme politique ou l'ingénieur] devrait et saurait décider de ce que seraient les besoins des êtres humains un tant soit peu spécifiés ? » (PIAULT 1995, p. 213). Pour cet auteur, la réponse à cette interrogation ne devient possible que si ces besoins sont réduits à des fonctionnalités si simples qu'on peut les estimer universelles. Or, dans le cas de Carthagène, le concours de différentes personnalités est nécessaire pour opérer cette réduction : les médecins, journalistes, académiciens et hommes politiques débattent à

---

<sup>64</sup> Alvaro León Casas Orrego (1994) explique de manière détaillée comment les discours des médecins de Carthagène, alignés sur les discussions de l'époque en matière d'épidémiologie et d'hygiène, peuvent entrer en confrontation ou au contraire appuyer les propositions des ingénieurs et des hommes politiques.

l'époque largement sur la question de l'accès à l'eau des citoyens. Outre leurs discours qui mobilisent le pouvoir de la raison scientifique et politique, de nombreuses mesures coercitives vont être appliquées en ville parallèlement à la déclaration de lois sanitaires internationales<sup>65</sup>. Enfin il s'agit de mettre en place effectivement l'aqueduc et le réseau d'adduction d'eau à domicile, ce qui va se produire près de quinze ans après la signature du contrat entre Román et Russell.

#### *1.1.4. La première moitié du XX<sup>e</sup> siècle : mise en place du réseau*

Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, Carthagène connaît un peuplement rapide<sup>66</sup> accompagné d'une expansion considérable du secteur touristique marquée par l'arrivée des croisières internationales qui y accostent à partir de 1912 (VIDAL 1998). Le développement du tourisme national va être propulsé dès 1949 avec l'achèvement de la route reliant Medellín à Carthagène, sous les auspices de la Banque Mondiale, qui rend la côte plus accessible aux touristes du centre du pays (MEISEL ROCA 1994). Par ailleurs, le secteur industriel expérimente aussi un bouleversement conséquent avec la création de l'Andian National Corporation (ANC) en 1920 : l'importance de cette entreprise se mesure non seulement au fait qu'elle redynamise profondément l'économie de la ville, mais également à son impact sur la physionomie urbaine, la société et plus généralement le futur de Carthagène (MEISEL ROCA 1999)<sup>67</sup>.

Dans ce contexte d'expansion économique, d'urbanisation et de dynamisation du port international, l'approvisionnement en eau de Carthagène devient de plus en plus problématique aux yeux des administrateurs urbains qui affirment avec d'autant plus de force que les habitants ne peuvent pas assumer eux-mêmes le traitement et l'accès à la ressource hydrique. Les hommes politiques insistent alors sur la création de l'aqueduc en se présentant

---

<sup>65</sup> Les conventions internationales d'hygiène pour les ports ont joué un rôle important dans la mise en place du réseau d'adduction d'eau de Carthagène car, selon ces normes, la ville pouvait être mise en quarantaine à cause de l'insuffisance d'eau. Le président du conseil supérieur d'hygiène de Carthagène a alors rappelé au Sénat de la République que les autorités du service sanitaire du bureau central de Washington, en accord avec les conventions internationales d'hygiène, exigeaient que « les ports et les populations qui sont en communication avec ceux-ci aient accès à de l'eau potable dûment surveillée et disposent d'un aqueduc bien construit ainsi que de toilettes et d'égouts » (García Medina in CASAS ORREGO 2000, p. 291).

<sup>66</sup> La population de la ville va passer de 36 632 en 1912 à 51 382 en 1918, puis à 84 937 en 1945 avant d'atteindre 128 877 en 1951 (URUETA 1886 ; MARCO DORTA 1960 ; LEMAITRE 1983 ; MEISEL ROCA 1999).

<sup>67</sup> Compagnie canadienne filiale de la Standard Oil Company, l'ANC inaugure en 1926 l'oléoduc qui transporte le pétrole depuis Barrancabermeja jusqu'au port de Mamonal et fait construire la route Carthagène-Mamonal-Pasacaballos, l'hôpital de Buenavista et le terminal maritime de Manga. L'entreprise a aussi largement contribué à l'urbanisation de la presqu'île de Bocagrande (MEISEL ROCA 1999).

comme les garants du bien-être de chaque citoyen. Face à la pénurie et à la spéculation grandissante sur la vente d'eau, le gouverneur de Bolivar publie ainsi en 1903 un décret visant à restreindre l'usage des *aljibe* publics aux troupes et aux personnes « entièrement pauvres »<sup>68</sup>. Cet acte crée également le poste de surveillant d'*aljibe* public dont le rôle consiste à entretenir les canaux et les réservoirs en plus d'y installer une porte verrouillée<sup>69</sup> (CASAS ORREGO 2000, p. 301).

Lorsque le bien-être collectif est associé à un discours médical hygiéniste, les *aljibe* et les puits deviennent en effet des artefacts « suspects ». En 1908, le Conseil Départemental d'Hygiène va même décréter qu'ils doivent être clôturés avec des barbelés alors que la police sanitaire parcourt les rues pour empêcher les gens de faire couler l'eau qui devient « responsable » de la reproduction des moustiques. L'année suivante, le gouverneur décide la fermeture des puits publics et privés qui se transforment d'une certaine manière en objets politiques, lieux à la fois de discipline et de contestation. A cet égard, les propriétaires doivent tenir les puits et les *aljibe* fermés et l'accomplissement de cet ordre est contrôlé par la direction d'hygiène qui a désormais autorité pour punir d'une amende ceux qui contreviennent à la loi. Les vendeurs d'eau commencent dès lors à être surveillés et la commercialisation de la ressource provenant des puits est interdite. Or, les gens n'abandonnent pas pour autant les puits et les *aljibe* : ils s'opposent au contraire à leur fermeture en accusant la police sanitaire d'attaquer la propriété privée et de « laisser le peuple sans eau » (CASAS ORREGO 2000, p. 312). A ce stade, les projets d'aqueduc avancent de manière concomitante à cette consolidation des lois sanitaires coercitives. En 1905, Henrique Luis Román signe un nouveau contrat avec l'entrepreneur colombien James T. Ford pour construire un aqueduc doté des mêmes caractéristiques que celui qui avait été conçu en 1892, et dont l'entrée en fonction est effective dès 1907 (photo 1).

Les droits d'exploitation sont alors transférés à la compagnie anglaise Compagnie des eaux de Carthagène (Cartagena Waterworks Company – CWC) et à des entrepreneurs colombiens à raison respectivement de 80% et 20% des actions (PORTO CABRALES 2007). Dès le départ, l'eau du réseau qui arrive à domicile est facturée mensuellement selon le diamètre du tuyau. Le quotidien Carthaginois *El Porvenir* nous indique quels étaient les tarifs en 1908 :

---

<sup>68</sup> *Enteramente pobres* (CASAS ORREGO 2000, p. 301).

<sup>69</sup> *Registro de Bolívar n° 2161, 30. 7 1903, p. 257.*

« Carthagène Colombie (Water Works) Ltda. Aqueduc de Carthagène. Prix mensuels : pour la *paja de agua*<sup>70</sup> de 3/8 pouces –1,80, 00. COP. pour la *paja de agua* de 1/2 pouces – 2,50, 00. COP. (...) Toutes les factures se payent à l’avance »<sup>71</sup>.

Avec ce système de paiement, la *paja de agua*, qui était une référence variable selon les contextes, devient synonyme de tuyau et l’on standardise les calculs selon les unités anglaises de mesure, à savoir le pouce, le pied, ou le gallon. Pour l’heure, l’eau à domicile reste néanmoins un privilège que seuls les foyers aisés du centre-ville et les locaux commerciaux peuvent s’octroyer, le reste des citoyens se servant encore des puits et *aljibe* avant d’utiliser progressivement les fontaines publiques reliées à l’aqueduc. Afin de bénéficier de celles-ci, les gens devaient passer quotidiennement entre neuf heures et onze heures aux bureaux de la police d’hygiène de la ville pour récupérer des tickets qui leur permettaient d’accéder à l’eau du réseau (SIERRA ANAYA 1998, p. 66).

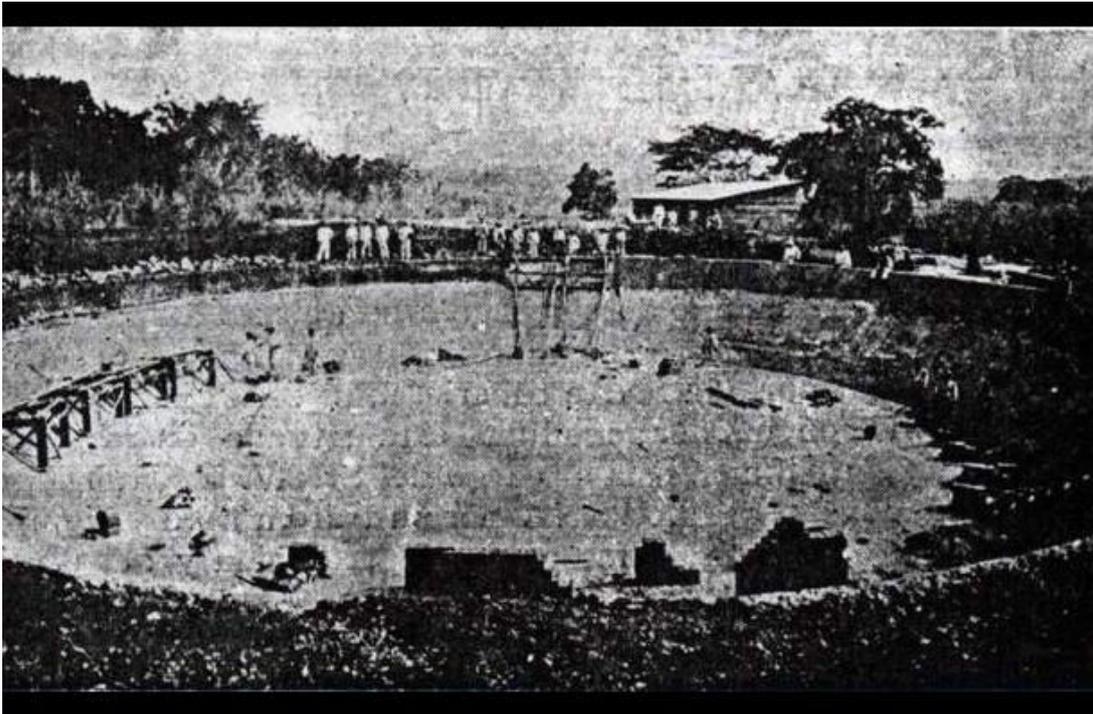


PHOTO 1 : CONSTRUCTION DU RESERVOIR DE MATUTE. *El Universal* 19/01/2014.

<sup>70</sup> Littéralement « paille d’eau ». Mesure de débit utilisée pendant la période coloniale dans toute l’Amérique hispanique où les droits d’eau étaient distribués non pas selon le volume mais selon le diamètre du tuyau d’écoulement. La *paja* étant équivalente à un huitième du diamètre d’un *real* – pièces de monnaie en argent –, le propriétaire d’une *paja de agua* avait donc droit à de l’eau s’écoulant en continu par un tuyau du diamètre d’une *paja* (WEBRE 1990). Les conversions dans le système métrique décimal – litre/seconde – ne sont pas homogènes et varient de région en région (PALERM et CHAIREZ 2002).

<sup>71</sup> « Cartagena Colombia (Water Works) Ltda. Acueducto de Cartagena. Precios mensuales: por la *paja de agua* de 3/8 pulgadas - \$1.80, 00. Por la *paja de agua* de 1/2 pulgadas – \$2.50, 00. (...) Todas las cuentas se pagan por anticipado » (SIERRA ANAYA 1998, p. 62).

Avec l'inauguration du Canal de Panama en 1914, les autorités de Carthagène cherchent désormais à positionner la ville sur les routes internationales de transport maritime. Dans cette perspective, un contrat est signé la même année avec la firme Nord-américaine Pearson et Son qui doit présenter des propositions d'aménagement de la ville (MEISEL ROCA 1999). Le plan qui est alors soumis par l'entreprise conseille à nouveau d'agrandir l'aqueduc urbain. C'est ainsi qu'en 1916, l'ingénieur anglais Edward Hughes Dickin, soutenu par le Ministère des Travaux Publics, acquiert les droits de propriété de cette infrastructure et s'engage à en étendre les tuyaux de captation vers d'autres sources d'approvisionnement, qu'il s'agisse du Canal del Dique ou du fleuve Magdalena. Il s'agit donc de conduire, au moyen de motopompes et en utilisant des filtres, une quantité suffisante d'eau pour 80 000 personnes, même si Carthagène comptait seulement 36 632 individus en 1912. Toutefois, la capacité du réseau est vite dépassée par les besoins d'une ville en pleine croissance, et certains médecins continuent à préconiser, en tant que moyen sûr pour la ville, une forme décentralisée d'approvisionnement en eau par l'usage des citernes, des puits et des *aljibe* (CASAS ORREGO 2000).

Dès 1922, l'utilisation d'autres sources d'eau est considérée à tel point que deux ans plus tard, la CWC s'apprête à se procurer le capital nécessaire pour la construction des ouvrages. Selon ce nouveau projet, la municipalité de Carthagène deviendrait redevable de la CWC et serait censée couvrir la dette à partir de la vente de l'eau<sup>72</sup> (SIERRA ANAYA 1998, p. 114), mais cette initiative n'a alors pas de suite<sup>73</sup>. Plus tard, une entité municipale est créée en 1931 pour gérer les services publics de la ville, entité qui est rattachée dès 1936 au Fonds de Promotion Municipale (FFM – Fondo de Fomento Municipal). Ce fonds national est chargé de financer les travaux d'extension des systèmes urbains d'approvisionnement en eau pour toute la Colombie (VARELA BARRIOS 2007). Il faut attendre 1938 pour que le gouvernement national, à travers le Ministère des Travaux Publics, entreprenne la construction d'un nouvel aqueduc à Carthagène par la compagnie new-yorkaise Raymond Concrete Pile Company. Cette infrastructure, encore en fonctionnement de nos jours, puise l'eau du canal de Gambote et la conduit sur quarante kilomètres jusqu'à la station de

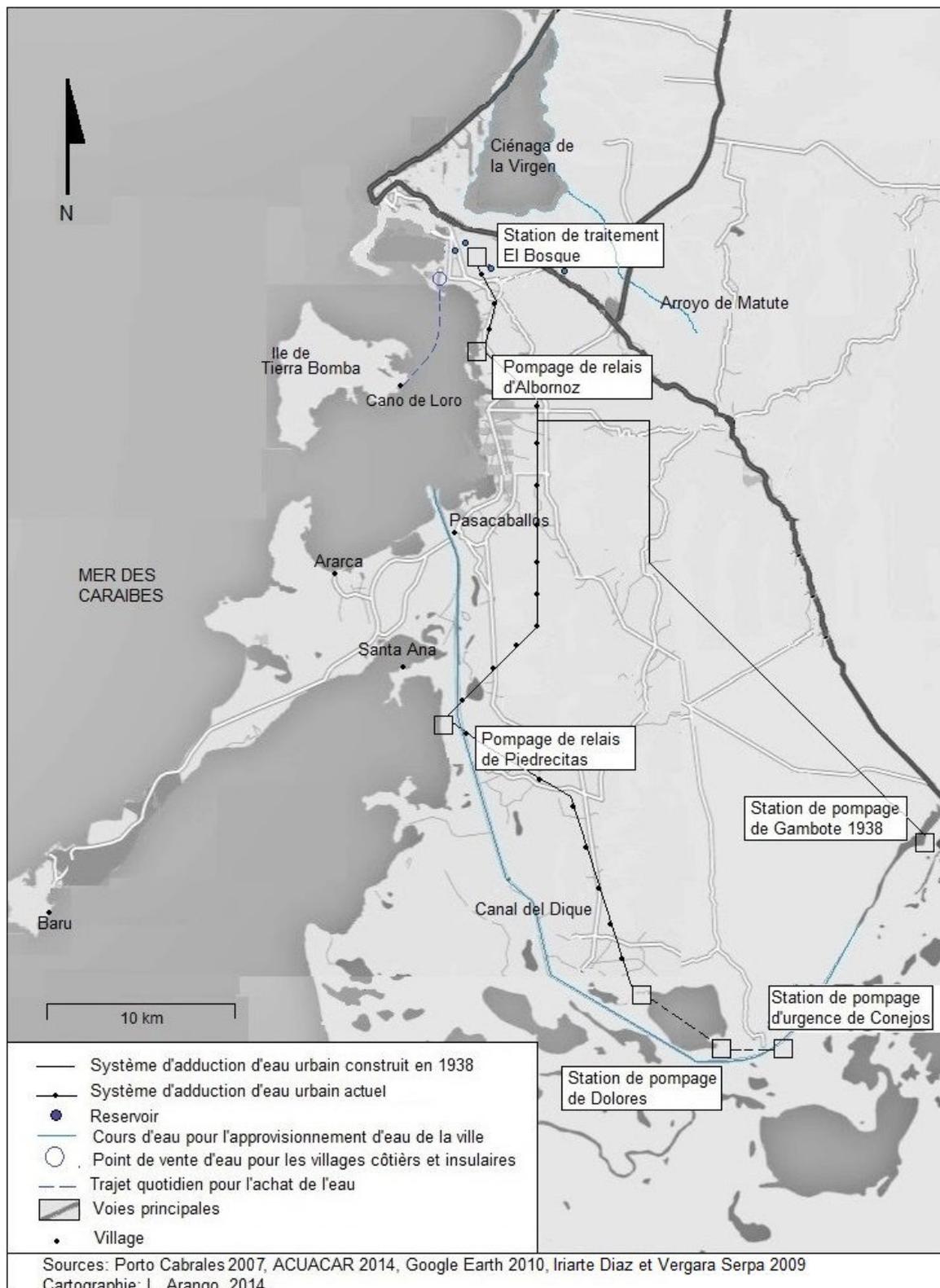
---

<sup>72</sup> A la même époque émerge l'idée d'installer des compteurs domestiques pour améliorer le système d'encaissement (SIERRA ANAYA 1998, pp. 104 - 5). Si cette initiative n'a pas eu de suites immédiates, elle indique cependant que dès cette période, la valeur marchande de la ressource constitue l'un des enjeux pour le fonctionnement du système urbain d'adduction d'eau.

<sup>73</sup> En 1925, un litige oppose la CWC à la municipalité et leur contrat est dissous. Les travaux n'ont donc pas avancé en l'absence de résolution de ce conflit même si plusieurs compagnies, principalement états-uniennes, ont alors proposé de reprendre le projet.

traitement de la colline de Marion par le biais d'un tuyau de trente pouces (PORTO CABRALES 2007). Ce système est inauguré en 1940 (LEMAITRE 1983) et va être rénové et étendu à plusieurs reprises pour répondre aux besoins d'une ville qui s'agrandit rapidement. Aujourd'hui, l'aqueduc (carte 2) compte deux stations de pompage sur le canal de Gambote et à Dolores sur le marécage de Juan Gomez. Puis, l'eau brute arrive au réservoir et à la station de traitement d'Albornoz ; une fois traitée, elle est pompée vers des châteaux d'eau répartis dans différents quartiers de la ville, et ce système fournit quotidiennement 205 000 m<sup>3</sup> d'eau (PORTO CABRALES 2007).

Dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, le besoin de mettre en place un système d'adduction assurant la desserte en eau pour tous les habitants de la ville se consolide dans un contexte marqué par l'hygiénisme pasteurien et par un idéal de progrès et de développement urbain. C'est aussi dans ces années que l'on assiste à un double processus de centralisation, en premier lieu au sein même des institutions urbaines de gestion de l'eau qui introduisent une rupture avec la gestion décentralisée qui existait auparavant chez les particuliers. Ensuite il convient de noter le processus de centralisation au niveau de l'Etat qui est dès lors chargé, en plus de la question financière, de l'élaboration des politiques de gestion de l'eau pour toutes les villes du pays. De nombreux aspects contribuent à la consolidation de systèmes techniques et administratifs centralisés, ce dont témoignent certaines confrontations – qui vont du changement des systèmes de mesure à la fermeture des *aljibe* en passant par le contrôle des vendeurs d'eau – ainsi que l'imposition de nouveaux cadres juridiques – depuis les amendes jusqu'à la mobilisation de lois internationales de l'hygiène des ports. Nous pouvons aussi mentionner le nouveau rôle consultatif des médecins et des ingénieurs auprès des hommes politiques en matière de planification urbaine, la distribution d'eau étant placée au centre du débat. En s'appuyant sur ces discours et les réglementations mises en place, l'administration urbaine gagne progressivement un espace de pouvoir sur la gestion de l'eau de la ville face aux citoyens et se construit contre des formes plus particulières d'approvisionnement.



CARTE 2 – SYSTEME D'ADDUCTION D'EAU DE CARTHAGENE

### *1.1.5. Au tournant du XXI<sup>e</sup> siècle, les deux Carthagène(s)*

La deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle à Carthagène est marquée par une importante croissance démographique<sup>74</sup> ainsi que par un essor exponentiel des secteurs industriel<sup>75</sup> et touristique, bien qu'un pourcentage très faible des habitants de la ville bénéficie directement de ces deux activités économiques. Ces années correspondent à la conception du premier projet de planification urbaine : nommé Plan Régulateur de 1948, il s'inscrit dans la loi nationale de promotion du développement urbain (VALDELAMAR VILLEGAS 2013). Selon Fabricio Valdelamar, la rénovation effectuée en ville à partir du plan déclenche un processus d'exclusion sociale important, marqué notamment par la zonification de l'espace urbain – dès lors divisé en zones touristiques, industrielles, commerciales, portuaires et résidentielles –, par la diversification des activités selon ce découpage et par le développement sectorisé d'infrastructures urbaines (VALDELAMAR VILLEGAS 2013).

Or, malgré la marginalisation engendrée par nombre de ces mesures de rénovation<sup>76</sup>, l'extension du réseau d'adduction d'eau est présentée comme un moyen d'intégrer de nouvelles populations à l'espace urbain. Le Conseil Municipal préconise ainsi cet agrandissement en 1948 afin de desservir les quartiers aisés du Nord de Carthagène, mais aussi pour créer un point d'approvisionnement sur le littoral qui permettrait aux populations insulaires et côtières d'accéder à l'eau de la ville (VALDELAMAR VILLEGAS 2013, p. 306). Ce faisant, la municipalité affirme sa volonté de subvenir aux besoins des citoyens de manière collective et, même si elle n'y parvient pas réellement, quelques mesures sont prises dans ce sens, à l'instar de la création en 1961 de l'Entreprise de services publics de Carthagène (EPMC – Empresa de Servicios Públicos de la Ciudad de Cartagena)<sup>77</sup> inscrite dans le nouvel Institut National de Promotion Municipale (INSFOPAL – Instituto de Fomento Municipal). Pour autant, l'EPMC va connaître d'importants problèmes de gestion<sup>78</sup> dus au

---

<sup>74</sup> La ville est passée de 128 000 habitants en 1951 à presque 800 000 en 1999 (GIAIMO 1999).

<sup>75</sup> La croissance du secteur industriel est principalement due au développement de diverses entreprises dans le secteur de Mamonal, notamment avec l'ouverture en 1957 de la raffinerie de pétrole qui sera nationalisée en 1974. La population carthaginoise en âge de travailler embauchée dans ce secteur était de 24% en 1951 et de 7,7% en 1997 (VALDELAMAR VILLEGAS 2013).

<sup>76</sup> De nombreux quartiers pauvres et populaires du Nord de la ville ont été déplacés vers les périphéries, alors qu'on peut remarquer le développement inégal des voies de transport ou des services de collecte des déchets ainsi que des disparités dans la création d'hôpitaux et d'autres services de santé.

<sup>77</sup> La nouvelle EPMC prend en charge différents services dont la gestion des places de marché, des abattoirs et des voies, la collecte des déchets urbains, le balayage des rues, le réseau d'approvisionnement en eau et les égouts (VARELA BARRIOS 2007).

<sup>78</sup> Les sources consultées mentionnent des problèmes dans le recouvrement des paiements, dans le développement des systèmes techniques, dans les systèmes de mesure de la consommation, dans l'extension

renforcement du lobby du secteur touristique qui intervient dans la mise en œuvre des services publics alors que le clientélisme s'enracine au sein des processus d'embauche de personnel de la part du Conseil Municipal et de la mairie (VARELA BARRIOS 2007).

Or, INSFOPAL est supprimé en 1986 et les directives nationales vont désormais encourager la création d'entreprises municipales pour assurer l'approvisionnement en eau des citoyens. Dans ce contexte, le maire de Carthagène Gabriel García transforme en 1992 l'EPMC en une entreprise industrielle et commerciale de l'Etat à gérance municipale (VARELA BARRIOS 2007). Très vite, la municipalité favorise l'investissement de capitaux étrangers, notamment de firmes multinationales, dans le secteur de l'eau : elle y est d'ailleurs incitée par les banques multilatérales – Banque Interaméricaine de Développement - BID, Banque Mondiale – BM – qui déploient alors largement leurs programmes d'ajustement structurel. En 1994, on attribue en effet à Aguas de Barcelona, filiale de Suez<sup>79</sup>, 45,91 % des actions de la nouvelle entreprise ACUACAR<sup>80</sup> créée à partir d'un partenariat public-privé avec la municipalité de Carthagène<sup>81</sup>. Cet accord sera ratifié en 1995 avec la signature d'un contrat de concession pour les opérations s'étalant sur une durée de 26 ans (NICKSON 2001 ; VARELA BARRIOS 2007).

Plus encore, le changement du modèle de gestion intervient dans le cadre de la promulgation de la loi des services publics domestiques – loi n°142 de 1994 – qui fait partie de la réforme constitutionnelle colombienne de 1991 préconisant, entre autres, la décentralisation administrative et financière des services de l'Etat<sup>82</sup>. Cette loi introduit aussi un système officiel de stratification socioéconomique des secteurs d'habitation qui doit être

---

de la couverture et dans l'obligation pour la municipalité de couvrir le déficit de l'EPMC (VARELA BARRIOS 2007).

<sup>79</sup> Suez et Vivendi monopolisent deux tiers du marché mondial privatisé de l'eau et restent les entreprises dominantes en Amérique Latine, grâce en grande partie à l'action diplomatique du gouvernement français (HALL et LOBINA 2002). A travers *Aguas de Barcelona*, Suez est actionnaire d'entreprises de gestion de l'eau en Argentine, au Chili, en Bolivie et à Cuba (VALDELAMAR VILLEGAS 2013).

<sup>80</sup> Société des eaux de Carthagène (*Aguas de Cartagena* –ACUACAR). En 1995, la municipalité de Carthagène a été la première du pays à signer une concession pour la gestion des services d'adduction d'eau et d'assainissement.

<sup>81</sup> L'infrastructure – tuyauterie, stations de pompage et traitement, bureaux, bâtiments, etc. – demeure la propriété de la municipalité de Carthagène, l'entreprise n'étant que l'opérateur du service d'approvisionnement en eau. Par conséquent, la municipalité assume une grande partie des emprunts nécessaires au fonctionnement de l'institution tandis qu'ACUACAR est chargée de faire les appels d'offres et d'attribuer les contrats (VARELA BARRIOS 2007).

<sup>82</sup> L'article 5 de la loi décrète que les municipalités ont la responsabilité d'assurer la distribution efficace aux habitants des services domiciliaires d'eau, d'assainissement, de gestion des déchets, d'électricité et de téléphonie publique par des entreprises de services publics de caractère officiel, privé ou mixte.

établie par les maires de chaque municipalité. Allant des rangs (*estrato*<sup>83</sup>) 1 à 6 – des secteurs les plus pauvres aux secteurs les plus riches –, cette classification, qui rappelle comme nous le verrons la zonification coloniale encore utilisée dans la ville de Khartoum (§ 1.2.3), sert à facturer de manière différenciée les services publics afin de subventionner l'accès des plus démunis par le paiement des citoyens les plus aisés (DANE 2005).

De nombreux auteurs ont montré comment ce nouveau modèle de gestion suppose des changements importants dans les conditions de travail des employés, dans la tarification de l'eau et dans les mesures de collecte de paiement auprès des usagers. (NICKSON 2001 ; VARELA BARRIOS 2007). D'autres recherches signalent que l'introduction de ces entreprises conduit au retrait de l'Etat de la sphère locale, et notamment de son rôle de régulateur (VARELA BARRIOS 2007), bien qu'il ait été prouvé à de multiples reprises que le secteur privé n'est pas plus efficace que l'Etat dans la gestion de l'eau des villes en termes de performance technique, d'augmentation du nombre de connexions, ou de niveaux de profit (HALL et LOBINA 2007).

Les systèmes d'approvisionnement en eau à Carthagène expérimentent ainsi des mutations nombreuses et rapides dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle : d'abord, la municipalité se consolide en tant que gestionnaire de la ressource face à des formes plus particulières d'accès en faisant largement appel au secteur public ; ensuite, on assiste depuis les années 1930 à la consolidation de l'Etat-Nation qui aspire à diriger de manière centralisée les investissements et les projets d'extension des réseaux en nouant principalement des partenariats avec des acteurs nationaux<sup>84</sup>. Or, les années 1980 voient l'avènement d'une situation complexe qui mêle de nouveaux paradigmes de gestion au niveau international, une nouvelle constitution nationale et de graves problèmes d'accès à l'eau d'une population urbaine grandissante. Dans ce contexte, le système municipal d'approvisionnement en eau est mis en échec et remplacé par la concession à une grande entreprise multinationale. Si la ville a historiquement fait appel à des capitaux étrangers pour créer et maintenir les systèmes d'adduction d'eau, les firmes globales réarticulent désormais les pouvoirs économiques et politiques locaux à des instances nationales et internationales, ainsi qu'à des acteurs et à des institutions qui ne font pas partie de la sphère étatique.

---

<sup>83</sup> Unité de différenciation des immeubles utilisée pour calculer le tarif des services publics et des impôts. Il va de 1 à 6 – du plus pauvre au plus riche.

<sup>84</sup> Dans le cas d'intégration d'acteurs – entreprises ou individus – non nationaux, ceux-ci étaient censés demeurer subordonnés à un même ordre juridique garanti par l'Etat (VARELA BARRIOS 2007).

Or, aucun intervenant – qu’il s’agisse des municipalités, de l’Etat ou des entreprises – ne s’est porté garant de l’accès à l’eau des populations pauvres de la ville et il existe très peu de données sur les manières dont ces citoyens, exclus à la fois par le marché et par l’Etat, s’approvisionnent quotidiennement. Ces populations constituent « l’autre Carthagène » qu’évoquent de nombreux auteurs, à l’instar de l’idée formulée par l’historien colombien Orlando Fals Borda qui mentionne l’existence de « deux Carthagènes » (FALS BORDA 2004).

Ainsi, l’histoire de l’approvisionnement de cette ville depuis sa fondation suggère, outre les contraintes hydriques importantes pour l’expansion urbaine, que la question de l’eau de consommation constitue dès très tôt une question politique et économique impliquant des sphères plus vastes de l’administration coloniale. Si dans le cas de Khartoum, comme nous le verrons maintenant, l’accès à l’eau est traité plus tardivement à l’échelle de l’agglomération, les deux villes voient un point de renversement important quant aux formes d’accès à l’eau au tournant du XX<sup>e</sup> siècle – nous reprendrons leur comparaison dans le chapitre 3.

## 1.2. L'accès à l'eau et l'urbanisation de Khartoum : des migrations nubiennes à la consolidation de la capitale.

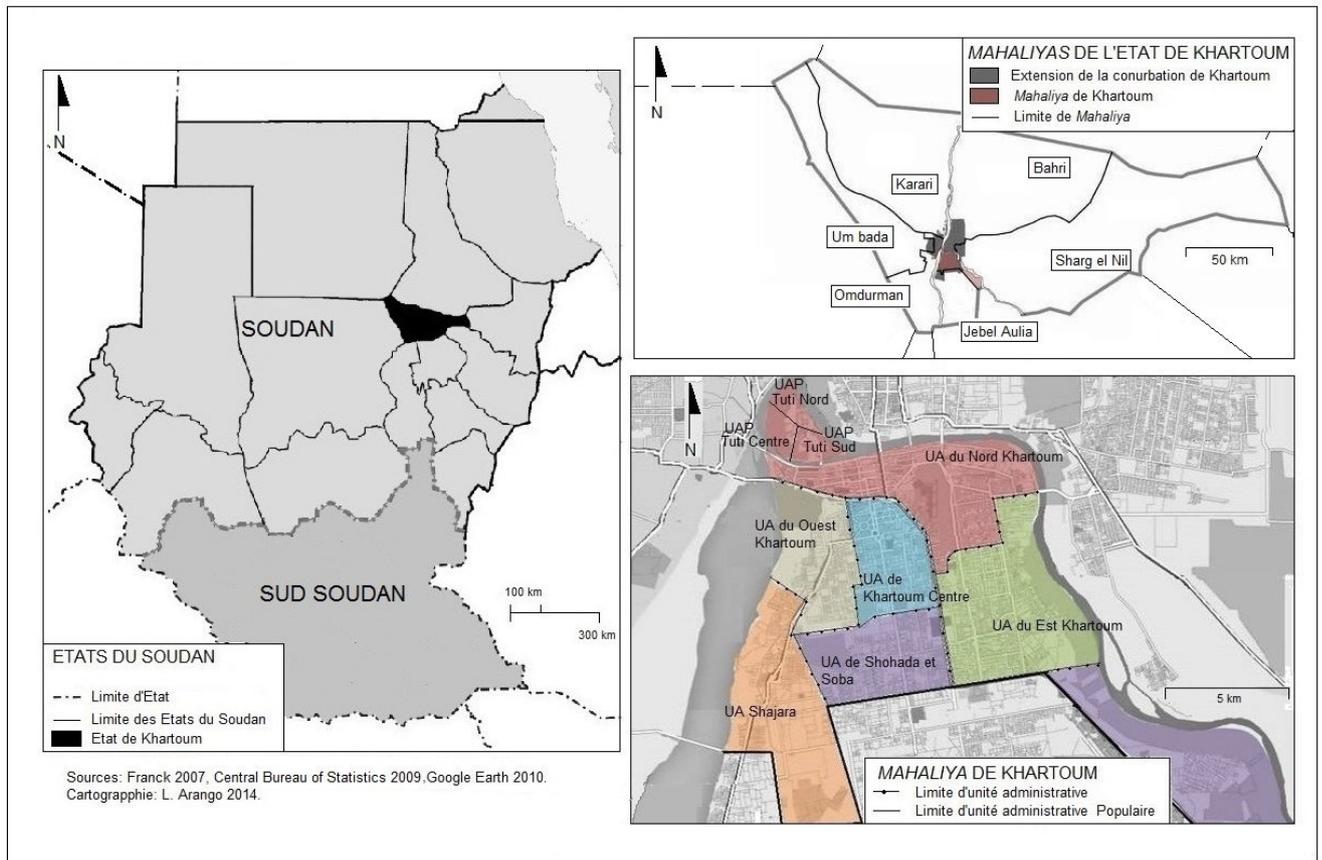
Pour comprendre les logiques qui ont façonné le peuplement de Khartoum et ses modes d'urbanisation, il faut en premier lieu tenir compte des caractéristiques hydrologiques et géographiques du lieu où elle est située. Celles-ci déterminent en effet aussi bien le choix des formes d'approvisionnement en eau des populations urbaines que la manière dont elles se sont installées. La conurbation, souvent appelée le Grand Khartoum<sup>85</sup>, se déploie de manière inégale sur un terrain extrêmement plat autour de la confluence du Nil Bleu et du Nil Blanc. Elle se compose de trois circonscriptions délimitées par les trois Nils, qui sont Omdourman à l'Ouest du Nil Blanc et du Nil, Khartoum Nord ou Bahri dans l'Est du Nil Bleu et du Nil et Khartoum entre le Nil Blanc et le Nil Bleu (carte 3), chacun ayant des histoires de peuplement particulières. Sans problèmes apparents pour l'approvisionnement en eau du fait de la présence des Nil et d'un important aquifère de grès nubiens sous la capitale (SALAH et ABBAS 1991), Khartoum est toutefois soumise à un climat semi-aride et reçoit entre 75 et 250 mm de pluie par an (LAVERGNE 1989). Pendant l'hiver – qui dure d'octobre à mars –, les précipitations restent très occasionnelles voire presque inexistantes, tandis que durant la saison chaude – qui s'étend de mars à juin –, des pluies tombent parfois dès le mois d'avril, mais il faut attendre en règle générale le mois de juin. La saison des pluies commence alors au mois de juillet et se termine vers la mi-septembre (PERRY 1991).

Certains auteurs (MACMICHAEL 1922 ; LOBBAN 1980) considèrent que le premier établissement stable de population dans l'actuel Khartoum remonte au XVI<sup>e</sup> siècle, mais que le peuplement serait resté très lent jusqu'au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle pendant lequel, le territoire de l'actuel Soudan subit deux colonisations. Il s'agit d'abord de la domination turco-égyptienne qui dure de 1821 à 1884 et est suivie par un éphémère gouvernement local entre 1884 et 1898. Ce dernier va laisser la place à la colonisation britannique s'étendant de 1898 à 1956. Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, Khartoum connaît une augmentation exponentielle de sa population : si la ville compte 261 000 habitants lors de l'indépendance en 1956, ce nombre va atteindre 3 908 000 en 2002 (DENIS 2005a) et même 5 271 321 selon le recensement de 2008 (ASSAL 2008). Ces chiffres résultent non seulement de la croissance démographique, mais reflètent également les importantes migrations vers la capitale, surtout à partir des années 1980, dues aux sécheresses dans l'Ouest du pays et aux guerres dans le Sud (DENIS

---

<sup>85</sup> Cette appellation sert à différencier la conurbation comprenant les trois circonscriptions et la circonscription de Khartoum elle-même.

2005b). Certains auteurs remarquent enfin que Khartoum devient un centre économique important qui connaît un fort dynamisme lié à l'exploitation pétrolière dans les dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle (DENIS 2005b).



CARTE 3 : LE SOUDAN ET LA LOCALISATION DE LA VILLE DE KHARTOUM

### 1.2.1. Le peuplement à la confluence des deux Nils

Les premières traces de peuplement stable à la confluence des deux Nils correspondent à l'installation de populations nubiennes dont le territoire s'étalait sur les terres cultivables entre la première et la deuxième cataracte du Nil – soit actuellement entre Assouan, en Egypte, et la frontière égypto-soudanaise – et pouvait s'étendre, selon les époques, jusqu'à la confluence elle-même (FOGEL 1995). Les royaumes chrétiens de la Haute Nubie ont connu un processus progressif d'islamisation entre le XI<sup>e</sup> et le XIV<sup>e</sup> siècle (LOBBAN 1980 ; FOGEL 1995), et il est possible de trouver des allusions à la migration de populations islamisés d'origine nubienne vers l'intérieur du territoire de l'actuel Soudan dès le XV<sup>e</sup> siècle (MACMICHAEL 1922 ; LOBBAN 1980). Cette migration n'aurait toutefois pris de l'ampleur que dans les premières années du XVI<sup>e</sup> siècle et serait attribuée, d'une part, à la

volonté d'échapper à l'emprise de l'administration ottomane qui se déployait alors en Egypte, et d'autre part, à la consolidation progressive du sultanat musulman Funj – situé plus au Sud sur le Nil Bleu – qui s'est amorcée avec la chute du royaume chrétien de Soba en 1504 (GRANDIN 1982). Ces populations auraient non seulement contribué à l'expansion de l'Islam dans le territoire de l'actuel Soudan, mais surtout à la construction des premières infrastructures permanentes sur l'actuel site de Khartoum car les membres des tribus (*gabīla*)<sup>86</sup> Rufa'a, Ja'aliyin, Shayqia et Jummu'iya, qui habitaient déjà la région, utilisaient les terres de la confluence seulement de manière saisonnière pour le pâturage et pour l'agriculture (WALKLEY 1935 ; LOBBAN 1980).

Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, le sultanat des Funj constitue une des puissances dominantes dans la région depuis sa capitale Sennar, située sur le Nil Bleu au Sud de l'actuelle Khartoum. Différents centres religieux sont fondés à la confluence des deux Nils selon un processus qui débute généralement par l'arrivée d'un *fakī*<sup>87</sup> avec sa famille, suivie de la création d'une *khalwa* (école coranique), la construction d'une mosquée et, après la mort du *fakī*, l'édification d'une *gubba*<sup>88</sup> (LOBBAN 1980). D'après Bushra El Tayeb Babiker, les voyageurs qui allaient vers Sennar à l'époque ont ignoré l'actuel site de Khartoum et n'en ont laissé ni traces ni descriptions dans leurs récits (BABIKER 1971).

La question de l'approvisionnement en eau de ces populations alors installées dans l'actuel site de Khartoum ne se pose pas : dans la confluence de deux Nils, l'accès à l'eau paraît si évident que les chroniques historiques ne rapportent pas d'éléments à ce sujet.

---

<sup>86</sup> Le terme *gabīla* est traduit par le terme « tribu » autant par les anthropologues travaillant sur le monde arabo-musulman que par les Soudanais anglophones qui parlent de *tribe*. Dans les années 1990, la notion de tribu est elle-même remise en cause et le débat à son propos continue à être vif, particulièrement dans des recherches en langue française. Ainsi, en questionnant le choix de cette traduction, Pierre Bonte et Edouard Conte expliquent que le terme a été emprunté très tôt par les ethnologues au vocabulaire des institutions politiques antiques pour décrire un type d'organisation sociale où les groupes se construisent par l'extension des liens de parenté et qui, dans une approche évolutionniste, précéderait les formations étatiques (BONTE et CONTE 1991). Les auteurs tracent l'usage du terme dans l'ouvrage « Ancient Law » écrit par Henry Maine en 1861 et celui de Lewis Morgan intitulé « Ancient Society » et publié en 1877 qui, inspiré de la tradition du droit romain où la consanguinité désigne les parents paternels ou agnatiques, appelle *gens* ce groupe de personnes (BONTE et CONTE 1991, p. 17).

<sup>87</sup> Hommes religieux, spécialistes en loi islamique associés aux confréries soufies qui fondent leur enseignement sur la piété et la contemplation mystique. Les *fakī* ont créé de nombreuses écoles d'apprentissage religieux le long des deux Nils en contribuant particulièrement à la diffusion de l'Islam au Soudan et à l'intégration de ce territoire dans le monde musulman (GRANDIN 1982).

<sup>88</sup> Mausolée consacrée à un saint, *cheikh* ou *fakī* d'un groupe soufi.

### *1.2.2. L'urbanisation au long du XIX<sup>e</sup> siècle et l'accès directe aux eaux du fleuve*

A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle l'Égypte, vice-royauté de l'Empire ottoman, commence à étendre son emprise sur la région située au Sud de son territoire. Dans les premières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, le vice-roi Mohammad Ali envoie des ambassadeurs à Sennar (BLEUCHOT 1989b) et organise des campagnes d'exploration dans le but de chercher des esclaves et de l'or, tout en affermissant la présence de l'Égypte dans ce territoire (STEVENSON 1966). Les campagnes militaires menées dans ce cadre entre 1820 et 1823 se soldent rapidement par la défaite du sultanat Funj, Sennar se rendant sans combattre en juin 1821 (BLEUCHOT 1989b). Au cours de ces opérations, le commandant des troupes turco-égyptiennes Osman Bey réalise l'importance stratégique des terres situées à la confluence des Nils Bleu et Blanc et décide d'y construire un fort doté d'une garnison (HOLT et DALY 2000).

Si le campement de Khartoum, situé dans la province de Sennar, fait initialement partie des nombreux postes militaires créés par l'armée turco-égyptienne au sein du nouveau territoire annexé à l'empire, le gouverneur du Soudan y installe officiellement son quartier général en 1824 et construit le premier bâtiment public (BABIKER 1971). Dix ans plus tard, Khartoum est déclarée la capitale des provinces de Berber, Kordofan et Dongola qui lui sont rattachées respectivement en 1826, 1832 et 1833 (STEVENSON 1966 ; BLEUCHOT 1989b). Des bureaux gouvernementaux et des résidences officielles y sont alors bâtis et la ville va devenir par la suite un important centre d'activités commerciales (WALKLEY 1935). A cette époque, les consulats de différents pays – Perse, Angleterre, France, Grèce, Allemagne, Italie, Autriche – se multiplient à Khartoum et des marchands soudanais, turcs, égyptiens et européens y négocient l'ivoire, la gomme arabique et des esclaves, ainsi que des produits divers importés d'Europe (STEVENSON 1966 ; DUBOIS 1991). C'est par ailleurs durant cette même période qu'une ligne de fortifications est bâtie autour de l'espace urbanisé (COQUERY-VIDROVITCH 1993). Vers 1860, la ville se consolide avec la construction de différents bâtiments dont le palais du gouverneur, quelques bureaux administratifs, deux casernes, un hôpital, une école, une mosquée, deux églises, des chantiers navals et un abattoir au Sud de la ville (BABIKER 1971). A l'exception des édifices du gouvernement qui étaient en pierre et en briques, le reste du bâti – dont environ 500 habitations – était jusqu'alors érigé en terre (WALKLEY 1935 ; BABIKER 1971). Toujours à cette époque, on assiste à la création d'une manufacture de savon, d'une raffinerie de sucre et d'une distillerie (BLEUCHOT 1989b) alors qu'un télégraphe et un service postal ont été mis en

fonctionnement entre 1870 et 1880 et que des bateaux à vapeur arrivent déjà à Khartoum (HILL 1959).

Dans les premières années du régime turco-égyptien, des fonctionnaires ou des militaires sont en charge des différents districts et doivent les administrer et y collecter des impôts (STEVENSON 1966 ; BLEUCHOT 1989b) : ces autorités ont très vite donné des responsabilités administratives aux leaders locaux dont les *nāzir* – dirigeants des grandes tribus nomades – et les *'omda* – autorité à la tête d'un groupe de villages – (GRANDIN 1982, p. 230) mais Khartoum, capitale du territoire, reste sous l'autorité directe du gouverneur du Soudan.

La population de Khartoum a progressivement augmenté durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, mais les données démographiques varient selon les auteurs : selon Roland Stevenson, la ville serait passée de 15 000 habitants en 1837 à quelque 35 000 en 1850 avant d'atteindre 55 000 en 1883 (STEVENSON 1966). D'autres auteurs estiment le nombre d'habitants à 15 000 en 1834, puis 60 000 en 1846 avant une importante réduction de la population due au typhus qui porterait le total à 20 000 résidents dans la décennie 1860 (WALKLEY 1935).

Les chroniques qui traitent de la ville et de son aménagement tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle nous apprennent peu sur la manière dont elle était approvisionnée en eau. Quelques indices nous parviennent par le biais des descriptions de Bayard Taylor à propos de l'activité fourmillante sur les rives du Nil à Khartoum lors de son voyage en 1851 : « (...) un défilé d'hommes avec des peaux et des femmes avec des énormes cruches en terre sur leurs têtes passaient du haut en bas entre le bord de l'eau et l'entrée des ruelles étroites qui menaient à la ville entre les jardins »<sup>89</sup>. Concernant l'accès à l'eau des citadins à l'époque, l'historien Roland Stevenson affirme que les populations allaient sur les rives pour laver leurs vêtements et se baigner tandis que les rues étaient occupées par de nombreux vendeurs ambulants, dont les porteurs d'eau. En outre, les jarres en terre, vendues sur les marchés locaux, étaient utilisées dans les maisons pour transporter et stocker l'eau (STEVENSON 1966).

Dès la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, une situation de crise et de conflit se développe progressivement dans la région pour des raisons à la fois politiques, économiques,

---

<sup>89</sup> « *Files of men with skins, and women with huge earthen jars on their heads, passed up and down between the water's edge and the openings of the narrow lanes leading between the gardens into the city* » (STEVENSON 1966, p. 21).

démographiques, identitaires et religieuses (DEKMEJIAN et WYZOMIRSKI 1972). Dans ce contexte se consolide la croyance, répandue dans l'islam sunnite, en un Mahdi : « celui qui est guidé par Dieu » et qui viendrait sauver la communauté musulmane. En 1881, Mohammed Ahmad, religieux originaire de Dongola, s'autoproclame Mahdi (DEKMEJIAN et WYZOMIRSKI 1972) et commence à propager un message fondé principalement sur le puritanisme religieux (WARBURG 1991) à partir duquel il appelle les croyants à mener une guerre sainte contre l'administration en place. Il s'agit d'un mouvement revêtant une double nature avec d'une part, un discours messianique et prophétique, et d'autre part un *ethos* nationaliste révolutionnaire (DEKMEJIAN et WYZOMIRSKI 1972). Le Mahdi mène donc la première révolte anticoloniale au Soudan et réussit à renverser le pouvoir turco-égyptien en installant un gouvernement théocratique, connu sous le nom de Mahdiyya qui va durer de 1885 à 1898.

Le mouvement qui a pris de l'ampleur menace en effet la capitale dès 1884 et la ville de Khartoum tombe aux mains des révolutionnaires en janvier 1885. Pour autant, le Mahdi décide de déplacer les bureaux et les édifices administratifs sur la rive Ouest du Nil, dans ce qui est actuellement la ville d'Omdourman, mais il meurt quelques mois après la prise de Khartoum (BABIKER 2003). En août 1886, son successeur, le Kalifa Abdullahi, ordonne la destruction de la ville de Khartoum : Omdourman, qui compte alors près de 150 000 individus (BABIKER 1971), va s'étendre tout le long des rives occidentales du Nil Blanc et du Nil.

Selon certains historiens, la ville d'Omdourman était constituée de petites rues sinueuses et les principaux points de référence y étaient la tombe du Mahdi, la mosquée au centre de la ville, la résidence du Kalifa, l'arsenal au Sud et la trésorerie au Nord (DUBOIS 1991 ; BABIKER 1971). Par ailleurs, les populations de la ville étaient organisées principalement selon des origines partagées, des affiliations tribales ou religieuses : au Sud, on trouvait principalement des Baggara provenant de l'Ouest du Soudan tandis que le centre était habité par des populations du Nil Blanc ; le Nord était quant à lui occupé par des Nubiens et une communauté copte d'origine égyptienne (BABIKER 1971). Omdourman se développe alors comme un centre de commerce névralgique avec un marché fréquenté par des clients et des vendeurs d'origines diverses dont des Grecs, des Indiens, des Syriens, des Ethiopiens et des Turcs.

Si certains auteurs affirment, dans une vision qui paraît déterministe, que la forme allongée de la ville a été dictée par le besoin d'accéder directement au fleuve pour

l'approvisionnement en eau des ménages (BABIKER 1971), force est de constater que nous en savons peu, sinon rien, sur celui-ci. Ces affirmations semblent cependant impliquer que les habitants de Khartoum continuaient à s'approvisionner directement dans le Nil à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

### 1.2.3. La « reconstruction » de Khartoum : mise en place d'un réseau stratifié

A partir de 1896, l'armée anglo-égyptienne commence à pénétrer dans le territoire soudanais et arrive à Omdourman dès 1898 pour y livrer en septembre de cette même année une bataille fameuse contre les troupes du Kalifa (BABIKER 1971). Vaincue par la coalition anglo-égyptienne, la population de la ville est, après l'affrontement, estimée à 60 000 individus (BABIKER 1971). Sous la direction de Lord Herbert Kitchener, la réinstallation des centres administratifs et commerciaux à Khartoum commence dès 1899 avec le rétablissement du palais du gouverneur, le tracé des rues et la remise en état d'édifices pour les différents bureaux du gouvernement. Certains auteurs présentent l'épisode comme une entière reconstruction de la ville de Khartoum :

« Khartoum était toujours en ruines lorsque Lord Herbert Kitchener a visité le site le 4 septembre 1898. Pour lui, la première tâche était de nettoyer le site et de reconstruire une nouvelle capitale du Soudan selon des logiques modernes comme une ville européenne du XX<sup>e</sup> siècle »<sup>90</sup>.

A cet égard, l'année 1902 voit l'achèvement de plusieurs bâtiments et infrastructures, à l'instar de la mosquée, de banques égyptiennes, du chemin de fer à Khartoum Nord, de quelques hôtels et des casernes militaires ; quant aux inaugurations du premier pont sur le Nil Bleu et de la gare routière, elles ont lieu en 1910 (WALKLEY 1936). Nombreux sont les auteurs qui évoquent cette période comme « la reconstruction de Khartoum »<sup>91</sup>, qu'ils écrivent pendant l'époque coloniale ou postcoloniale et qu'ils soient Soudanais ou étrangers. Ce faisant, ils donnent l'impression d'une totale destruction de la ville par le gouvernement mahdiste et d'une renaissance de celle-ci avec l'arrivée de l'administration anglo-égyptienne. Or, certains historiens ont montré que des quartiers populaires existaient alors à Khartoum<sup>92</sup> et

---

<sup>90</sup> « Khartoum still stood in ruins when Lord Herbert Kitchener visited the site on September 4, 1898. For him the first task was to clear the site and rebuild a new capital of the Sudan along modern lines as a twentieth-century "European town" » (BABIKER 1971, p. 17).

<sup>91</sup> Si W. H. McLean parle de « *reconstruction of Khartoum* » (*Suda PK1591 MCL*, p. 583), C. E. J. Walkley évoque le « *rebuilding of the town* » (WALKLEY 1936, p. 86) tandis que Bushra El Tayeb Babiker mentionne « *the arduous task of rebuilding the city* » (BABIKER 2003, p. 16).

<sup>92</sup> Ahmed Sikainga explique ainsi que des quartiers populaires ont été déplacés du centre-ville pour la construction de nouveaux édifices et habitations (SIKAINGA 1996).

nous avons remarqué qu'il est même possible de les repérer sur des cartes de l'époque mahdiste, tout comme la présence de fortifications autour de la ville<sup>93</sup>. C'est néanmoins dans la continuité de cette rhétorique salvatrice qu'est conçu le premier projet d'aménagement urbain qui apparaît en 1911<sup>94</sup>.

Au cours de cette première décennie du XX<sup>e</sup> siècle, le pharmacien britannique Henry Solomon Wellcome, qui avait visité Khartoum à la fin de l'année 1900, fait don du matériel nécessaire à la mise en place du Wellcome Tropical Research Laboratories du Gordon College. Ce laboratoire est chargé de l'éducation technique et de la recherche en matière de chimie, de bactériologie, d'hygiène et de maladies tropicales dans la ville (ABDEL-HAMEED 1997). Après sa première visite, le pharmacien écrivait :

« Une chose qui m'a particulièrement impressionné quand j'étais à Khartoum était la possibilité de rendre cette ville aussi assainie que New York, Londres ou n'importe quel autre lieu. Avec sa situation centrale, il m'a semblé que l'on pouvait aller vers plusieurs directions à partir de Khartoum pour collecter du matériel et des spécimens pour la recherche scientifique »<sup>95</sup>.

La « nouvelle » ville de Khartoum est ainsi pensée par ses concepteurs et ses visiteurs – des ingénieurs, des administrateurs ou des scientifiques – à l'image des grandes métropoles du monde. Pour réaliser cet objectif, l'assainissement et l'approvisionnement en eau apparaissent dès lors comme des conditions préalables. S'il est rapporté que dans les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, les populations de Khartoum se procuraient de l'eau directement dans le Nil à partir de puits peu profonds (TAYLOR 1962), un premier système d'approvisionnement urbain commence à être mis en place à partir de 1907. Il comporte alors quatre forages situés dans l'extrême Est de la ville, près de l'actuelle station de pompage de Burri : chacun d'entre eux mesure 65 mètres de profondeur avec des parois cimentées, le tout étant relié à un réservoir élevé depuis lequel l'eau est distribuée (TAYLOR 1962). A ce titre, le Capitaine M.R. Kennedy, Ingénieur Royal et directeur du Département de Travaux Publics

---

<sup>93</sup> Ces fortifications sont visibles dans la carte "Khartoum and Omdourman" (1895) de l'Intelligence Department de l'armée égyptienne.

<sup>94</sup> Le texte traite de la « reconstruction » de Khartoum et de l'aménagement d'Omdourman. Il projette l'emplacement et le dessin des voies, des espaces ouverts et des marchés, le tracé du tramway et les prévisions d'extension de la ville. Il comporte aussi la situation des stations d'eau, d'électricité et d'assainissement. Enfin, le texte contient les lois de régulation du bâti, la classification des terres et des édifications ainsi que la typologie des maisons (*Suda PK1591 MCL*). La seule ville de Khartoum comptait en 1913 25 000 habitants et s'étendait sur presque trois kilomètres d'Est en Ouest le long du Nil Bleu et sur un kilomètre vers le Sud (BABIKER 1971).

<sup>95</sup> « *One thing that impressed me greatly when I was at Khartoum was the possibility of making that city as healthy as New York, London or any other place. With its central location, it occurred to me that one could reach out in various directions from Khartoum, as a base, and collect materials and specimens for scientific investigation* » (ABDEL-HAMEED 1997).

(Public Works Department – PWD) en charge des travaux, écrit dans son rapport de 1907-1908 :

« L'installation du [système] d'approvisionnement en eau de Khartoum a été terminée (...) À l'exception de la pompe permanente (...) qui a déjà été commandée [en Europe] (...) [Mais] le [système de] pompage durable ne peut être mis en œuvre qu'avec l'extension de la centrale électrique. En attendant, on fournira temporairement un approvisionnement en eau à partir de la station de pompage existante (...) Pendant l'année, un crédit spécial de £2 500 a été ouvert pour la construction d'un [système] transitoire d'approvisionnement en eau pour Omdourman. (...) J'espère obtenir des fonds dans les crédits du PWD de 1909 pour installer un tuyau de 10 pouces qui fera partie du système d'approvisionnement permanent et ne devra pas être enlevé plus tard »<sup>96</sup>.

La plus grande préoccupation du Capitaine Kennedy demeure selon cet extrait la pérennité du système, qui paraît dépendre de nombreux facteurs que le texte décrit comme étant d'ordre technique : l'envoi d'une motopompe électrique depuis l'Europe, les travaux dans la centrale électrique de Khartoum ou encore la taille des tuyaux. Il est cependant possible de deviner d'autres questions d'ordre économique ou politique comme l'importance que le PWD doit accorder aux travaux hydrauliques en ville pour leur allouer des financements ou encore la justification des dépenses. Dans le même rapport, Kennedy mentionne en outre d'autres difficultés : les machines de forage, importées de l'étranger, posent des problèmes d'utilisation par la difficulté de fixer les accrochages sur un terrain sableux et parce que les outils nécessaires à leur installation ne sont pas toujours disponibles. Aux yeux du capitaine, il semble moins onéreux de faire creuser les forages manuellement par des travailleurs locaux que de payer des hommes qualifiés pour l'opération des machines de forage (SAD 283/9/20-30) ; autant de questions qui touchent au statut des travailleurs et qui mettent en doute l'efficacité technique des outils importés.

Or, les difficultés rencontrées par Kennedy ne révèlent pas seulement des questions d'ingénierie : Andrew Balfour, directeur des Wellcome Tropical Research Laboratories et médecin officiel de la province de Khartoum entre 1902 et 1912, s'est ainsi plaint au Gouverneur Général du Soudan de la qualité de l'eau des forages tout en déplorant l'extension du réseau réalisée par Kennedy malgré ses recommandations (SAD.285/1/87). C'est à ce titre que Henrika Kuklick (2008) affirme que les laboratoires Wellcome étaient devenus partie

---

<sup>96</sup> « *Khartoum Water Supply Installation has been completed (...) with the exception of the permanent pump (...) [that] have now been ordered (...) [but] the permanent pumping installation cannot be put in action till the completion of the extension of the power station. Meanwhile, a temporary supply of water will be provided from the present temporary pumping plant (...) during the year a special credit of £ 2,500 was opened for the provision of a temporary water supply from Omdourman (...) I hope to obtain funds from the 1909 P.W.D. credits to allow 10" pipe line to be installed. This will form a portion of the permanent supply for Omdourman and will not have to be taken up late* » (SAD 283/9/20-30).

intégrante du régime soudanais et que le médecin Balfour avait un impact considérable dans les choix de développement de la ville de Khartoum pendant les premières années du XX<sup>e</sup> siècle. Le médecin avait en effet pris en charge les questions de santé publique de la ville et de ce fait était directement concerné par l’approvisionnement en eau<sup>97</sup>. Plus encore, il dirigeait des campagnes sanitaires où tout lieu susceptible de stocker l’eau était rigoureusement contrôlé et aspergé, si nécessaire, de pétrole afin d’éviter la propagation de moustiques. Ses inspecteurs surveillaient non seulement la destruction des ordures, mais aussi des détails minimes tels que la prolifération de chiens errants, la qualité de l’eau, du lait et d’autres aliments (KUKLICK 2008).

En analysant ces pratiques, il est possible d’affirmer que l’approvisionnement en eau de consommation constituait un moyen privilégié pour contrôler la mobilité des populations. Ahmed Sikainga explique ainsi que lorsque le nombre de citadins paraissait dépasser la capacité des administrateurs coloniaux – notamment en raison des migrations en provenance des campagnes –, des mesures sont envisagées afin de rendre plus attractive la vie dans les zones rurales et, inversement, de réduire les avantages de la capitale. A titre d’exemple, certains dispositifs visent à développer l’approvisionnement en eau dans les campagnes en augmentant parallèlement le prix de cette ressource en ville (SIKAINGA 1996)<sup>98</sup>.

En somme, la mise en place du système urbain d’adduction d’eau s’inscrit d’emblée, non seulement dans une vision moderne de la ville sur le modèle des grandes métropoles européennes, mais également dans une rhétorique salvatrice du gouvernement colonial qui se donne la tâche de « reconstruire » Khartoum. Outre les difficultés techniques, l’installation du réseau ne se fait pas sans heurts, qu’il s’agisse de l’improvisation à l’égard du matériel utilisé, des calculs économiques, mais aussi des controverses opposant le savoir médical à celui des ingénieurs. Comme le note David Mosse, le pouvoir colonial ne constitue pas une entité entièrement rationnelle et univoque, mais son emprise et son fonctionnement reposent sur des

---

<sup>97</sup> En 1962, A. J. Taylor retrace l’histoire du service d’approvisionnement en eau de Khartoum et explique - de manière rétrospective mais aussi un peu anachronique –, que la qualité obtenue lors des premiers forages de 1907 restait en deçà des standards de qualité dictés par l’OMS (TAYLOR 1962), alors que ceux-ci n’ont pourtant été créés que 40 ans plus tard. L’utilisation de ces standards internationaux pour évaluer de manière rétrospective la mise en place du système d’adduction de Khartoum témoigne, dans le Soudan postcolonial, des mécanismes par lesquels le système urbain est imbriqué dans des logiques internationales de fonctionnement.

<sup>98</sup> Certaines études menées sur l’irrigation dans le Soudan colonial (BERNAL 1997) nous permettent de proposer une analogie pour penser le réseau urbain d’adduction d’eau comme une technique politique et disciplinaire. Ces recherches ont en effet montré que la gestion de l’eau d’irrigation a joué un rôle indispensable dans les politiques de contrôle et d’incorporation de populations comme de territoires dans les domaines impériaux.

actions concrètes, sur des solutions parfois fortuites mises alors en place et sur des controverses qui mettent en lumière des relations de pouvoir particulières (MOSSE 2006c).

Au niveau de l'espace urbain, le réseau concrétise des dynamiques différentes comme le montre la distribution de l'eau des forages déterminée par le Town Building Regulation qui, édicté en 1909, classe les zones résidentielles des villes soudanaises (tableau 2). Facturée en principe au mètre cube (SAD 283/9/20-30), l'eau arrivait ainsi directement dans les maisons au sein des quartiers de première et deuxième classe tandis que ceux de troisième classe se la voyait distribuer par des fontaines publiques (SudA PK1591 MCL) ; le reste de la ville accédait à la ressource par des puits peu profonds (ARANGO 2009 ; TAYLOR 1962). A Khartoum, l'extension du réseau et les formes particulières d'accès à celui-ci – robinets ou fontaines publiques – constituent donc un facteur d'organisation de l'espace urbain et de classification des citadins. Comme certains auteurs l'ont montré ailleurs (GANDY 2008 ; SWYNGEDOUW 2004), la distribution de l'eau dans l'espace urbain produit des marginalités et d'importantes différenciations entre les populations d'une même ville.

	Première Classe	Deuxième Classe	Troisième Classe	<i>Native Lodging Area</i> <sup>99</sup>
Occupation	Légale	Légale	Légale	Non légalisée ou temporaire
Matériaux	Murs en pierre, briques cuites ou béton	Murs en pierre, briques cuites ou béton	Murs en terre ou en briques non cuites	
Etages	Un ou plusieurs	Un ou plusieurs	Un étage	
Taille du lot <sup>100</sup>	600-800 m <sup>2</sup>	600-800 m <sup>2</sup>	300-400 m <sup>2</sup>	
Situation en 1909	Entre la 5 <sup>e</sup> et la 9 <sup>e</sup> avenue à Khartoum	Entre la 9 <sup>e</sup> et la 13 <sup>e</sup> avenue à Khartoum	Au Sud de la 13 <sup>e</sup> avenue à Khartoum et toutes les terres de Khartoum Nord et Omdourman	
Habitants	Populations d'origine européenne	Commerçants et populations aisées d'origine étrangère et soudanaise	Travailleurs soudanais	

TABLEAU 2 – CLASSIFICATION DES ZONES D'HABITATION EN MILIEU URBAIN SELON LE *TOWN BUILDING REGULATION* DE 1909<sup>101</sup>.

<sup>99</sup> Selon Ahmed Sikainga, le fait de ne pas classer ces logements permettait à l'administration urbaine de se désengager de la fourniture des services de base à ces populations (SIKAINGA 1996, p. 178). Ces zones étaient habitées par les travailleurs et les ex-esclaves de différentes origines du territoire soudanais et autres pays d'Afrique (SIKAINGA 1996).

<sup>100</sup> En 1980 la taille des terrains pour l'habitation dans les villes est réduite à 300-400 m<sup>2</sup> pour les habitations de première et deuxième classe et à 200 m<sup>2</sup> pour celles de troisième classe (EL AGRAA et al. 1985).

<sup>101</sup> Source : *SudA PK1591 MCL* et El Agra et al. (1985).

#### 1.2.4. *La création de la British Sudan Light and Power Company*

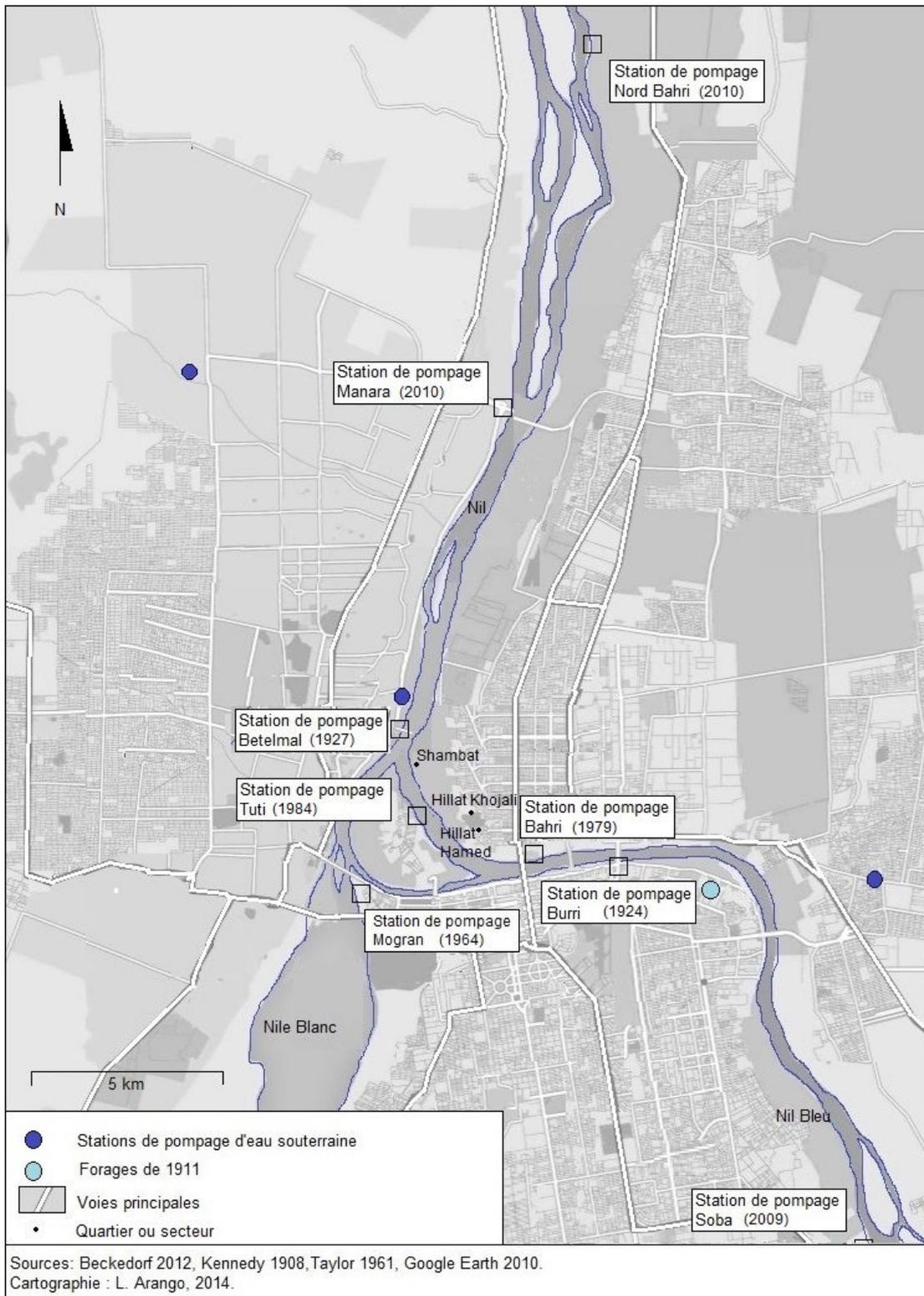
Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, la population de Khartoum grandit vite, alimentée par une importante migration qui est attirée par les opportunités de travail qu'offre alors le secteur du bâtiment. A la lumière de cette croissance rapide, les ingénieurs et administrateurs affirment dès les années 1920 qu'il faut construire des puits additionnels ou trouver de nouvelles sources d'eau en prévision de la future demande de la population urbaine (TAYLOR 1962). Dans ce contexte, la station de pompage de Burri est construite en 1924 à côté des premiers forages sur le Nil Bleu (carte 4). Le système d'adduction d'eau qui s'est développé à partir de celle-ci constitue donc le deuxième dispositif en réseau dans l'agglomération de Khartoum. Voué à l'approvisionnement de la population expatriée de la ville, ce système est composé d'une station de traitement et de réservoirs élevés pour stocker l'eau afin d'augmenter la pression dans le réseau de distribution, le tout étant relayé par des motopompes dont l'utilisation demeure nécessaire car les surfaces desservies sont très plates (SALAH et ABBAS 1991).

Toujours en 1924, des entrepreneurs anglais demandent l'obtention d'une concession pour la création de la British Sudan Light and Power Company auprès du gouverneur général du Soudan et du conseil municipal de Khartoum. Cette compagnie est alors censée se charger de la mise en place et du fonctionnement du système et de la gestion des services publics dans la conurbation de Khartoum, à savoir l'eau, l'électricité, l'usine à glace et la construction d'un pont reliant Khartoum et Omdourman. Le gouvernement britannique et quelques entreprises privées anglaises sont sollicités donc pour fournir conjointement le capital nécessaire à la fondation de cette société dont les profits doivent être partagés entre les associés, tandis que les infrastructures et leurs extensions restent la propriété du gouvernement soudanais (FO 141/493/2). Pour autant, la proposition de création de la compagnie mentionne :

« Il n'est pas complètement désirable que les services d'utilité publique, spécialement un service aussi vital que celui de l'approvisionnement en eau, soient mis entre les mains d'entreprises privées dont l'objectif principal serait de faire du profit. Pour trouver une solution à cette objection, les termes proposés dans la concession [précisent] la fixation d'un tarif maximal [payé par les usagers pour la consommation de l'eau] et stipulent que quand les profits excèdent une certaine quantité, une partie de ceux-ci doit être investie dans la réduction du tarif. Aussi, en ce qui concerne l'eau, des mesures seront insérées dans l'accord final de la concession pour donner le pouvoir au gouvernement d'insister sur [la réalisation] d'extensions obligatoires [du réseau] et [d'autres] mesures seront prises pour accomplir cela quand [les extensions] ne donnent pas de profit »<sup>102</sup>.

---

<sup>102</sup> « (...) *It is not altogether desirable that public utility services, especially such a vital service as water supply, should be put into the hands of a private enterprise, whose principle objective must be the making of profits. To*



CARTE 4 – SYSTEME D'ADDUCTION D'EAU DE KHARTOUM

*a great extent this objection has been guarded against in the proposed terms for the Concession which lay down maximum rates and also provide that when the profits exceed a certain figure a portion of the surplus must be used in rate reduction. Also as regards water, provisions will be inserted in the final concession agreement giving the Government power to insist on compulsory extensions and making provision for meeting the case when these are not actually profitable » (FO 141/493/2 , p.8).*

L'approvisionnement en eau et la gestion d'un service public par des entreprises privées posent donc des problèmes aux principes de fonctionnement que s'était donné l'administration coloniale au Soudan. Comme l'explique Nicole Grandin, les gouverneurs britanniques se méfiaient profondément de l'investissement de capitaux privés soudanais ou étrangers, et donnaient priorité au contrôle du développement par le gouvernement (GRANDIN 1982). C'est pourquoi la nouvelle compagnie devait garantir qu'il soit impossible de spéculer sur l'eau de consommation, et en ce sens protéger avant tout les usagers du service.

Or, c'est à partir de la même décennie que des mouvements nationalistes et indépendantistes progressent au Soudan : si la Grande-Bretagne reconnaît l'indépendance de l'Égypte en 1922, des experts recommandent dès 1920 un développement autonome du Soudan par rapport au Caire, une décentralisation de l'administration du territoire et une augmentation du recours aux Soudanais au sein de celle-ci (BLEUCHOT 1989b). Dans les années qui vont suivre, les populations urbaines instruites s'organisent en clubs et en ligues, publient des journaux, réalisent des manifestations et dès les années 1930, un plus grand nombre de Soudanais, dont des jeunes diplômés, peuvent participer aux affaires locales de la ville (GRANDIN 1982).

Par ailleurs un conseil urbain – *town council* – est créé en 1929 pour gérer diverses questions telles que l'hygiène, la planification urbaine ou la zonification de la ville, mais l'ampleur de la tâche conduit à ce que chacune des trois villes de la conurbation dispose de son propre conseil à partir de 1940 (BABIKER 1971). Composés d'administrateurs anglais et égyptiens, ces organismes consultatifs comprennent également un tiers de Soudanais (BLEUCHOT 1989a). La création de ces conseils est parallèle à l'émergence du Graduate's General Congress qui regroupe principalement des Soudanais diplômés dont le but premier est de faire le lien entre le gouvernement et la population et de servir l'intérêt commun : cette institutions va constituer la base du mouvement d'indépendance du pays qui sera effective le 1<sup>er</sup> janvier 1956 (BLEUCHOT 1989a)<sup>103</sup>.

---

<sup>103</sup> En 1942 les membres du *Graduate's General Congress* rédigent un mémorandum où ils demandent pour la première fois l'autonomie administrative, la liberté d'expression et l'autodétermination du pays vis-à-vis l'Égypte. Des partis politiques commencent à se former – en 1945 ont été créés l'Umma, le Parti de l'Union de la Vallée du Nil, le Parti Républicain et en 1946 le Parti Communiste Soudanais sous le nom de Mouvement Soudanais pour la Libération Nationale (ABDEL GADIR ALI et EL-BATTAHANI 2011) et une Assemblée Législative se réunit pour la première fois en 1948 où les partis indépendantistes remportent les élections. Ensuite se créent une comité électorale et une comité pour la révision de la constitution. En 1952 sont créés la Chambre

Dans ces années du milieu du XX<sup>e</sup> siècle, la ville de Khartoum connaît un développement rapide et dès la décennie 1950, d'importants pans de populations sont relogés au Sud de Khartoum, à l'extérieur de la boucle du train qui avait été construite sur les anciennes murailles de défense (SIKAINGA 1996). La ville commence donc à s'étaler assez vite en dehors des anciennes fortifications (BABIKER 1971). Cependant, les nouvelles populations ne sont alors pas desservies par le réseau d'adduction d'eau qui pompe l'eau directement dans le Nil, mais par des puits publics creusés par le gouvernement. Quelques années après leur déplacement, les populations extra-muros vont toutefois recevoir l'eau à domicile par des réseaux raccordés à ces puits (TAYLOR 1962). L'agglomération compte ainsi des micro-réseaux qui, soit puisent l'eau du Nil, soit approvisionnent les habitants à partir de puits comme c'est le cas pour le Sud de Khartoum. Le système d'adduction d'eau d'Omdourman est quant à lui installé entre 1925 et 1927 à partir de la station de pompage de Betelmal, tandis que celui de Khartoum Nord est mis en place de 1954 à 1957 (NEGRE 2004 ; SALAH et ABBAS 1991). Au moment de l'indépendance, en 1956, Khartoum atteint à elle seule 93 103 habitants, Khartoum Nord 39 082 et Omdourman 113 551, soit un total de 245 736 individus pour toute l'agglomération (MCLOUGHLIN 1963).

#### *1.2.5. Deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle : multiplication des micro-réseaux*

Après l'indépendance, le Soudan connaît deux gouvernements civils jusqu'en novembre 1958, date à laquelle un coup d'Etat militaire porte au pouvoir le général Ibrahim Abboud. Ce dernier reste à la tête du pays jusqu'à sa destitution en 1964 provoquée par les pressions des partis politiques civils. S'ensuivent trois autres gouvernements civils qui vont durer jusqu'en 1969, alors que la ville de Khartoum atteint 460 000 habitants en 1966. Cette même année, l'Etat soudanais – qui avait acheté à l'indépendance tous les droits d'exploitation de la compagnie britannique d'eau et électricité de Khartoum – crée l'Autorité Centrale de l'Eau et l'Electricité (Central Electricity and Water Authority – CEWA) pour gérer conjointement l'eau et l'électricité sous la responsabilité du Ministère des Travaux Publics (NEGRE 2004). Dans le même temps, des travaux ont lieu entre 1964 et 1970 pour compléter la station de pompage et de traitement de Mogran, qui dessert la ville de Khartoum et une partie de la ville d'Omdourman (SALAH et ABBAS 1991). La création de la CEWA conduit à réaliser une estimation de la consommation d'eau par jour et par personne selon la

---

des députés et le Sénat, le 19 décembre 1955 est votée la déclaration d'indépendance par la Chambre, le 22 décembre par le Sénat et le 31 décembre est déclarée la nouvelle constitution provisoire.

classification coloniale des zones d'habitation. Cette évaluation produit les chiffres suivants : 193 gallons (877 litres) quotidiens pour les habitants de première et deuxième classe et 23 gallons (104 litres) par jour et par personne pour ceux de troisième classe (Galander in SALAH et ABBAS 1991).

En 1969, Gaafar Nimeiry prend le pouvoir, et il va rester à la tête du pays jusqu'en 1985 (ABD AL-RAHIM 1989). Durant son gouvernement, la situation économique du pays va se dégrader : le produit national brut stagne à cause de la crise pétrolière du milieu des années 1970, il n'y a pas d'investissements dans le secteur industriel et la production agricole tombe à un niveau très bas (KEVANE et GRAY 1995)<sup>104</sup>. Dans les années 1980, le FMI et la Banque Mondiale vont alors recommander l'application au Soudan de programmes d'ajustement structurel qui impliquent l'arrêt des subventions du gouvernement, l'encouragement d'investissements du secteur privé et la dévaluation de la monnaie (AHMED 1997 ; MUSA 2000)<sup>105</sup>.

C'est dans le cadre de ces réformes d'ajustement structurel que les secteurs de l'eau et de l'électricité sont séparés. En 1982, le gouvernement de Nimeiry crée ainsi la Corporation Nationale de l'Eau (National Water Corporation – NWC) qui, placée sous le contrôle du Ministère de l'Irrigation, est subdivisée entre l'administration des zones rurales et celle des aires urbaines pour l'ensemble du pays (NEGRE 2004). Pendant cette période, seule la station de pompage et de traitement de l'île de Tuti est achevée en 1984 alors que l'agglomération de Khartoum passe de 784 000 habitants en 1973 à 1 343 000 en 1983 (DENIS 2005a).

La courte période de gouvernement civil (1986 – 1989) qui suit le mandat de Nimeiry, prend fin avec le coup d'Etat militaire organisé par le Front Islamique National (FIN) et mené par le général Omar al Beshir (ALI 1997 ; PRUNIER 1989). Décrit comme politiquement autoritaire, idéologiquement totalitaire et libéral en termes économiques (PRUNIER 1989), le nouveau gouvernement décide d'implémenter, en réaction au blocage des aides externes, son propre programme d'ajustement structurel qu'il conçoit et met en place sans l'intervention d'institutions internationales (MUSA 2000). De nombreuses transformations politiques se

---

<sup>104</sup> Différentes causes sont avancées pour expliquer cette situation, à commencer par la guerre civile qui aurait drainé les rentes du pays mais aussi la sécheresse, qui aurait touché le secteur agricole et causé des déplacements massifs de population ; enfin, il faut également mentionner les sanctions internationales contre le gouvernement soudanais et la mauvaise gestion nationale sur le plan administratif et financier (KEVANE et GRAY 1995).

<sup>105</sup> Ces différentes recommandations ont été réglementées par l'*Investment Encouraging Act* de 1980 (BECKEDORF 2012).

déroulent dans les années 1990, à commencer par l'introduction du fédéralisme et la décentralisation administrative. Deux principales directives sont proposées dans le secteur des services publics : l'encouragement de l'investissement de capitaux privés, soudanais et étrangers (AHMED 1997) et la sous-traitance à des entreprises privées (BECKEDORF 2012). La fin des années 1990 coïncide aussi avec l'apogée de la production pétrolière qui attire les investissements des pays arabes, asiatiques et européens. C'est dans ce contexte de reprise économique que la station de pompage et de traitement de Khartoum Nord est rénovée en 1992 (BECKEDORF 2012 ; SALAH et ABBAS 1991).

Classe	Estimation de la Consommation	Etages	Taille du Tuyau	Tarif mensuel	Type d'évacuation
Première	120 gallons (545 litres) /jour/personne	Plusieurs	1 pouce	45 SDG <sup>106</sup>	Siphon ou réseau urbain
Première et deuxième	80 gallons (363 litres) /jour/personne	Un	¾ de pouce	25 SDG	Siphon
Troisième	25 gallons (113 litres) /jour/personne	Un	½ pouce	15 SDG	Nappe phréatique
Populations déplacées	5 gallons (22 litres) /jour/personne				

TABLEAU 3 – PARAMETRES POUR L'ESTIMATION DES TARIFS DE L'EAU A KHARTOUM<sup>107</sup>.

Parmi les changements politiques et les transformations des directives dans le secteur public, il convient de mentionner la création en 1994 de 26 Corporations de l'eau à l'échelle des Etats fédéraux (State Water Corporations), l'une d'entre elle étant donc consacrée à l'Etat de Khartoum (Khartoum State Water Corporation – KSWC). Celle-ci différencie aussi l'administration des zones rurales et urbaines de l'Etat et se subdivise de manière hiérarchique en milieu urbain : d'abord, chacune des trois villes de la conurbation dispose de ses propres bureaux administratifs dont dépendent des bureaux locaux comprenant parfois plusieurs quartiers<sup>108</sup>. Dès l'installation des premiers robinets domestiques au début du XX<sup>e</sup> siècle, l'institution chargée de l'adduction de l'eau a mis en place des compteurs dans chaque maison raccordée au réseau. Cependant, un tarif unique mensuel était et continue d'être payé par chaque ménage selon des paramètres différents, les prix ayant été recalculés en 1991 lors des

<sup>106</sup> Livre Soudanaise.

<sup>107</sup> Sources : Arango (2009, 2015b) et Salah et Abbas (1991).

<sup>108</sup> La NWC demeure rattachée au Ministère de l'Irrigation et des Ressources en Eau pour assurer la formation du personnel, la planification dans le secteur de l'eau pour tout le pays, la régulation des spécifications techniques et des standards concernant l'eau et les équipements. Placées sous la responsabilité du Ministère du Logement et des Travaux Publics, les SWC ont pris en charge le fonctionnement et la maintenance des infrastructures hydrauliques (NEGRE 2004).

réformes mises en œuvre dans le secteur public (tableau 3). Ces chiffres révèlent de fortes hiérarchies sociales qui sont à la fois mises en exergue, cautionnées et reproduites par le système urbain d'approvisionnement en eau.

En 1993, l'agglomération de Khartoum compte près de trois millions d'habitants, ce chiffre étant le fruit de la croissance démographique naturelle mais aussi d'importantes vagues d'immigration et de déplacement des populations rurales (DENIS 2005a ; IRETON 1994). Avec l'extension de l'espace urbanisé, les puits se sont multipliés afin d'exploiter les sources d'eau souterraine et les micro-réseaux, en particulier dans les périphéries de l'agglomération. Ces derniers constituent actuellement la principale forme d'accès à l'eau dans les zones limitrophes de la ville (NJIRU et ALBU 2004)<sup>109</sup>. En ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, l'agglomération de Khartoum connaît donc plusieurs formes d'approvisionnement en eau qui ne font pas entièrement système, avec des techniques différentes et des formes de gestion diversifiées : pompage des eaux du Nil, puits, puisage direct, micro-réseaux. C'est pourquoi certains auteurs affirment qu'en termes d'accès à l'eau, Khartoum reste une ville hautement fragmentée avec d'importantes inégalités (BLANCHON et GRAEFE 2012).

---

<sup>109</sup> Il y avait près de 1 300 forages enregistrés en 2010 et, selon certains auteurs, seule la moitié des habitants de la conurbation était desservie à cette date par le réseau urbain (BECKEDORF 2012, p. 78).

## CHAPITRE 2. L'INCLUSION DANS LA VILLE ET L'ACCES A L'EAU DES POPULATIONS INSULAIRES

Dans le présent chapitre, nous nous proposons de considérer l'histoire des formes urbaines d'accès à l'eau du point de vue des usagers à partir des cas de Caño de Loro et Tuti<sup>110</sup>. Il s'agit d'aborder certaines questions qui ont émergé dans le chapitre précédent, mais qui n'ont pas encore trouvé de réponse ni dans les sources que nous avons utilisées jusqu'ici, ni à partir de notre échelle d'approche. Dans cette logique, nous allons nous efforcer d'intégrer des voix différentes de celles des élites – ingénieurs, journalistes, médecins ou gouverneurs – à l'histoire des formes d'accès à l'eau dans les deux villes. Cela nous permettra de mieux comprendre dans quelle mesure les modalités de gestion de l'eau, pensées pour l'ensemble de l'espace urbain, ont reconfiguré l'organisation des usagers et leur manière de comprendre la nature de cette ressource.

Les villages de Caño de Loro et de Tuti ont la particularité d'être installés sur des îles proches spatialement et économiquement des agglomérations auxquelles ils sont rattachés administrativement : pourtant, ils ont pendant longtemps été considérés comme des zones rurales<sup>111</sup>. Par conséquent, le partage des rôles pour le contrôle de l'eau a été problématique tout au long de l'histoire de chaque village alors que l'administration urbaine a revendiqué, à plusieurs reprises, un certain pouvoir sur les ressources de ces deux îles. Cependant, les habitants de Tuti et de Caño de Loro ont en effet été – et restent – largement plus autonomes que les populations des quartiers de la ville dans l'usage et la distribution des ressources de leur entourage.

---

<sup>110</sup> Concernant l'histoire de Caño de Loro, outre les entretiens effectués, nous avons mené des recherches dans la bibliothèque de l'Université de Carthagène et à la *Biblioteca Bartolomé Calvo*, dans l'AHCI et dans les Archives Nationales. Nous nous sommes intéressés de près à l'histoire du lazaret national qui a existé à Caño de Loro entre 1798 et 1950. La thèse de Habid Coneo Geovo à ce sujet (2008) et la bibliographie commentée sur la lèpre en Colombie de Catherin Agudelo et Claudia Platarrueda (2004) ont été d'une grande aide pour notre travail. Quant à Tuti, en plus des entretiens réalisés, nous avons travaillé dans les bibliothèques du département de Sociologie et d'Anthropologie ainsi qu'à l'Institut d'Etudes Africaines et Asiatiques (*Institute of African and Asian Studies - IAAS*) – tous les deux dépendant de l'Université de Khartoum – et au CEDEJ. Enfin, nous avons mené une recherche dans la bibliothèque de Hamdi Ibrahim à Tuti où il est possible de trouver des articles de journal, des écrits académiques mais également des lettres d'habitants à l'administration urbaine ainsi que des mémoires universitaires rédigés par des étudiants de l'île. Son travail a facilité notre recherche sur les discours des habitants quant à la gestion des ressources.

<sup>111</sup> Tuti a été sous la responsabilité du conseil d'administration des zones rurales de l'Etat de Khartoum jusqu'aux années 1980 et Caño de Loro est encore considérée comme une localité rurale du district de Carthagène.

A ce titre, les récits des habitants des deux villages sur l'histoire de l'approvisionnement en eau débordent largement cette thématique : en narrant des événements liés au partage ou à la gestion de la ressource, nos interlocuteurs articulent leurs trajectoires personnelles, familiales et leurs histoires collectives à des processus plus larges tels le déploiement des villes, la colonisation ou encore la construction des Etats soudanais et colombien. Les conflits actuels autour de la gestion des ressources locales nous ont ainsi souvent été expliqués à partir de différents événements historiques. Comme certains auteurs l'ont déjà signalé (CALLIER-BOISVERT 1994 ; CLEAVER 1995 ; AUBRIOT 2000 ; CASCIARRI 2008 ; VAN AKEN et al. 2009), la trajectoire des groupes sociaux et des formes d'accès et de partage de l'eau contribue à la compréhension de la manière dont la ressource est conçue, mobilisée et partagée au présent. Dans ce sens, les références au passé dans les récits de nos interlocuteurs suggèrent que l'histoire de la distribution de l'eau est indissociable des parcours individuels et collectifs, mais aussi des réseaux spatiaux et des relations de pouvoir qui dépassent les espaces insulaires. La trajectoire des deux villages apparaît en effet fortement liée à l'évolution de chaque ville, mais aussi à des politiques plus larges, qu'elles soient nationales ou transnationales. En conséquence, l'observation des formes d'accès à l'eau contribue à notre sens à minimiser la tendance – que certains auteurs reprochent aux études anthropologiques en milieu urbain – qui consiste à découper, à l'intérieur du « phénomène urbain », des enclaves ou des isolats (DE LA PRADELLE 2000, p. 46).

Dès lors, nous nous sommes intéressés dans ce chapitre à l'histoire du peuplement de Tuti et de Caño de Loro, en relation à Khartoum et à Carthagène. Dans cette perspective, partir des traces des équipements abandonnés – citernes du lazaret à Caño de Loro, puits à Tuti – pour retracer l'évolution du peuplement s'est révélé très fructueux. Selon David Mosse, ces équipements dédiés au captage et au stockage de l'eau constituent des « routes vers la mémoire sociale » (MOSSE 2003, p. vi) : construits et mis en place par les autorités chargées de la gestion des ressources tout au long de l'histoire des populations, ils peuvent rendre compte des transformations dans les relations politiques et sociales (MOSSE 2003).

Nous traiterons l'histoire du peuplement des villages en suivant la structuration des récits de nos interlocuteurs, tout en traitant en parallèle l'évolution des formes d'accès à l'eau. Il s'agira donc de partir de la fondation présumée de ces localités jusqu'à la période pendant laquelle chacune des deux populations commence à accéder à l'eau du réseau urbain, soit plus ou moins dans les années 1960 et 1970 dans les deux cas. Nous commencerons par l'exemple de Caño de Loro (§ 2.1) avant de traiter celui de Tuti (§ 2.2).

## 2.1. Aperçu historique de Caño de Loro : peuplement et modes accès à l'eau

### 2.1.1. Approche à l'histoire à Caño de Loro

Au moment d'aborder l'histoire de Caño de Loro, nous avons été confrontés à un manque de données important : malgré le nombre conséquent d'études portant sur le lazaret national qui y avait été installé pendant longtemps, aucune recherche n'avait été entreprise sur les populations du village. De plus, les habitants de Caño de Loro – dits aussi Loreños<sup>112</sup> – évoquent rarement des récits collectifs allant au-delà des trajectoires personnelles. En conséquence, la connaissance des événements et la légitimité pour narrer l'histoire collective au-delà de deux à trois générations sont réparties de manière très inégale dans le village. Pendant notre quête, la plupart des gens, de différents âges et dans des contextes divers, affirmaient ainsi ne pas connaître des épisodes anciens et nous dirigeaient souvent vers Monsieur Evo qui était censé maîtriser cette histoire collective.

Ce rapport à l'histoire, entre méconnaissance et dédain – très différent de celui de nos interlocuteurs à Tuti comme nous le verrons par la suite –, nous est apparu comme un trait caractéristique d'un mode de fonctionnement commun très ancré sur un passé court et sur le présent. En l'occurrence, Monsieur Evo nous a expliqué qu'il a mené des enquêtes historiques en raison de conflits sur l'attribution des titres fonciers : son objectif était alors de trouver des éléments pour démontrer aux administrateurs urbains et aux nombreux spéculateurs que les habitants du village étaient les propriétaires légitimes des parcelles qu'ils habitaient. Faute de titres, le seul moyen pour justifier la propriété des terres était de prouver une installation ancienne, si ancienne qu'elle leur conférait le droit de propriété par occupation. La recherche historique d'Evo montre que les enjeux actuels du partage des ressources à Caño de Loro s'inscrivent dans une histoire plus large aussi bien dans l'espace que dans le temps.

A cet égard, la manière dont nous avons abordé l'histoire du village est profondément tributaire de l'expérience d'Evo et de cette manière particulière de traiter l'histoire collective qu'ont les habitants de Caño de Loro.

---

<sup>112</sup> Gentilé des habitants de Caño de Loro.

### 2.1.2. L'esclavage, la traite négrière et le peuplement de Caño de Loro

Pour Evo (60 ans), artisan constructeur d'embarcations en fibre de verre, l'histoire de Caño de Loro commence à la période très lointaine des grandes migrations continentales et est parsemée des batailles sanglantes et des pillages menés par les Espagnols qu'il a appris à l'école. Il nous explique à ce propos :

« (...) Caño de Oro<sup>113</sup>, fût fondé et habité avec la découverte de Christophe Colomb dans le XIV<sup>e</sup> siècle, mais les premiers habitants de cette île, qui s'appelaient l'île de Carex ou de Codego, ont été les Indiens Caribes, qui venaient du Nord par le détroit de Béring et du Sud d'une île appelée Polynésie » (entretien 2, 14/12/2010).

En retraçant les débuts de l'histoire de Caño de Loro de cette manière, notre interlocuteur donne un caractère quasi atemporel au village et ancre des processus historiques plus globaux dans l'espace familial de l'île. Ces récits trouvent un écho dans les chroniques des historiens car les narrations de la naissance de Carthagène commencent souvent par la défaite des Indiens de l'île de Codego<sup>114</sup>.

Après la fondation officielle de la ville, Carthagène et Tierra Bomba ont entretenu des rapports divers tout au long de la période coloniale, notamment par l'installation d'importantes *encomienda* et *hacienda* qui intégraient l'île dans l'économie du continent. Il est toutefois difficile de tracer la succession des propriétaires fonciers sur l'île à cause des informations quelquefois contradictoires et difficilement interprétables : les terres auraient tantôt été des *encomienda*, tantôt des *hacienda*, et elles seraient passées entre les mains de particuliers souvent représentants de la couronne<sup>115</sup>, leur statut variant donc entre la propriété

---

<sup>113</sup> L'usage du nom Caño de Oro (canal d'Or), et non pas Caño de Loro (littéralement : canal du perroquet), est peu courant dans les textes avant les années 1980. Pendant l'époque coloniale, l'emplacement actuel du village est désigné comme Punta Periquito (Pointe Perroquet) (LAWS 1741), perroquet pouvant être traduit par *loro* en espagnol. En 1798, le nom Caño de Loro apparaît dans le projet de déplacement du lazaret de Carthagène (AGUDELO AREVALO et PLATARRUEDA VANEGAS 2004). L'historien Dimas Badel affirme néanmoins en 1943 que le nom original est bien Caño de Oro tout en se plaignant de la « déformation » que les gens en font (BADEL 1943). D'autres auteurs ont repris cet argument plus récemment (BOSSA HERAZO 2005, p. 252). Dans certains entretiens, à l'instar de ceux menés avec Evo, et dans des textes produits par le professeur du lycée du village de Caño de Loro (ESCORCIA BARROS 2009), l'accent est mis sur le choix du nom Caño de Oro en référence aux galions espagnols qui traversaient la baie chargés d'or. Nous respecterons, au long de notre travail, le choix du toponyme fait dans chaque texte ou par chaque interlocuteur.

<sup>114</sup> Les premières références à l'île dans les chroniques datent de 1504 lorsque Juan de la Cosa et Luis Guerra y capturent 600 Indiens (DEL CASTILLO 1994). Elle est encore citée en 1526 lorsque Rodrigo de Bastidas y capture 500 Indiens (DEL CASTILLO 1994). Lors de la fondation de Carthagène en 1533 il est dit que Pedro de Heredia a quant à lui attaqué les villages de Carex et de Carón sur l'île de Codego – actuellement Tierra Bomba (URUETA 1886).

<sup>115</sup> En 1540, Pedro de Heredia s'est attribué l'*encomienda* de Carex (DEL CASTILLO 1994), qui apparaît en 1546 enregistrée sous le nom de Jerónimo Rodriguez (BOSSA HERAZO 2005) avant qu'elle tombe sous l'administration de la couronne en 1560. Si l'*encomienda* de Carex est placée sous la responsabilité de

privée et celle du roi et du royaume. Nous verrons dans la troisième partie de la thèse (§ 7.2) que ce flou permet aux différents acteurs impliqués dans la gestion des terres de l'île de mobiliser différemment l'histoire pour légitimer leur usage effectif des terrains.

Avec l'expansion urbaine et dans l'optique de défendre le port, l'île devient très vite un lieu privilégié pour l'extraction de la pierre et de la chaux nécessaires à la construction d'édifices civils et militaires. En 1595, quinze ans après que la traite négrière soit consolidée avec le rattachement du Portugal à la couronne de Castille (MAYA 2000), l'architecte militaire Giovanni Battista Antonelli envisage d'amener des Africains pour exploiter les carrières de l'île dans le but de construire des murailles (URUETA 1886). Une colonie de trente esclaves y est alors établie dès 1608 (MARCO DORTA 1960, p. 149). L'arrivée des Africains sur l'île constitue un moment fondateur pour Evo :

« (...) [les Espagnols] ont commencé une espèce de business, ils ont amené des Africains comme esclaves dans cette terre (...) Ils n'acceptaient pas les Africains vieux, mais des jeunes de dix-sept et dix-huit ans qui puissent tenir la traversée (...) c'est un esclave qui a donné le nom de Tierra Bomba à l'île, parce que la terre paraissait bombée avec les racines des mangroves (...) Quant à l'histoire de Caño de Loro, une fois que les esclaves et les Indiens et les Espagnols se sont trouvés ici, il s'est formé un bazar total qui a amené comme conséquence notre métissage, tu comprends ? Ce que l'on est aujourd'hui, notre histoire (...) [Ensuite] certaines [personnes] sont venues de Moñitos, d'autres d'ici de la côte, d'autres du Canal del Dique, de (...) enfin ces différentes personnes se sont réunies progressivement et s'est fait le petit village que l'on connaît aujourd'hui comme Caño de Oro » (entretien 2, 14/12/2010).

Il est possible d'imaginer que l'installation de ces esclaves, pour travailler dans les fours et dans les carrières situées actuellement à Caño de Loro, a permis la consolidation d'un noyau de peuplement, comme cela a été le cas pour des exploitations agricoles autour de la ville fortifiée (URUETA 1886 ; MARCO DORTA 1960). Or, l'arrivée des Africains au village constitue un événement qui permet d'opérer un double aller-retour entre l'histoire plus globale et l'histoire locale, mais aussi entre le passé et le présent. En liant un phénomène large, comme la traite et l'esclavage, de manière directe avec la formation du village de Caño de Loro, la chronique du village est ensuite projetée dans une histoire de métissage revendiquée aujourd'hui à l'échelle du continent. La question de l'esclavage reste ainsi peu évoquée par nos interlocuteurs à Caño de Loro qui s'inscrivent plus couramment dans une dynamique de métissage : à l'instar d'autres milieux populaires de la ville, la traite et l'esclavage ne sont pas mobilisés à des fins politiques ou identitaires. A ce titre, Elisabeth

---

Jerónimo de Portugal en 1611 (RUIZ RIVERA 1995), elle est devenue six ans plus tard une *hacienda*, propriété d'Alonso de Navas dont la fille aurait vendu en 1631 l'Estancia de San Bernabé de Tierra Bomba aux Jésuites (BOSSA HERAZO 2005). Pour d'autres historiens, l'île aurait été une *encomienda* de Juan de Villoria au XVII<sup>e</sup> siècle (URUETA 1886).

Cunin (2003) affirme que le système esclavagiste a eu deux particularités à Carthagène en relation au modèle de la plantation plus développé dans le Sud-ouest du pays et dans le reste du continent. D'une part, par son statut de port commercial, il s'agissait principalement d'un lieu de transit des esclaves et, d'autre part, quand ils y restaient ils étaient employés principalement comme domestiques (CUNIN 2003, p. 102). Ses caractéristiques auraient eu, selon l'auteure, des répercussions sur la construction des critères d'altérité dans la ville et sur l'instrumentalisation de la question de l'esclavage à des fins politiques et identitaires.

Dans ce contexte, l'administration municipale et les politiques nationales se réapproprient et mettent à jour cette histoire, en considérant depuis récemment les habitants des villages insulaires et côtiers de la municipalité – dont Caño de Loro – en tant que population afro-descendante. Pourtant, cette assignation identitaire est aujourd'hui à la fois fortement contestée et mobilisée autant par les populations que par les administrateurs de la ville. Elle fait en outre l'objet d'un important débat dans le monde académique, sur lequel nous reviendrons dans la troisième partie de la thèse (Ch. 7). Notons à ce stade qu'en soulignant la rupture que constitue la traite et l'esclavage, notre interlocuteur a incorporé dans son récit les dimensions raciales et ethniques qui se trouvent aujourd'hui au cœur des conflits pour l'accès aux ressources entre les populations locales, la municipalité et l'Etat. Ce faisant, il indique un élément historique dont la réélaboration par différents acteurs sociaux est incontournable pour comprendre les formes contemporaines d'accès et du partage de l'eau et de la terre.

### 2.1.3. *L'installation de la léproserie<sup>116</sup> : Caño de Loro entre dans les chroniques*

Après avoir évoqué le passage de Béring, la colonisation, la traite et l'esclavage, Evo précise : « ça c'est l'histoire *pesada* (lourde). L'histoire plus *liviana* (légère) est qu'à Caño de Oro existait un hôpital appelé San Lazaro qui accueillait tous les lépreux des différentes zones du pays que l'on amenait ici pour être soignés (...) » (entretien 2, 14/12/2010). Le fait qu'Evo utilise l'installation de la léproserie pour introduire l'histoire locale, qu'il qualifie de « légère », ne paraît pas anodin puisque le nom du village de Caño de Loro apparaît pour la première fois au XVIII<sup>e</sup> siècle dans des projets visant à construire la nouvelle léproserie de

---

<sup>116</sup> Avec les réglementations internationales qui suggéraient l'isolement des malades de lèpre, se sont créés des léproseries. Il s'agissait des vrais villages qui comprenaient des lieux d'habitations, des infrastructures collectives et des bâtis publics (AGUDELO AREVALO et PLATARRUEDA VANEGAS 2004). On parlera non plus de léproserie mais de lazaret ou *leprocomio* après la constitution de la République de la Nouvelle Grenade en 1833 (AGUDELO AREVALO et PLATARRUEDA VANEGAS 2004).

Carthagène. Avant cette période, il s'agit d'une histoire qui concerne l'île de manière générale, la Pointe du Perroquet ou le village en tant qu'hameau anonyme. La trajectoire de la population de Caño de Loro est donc intimement liée à celle du lazaret national qui ne se limitait pas un hôpital puisqu'un véritable village, séparé d'un kilomètre de celui de Caño de Loro<sup>117</sup>, y regroupait les lépreux du pays. A cet égard, le peu de données que nous avons obtenues dans les archives sur le village de Caño de Loro proviennent d'informations plus ou moins anecdotiques liées à l'histoire officielle de cette institution. Cette dernière revêt une grande importance dans l'histoire de Caño de Loro, non seulement parce que le lazaret a contribué à la croissance et à la reconnaissance administrative du village, mais aussi parce que son installation, son développement et plus tard son démantèlement ont joué un rôle primordial dans le choix des modalités de gestion des ressources.

C'est en 1763 que les architectes et les administrateurs coloniaux programment le déplacement de l'hôpital des lépreux, situé au pied du mont de San Lazaro à Carthagène, dans le cadre du projet de construction du château de San Felipe de Barajas sur cette colline. L'hôpital pouvait en effet compliquer les manœuvres militaires dirigées depuis le château et représentait une menace pour la santé de la population urbaine<sup>118</sup>. Le déplacement du lazaret s'insère en outre dans une politique de santé publique préconisant la réclusion et l'isolement des malades, répandue dans tout le territoire colonial à l'instar de ce qui existait au même moment en Europe (OBREGON TORRES 2002). Plusieurs lieux sont alors proposés pour accueillir la nouvelle léproserie, parmi lesquels les environs de la « Carrière du roi », ou « Ancienne Carrière » dans ce qui est actuellement Caño de Loro. La trajectoire de ce village s'articule ainsi avec une histoire plus large : celle de la colonie mais aussi celle du traitement du fléau mondial de la lèpre. Marco Dorta écrit à propos du déplacement de la léproserie :

« Antonio de Arévalo (ingénieur militaire) s'est prononcé en faveur de la Cantera Vieja (Ancienne Carrière) qui était à une distance seulement de deux lieues de la place [principale de Carthagène], et qui comptait de nombreux matériaux de construction : de la pierre, du sable, un four à chaux de propriété royale, du bois et de l'argile pour la construction des tuiles et briques, en plus de l'eau fournie par deux puits ou *cacimba* inépuisables »<sup>119</sup>.

---

<sup>117</sup> A des fins de clarification, nous utiliserons le mot « hameau » pour désigner le village des populations saines. Dans cette logique, le terme « lazaret » ne renvoie pas à la structure hospitalière et administrative qui se trouve dans le hameau, mais au sens large au village des malades lui-même.

<sup>118</sup> Dans le vice-royaume de la Nouvelle Grenade, le premier foyer de contagion de la lèpre a été identifié dans le port de Carthagène, qui constituait le lieu d'entrée de populations d'origines diverses véhiculant le bacille de Hansen, cause de la maladie. Le premier cas diagnostiqué date de 1552 et le premier lazaret d'Amérique du Sud a été construit à Carthagène (OBREGON TORRES 2002).

<sup>119</sup> « *Arévalo se pronunció en favor a favor de la Cantera Vieja, que solo distaba de la plaza dos leguas y tenia al pie abundantes materiales de construcción : piedra, arena, un horno para cal de propiedad real, barro para*

Il convient de remarquer ici que l'un des atouts de l'actuel site de Caño de Loro, mis en avant pour justifier le déplacement de la léproserie, est la présence abondante de ressources hydriques. L'importance de ces sources est toutefois ternie par la mauvaise qualité d'eau qu'elles produisent, à tel point que les malades de lèpre écrivent en 1806 une lettre au gouverneur de la province pour s'en plaindre. Ce courrier décrit l'eau comme issue de pierres qui laissent un sédiment dans le fond des récipients (URIBE 2003). Néanmoins, outre les puits et les *cacimba*, les *hacienda* de l'île contiennent des sources et des réservoirs particulièrement prisés et inventoriés entre les biens immeubles des propriétés. Dans un contrat de vente signé en 1850, il est possible de lire :

« Garcia de la Vega, Josefa vend aux seigneurs Druce Eckart et cie. une *hacienda* de campagne nommée Tierra Bomba (...) Le contenu de l'*hacienda* est le suivant : une *caballería*<sup>120</sup> et demie de terre, un four de chaux en bon état, un puits en pierre et chaux [d'eau] douce, un grand réservoir pour ramasser de l'eau douce, trois belles bassines en pierre pour donner l'eau aux animaux au pied du puits, un champ de *níspero* (*Manilkara huberi*) (...) une maison »<sup>121</sup>.

A ces sources d'eau éparpillées sur l'île, il faut enfin ajouter les citernes qui ont été construites dans la plateforme de Santangel et dans les châteaux de Bocachica à Tierra Bomba pour les troupes et les particuliers, avant même la mise en place du lazaret.

Selon la correspondance administrative de l'époque, la construction de l'hôpital a été terminée en 1798 (MARCO DORTA 1960) et il a été mis en fonctionnement en 1806 ou en 1808 selon les sources (URIBE 2003 ; BOSSA HERAZO 2005). Peu après l'édification de la léproserie, les premières batailles de la guerre d'indépendance se déroulent à Carthagène. S'il y a peu de références au lazaret dans ces années mouvementées, l'incendie de l'hôpital et le massacre des populations de Caño de Loro perpétrés par le général royaliste Francisco Tomas Morales lors du siège de Carthagène en 1815 restent dans les chroniques (URUETA 1886 ; LEMAITRE 1983). Cet épisode a apporté au village une triste célébrité à laquelle fait référence une plaque installée dans la Promenade des Martyrs, lieu de transit touristique et passage obligé des citadins situé au centre-ville de Carthagène (photo 2). Intitulé « Hommage du peuple de Carthagène des Indes à ses martyrs inconnus fusillés en 1814 aux effets de la

---

*hacer tejas y ladrillos y leña, además del agua que proporcionaban dos inagotables pozos o "cacimbas" » (MARCO DORTA 1960, p. 286).*

<sup>120</sup> Unité de surface utilisée dans les colonies espagnoles. Elle désignait la portion de terre octroyée aux soldats de haut rang suite aux campagnes de conquête, et était équivalente à une superficie d'environ 1800m<sup>2</sup>.

<sup>121</sup> « *García de la Vega, Josefa vende a los Sr. Druce Eckart y Cia., una hacienda de campo nombrada Tierra Bomba (...) Siendo el contenido de la expresada hacienda lo siguiente: Caballería y media de tierra, un horno de cal en buen estado, un pozo de cal y canto [de agua] dulce, un albercón para recoger agua dulce, tres piedras hermosas para dar agua a los animales al pie del pozo, un hermoso frutal de nísperos, una casa » (prot.157, Tomo 1, Fol. 288/1850).*

pacification de 1815 »<sup>122</sup>, cet ornement commémoratif contient une liste de noms des personnes fusillées et il est possible d'y lire :

« (...) A través eux, nous rendons hommage aux quatre-cents sacrifiés dans les bords de la mer de Bocachica en décembre 1815 (...), aux malheureux lépreux qui se trouvaient, en nombre considérable, dans le Lazaret de Caño de Loro et qui ont été brûlés vifs. A eux tous, nous, Carthaginois, devons notre liberté »<sup>123</sup>.



PHOTO 2 : PROMENADE DES MARTYRS A CARTHAGENE. Janvier 2011. L. Arango.

A ce titre, cette plaque constitue à la fois le souvenir d'un événement liant l'histoire du village à la formation de l'Etat-nation colombien et une inscription spatiale du rapport historique entre Caño de Loro et Carthagène, relations qui s'articulent pendant longtemps autour du lazaret. Excepté cet épisode et quelques combats qui ont eu lieu à Tierra Bomba, il y a peu de données, voire aucune, sur les populations de l'île jusqu'à la décennie suivant l'indépendance acquise définitivement en 1821. Il faut en effet attendre 1833 pour retrouver

<sup>122</sup> *Homenaje del pueblo de Cartagena de Indias a sus mártires desconocidos. Fusilados en el año de 1814 por efectos de la pacificación de 1815.*

<sup>123</sup> « A través de ellos le rendimos homenaje a los cuatrocientos sacrificados a orillas del mar en Bocachica en diciembre de 1815 (...), a los infelices leprosos que en número considerable se hallaban en el lazareto de Caño de Loro y que fueron quemados vivos. A todos ellos les debemos los cartageneros la libertad ».

des informations sur le lazaret de Caño de Loro, lorsque son administration est reprise par les autorités de la République de la Nouvelle Grenade, et que les comptes-rendus administratifs et financiers deviennent plus nombreux<sup>124</sup>. Ceux-ci donnent une idée du fonctionnement de la structure tout en fournissant accessoirement des indications sur la population du village qui se trouve alors à côté.

#### *2.1.4. Le lazaret national et l'étatisation de l'approvisionnement en eau*

En 1833, une loi est promulguée pour l'établissement de lazarets dans les trois districts de la nouvelle république (AGUDELO AREVALO et PLATARRUEDA VANEGAS 2004), plaçant l'hôpital de Caño de Loro sous la responsabilité directe du pouvoir exécutif national (FAR 5820 V.8) bien que la direction, l'inspection et la gestion des employés soient confiées au gouverneur de la province de Carthagène. Jusqu'au démantèlement du lazaret, les dépenses des malades – alimentation, médicaments et vêtements – sont financées par des revenus publics étatiques ou provinciaux ainsi que par des organisations caritatives.

Par ailleurs, le pouvoir exécutif approuve en 1835 un nouveau décret réglementant plusieurs aspects relatifs au lazaret de Caño de Loro. Avant toute instruction d'ordre administratif ou financier, des consignes précisent la démarche à suivre concernant les établissements de populations, autres que les malades, déjà présents sur l'île. Ce décret indique ainsi ce qui constituera dès lors une source de tensions entre les habitants de Caño de Loro et le gouvernement, à savoir l'occupation des terres. Le deuxième article du texte ordonne à ce sujet :

« (...) se désigne comme district local du lazaret une surface de 225 *fanegadas*<sup>125</sup> de terre (...) S'il y avait dans cette zone des habitations ou des cultures appartenant à des particuliers, il leur sera signalé qu'ils doivent les abandonner, et ils les abandonneront de fait, tout en étant indemnisés avec les fonds du lazaret, selon la valeur estimée de ces maisons ou ces cultures dans l'article 193 de la constitution. Dès lors, il ne sera pas permis à des particuliers d'édifier, cultiver, résider, ou exercer aucun type d'activité à l'exception de la résidence des personnes comprises dans certaines dispositions du présent règlement »<sup>126</sup>.

---

<sup>124</sup> Le premier bilan administratif date de 1839 (CONEO GEOVO 2008) et on retrouve ensuite des comptes-rendus épars jusqu'au démantèlement du lazaret en 1950. Ceux-ci étaient rédigés par des médecins, souvent directeurs et trésoriers de l'institution.

<sup>125</sup> Unité de volume ou de surface utilisée en Espagne et dans ses colonies avant l'implantation du système métrique décimal. Une *fanegada* de terre représente la surface nécessaire à la culture d'une *fanega* de céréales, soit environ 55 litres. L'unité de surface qui en découle est donc susceptible de varier selon la qualité de la terre et les céréales mesurées. Dans le cas du lazaret de Caño de Loro, 225 *fanegadas* de terre équivalent à un rectangle d'un kilomètre de long et 25 mètres de côté.

<sup>126</sup> « *Se designa como distrito local del lazareto un área de 225 fanegadas de tierra (...) y si dentro de dicha área hubiere establecidas ahora algunas habitaciones o labranzas de particulares, se notificará a estos que deben*

En dépit de cette prescription, la population de Caño de Loro n'a cessé d'augmenter d'après les recensements effectués tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la fermeture du lazaret. Dans ces dénombrements, les lépreux ne représentent en effet qu'un faible pourcentage de la population totale jusqu'aux premières décennies du début du XX<sup>e</sup> siècle, période pendant laquelle le nombre de malades va considérablement augmenter (Tableau 4) :

Evolution de la population de Caño de Loro		Evolution de la population du Lazaret	
Année	Habitants	Année	Malades
1835	170		
		1842	39 - 41
1843	314		
1850	260		
1861	360		
		1871	10
		1874	8
		1875	18
		1876	19-14
		1877	10
		1880	12
1881	501		
		1888	14
		1896	19
		1908	85
1918	726		
		1927	359
		1939	466
		1945	600

TABLEAU 4 - COMPARAISON DE L'EVOLUTION DE LA POPULATION DE CAÑO DE LORO EN RELATION A CELLE DU LAZARET ENTRE 1835 ET 1945<sup>127</sup>

L'approvisionnement en eau du lazaret a par ailleurs été réglementé officiellement par le même décret de 1835 dont l'article 16 prévoit que :

« Pour les besoins ordinaires du lazaret, il y aura une embarcation de quatre rames, une pirogue ou petite barque et un bac. Il y aura aussi une charrette équipée avec sa bête de halage et avec dix barils ou cruches et le matériel nécessaire à son service. [Les tâches à accomplir dans la charrette sont] l'activité policière si besoin et le charriage de l'eau

---

*abandonarlas, y las abandonarán en efecto, indemnizándoles de los fondos del lazareto el valor justipreciado de tales casas o labranzas, conforme al artículo 193 de la constitución. No se permitirá en lo sucesivo a ningún particular que edifique, cultive, resida o ejerza género alguno de industria dentro del distrito local del lazareto, exceptuando en cuanto a la residencia aquellas personas expresamente comprendidas en alguna de las disposiciones del presente reglamento » (FAr 5820 V.8).*

<sup>127</sup> Sources : Coneo Geovo (2008), Sotomayor-Tribín (2011), Montoya y Flórez (1910) et les comptes-rendus des médecins du lazaret ([*Misceláneas*] No. 768, 1927), ainsi que des Gazettes Départementales (n° 927/1874, n°1173/1875 et n° 3668/1922).

nécessaire à la consommation quotidienne, qui ne peut pas être transportée de l'autre côté de la baie par les embarcations »<sup>128</sup>.

Pour ce faire, le registre du personnel comptait donc un porteur d'eau et un capitaine d'embarcation qui devaient effectuer les voyages nécessaires pour transporter l'eau depuis la ville ou depuis les châteaux de Bocachica. L'approvisionnement en eau constitue donc l'une des dépenses les plus importantes du lazaret : plusieurs comptes-rendus annuels demandent à cet égard des fonds pour l'achat de charrettes, de récipients ou afin d'augmenter le salaire du porteur d'eau (CONEO GEOVO 2008). Si cette eau est en principe destinée au service du lazaret, de l'hôpital, des employés de l'établissement et des malades (FAr 5820 V.8), il semble que les populations villageoises en ont bénéficié de manière officieuse. C'est peut-être la raison pour laquelle les habitants ont négligé les sources situées sur l'île, bien qu'ils ne les aient jamais entièrement abandonnées.

Au-delà des relations tissées par le biais de l'eau entre les habitants du village et ceux du lazaret, d'autres rapports apparaissent dans les comptes-rendus. En 1879, le médecin directeur relate ainsi les conflits portant sur la gestion des porcs du hameau qui ont endommagé les habitations du lazaret, ainsi que les négociations stériles avec le régisseur du village pour trouver une solution à ce problème (CONEO GEOVO 2008, p. 59). Dans les listes d'employés et de malades présents dans le lazaret, on trouve en outre des noms de famille qui sont répandus encore de nos jours dans le village, ainsi que le cas d'un habitant de Caño de Loro atteint de la lèpre en 1883<sup>129</sup>:

« (...) [Hermógenes] est né à Caño de Loro et nous avons connu ses grands-parents et ses oncles qui n'ont pas eu la maladie, il n'en va pas de même pour son arrière-grand-père dont nous savons, par le biais de voisins respectables du hameau et par des membres de la famille qu'il a été *lazarino*<sup>130</sup> et qu'il est mort dans le lazaret, sans que le fatal héritage ait été transmis ni aux parents déjà mentionnés ni au père d'Hermógenes qui a été porteur d'eau dans le lazaret pendant de longues années. La fatalité était réservée au jeune [Hermógenes] Avila, à qui son père chargeait souvent des tâches [dans le lazaret] (...) Inexpert, il avait avec eux [les malades] la plus intime familiarité au point de se reposer souvent dans leurs lits »<sup>131</sup>.

---

<sup>128</sup> « Para las necesidades ordinarias del lazareto habrá un bote de cuatro remos, una piragua o botecito y un cayuco; y se pondrá también una carreta, dotada con su bestia de tiro y con diez barriles o botijas y los aparejos necesarios para su servicio. Este será el de policía que ocurra y el acarreo de agua necesaria para el consumo diario que no pueda traerse en las embarcaciones y de la parte opuesta de la bahía » (FAr 5820 V.8).

<sup>129</sup> Dans tous les registres consultés, nous avons trouvé seulement deux cas de personnes du village atteintes de la maladie.

<sup>130</sup> Malade atteint de la lèpre. Lazare était un personnage biblique mentionné dans l'évangile de Luc où il est décrit comme étant couvert d'ulcères. Il a été associé plus tard avec Saint Lazare qui devint le saint patron des malades de lèpre, d'où l'utilisation du mot « lazaret » pour les désigner les lieux de réclusion et celle de *lazarino* pour les malades.

<sup>131</sup> « (...) [Hermógenes] nació en "Caño de Loro"; y no será oficioso decir que conocimos a sus abuelos y tíos, los que no sufrieron de la enfermedad, no habiendo sucedido igual con su bisabuelo o de quien tenemos

Ces descriptions et comptes-rendus médicaux illustrent certains aspects des rapports que les villageois entretenaient avec les malades, qui sont également évoqués dans nos entretiens. Si certains habitants du village étaient employés dans l'hôpital de manière provisoire ou en tant que fonctionnaires de l'Etat, d'autres – peut-être la plupart d'entre eux – offraient l'hébergement aux visiteurs des malades, vendaient des victuailles ou rendaient de menus services moyennant rémunération à ces derniers comme la lessive, le ménage, le portage d'eau, des bricolages divers, etc. Comme les malades recevaient des allocations de l'Etat et des aides de leurs familles, ils étaient en règle générale plus aisés que les populations du village. Ce flux d'argent a favorisé la consolidation de Caño de Loro.

Crescencio (78 ans) et Ricardo (66 ans) racontent que leurs pères, bouchers d'abattoir, découpaient des bovins qui appartenaient à l'un des malades. La viande était ensuite vendue par les enfants à Caño de Loro, mais aussi dans le lazaret au travers de la grille séparant les deux lieux et qui était surveillée par des policiers (Photo 3)<sup>132</sup>. Par ailleurs, Rafael (79 ans) explique que son père et lui, comme beaucoup d'autres habitants du village, contournaient la clôture par la mer pour aller vendre aux malades du poisson et une partie des fruits et légumes qu'ils cultivaient<sup>133</sup>. Quand l'eau venait à manquer au lazaret, les villageois, bons marins et avec une longue expérience de marchandage d'autres produits avec les malades, en apportaient du continent pour la commercialiser auprès de ceux-ci ainsi que dans le village. La séparation entre le lazaret et le hameau s'est réduite progressivement au point que, selon plusieurs habitants de Caño de Loro, des habitations étaient accolées à la grille au moment du démantèlement de l'institution. Antonio, l'un des malades qui a vécu dans le lazaret de Caño de Loro jusqu'en 1950 et que nous avons rencontré dans le village d'Agua de Dios – ancien lazaret où on a été déplacés les malades de Caño de Loro –, témoigne de ces relations étroites :

« Le petit village [de Caño de Loro] était très beau et les gens étaient très accueillants (...) il y avait un cordon sanitaire qui divisait le village des sains de celui des malades de lèpre (...) nos femmes devaient quitter le village des malades à 17 heures et se rendre dans celui des sains pour passer la nuit, ma femme a vécu pendant une période dans le village de Caño de Loro » (entretien 32, 12/09/2012).

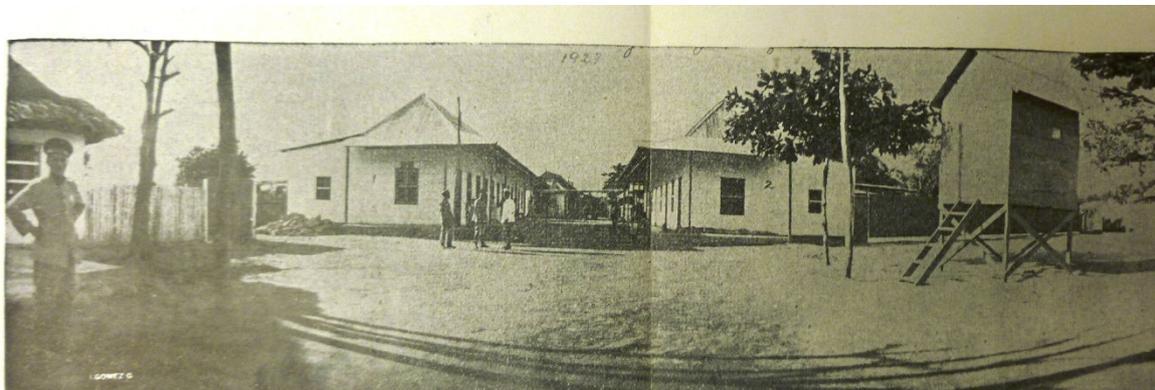
---

*conocimiento, por vecinos respetables de la aldea y por miembros de la misma familia que fue lazarinero y murió en el lazareto, no habiéndose transmitido la fatal herencia a ninguno de los parientes que hemos mencionado, ni tampoco al padre de Hermógenes, no obstante haber servido allí el destino de aguador por muchos años. Pero la fatalidad estaba reservada al joven [Hermógenes] Avila, a quien su padre encargaba muchas veces sus funciones (...) entrando en los bohíos de los leprosos y como inesperto tenía con ellos la más íntima familiaridad, hasta el caso, según se nos ha informado, de descansar en sus camas en muchas ocasiones » (CONEO GEOVO 2008, p. 81).*

<sup>132</sup> Entretien 6 (12/01/2011) et entretien 28 (24/08/2012) respectivement.

<sup>133</sup> Entretien 14 (24/01/2011).

En somme, les habitants du village ont non seulement transgressé les décrets officiels qui ordonnaient l'évacuation de l'île en 1835 mais aussi les recommandations des médecins de l'époque qui préconisaient l'isolement des malades et la rupture de toutes leurs relations avec le reste de la société nationale.



Entrada al Lazareto de Caño de Loro—A los lados, dos nuevos pabellones para habitación de enfermos casados.

PHOTO 3 : **ENTREE AU LAZARET DE CAÑO DE LORO.** Sur le document on peut lire : entrée au Lazaret de Caño de Loro. Aux côtés deux nouvelles maisons pour la résidence de malades mariés (362.1 C151l 20 ed.).

Les villageois finissent cependant le XIX<sup>e</sup> siècle dans une situation économique dégradée : fortement dépendant du flux d'argent attiré par les malades et des services basiques fournis à ceux-ci par le gouvernement, Caño de Loro va souffrir, plus que d'autres localités de la région, du marasme économique qui frappe la province dans les décennies de 1870 et 1880 (POSADA CARBO 1994). En 1886, l'historien Jorge P. Urueta décrit Caño de Loro comme une bourgade faisant partie, avec l'*hacienda* de Tierra Bomba, du district de Bocachica et note que : « dans un autre temps, Loro a été paroisse, mais il est aujourd'hui complètement misérable, les voisins se dédient à la pêche et la culture de quelques racines alimentaires »<sup>134</sup>. Plus encore, le médecin directeur du lazaret écrit dans un compte-rendu daté de 1879 :

« J'ai noté précédemment le besoin de construire une maison pour accueillir les employés qui viennent visiter l'établissement. Ce besoin devient urgent à cause de la taille réduite et de l'état de détérioration des cases des habitants de Caño de Loro dont la population est aujourd'hui une des plus pauvres de l'Etat. [Les cases] ne permettent pas aux bons habitants [de Caño de Loro] de proposer une bonne hospitalité commode et convenable »<sup>135</sup>.

<sup>134</sup> « En otro tiempo Loro fue parroquia, pero hoy está completamente miserable, dedicándose sus vecinos a la pesca y a la siembra de ciertas raíces alimenticias » (URUETA 1886, p. 192).

<sup>135</sup> « En los informes anuales anteriores he manifestado la necesidad imperiosa que hay de construir una casa como ha existido siempre, para lo empleados que por ley deben de visitar el establecimiento y esta necesidad se hace cada vez más apremiante, por lo reducido y deteriorado de los bohíos de la aldea de Caño de Loro, cuya

Or, ce rapport étroit avec l'Etat, qui détermine profondément l'économie du village, se reflète aussi dans les formes d'accès à l'eau : à la différence des populations urbaines et des autres localités insulaires et côtières de la municipalité – approvisionnées en eau jusqu'au tournant du siècle par des moyens privés et particuliers –, les habitants de Caño de Loro ont très vite été en relation avec les institutions gouvernementales par le biais de cette ressource. Il en découle que le marasme économique des années 1880 est visible dans le déclin des formes du système hydrique du lazaret. Dans le compte-rendu de 1883 rédigé par le médecin, il est possible de lire :

« [Il y a un] manque absolu d'eau potable, car celle qui existe aujourd'hui sur l'île est extraordinairement salée et c'est celle qu'utilisent les habitants du hameau et aussi les malades (...) Selon ce que disent les personnes âgées et ce que nous avons pu voir, nous devons dire (...) [qu'il] y avait une pirogue avec six marins et un capitaine non seulement pour amener les aliments de la ville, mais pour ramener l'eau des châteaux de Bocachica ou d'autres points adjacents de la côte. Enfin ces malheureux ont toujours été sujets à la bienfaisance du chef de l'Etat »<sup>136</sup>.

Ainsi, l'approvisionnement en eau des habitants de Caño de Loro semble constituer un indicateur historique de la situation économique plus large de la région, même s'il existe peu d'informations à ce sujet dans les années qui vont suivre. Carthagène va toutefois sortir progressivement de la stagnation économique dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (POSADA CARBO 1994). Cette redynamisation des secteurs industriel, commercial et touristique va s'avérer significative à plusieurs titres pour les habitants de Caño de Loro et entraîner certaines transformations dans les formes locales d'accès à l'eau.

#### 2.1.5. Début du XX<sup>e</sup> siècle : Citernes, tourisme et démantèlement du lazaret

La réglementation de la direction générale des lazarets annonce en 1927 qu'à compter de cette date, une citerne va être construite chaque année<sup>137</sup> pour capter les eaux pluviales et pour entreposer la ressource achetée en ville pour le lazaret de Caño de Loro ([Misceláneas] No. 768- 1927 et 1939, 362.1 C15i1 20 ed.). Au total, douze citernes vont être édifiées, ayant

---

*población, habiendo llegado a ser una de las más pobres del estado, no permite a sus buenos habitantes proporcionar una hospitalidad cómoda y conveniente* » (CONEO GEOVO 2008, p. 59).

<sup>136</sup> « [hay una] carencia absoluta de agua potable, pues la que existe en toda la isla es extraordinariamente salada, de la que hacen uso los individuos que habitan en la aldea y los del lazareto también (...) Atendiendo a lo que nos ha sido referido por ancianos de aquellos tiempos y por lo que nos consta, debemos manifestar que (...) tenían una piragua con seis marineros y un patrón no solo para llevarles los alimentos de esta ciudad sino también el agua de los castillos de Bocachica u otros puntos de la costa opuesta. En fin aquellos infelices estaban como lo están hoy, sujetos a la mayor o menor benignidad del jefe de estado » (CONEO GEOVO 2008, p. 83).

<sup>137</sup> Dans les comptes-rendus du lazaret, ces réservoirs d'eau sont nommés *cisternas* : or, on parle plus couramment d'*alberca* à Caño de Loro et un peu moins d'*aljibe*.

toutes la même capacité de stockage (voir carte 6, page 153). Onze d'entre elles sont placées dans le hameau des malades, la dernière étant installée à Caño de Loro afin de subvenir, en principe, aux besoins des employés qui y habitent et au fonctionnement de l'hôpital qui y est situé. Pour l'heure, ces douze citernes sont encore visibles bien que la plupart d'entre elles se soient déjà plus ou moins écroulées (photo 4).



PHOTO 4 : LA CITERNE D'ELMER, CAÑO DE LORO. Janvier 2011. L. Arango.

Seule une citerne a été réparée dans les années 1990 afin de stocker l'eau apportée du continent qui est ensuite vendue au village : nous en aborderons le fonctionnement plus en détail dans la deuxième partie de la thèse (§ 4.4.1.2). Notons à ce stade que les vestiges des citernes marquent non seulement une période de dynamisme économique de la ville de Carthagène et de sa région, mais témoignent surtout de l'ancrage du lazaret dans l'histoire de Caño de Loro. Parmi toutes les infrastructures de l'institution, les seules qui ont subsisté aujourd'hui sont les citernes, les ruines du bâtiment de l'administration et la façade de l'église (Photo 5). Le paysage hydraulique du village a donc été à la fois façonné par la longue histoire de l'installation du lazaret national, par les avis des médecins et par la volonté des hommes politiques qui indiquent une présence précoce de l'Etat dans la sphère locale.



PHOTO 5 : FAÇADE DE L'ÉGLISE DU LAZARET DE CAÑO DE LORO. Août 2012. L. Arango.

Dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, les Loreños ont entretenu des rapports intenses avec les autres villages de la baie et avec la ville par le biais de l'activité commerciale et portuaire. Nombreux sont les habitants de Caño de Loro à avoir été employés dans les chantiers navals en tant que charpentiers de vaisseau tandis que d'autres commercialisaient en ville du poisson et une partie des produits agricoles qu'ils cultivaient<sup>138</sup> ; certains fabriquaient et vendaient des canots et on y trouvait même des individus travaillant en tant que marins dans des bateaux de commerce de cabotage et international<sup>139</sup>.

Cette implication des habitants de Caño de Loro dans l'activité commerciale de Carthagène entraîne des conséquences importantes sur les modes de peuplement du village :

---

<sup>138</sup> L'agriculture n'a pas été développée à grande échelle à Caño de Loro et seulement des cultures de défrichage et des brûlis étaient pratiqués principalement pour la consommation domestique. Certains visiteurs ont décrit une activité commerciale dans le village et avec le lazaret (ROYO Y GOMEZ 1947) tandis que d'autres signalent qu'une partie des légumes et du charbon utilisés à Carthagène provenaient des villages proches dont « la partie saine » de Caño de Loro (PRETELT 1929, p. 65).

<sup>139</sup> Ces embarcations transportaient des produits divers, et certaines d'entre elles allaient dans les côtes du Sud de l'Atlantique colombien et entraient dans les terres par les fleuves Sinú et Atrato afin de rapporter des marchandises au port de Carthagène : métaux précieux, bois, charbon, noix de coco, viande, caoutchouc. D'autres bateaux se rendaient jusqu'aux îles voisines, sur les côtes de Panama et jusqu'aux Antilles pour apporter du bétail bovin, du sel et d'autres produits de consommation ainsi que pour ramener du tabac et de la céramique.

les marins en déplacement se marient souvent avec des femmes de villages plus ou moins lointains situés dans les îles, les côtes ou les bourgs de l'intérieur du pays. Par conséquent, les liens de parenté de la plupart des habitants de Caño de Loro s'étendent effectivement non seulement à la ville de Carthagène, mais dans un vaste rayon de la région. Pour autant, le secteur touristique ne paraît pas avoir un impact similaire : les personnes âgées de Caño de Loro disent ne pas avoir été directement concernées par ces activités qui se développent à Carthagène dès les premières années du XX<sup>e</sup> siècle, bien que les excursions de découverte de la baie, proposées aux touristes dans des journaux en 1923, prévoient de passer par le village :

« Nous informons au public que les dimanches, à partir de demain, et les jours fériés, sortira du quai Los Pegasos l'embarcation "Sol" qui est belle et sûre. Avec une capacité de 25 passagers elle fait le parcours suivant aller – retour : Caño de Loro, Château de Bocachica, San Fernando, Pasacaballos, Buenavista et Cospique »<sup>140</sup>.

Ces visites n'ont probablement jamais eu lieu à Caño de Loro à cause de la présence des malades, mais le tourisme a tout de même eu un impact important à Caño de Loro. Pour Evo, considéré comme un spécialiste de l'histoire du village, le démarrage de ces activités coïncide surtout avec la fermeture du lazaret<sup>141</sup> :

« (...) les touristes se sont plaints, ils ont fait une protestation en disant qu'ils venaient visiter les châteaux de Bocachica qui sont très proches et qu'ils devaient passer par ici, mais que s'il y avait un hôpital de lépreux à Caño de Loro, ils ne pouvaient plus passer. Cela [gênait] l'embellissement, dégradait les alentours et, du fait que le tourisme n'avancait pas, on a décidé de déplacer l'hôpital de San Lazaro à Agua de Dios. Cela a eu lieu dans les années 1950, l'année pendant laquelle je suis né. Tout de suite après, l'Etat a autorisé la démolition de tout ici, car on craignait que la lèpre laisse des germes, des bactéries ou quelque chose. Alors on a pris des avions Hercules de l'armée et on a bombardé toute la zone qui est ici autour de nous (...) Comme [Caño de Loro] faisait partie du lazaret, les gens ont vécu avec l'averse de projectiles, mais à aucun moment ils n'ont émigré, ils auraient préféré mourir ici qu'abandonner leurs terres » (entretien 2, 14/12/2010).

Le drame que constitue le bombardement du lazaret, narré par notre interlocuteur comme un moment de panique où des gens ont failli mourir et des habitations ont risqué d'être détruites, est présenté comme un épisode de prouesse technique dans la presse nationale :

---

<sup>140</sup> « Se avisa al publico que los domingos comenzando desde mañana y días feriados, saldrá de muelle de Los Pegasos la hermosa y segura lancha de 25 pasajeros "Sol" para hacer el siguiente recorrido de ida y vuelta: Caño de Loro, Castillo de Bocachica, San Fernando, Pasacaballos, Buenavista et Cospique » (SIERRA ANAYA 1998, p. 107).

<sup>141</sup> La clôture de l'hôpital était prévue dès 1936, comme en témoigne le contrat signé par le gouvernement pour le déplacement par bateau des malades de l'hôpital de Caño de Loro au port de la Dorada (347.4 B17v 19 ed.). Cependant, plusieurs litiges ont repoussé le déplacement des malades à 1950 : les avions de l'Armée Nationale ont refusé de transporter les malades (*El Universal* 24/01/1950) et ce fût la compagnie privée Saeta qui finit par effectuer le trajet (entretien 32, 12/09/2012).

« Une nouvelle démonstration de technique et de préparation humaine sera réalisée par l'armée aérienne demain pendant le bombardement qu'effectueront des avions B-25 et F-47 sur l'île de Tierra Bomba, dans la juridiction de Carthagène, où fonctionnait auparavant le Lazaret de Caño de Loro (...) Les Ministères de Guerre et de l'Hygiène, en accord commun et après des études complètes en la matière ont décidé de détruire le hameau de Caño de Loro (...). En plus, comme il s'agissait d'une excellente opportunité pour que les avions de guerre réalisent une vraie pratique d'attaque qui serve d'entraînement et de démonstration de la capacité de nos pilotes militaires, il a été convenu de détruire le *leprocomio*<sup>142</sup>, en lançant sur le hameau, aujourd'hui inhabité, des bombes de T.N.T. hautement explosives avec lesquelles tout bâti sera rasé »<sup>143</sup>.

Ce décalage important entre le récit officiel relayé par les chroniques journalistiques (*El Tiempo* 14/08/1950 et *El Tiempo* 20/09/1950) et l'expérience des habitants de Caño de Loro témoigne de cette possibilité subversive offerte par la narration locale de l'histoire. Selon certains auteurs, celle-ci suppose que les individus se créent des espaces d'autonomie, de déviance, ou de protestation en évoquant leur propre trajectoire (KALB et al. 1996) et en la confrontant, comme dans le cas de Evo, à des faits relatés à leur rencontre dans l'histoire officielle. Or, l'événement donne aussi lieu à des actions par lesquelles les habitants du village transforment en partie cette situation qui les dépasse : dans la presse de l'époque, il est décrit comme « inouï », « dangereux » et « scandaleux » le fait que des hommes et des femmes de Caño de Loro ont démonté avant le bombardement différents bâtiments du lazaret pour réutiliser les matériaux de construction dans leurs maisons (*El Tiempo* 03/09/1950, p. 6.). En outre, dans son récit rapporté précédemment, Evo tisse de manière fine sa biographie à l'égard de cet épisode marquant pour l'histoire du village et articule ces événements avec des processus plus larges. Ce faisant, il montre que le démantèlement du lazaret résulte de la conjonction complexe de différents processus : les avancées dans la recherche sur le bacille de Hansen qui conduisent à réévaluer, dans le monde médical à l'échelle internationale, l'isolement des malades de lèpre ; le développement rapide du tourisme à Carthagène ; mais également la préoccupation croissante des administrateurs de la ville pour inclure les espaces

---

<sup>142</sup> Léproserie ou Lazaret. Etablissement de mise en quarantaine des malades de lèpre. Il s'agissait des vrais villages qui comprenaient, en plus des lieux d'habitations et des infrastructures pour l'approvisionnement des services basiques, un hôpital, une église, des garde-mangers et d'autres lieux collectifs (AGUDELO AREVALO et PLATARRUEDA VANEGAS 2004).

<sup>143</sup> « Una nueva demostración de técnica y preparación humana realizara mañana la Fuerza Aérea durante el bombardeo que aviones B-25 y F-47 llevarán a cabo en la isla de Tierra Bomba, en jurisdicción de Cartagena, donde antes funcionaba el lazareto de Caño de Loro (...) Los ministerios de guerra y de higiene de común acuerdo y después de estudios muy completos sobre la materia, resolvieron destruir el poblado de Caño de Loro (...) Y como era esta, además, una excelente oportunidad para que los aviones de guerra hicieran una autentica práctica de ataque que sirviera, además como entrenamiento y demostración de la capacidad que tiene hoy nuestros pilotos militares, se convino realizar la destrucción del leprocomio, lanzando sobre el caserío, hoy desocupado, bombas de T.N.T de alto poder explosivo con las cuales quedará completamente arrasada allí toda edificación » (*El Tiempo* 20/09/1950, p. 1, 11).

insulaire et côtiers environnants dans leur champ de gestion ainsi que l'émergence de nouveaux paradigmes en matière d'aménagement et de planification urbaine.

En 1946, l'inspecteur de finances du département de Bolivar déplore la méconnaissance du droit juridictionnel de Carthagène dans les alentours de la ville, et entre autres sur l'île de Tierra Bomba (CARRASQUILLA DEL RIO 1946, pp. 19-20). Le Plan Régulateur de 1948 précise de plus que la péninsule de Bocagrande, autrefois lieu stratégique de défense militaire de la baie qui accueillait la base navale, est classifiée comme une zone résidentielle et touristique (VALDELAMAR VILLEGAS 2013). Ce document propose ainsi, dans la continuité de la loi 90 de la Direction de la Marine datant de 1943, de déplacer la base navale dans une échéance de 25 ans sur l'île de Tierra Bomba. Selon les planificateurs, cette dernière présente en effet une position stratégique particulièrement intéressante ainsi qu'une grande disponibilité de terrains (GIAIMO 1999). Pour ce faire, il faut non seulement démolir le lazaret mais également installer sur l'île les services basiques et les infrastructures nécessaires au fonctionnement de la base militaire, ce qui implique un investissement économique important (VALDELAMAR VILLEGAS 2013).

Dans le cadre de ces projets de déplacement de la base navale de Carthagène sur Tierra Bomba, le Ministère de l'Hygiène et celui des Mines et du Pétrole commandent en 1947 une étude pour estimer la disponibilité en eau potable de l'île. L'objectif explicite est ici d'évaluer la possibilité d'approvisionner le hameau de Caño de Loro et le lazaret par des eaux souterraines. Dans l'un des comptes-rendus de cette étude, l'ingénieur sanitaire en charge décrit ainsi la situation de l'île et du village :

« Il n'y a pas d'eau potable sur l'île de Tierra Bomba et celle utilisée est l'eau des pluies [collectée] dans des citernes et celle apportée depuis Carthagène, soit dans de petites embarcations ou dans des bateaux pour l'approvisionnement officiel de Caño de Loro, soit dans des jerricans pour les particuliers (...) Le manque d'eau potable fait que l'approvisionnement est insuffisant et que l'eau amenée de Carthagène est achetée [par les malades] aux populations en dehors du lazaret »<sup>144</sup>.

Le même document révèle l'existence de quatre puits (*pozo*<sup>145</sup>) à Caño de Loro sans pour autant donner de précisions sur la période pendant laquelle ils ont été creusés. Parmi ceux-ci, seul l'un d'entre eux, appelé Pozo Grande (Grand Puits), était encore visible lors de

---

<sup>144</sup> « En la isla de Tierra Bomba no hay agua potable y la que se utiliza es la de lluvias y en aljibes y la llevada desde Cartagena en embarcaciones pequeñas ya en un bongo para el abastecimiento oficial de Caño de Loro o en canecas para los particulares (...) La carencia de agua potable hace que el abastecimiento sea escaso y que se mercantilice con la población ajena al Leprocomio » (ROYO Y GÓMEZ 1947, pp. 43, 58).

<sup>145</sup> Puits. Le mot peut faire référence à des puits artésiens qui exploitent des nappes de faible profondeur, mais également à d'autres formes d'extraction à l'instar des creux dans le sable pour filtrer l'eau de mer.

notre travail de terrain, bien que son usage soit très rare. D'une profondeur de deux mètres, ce puits a été par le passé le plus important en termes de débit et de fréquence d'utilisation. Ensuite, il importe de mentionner un autre puits, situé dans la cour de la maison d'Antonio Tatis – descendant du médecin qui a dirigé l'hôpital dans les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle –, ainsi que le Pozo de Barrios<sup>146</sup>. Ce dernier, d'une profondeur d'un mètre et demi, a été rouvert en 1947 mais demeurait entièrement bouché lors de notre arrivée à Caño de Loro. Enfin, il existe un puits sans nom proche de la centrale électrique du lazaret.

Tous ces puits sont situés dans les sols calcaires des versants de la colline de la Vigía. Lors de la mission d'étude, les ingénieurs ont alors signalé que cette eau comporte nombre de carbonates calciques et de sulfates qui la rendent impropre aux usages domestiques, même s'ils ajoutent qu'elle paraît largement utilisée par les habitants du village et par les malades (ROYO Y GOMEZ 1947). Après la réalisation de quelques forages et d'analyses de la ressource obtenue, la recherche a été confrontée à l'impossibilité d'obtenir de l'eau apte à la consommation à partir des aquifères de l'île (ROYO Y GOMEZ 1947).

Face à ce résultat et dans l'optique de trouver une solution à ce problème, le même document préconise de poursuivre le projet d'extension de l'aqueduc urbain jusqu'à l'île. Depuis 1946, le réseau parvenait en effet jusqu'à l'Hôtel Caribe de Bocagrande. Selon l'ingénieur en charge du projet, la construction d'un canal sous-marin sur deux kilomètres – à savoir la distance séparant le village de Tierra Bomba de l'infrastructure existante – et l'extension du réseau jusqu'à Caño de Loro allaient avoir un coût similaire aux deux forages réalisés en 1946. Dans cette logique, le conseil municipal s'est à son tour préoccupé de l'approvisionnement en eau des populations insulaires et côtières de la région et à cet égard, un communiqué officiel daté de 1948 annonce :

« La marie du district fera les démarches auprès de la Compagnie de Services Publics de Carthagène pour que la tuyauterie moderne soit prolongée (...) jusqu'au secteur El Laguito à Carthagène (...) afin que les habitants des hameaux de Tierra Bomba et de Caño de Loro (sain) puissent y arriver pour s'approvisionner en eau (...) De même, la mairie dictera les mesures nécessaires pour réparer de manière convenable le puits colonial de Tierra Bomba »<sup>147</sup>.

---

<sup>146</sup> Barrios veut dire « quartiers » mais peut aussi renvoyer, comme c'est le cas ici, à un nom de famille.

<sup>147</sup> « *La alcaldía de distrito procederá a hacer ante la Compañía de Servicios Públicos de Cartagena las gestiones necesarias para que la tubería moderna sea prolongada (...) hasta el sector llamado "El Laguito" (...) a fin de que los habitantes de los caseríos de Tierra Bomba y Caño de Loro (sano), puedan llegar hasta allí a abastecerse de agua. E igualmente la Alcaldía dictara las medidas del caso para reparar convenientemente el pozo colonial de Tierra Bomba* » (Concejo Municipal in VALDELAMAR VILLEGAS 2013, p. 306).

Le projet n'ayant cependant pas eu de suites, la population a donc continué de s'approvisionner par le biais des eaux pluviales stockées dans les citernes domestiques et grâce à la ressource importée de Carthagène. Les marchands d'eau se sont alors multipliés et les sources locales ont été abandonnées au profit des eaux de meilleure qualité en provenance du continent.

Or, le démantèlement pour le moins spectaculaire du lazaret marque un point de renversement dans l'histoire de Caño de Loro, et ce à plusieurs titres. D'abord, il convient de noter le retrait de l'Etat, visible dans la disparition des différents avantages dont les populations du village bénéficiaient indirectement par le biais du lazaret : citons l'interruption de la circulation de petits capitaux issus des allocations publiques octroyées aux malades ou encore l'arrêt de certains services publics, dont l'eau ou les prestations de santé, liés au fonctionnement de l'hôpital. Ensuite, les activités commerciales avec les malades n'existent plus, pas plus que les nombreux emplois créés directement et indirectement par le lazaret. Pour autant, le démantèlement de ce dernier marque le renouvellement de l'intérêt de l'Etat et des entrepreneurs touristiques pour les terres de l'île.

#### *2.1.6. Les projets d'aménagement urbain et l'extension du réseau à Caño de Loro*

Après la destruction du lazaret, l'île de Tierra Bomba fait l'objet de nombreux projets touristiques et de développement urbain. Ceux-ci sont adressés par les entrepreneurs à la municipalité en tant qu'instance décisionnelle, mais ils rentrent alors en conflit direct avec les intentions étatiques prévoyant une fonction militaire pour l'île. En 1957, l'un de ces projets visant au développement touristique de Carthagène fournit la proposition suivante dès les premières lignes :

« L'île de Tierra Bomba sera unie avec la région de Bocagrande par une chaussée de deux kilomètres sur la mer. Cela donnerait une extension de terrain [pour la ville] de quelque cinq cents hectares. [L'île] constituera un secteur de première catégorie tant résidentielle que touristique avec des lieux aptes à la construction d'hôtels modernes et des établissements balnéaires. La chaussée et le travail d'urbanisation seront terminés en 1960 »<sup>148</sup>.

La plupart de ces projets impliquent de relier l'île à la ville par des chaussées, des viaducs ou des ponts. Pourtant, aucune connexion de ce type n'a été construite malgré le

---

<sup>148</sup> « Isla de Tierra Bomba: quedará unida con la región de Bocagrande por medio de una calzada de dos km. Sobre el mar suministrando una extensión de terreno de unas 500 hectáreas. Sera una sección de primera categoría tanto residencial como turística, con sitios adecuados para la construcción de hoteles modernos y establecimientos balnearios. La calzada y el trabajo de urbanización estarán terminados en 1960 » (SIERRA ANAYA 1998, p. 190).

nombre d'investisseurs nationaux et étrangers, principalement états-uniens, qui s'y sont montrés intéressés. En règle générale, ces projets cherchent à bâtir des lotissements résidentiels destinés à des gens aisés ainsi que des infrastructures d'accueil pour les touristes de passage – hôtels, plages, casinos, théâtres, banques et commerces – en faisant référence au développement urbain des grandes villes touristiques aux Etats-Unis. Afin d'illustrer la portée de leur vision pour Carthagène, les planificateurs renvoient donc aux images de Miami et Hollywood qui font écho à l'imaginaire urbain des élites intellectuelles carthaginoises et des fonctionnaires. Ces derniers ont par ailleurs écrit une bonne partie des chroniques historiques de la ville qui situent Carthagène selon sa distance avec « les principales villes de l'orbe » (URUETA 1886, p. 15), ou les « principales capitales du monde » (CARRASQUILLA DEL RIO 1946, p. 33), parmi lesquelles figurent Berlin, Buenos Aires, La Havane, Lisbonne, Leningrad, Londres, Madrid, Mexico, Paris, Rome, Québec, Vienne ou encore Washington.

Ces plans suggèrent en outre un partage des responsabilités avec la municipalité qui varie peu d'un projet à l'autre : les compagnies, souvent étrangères, sont censées apporter le capital et le savoir technique tandis que les autorités carthaginoises doivent mettre à leur disposition les terres de l'île et y fournir les services publics de base. Or, les populations de l'île ne sont que rarement mentionnées et un projet des années 1960 indique même que :

« Il est clair que la municipalité doit rendre l'île sans habitants, sans colons et sans des problèmes sociaux d'aucune nature (...) Pour protéger les habitants qui seront obligés à [quitter l'île et] se déplacer à la terre ferme, les financeurs peuvent accepter de construire, pour la municipalité de Carthagène, le nombre de logements nécessaires pour ces familles, sous condition que la municipalité de Carthagène fournisse les terres pour ces constructions »<sup>149</sup>.

Dans ce contexte, nous ne savons que très peu de choses, sinon rien, sur le rôle joué par les habitants des villages de l'île au sein de ces projets, sur le pouvoir d'action qu'on leur a éventuellement accordé ou qu'ils ont pu déployer envers les différents plans d'aménagement urbain qui les concernaient. Toutefois, le conflit entre la municipalité et l'Etat sur la propriété des terres de l'île<sup>150</sup> et les différents intérêts qui s'y déploient – le développement touristique soutenu par la première contre la construction d'une base militaire voulue par la deuxième – a empêché aussi bien la consolidation des différents projets que l'expropriation des habitants de

---

<sup>149</sup> « Es claro que el municipio entregará la isla libre de habitantes y colonos y sin problemas sociales de ninguna índole (...) La isla deberá ser entregada sin habitantes. – Para proteger a los habitantes [de la isla] que tengan que salir para tierra firme. – Los financistas pueden aceptar el construir a la Municipalidad de Cartagena el número de viviendas que necesite para esas familias, bajo la seguridad de que el Municipio de Cartagena suministrara la tierra para esas construcciones » (*Gaceta Municipal* n° 172, p. 11).

<sup>150</sup> L'île de Tierra Bomba aurait été divisée par l'acte notarial n°2 du 21 décembre 1960 tandis que le titre foncier des terres de l'Armée daterait du 10 janvier 1961 (ONZAGA ROA 1985).

Caño de Loro. Le développement touristique de la frange orientale de l'île – qui donne sur la partie interne de la baie de Carthagène – est de surcroît freiné par la forte pollution des eaux, due aux écoulements de produits pétrochimiques depuis les années 1970 ainsi qu'au dragage des canaux de navigation. Ces dégâts écologiques sont le résultat du choix de développement de la baie de Carthagène qui sera dirigé, tout au long de la deuxième décennie du XX<sup>e</sup> siècle, principalement vers l'activité industrielle et portuaire.

Dès les premiers projets de construction du lazaret, il faut remarquer que le statut de Caño de Loro paraît très ambigu : les autorités coloniales ne mentionnent pas l'existence de populations sur place lors du déplacement de l'hôpital à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, et la réglementation des lazarets nationaux en 1835 précise que les gens du voisinage sont censés quitter les lieux. Cependant, la croissance considérable de la population entraîne la reconnaissance administrative du village, au moins depuis 1833, en tant que paroisse ou district de Carthagène, ou encore comme *agregación* (annexe) de Bocachica. L'organisation de recensements réguliers dans le hameau, la présence d'un bureau de poste et de régisseurs vont également dans ce sens, bien que dans les années 1950, les journaux décrivent le bombardement de ce qu'ils mentionnent comme un « hameau inhabité ». Ces événements n'empêchent néanmoins pas la persistance de l'installation d'un peuplement qui paraît invisible à plusieurs reprises. L'ambiguïté du statut administratif, voire même de l'existence juridique du village marque profondément les modes d'approvisionnement en eau qui s'y déploient tout au long de son histoire. Nous verrons maintenant qu'une relation tout aussi particulière avec l'administration urbaine façonne en partie l'histoire de la population de Tuti bien que de manière différente en relation à Caño de Loro.

## 2.2. Aperçu historique de Tuti : peuplement et modes d'accès à l'eau

### 2.2.1. Le peuplement de l'île et la question tribale

Au cours d'une conversation informelle pendant l'une de nos premières visites à Tuti, Isam (23 ans) nous a raconté l'histoire suivante alors qu'il se trouvait au bord du Nil et qu'il regardait vers la rive opposée de Khartoum Nord :

« Tu vois, là en face sont partis deux grands *sheikh*<sup>151</sup> de Tuti, le Sheïkh Ḥammad et le Sheïkh Khojali qui ont fondé [les villages] Ḥillat Ḥammad et Ḥillat Khojali. Le Sheïkh Ḥammad avait auparavant fondé un village à Omdourman, mais il a eu des soucis et est parti à Khartoum Nord. C'est aussi depuis notre île que le Sheïkh Arbab al-Agayed a fondé la première école coranique du côté de Khartoum, avant il n'y avait rien ».

C'est par le biais de ces *fakī* qui auraient quitté l'île pour peupler Khartoum que notre interlocuteur articule la fondation du village à l'histoire ancienne de la ville<sup>152</sup>. Dans leurs récits, une partie importante des habitants de Tuti se réclament d'une origine nubienne, en référence aux populations qui ont peuplé le Soudan central au XVI<sup>e</sup> siècle. Profitant de la fertilité de l'île, ces dernières s'y étaient alors installées en développant l'irrigation par l'élévation des eaux du Nil (Arkell in DAVIES 1994). Selon une partie de nos interlocuteurs et certains chercheurs (LOBBAN 1971), le peuplement permanent de la conurbation de Khartoum aurait eu lieu par la migration d'importants hommes religieux de Tuti tout autour de l'île.

En posant la question de l'appartenance tribale lors de nos entretiens, nous avons pu recenser plusieurs affiliations de ce type à Tuti : Maḥass, Jāafra, Kunuz, Awāmra, et Ṣhaygīa, mais aussi Baggara<sup>153</sup>. Les individus se revendiquant de cette dernière affiliation sont originaires de la région du Kordofan et du Darfour, de même que ceux qui vivent à Tuti en se présentant comme membres du groupe Zaḡawa<sup>154</sup>. Cependant, les différents travaux historiques et anthropologiques, tout comme certains récits non académiques, renvoient

---

<sup>151</sup> Titre honorifique qui fait référence soit à un leader religieux, intellectuel expert du Coran, soit à une fonction politique institutionnalisée pendant l'époque coloniale turco-égyptienne puis britannique. Pour expliquer la différence entre les deux sens du terme, les gens au Soudan parlent respectivement du *Sheïkh al Qūran* (Le Sheïkh du Coran) et du *Sheïkh al ḥilla* (le Sheïkh du village).

<sup>152</sup> L'installation de l'école coranique de Mogran à Khartoum par le *fakī* Arbab al-Agayed daterait de 1691 (WALKLEY 1935 ; LOBBAN 1980) tandis que les villages fondés par le Sheïkh Khojali (1654-1743) et le Sheïkh Ḥammad (1646-1730) à Khartoum Nord, dateraient respectivement du cours du XVII<sup>e</sup> siècle et des premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle (STEVENSON 1966 ; LOBBAN 1980).

<sup>153</sup> Les trois premiers groupes ont été identifiés par les administrateurs coloniaux comme étant d'origine nubienne, le quatrième comme provenant de la région du Nil Bleu, et les deux dernières comme étant originaires du Nord du pays (MACMICHAEL 1922).

<sup>154</sup> Ce groupe est présenté dans la littérature coloniale comme faisant partie des « races non arabes du Darfour » (MACMICHAEL 1922, p. 52), et plus récemment en tant que groupe pastoral (TUBIANA 1971) ou ethnique (IBRAHIM 1998 ; RUPPERT 1991).

principalement à l'affiliation tribale Maḥass qui est souvent présentée comme l'unique de l'île<sup>155</sup>.

Si Christian Delmet définit la tribu comme « l'unité de parenté la plus vaste à laquelle s'identifie tout Soudanais du Nord » (DELMET 1989, p. 68), Barbara Casciarri explique que dans un contexte pastoral, la tribu est « structure de parenté, un système légal et une configuration politique autant qu'un dispositif symbolique d'attribution de sens et de valeur »<sup>156</sup>. Or, cette notion complexe, mobilisée par les chercheurs dans l'aire arabo-musulmane, entremêle souvent deux conceptions : l'une renvoie à la tribu comme catégorie analytique et explicative des dynamiques sociales<sup>157</sup>, l'autre fait référence à une catégorie pratique. Cette superposition est par exemple visible dans la manière dont Pierre Bonte et Edouard Conte définissent la tribu arabo-musulmane en tant que modèle et structure, tout en constituant une catégorie qui donne sens, pour les acteurs sociaux, aux manières de se présenter et d'agir :

« La tribu (*qabila*) est un mode d'organisation sociale qui combine de manière spécifique deux valeurs que l'on retrouve généralement dans les sociétés arabophones : celle de l'ascendance (*nasab*) qui permet de distinguer et classer des groupes et individus à partir de leur généalogie et celle de solidarité (*aṣabiyya*) qui lie des personnes se prévalant d'une origine commune. Combinées, ces deux valeurs organisent la tribu sur un mode que la théorie anthropologique intitule segmentaire (...) Solidarités, alliances et conflits s'organisent selon cette structure. La tribu se présente comme un ensemble de parents agnatiques (*awlād al-'amm*) et agit comme une personne collective mobilisable pour divers objectifs, politiques en particulier » (BONTE et CONTE 1991, p. 15).

Au Soudan, la tribu a fait l'objet de définitions diverses de la part des chercheurs qui ajoutent à la formulation citée, selon les contextes étudiés, des caractéristiques linguistiques, géographiques, socioéconomiques ou liées à l'apparence, voire à l'origine présumée des acteurs<sup>158</sup>. Cependant, l'observation des stratégies d'accès et de gestion de l'eau à Tuti ne

---

<sup>155</sup> Cette affirmation apparaît aussi bien dans les brochures touristiques que dans les travaux des consultants en planification urbaine et ceux de la coopération internationale, etc. Elle a fortement dirigé les recherches académiques sur l'île qui se sont presque exclusivement attachées à retracer l'histoire de la tribu de Maḥass ou à comparer les différentes versions de leurs généalogies (LOBBAN 1980). Cette optique peut en partie être expliquée par les nombreuses études académiques conduites sur Tuti par des gens de l'île revendiquant eux-mêmes leur appartenance à la tribu des Maḥass, celle-ci demeurant l'affiliation tribale évoquée de manière dominante sur l'île.

<sup>156</sup> « *the qabila (...) stands as a kin structure, a legal system and a political configuration as well as a symbolic device for meaning and value attribution* » (CASCIARRI 2009a, p. 70).

<sup>157</sup> En tant que catégorie analytique, la tribu a été définie, selon les études, comme une structure, une idéologie, un objet, une unité, un modèle d'organisation ou d'explication, ou encore comme une personne collective.

<sup>158</sup> Depuis l'époque coloniale jusqu'à une période récente, la définition de la tribu a fait référence, directement ou indirectement, à l'« arabité » en opposition à d'autres populations non arabisées du Soudan comme celles de l'Ouest du pays (KEVANE et GRAY 1995), celles qui revendiquent une identité nubienne (ADAMS 1977 ;

nous permet pas de considérer la tribu ni comme un modèle explicatif, ni comme un corps collectif qui pense et agit en tant qu'unité. Comme tous les autres critères d'appartenance évoqués jusqu'ici, l'affiliation tribale est comprise en tant qu'une catégorie pratique parmi d'autres. En d'autres termes, il s'agit d'une notion mobilisée par les individus dans des contextes précis pour organiser les rapports et rendre intelligibles leurs relations. Nous n'allons donc pas définir le rôle et le statut des acteurs au préalable selon une position structurelle au sein d'un « modèle tribal », pas plus que nous n'allons donner une définition unique de « la tribu ». A l'inverse, nous allons nous attacher davantage à comprendre à quelles caractéristiques renvoie la notion de tribu lorsqu'elle est évoquée dans une interaction précise – fait on référence aux liens de parenté, au statut socioprofessionnel, à l'origine, à des savoirs divers, à l'histoire ? – et à la manière dont cette notion vient organiser une situation d'échange, voire lorsqu'elle est employée pour se situer et situer les autres dans des contextes définis<sup>159</sup>.

Dans le cadre de cette démarche, il est possible d'affirmer que la narration historique du peuplement de Tuti devient un *locus* de relations de pouvoir, mais aussi de subjectivités et de contestations : si dans différentes sources – dont des articles anthropologiques traitant de l'île de Tuti, les nombreux mémoires et recherches universitaires consignés dans la bibliothèque locale et certains entretiens –, on ne fait référence qu'à la migration des Maḥass, au cours du travail de terrain, d'autres histoires de migration sont toutefois apparues et d'autres catégories d'appartenance se sont dessinées. Si l'histoire écrite paraît éclipser l'existence d'importantes dynamiques sociopolitiques locales mais aussi des références d'appartenance autres que les affiliations tribales, l'évocation du passé permet aux acteurs locaux de nuancer ces récits dominants. En outre, cela permet au chercheur d'identifier les

---

MACMICHAEL 1922 ; SPAULDING et KAPTEIJNS 1991) ou plus généralement à l'« africanité » (SPAULDING et KAPTEIJNS 1991). L'« arabité » a dans ces travaux un caractère ethnique en ce qu'elle renvoie au moins à une origine commune et à l'utilisation d'une langue. Certains auteurs, notamment pendant l'époque coloniale, définissent l'appartenance tribale en termes raciaux puisqu'elle serait propre aux populations « hamites sémitisées » ou « négroïdes sémitisées » (Trimingham in IBRAHIM 1988). Selon d'autres chercheurs, la tribu est associée à l'Islam, notamment par l'usage de généalogies qui en dernier ressort recherchent la filiation avec le prophète (IBRAHIM 1988), souvent dans le cadre d'une superposition des pouvoirs politiques et religieux (KEVANE et GRAY 1995). Enfin, des recherches ont montré que la tribu est reconnaissable dans l'idéologie de l'agnatisme et de la segmentarité (CASCIARRI 1996).

<sup>159</sup> En suivant Elizabeth Cunin (2003, p. 11), qui travaille sur la question de la race comme catégorie pratique en Amérique Latine, il nous a semblé pertinent de proposer que, pour l'étude des appartenances tribales, le chercheur ne puisse pas appréhender cette affiliation comme une propriété intrinsèque des individus ou des groupes qui pourrait être découverte, décrite et définie. Ce qui constitue un objet de recherche n'est donc pas tant la définition de la tribu, mais les processus par lesquels se produit, s'adopte et se cristallise cette catégorie pratique.

mécanismes pratiques par lesquels l'histoire des Maḥass devient dominante par rapport à d'autres récits<sup>160</sup>.

### *2.2.2. Le village de Tuti au long du XIX<sup>e</sup> siècle*

S'il existe peu d'informations concernant la population de Tuti au XVI<sup>e</sup> siècle, il n'y a presque plus de références à l'île et à son peuplement dans les siècles suivants<sup>161</sup>. Les premières mentions de Tuti au XIX<sup>e</sup> siècle se trouvent dans les mémoires de l'explorateur Frédéric Cailliaud qui accompagne l'expédition d'Ismail Mohammed Ali en 1821. Dans la liste des villes et des villages dressée par cet auteur apparaît « El Gartoum Touty » (CAILLIAUD 1826, p. 359) où l'explorateur écrit avoir visité les ruines d'un site chrétien (CAILLIAUD 1826, p. 198). D'autres sources précisent que lors de l'arrivée de l'armée de Mohammed Ali à la confluence des deux Nils, le principal leader de Khartoum était Sheïkh Arbab wad Kamel wad El Fakī Ali, l'un des descendants de Sheïkh Arbab Al-Agayed, originaire de l'île de Tuti (WALKLEY 1935).

Il faut attendre les premières années d'installation de l'armée turco-égyptienne dans l'actuel site de Khartoum pour que les habitants de Tuti réapparaissent dans les annales : Mohamed Bey Khusraw arrive à Khartoum en 1822 et, confronté au meurtre de Mohammed Ali et aux diverses attaques frappant les postes militaires égyptiens dans plusieurs districts, aurait massacré en représailles, entre autres, une importante partie des habitants de Tuti (STEVENSON 1966 ; LOBBAN 1980). Avec la consolidation progressive de la ville de Khartoum, l'île de Tuti devient néanmoins l'un des lieux d'approvisionnement du marché urbain, notamment en fruits et en légumes (STEVENSON 1966).

Plus tard, l'armée égyptienne s'y serait approvisionnée en vivres pendant le siège de Khartoum par les forces mahdistes en 1884, avant que Tuti ne devienne l'un des points stratégiques de ces dernières lors de la chute de la ville, pour diriger l'attaque contre le palais du gouverneur qui se trouvait en face (WALKLEY 1935). Dans le cadre du renforcement du régime mahdiste, le Kalifa Abdullahi demande l'évacuation du village de Tuti afin d'installer

---

<sup>160</sup> A ce propos, citons le choix des sujets de recherche par les étudiants universitaires qui reproduisent de façon plus ou moins homogène une seule version de l'histoire, la désignation d'interlocuteurs légitimes vers lesquels les habitants de l'île dirigent les chercheurs, la sélection des articles et des thèses conservés dans la bibliothèque locale et que les étudiants de l'île viennent consulter.

<sup>161</sup> Le village de Tuti est toutefois référencé dans une carte du géographe Jean Baptiste Bourguignon d'Anville où le site de Khartoum n'apparaît pas. Certains auteurs datent cette carte de 1729 (STEVENSON 1966) alors que d'autres évoquent 1749 (DAVIES 1994).

sur l'île le trésor du Mahdi et une partie de la poudrerie de l'armée. Protégée par des soldats, Tuti devient dès lors un poste de défense à l'avant-garde de la ville, et ses habitants sont déplacés pendant ces années au Sud de l'île, dans des habitations provisoires le long du Nil (AL BESHIR AL HASSAN 1964).

Pendant notre travail de terrain, la *ṭābīa* – fort militaire situé au Nord de l'île – illustre, pour les habitants de Tuti, cette période pendant laquelle l'île a été impliquée d'emblée dans les dynamiques politiques et militaires de la ville. Reconstitué et clôturé en 2010, ce fort est actuellement présenté dans les guides comme l'une des attractions touristiques de la capitale (photo 6) mais la *ṭābīa* constitue surtout le bâti le plus ancien rappelant les rapports de l'île de Tuti avec la ville de Khartoum. Cette patrimonialisation d'un lieu historique mettant en relation les individus avec un espace urbain plus vaste est fortement influencée par le développement du tourisme. Elle rappelle en quelque sorte la commémoration du massacre des malades et des populations de Caño de Loro en 1815 dont la plaque commémorative, située dans un lieu névralgique de Carthagène, relie les habitants du village à la ville.



PHOTO 6 : *ṬĀBĪA*, TUTI. Juillet 2011. L. Arango.

### 2.2.3. Début du XX<sup>e</sup> siècle : administration locale sous le mandat britannique

La « reconstruction » de Khartoum par les Britanniques au début du XX<sup>e</sup> siècle entraîne une forte pression sur la propriété foncière dans la ville, et Tuti ne fait pas exception : en 1906, l'un des premiers projets d'aménagement urbain considère la possibilité de déplacer la population de l'île pour consacrer les terres à l'établissement d'une zone de loisir (HILL 1965). Intéressés par cette initiative, certains habitants ont alors vendu leurs parcelles, avant de les récupérer dès 1909 après son échec (DAVIES 1994).

Or, les administrateurs coloniaux se sont attachés à classer les terres et à établir des droits fonciers dès les premières années du XX<sup>e</sup> siècle : une enquête large et méticuleuse concernant la propriété des terres dans le pays a en effet été réalisée à partir de 1900. Le gouvernement a cependant donné la possibilité de contester les résultats de cette investigation, ce qui a donné lieu à des campagnes de vérification à la suite desquelles toutes les réclamations qui s'étaient avérées incontestables ont été prises en compte (SERELS 2007). La propriété des terres a ensuite été enregistrée par le *Land Regulation Act* de 1925, aucune doléance n'ayant été considérée après cette date<sup>162</sup>.

Les terres de Tuti ont donc été consignées dans le cadastre national en 1925, et la carte qui accompagne l'enregistrement montre l'étendue de l'espace d'habitation qui apparaît sans divisions et sans propriétaires (annexe 3). Autour de ce périmètre habité, 88 *sāgīa*<sup>163</sup> ont été enregistrées en tant que lopins de terre pour l'agriculture irriguée, chacun portant un nom différent<sup>164</sup>. Au fil des années, les habitations se sont multipliées sur les terres agricoles<sup>165</sup>

---

<sup>162</sup> Le *Land Regulation Act* de 1925 est associé au projet agricole de la plaine de la Gezira, axé principalement sur la culture du coton. Cette initiative va aussi conduire à la construction du barrage de Sennar et à la signature du traité de répartition des eaux du Nil entre le Soudan et l'Égypte en 1929. L'objectif du *Land Regulation Act* était de réguler l'usage des terres tout en limitant la spéculation foncière (BABIKER 2003), et ce texte a en partie contribué à la création d'une classe de petits paysans propriétaires de terres (BERNAL 1997 ; GRANDIN 1982).

<sup>163</sup> Le mot vient de la racine SGv qui veut dire irriguer, faire boire (TAMIS et PERSSON 2011). Il désigne un dispositif d'irrigation par élevage, originaire du Moyen-Orient, qui consiste en une roue à godets actionnée par des bovins, dont l'utilisation était répandue tout le long de la Vallée du Nil depuis au moins le II<sup>e</sup> siècle (DELMET 1986). La parcelle de terre à laquelle le mot fait référence en 1925 est celle qui peut être irriguée par la roue à godets. Dans les années 1970, les *sāgīa* ont été abandonnées à Tuti avec l'introduction de motopompes motorisées qui étaient encore largement utilisées lors de notre travail de terrain.

<sup>164</sup> Certains de nos interlocuteurs affirment que la définition des noms et des limites des *sāgīa* datent de l'installation des premières populations nubiennes sur l'île, ce qui confère un caractère incontestable à leur distribution. Les noms des *sāgīa* peuvent aller des surnoms ou des noms de personnes ou de familles à des types d'arbre, en passant par des parties du corps et d'autres appellations dont le gens de Tuti ne connaissent plus l'origine (annexe 3).

<sup>165</sup> Dans la troisième partie de la thèse (§ 8.2), nous reviendrons sur la différenciation officielle des terres entre habitation et agriculture : elle est non seulement à l'origine de certains conflits mais aussi des manières de concevoir l'espace et l'histoire du village.

(AL BESHIR AL HASSAN 1964 ; HILL 1965 ; LOBBAN 1975) en raison de la croissance démographique, mais aussi à cause de l'arrivée sur l'île de travailleurs agricoles depuis les années 1930, en l'occurrence principalement des populations de l'Ouest du Soudan et aussi quelques individus du Nord du pays (HILL 1965).

Parallèlement à l'organisation de la propriété et de l'usage des terres, l'autorité coloniale vise à réglementer l'appareil administratif du pays. Selon certains auteurs (BLEUCHOT 1989a ; GRANDIN 1982), c'est la conjonction d'une conception très pragmatique de l'administration avec le besoin de réduire les dépenses de gestion qui a conduit les Britanniques à s'appuyer sur des leaders locaux. Ils ont alors développé ce qui a été connu dans l'ensemble de l'empire sous le nom de *Native Administration* ou *Indirect Rule* – administration indigène ou gouvernement indirect –, officialisé au Soudan par des lois diverses dans la décennie de 1920. En 1922, on assiste ainsi à l'amendement du texte intitulé *The Powers of Nomades Sheikhs Ordinance* qui officialise la dévolution de certains pouvoirs aux *sheikh* des populations nomades, alors que l'année 1925 voit l'apparition du *Village Court Ordinance* qui légalise l'action des tribunaux villageois (GRANDIN 1982).

Ces décrets entérinent des institutions reconnues à l'instar du *sheikh* pour l'administration des populations nomades ou pour les villages en zone rurale, du *'omda* pour les habitants des quartiers urbains ainsi que du *nāzir* ou *makk* représentant les tribus (KEVANE et GRAY 1995). Ces unités administratives de nature différente sont considérées comme le pivot de l'administration coloniale, depuis les villages jusqu'aux groupes nomades en passant par les quartiers et les tribus. Si les Britanniques ont tenté d'instituer ces fonctions comme des charges héréditaires (CASCIARRI 2001), le pouvoir exécutif accordé à ces dernières variait selon les contextes (GRANDIN 1982). Dans certains cas, ces leaders avaient des responsabilités dans la gestion des ressources locales<sup>166</sup>, alors que d'autres voyaient leurs tâches officiellement limitées à la collecte des impôts, à l'enregistrement des décès et à la gestion des conflits locaux (KEVANE et GRAY 1995).

Dans ce cadre officiel de cette réorganisation administrative, la population de Tuti est désignée comme relevant du ressort de l'administration rurale de l'Etat de Khartoum. Nos interlocuteurs les plus âgés à Tuti évoquent néanmoins l'existence, dans la première moitié du

---

<sup>166</sup> Ils étaient par exemple chargés de construire les puits et les routes et de tenir la comptabilité publique mais n'avaient pas de pouvoir officiel pour décider de l'allocation des ressources (GRANDIN 1982).

XX<sup>e</sup> siècle, d'un *'omda* pour tout le village souvent assisté d'un ou deux *sheikh*<sup>167</sup>. La superposition dans la pratique d'institutions diverses, correspondant selon la loi à des unités administratives de nature différente, peut témoigner en partie de la réinterprétation locale des décrets officiels, mais aussi de l'imprécision et de la transformation constante de ces normes dans une courte période de temps<sup>168</sup>. Selon Abdallah (71 ans), ancien agriculteur de Tuti, le *'omda* officiait en tant que médiateur dans les disputes domestiques et devait surveiller le comportement des individus, tout en étant responsable du maintien des coutumes et des traditions (*'adāt*) ainsi que de l'organisation des mariages et des deuils<sup>169</sup>. Mais le *'omda* intervenait aussi dans les questions foncières et à ce titre était particulièrement concerné par l'installation d'« étrangers » sur l'île. Manal (75 ans), nous explique à ce propos :

« On nous racontait qu'une fois un Yéménite est venu avec ses récipients pour vendre de l'eau alors il a dit [aux gens du village] appelez-le. Il l'a invité, il lui a donné à manger et de l'eau puis après il lui a dit "va-t'en, tu ne peux pas travailler ici". C'est-à-dire que seulement les gens du village pouvaient travailler [à Tuti] (...) même les terres, il ne laissait pas les étrangers les acheter. Il y avait un Shaygī, tu vois le Shaygī est Soudanais, mais il est étranger [aux principales appartenances tribales évoquées dans l'île]. Il a acheté un morceau et il voulait le construire [mais le *'omda*] l'a empêché, il a dit au propriétaire de la terre "rends-lui l'argent". Il lui a rendu son argent » (entretien 60, 20/08/2011).

L'action du *'omda* de Tuti a laissé des souvenirs indélébiles dans la mémoire de ceux qui ont connu cette institution et qui ont par ailleurs transmis leurs souvenirs aux générations suivantes. Sa fermeté, notamment face à l'entrée d'« étrangers » sur l'île, a contribué à alimenter l'image, auprès des habitants de Khartoum, d'une population arriérée et traditionnaliste. Or, les propos de Manal permettent aussi de montrer que les catégories d'appartenance sont fortement mobilisées pour justifier les choix de gestion et l'accès aux ressources de l'île – autour de la propriété foncière et pour la vente d'eau selon notre interlocutrice – et que la notion d'« étrangéité » à Tuti est complexe : celle-ci recouvre en effet des caractéristiques différentes, en l'occurrence l'affiliation tribale et l'origine présumées de l'« autre » comme le l'exemple présenté ci-dessus.

---

<sup>167</sup> En confrontant nos différents entretiens, il est possible de s'apercevoir que les gens utilisent parfois le titre de *'omda* et de *sheikh* de manière interchangeable, le même individu étant parfois qualifié de l'un ou l'autre de ces titres selon les interlocuteurs, même si l'on parle plus couramment du *'omda*. Pour certains, le *'omda* était une autorité locale dont le pouvoir était reconnu par les habitants de Tuti, tandis que le *sheikh* était une institution locale mise en place par le gouvernement.

<sup>168</sup> C'est le cas de la réforme en 1927 de la *Powers of Nomades Sheikhs Ordinance* – originellement promulguée en 1922 – qui omet la restriction de cette autorité aux populations nomades (GRANDIN 1982, p. 236) ou encore de l'amendement de cette même loi en 1928 qui permet la création de tribunaux présidés par un *sheikh* assisté par d'autres leaders locaux (GRANDIN 1982, p. 237).

<sup>169</sup> Entretien 55 (30/07/2011).

Pour autant, les prérogatives officielles des *'omda* et des autres institutions de l'administration indigène vont être transformées en 1934 avec la *Local Government Ordinance* (GRANDIN 1982). Avec la création des conseils locaux, la division administrative du pays est entièrement réorganisée sur une base territoriale et les administrateurs évitent désormais les références aux organisations tribales (Delmet 1989). Selon Nicole Grandin, cette réforme avait pour objectif de reléguer l'administration indirecte aux régions rurales et périphériques en minimisant le pouvoir des *sheikh* et des *'omda* au sein des villes où commençaient à se consolider des discours nationalistes (GRANDIN 1982).

Plus encore, cette chercheuse signale que ces révisions normatives n'ont pas eu d'impact particulier dans les zones rurales et périphériques, et notamment à l'Est et à l'Ouest du pays, puisque les autorités en exercice sous le régime de l'administration indigène ont continué à exercer leurs fonctions (GRANDIN 1982, p. 251-52). Toujours selon Nicole Grandin, cette réforme administrative déclenche cependant des conflits dans les régions plus centrales qui ont condensé une rivalité politique entre le centre et la périphérie, « exprimée cette fois sur un plan politique faisant intervenir une dimension culturelle, celle de l'opposition entre valeurs traditionnelles et modernes » (GRANDIN 1982, p. 261). Pour les gens de Tuti avec lesquels nous avons abordé la question du gouvernement local, la *'omda* fait dès lors partie d'une époque révolue, d'un cadre de pensée associé à la « ruralité » des habitants de l'île et aussi à l'époque coloniale. Manal nous explique ainsi :

(...) Maintenant les gens ont lu et se sont instruits, ils travaillent tous pour le gouvernement. Après la mort du *'omda* on a laissé les gens entrer, [les *'omda*] se sont arrêtés parce qu'il y a eu le président, le gouvernement a été mis en place et on a oublié le *'omda* (...) Quand j'étais petite le *'omda* était là, [maintenant] ils [les leaders] peuvent être choisis par les gens du village, par des comités ou par le vote. On fait un choix et on sélectionne la personne qui le mérite, qui peut diriger ce pays à petite et à grande [échelle] » (entretien 60, 20/08/2011).

Ces propos coïncident avec la montée en puissance d'une classe instruite, contestataire et nationaliste qui a dès les années 1930 pris une certaine ampleur au point de manifester son opposition à l'administration indigène (GRANDIN 1982). Si celle-ci n'a pas fait l'objet d'une contestation directe à Tuti, d'autres événements ancrés dans l'histoire collective viennent marquer pour nos interlocuteurs un changement d'époque qu'ils lient à des mutations politiques et socioéconomiques survenues au sein de l'île. Nous proposons de nous attarder maintenant sur les soubassements de ces transformations et sur leur rapport avec la gestion des ressources.

#### 2.2.4. L'eau du Nil, l'eau des puits : accès à l'eau à Tuti jusqu'aux années 1980

Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle et jusqu'à la mise en place du réseau d'adduction d'eau dans les années 1980, les habitants de Tuti se sont approvisionnés directement à partir du Nil ou par des puits (*bi'r*). La description des modes d'accès et de distribution de l'eau écrite par L. G. Hill en 1965 donne une impression générale de la situation :

« L'eau de consommation est portée depuis le fleuve par des garçons sur des ânes dans des sacs en cuir ; l'eau pour le nettoyage est tirée de quelques puits peu profonds [qui se trouvent] dans le village. Le transport d'eau est une affaire rentable et environ 40 garçons de 16 ans y sont engagés. Parmi eux, cinq sont salariés de gens de Tuti qui sont propriétaires des ânes, les autres sont auto-employés et utilisent soit leurs propres ânes, soit ils les louent aux gens de Tuti. Chaque garçon a plus de quinze clients réguliers qui prennent entre une ou deux charges d'eau par jour. Une charge d'autour de seize gallons coûte deux piastres, et monte à cinq piastres les jours de fête et pendant le ramadan »<sup>170</sup>.

Cette description des modalités de distribution de l'eau nous intéresse en premier lieu parce qu'elle montre le lieu de mobilisation de certaines catégories d'appartenance. Dans divers entretiens, les gens ont tenu à nous expliquer que ceux qui transportaient l'eau n'étaient pas des Nās Tūtī – littéralement : « gens de Tuti »<sup>171</sup> – : pour certains, ils étaient des 'arab (entretien 54, 26/07/2011), une catégorie d'attribution qui fait au Soudan référence au mode de vie nomade (GRANDIN, 1982 ; IBRAHIM 1988, CASCIARRI 1999, 2015b) ; pour d'autres, la distinction s'exprime en termes tribaux dès lors que ceux qui vendaient l'eau sont reconnus comme étant des Shaygīa (entretien 54, 26/07/2011) ou des Ja'alīn (entretien 55, 30/07/2011) ; plusieurs interlocuteurs ont évoqué des « Yéménites » (entretien 60, 20/08/2011), référence qui mobilise une différence d'origine. Enfin, un critère professionnel se superpose à toutes ces caractéristiques dans l'exemple cité, puisqu'il s'agit d'un emploi plus ou moins pénible impliquant de puiser l'eau à la main et de la transporter sur le dos ou à l'aide d'ânes.

En creux, ces manières de différencier l'« autre » indiquent que le « nous » – c'est-à-dire Nās Tūtī – suppose un mode de vie sédentaire, la reconnaissance de certaines affiliations tribales, une référence à l'autochtonie et une situation professionnelle. Certains de ces critères se sont plus ou moins cristallisés puisqu'il serait impensable pour nos différents interlocuteurs

---

<sup>170</sup> « Drinking water is carried from the river in leather bags by boys on donkeys; water for washing is drawn from some shallow wells in the village. Water-carrying is a thriving business, about forty sixteen-years-old boys engaging in it. Of this, five are the employees of Tuti donkey-owners, the remainder are self-employed using their own or hired donkeys. Each boy has fifteen or more regular customers who take between one or two donkey-loads each per day. A donkey load of about sixteen gallons costs two piastres, rising to five piastres on feast days and during Ramadan » (HILL 1965, p. 2).

<sup>171</sup> Les gens utilisent plus rarement mais de manière équivalente l'appellatif *tawāta*.

de considérer une personne ayant un mode de vie nomade comme étant Nās Tūtī. D'autres catégories paraissent toutefois plus flexibles : si « Shaygīa » ou « Ja'alīn » renvoient à d'importants critères de l'altérité sur l'île, certains auteurs ont noté comment des individus et des familles, considérés par le passé comme appartenant à ces groupes, avaient avec le temps été identifiés<sup>172</sup> à des références tribales comme celle de Maḥass (HILL 1965 ; LOBBAN 1980), plus facilement reconnues comme caractéristiques des Nās Tūtī.

Outre les différences mobilisées quant aux catégories d'appartenance, les formes d'accès et de distribution de l'eau de cette époque indiquent les dimensions écologiques liées à l'économie hydrique. Lita, (50 ans), explique ainsi qu'il existait une différence importante entre l'eau des puits et celle du Nil qui en déterminait les usages : légèrement salée mais claire, celle des puits servait aux différents besoins domestiques, comme laver le linge ou faire le ménage ; à l'inverse, l'eau douce et boueuse du Nil était utilisée pour la boisson et la cuisine<sup>173</sup> (entretien 54, 26/07/2011). L'usage alterné de ces deux sources permettait aux gens une certaine flexibilité dans l'approvisionnement si l'une des deux était indisponible, notamment lors des crues pendant lesquelles l'accès au Nil était plus difficile.

A cet égard, la ressource pouvait être transportée dans des récipients différents : les *sūga*<sup>174</sup> étaient des sacs en peau que l'on faisait porter par des ânes, mais les gens utilisaient aussi des seaux (*delū*) ou des récipients carrés en métal qui avaient servi auparavant à stocker d'autres denrées (*ṣafiha*). Selon nos différents interlocuteurs, l'eau en elle-même n'était pas vendue, mais on en rémunérait le transport depuis la rivière ou les puits vers les maisons.

Au sein de l'espace d'habitation de Tuti, nous avons recensé vingt puits qui étaient réservés à un usage domestique et avaient tous été creusés dans des cours de maisons. Si le souvenir de la période à laquelle ils ont été créés est variable, ils permettent toutefois d'observer l'évolution de l'espace habité : les puits très anciens, dont les gens ne se remémorent pas – ou ne connaissent pas – la fondation, se trouvent dans l'« ancien village »

---

<sup>172</sup> Plusieurs auteurs ont montré l'existence au Soudan (CASCIARRI 2001 ; IBRAHIM 1988), mais aussi dans l'aire arabo-musulmane au sens large (BONTE et CONTE 1991 ; BEDOUCHE 1994 ; BONTE et al. 2001 ; CONTE 2001), de différents mécanismes permettant le passage des individus et des groupes d'une identification tribale à une autre, à l'instar notamment de la réinterprétation de généalogies, de certaines formes d'adoption, et des alliances, politiques ou par le mariage.

<sup>173</sup> De nombreux adjectifs sont utilisés par nos interlocuteurs pour qualifier les différentes eaux : on parle d'une eau *naḍīfa* pour dire qu'elle est propre ou *waskhāna* pour dire qu'elle est sale. Si elle est pure, elle sera qualifiée de *beḍā* (blanche) ou encore *naga'*. Si elle a bon goût, on la considèrera *helwa* (douce) et si au contraire elle a mauvais goût, elle sera *malḥa* (salée) ou encore *morūria* (amère).

<sup>174</sup> Le terme provient de la même racine que le mot *sāgīa* qui veut dire « irriguer », « faire boire ».

ou l'espace enregistré comme résidentiel en 1925. Lorsqu'ils sont récents ou datés, les puits peuvent en revanche être associés à la construction de nouvelles maisons après 1925. Enfin, l'absence de puits dans un secteur indique que les lieux ont été bâtis après la mise en place du réseau d'adduction amenant l'eau directement dans chaque domicile. Lita explique à propos des puits :

« Les puits étaient placés dans l'angle de la cour de certaines maisons. Ils étaient divisés au milieu par un rideau, ou par un mur de manière à réserver une moitié pour les gens de la maison, tout en laissant l'autre moitié disponible pour tous ceux qui en avaient besoin » (entretien 54, 26/07/2011).

D'autres interlocuteurs racontent qu'il y avait à Tuti un puits dans chaque *farīg*<sup>175</sup> (figure 1) ou secteur d'habitation, une partie de ceux-ci étant reconnus, notamment dans l'« ancien village », par le nom d'une famille étendue qui habitait la zone – à l'instar du Farīg Khatab ou du Farīg al Imam. Certains intellectuels de Tuti précisent toutefois que les secteurs d'habitation ne coïncident plus avec des familles spécifiques au moins depuis les années 1960 (AL BESHIR AL HASSAN 1964, p. 37). Plusieurs appellations de *farīg* font référence à des caractéristiques particulières de ceux-ci, tels que le Farīg Four (secteur habité par les gens du Darfour) ou du Farīg Jezur (secteur du boucher).

Pour se repérer sur l'île, les gens ajoutent aux *farīg* d'autres divisions spatiales : certains évoquent par exemple les cinq *ḥay* (secteur) établis par l'administration dans les années 1970 dont ils peuvent définir les limites avec précision. Ils s'appuient également sur des zones plus vastes englobant des espaces d'habitation et des surfaces agricoles, comme le secteur Sara au Sud de l'île où aboutit de nos jours le pont de Tuti. Nous pouvons aussi citer le secteur Maḥata au centre de l'espace habité où se trouve le marché – avec notamment de boucheries, des épiceries, des tailleurs – et le lieu de départ et d'arrivée des bus pour Khartoum. Au Nord de Maḥata s'étend le secteur Malaja, puis, dans la partie Sud-ouest de l'île, le secteur Shikirtab dont le nom fait référence à une importante famille étendue de l'île. Le secteur Domāt correspond quant à lui aux habitations construites depuis les années 1960 sur le côté Est de l'« ancien village », au Nord duquel se trouve le secteur al Aḡalīm – banlieue, périphérie – et le secteur Worsha – de l'anglais *workshop* – dont la dénomination fait référence, selon certains de nos interlocuteurs, à une zone où existaient des ateliers pour le travail du fer (figure 1).

---

<sup>175</sup> Partie, section. En milieu nomade, ce mot désigne des campements qui regroupent généralement un père avec ses enfants et petits-enfants. Pour autant, le terme glisse souvent vers une signification de groupe de parenté, et ne doit pas être confondu avec le mot *fāri'* qui signifie branche, et dans le langage de la parenté peut se référer à un lignage.

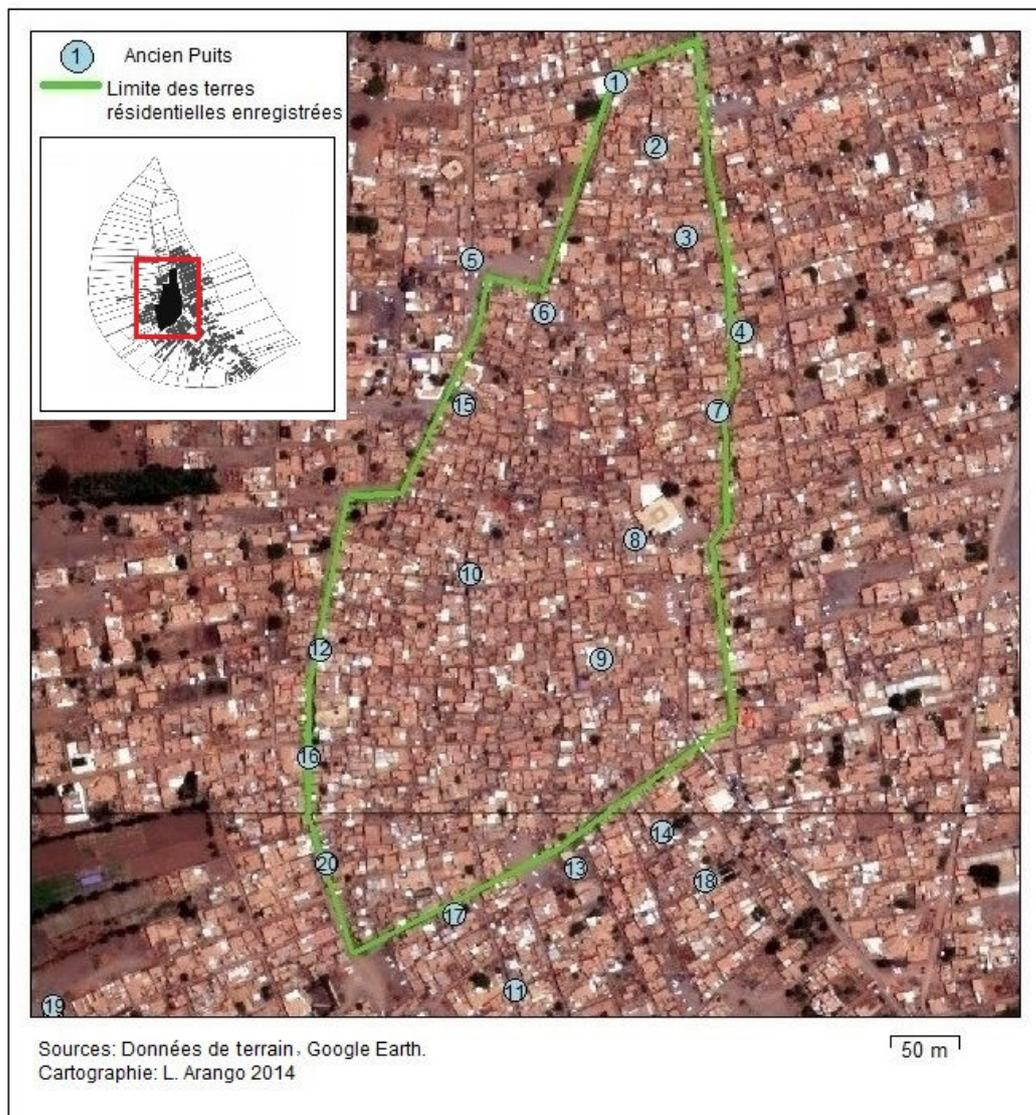


FIGURE 1 : LES Puits DE TUTI SUR IMAGE AERIEENNE.

Les puits portent le plus souvent le nom ou le surnom de celui qui les a fait creuser (tableau 5), et sont par ce biais associés aux familles (*'aila*) et aux *farīg* de ces individus : les gens évoquent par exemple le puits al Imam (n°6 dans le tableau 5) qui a été créé par Imam Mohammed et est situé dans le Farīg al Imam. D'autres parlent du puits Hamed Sajur (n°1 dans le tableau 5), localisé dans le Farīg Sawajir à l'intérieur du *dār*<sup>176</sup> as-Sawajir. Les puits sont donc aussi liés à des spatialités particulières : la mosquée, le *ḥōsh*<sup>177</sup> de la famille de celui qui l'a fait creuser, ou encore les lieux de rencontre et de prière tels que les *diwān*<sup>178</sup> et les

<sup>176</sup> A Tuti, le mot fait référence aux lieux de prière et d'enseignement du Coran. Le mot *dār* peut cependant avoir différentes significations selon le contexte : dans le Soudan pastoral, il est utilisé dans le sens de « pays » ou « territoire » (CASCIARRI 2013a).

<sup>177</sup> Cour. Les gens parlent de la cour d'une maison ou d'une cour d'animaux – *ḥōsh-al-bagāra* veut par exemple dire « l'enclos des vaches ». L'association du mot au nom d'un homme indique l'espace d'habitation de sa famille étendue pouvant regrouper plusieurs générations. Nous y reviendrons plus loin (§ 5.2).

<sup>178</sup> Lieux masculins de débats et réunion et d'accueil d'hôtes. Cette pièce est installée dans une annexe de l'espace domestique. Elles portent le nom de l'homme responsable de la maison et souvent ce nom perdure à travers les années.

*dār*. Or, créer un puits était onéreux et celui qui en fondait un était tenu, par devoir religieux<sup>179</sup>, de partager son eau avec quiconque en avait besoin, c'est pourquoi la mise à disposition de la ressource par l'ouverture d'un puits transcrit à la fois un pouvoir religieux et économique.

	NOM ASSOCIE AU PUIITS	ESPACE SOCIAL ASSOCIE AU PUIITS	FAMILLE ASSOCIEE AU PUIITS	SECTEUR
1	Hamed Sajur	<i>Dār</i> Hamed	Sawajir	Worsha
2	Worsha			Worsha
3	Fakī al Mudawi	<i>Ḥosh</i> al Fakī al Mudawi		Domāt
4	Haj al Nur	<i>Diwān</i> al Nur		Domāt
5	Khojali al Maḥi			Farīg Four
6	Imam Mohammed Al Sheīkh Idris	<i>Diwān</i> al Imam	Al Imam	Farīg Four
7	Osman Balul		Balulab	Domāt
8	al Mesit (la mosqué)	Puits de la grande mosquée		
9	Abbas Ali Shawish	<i>Dār</i> Shaoshab	Shaoshab	Malaja
10	Haj Babiker	<i>Shāri' al bi'r</i> (rue du puits)		Malaja
11	Bastawi Mohammed Te		Shikirtab	Shikirtab
12	Taḥr			Shikirtab
13	Haj al Amin Khatab	<i>Ḥosh</i> Khatab	Khatatib	Shikirtab
14	al Ḥibir al Mughtar	<i>Diwān</i> al Ḥibir/ <i>Ḥosh</i> al Ḥibir/ <i>Dār</i> al Ḥibir	Nās al Ḥibir, Asmalab	Maḥata
15	Amin Ahmed Ḥamza			FarīgFour
16	Khojali Hamid			Shikirtab
17	Haj Youssif		Shikirtab	Shikirtab
18	Abdel Wahab Jerafi			Maḥata
19	Nur Al Din			Shikirtab
20	Salih	<i>Ḥosh</i> al Aḡib	Shikirtab	Shikirtab

TABLEAU 5 – RECENSEMENT DES PUIITS DE TUTI

En outre, creuser un puits permettait également d'ancrer les familles dans le village et servait parfois à légitimer leur appartenance au groupe dominant des Nās Tūtī. Comme nous l'avons expliqué précédemment (§ 2.2.1), les Maḥass sont souvent présentés dans la littérature comme l'unique affiliation tribale de l'île mais nous avons néanmoins recensé, parmi les propriétaires des puits, des individus identifiés aux tribus Awāmra (puits n°1 dans le tableau 5) et Jāfra (puits n°13 dans le tableau 5). Au cours d'une de nos conversations, Hanin,

<sup>179</sup> Nous reviendrons sur ce devoir (§ 5.4.4.)

appartenant à la famille Khatab et s'affiliant à la tribu Jāfra, précise ainsi : « Je ne suis pas Maḥass, mais je suis née à Tuti, je peux dire que je suis Nās Tūtī, non ? Tu as vu que nous avons un puits là-bas dans le *ḥōsh* Khatab ». L'évocation de l'histoire collective par les formes de gestion de l'eau devient alors aussi bien une source d'analyse qu'une arène de contestations. Telle qu'elle est évoquée par Hanin, elle constitue à la fois le lieu de convergence de subjectivités diverses et un champ de pouvoir à l'instar de ce que certains auteurs ont pu remarquer concernant d'autres situations en Afrique (COMAROFF et COMAROFF 1992).

Le détour par ces anciens puits contribue à rendre intelligibles les degrés de l'altérité à Tuti pour l'observateur externe. Si nous avons noté que les références à l'appartenance aux tribus Shaygīa ou Ja'alīn servent à marquer un niveau d'étrangéité pour certains de nos interlocuteurs – ce sont des Soudanais arabisés, organisés en tribus mais « étrangers » à Tuti – ceux qui s'identifient comme Jāfra ou Awāmra peuvent dans certaines situations – par exemple en mobilisant l'existence de puits associés à leurs familles – se revendiquer comme Nās Tūtī bien que n'étant pas reconnus comme Maḥass. A ce titre, l'observation des formes d'accès à l'eau permet de rendre compte de ces différentes nuances d'altérité à Tuti.

#### 2.2.5. La « révolution de Tuti » 1944-1946

En 1944, une importante confrontation oppose des habitants de Tuti à la police de la ville après que le gouverneur a émis une demande officielle d'évacuation de l'île. Bien que n'étant pas né au moment de l'événement, Muntazir, volontaire en charge de l'administration du système d'irrigation de l'île depuis les années 2000, relate l'épisode de la manière suivante lors de notre première rencontre :

« Je voudrais d'abord parler de ce qu'a été la révolution de Tuti. A cette époque-là les Anglais étaient les colonisateurs du Soudan et ils voulaient prendre 350 *feddān*<sup>180</sup> des terres de Tuti pour faire des études sur l'agriculture (...) Alors [les gens de Tuti] sont allés voir le gouverneur (*mudīr*) de Khartoum, qui leur a dit qu'ils ne pouvaient plus construire sur l'île et qu'à cet effet il allait réquisitionner leurs terres. Les gens de Tuti ont complètement refusé la saisie des 350 *feddān* et [le gouverneur] a donc décidé de réquisitionner toutes les terres de Tuti. Les gens ont répondu qu'il ne pouvait même pas prendre un *shiber*<sup>181</sup> et sont allés voir un leader (*za'īm*) de Tuti qui s'appelait Mustafa Khalid. Il a dit aux gens "[les terres de] Tuti

---

<sup>180</sup> Joug de bœufs. Unité de mesure de superficie qui indique la surface qui peut être labourée par des bœufs dans un temps donné. Il s'agit d'une des rares unités de mesure non métriques qui est encore officiellement utilisée pour mesurer les terres agricoles au Soudan et en Egypte. Dans le système métrique décimal, un *feddān* équivaut à 4 200 m<sup>2</sup> (FRANCK 2007).

<sup>181</sup> Selon différents interlocuteurs, il s'agit d'unité de mesure de longueur qui indique la distance comprise entre la pointe du pouce et la celle du doigt auriculaire lorsque la main est ouverte.

seront réquisitionnées, c'est indiscutable". Les gens ont dit "nous allons voir le gouverneur et nous allons le tuer". Du coup il ya eu une dispute entre ces gens de Tuti et la police, il y avait une mitrailleuse et [les policiers] ont tué un des gens de Tuti qui s'appelait Ahmed Mohammed Youssif. C'est le martyr<sup>182</sup> de Tuti. Ensuite les gens de Tuti sont entrés dans les bureaux, le gouverneur s'est évadé par une cachette et la police n'arrivait pas à contrôler les gens de Tuti, ils ont dû demander des renforts de Bahri et Omdourman. Lorsqu'ils sont arrivés, ils ont arrêté autour de vingt personnes, dont Mustafa Khalid qui est resté deux ans en prison » (entretien 47, 21/01/2010).

Créé en 1940, le Comité de Conservation des Sols au Soudan a en effet conseillé au gouvernement d'acheter la totalité des terres de l'île et de faire déménager les résidents du village de Tuti. L'objectif consiste alors à mettre en place un schéma d'irrigation par pompage pour fixer les dunes de l'île qui, avec les crues, dérivait du côté de Khartoum tout en fournissant des terres d'expérimentation à l'École d'Agriculture (LOBBAN 1981 ; DAVIES 1994). Pour autant, les incidents déclenchés par l'annonce des intentions du gouvernement ont conduit à l'arrêt du projet.

Dans le contexte politique bouillonnant des années 1940 pendant lequel l'indépendance du Soudan commence à se dessiner, l'événement prend une ampleur inattendue et est considéré en tant que fait révolutionnaire, symbole de résistance et opposition à l'administration coloniale. Ismail Azhari, leader principal du parti de l'Ashiga<sup>183</sup> et futur premier président du Soudan indépendant en 1956, prononce alors un discours lors de la célébration à Tuti de la libération de Mustafa Khalid le 26 février 1945 (LOBBAN 1981). C'est dans ce cadre que des habitants de Tuti, membres actifs du parti, proposent la création de la « Compagnie de Développement de Tuti »<sup>184</sup> en 1946. Parmi les principaux objectifs de celle-ci, citons la systématisation du transport au sein de l'île et avec Khartoum, le tracé des rues, l'amélioration des circuits de vente des produits agricoles, l'aide au commerce et la création d'un système collectif d'irrigation<sup>185</sup>. Le fils de Mustafa Khalid, leader de la révolution de Tuti, retrace la création de la compagnie d'un ton excité qui plonge ses

---

<sup>182</sup> Ahmed Mohammed Youssif est inmanquablement mentionné dans les différents entretiens et les textes locaux comme le martyr (*shāhid*) de la révolution de Tuti et sa mort est qualifié d'*istishad*, soit la mort d'un martyr ou la mort héroïque. L'école élémentaire des garçons a été rebaptisée en 1997 « Ecole élémentaire du martyr Ahmed Mohammed Youssif » (AL NŪR IBRAHIM, sans date).

<sup>183</sup> Le parti de l'Ashiga qui veut dire « frères utérins » demandait l'indépendance du pays et l'unité de la Vallée du Nil par l'alliance avec l'Égypte (BLEUCHOT 1989a).

<sup>184</sup> *Sherikāt ta'mīn Tuti* en arabe ou *Tuti Development Company* selon nos interlocuteurs anglophones (entretien 39, entretien 47, entretien 52).

<sup>185</sup> Le texte qui contient les statuts de la compagnie est gardé jalousement par Muntazir, qui était administrateur *ad honorem* de la compagnie lors de notre travail de terrain. Il avait en effet tapé à l'ordinateur le texte à partir des manuscrits laissés par son père qui était secrétaire de la compagnie au moment de sa création.

interlocuteurs dans l'intensité de ce processus et fait ressortir l'importance de ce dernier pour les gens à l'époque :

« Les gens de Tuti<sup>186</sup> ont dit "nous allons développer notre village par nous-mêmes" ils étaient des hommes pauvres, mais ils savaient qu'ils pouvaient (...) Les Britanniques ont mis des conditions très difficiles pour mettre en place la compagnie, [quand les gens de Tuti] ont envisagé la création d'une coopérative, ils ont dit "non, ce n'est pas prescrit par la loi, la loi dit que le développement doit se faire par des compagnies [privées]" (...) Ils ont demandé [aux gens de Tuti] de faire l'irrigation correctement, pas comme les dernières 40 années. Le canal que vous avez vu a été fait avec des briques, mais il était difficile de mettre des briques à l'époque (...) Ils voulaient rendre les choses difficiles, puis ils ont demandé un engin à diesel avec un certain nombre de chevaux de force (...) finalement ils ont dit que le capital initial de la compagnie ne devait pas être en dessous de 8 000 livres, à cette époque, 8 000 ! Il n'y avait pas un seul Soudanais ayant huit livres dans sa poche ! Comme disait mon père, cela a été une vraie bataille pour collecter la somme. Le conseil d'administration de la compagnie a mis en place la vente d'actions pour les gens de Tuti, certains ont vendu les moutons et les ânes, et tout ce qu'ils avaient, et ceux qui avaient plus d'argent ont mis plus d'argent, comme mon père qui était retraité du gouvernement et qui mit la moitié de l'argent pour fonder la compagnie » (entretien 52, 04/02/2010).

Si l'on considère les différents buts de la compagnie, celui qui apparaît le plus durable et de plus grande envergure reste le projet collectif d'irrigation qui, imposé par les logiques de l'administration coloniale, vient se superposer au modèle plus particularisé et fragmenté de la *sāgīa* qui a été en usage à Tuti jusqu'aux années 1970. Portant couramment le nom de celui qui l'a mis en place ou la fait fonctionner<sup>187</sup>, la *sāgīa* désigne alors un groupe de coopération qui pourvoyait en eau d'autres agriculteurs.

Les récits de la « Révolution de Tuti » et de la création de la compagnie de développement, où apparaissent les figures emblématiques du héros<sup>188</sup> et du martyr, sont devenus des points de repère historiques que les chercheurs ont eux-mêmes contribué à consolider<sup>189</sup>. Or, le système collectif d'irrigation apparaît dans ces conversations comme un

---

<sup>186</sup> Dans cet entretien qui s'est déroulé en anglais notre interlocuteur parle de *Tuti people* ou de *Tutians*. Dans le contexte de la création de la compagnie de développement, le terme « gens de Tuti » inclut avant tout les hommes propriétaires des terres. On ne mentionne ni les femmes ni les migrants récents de l'Ouest du Soudan dans la création de la compagnie et nos interlocuteurs dont les parents y auraient participé revendiquent différentes affiliations tribales.

<sup>187</sup> Nous avons pu recueillir auprès de nos interlocuteurs certains noms de *sāgīa* qui fonctionnaient à Tuti : la *Sāgīa Wad Adlan* (des fils d'Adlan) située sur la *sāgīa* n°4, la *Sāgīa Ahmed Wad Khojali* (Ahmed le fils de Khojali) ; la *Sāgīa Hassan Ahmed*, la *Sāgīa al Fakī*, sur la *sāgīa* n°8 ; et la *Sāgīa al Rabati* aussi sur la *sāgīa* n° 4 (carte 6).

<sup>188</sup> Dans les différents entretiens, on se réfère à Mustafa Khalid en tant que *za'īm* (leader, chef) et dans les entretiens en anglais, on l'évoque comme *chief*, *hero*, et *leader*.

<sup>189</sup> Richard Lobban (1981) a mené une importante recherche dans les archives de la Cour pénale de l'époque pour retracer de manière détaillée l'évolution de la situation tandis que d'autres académiciens ont mentionné l'événement (DAVIES 1994 ; HILL 1965). En outre, les nombreux mémoires universitaires des étudiants de Tuti, au sein de disciplines aussi diverses que l'anthropologie, les sciences politiques ou les études de développement, ne manquent pas de retranscrire ces passages.

marqueur spatiotemporel dont nos interlocuteurs se servent pour penser la trajectoire historique de leur propre société : pour certains, la construction du canal constitue l'origine de « la transformation socioéconomique » ayant bouleversé définitivement le panorama social de l'île. Mustafa raconte à ce propos :

« On a fait le canal, et l'irrigation a aidé les gens à envoyer leurs enfants à l'école, avant cela était difficile parce qu'ils avaient besoin d'eux pour tirer le *shadūf*<sup>190</sup>, mais aujourd'hui même une personne de soixante ans peut faire de l'agriculture parce qu'il y a l'eau [du canal] (...) Depuis longtemps il n'y a plus d'analphabétisme à Tuti, tous les gens sont scolarisés, beaucoup plus que dans d'autres lieux du Soudan (...) le système d'irrigation a été mis en place comme un [déclencheur de] transformations sociales des Tutiens et ça arriva, tous les Tutiens sont éduqués aujourd'hui (...) nous appelons cela la transformation économique et sociale de Tuti qui fut achevée dans les années soixante » (entretien 52, 04/02/2010).

Or, ces récits, qui évoquent un avant et un après liés à différents aspects – telles l'incorporation de l'irrigation motorisée, l'introduction du vote, ou la construction de maisons en brique –, glissent souvent dans un contraste entre l'« urbain » et le « rural », l'« éduqué » et le « non éduqué », voire le « traditionnel » et le « moderne ». C'est par exemple le cas des propos de Manal, cités précédemment (§ 2.2.3), qui fait ainsi coïncider l'exercice du *'omda* avec un temps révolu où les gens n'étaient pas instruits. Parmi nos interlocuteurs, certains expliquent la « modernité » par l'abandon de l'agriculture par les gens de Tuti, ou encore l'ouverture des habitants aux « étrangers ». C'est aussi le cas d'Abdallah (71 ans) qui explique :

« Avant la société était « étroite » (*ḍaīg*), vous pouvez la considérer comme une société faible (...) il n'y avait pas de maisons en briques, toutes les maisons étaient faites en terre (...) mais la vie est devenue civilisée (*ḥaḍarīa*) ou urbaine (*medanīa*). Les citoyens ont étudié (...) » (entretien 55, 30/07/2011).

Ce dualisme structurant les narrations de nos interlocuteurs pour expliquer leur histoire nous confronte cependant à des questionnements similaires à ceux soulevés par James Ferguson dans son travail sur les mineurs du Copper Belt au moment de la crise du cuivre des années 1980 (FERGUSON 1999, p. 82 - 84). Si ces récits s'accommodent très bien de « métarécits modernistes » propres aux modèles théoriques des sciences sociales des années 1950 et 1960 – qui, selon cet auteur, imprègnent encore notre pensée anthropologique<sup>191</sup> (FERGUSON 1999, p. 16) –, ils nous semblent inadéquats pour décrire certaines

<sup>190</sup> Balancier pour l'irrigation par élévation, répandu aussi au Moyen-Orient (DELMET 1986, p. 69).

<sup>191</sup> Ces récits locaux ont largement été relayés par des travaux académiques sur l'île menés entre les années 1960 et 1990 (AL BESHIR AL HASSAN 1964 ; HILL 1965 ; IBRAHIM et LOBBAN 1975, 1979 ; DAVIES 1991). Selon James Ferguson les travaux anthropologiques en Afrique à l'époque étaient basés sur des récits téléologiques concevant l'urbanisation comme un processus linéaire se développant en phases consécutives. Les réalités ne participant pas à ce mouvement évolutionniste étaient à ce titre considérées comme pathologiques ou anormales (FERGUSON 1999).

caractéristiques de la réalité que nous avons découvert au fur et à mesure du déroulement du travail de terrain<sup>192</sup>.

L'idée de la « transition progressive d'une tradition rurale à une modernité urbaine » (FERGUSON 1999, p. 84) n'explique pas pourquoi les habitants de Tuti continuent d'avoir la réputation, répandue dans différentes sphères, d'être « traditionnels », « arriérés » et « fermés »<sup>193</sup>. En outre, la vision largement moderniste adoptée par nos interlocuteurs sur leur propre société n'explique pas non plus la permanence de l'agriculture et de l'élevage sur l'île tout comme la persistance d'habitations en terre. Structurés sur le dualisme entre ruralité et urbanité, ces récits omettent d'importantes relations de pouvoir autour de l'accès aux ressources, au logement ou à l'éducation. A cet égard, ces rapports se dessinent sur l'île en opposant les personnes considérées comme étant Nās Tūtī et celles qui habitent sur l'île tout en étant considérées comme « étrangères ». Or, ces relations de pouvoir, qui sous-tendent la différenciation entre « ruralité » et « urbanité », façonnent profondément la manière de comprendre l'environnement et de gérer les ressources proches<sup>194</sup>.

#### 2.2.6. Tuti dans les années 1960 – 1970 : mise en place du réseau urbain

Lorsque le Soudan devient indépendant en 1956, les statistiques nationales estiment qu'il y a 5 851 habitants à Tuti. La seule étude que nous avons trouvée sur la situation socioéconomique de la population<sup>195</sup> a par ailleurs été menée en 1964 : son auteur signale que l'enquête concerne seulement les *islanders*<sup>196</sup> dont il estime le nombre à 3 939, parmi lesquels il retrouve 413 employés du gouvernement, 564 étudiants, 350 salariés dans des emplois divers, 64 marchands et 104 agriculteurs (AL BESHIR AL HASSAN 1964).

---

<sup>192</sup> La question de l'usage de la notion de « modernité » a été récemment relevée dans les études soudanaises par l'historienne Iris Séri-Hersch qui, en faisant une révision exhaustive de l'usage de la notion dans des travaux historiques récents sur le pays propose de faire une distinction de la « modernité » entre catégorie pratique et catégorie d'analyse (SERI-HERSCH 2012b).

<sup>193</sup> Différentes personnes habitant à Khartoum ou à Omdourman ont fait référence à ces caractéristiques. Celles-ci sont aussi évoquées dans des travaux académiques (LOBBAN 1975 ; DAVIES 1994), tandis que les diplomates et les étudiants européens que nous avons rencontré lors de notre travail de terrain entérinaient ces images de la population de Tuti. Nous allons traiter plus en détail ces différents préjugés dans la troisième partie de la thèse (§ 8.2.2).

<sup>194</sup> Nous aborderons cette problématique dans différents points de la thèse (§ 5.4. et § 8.2.5.)

<sup>195</sup> Cette étude est contenue dans un mémoire de Master en géographie réalisé à l'Université de Khartoum par Omer Beshir al Hassan qui est né à Tuti et y a habité jusqu'à son départ pour les Etats Unis pour continuer ses études en vue d'obtenir un doctorat (entretien 49, 01/02/2010).

<sup>196</sup> L'auteur écrit à ce propos : « *There are many non-islanders in Tuti who came to work as agricultural laborers and manual workers in the island. I did not have time to include these people in my census, and so I restricted it only to the islanders, but I estimate their number at not more than 300* » (AL BESHIR AL HASSAN 1964, p. 41).

Dans les années 1960, certains auteurs soulignent l'augmentation considérable de la population (IBRAHIM et DAVIES 1991) et une expansion rapide des habitations sur les terres agricoles (LOBBAN 1975). C'est au cours de la même décennie que l'électricité va parvenir jusqu'à Tuti, et que vont avoir lieu les premières tentatives de construction d'un réseau collectif pour l'adduction de l'eau domestique (HILL 1965).

La mise en place de ce système d'adduction s'est étalée sur plusieurs années dans le village de Tuti. En 1964, un premier projet est réalisé en vue de raccorder les habitants de l'île au réseau urbain à partir de la station de Mogran, qui a été construite entre 1964 et 1970. Des tuyaux traversent alors le Nil depuis Khartoum pour desservir directement la population dans la décennie de 1970, jusqu'à ce qu'ils soient brisés par la force du fleuve. Les propriétaires des puits – qui avaient été fermés – les ont rouverts en utilisant des motopompes pour obtenir de l'eau. Dans un deuxième temps, la municipalité a essayé d'apporter la ressource aux habitants de Tuti à partir de la station de pompage de Khartoum Nord, mais ce projet n'a pas abouti et les autorités ont dû creuser un puits desservant tout le village depuis le centre de celui-ci, en l'occurrence près de la mosquée principale. La qualité de l'eau de ce puits n'atteignait toutefois pas les standards internationaux que la CEWA était tenue de respecter depuis la création de l'OMS dans les années 1950. C'est pourquoi les gens ont continué à utiliser l'eau des puits domestiques pendant un certain temps, alors que la municipalité envoyait des ferries transportant des voitures chargées d'eau pour approvisionner la population. Le territoire, tout comme ses habitants, paraît jusqu'ici « résister » à être connecté à la ville au moyen du réseau hydrique.

L'échec de ces différentes tentatives a conduit à la construction d'une station de pompage et de traitement sur l'île qui a été achevée en 1984. Entamée avec le projet de 1964, la division des espaces privés et publics dans le partage de l'eau s'est renforcée par l'installation du réseau de tuyaux et de robinets domestiques qui s'en est suivi. L'usage collectif des puits a ainsi été modifié, transformant à son tour les manières de penser l'eau et de la partager : celle-ci, jusqu'alors protagoniste de la scène publique, disparaît plus ou moins des rues avec le déplacement des points d'accès à la ressource à l'intérieur des cours des maisons. En outre, les gens deviennent plus dépendants les uns des autres pour accéder à l'eau en raison du partage des mêmes tuyaux, bien que l'enfouissement de ceux-ci rend moins visible cette interdépendance. Enfin, les individus perdent leur espace de maîtrise de l'eau avec la prise en charge de sa gestion par une institution étatique, depuis le captage jusqu'à la distribution. Il nous semble que c'est en ce sens que l'observation des transformations sur les

modalités d'accès à l'eau permet d'analyser les changements propres à la ville moderne, lesquels consistent pour certains auteurs en une reconfiguration des « enjeux de l'organisation collective du territoire et du gouvernement des hommes » (BERTHO 2007, p. 26).

Or, ce passage de l'usage des puits au réseau urbain ne s'est pas déroulé sans difficulté, notamment d'un point de vue moral. Selon différents interlocuteurs, la clôture des puits nécessitait en effet la permission du *sheikh* (religieux) puisque la fermeture de points d'eau publics était considérée comme un péché en ce qu'elle contraignait leur usage potentiel pour des personnes dans le besoin. Bien que cette autorisation ait été obtenue, et que les puits de Tuti aient fini par être fermés, le consensus quant à cette clôture fait débat encore trois décennies après. En l'occurrence, Halima, (60 ans), originaire de la ville de Gedaref à l'Est du Soudan, nous a ainsi expliqué qu'après son mariage, elle était venue vivre dans la maison des parents de son mari à Tuti où se trouvait un puits connu sous le nom de Bi'r al Worsha (puits n°2 dans le tableau 5). Dans les années 1980, la famille a décidé de fermer le puits définitivement en raison du fonctionnement stabilisé du réseau urbain, et en fait un siphon avec la permission du *sheikh*. Or, Halima nous a raconté qu'ils ont dès lors toujours eu de graves problèmes avec le siphon qu'il a fallu vider et nettoyer à plusieurs reprises, plus fréquemment que ceux des maisons voisines. Pour notre interlocutrice, ces difficultés constituent un châtement pour avoir fermée une source d'eau et l'avoir transformée en réservoir d'eaux usées.

Ce récit témoigne surtout de la disparition sur l'île des derniers points d'eau placés dans l'espace public : avec la consolidation du système de robinets domestiques, la plupart des puits ont été entièrement intégrés dans la cour des maisons et certains ont même été transformés en latrines. D'autres peuvent être observés en dehors des maisons ou dans des lieux de socialisation comme les *diwān* et les *dār* (photo 7), mais, qu'ils soient visibles ou non, leur usage demeure toutefois inscrit dans la mémoire de ceux qui les ont vus fonctionner. Ces personnes associent encore les puits à des agencements socio-spatiaux comme les *farīg* tout en les insérant dans la compréhension de l'espace géographique<sup>197</sup> et dans le tissu social de l'île.

---

<sup>197</sup> Certaines personnes nous ont parlé par exemple de la rue du puits qui conduisait au puits Hajj Babiker dans le secteur de Malaja.



PHOTO 7: Puits HAJ AL AMIN KHATAB. Octobre 2011. L. Arango.

Entre les années 1973 et 1983, la population de Tuti est passée de 6 515 à 7 231 habitants (DAVIES 1994) et c'est à cette même époque que l'administration indigène a été formellement abolie avec le *People's Local Government Act* de 1971 promulgué par le gouvernement de Gaafar Nimeiry (1969–1985). Les leaders locaux ont alors été officiellement destitués de leurs postes et, selon quelques auteurs, on leur a explicitement interdit de participer aux nouveaux conseils populaires décrétés par cette loi<sup>198</sup> (KEVANE et GRAY 1995, p. 275). Si les leaders locaux ont pu maintenir de différentes manières leur légitimité et leur autorité dans de nombreux lieux au Soudan<sup>199</sup>, ces institutions étaient affaiblies de longue date à Tuti. A ce titre, Abdallah nous explique :

« Après les années 1960 (...) les citoyens ont étudié et les personnes âgées et leurs enfants aussi (...) Ça a commencé en 1956, après l'indépendance (...) l'institution du *sheikh* a été contestée. Après il y a eu l'union communiste et les conseils populaires, cela a anéanti le gouvernement local » (entretien 55, 30/07/2011).

---

<sup>198</sup> Nous utilisons ici le terme « conseil populaire » pour différencier ceux qui ont été créés par le *People's Government Act* de 1971 des « comités populaires » conçus lors de la reprise de l'administration indigène en 1994. Les habitants de Tuti utilisent néanmoins le terme *lajna sha'biya* pour désigner les deux institutions politiques.

<sup>199</sup> Comme le notent quelques auteurs, l'autorité de ces hommes âgés est restée légitime au niveau local dans certaines parties du Soudan, même après l'abolition de l'administration indigène. De nouveaux *sheikh* apparaissent même avec la réactivation de cette dernière en 1994-1995 (CASCIARRI 2009b, TERAIFI 1987).

Avec la mise en place des nouveaux conseils populaires créés par la loi de 1971, Tuti a été divisée administrativement en cinq quartiers ou secteurs numérotés (*hay 1, hay 2, hay 3...* etc.), chacun d'entre eux disposant d'un centre de distribution de denrées subventionnées (*ta'aun*). C'est la première fois que le village est officiellement fractionné à des fins administratives, et cette division correspond à la reclassification de l'île dans la zone urbaine de l'Etat de Khartoum alors qu'elle avait été considérée jusqu'alors comme faisant partie des zones rurales.

Tout au long de leur histoire, les habitants de Tuti paraissent liés à l'agglomération de Khartoum par des biais différents. Fondateurs de la ville pour certains, ils vont devenir des pourvoyeurs de denrées agricoles pour les habitants de Khartoum pendant la période turco-égyptienne. Plus tard, l'île va abriter le trésor du Mahdi avant de faire l'objet de projet divers émanant de l'administration urbaine pendant la période de colonisation britannique. Pendant tout le XX<sup>e</sup> siècle, les habitants de Tuti connaissent un statut ambigu entre les tentatives administratives pour inclure l'île dans le rayon de la ville, mais aussi le désir mêlé d'appréhension des habitants face à cette intégration dans l'espace urbain. Pour donner du sens à l'histoire et aux dynamiques d'un espace doté de grandes étendues agricoles et placé au milieu d'une agglomération en expansion rapide, les différents acteurs sociaux mobilisent une vision dichotomique entre ruralité et urbanisation. Celle-ci devient structurante pour exprimer certaines réalités liées à la gestion des ressources et de l'espace, qu'il s'agisse de l'expansion du village, des divisions socioprofessionnelles mais aussi de l'accès à l'eau comme nous le verrons par la suite.

### CHAPITRE 3. COMPARAISON. APPROCHE HISTORIQUE DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU DANS LES VILLES ET A L'ECHELLE DES USAGERS

Nous avons commencé cette partie en nous interrogeant sur les processus qui avaient conduit à ce que des modèles semblables de gestion de l'eau soient proposés presque à la même époque aussi bien à Khartoum qu'à Carthagène, avant d'être présentés de manière générale comme étant nécessaires au développement de ces villes. Cette question nous confronte d'une part aux manières de penser la relation entre technique et société et, d'autre part, aux transformations concrètes qui se sont opérées à l'échelle des usagers pour permettre la mise en place des réseaux urbains d'adduction d'eau. A ce titre, une approche historique s'est révélée pertinente pour se garder des explications déterministes – un déterminisme qui peut être social ou technique – dont parle Madeleine Akrich (1994) et selon lesquelles nous aurions présenté la mise en place du réseau hydrique comme l'aboutissement d'une transformation sociale, ou à l'inverse les changements dans les formes de partager et penser l'eau comme le simple résultat de l'installation du système. Ces relations de causalité apparaissent beaucoup plus complexes si l'on considère la technologie à la fois dans ses dimensions matérielles, sociales et symboliques (PFAFFENBERGER, 1988).

Si ce détour par l'histoire nous a apporté des éléments de réponse, leur mise en perspective a également ouvert de nouvelles pistes de recherche et de questionnement. Tout d'abord, le fait d'aborder de manière analogue l'histoire des formes d'approvisionnement en eau à Khartoum comme à Carthagène – au-delà des différences importantes dans la quantité et la nature des documents consultés – nous a conduit à réfléchir sur les choix qui ont été faits pour narrer l'histoire des deux villes. De manière plus générale, il s'agit d'interroger le rôle des grandes infrastructures dans les récits historiques des formes urbaines d'accès à l'eau.

Ensuite, il convient de pointer d'importantes similitudes qui apparaissent avec l'émergence du système d'approvisionnement en eau dans les deux villes. C'est alors que la comparaison entre Khartoum et Carthagène se montre féconde pour identifier les éléments les plus saillants du positivisme qui domine les façons de penser l'espace urbain et les citoyens au tournant du XX<sup>e</sup> siècle. Planification, centralisation de la gestion de l'eau et fragmentation urbaine sont différents aspects d'une même idéologie : celle du progrès et de la modernité. Or, celle-ci est ancrée dans le contexte précis de chaque ville, chacune d'entre elles ayant ses propres enjeux, acteurs sociaux et contingences. Nous nous proposons donc de revenir ici sur la question de la modernité et sur les différentes thématiques qui surgissent à ce sujet dans la

comparaison des histoires d'accès à l'eau à Khartoum et à Carthagène, et plus spécifiquement à Caño de Loro et à Tuti.

### 3.1. L'inscription de l'approvisionnement en eau dans l'histoire urbaine

Dans les archives concernant l'histoire de Carthagène, il existe des références à la question hydrique depuis sa fondation par les Espagnols au XVI<sup>e</sup> siècle, et on a même retrouvé des indications sur les formes préhispaniques d'accès à l'eau dans l'actuel site de la ville. A l'inverse, cette problématique est peu mentionnée dans les récits historiques concernant Khartoum jusqu'à la mise en place d'un système collectif d'approvisionnement en eau au début du XX<sup>e</sup> siècle.

Cette différence peut-elle s'expliquer par la taille de la ville ? Ou encore par une différence démographique ? S'il est fort probable que l'absence de données sur les formes d'approvisionnement en eau des populations installées à la confluence des deux Nils entre le XVI<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle puisse s'expliquer par le faible peuplement de la région, les données du XIX<sup>e</sup> siècle mettent à mal cette hypothèse du poids démographique. En effet, la population de Carthagène oscille entre 9 000 et 12 000 habitants entre le début du XIX<sup>e</sup> siècle et 1865, et celle de Khartoum varie entre 15 000 et 55 000 pendant approximativement la même période. Le nombre d'habitants ne détermine donc pas à lui seul l'inscription des formes d'approvisionnement en eau dans les chroniques historiques de la ville.

Outre le facteur démographique, le deuxième élément qui peut être mis en avant pour expliquer la place inégale de la question hydrique dans les chroniques produites sur ces deux villes, réside dans la différence de nature et de quantité des documents historiques. A ce titre, les récits coloniaux ont laissé de nombreuses traces sur les formes d'approvisionnement en eau à Carthagène dès le début du XVI<sup>e</sup> siècle et au fil des siècles suivants ; tandis qu'au Soudan, il n'existe pas d'archives à proprement parler pour la période du sultanat Funj – entre le XVI<sup>e</sup> et le XVIII<sup>e</sup> siècle – et celles de l'administration turco-égyptienne – soit la majeure partie du XIX<sup>e</sup> siècle – sont parcellaires et comportent d'importantes zones d'ombre et contradictions dans le détail selon certains historiens (BLEUCHOT 1989b). La question de l'approvisionnement en eau de la ville de Khartoum ne semble pas de surcroît avoir attiré particulièrement l'attention des voyageurs et chroniqueurs (§ 1.2.1 et § 1.2.2). Il importe à ce stade de considérer une cause écologique à cette différence, puisqu'il n'y a pas de sources d'eau proches à Carthagène alors que Khartoum en est entourée. Dès leur installation, les habitants de Carthagène sont donc obligés d'apporter cette ressource en ville, la question de la

conduction de l'eau ne se posant à Khartoum qu'au début du XX<sup>e</sup> siècle. Or, comme le note Eric Swyngedouw :

« Si les conditions géo-climatiques telles que la disponibilité, le type de ressources naturelles et les régimes pluviaux sont, autant que les modes de peuplement, de grande importance pour l'organisation des systèmes de gestion de l'eau, ces caractéristiques physiques ne peuvent pas être séparées de l'organisation des relations sociales »<sup>200</sup>.

Si le contexte écologique implique, au moins en partie, une préoccupation plus poussée pour l'accès à la ressource – ce qui fait que le sujet est davantage traité dans les chroniques historiques de Carthagène par rapport à celles de Khartoum –, un autre élément semble jouer en ce qui concerne l'inscription de l'eau dans l'histoire des deux cas étudiés. Nous avons montré qu'il y a peu d'informations sur les formes d'accès à l'eau de consommation à Khartoum et que rien n'est dit en particulier sur les logiques d'échange de cette ressource, sur le statut des gens qui allaient la chercher dans le Nil ou sur les différences éventuelles entre les populations plus proches de la rive et celles qui en sont le plus éloignées. Curieusement, à Carthagène, où l'histoire de l'approvisionnement en eau paraît mieux fournie en documents et en récits, il n'existe pas plus de données sur ces interrogations : dans les annales, il n'est pas précisé qui gérait effectivement les *aljibe* publics et nous en savons très peu sur les particuliers qui avaient de puits privatifs ainsi que sur les gens qui vendaient la ressource.

Ceci montre qu'il semble avoir un choix similaire dans le traitement de l'histoire pour les deux villes, bien qu'il s'agisse d'époques différentes : ce sont avant tout les grands ouvrages et les infrastructures techniques qui sont mentionnés dans les chroniques, et non pas les formes quotidiennes ou populaires d'accéder et de gérer l'eau. Dans cette logique, le projet de construction d'un canal pour attirer à Carthagène les eaux de sources éloignées est présent dans de nombreux documents depuis le XVI<sup>e</sup> siècle (§ 1.1.2) tandis que l'approvisionnement en eau de Khartoum prend de l'importance, dans les archives, à partir du début du XX<sup>e</sup> siècle avec le projet de mise en place d'un système hydrique urbain (§ 1.2.3).

Par ailleurs, certains auteurs notent que la narration de grands récits constitue en règle générale un trait caractéristique d'une lecture moderniste de l'histoire (COMAROFF et COMAROFF 1992 ; KALB et al. 1996 ; FERGUSON 1999). Les récits des formes

---

<sup>200</sup> « Although geo-climatic conditions such as the availability and type of natural water resources and pluvial regimes, as well as settlement patterns, are of a great importance for the organization of water management systems, these physical characteristics cannot be separated from the organization of human relations » (SWYNGEDOUW 2004, p. 36).

d’approvisionnement en eau à Khartoum et à Carthagène que nous avons évoqués dans le premier chapitre sont, à ce titre, largement tributaires de cette idéologie, à l’instar des modes de gestion de l’eau observés dans d’autres villes (KAIKA et SWYNGEDOUW 2004). Pour autant, les sources que nous avons utilisées dans le premier chapitre ne nous permettent pas de saisir davantage les nuances des logiques précédant la mise en place du réseau, en ce qu’elles font principalement partie du discours des élites – envoyés de la couronne espagnole, voyageurs qui accompagnent les campagnes de colonisation turco-égyptienne ou britannique, ingénieurs, médecins, journalistes – et donnent de ce fait peu d’éléments pour comprendre les relations tissées au quotidien entre les usagers autour de la gestion de l’eau dans les deux villes.

En nous plaçant à rebours d’une lecture moderniste de l’histoire d’approvisionnement en eau de Khartoum et de Carthagène et en suivant l’exemple d’autres auteurs (MITCHELL 2002 ; MOSSE 2006c), nous avons voulu montrer certaines des contradictions, controverses et contingences qui ont accompagné les actions concomitantes à la mise en place des réseaux d’adduction d’eau, qu’il s’agisse de la planification de l’espace, de la classification et l’individuation des citadins, de la centralisation de la gestion de l’eau ou encore de l’extension du réseau hydrique à l’échelle de la ville.

Au niveau des villages et à l’instar de ce qui a été proposé par certains anthropologues (CALLIER-BOISVERT 1994 ; CLEAVER 1995 ; CASCIARRI 2013a), nous avons essayé de fournir un aperçu historique de chaque population, par le biais des infrastructures pour le captage des eaux de consommation abandonnées : citernes du lazaret à Caño de Loro et puits à Tuti. Les premières illustrent une relation précoce entre la localité de Caño de Loro et l’Etat et indiquent, par leur usage officieux de la part des habitants « sains », des caractéristiques qui façonnent cette relation : « invisibilisation » des habitants par l’Etat, « informalité » de l’accès à l’eau et acquisition de celle-ci par le biais des relations interpersonnelles. Comme nous le verrons plus loin (§ 7.3), ces particularités marquent encore les formes d’accès à l’eau de consommation dans le village. Dans ce sens notre recherche rejoint les propos de certains auteurs qui affirment que la trajectoire de l’eau illustre comment l’allocation des ressources hydriques est valorisée, mobilisée et défendue au présent (VAN AKEN et al. 2009, p. 20).

L’observation des puits à Tuti nous a permis, outre explorer les relations de pouvoir autour de l’eau vis-à-vis des institutions étatiques – les Nās Tūtī étant en étant largement autonomes jusqu’aux années 1980) –, de considérer certaines questions, formulées par Olivia

Aubriot à partir de son étude au Népal : « comment une société élabore-t-elle son histoire locale, comment utilise-t-elle traces et signes du passé ? » (AUBRIOT 2000, p. 18). A ce titre nous avons pu évoquer comment le canal d'irrigation se constitue en marquer spatiotemporel mobilisé par certains de nos interlocuteurs pour exprimer l'histoire et le changement social. Pour d'autres, le creusage des puits sert au contraire à revendiquer leur statut de Nās Tūtī bien que celui-ci soit contesté par leur origine ou leur affiliation tribale. C'est à ce titre que nous avons pu considérer ces équipements comme des « routes vers la mémoire sociale » (MOSSE 2003, p. vi) utiles pour explorer des transformations historiques dans les relations politiques locales et pour comprendre les relations de pouvoir autour des ressources hydriques dans le présent.

### 3.2. Le réseau hydrique : planification urbaine, classement des citadins

Bien que la mise en place du système d'adduction d'eau au tournant du XX<sup>e</sup> siècle ait été justifiée différemment à Khartoum et à Carthagène<sup>201</sup>, la comparaison de ce processus d'installation a fait émerger une série de similitudes entre les deux villes. La première analogie concerne l'énonciation plus ou moins inédite d'un besoin de planification par les élites urbaines. Identifiée par certains anthropologues comme une « approche projective de la société » (PIAULT 1995, pp. 211 - 2), cette tendance générale des administrateurs suppose que la ville, aplatie dans les cartes, est désormais pensée comme un espace lisse – c'est-à-dire sans relief sur le plan topographique, et sans prendre en compte les dynamiques sociales– dont l'organisation et l'extension doivent être planifiées et programmées.

Or, cette prétention de gérer l'accès à l'eau des citadins sur le long terme, en excluant au maximum l'imprévu, est à la fois appuyée et incitée par des réglementations nationales et internationales dans les deux cas étudiés<sup>202</sup>. Pour ce faire, il est nécessaire de concevoir et d'installer des dispositifs techniques résistants qui doivent assurer et réguler la fourniture quotidienne d'une ressource dont l'approvisionnement restait jusqu'alors plus ou moins variable. C'est pourquoi des matériaux pérennes sont utilisés dans les deux villes, en l'occurrence du fer pour la construction des tuyaux à Carthagène (§ 1.1.3 et § 1.1.4) et du

---

<sup>201</sup> Dans la première, l'objectif est de légitimer l'entreprise coloniale et de rendre la ville habitable pour les populations européennes (KUKLICK 2008) ; alors que dans la seconde, il s'agit d'assainir la ville pour éviter que le port commercial ne soit mis en quarantaine (CASAS ORREGO 2000).

<sup>202</sup> En Colombie, le directeur national de l'hygiène plaide dès 1914 en faveur de la construction d'un aqueduc et de la distribution d'eau potable à Carthagène en s'appuyant sur les conventions sanitaires internationales des ports maritimes. De la même manière, la fermeture des puits creusés en 1907 à Khartoum est justifiée en 1962 par le fait que leur eau n'atteignait pas les standards recommandés par le Comité International de l'OMS.

ciment pour recouvrir les parois des puits à Khartoum (§ 1.2.3). Dès lors, les citernes et les châteaux d'eau deviennent, entre autres, les pivots d'un système technique dont la disponibilité en continu de la ressource demeure la principale préoccupation.

Si les habitants de Tuti, appartenant aux élites urbaines, demandaient l'extension du réseau pour un espace qu'ils considéraient de plus en plus comme faisant partie de la ville, le système technique qui, dans les années 1960, desservait déjà une bonne partie de Khartoum, ne leur offrait pas pour autant de solution. Les tuyaux étendus depuis la station de pompage de Mogran, puis depuis celle de Khartoum Nord, ont en effet été cassés par la force du courant, et les nouveaux puits creusés par l'administration n'atteignent pas les standards de qualité établis depuis les années 1950 (§ 2.2.6). Vingt ans se sont donc écoulés entre le premier projet de mise en place du réseau urbain à Tuti datant de 1964 et son fonctionnement effectif qui a nécessité la conception d'un système techniquement décentralisé avec une station de pompage installée sur l'île même. Cet exemple illustre comment les avancées techniques à l'instar de la durabilité des matériaux, présentées plus tard comme largement acquises voire presque automatiques, se sont heurtées à la fois à des conditions écologiques et matérielles et aux nouveaux standards internationaux mesurant la qualité de l'eau.

Or, outre la pérennité des infrastructures, la planification des deux villes engage l'ambition d'ingénieurs et d'hommes politiques visant à fournir l'eau sur le long terme en s'affranchissant, entre autres, des variables démographiques. Dans cette optique, il leur apparaît impératif de prévoir la croissance de la population et d'estimer l'utilisation que celle-ci fera de l'eau dans un futur plus ou moins lointain.

Pour ce faire, il est nécessaire de définir au préalable la quantité d'eau dont a besoin chaque individu : comme nous l'avons noté déjà (§ 1.2.4), on peut en tirer 836 000 gallons par jour à Khartoum à partir des forages ouverts en 1907, mais cette quantité va être jugée insuffisante pour les années à venir dès 1920 par les ingénieurs de la British Sudan Light and Power Company qui s'appuient sur la courbe de croissance démographique de la ville (TAYLOR 1962). Dans le même sens, nous avons cité le contrat établi en 1892 entre le gouverneur de Carthagène et l'entrepreneur anglais Arthur J. Russell pour la mise en place d'un système hydrique devant garantir le service d'eau pour une population allant jusqu'à 30 000 habitants (§ 1.1.3), la consommation quotidienne par personne étant alors estimée à quinze gallons par jour (PORTO CABRALES 2007).

Ainsi, la manière qu'ont les instances décisionnelles de penser l'approvisionnement en eau des deux villes depuis le tournant du XX<sup>e</sup> siècle implique avant tout deux aspects : d'une part, il s'agit de redéfinir les individus, dans leur dimension biologique, comme des entités équivalentes à des besoins minimums, invariables et universels ; d'autre part, il est impératif de réduire l'eau à sa seule fonction physiologique. Ces deux dimensions ont été identifiées par de nombreux auteurs comme relevant des discours et des pratiques de la modernisation selon lesquels l'eau apparaît comme un objet de calcul à administrer et à mesurer (CASCIARRI et VAN AKEN 2013).

Un troisième aspect, qui rentre apparemment en contradiction avec les deux précédents, s'avère également fondamental dans la planification de l'espace urbain : afin de gérer la situation présente et pour calculer la consommation en eau de la ville sur le long terme, les administrateurs différencient les besoins des citoyens selon leur statut socioéconomique. Ce sont en effet les populations aisées de Khartoum et de Carthagène qui bénéficient d'abord de l'installation des robinets domestiques. Il s'agit en l'occurrence des habitants des zones de première classe à Khartoum en 1908 (§ 1.2.3) et des couches sociales privilégiées de la ville de Carthagène qui peuvent payer l'eau à domicile selon des prix affichés dans la presse la même année (§ 1.1.4). Dans le même temps, les populations moins aisées ou rurales s'approvisionnent en eau par le biais de puits collectifs à Khartoum et par des fontaines publiques à Carthagène. Cette différenciation va être officialisée par la mise en place d'une classification des citoyens fondée sur une stratification socioéconomique, bien que celle-ci ait été formalisée très rapidement à Khartoum par rapport à Carthagène. Dans le cas soudanais, le calcul des besoins en eau et la tarification sont réalisés à partir de la catégorisation coloniale des zones d'habitation – première, deuxième et troisième classe – (§ 1.2.5) tandis qu'une classification reposant sur une logique socioéconomique similaire n'est introduite à Carthagène qu'en 1994 (§ 1.1.5).

Il convient de remarquer ce paradoxe opposant un discours scientifique qui présente l'eau comme un objet purement physiologique et les individus comme des entités biologiques équivalentes, à une gestion de l'eau urbaine imprégnée de relations de pouvoir et fondée sur des différences socioéconomiques. On peut y voir une illustration des propos de Bruno Latour qui considère ce type de contradictions comme caractéristique de la modernité :

« (...) le mot "moderne" désigne deux ensembles de pratiques entièrement différentes qui, pour rester efficaces, doivent demeurer distinctes (...) Le premier ensemble de pratiques crée, par "traduction", des mélanges entre genres d'être entièrement nouveaux, hybrides de

nature et de culture. Le second crée, par “purification”, deux zones ontologiques entièrement distinctes, celles des humains d’une part, celle des non-humains de l’autre » (LATOURE 1991, p. 20).

Par un processus de « traduction », l’eau du réseau urbain à Khartoum et à Carthagène est un « hybride »<sup>203</sup> qui incorpore des processus qui sont à la fois matériels, discursifs et sociaux : ici, le développement d’une technique reprise dans le discours scientifique et reproduisant d’importantes inégalités sociohistoriques. Or, c’est par ces pratiques de « purification » – en distinguant d’un côté la dimension physique de l’eau et la dimension biologique des citadins, et de l’autre les relations de pouvoir qui soutiennent et produisent cette séparation – que le réseau urbain acquiert son caractère d’artefact moderne, dans le sens que Bruno Latour donne à ce terme.

### 3.3. La reconfiguration du collectif et de l’individu

Une autre question récurrente aussi bien à Khartoum qu’à Carthagène réside dans l’ambition de centraliser l’approvisionnement en eau pour l’ensemble de la ville. Tout au long de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les instances décisionnelles commencent à affirmer que les entités collectives locales et les individus n’ont pas la capacité d’assurer l’investissement financier, la gestion et l’appareillage technique nécessaires pour fournir la ressource dans de bonnes conditions aux citadins et sur le long terme. A Carthagène, les autorités municipales demandent ainsi la fermeture des *aljibe* dès les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle (§ 1.1.4) tandis qu’à Khartoum, les administrateurs de la ville procèdent à la fermeture des puits publics des quartiers populaires (§ 1.2.3) qui sont déplacés du centre-ville en 1947 pour installer des robinets domestiques dans les maisons (ARANGO 2009). Le nouveau système d’adduction vient donc remplacer certaines formes plus particulières d’accès à l’eau gérées à la micro-échelle des consommateurs.

En somme, les instances créées pour la gestion de l’eau sont affranchies des usagers eux-mêmes, comme le PWD à Khartoum en 1907 qui sera remplacé en 1924 par la British Sudan Light and Power Company, et la Cartagena Waterworks Company en 1907 à Carthagène<sup>204</sup>. Or, cette séparation entre les citadins et les instances qui gèrent leur

---

<sup>203</sup> Ce caractère “hybride” de l’eau de consommation en milieu urbain a été signalé par Eric Swyngedouw (2004, p. 28).

<sup>204</sup> Les municipalités de Khartoum et de Carthagène ont été associées à ces institutions : le PWD faisait ainsi partie de l’administration urbaine. Si la *British Sudan Light and Power Company* fournissait le capital pour la mise en place de la compagnie et opérait le service dans la conurbation, les infrastructures et leurs extensions

approvisionnement en eau contribue à la reconfiguration de la manière dont les individus et le collectif sont pensés dans les deux villes. L'implantation du réseau urbain d'adduction conduit en effet à ce que l'eau soit conçue comme une ressource commune, partagée par des consommateurs anonymes qui constituent par là même une nouvelle collectivité. Dans cette logique, le rôle des individus est réduit à celui d'utilisateurs dont le pouvoir de gestion est cantonné à la sphère domestique. En plaçant l'eau au centre des préoccupations sanitaires et du bien-être du collectif nouveau qu'est la ville dans son ensemble, une conception inédite de l'Etat émerge quant à la gestion hydrique : ce dernier devient le représentant des populations et le garant de la redistribution des ressources pour chacun de ses sujets.

Nous avons illustré ces transformations avec l'analyse de la mise en place du réseau à Tuti (§ 2.2.6). Par ce biais, il nous a été possible d'affirmer, à l'instar de Bryan Pfaffenberger qui travaille sur les systèmes d'irrigation au Sri Lanka (1988), que les transformations dans les formes de gestion de l'eau par l'introduction du réseau urbain à Tuti ne relèvent pas seulement de l'introduction d'une nouvelle technique. Elles indiquent plutôt la manière dont l'usage d'une nouvelle technologie exprime la transformation des visions de la société et engage les individus dans une forme particulière de vie (PFAFFENBERGER 1988, p. 236). En témoignent les récits qui expliquent, par exemple, que les problèmes actuels de certains habitants de Tuti pour accéder à l'eau du réseau urbain sont dus à la transformation des puits collectifs en latrines (§ 2.2.6) et qui évoquent par ce biais la perte d'espaces publics de partage de la ressource et la disparition d'une certaine économie morale liée à ceux-ci.

Il faut cependant nuancer ce mouvement linéaire qui transformerait les formes particularisées d'accès à l'eau des citoyens en un mode de plus en plus centralisé à l'échelle des villes et de surcroît pris en charge par l'Etat. Le cas de Caño de Loro montre bien qu'il ne s'agit pas d'un processus unidirectionnel, puisque nous avons indiqué la présence très précoce de l'Etat dans le village en matière d'accès à l'eau, en relation à d'autres localités de la région, voire de la ville de Carthagène-même – due à l'installation du lazaret républicain (§ 2.1.4) – puis le retrait de celui-ci dans les années 1950 au moment même où l'Etat commençait à s'imposer comme instance principale pour la gestion de l'eau de la ville (§ 1.1.4).

---

restaient pour autant la propriété du gouvernement soudanais. Enfin, la *Cartagena Waterworks Company* est née d'un contrat signé entre le gouverneur du département et un entrepreneur privé.

### 3.4. Le rôle des médecins, des ingénieurs et des gouverneurs

Outre les similitudes que nous venons d'indiquer, une analogie particulièrement intéressante concerne les acteurs sociaux qui émergent pour assurer la mise en place d'un système centralisé d'adduction dans les deux villes : médecins, ingénieurs et gouverneurs deviennent les figures centrales cautionnant l'impératif d'un choix technique et de gestion urbaine de l'eau. Leur pouvoir repose sur le savoir issu respectivement de l'hygiénisme, de la science sanitaire, et de la politique représentative. Ce sont donc les mêmes protagonistes qui introduisent à Khartoum (§ 1.2.3) et à Carthagène (§ 1.1.4) de nouvelles relations et valeurs concernant l'eau ainsi que des connaissances inédites et la nécessité de faire appel à ces technologies novatrices. La seule différence réside dans le fait qu'à Khartoum, tous ces acteurs appartenaient à l'administration coloniale tandis qu'il s'agissait à Carthagène des autorités de la jeune République de Colombie.

Le rôle de ces acteurs invite donc à reconsidérer l'importance du contexte colonial dans le développement et à envisager une transformation plus vaste, celle de la pensée moderniste, qui se diffuse progressivement de manière plus globale. Qu'il s'agisse de régimes politiques républicains, coloniaux ou même de monarchies constitutionnelles, la place des médecins, des ingénieurs et des gouverneurs devient désormais fondamentale dans le choix des formes urbaines de gestion de l'eau. Certains auteurs rappellent à ce propos que :

« Ces processus symboliques ne sont pas limités aux périodes de colonisation. La fabrication de ce que nous appelons la modernité en Europe peut être lue aussi dans l'évolution des manières de se comporter à table, dans l'assainissement (...) ou le développement des institutions étatiques (...) Nous explorons la remarquable similarité entre, d'un côté, l'effort des colonisateurs pour refaçonner les habitudes et les habitations des Africains au XIX<sup>e</sup> siècle et, d'un autre côté, leurs tentatives domestiques, apparemment déconnectées [de ce qu'ils faisaient en Afrique], pour "améliorer" la vie des citadins prolétaires (...) »<sup>205</sup>.

Il importe cependant de noter que la pensée « moderne » de l'eau, en ce qu'elle marque une rupture avec un passé « archaïque » et parfois rural, n'est pas l'apanage des administrateurs coloniaux ou des fonctionnaires d'Etat : nous avons vu comment, dans le cas de Tuti, les citadins et usagers des réseaux se réapproprient et reproduisent une division entre tradition rurale et modernité urbaine pour exprimer leur trajectoire historique (§ 2.2.5).

---

<sup>205</sup> « Such symbolic processes, we stress, are not limited to colonizing moments. The making of what we term modernity in Europe can be read as much in the evolution of table manners, sanitation (...) as in the development of formal state institutions (...) we explore the remarkable similarity between, on the one hand, efforts of colonizers to reshape the habits and habitations of nineteenth-century Africans and, on the other hand the apparently unrelated attempts back home to "improve" the domestic lives of the urban underclass (...) » (COMAROFF et COMAROFF 1992, p. 42).

A ce stade, l'histoire de l'accès à l'eau dans chaque ville montre par elle-même comment le réseau hydrique peut constituer en partie une « technologie disciplinaire » – dans le sens que Michel Foucault donne à ce terme, à savoir comme des techniques coercitives du comportement qui excèdent l'action des institutions et de leurs prescriptions (FOUCAULT 1975) – plus ou moins globalisée car il est conçu pour avoir une vocation universelle. C'est pourquoi la police sanitaire carthaginoise contrôle le nettoyage des *aljibe* tandis que la mise en place du réseau à Khartoum participe d'un mouvement visant à créer une classe « décente » et efficiente de travailleurs (SIKAINGA 1996). Dans ce cadre la nouvelle manière de concevoir les systèmes techniques implique un changement important dans les formes d'approvisionnement en eau des citoyens.

### 3.5. Les réseaux urbains d'approvisionnement en eau : ancrage de la modernité

La planification urbaine, la centralisation de la gestion de l'eau à l'échelle de la ville et la différenciation des citoyens et des espaces urbains expriment un nouvel ordre auquel correspond une manière particulière de concevoir la nature, la société et l'homme. A ce titre, la nature de l'eau doit être maîtrisée et dominée pendant que l'espace doit être programmé et projeté. En outre, le collectif concerné par la gestion de l'eau est élargi à l'échelle de la ville et va dès lors être conçu comme étant composé d'une série d'entités équivalentes. Plus encore, les citoyens vont être représentés par des instances externes, principalement étatiques et affranchies des usagers eux-mêmes, et ce au sein de régimes politiques très différents. Ces diverses dimensions dessinent les contours de la modernité telle qu'elle est comprise par Bruno Latour : un mode de pensée qui conçoit l'homme comme étant détaché à la fois de la nature et de l'ordre social plus large, ces deux mondes – la société et la nature – étant eux-mêmes considérés comme entièrement séparés (LATOURE 1991).

L'implantation d'un mode analogue d'exploitation et de gestion de l'eau dans les deux villes indique un rapport particulier, parfois présenté comme étant intrinsèque, entre l'espace urbain, le réseau d'adduction d'eau et les populations citadines. Or, c'est la stabilisation du système technique et la fin des controverses autour de sa mise en place qui confère au dispositif son caractère, presque naturel, de résolution irréversible.

Deux aspects viennent toutefois contredire cette vision linéaire de l'histoire d'approvisionnement en eau à Khartoum et à Carthage : en premier lieu, le dispositif technique comporte des limites à la fois sociales et matérielles ; ensuite, la science sanitaire, le

savoir hygiéniste ou la politique représentative – éléments constitutants de la modernité propre aux formes urbaines d'accès et de gestion de l'eau – ne sont pas des modèles préfabriqués et imposés de l'extérieur dans les deux cas étudiés. Ces discours se transmettent entre des individus qui, appartenant à des sphères sociales particulières, ont des trajectoires individuelles au cours desquelles ils s'imprègnent de ces logiques modernistes<sup>206</sup>.

En somme, la comparaison des formes d'accès et d'approvisionnement en eau à Khartoum et à Carthagène permet de faire ressortir ce choix d'une modalité particulière pour la gestion de la ressource. Cette démarche conduit également à retracer l'évolution de la conception de la ville par les administrateurs, et les choix qui ont été faits au cours du temps en matière d'occupation de l'espace, de gestion des populations et d'administration des ressources. Si ces choix sont tributaires d'une vision moderne de la société, de la nature et des individus, cela ne veut pour autant pas dire qu'ils sont entièrement rationnels : ils répondent aussi à des actions concrètes, à des particularités et à des logiques propres à chaque contexte. En outre, les transformations sociales induites, bien que largement répandues, ne sont ni définitives ni absolues.

---

<sup>206</sup> Enrique Luis Román, gouverneur de Bolivar et signataire du contrat qui a déclenché la mise en place du premier réseau d'approvisionnement en eau, était pharmacien de profession et son père avait fait des études au sein de l'institut Pasteur de Paris. En outre, le docteur Balfour, qui a mené d'importantes campagnes de santé publique à Khartoum, avait été chirurgien civil en charge d'un campement de typhoïde en Afrique du Sud entre 1900 et 1901 (ABDEL-HAMEED 1997).

## DEUXIEME PARTIE.

### GROUPES DOMESTIQUES, VOISINAGE ET ESPACES DE PARTAGE DE L'EAU EN MILIEU URBAIN

Bien que le réseau d'adduction d'eau ait été mis en place à Khartoum et à Carthagène depuis près d'un siècle, l'eau est souvent amenée par d'autres moyens dans les maisons de Tuti et de Caño de Loro avant d'y être consommée. A Caño de Loro, les porteurs<sup>207</sup> amènent l'eau depuis Carthagène dans des bidons et autres récipients jusqu'au village où la vente a lieu dans des débarcadères. Certaines personnes, disposant de petites citernes dans leurs maisons, vendent ou donnent l'eau aux voisins pendant la saison des pluies. Qu'elle provienne des débarcadères ou des citernes domestiques, l'eau est transportée par différents moyens dans les maisons où elle sera ensuite utilisée. Tandis qu'à Tuti, l'eau est pompée directement depuis le Nil puis traitée dans une station située dans le village. Ensuite elle est charriée par des tuyaux souterrains, de taille décroissante, et arrive directement dans les maisons par un conduit qui est généralement placé dans la cour. En raison de coupures constantes, de l'envoi alterné d'eau dans deux réseaux différents et plus généralement d'un manque de débit dans le système, les voisins ont cependant mis en place de nombreuses modalités de partage de l'eau. Une fois qu'elle coule dans le robinet d'une maison, l'eau peut ainsi être transférée dans d'autres habitations de diverses manières.

---

<sup>207</sup> Dans les archives du lazaret ou jusqu'à récemment à Carthagène, on se referait aux porteurs d'eau par le terme *aguatero*. Néanmoins, à Caño de Loro, ce terme n'est pas courant et il n'y a pas un nom générique pour désigner les porteurs d'eau. Les gens disent « celui-ci vend de l'eau » ou « celui-là *jarrea* (transporte) l'eau » en les nommant par leur nom ou prénom.

Par ces pratiques, la circulation quotidienne de l'eau de consommation implique différents lieux de partage et d'interaction sociale et rappelle les propos de Timothy Maliqalim Simone :

« La question "qu'est-ce que nous pouvons faire ensemble ?" –sans s'attarder ici sur où et à qui ce "nous" renvoie – est en grande partie une question sur ce qui existe entre nous ; ce qui nous permet de nous rapprocher ou de nous éloigner les uns des autres. [La question est de savoir] quelle est la matérialité de cet intermédiaire – sa composition et l'intensité de sa durée sa viscosité, sa visibilité (...) »<sup>208</sup>

En suivant ces propos nous aborderons, dans la présente partie, les relations qui se créent au quotidien entre usagers à partir d'un intermédiaire matériel comme l'eau. Il convient à cet égard de comparer différents aspects de ces rapports tels qu'ils se présentent à Tuti et à Caño de Loro : leur étendue, leurs conditions d'émergence, leurs modes de fonctionnement et leur durée. A partir de cette mise en perspective, nous explorerons l'idée selon laquelle les différents échanges d'eau (qu'ils soient éphémères ou durables, codifiés ou non et qui impliquent, selon les situations, le don et la vente, mais aussi le transport et la distribution de l'eau) font partie des procédés qui contribuent à la « production de la localité » en tant qu'aspect de la vie sociale : en effet, Arjun Appadurai note que les résultats matériels de nombreuses technologies et échanges, parmi lesquels nous rangeons les transactions concernant l'eau de consommation, sont moins une fin en soi que « les étapes d'une technologie (...) générale de la localisation » (APPADURAI 2001, p. 259).

L'un des lieux principaux de partage de l'eau reste l'espace domestique<sup>209</sup> : lieu de résidence, de consommation et d'usage de l'eau, mais aussi point de redistribution pour approvisionner d'autres maisons en cas de nécessité. Ensuite, des échanges importants d'eau se produisent aussi dans des espaces inter-domestiques, et en particulier dans les rues : il s'agit de lieux de circulation et de transactions qui impliquent des relations interpersonnelles diverses – parenté, voisinage, relations commerciales, etc. Bien que ces spatialités relationnelles (à savoir les espaces domestiques et les rues) condensent des valeurs et des logiques spécifiques inscrites dans chacun des contextes socioculturels étudiés, leur mise en

---

<sup>208</sup> « *The question "what is that we can do together?" – whoever and wherever "we" may exist – is largely a question of what is in-between us ; what enables us to reach or withdraw from each other. What is the materiality of this in-between – the composition and intensity of its durability, viscosity, visibility, and so forth?* » (MALIQALIM SIMONE 2012, p. 1).

<sup>209</sup> En retraçant l'histoire de la notion de « foyer » (*household*) et de « communauté » dans la littérature anthropologique sur l'Afrique, Jane Guyer (1981) explique que leur usage accru dans les années 1980, implique l'idée de structures sociales locales qui sont encastrées dans un système économique et politique stratifié plus large. L'auteur note que les sociétés africaines avaient été jusqu'alors plus largement analysées en termes de parenté et chefferie (GUYER 1981, p. 87).

perspective apporte des éléments pour l'analyse des formes d'accès et de partage de l'eau des populations urbaines dans un sens plus large.

Pour autant, les maisons, lieux circonscrits dans l'espace identifiés et différenciés par les habitants de Tuti et Caño de Loro, constituent plus généralement une unité administrative pour la gestion de l'eau en ville. Si Jean et John Comaroff ont noté que l'espace domestique est à la fois un produit culturel et une catégorie pratique où se rencontrent des logiques différentes, notamment entre administrateurs coloniaux et populations locales (COMAROFF et COMAROFF 1992), l'usage de l'eau à Tuti et à Caño de Loro nous permet d'explorer cette superposition de logiques dans des contextes postcoloniaux et contemporains. Il en va de même pour les spatialités mitoyennes dont les espaces domestiques sont indissociables : leur articulation et les liens sociaux qui les constituent ont fait l'objet d'importants débats académiques, notamment en relation au milieu urbain, que l'observation de la gestion de l'eau permet ici de revisiter.

La question de l'espace domestique et de son fonctionnement a été traitée depuis les études fondatrices de l'anthropologie (MAUSS 1905)<sup>210</sup> et a continué de susciter d'importantes réflexions par la suite, à l'instar du travail de Pierre Bourdieu sur la maison kabyle qui demeure l'une des études paradigmatiques en sciences sociales consacrée à ce sujet (BOURDIEU 1970). Dans cette recherche, l'auteur analyse l'espace domestique dans sa relation avec « le monde extérieur » (BOURDIEU 1970, p. 748) en dégagant un système d'oppositions symboliques et d'homologies structurelles qui organisent les lieux de la maison<sup>211</sup>. A ce titre, l'auteur précise que ces rapports opposés n'obéissent pas à un impératif technique ou à une nécessité fonctionnelle, mais plutôt à des ressorts symboliques (BOURDIEU 1970, p. 741). Or, en ce qu'elle exclut d'emblée les impératifs techniques et matériels de l'analyse de la relation entre espaces domestiques et « monde extérieur » (ou du moins, en ce qu'elle les subordonne à une dimension symbolique), la démarche proposée par Pierre Bourdieu ne saurait toutefois s'accommoder à notre propos : comme nous le verrons tout au long de cette partie, l'étude de la relation de l'espace domestique à son « extérieur », à partir des formes d'accès à l'eau à Tuti et à Caño de Loro, passe d'abord par l'observation des impératifs techniques et fonctionnels.

---

<sup>210</sup> Marcel Mauss n'évoque pas la notion d'espace domestique, mais se réfère aux formes d'habitat, la tente en été et la maison en hiver, en relation avec l'« établissement plus large » (MAUSS 1905).

<sup>211</sup> Ce système fonctionne selon un principe de divisions – entre le haut et le bas, l'obscurité et la lumière, le féminin et le masculin, la nature et la culture – qui ordonnent les relations à l'intérieur de la maison, mais aussi celles qu'elle entretient avec le « monde extérieur ».

Des travaux plus récents, en géographie et en anthropologie, ont par ailleurs analysé l'espace domestique et son fonctionnement à partir des formes d'accès et de gestion de l'eau en milieu urbain. Surtout consacrées à des pays industrialisés, ces recherches décrivent cet espace comme de plus en plus replié sur lui-même et construit sur l'illusion d'un affranchissement des aléas externes : les systèmes urbains d'approvisionnement en eau contribueraient à cet isolement tout en le reflétant (KAIKA 2004 ; STRANG 2004). Cependant, en menant cette même observation à Tuti et à Caño de Loro, il en découle que les espaces domestiques ne sont pas isolés, mais doivent être analysés dans leur articulation visible et constante avec leur extérieur et avec des espaces plus larges.

Dans cette logique, des anthropologues et des sociologues travaillant en milieu urbain avaient déjà souligné cette conception des univers domestiques perçus dans leur continuité avec d'autres lieux d'interaction – et non isolés ou en opposition à l'« extérieur ». S'ils ne traitent pas spécifiquement de la question de l'eau, ces travaux montrent que la résidence constitue un lieu névralgique des villes et qu'elle n'est pas renfermée sur elle-même<sup>212</sup>, qu'il s'agisse des pays industrialisés mais aussi des pays du Sud. A cet égard, Gérard Althabe étudie les interactions qui ont lieu au sein des cages d'escaliers qu'il définit comme des « espaces de cohabitation » dans les HLM – Habitation à Loyer Modéré – nantais (ALTHABE 1993) ; ensuite, Michel Agier évoque les *avenidas* (ruelles dans les arrière-cours des maisons) à Salvador de Bahia (Brésil) et les *puentes* (passages sur pilotis entre maisons) dans des quartiers populaires du pacifique colombien, qui représentent pour lui des formes urbaines entre le public et le privé (AGIER 2009, p. 72-73) ; il convient également de citer Pierre Mayol qui s'intéresse aux espaces d'entre-deux, aux « lieux vides » où le citoyen a le pouvoir d'aménager ses propres trajectoires (MAYOL 1994, p. 21) et dont il décrit les dynamiques dans un quartier lyonnais.

Par l'analyse de ces lieux de socialité en milieu urbain, ces auteurs critiquent l'opposition nette entre espace domestique et « extérieur », entre espace privé et espace public<sup>213</sup> en proposant comme alternative un prolongement entre ce qui est le plus intime (le logement) et ce qui est le plus inconnu (l'ensemble de la ville) (AGIER 1992 ; MAYOL

---

<sup>212</sup> Dans ces travaux anthropologiques en milieu urbain, Pierre Mayol évoque « le groupe familial » et « l'espace privé du logement » (MAYOL 1994) tandis que Gérard Althabe part des « familles » et des « logements » (ALTHABE 1993) et que Michel Agier fait référence à des « univers domestiques » (AGIER 2009).

<sup>213</sup> Si Gérard Althabe qualifie d'erronée « l'image d'une population repliée en cellule familiale-forteresse » (ALTHABE 1993, p. 15), Michel Agier discute quant à lui le contraste entre la rue et la maison (AGIER 2009, p. 50). Enfin, Pierre Mayol s'oppose à l'idée d'une différenciation nette entre ces lieux en développant la notion de « particularisation progressive des espaces publics » (MAYOL 1994, p. 21).

1994). Ils opèrent ainsi une double revendication : d'une part, ils cherchent à relever l'importance de l'univers domestique dans les modes de vie urbains<sup>214</sup> et, d'autre part, ils signalent son articulation avec un espace plus ample qui déborde ses limites physiques.

C'est dans cette discussion que se place notre observation : il s'agit d'analyser les rapports des gens dans l'articulation des espaces domestiques et inter-domestiques, tel qu'il a été proposé par certains travaux d'anthropologie urbaine<sup>215</sup>, tout en questionnant la définition et le fonctionnement de ces espaces à partir d'une ethnographie des formes d'accès et de partage de l'eau<sup>216</sup>. Croiser ces différentes perspectives – entre recherches anthropologiques dédiées à la ville et études sur la gestion de l'eau en milieu urbain – nous paraît fécond pour mener une réflexion sur la notion de « gestion collective » de l'eau et, dans le cas où elle est avérée, sur ses mécanismes de fonctionnement.

Afin d'analyser les rapports sociaux qui se créent par le biais de l'eau à Tuti et à Caño de Loro, nous proposons de partir de deux abstractions. D'une part, l'univers domestique sera compris, à partir de la circulation de l'eau, selon deux aspects : dans sa dimension relationnelle, il est constitué par le groupe de personnes qui partagent les mêmes parts d'eau à un moment donné et, dans sa dimension physique, il est défini par un point d'eau spécifique – le robinet qui branche la maison au réseau d'adduction d'eau à Tuti, et les récipients ou citernes dans lesquels est stockée l'eau pluviale captée sur les toits à Caño de Loro. Toujours en termes « hydriques », l'espace de partage inter-domestique peut être d'autre part conçu comme celui qui résulte des trajectoires que les individus réalisent régulièrement pour subvenir à leurs besoins quotidiens en eau : si l'on croit, avec Pierre Mayol, que l'espace vide entre des façades permet l'aménagement des trajectoires qui sont fondatrices de la vie quotidienne en milieu urbain (MAYOL 1994, p.22), il serait possible de montrer que le

---

<sup>214</sup> A propos de la distinction entre espace privé et espace public, Michel Agier affirme que les études anthropologiques en milieu urbain, aussi bien en Afrique qu'en Amérique Latine ou en Europe, se sont longtemps inspirés de l'approche de l'Ecole de Chicago qui différencie le ménage nucléaire d'autres relations plus étendues (AGIER 2009). Pour Béatrix Le Wita, ces travaux ont fait « de l'éclatement de la famille la condition nécessaire à l'industrialisation et à la mobilité géographique et sociale dans la ville » (LE WITA 1984, p. 32).

<sup>215</sup> Les auteurs qui travaillent sur l'articulation de ces deux espaces n'ont cependant pas abordé la question des services publics bien que, dans des travaux classiques, Ulf Hannerz (1983) et Aidan Southall (1973) aient indiqué l'intérêt des « sphères de l'approvisionnement » pour aborder l'étude des villes.

<sup>216</sup> Certaines recherches en géographie mentionnent l'importance des « familles » et des « communautés » dans la gestion de l'eau urbaine (LOFTUS 2006 ; BAKKER 2008). Toutefois, elles indiquent rarement la manière dont se construisent ces notions ou les relations sur lesquelles elles reposent : ces catégories apparaissent dès lors comme des notions homogènes ou universellement codifiées.

transport, la vente, le don et l'emprunt de ce que nous appellerons des « objets hydriques »<sup>217</sup> contribuent à la consolidation du tissu social dans les deux villages.

C'est dans ce cadre que nous avons mené un travail systématique auprès de 30 ménages<sup>218</sup> à Tuti et 26 à Caño de Loro. La constitution de ces échantillons a été plus ou moins fortuite, parfois guidée par le bouche-à-oreille ou rendue possible par la recommandation des gens que l'on avait déjà rencontrés. Il importe néanmoins de noter que l'on s'est efforcé de rassembler, au sein des ménages choisis, « le plus large éventail de variations d'un phénomène », ce qui constitue le principe d'un aperçu ethnographique convenable selon, Oswald Werner et Russell Bernard (1994, p. 8).

Dans nos cas d'étude, nous sommes partis de variables qui paraissaient significatives pour les modes d'accès à l'eau des ménages. A Tuti, la proximité ou l'éloignement relatif des résidences vis-à-vis des tuyaux principaux peut avoir un impact sur le débit de l'eau au robinet. Cette distance a donc été une des variables retenues pour le choix des ménages à observer. En outre, si certains d'entre eux sont desservis par un seul réseau, d'autres bénéficient des deux fonctionnant sur l'île, ce qui peut mettre les individus en position de demandeurs ou de donneurs d'eau. Nous avons aussi travaillé dans des maisons situées dans l'ancien village, dans des habitations plus récentes, et dans différents *hay* (secteur) pour comprendre si ces divisions spatiales ont une quelconque influence sur les modalités de partage de l'eau ; il importait également de tenir compte du nombre de personnes constituant de manière régulière le ménage qui peut compter de petits effectifs – une veuve, une femme avec son enfant – mais aussi regrouper plusieurs familles nucléaires vivant ensemble. Enfin, notre échantillon comporte des propriétaires et des locataires, des familles ayant des activités professionnelles et des sources de revenus différentes, tout en reflétant la diversité des origines des individus – migrants de l'Ouest du Soudan, familles venant de Khartoum, habitants de l'île depuis plusieurs générations.

---

<sup>217</sup> Les « objets hydriques » sont multiples et servent différents propos : capter, stocker, transvaser, transporter, compter, purifier ou refroidir l'eau. Certains d'entre eux concernent exclusivement les ressources hydriques tandis que d'autres, peuvent servir à l'exploitation d'autres ressources. Certains de ces « objets hydriques » ne sont pas destinés, en principe, à des usages liés à l'eau de consommation : des anciens bidons d'huile étaient utilisés à Tuti pour transporter l'eau ou des baignoires inutilisées servent à stocker l'eau des pluies à Caño de Loro. L'usage de ces objets témoigne non seulement d'une importante créativité des usagers, mais facilite l'observation de la dimension relationnelle de l'eau.

<sup>218</sup> En suivant les travaux de Jane Guyer, nous considérons le ménage (*household*) à la fois comme une unité administrative, et comme le « lieu [*node*] de rencontre temporaire de différentes trajectoires de vie et de flux de différents types de valeur » (GUYER 2014, p. 16). Le groupe domestique est considéré comme l'ensemble d'individus d'âge et de sexe différent partageant un même espace d'habitation à un moment donné et liés par des relations de parenté, d'amitié ou par des relations contractuelles.

A Caño de Loro, la distance variable des habitations en relation aux débarcadères et leur position dans les parties hautes ou basses des collines constituent autant de facteurs qui peuvent faciliter ou compliquer le transport de l'eau ; c'est pourquoi nous avons travaillé dans différents secteurs du village car nous avons voulu comprendre si les différences topographiques pouvaient avoir un impact sur les modalités d'accès ou de partage de l'eau. Il s'agissait également de tenir compte des différences observées dans le nombre d'habitants par maison alors que la composition des familles est assez variable dans le temps. Dans cette logique, nous avons travaillé auprès de familles nucléaires, de grands-parents vivants avec un ou deux petits-enfants, mais aussi auprès des groupes domestiques plus larges rassemblant jusqu'une quinzaine de personnes. Une certaine importance a en outre été accordée aux activités professionnelles des membres des groupes domestiques – pêcheurs, travailleurs salariés – et aux sources de revenus.

Dans les différents ménages, nous nous sommes efforcés de mener une micro-enquête dans la longue durée sur différents aspects : les formes d'accès à l'eau, sa circulation dans l'espace domestique, l'histoire de la construction des maisons et leur transformation dans le temps, ainsi que les relations unissant les différentes personnes traversant l'espace d'habitation et celles entre voisins. Dans un premier temps, nous avons utilisé des fiches standard pour la systématisation des données, mais lorsque cela a été possible, nous sommes passés à de longues conversations, puis à des entretiens, principalement avec les femmes, qui furent accompagnés d'observations répétées dans les maisons.

Or, une autre démarche a été entreprise afin de comprendre les échanges qui ont lieu au-delà de l'espace domestique. A cet égard, malgré la présence des puits dans le passé (§ 2.2.4.), il n'y a pas à Tuti de lieux durables reconnus comme des points collectifs pour l'approvisionnement en eau des habitants, car les robinets domestiques constituent le principal moyen d'accès à l'eau depuis les années 1980. Par conséquent le travail sur les échanges d'eau à l'extérieur des maisons a d'abord été guidé par les différents récits de nos interlocutrices. Ensuite, nous avons réalisé des parcours systématiques des rues et des ruelles du village dans lesquelles nous avons pu observer, de temps à autre, des tuyaux entre les maisons, des gens portant des seaux ou poussant des brouettes chargés de bidons d'eau. Plus fréquemment, nous avons constaté la présence de jarres en terre cuite, de robinets ou de tuyaux par lesquels les gens mettaient à disposition de l'eau dans les rues pour les passants. Nous avons cartographié ces espaces en tentant de comprendre les échanges qui y avaient lieu, notamment par la réalisation d'entretiens là où l'eau était échangée entre maisons.

A Caño de Loro, la circulation de l'eau dans les rues est beaucoup plus visible puisqu'une grande partie de cette ressource est apportée depuis le continent. Nous avons donc mené un travail systématique dans les débarcadères d'eau – lieux de décharge et de vente –, en prenant garde aux quantités amenées au quotidien par chaque porteur, à la fréquence des voyages, aux trajectoires des femmes qui viennent acheter l'eau, mais aussi aux formes de négociation des prix ou à l'emprunt des récipients. En outre, nous avons réalisé des entretiens avec les porteurs d'eau et avec le propriétaire de la citerne du village qui avait été réparée. Nous avons aussi accompagné la distribution quotidienne de l'eau de la citerne et mené des entretiens avec la personne qui en est chargée. Enfin, nous avons tout simplement suivi l'eau dans ses trajectoires quotidiennes – depuis le continent jusqu'aux débarcadères et ensuite aux maisons, depuis les habitations entre elles ou à partir des différentes citernes – en nous concentrant sur certains « objets hydriques » comme les récipients, les outils de transport et les chéneaux mobiles.

A partir de ces observations, nous allons essayer de dégager les logiques des relations entre les gens qui partagent l'eau – relations de parenté ou d'amitié, mais aussi relations marchandes ou relations de pouvoir – et la manière dont ces personnes définissent les espaces de partage. Néanmoins, cette perspective ne saurait expliquer à elle toute seule la vaste réalité sociale entrevue à Tuti et à Caño de Loro : l'observation de la circulation et des formes d'accès à l'eau vient plutôt apporter des précisions, parfois des nuances et quelques questionnements sur les logiques de genèse des espaces et des groupes domestiques, sur leur fonctionnement quotidien et sur le contenu des rapports sociaux qui s'y déploient.

Deux questions vont guider la présente partie : quels sont les liens créés par l'eau à l'échelle des usagers ?, et quels sont les lieux où se déploient ces liens ?<sup>219</sup> La première de ces interrogations nous conduira à analyser les relations interpersonnelles et les rassemblements<sup>220</sup> qui se créent autour de l'eau de consommation. Quant à la seconde, elle nous permettra de comprendre la définition des spatialités de partage de l'eau. Pour aborder ces questions, nous allons décrire les modalités d'appropriation des espaces d'habitation, les

---

<sup>219</sup> Nous remercions ici le professeur Mauro VAN AKEN de nous avoir fait part de cette formule : il s'agit d'observer « les liens de l'eau et les lieux de ces liens », formule qui nous a permis de diriger nos observations dans cette double direction relationnelle et spatiale.

<sup>220</sup> Le terme « rassemblement » est ici compris dans le sens qu'Isaac Joseph donne à ce terme : « un rassemblement n'est ni un groupe, ni une population, c'est une configuration de positions dont le modèle est plutôt la file d'attente dans l'espace public. Dans un groupe, les individus se perçoivent comme membres, perçoivent l'organisation comme une entité collective distincte, séparée des rapports particuliers qu'ils entretiennent entre eux et attendent un soutien moral de leur identification au groupe » (JOSEPH 1996, p. 109).

formes de propriété, d'héritage et de droit d'occupation de l'espace, mais aussi les manières de construire les maisons. Puis, nous nous intéresserons aux usages quotidiens de l'eau et à ses différentes formes de partage au-delà de l'espace domestique. Nous aborderons ces questions dans le cas de Caño de Loro dans le chapitre 4 avant de nous concentrer sur Tuti dans le chapitre 5. Ensuite, nous aborderons, au cours du chapitre 6, différentes dimensions de l'articulation des espaces domestiques avec l'espace plus vaste qui les unit tout en tenant compte de leurs particularités à Tuti et à Caño de Loro. Cette mise en perspective nous permettra de considérer différentes manières de produire un espace commun à travers les échanges quotidiens d'eau.

## CHAPITRE 4. SAISONNALITE, DISPOSITIFS TECHNIQUES ET REDISTRIBUTION DE L'EAU A CAÑO DE LORO

### 4.1. Caño de Loro, caractéristiques géographiques et socioéconomiques

S'étendant sur une vingtaine de kilomètres carrés, l'île de Tierra Bomba fait partie de la zone rurale du District de Carthagène et comptait approximativement 9 000 habitants selon le recensement national de 2005. Elle est encadrée dans la baie de Carthagène et son emplacement y crée deux entrées : la Bocagrande et la Bocachica – littéralement : Grande Bouche et Petite Bouche. L'île est enveloppée par le flanc occidental de la ville de Carthagène qui s'étend du Nord au Sud depuis les plages de Marbella jusqu'à l'embouchure du Canal del Dique en passant par le port industriel de Mamonal (carte 5). Sur le côté Est de Tierra Bomba, quatre noyaux de populations se sont développés au fil des années et se trouvent donc face à la ville de Carthagène. Chacun d'entre eux constitue une unité administrative, appelée *corregimiento*<sup>221</sup> ou plus récemment Unité Communautaire de Gouvernement (Unidad Comunera de Gobierno – UCG). Les quatre villages se nomment Tierra Bomba, Punta Arena, Caño de Loro et Bocachica<sup>222</sup>. Le côté Ouest de l'île, qui donne sur le large, n'est pas habité de manière permanente et les terres appartiennent à des particuliers originaires de grandes villes du pays. Au centre de l'île, l'Armée Nationale dispose de terres situées sur la colline La Vigía et surveillées en permanence par les militaires.

Après avoir établi quelques contacts à Caño de Loro et à Punta Arena par le biais des connaissances que nous avons à El Islote, où nous avons mené une recherche en 2006 pour la réalisation d'un travail de maîtrise (ARANGO 2007), nous avons visité les deux villages et

---

<sup>221</sup> Subdivision administrative la plus petite de l'Etat colombien, le *corregimiento* correspond à la division des zones rurales qui possèdent un noyau de population au sein des municipalités : ils ont été réglementés par l'article 117 de la loi 136 de 1994.

<sup>222</sup> La naissance et la croissance des villages de Bocachica et de Caño de Loro, les plus anciens de l'île, sont liées à l'activité militaire et à la défense de la baie : en témoigne la construction à Bocachica des châteaux de San Fernando de Bocachica (1759) et de San José de Bocachica (1732), d'autant qu'à Caño de Loro se trouvait une importante carrière de pierre et de chaux, matériaux indispensables à la construction des murailles et forts (BOSSA HERAZO 2005). Tierra Bomba apparaît recensé pour la première fois en tant qu'*hacienda* dans les statistiques officielles de 1865 (URUETA 1886) et, selon certains de nos interlocuteurs, le village a été consolidé vers 1940 avec le déplacement des populations pauvres des quartiers de Pekín, Boquetillo, Boquerón y Pueblo Nuevo qui avaient été délogées de la péninsule de Bocagrande pour la construction de l'Avenue Santander. Selon certaines personnes âgées de l'île, la fondation du village insulaire le plus récent, nommé Punta Arena, aurait eu lieu pendant les années 1970 avec l'installation sur place d'habitants de Caño de Loro.

choisi Caño de Loro – littéralement : canal du perroquet<sup>223</sup> – comme terrain principal. Ce choix répond à plusieurs raisons : l’histoire de l’approvisionnement en eau que nous devinions par les citernes abandonnées, la « tranquillité » du village répétée à plusieurs reprises par différentes personnes que nous avons rencontrées sur l’île et à Carthagène, et le fait que nous y étions recommandés par des amis.

Selon les statistiques du SISBEN<sup>224</sup>, Caño de Loro comptait 414 habitations et 1 620 habitants en 2009. Les maisons sont distribuées le long du littoral sur près de 1.5 kilomètre et le village s’étend sur une superficie de près de 7 hectares dans un terrain situé dans le littoral dans les versants de la colline de La Vigía.

Un sondage effectué en 2009<sup>225</sup> indique que 51,37% des habitants de Caño de Loro percevaient des revenus mensuels en-dessous de 300 000 COP<sup>226</sup> – environ 120 € –, ce qui les situe dans une situation de « pauvreté extrême » alors que les revenus de 31,84% des individus se rapprochaient du salaire minimum<sup>227</sup> – entre 300 000 COP et 500 000 COP<sup>228</sup> –, seuil au-dessus duquel on retrouvait le reste de la population, soit 16,79%. Toutes les habitations de Caño de Loro sont classées dans l’*estrato* 1 selon le système national de stratification socioéconomique<sup>229</sup>. Dans la même étude, la population de Caño de Loro apparaît jeune avec 52,3% des habitants âgés de moins de 25 ans, 37,5% entre 25 et 55 ans et seulement 10,2% de plus de 55 ans. En matière de scolarité, 42% des habitants réalisaient ou avaient réalisé des études préscolaires et primaires, 48% des études secondaires, 3,3% des études universitaires ou techniques et 6,7% n’avaient pas fait des études.

Par ailleurs, les activités économiques pratiquées par les habitants de Caño de Loro diffèrent en partie de celles des trois autres villages de l’île<sup>230</sup>, et se divisent parmi quatre

---

<sup>223</sup> Dans une carte de 1741 (LAWS 1741), l’emplacement actuel du village est désigné comme Punta Periquito (Pointe Perroquet). Perroquet peut aussi être traduit par le mot *loro* en espagnol et en 1798 le nom Caño de Loro apparaît dans le projet de déplacement de l’hôpital des lépreux de la ville de Carthagène (AGUDELO AREVALO et PLATARRUEDA VANEGAS 2004).

<sup>224</sup> Système d’identification et de classification de potentiels bénéficiaires pour des programmes sociaux – *Sistema de Identificación de Potenciales Beneficiarios de Programas Sociales*.

<sup>225</sup> L’étude est intitulée « Diagnóstico socio-económico de la Unidad Comunera de Gobierno de Caño del Oro en el Distrito Turístico y Cultural de Cartagena » et a été réalisée par les fondations Mamonal et Puerto Bahía dont les fonds sont assurés par les entreprises du port industriel de Carthagène.

<sup>226</sup> Peso Colombien

<sup>227</sup> Fixé en 2009 à 497 000 COP, soit environ 190 Euros.

<sup>228</sup> Entre 120 et 190 Euros.

<sup>229</sup> Ce rang est le plus bas du système de classification et correspond aux habitations des populations les plus pauvres du pays.

<sup>230</sup> Bocachica est devenu très tôt un important lieu de visite pour les touristes à cause des forts militaires coloniaux et, plus tard, par la vente de produits de contrebande en provenance de la zone franche de Panama.

secteurs principalement. En premier lieu, le pilotage d'embarcations pour les touristes implique surtout les hommes jeunes du village, dont certains sont propriétaires des embarcations alors que d'autres travaillent pour le compte des marinas de Carthagène de manière saisonnière ou permanente. Excepté ces pilotes, très peu de gens de Caño de Loro sont engagés directement dans l'activité touristique<sup>231</sup> et le village n'a jamais constitué un lieu de passage ou de visite des touristes comme c'est le cas à Bocachica ou à Punta Arena. Ensuite, il importe de revenir sur la pêche qui est de moins en moins pratiquée, en partie à cause de la pollution des eaux de la baie de Carthagène, et qui mobilise davantage les hommes plus âgés ainsi que trois femmes. Il s'agit d'une pêche artisanale dont le produit est principalement commercialisé dans le village ou réservé à la consommation domestique. Troisièmement, de nombreux habitants de Caño de Loro tiennent des commerces dans le village : papèteries, vente d'eau, buvettes, petits restaurants ou encore épiceries peuvent être citées parmi les principales activités commerciales. Enfin, certaines femmes travaillent à Carthagène, en tant que domestiques ou vendeuses dans des magasins. Seules deux personnes du village sont employées dans le secteur public : l'inspecteur du village et la directrice de l'institution chargée des personnes âgées.

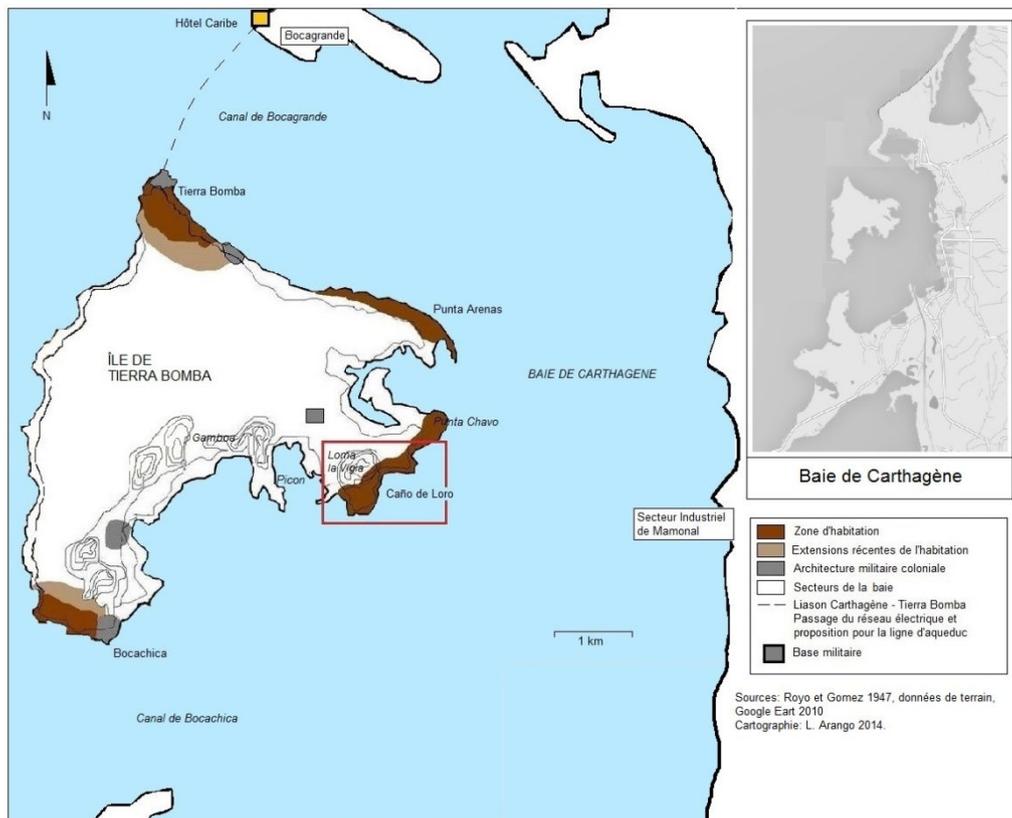
Si les limites du village sont clairement indiquées par l'arrêt du bâti, il ne s'agit pas d'un espace enfermé ou isolé, puisqu'il est au contraire relié à d'autres ensembles : d'abord, aux autres villages de l'île où les habitants de Caño de Loro ont des membres de la famille, des collègues de travail, des amis, ou une partie de la belle-famille. Les villageois se trouvent aussi en liaison constante avec Carthagène où ils se rendent pour travailler, se soigner, voire habiter pendant certaines périodes, ou simplement pour visiter des membres de la famille. Certains y vont aussi pour étudier, pour faire des achats spéciaux lors des fêtes ou encore se procurer des vêtements. Dans le sens inverse, on trouve des gens qui sont de passage à Caño de Loro, des gens de la famille habitant à Carthagène, dans d'autres villes ou villages de la côte ou encore à l'étranger, principalement au Venezuela.

---

Lors de notre travail de terrain, la pêche y était encore pratiquée mais une partie importante de la population travaillait à Carthagène. Quant aux habitants de Punta Arena, ils se consacrent principalement au tourisme journalier et louent souvent des chambres alors que quelques investisseurs carthaginois y ont construit des hôtels et des restaurants. Enfin, les pêcheurs restent plus importants dans le village de Tierra Bomba qu'à Caño de Loro et une partie de la population travaille à Carthagène.

<sup>231</sup> Trois couples sont chargés de surveiller des maisons de vacances dans d'autres îles de l'archipel, une fille est employée comme masseuse dans un hôtel, certaines femmes travaillent comme cuisinières saisonnières dans des restaurants de Punta Arena ou d'autres îles de l'archipel et un garçon vend des lunettes sur les plages de Carthagène.

Caño de Loro n'est donc pas un lieu isolé : il ressemble en partie aux quartiers populaires de Carthagène dont beaucoup de réalités quotidiennes échappent aux données statistiques, et ses habitants sont intégrés à la ville autant par des réseaux sociaux que par leurs activités économiques quotidiennes.



CARTE 5 – L'ILE DE TIERRA BOMBA ET LA BAIE DE CARTHAGENE

## 4.2. La Construction et les dynamiques de l'espace domestique

### 4.2.1. Création et bâti des lieux d'habitation

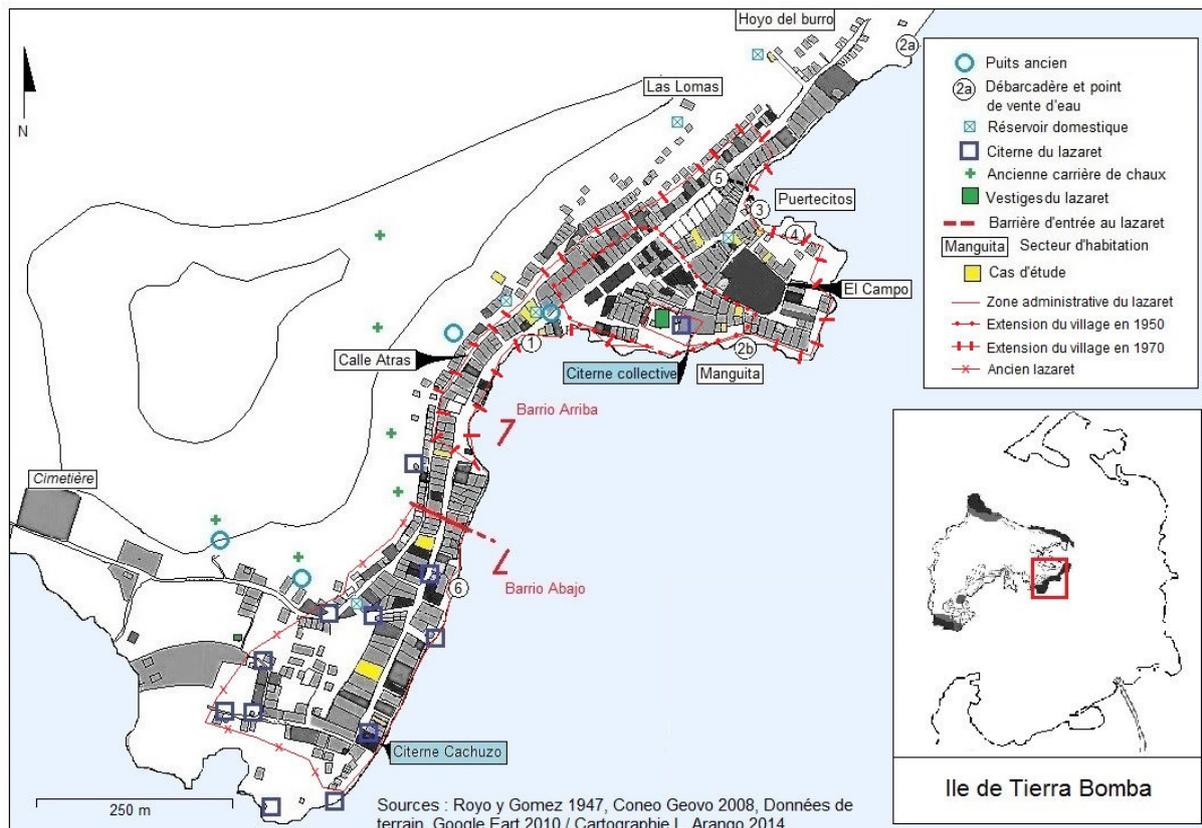
Au début du XX<sup>e</sup> siècle, le village de Caño de Loro était de dimensions réduites : les habitations des personnes saines étaient concentrées autour de l'église, de l'hôpital et des bâtiments administratifs du lazaret. Ce noyau qui constituait le village se trouvait éloigné – à 125 mètres selon le décret national – du lazaret à proprement parler. Ce dernier regroupait les maisons des malades et quelques lieux collectifs qui leur étaient dédiés, formant un deuxième noyau qui était encerclé par des barbelés et surveillé par des policiers<sup>232</sup>. Lors du démantèlement du lazaret en 1950, la zone d'habitation des personnes saines s'était étendue

<sup>232</sup> Je renvoie au § 2.1.3, notamment à la photo 3, pour plus de détails sur le fonctionnement du lazaret en relation au village.

tout au long de la rue principale pour atteindre la grille d'entrée du hameau des malades. Pendant les décennies suivantes, les gens ont commencé à construire des maisons derrière la rue principale et vers les littoraux du côté Nord-ouest du village, et ce n'est que depuis les années 1980 que des villageois se sont « aventurés » à occuper des terrains situés dans l'ancien hameau des malades. Cette zone avait été évitée pendant une trentaine d'années, car les gens avaient peur de contracter la maladie en y habitant. Enfin, la construction de maisons dans les piémonts n'a commencé que dans les années 2000 (carte 6).

A partir de cette histoire d'occupation de l'espace, les gens différencient plusieurs secteurs d'habitation : ils décrivent en premier lieu une partition du village entre le Barrio Arriba (quartier du haut) et le Barrio Abajo (quartier du bas). Cette appellation désigne, pour les personnes les plus âgées, la limite avec les premières habitations qui s'étaient étendues vers le lazaret avant son démantèlement. Pour les plus jeunes, elle fait référence à l'ancienne limite entre le village et le hameau des malades. Ainsi la délimitation entre le quartier du bas et celui du haut ne constitue pas une borne nette : elle s'est construite sur la frontière large de 125 mètres qui formait l'espace entre le village de Caño de Loro et l'entrée au hameau des malades et qui a été petit à petit comblé d'habitations.

Outre cette division, les secteurs d'habitation sont reconnus par des caractéristiques physiques, à l'instar du Barrio Arriba, plus anciennement peuplé, où l'on dénombre plusieurs zones reconnues et points de repère. Ainsi, La Manguita – littéralement « la petite pelouse » – désigne une partie du littoral où s'étaient probablement établies depuis longtemps des habitations à côté du noyau administratif du lazaret. Par ailleurs, des maisons ont été construites dans le secteur d'El Campo – littéralement, « le terrain » – tout autour du terrain de baseball derrière lequel s'étend la zone dénommée Puertecitos – littéralement, « les petits ports ». Ensuite, une rue parallèle a été créée derrière la rue principale, formant l'espace connu sous le nom de Calle Atrás, soit « la rue derrière », qui s'étale jusqu'au quartier du bas. Enfin, les habitations les plus récentes ont été construites dans le secteur de Las Lomas – littéralement, « les pentes », « les collines » – qui se trouve dans les piémonts de la colline de La Vigía. Enfin il y a le secteur situé au fond du village vers le Nord-ouest dans la zone connue sous le nom d'El Hoyo del Burro – littéralement, « le trou de l'âne » –, appelée ainsi car elle est située loin du centre du village. Dans le Barrio Abajo, loin de ces nombreux toponymes, les maisons se répartissent principalement sur une rue et seule une différence spatiale est exprimée entre trois axes : la rue principale, celle de derrière et celle du cimetière (carte 6).



CARTE 6 : ESPACE HABITE ET POINTS D'EAU A CAÑO DE LORO.

En somme, le village s'étend le long du littoral en suivant la rue principale, avec des noyaux plus denses d'habitation traversés de petites ruelles dans la partie Nord-est du village. Dans les années 1980, l'auteure d'une thèse d'architecture consacrée au développement touristique des villages de l'île note quant à leur morphologie :

« La rue est un élément physique principal le long duquel s'organise le village, il s'agit d'un élément social de grande importance. C'est un lieu de réunion et de convivialité, de vie commune dans la journée et, le soir, [c'est un lieu] de relation de la communauté [où se réalisent] leurs activités. C'est sur la rue que se trouvent les principaux services collectifs et les points de rencontre (...) »<sup>233</sup>.

Cette description qui retrace la convivialité de la rue et son importance sociale renvoie à cette « forme urbaine, limite entre le privé et le public » dont parle Michel Agier (2009, p. 72). A Caño de Loro, c'est sur la rue principale que sont placées l'église catholique et l'une des églises protestantes ainsi que le dispensaire, la maison d'accueil des personnes âgées, les principaux commerces, et l'enceinte où se déroulent les combats de coqs. A l'instar de ce

<sup>233</sup> « La calle es el elemento físico principal a lo largo del cual se organiza el poblado, es un elemento social de gran importancia. Es el lugar de reunión y convivencia en el día y en la noche de relación de la comunidad y sus actividades y sobre el cual se localizan los principales servicios colectivos y puntos de encuentro » (ONZAGA ROA 1985, p. 37).

qu'ont pu noter d'autres auteurs dans des contextes différents, la rue a une fonction sociale parce qu'elle relie différents éléments du village (RAPOPORT 1972)<sup>234</sup>, – soit à Caño de Loro : la maison, les églises, le dispensaire, etc. La zone habitée de Caño de Loro s'est construite le long de cet espace, l'appropriation des terrains par les gens précédant les transactions de vente et de location. Johana (57 ans), qui a construit sa maison avec son mari en 1974 entre la rue principale et El Campo, nous explique :

« Tout ici était *monte*<sup>235</sup>, *coquera*<sup>236</sup>, du côté de La Loma aussi, il n'y avait rien, les gens ont commencé à nettoyer, à envahir<sup>237</sup>, oui par la construction (...) la maison qui est à côté, la verte, a été faite par un garçon, il était jeune, et il a fait une petite maison et il y habitait, puis il la louait et il a fini par la vendre à une femme qui l'a vendue ensuite. Le reste était *campo* (terrain [vague]) il n'y avait ni maisons ni rien, tout ça a été envahi (...) » (entretien 21, 19/08/2012).

De manière générale, un homme seul ou un couple se chargent de rendre habitable un terrain : l'adaptation du lieu commence par le défrichage d'une parcelle, ce que les gens appellent plus couramment le « nettoyage », et ensuite l'emplacement doit être aplati pour que la construction démarre. Ces procédés techniques, dont l'objectif est de préparer le terrain d'habitation, sont autant de pratiques qui visent à faire entrer un espace inculte, « sauvage », dans l'espace social. Ce passage fondateur, que l'on retrouve dans de nombreux contextes, constitue pour certains auteurs un acte central dans la création d'un territoire comme espace partagé (DETIENNE 2000). La plupart des gens avec qui nous sommes entretenus ont commencé par bâtir une pièce, un foyer et une cloison qui, derrière la maison, marque les limites de la parcelle. Lorsque quelqu'un occupait un terrain qui n'avait pas de propriétaire ou qui était abandonné et y construisait un logement, il pouvait l'habiter, mais aussi le vendre, le louer, le partager ou le léguer en héritage. Bien qu'il s'agissait pour chacun de veiller d'abord à la mise en place de son lieu de résidence, l'acte d'occuper était souvent le fait de plusieurs

---

<sup>234</sup> L'auteur émet cette remarque à propos de la rue dans la région du Penjab en Inde (RAPOPORT 1972, p. 92).

<sup>235</sup> Terre inculte et boisée. Le mot constitue une des classifications des espaces écologiques que les gens de Caño de Loro, mais aussi des îles et des côtes de la région, placent à côté de la plage ou de la mer. Le *monte* s'oppose aussi à la *roza* (terre labourée).

<sup>236</sup> Plantation de noix de coco.

<sup>237</sup> De manière générale, le terme « envahir » est péjoratif dans les récits sur le bâti au sein de l'espace urbain en Colombie. Si ce thème est de plus en plus repris par les habitants du village, Caño de Loro n'est pas officiellement classé en tant qu'*invasión*, comme c'est le cas des quartiers « informels » à Carthagène et plus généralement en Colombie. Ceci est probablement dû au fait que ce village se trouve dans une zone classée comme rurale, mais aussi qu'il s'agit d'une population anciennement établie. Néanmoins, les manières de s'approprier les terres du village relèvent d'une occupation « illégale » et le terme « envahir » est de plus en plus utilisé par les administrateurs pour dénoncer une pratique d'appropriation des terres qui n'est pas admise comme légitime. L'usage du terme révèle un enjeu important dans les conflits d'attribution des titres fonciers dans le cas particulier de Caño de Loro.

individus ou couples en même temps, ce qui donnait un caractère collectif au geste de fondation.

Si la plupart de ces gens se sont appropriés de petites parcelles pour bâtir leur lieu d'habitation, de grandes étendues de terrain situées notamment dans les limites de l'espace habité – dans l'ancien hameau des malades ou dans les piémonts – ont été accaparées par certaines personnes du village dans la perspective d'une future exploitation. A cet égard, le cas de "Melao"<sup>238</sup> (63 ans) témoigne de l'une des manières par lesquelles une logique de spéculation foncière a été introduite dans le village.

Né à Maria la Baja, chef-lieu de la municipalité du même nom qui se trouve à une cinquantaine de kilomètres de Carthagène, "Melao" y a rencontré Carmela, une femme originaire de Caño de Loro qui était alors en couple avec un autre homme de cette localité. Après lui avoir fait la cour, "Melao" est parti vivre avec Carmela à Caño de Loro dans la famille de celle-ci, et le couple s'est rendu au Venezuela avec leurs enfants peu de temps après<sup>239</sup>. Pendant plusieurs années, "Melao" a fait des allers et retours entre Maracaibo et Caño de Loro et il en a profité pour acheter avec ses économies des parcelles dans le village à un très bas prix. Après 26 ans de vie à Maracaibo, il a décidé de rentrer définitivement à Caño de Loro dans les années 1980 : il a alors acheté une embarcation pour proposer des promenades aux touristes. Quelques années après, "Melao" a vendu ce bateau et a acheté plusieurs terrains tout en s'en appropriant d'autres. Nous rapportons ici un extrait de nos conversations avec "Melao" concernant les propriétés foncières à Caño de Loro :

« J'ai mis le fil de fer là il y a plus de trente ans, ceux-ci sont des poteaux que j'ai mis (...) Mais ici à Loro, la plupart de gens n'ont pas de terrains, tu sais pourquoi ? Parce qu'ils sont paresseux, ça vient de la paresse. Moi, toutes ces terres je les ai cultivées tu sais combien j'ai travaillé ? (...) [Mon fils] aurait plein de terres, il a eu les moyens, là où il habite, c'était "libre" et c'est moi qui ai clôturé le terrain pour lui, je lui ai dit "achète quelques rouleaux de fil de fer pour encercler tout ça", tout ce qui est derrière [sa parcelle] personne n'y habitait,

---

<sup>238</sup> Il est courant à Caño de Loro, et plus généralement dans la région côtière de la Colombie, que les individus soient appelés par des surnoms. Ceux-ci renvoient à des caractéristiques physiques, à des comportements, à des activités professionnelles ou à des événements marquants du parcours individuel qui sont identifiés de manière collective. Si les prénoms sont connus dans la sphère familiale, il est courant que les voisins et les autres personnes du village ne connaissent ou ne se souviennent pas facilement du prénom d'une personne qui est largement identifié par son surnom. A ce titre nous évoquerons au long du texte le surnom des personnes qui sont couramment identifiées par leur surnom en mettant celui entre guillemets pour les différencier des prénoms.

<sup>239</sup> La migration des populations de la région atlantique de la Colombie vers le Venezuela a été très courante jusqu'à la récente crise de l'économie vénézuélienne. En ce sens, le parcours de "Melao" est assez représentatif à l'échelle des populations de la région, mais reste particulier dans le cadre de Caño de Loro où peu d'habitants ont réalisé cette migration.

personne ! [Mais] il n'a que ce où il habite maintenant, je lui ai dit de prendre plus [de terres] car il avait la facilité d'acheter le fil de fer, mais il ne s'est pas laissé guider par moi, maintenant tout celui qui vient lui vendre un petit morceau, il l'achète, mais ça serait déjà à lui. Je lui ai dit, "vas-y mon fils, prends plus de terre, prends plus de terre" (...) Je suis arrivé ici avec l'idée des terres parce que j'en ai eu au Venezuela, là-bas il y avait beaucoup de *baldío*<sup>240</sup>, il y en avait beaucoup. J'avais des patrons proches de la présidence [vénézuélienne] à l'époque, je travaillais pour eux, j'ai clôturé [des terrains] pour eux là-bas, beaucoup de *baldío*, c'était mon travail, c'était des terres pour l'élevage » (entretien 29, 31/08/2012).

Le terrain que "Melao" a clôturé pour son fils est situé dans l'ancien hameau des malades : d'autres personnes s'y sont approprié des parcelles, surtout pour l'habitation, avec des dimensions plus importantes que celles qui se trouvent à Barrio Arriba. Si des touristes commençaient déjà à acheter des terrains à l'époque – dans les années 1980 –, "Melao" apporte l'idée de les clôturer avec du fil de fer afin d'en marquer la propriété à partir de ce qu'il avait vu faire chez les grands propriétaires terriens au Venezuela. Dans cette logique, l'appropriation de petites ou de grandes parcelles et l'accroissement démographique ont peu à peu réduit la disponibilité de terrains « libres ». Et ce d'autant plus que le foncier a acquis une nouvelle valeur économique avec les projets de construction de la base navale et de planification de l'île. Lors de notre travail de terrain, l'occupation d'espaces pour l'habitation était devenue donc rare et la plupart des nouvelles habitations se bâtissaient dans les piémonts du village ou dans les zones périphériques, dans des parcelles achetées à d'autres gens du village ou encore héritées.

En outre, les gens qui ne s'étaient pas appropriés de terrains ont construit pendant les deux dernières décennies des habitations en bord de mer. Les littoraux peu profonds offrent en effet la possibilité d'être comblés à l'aide de déchets, bois, sable, *zahorra*<sup>241</sup>, ou carapaces de mollusques pour étendre la surface stable et sèche qui servira ensuite à la construction de maisons, un procédé connu sous le nom de *calzar*<sup>242</sup>. Cela fait une dizaine d'années que Tania (26 ans), a déménagé avec ses parents, son frère et sa sœur cadette dans le secteur de Puertecitos, situé en bord de mer. En ce qui concerne la construction de la maison, elle nous explique :

---

<sup>240</sup> Terrain sans labour, terrains vagues, ou sans propriétaire déclaré.

<sup>241</sup> Matériel composé de différents éléments triturés – pierres, coraux, carapaces d'escargot et parfois de déchets. Déposé dans les bords des mers lorsque le fond est bas, il est largement utilisé dans les régions côtières pour créer des surfaces stables qui servent ensuite comme lieux d'habitation.

<sup>242</sup> Littéralement : « boucher », « caler », « mettre une chaussure ». Dans la région Caraïbe de la Colombie, ce verbe est utilisé pour indiquer l'action de combler les littoraux peu profonds – à l'aide de déchets, bois, sable, ou carapaces de mollusques – qui serviront ensuite à étendre la surface habitable.

« Moi je suis née dans la maison de mon grand-père [maternel] Epifanio, et je suis arrivée ici avec mes parents quand j'avais 12 ans, quelque chose comme ça, il n'y avait rien ici c'étaient des mangroves, plein de mangroves (...) [mes parents] n'ont pas acheté ici, ils ont bouché petit à petit, tout le monde prenait [des bords de mer pour étendre le terrain], ils ont bouché jusqu'à ce qu'ils ont construit là (...) Si je me marie ? Eh bien, j'ai un terrain, à côté de chez moi, tu te souviens que je te l'ai montré ? Bien, ce terrain est à moi, mes parents me l'ont donné, avec la minute<sup>243</sup> et tout, il a été enregistré il est à moi » (entretien 36, 20/10/2012).

A l'appropriation de terrains vagues ou inutilisés et à l'héritage, il faut ainsi ajouter cette « occupation de la mer » qui permet de créer de nouveaux terrains qui rentreront ensuite dans les circuits de vente ou dans la succession des héritages. Ces différentes formes d'appropriation foncière rejoignent l'hypothèse formulée par Norman Whitten sur l'importance des mécanismes interpersonnels dans la régulation et l'accès aux ressources au sein des populations afro-latines en Equateur et en Colombie (WHITTEN, 1992). En effet, à Caño de Loro l'accès aux parcelles d'habitation a lieu la plupart du temps sans l'intermédiaire d'instances de médiation ou d'institutions, formelles ou informelles. Nous avons pu observer lors de notre enquête que la plupart des gens accédaient au logement en achetant de petites parcelles à ceux qui s'étaient approprié des terrains par le passé ou en avaient créés sur la mer. Pour s'assurer d'une résidence indépendante, les jeunes couples avaient également la possibilité de construire au sein des *patio*<sup>244</sup>, de maisons déjà existantes ou, encore, d'hériter une maison ou un terrain de la part d'un parent.

#### 4.2.2. L'héritage des maisons et des parcelles

Au cours de notre recherche, nous avons pu identifier deux types d'héritage foncier susceptibles de servir à l'établissement de la résidence d'un nouveau groupe domestique, à commencer par le legs de la maison parentale. Il convient aussi de signaler que les parents, tantes et oncles, lorsqu'ils possèdent d'autres terrains qu'ils n'exploitent ou n'habitent plus, peuvent les donner en héritage à leurs enfants, neveux ou nièces. En ce qui concerne l'héritage de la maison des parents, les frères et sœurs en règle générale, se mettent d'accord pour attribuer la maison à l'un des frères, neveux ou nièces. Joana nous explique à ce propos :

« Ça [la maison des parents] revient à celui qui n'a pas d'enfants, à celui qui n'a [rien]. Celui qui n'a rien, les enfants et les petits enfants [du couple de parents] le lui cèdent, par

---

<sup>243</sup> Selon le Diccionario de la Real Academia de la Lengua Española, *minuta* est un extrait ou un brouillon d'un contrat où sont consignées les consignes essentielles d'un échange. Celles-ci seront recopiées ou prolongées plus tard. En France « minute » est la version originale d'un contrat qui est gardée par le notaire. Nous garderons le terme en français sachant que, dans le cas des transactions sur les terres à Caño de Loro, il s'agit d'un document établi auprès du *corregidor* suite à une déclaration orale.

<sup>244</sup> Cour intérieure placée à l'arrière de la maison.

exemple le frère de Petronita, comme il n'avait pas [de maison], elle et ses frères lui ont cédé la maison de leurs parents, celle de mes grands-parents est revenue à un de mes oncles qui n'avait pas de maison (...) ici on a l'habitude que la maison des vieux revient à celui qui n'en a pas, celui qui n'a pas eu les moyens de construire, on le lui donne » (entretien 21, 19/08/2012).

Si l'on donne la maison des grands-parents au descendant le plus démunie, la question de l'héritage n'a pas posé de problèmes majeurs pendant longtemps tant qu'il était possible d'occuper des terrains sans propriétaire. Outre ces héritages, il convient de mentionner la transmission de parcelles ou de maisons qui ne sont pas le lieu d'habitation principal des parents. L'histoire de Mirella (32 ans), de son frère et de ses sœurs nous permet de présenter l'éventail des diverses manières d'accéder au logement. Elle nous raconte à ce propos :

« Je suis sortie (*me sali*)<sup>245</sup> avec Rafael à l'âge de 17 ans quand je suis tombée enceinte de Wendy, et au début nous vivions avec la grand-tante de Rafael. Lui il avait grandi chez sa grand-mère paternelle, mais quand il était jeune tous sont morts l'un derrière l'autre, son père, sa belle-mère, puis sa grand-mère, alors il est allé vivre avec sa grand-tante, à côté de la maison de la grand-mère. Quand Wendy a eu un an, nous avons déménagé à la maison de la grand-mère de Rafael. Elle avait été louée pendant longtemps, mais comme il [Rafael] avait hérité et que nous étions déjà ensemble, la grand-tante a demandé aux locataires de quitter la maison pour que nous puissions y vivre (...) Mon père a des terres, mais il a donné le terrain de l'ancienne maison à ma sœur, elle habite avec mes parents et a une fille, mais le père de la fille n'est pas avec elle, elle est toute seule, c'est pour ça que mon père lui a donné le terrain. L'autre partie du terrain, là-haut, il l'a donnée à mon frère qui vit avec Eli et ses trois enfants qu'elle a amenés de San Jacinto. Mes autres deux sœurs vivent avec leurs maris dans des maisons indépendantes, "Mimi" a occupé avec son mari un terrain dans la partie du lazaret et Marle vit dans la maison de son mari » (entretien 20, 19/08/2012).

Les deux premières sœurs de Mirella, Mimi et Marle, ainsi que leur belle-sœur et Mirella elle-même, vivent dans des maisons séparées de celle des parents : leur habitation a été acquise par leurs maris ou par le biais de la famille de ces derniers. Pour autant, la situation est très différente pour la sœur de Mirella qui a eu une fille mais n'est pas en couple et habite avec ses parents. Etant la plus « démunie » – sans travail et sans mari –, elle a hérité du terrain de l'ancienne maison des parents. Le père a aussi donné un terrain au fils qui ne travaille pas et vit désormais avec une femme qui a déjà trois enfants. Dans le cas de la famille de Mirella, l'héritage est transmis par le père de manière indéterminée aux fils ou aux filles.

Enfin, le cas de l'héritage de Rafael, mari de Mirella, se révèle aussi instructif : nous avons identifié dans d'autres récits de trajectoires domestiques que les mères, les grand-mères

---

<sup>245</sup> Sortir, quitter. Utilisé par une femme dans sa forme réflexive (*salirse*), ce verbe indique le moment où une femme cesse d'habiter chez ses parents pour aller vivre avec un conjoint. Généralement une fille « sort » de chez elle lorsqu'elle est enceinte. Pour expliquer le même événement, un homme utilisera le verbe *sacar* qui veut dire « sortir », « tirer », « prendre ». Il dira qu'il a « sorti » la fille de chez elle.

ou les grand-tantes peuvent apparaître comme les fondatrices de l'espace d'habitation, voire le pivot de l'héritage des maisons. Avec le temps, la propriété de la maison est souvent identifiée à la mère ou à la grand-mère de celui qui a hérité, en effaçant le rôle du mari dans la construction ou dans l'héritage. Cette caractéristique peut être liée à la définition de la famille matrifocale<sup>246</sup>, longtemps identifiée comme l'un des traits distinctifs des populations "noires" des Amériques. Il importe de rappeler que ce modèle a été défini par plusieurs caractéristiques distinctives : la place relativement effacée des partenaires masculins – le rôle de père-mari serait soit totalement absent, soit partiellement exercé –, la force du lien mère-enfants, la coresidence de plusieurs générations en ligne maternelle, l'instabilité des unions conjugales et la pluri-paternité. Ce sont autant d'éléments qui contribueraient à ce que les pouvoirs, l'autorité, les décisions et l'affectif se concentrent dans le rôle de la *mater* (SOLIEN 1960 ; VALLEE 1965 ; Smith in CHARBIT et al. 1985).

Cependant, la notion de matrifocalité a été largement critiquée dans d'autres contextes : certains auteurs ont montré dans le cas des Antilles françaises (CHIVALLON 1998) et des Îles Vierges américaines (FOG OLWIG 1981) que les hommes détiennent une responsabilité réelle au sein du groupe domestique et dans les questions de l'héritage, à l'instar de ce que nous avons noté à Caño de Loro. Dans cette perspective, les frères, les oncles, les fils mais aussi les maris, apporteraient souvent un soutien effectif aux femmes dans l'économie domestique et l'éducation des enfants<sup>247</sup>.

Or, si le rôle prééminent des femmes et la place « marginale » des hommes doivent être relativisés dans la l'analyse de différentes dynamiques que nous avons observé à Caño de Loro, il est nécessaire de souligner l'importance certaine accordée aux mères et aux grand-mères, lorsque celle-ci est comparée à celle des mères et grand-mères de Tuti. La différence est surtout saillante dans les domaines suivants : l'économie de la famille étendue, l'éducation

---

<sup>246</sup> La première définition de famille matrifocale apparaît en 1956 dans l'ouvrage *The Negro Family in British Guyana* de Raymond T. Smith. Cependant, le débat sur la composition et le fonctionnement des familles d'origine africaine en Amérique avait débuté auparavant entre F. Frazier (1939) et M. Herskovitz (1941) : le premier imputait la formation de la famille matrifocale à l'économie d'esclavage, alors que le second décrivait une survivance des structures africaines de parenté (CHARBIT et al. 1985). Le concept de famille matrifocale a été par la suite largement discuté et retravaillé.

<sup>247</sup> D'autres critiques ont été énoncées quant à l'instabilité des unions qui caractériserait la famille matrifocale, et certains auteurs affirment que la stabilité des unions est loin d'être marginale (CHIVALLON 1998). Par ailleurs, d'autres recherches ont montré que la définition des structures matrifocales s'était construite en creux par rapport à la famille nucléaire de type conjugal définie par une union socialement reconnue (FOG OLWIG 1981). Selon Karen Fog Olwig, cette vision découle du sentiment mêlant réprobation et fascination qu'ont éprouvé pendant l'époque coloniale les prêtres, les propriétaires des plantations et les officiers du gouvernement à l'égard de la position des femmes dans le groupe domestique. Cette conception aurait par la suite été largement entérinée par le discours académique (FOG OLWIG 1981).

des enfants et petits-enfants, la genèse de l'espace d'habitation, l'appropriation foncière, la transmission de l'héritage et la fondation des maisons. Or, si la focalisation sur la *mater* peut changer dans le temps au sein d'un même groupe domestique et selon les situations (HOBSON 2007), le rôle des femmes est décisif dans l'économie de l'eau : ce sont elles qui en assurent l'approvisionnement et qui en régulent les usages<sup>248</sup>. Bien que cette caractéristique soit commune à de nombreux contextes, nous verrons que le paiement de l'eau à Tuti et la plupart des démarches techniques pour en assurer l'accès sont du ressort des hommes, à la différence de ce que nous avons pu noter à Caño de Loro.

#### 4.2.3. Le partage de l'eau et les groupes domestiques

Jusqu'ici, nous avons identifié différentes manières de créer un nouveau lieu d'habitation – occupation de terrains, achat de parcelles, héritage – qui semblent indiquer l'ancrage spatial des groupes domestiques. Pourtant, les formes d'accès à l'eau et les usages de celle-ci témoignent des limites de l'idée d'« unité domestique », entendue ici au sens d'un groupe de personnes gérant de manière collective et autonome les activités de production et de consommation, correspondant de surcroît à une unité d'habitation.

Une observation fine des formes d'accès à l'eau permet d'abord de montrer que les responsabilités envers cette ressource changent dans le temps ou encore selon les saisons. Chez Joana, pendant la saison des pluies, les dix-sept personnes habitant la maison partagent l'eau – pour la boisson, la cuisine et les douches – qui est collectée dans un baril de 240 litres installé sous les auvents ainsi que dans un ancien frigo cassé. La mise en place de ces récipients, lors des pluies, est gérée par les membres de la maison, principalement par les femmes. Pendant la saison sèche au contraire, c'est Joana aidée par son mari et par son fils<sup>249</sup> qui subvient aux besoins en eau pour la boisson, les douches et la cuisine de tous les gens qui habitent la maison.

Il est courant, en outre, qu'un couple construise sa demeure au sein du *patio*<sup>250</sup> de la maison appartenant aux parents de l'un des conjoints, ce qui s'accompagne souvent d'un

---

<sup>248</sup> Pour un débat plus étayé et récent sur la question du genre autour de la gestion de l'eau, il convient de se référer aux travaux de Veronica Strang pour l'eau domestique (2004), et aux travaux de Margreet Zwarteveen (1997; 2010) et de William Adams, Elizabeth Watson et Samuel Mutiso (1997) pour l'eau d'irrigation.

<sup>249</sup> Joana tient un petit commerce de fritures de bananes plantains avec du fromage et parfois de la viande dans la rue devant sa maison. Son mari pratique parfois la pêche et son fils qui a reçu un salaire fixe de la municipalité en tant qu'inspecteur pendant trois ans organise des fêtes.

<sup>250</sup> Cour intérieure, située à l'arrière de la maison.

partage de l'eau, des toilettes et de la cuisine entre tous les occupants des logements ainsi différenciés. De plus, le même couple peut gagner une certaine indépendance à l'égard des parents en construisant sa propre cuisine, bien que cette autonomie soit parfois temporaire ou intermittente en fonction des revenus des deux conjoints. La gestion séparée des économies domestiques au sein d'un même espace d'habitation peut aussi être observée lorsque des femmes ayant constitué des alliances de courte durée reviennent vivre avec leurs enfants dans la maison de leurs parents. Dans ce cas, ces mères subviennent souvent aux besoins de leurs enfants et gèrent certaines questions économiques indépendamment de leurs parents tout en habitant sous le même toit. En bref, nombreux sont les cas où des personnes qui habitent une même enceinte peuvent gérer séparément l'économie domestique : alimentation, habits, dépenses médicales, mais aussi obtention de l'eau.

Or, le partage de l'eau peut aussi révéler des relations économiques fortes entre les habitants de maisons indépendantes. Bien qu'elle habite dans une nouvelle maison loin de son père et sa mère, Mirella utilise par exemple l'eau que son père amène du continent pour la vendre au village : elle lui achète parfois, mais souvent elle ne le paie pas. En outre, Mirella ne possède pas ses propres bidons et utilise ceux de sa mère pour transporter l'eau vers sa maison et la déplacer à l'intérieur de celle-ci de celle-ci. Ce faisant, elle prolonge chez elle, par le biais de l'eau, sa forte relation avec la maison de ses parents dont elle n'est pas encore reconnue comme économiquement autonome, même si elle réside dans un logement indépendant. Dans ces différents cas, nous pouvons observer que l'unité d'habitation ne correspond pas entièrement à un groupe qui gère de manière indépendante et solidaire les activités de production et de consommation. Certains chercheurs ont pu noter des traits similaires dans d'autres populations de la région, en l'occurrence la mobilité des individus, l'articulation de différentes unités économiques au sein d'une même enceinte d'habitation ou encore les liens économiques entre des habitants de maisons différentes mais unis par des liens de parenté notamment matrifocale (ALDANA et al. 1994).

A partir de ces observations, et en suivant Jane Guyer<sup>251</sup>, l'hypothèse du ménage (*household*) comme unité qui contrôle les ressources et décide conjointement de leur allocation paraît peu convenable. Selon les propos de l'auteure :

---

<sup>251</sup> Si Jane Guyer (1981) se réfère de manière générale à l'Afrique, il nous semble que l'observation de la circulation entre ménages à Caño de Loro vient corroborer l'argument critique formulé par l'auteure à l'égard de la notion de groupe domestique en tant qu'unité de production et de consommation.

« (...) ce modèle est imprécis pour l'Afrique comme il est souvent affirmé ou implicitement remarqué par les défenseurs [de la notion de *household*]. Presque chaque enquête énonce quelque part dans l'avant-propos, dans les notes en bas de page ou dans les annexes, la difficulté de définir l'appartenance au groupe domestique ou le maintien de registres continus sur des gens qui présentent un haut taux de mobilité »<sup>252</sup>.

Dès lors, si le partage de l'eau n'est pas suffisant à lui seul pour rendre compte de la totalité des dynamiques des groupes domestiques, l'observation de celui-ci apporte quelques nuances sur la superposition entre espace d'habitation, groupe domestique et gestion conjointe de l'économie. Ce constat nous invite donc à interroger la notion d'unité domestique : dans certains cas, des individus habitant dans la même maison ne gèrent ensemble ni l'eau, ni d'autres questions économiques ; alors que des personnes résidant dans des lieux indépendants et parfois même distants peuvent conserver des liens économiques importants. Dans cette logique, l'observation de la circulation et du partage de l'eau paraît utile pour comprendre aussi bien les relations inter-domestiques – qui brouillent les limites de l'économie domestique et de l'espace privé – que les dynamiques internes des groupes qui partagent un même lieu d'habitation.

Etudier l'usage de l'eau du puits Pozo Grande nous permet en outre d'aborder la fluidité des groupes domestiques. Saumâtre et stagnante, cette eau est rarement utilisée et son usage reste mal vu : or, lors d'une promenade nous y rencontrons Chichi en train de prendre un bain. Yusnaida, l'une des filles du village, interpelle Chichi et lui demande pourquoi il est en train de se baigner là. En guise de justification, il nous dit qu'il vient de se séparer de sa femme et qu'il est allé vivre chez son frère : sa rupture récente, et probablement le fait qu'il ne soit pas encore totalement inséré dans l'économie hydrique du ménage de son frère, expliquent son utilisation de l'eau du puits pour ses besoins personnels. Ainsi, l'usage de cette eau peut constituer un indicateur de ruptures et de changement de certains liens familiaux et sociaux à un moment précis.

En ce sens, l'observation des modes d'accès à l'eau et de ses usages peut s'avérer utile, non seulement pour définir ce que sont les groupes domestiques à un moment donné, mais pour aborder leurs dynamiques, leurs ruptures ou encore leur articulation avec d'autres groupes domestiques.

---

<sup>252</sup> « (...) *this model is inaccurate for Africa, as is often directly commented on, or implicitly alluded to by its advocates. Almost every survey contains somewhere in the foreword, footnotes, or appendices, the problem of defining household membership and maintaining continuous records on people with such high mobility rates* » (GUYER 1981, p. 98).

#### 4.3. Les usages et les stratégies domestiques d'accès à l'eau

A l'instar d'autres villages de cette région côtière et insulaire tout comme dans les quartiers d'auto-construction de Carthagène, on retrouve souvent à Caño de Loro un porche à l'entrée de la maison, un espace de vie – chambre(s), salon – et, à l'arrière de la maison, le *patio*<sup>253</sup> qui constitue le lieu le plus intime où sont situées, loin des lieux de vie, les toilettes et la cuisine et où il y a souvent des cultures pour la consommation domestique. Le *patio* est entouré par une clôture, souvent en bois, qui délimite la parcelle d'habitation. Dans les maisons plus récentes, les toilettes et la cuisine sont toutefois intégrées à l'espace d'habitation, bien que souvent placées à l'arrière de la maison. A l'entrée, le porche ne fait pas partie de la rue, mais n'est pas non plus intégré au logement : il s'agit plutôt d'une construction en saillie qui, placée devant la façade, abrite la porte d'entrée et prend souvent la forme d'un hall – clôturé ou non – couvert par un auvent (photo 8). Ce porche est un lieu de réception et sert d'abri lorsque quelqu'un passe pour un échange court – le paiement d'une facture, un achat – mais aussi en soirée ou pendant les moments de repos lorsque les gens se rendent visite les uns aux autres : ils sortent alors des chaises et y passent de longues heures à discuter. C'est aussi dans ces porches qu'ont lieu la plupart des échanges d'eau : on y dépose des récipients vides pour qu'ils soient remplis, on y place les bidons afin de collecter l'eau des pluies. Les porches de Caño de Loro rappellent les caractéristiques de certains espaces identifiés dans d'autres villes du monde – à Mexico, São Paulo, Lima ou Tokyo – où, selon certains auteurs : « la limite entre le public et le privé n'est pas claire et l'espace de la rue semble simplement prolonger l'espace domestique qui se trouve de plain-pied » (Gallian in AGIER 2009, p. 72). La présence de l'eau dans cette zone mitoyenne vient confirmer son rôle capital dans l'articulation des espaces publics et privés, comme nous le verrons par la suite.

Dans la plupart des maisons de Caño de Loro, le porche et la porte principale sont placés vers la rue qui constitue l'espace de partage. Ainsi, les portes sont généralement face à face le long de la rue dans les occupations les plus anciennes mais, la façade d'une habitation peut donner sur le *patio* d'une autre, comme c'est le cas des maisons de la Calle Atrás. Les habitations situées en bord de mer ont le *patio* sur le littoral en laissant la partie la plus intime de la maison vers la mer, l'espace commun étant celui des rues où sont placées les portes d'entrée.

---

<sup>253</sup> Cour intérieure, située à l'arrière de la maison.



PHOTO 8. FAÇADES DES MAISONS A CAÑO DE LORO : les porches peuvent être clôturés (les deux maisons au premier plan de la photo) ou être ouverts et sans auvents (troisième maison dans la photo) ; enfin, d'autres habitations ont des clôtures basses comme celles dans l'arrière-plan de la photo. Très peu de maisons ont une porte qui donne directement sur la rue. Août 2012. L. Arango.

#### 4.3.1. L'eau des pluies et la délimitation de l'espace d'habitation

D'une manière générale, l'eau des pluies constitue une des principales sources d'approvisionnement hydrique des habitants de Caño de Loro et la seule qui est gérée, du captage à l'usage, par les consommateurs eux-mêmes. Ainsi, sa collecte, son transport et son utilisation permettent tout particulièrement de rendre compte du pouvoir d'action et de décision que peuvent déployer les individus à l'égard des ressources dans l'espace domestique, ainsi que des modes d'organisation de ce pouvoir. Lors de notre travail de terrain, nous avons recensé une dizaine de réservoirs faits de briques et de ciment, de capacité variable allant de 40 à 80 tonnes d'eau, appelés *alberca*<sup>254</sup>. Ces réservoirs appartiennent à des particuliers dans le village et ont été construits dans les vingt dernières années : il s'agit donc d'une manière récente de stocker l'eau des pluies qui reste peu répandue à Caño de Loro. Les *alberca* sont souvent édifiées par les propriétaires de la maison eux-mêmes, et deviennent des

<sup>254</sup> Mot originaire de l'arabe hispanique *albírka* et de l'arabe classique, *birkah* (Real Academia Espanola 2001). Il s'agit d'une construction hydraulique pour stocker l'eau de pluie. Il peut être à même le sol ou souterrain. A Caño de Loro et dans la région côtière et insulaire du caraïbe colombien le mot désigne des citernes domestiques.

points centraux de la vie domestique car les gens s'y rendent à longueur de journée pour faire le linge, prendre de l'eau pour cuisiner, ou se doucher (photo 9).



PHOTO 9. L'*ALBERCA DE GRACIELA* : les *alberca* sont généralement placées dans le *patio*, à l'arrière de la maison. Novembre 2012, L. Arango.

Pour autant, la plupart des gens du village captent les eaux pluviales par des dispositifs mobiles qui sont assemblés au moment des pluies en cas de besoin. Ces installations sont à la fois temporaires – elles ne tiennent en place que lors d'une grosse pluie ou le temps de la saison – et relèvent des compétences de bricolage propres aux quartiers d'auto-construction. En règle générale, le dispositif domestique mis en place pour collecter l'eau pluviale comporte un chéneau qui est placé sous les auvents pour recevoir et acheminer l'eau qui coule sur les toits vers des récipients qui la reçoivent et la stockent (série de photos 1). Le chéneau peut être fixe et parallèle aux auvents, ce qui est cependant rare : il s'agit plutôt de canaux amovibles ou d'autres objets servant à convoyer l'eau – des bouts de tuiles, des morceaux de chéneaux attachés les uns aux autres. Parfois, les gens mettent les récipients sous les auvents afin de capter directement l'eau du toit sans l'intermédiaire du chéneau.

La taille, la forme et la provenance des récipients où l'eau est captée varient fortement d'une maison à une autre, mais aussi au sein de la même maison, d'une saison à l'autre, d'un jour à l'autre. Tout objet pouvant stocker l'eau est susceptible d'être utilisé à cet effet lors de la saison des pluies : il peut s'agir de jerricans, d'un frigo cassé et inutilisable, d'un seau, de

bassines pour laver les vêtements, de certaines parties des yachts que les hommes du village pilotent – principalement les réservoirs et les coffres faits en métal ou en fibre de verre. Dans certains cas, les gens utilisent même les petites embarcations pour stocker l'eau, lorsqu'elles ne sont pas utilisées pour la pêche (série de photos 2). L'utilisation de ces objets divers découle d'un sens pratique et immédiat et leur usage temporaire relève de la débrouille quotidienne.

Le déplacement de récipients, la mise en place des chéneaux, le transvasement d'eau d'un récipient à un autre sont autant d'actes qui évoquent ce que Michel de Certeau appelle « les gestes élémentaires des "arts de faire", dont le territoire principal est l'espace domestique » (DE CERTEAU et GIARD 1994, p. 205). Or, l'espace domestique n'est pas seulement le théâtre de ces mouvements, il est aussi créée et recrée par ces derniers : les trajectoires répétitives des personnes qui manipulent ces « objets hydriques » contribuent à l'aménagement du lieu de vie tout en mettant en relation les individus qui le traversent. A titre d'exemple, les femmes demandent souvent au début de la saison des pluies à leurs fils ou à leurs maris d'accrocher des chéneaux dans les auvents ou de réparer ceux qui y sont déjà installés. Par ailleurs, les hommes sont aussi chargés de réparer les *alberca*, tandis que la responsabilité de les nettoyer peut concerner aussi bien les hommes que les femmes. Dans les maisons où il n'y a pas de chéneaux fixes, les femmes pensent en outre à mettre en place les récipients et les chéneaux mobiles lorsque survient la pluie pour collecter l'eau qui servira à tous les membres de la maison.

Dans ses déplacements et circulations, l'eau des pluies demeure extrêmement localisée et ancrée spatialement dans l'univers domestique où elle est collectée et consommée. Dès lors, elle est opposée à l'eau apportée du continent, qui lie les habitants de Caño de Loro avec la ville. L'usage de l'eau des pluies apparaît aussi très localisé à Caño de Loro, à l'inverse de l'eau de consommation domestique à Tuti qui, comme nous le verrons par la suite, met en relation, par le biais du réseau urbain, les habitants avec des ensembles sociotechniques plus vastes. Il convient cependant de noter que la localisation de l'eau dans l'espace domestique, le bricolage des dispositifs et les déplacements qui les accompagnent sont fortement liés à la saison des pluies alors que d'autres relations se créent autour de la ressource hydrique pendant la saison sèche.



SERIE DE PHOTOS 1 : TRANSFORMATION DES AUVENTS PENDANT LA SAISON DES PLUIES A CAÑO DE LORO. 2010-2012. L. Arango.



SERIE DE PHOTOS 2 : COLLECTE D'EAUX PLUVIALES A CAÑO DE LORO. 2010-2012. L. Arango.

#### 4.3.2. La saisonnalité et la circulation de l'eau

Du fait de l'usage des eaux pluviales, la saisonnalité constitue un facteur marquant profondément les dynamiques d'accès à l'eau des groupes domestiques : lors de la saison des pluies, les récipients très variés se multiplient et circulent continuellement à l'intérieur de la maison et les auvents se transforment par le rajout et l'enlèvement constant de gouttières, tuyaux et tuiles inversés. A l'inverse, la circulation et les transactions d'eau se déplace vers l'extérieur des maisons pendant la saison sèche : le cas de Clara illustre bien la manière dont la circulation de l'eau influence les agencements socio-spatiaux de la vie domestique mais aussi à la fluctuation de ceux-ci au rythme des saisons de pluie.

Clara (62 ans) a commencé à vivre avec Miguel, surnommé "El Kiri" (62 ans), quand elle avait 19 ans. Vers 1984, le couple a quitté la maison en bois et en bouse de vache qu'"El Kiri" avait construite dans un terrain vide qu'il avait occupé. Miguel et Clara ont alors acheté la maison de Monsieur "Todorito", sur la rue principale et, après l'avoir démolie, ils ont bâti une maison en ciment et briques. Lors de notre travail de terrain ils habitaient dans cette maison avec Maira (35 ans), l'une de leurs quatre filles, Greisy (6 ans), la fille de celle-ci et Yusnaida (21 ans), leur première petite-fille qu'ils ont élevée. La maison est composée d'un salon et de trois chambres qui communiquent entre elles par des portes ; la cuisine, la douche et les toilettes sont des pièces séparées de l'espace de vie, construites dans le *patio* dans lequel on peut trouver quatre plants de banane plantain (*musa paradisiaca*), un cocotier, quelques plants de manioc et un *palo de anón* (*anona squamosa*).

Pendant la saison des pluies, l'eau est collectée principalement par les auvents latéraux de la maison, placés à l'intérieur de la cloison qui délimite l'espace domestique, elle est stockée dans des *tanque*<sup>255</sup> et dans un canot en fibre de verre que Miguel n'utilise pas. Au contraire, pendant la période sèche, Maira ou Clara achètent l'eau dans des bidons que les porteurs d'eau du village apportent depuis le continent. Or, l'usage de l'eau est cantonné à la partie arrière de la maison, où se trouvent les toilettes, les douches et la cuisine et où le linge est lavé. Ainsi, si l'eau circule toute l'année dans l'espace d'habitation, elle devient l'objet d'une manipulation accrue au sein de cet espace lorsqu'elle est abondante durant la saison des pluies, ce qui entraîne des changements dans la structure de la maison. En revanche, elle est beaucoup moins maniée pendant la saison sèche et met davantage en relation les groupes domestiques entre eux (figure 2).

---

<sup>255</sup> Réservoir. Nom générique pour des récipients ou bidons en plastique de 240 litres.

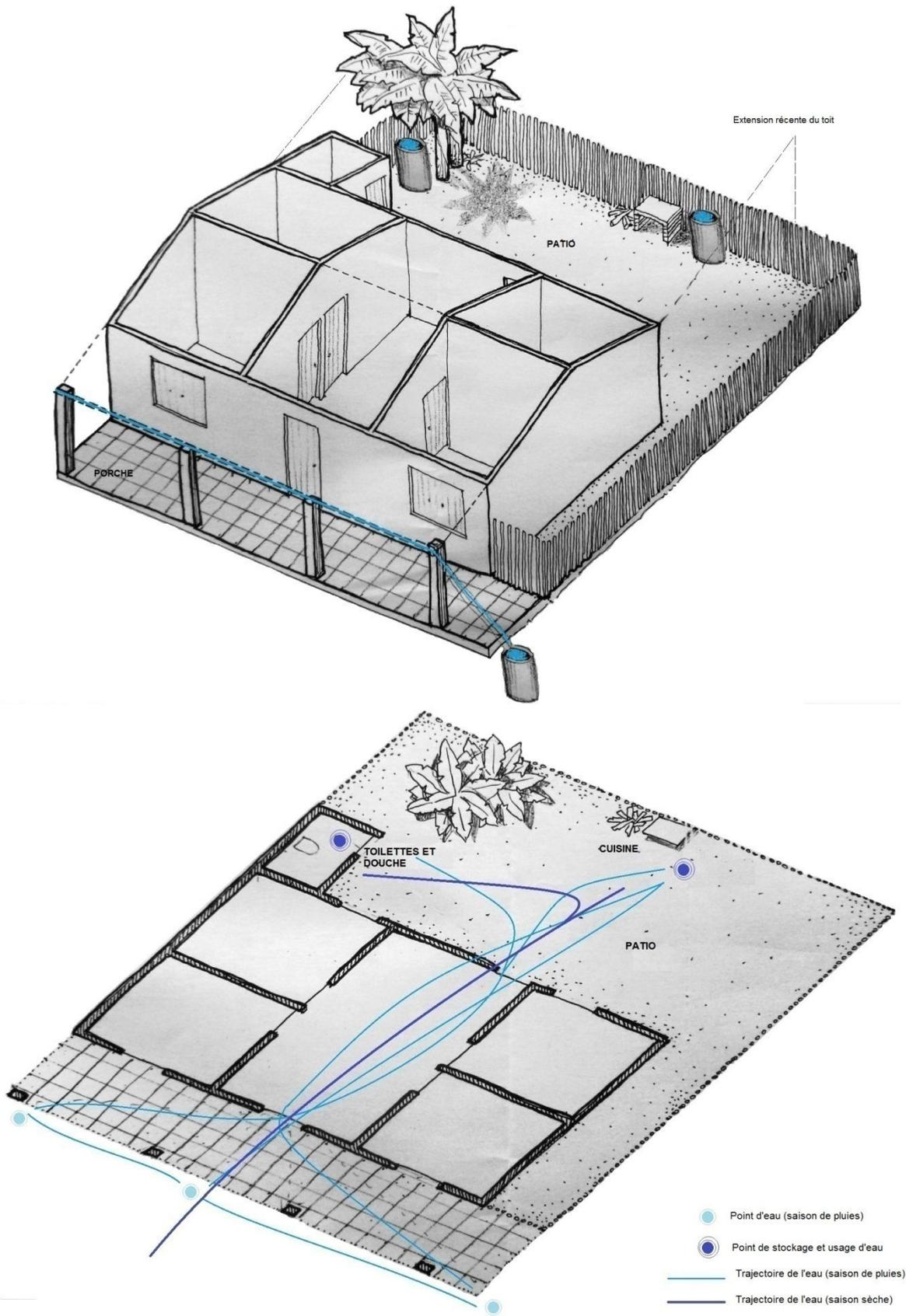


FIGURE 2 : CIRCULATION DE L'EAU PENDANT LA SAISON SECHE ET PENDANT LA SAISON DES PLUIES. Réalisation Mauricio Arango et Luisa Arango, 2015.

Durant la saison des pluies, la captation, les usages et la circulation de l'eau ont donc lieu exclusivement dans l'espace domestique. A ce titre, les récipients se multiplient et défilent sans cesse à la maison : Clara et Maira déplacent l'eau dans des *carambuco*<sup>256</sup> vers des contenants plus grands proches des toilettes – pour tirer la chasse d'eau et se laver – et dans la cuisine. A cette intensification de la circulation d'eau pendant la saison des pluies vient s'ajouter la multiplication de ses usages : les femmes font plus souvent la lessive et le ménage, elles arrosent les plantes et minimisent fortement l'usage d'eau en provenance du continent. Une partie de l'eau des pluies est alors bouillie et gardée dans un *tanque* fermé situé dans la cuisine et dédié à la boisson, ou versée dans des sacs en plastique d'un litre, puis mise au congélateur pour faire des *cubeta*<sup>257</sup> qui seront ensuite vendues.

Pendant la saison sèche, l'eau est au contraire méticuleusement utilisée et seuls les bidons de 20 litres, dans lesquels l'eau est commercialisée, circulent quotidiennement : les autres récipients restent stockés, immobiles dans l'arrière de la maison jusqu'à la prochaine saison de pluies (photo 10). En outre, l'eau amenée du continent durant cette période passe de la rue vers le *patio* en traversant la maison et en liant les gens qui y habitent avec l'extérieur et avec les voisins. Il est important de rappeler à ce stade le circuit de passage de l'eau depuis le réseau urbain jusqu'aux maisons de Caño de Loro, comportant plusieurs intermédiaires et étapes : le captage d'eau à la source dans le Canal del Dique, le traitement dans une station située à Carthagène (voir carte 2, page 57), l'acheminement jusqu'aux points de vente en bordure de mer, le transfert de la ville au village par les porteurs d'eau, le transport par un membre de la famille ou quelqu'un qui possède une brouette jusqu'au seuil de la maison, et enfin le déplacement des récipients jusqu'au *patio* par les femmes. Cette trajectoire de l'eau témoigne à notre sens de ce passage progressif du public – ou de l'anonyme – vers le privé – ou le familial – décrit par Pierre Mayol (1994) et qui fait le lien entre l'espace domestique et les espaces plus larges du village et de la ville.

---

<sup>256</sup> Récipient. Nom générique pour les cuves en plastique d'une capacité de 20 litres.

<sup>257</sup> Littéralement « bac à glaçons ». Eau congelée dans un sac en plastique destinée à la vente et dont le volume peut varier. Ce mot et cette pratique sont communs aux villages insulaires et côtiers de tout le caraïbe colombien. Bien que le réseau électrique fonctionne à Caño de Loro, tout le monde ne possède pas un congélateur et la vente de *cubeta* reste donc pratiquée.



PHOTO 10 : RANGEMENT DES RECIPIENTS PENDANT LA SAISON SECHE A CAÑO DE LORO. Janvier 2011. L. Arango.

Selon Maria Kaika, l'exclusion des processus naturels est une condition fondamentale dans la création spatiale de la maison moderne : l'auteure étaye son propos à travers le processus d'« invisibilisation » de l'eau, des tuyaux et autres dispositifs nécessaires à son transport et traitement dans l'espace domestique urbain (KAIKA 2004). Plus encore, elle affirme que cette exclusion, opérée en grande partie avec le développement du réseau d'adduction d'eau, rend apolitiques les espaces domestiques et les individus qui y habitent : ceux-ci, aliénés à un confort familial, seraient en effet convaincus de l'existence d'un espace domestique totalement déconnecté des processus sociaux et naturels plus vastes. Nous explorerons surtout cet argument à partir du cas de Tuti caractérisé par son réseau urbain d'adduction d'eau (§ 5.3), mais il nous semble que cet apport offre des éléments utiles pour analyser les différentes pratiques d'accès à l'eau observées à Caño de Loro. D'une part, la mise en place de chéneaux et de récipients autour de la maison laisse apparaître les frontières poreuses mettant en relation l'univers domestique et l'espace public ; d'autre part, la visibilité des modes de captation et de transport de l'eau font que les habitants du village se trouvent

directement confrontés à la matérialité de la ressource et aux processus naturels qui l'affectent, avec sa fluctuation saisonnière et sa rareté.

La visibilité de l'eau dans l'espace domestique et la relation directe avec la « naturalité » de celle-ci offrent un plus large pouvoir d'action et de décision aux individus sur la ressource par comparaison avec ceux qui reçoivent directement au robinet une eau traitée. Dans le même temps, la confrontation directe avec la nature de l'eau donne aux individus la possibilité de saper la croyance dans un espace domestique entièrement indépendant des processus socio-naturels qui les dépassent.

#### *4.3.3. Le « cycle de vie » des eaux*

Bien que les différents points d'approvisionnement en eau du village – citernes domestiques, points mobiles de stockage, points d'arrivage d'eau du continent – ne soient pas physiquement reliés entre eux, l'évolution des logiques de stockage au rythme des saisons montre que la circulation de l'eau est généralement pensée comme un système. Le calcul de la quantité d'eau qui doit être achetée ou stockée à la maison – calcul qui est également réalisé par les porteurs d'eau – se fait en tenant compte de la quantité d'eau qu'il y a potentiellement dans d'autres points du village. Les femmes utilisent ce qu'elles ont stocké dans leurs réservoirs en calculant la fin de la saison des pluies, tandis que les porteurs d'eau ont des rayons de vente variables selon la quantité d'eau sur laquelle ils peuvent compter – celle-ci dépend de la fréquence avec laquelle ils se rendent sur le continent, de leur capacité de stockage et de la demande. "Cachuzo", qui a réparé l'une des citernes du Lazaret où il stocke l'eau importée du continent pour la revendre au village, nous explique :

« Pendant cette époque on ne peut pas mettre beaucoup d'eau [dans le réservoir], en effet je me suis rendu compte que l'eau perd le chlore avec le temps, lorsqu'elle est longtemps stockée, alors elle prend un mauvais goût, une mauvaise odeur, alors il faut en avoir peu d'eau » (entretien 1, 14/12/2010).

Lors de la saison des pluies, "Cachuzo" se procure moins d'eau du continent parce que les gens en achètent moins. Néanmoins, il exprime le calcul de la quantité d'eau qu'il doit avoir dans son réservoir non pas en termes d'offre et de demande, mais en s'appuyant sur la conception d'un « cycle de vie » de l'eau. A Caño de Loro, et plus largement dans la région insulaire et côtière caraïbe, il n'est pas rare d'entendre que l'eau doit être mise en circulation,

sans pour autant la gaspiller, car elle risque de se gâcher si elle est stockée trop longtemps<sup>258</sup>. Ainsi, l'usage intense et le partage permettant de garder l'eau en état de consommation. En outre, la logique du « cycle de vie » de l'eau rejoint les logiques du besoin et de la capacité d'usage que nous avons évoqué pour l'exploitation des terres : les gens stockent dans leur maison et collectivement – dans la citerne de "Cachuzo" et dans les bidons des porteurs d'eau – ce dont ils ont besoin et ce qu'ils peuvent consommer à court terme. Cette logique paraît à l'encontre des principes de capitalisation de l'eau et d'une approche spéculative de la gestion des ressources.

A propos du « cycle de vie » de l'eau, Veronica Strang évoque l'idée d'une « eau vivante » dans le Dorset – dans l'Angleterre rurale – qui suppose que bien que l'eau traitée soit considérée comme plus « sûre », elle apparaît comme étant « morte », ce qui joue dans la perception de la qualité de l'eau (STRANG 2004, p. 214). Si cette figure des « eaux vivantes » peut paraître évidente, nous n'avons pas retrouvé à Tuti cette référence à un « cycle de vie » de l'eau pour exprimer les logiques de stockage ou d'usage. A Caño de Loro, au contraire, les différents types d'eau utilisés par les gens dans l'espace domestique ont des « durées de vie » variables. Cette durée sert à classer les eaux domestiques et implique des procédés différents à mettre en place à l'égard de chacune d'entre elles. A propos de l'*agua matute*<sup>259</sup> (eau Matute), traitée dans le système urbain d'approvisionnement et apportée dans l'île, "Cachuzo" remarque ainsi que :

« Ce sont les mêmes embarcations qui pourvoient l'eau aux bateaux marchands qui amènent l'eau ici, l'eau est très propre, très saine, elle n'a pas de bactéries, le DADIS<sup>260</sup> de Carthagène est venu y faire des analyses. Je lave périodiquement le réservoir, bien qu'il ait un toit, je le lave, on ne manipule pas l'eau avec les mains, tout se fait à la motopompe, [d'ici] je la pompe au baril [à partir duquel elle sera distribuée], ce baril est aussi lavé constamment, tous les huit jours, tous les dix jours (...) » (entretien 1, 14/12/2010).

L'*agua matute*, est décrite comme une eau presque « inerte » dont la qualité serait garantie par le passage et la surveillance des institutions municipales de contrôle sanitaire. A l'inverse, l'eau du puits – qui a déjà au moment de la collecte une couleur marron et parfois

---

<sup>258</sup> Les eaux sont donc conçues comme « vivantes », elles ont une durée de vie définie et risquent de se dégrader. Les gens craignent particulièrement le mauvais goût et la mauvaise odeur, mais aussi la reproduction de vermine et d'algues dans les réservoirs. Dès lors, tant que l'eau ne s'est pas « dégradée » par l'action d'organismes vivants, elle reste consommable.

<sup>259</sup> (Nom propre). Nom de famille qui a donné son appellation au ruisseau à partir duquel on a construit le premier aqueduc pour approvisionner en eau la ville de Cartagena. A Caño de Loro, *agua matute* fait référence à toute eau traitée qui est issue du système urbain d'approvisionnement en eau.

<sup>260</sup> Département Administratif de Santé du district de Carthagène (*Departamento Administrativo Distrital de Salud de Cartagena* - DADIS). Il s'agit d'une institution qui fonctionne au niveau du district de Carthagène dans le secteur de la Santé.

une odeur particulière – n’est pas traitée et les gens évitent son usage. Par ailleurs, certaines consignes s’appliquent à l’eau pluviale : celle des premières pluies n’est pas utilisée, les gens la laissant couler car elle lave les toits qui ont de la poussière et ont été salis par les excréments d’animaux – oiseaux et chats – pendant la saison sèche. Ces premières eaux n’ont donc pas une fonction de consommation mais de nettoyage, ce qui marque la transition d’une saison à une autre. Une fois que l’eau des premières pluies a coulé et que l’on considère que les toits sont propres, cette eau peut être collectée et doit être mise en circulation. Aracelis (70 ans), qui possède une citerne domestique, décrit ainsi ce processus :

« J’ai un petit réservoir, je revends l’eau ou je la donne, s’il est en train de pleuvoir encore plus, avant qu’elle ne déborde du réservoir et se perde. On arrête de revendre de l’eau ou de l’offrir quand elle commence à descendre, à descendre [le niveau de l’eau dans le réservoir], comme ça on en garde pour la vaisselle, pour la douche (...) Il faut mettre du chlore, pour [éviter] le vermisseau, le chlore que l’on utilise pour les vêtements. Une fois on nous a fait une formation, il nous on dit qu’il faut mettre trois gouttes de chlore dans l’eau, pour la désinfecter, alors elle devient toute claire ! On met trois gouttes dans le *caneco*<sup>261</sup>, et tu peux mettre un petit filet [de chlore] dans l’*alberca* pour qu’elle n’élève<sup>262</sup> pas de vermisseaux, tu sais que les vermisseaux aiment beaucoup la vase et les choses comme ça » (entretien 27, 24/08/2012).

Pour donner ou vendre l’eau, Aracelis fait ses calculs en fonction de l’intensité de la saison des pluies et selon les besoins de ses voisins. Les gens mettent ainsi les eaux en circulation – par la vente, par le don à l’instar d’Aracelis, ou en multipliant leurs usages – selon leur durée de vie qui dépend de plusieurs variables : la provenance, les modes de partage, le traitement et la saison. Ce système suppose une hiérarchie des différents types d’eau utilisés dans l’espace domestique et rappelle les « eaux mineures » qu’évoquent certains auteurs (CASCIARRI et VAN AKEN 2013, p. 20). En effet, le « cycle de vie » de chaque eau domestique implique à Caño de Loro des relations sociales distinctes et un rapport à l’eau différencié : d’une part, la qualité de l’eau des pluies est garantie par chaque ménage, tandis que celle en provenance du continent est d’abord assurée par la firme en charge de l’adduction de l’eau de Carthagène, puis par ceux qui la transportent, et enfin par ceux qui la distribuent. D’autre part, pour accroître la période d’utilisation de l’eau des pluies, on ajoute du chlore dans les récipients et elle est mise en circulation de manière plus intense ; à l’inverse, les gens s’abstiennent de manipuler l’eau du réseau urbain pour assurer sa durée de vie, et de ce fait évitent le stockage massif et arrêtent les commandes d’eau du continent.

---

<sup>261</sup> Nom générique pour les petits récipients d’autour de 20 litres.

<sup>262</sup> Notre interlocutrice utilise le verbe *criar* qui veut dire littéralement élever, nourrir.

Dans cette logique, les différentes pratiques liées à l'eau de consommation relèvent à Caño de Loro du calcul « tactique » décrit par Michel de Certeau : il s'agit d'un calcul « qui dépend du temps, qui ne dispose pas d'une base pour capitaliser ses avantages, qui saisit l'occasion et met en jeu des éléments hétérogènes » (DE CERTEAU 1990, p. xlvi) : l'intensité des usages, le type de traitement, le mode d'échange – le don ou la vente – et d'accès – gratuite ou payante – mais aussi sa disponibilité en fonction de la saison. Le stockage et la circulation de l'eau s'articulent, en outre, avec la conception du risque de pénurie puisque les conditions du futur, en ce qui concerne la disponibilité de l'eau, sont plus ou moins prédictibles car les pluies sont attendues d'année en année. En outre, l'incertitude quant à l'accès à l'eau est atténuée par la possibilité, en principe permanente, d'importer l'eau depuis le continent.

#### 4.4. Circulation de l'eau : construction des espaces communs

##### 4.4.1. L'eau du continent : accès et négociations

Comme nous l'avons déjà noté, l'eau qui provient du réseau urbain est transportée par les embarcations des porteurs d'eau mais également par les *bongo*<sup>263</sup> qui apportent la ressource afin de remplir la seule citerne du lazaret qui a été restaurée. Si les gens de Barrio Arriba s'approvisionnent principalement auprès des porteurs d'eau du village, ceux de Barrio Abajo acquièrent celle de la citerne en fonction. Construites autrefois par l'Etat, les dix autres citernes avaient toutes fait l'objet d'une appropriation, et de ce fait avaient été revendues et achetées, souvent à plusieurs reprises. Pour autant, elles n'ont pas été restaurées dans le but de stocker de l'eau car il s'agissait d'infrastructures prisées pour leurs matériaux de construction, au point que deux d'entre elles étaient en train d'être converties en maisons.

Qu'elle soit apportée au village par les grands bateaux-citernes ou par les porteurs d'eau, l'eau est vendue, achetée et redistribuée dans des petits récipients de 20 litres appelés *lata* – littéralement, « boîte de conserve », « fer blanc ». Ce mot vient des anciens bidons en fer blanc dans lesquels se vendait l'huile en boîte, et qui servaient à transporter l'eau jusqu'à récemment. De nos jours, les *lata* sont des bidons carrés en plastique, destinés d'abord au conditionnement de l'huile de cuisine (photo 11). Or, la *lata* est devenu une unité de mesure – équivalente à 20 litres –, notamment pour la vente et l'achat des parts d'eau, qui est utilisée de manière générale par les ménages des villages insulaires et côtiers de la région. D'autres

---

<sup>263</sup> Bateaux de transport de marchandises ou de garnisons qui sont souvent utilisés comme des bateaux citernes.

noms génériques sont donnés à ces récipients – *carambuco*, *pimpina*, *timburrito*, *caneco* – bien que ces mots ne soient pas utilisés en tant qu'unité de mesure.



PHOTO 11 : USAGE DES *LATA* A CAÑO DE LORO. Janvier 2011. L. Arango.

A Caño de Loro, l'eau provenant du continent fait l'objet d'une régulation du tarif : chaque début d'année, les porteurs d'eau augmentent le prix des parts d'eau, ce qui est dû à l'augmentation de ce qu'ils paient eux-mêmes aux vendeurs de Carthagène. Lors de notre arrivée en 2010, la *lata* était vendue à 400 COP – soit 0,15 € – et sa valeur est passée à 500 COP – soit 0,20 € – à partir de janvier 2011. Dès que le premier porteur d'eau augmente le prix de sa *lata*, les autres font de même en stabilisant le tarif du bidon d'eau pour l'année. Le transport en brouette depuis les débarcadères jusqu'aux maisons coûtait 500 COP en 2011 par trajet et chaque *lata* d'eau issue de la citerne valait 100 COP de plus lorsqu'elle était redistribuée à domicile. Ces différents coûts rentrent dans le calcul réalisé par les femmes pour assurer l'approvisionnement en eau de leurs familles, surtout pendant la saison sèche. Gregoria, qui habite avec son conjoint et ses trois enfants, nous explique ainsi à propos des quantités d'eau qu'elle achète quotidiennement :

« Quand il n'y a pas d'eau [des pluies] j'achète l'eau chez Eusebio. La *lata* coûte 500 COP (soit 0,20 €). J'en achète quatre ou six par jour, ça dépend du capital que j'ai. Parfois les quatre *lata* me reviennent à 4 000 COP (soit 1,60 €) car je dois payer pour que l'on me les amène de là-bas jusqu'ici. Les quatre ou six *lata* sont suffisants pour les trois enfants, le copain que j'ai maintenant et moi-même » (entretien 24, 22/08/2012).

La disponibilité financière apparaît d'emblée comme l'un des facteurs les plus importants pour l'accès à l'eau : c'est pourquoi l'achat de bidons d'eau au quotidien est un indicateur des différences économiques existant entre les groupes domestiques du village. L'exemple des propriétaires des grandes *tienda*<sup>264</sup> illustre bien ces disparités : souvent originaires du centre du pays, un couple accompagné d'un ou deux enfants achète chaque jour entre une dizaine et une quinzaine de *lata*. Hormis le facteur rigide que constitue la disponibilité financière, d'autres éléments entrent en compte dans les calculs quotidiens des femmes pour l'achat d'eau en saison sèche et elles parviennent même à dégager une certaine marge d'action. Ainsi, elles demandent parfois des crédits aux vendeurs d'eau qui peuvent dans certains cas effacer leur dette. Elles peuvent en outre réduire le coût de l'eau lorsque leur conjoint est sur place et porte lui-même les bidons d'eau à la maison ; il arrive même qu'elles se fassent prêter une brouette afin de porter les bidons elles-mêmes. Selon Michel de Certeau, les consommateurs, encastrés dans des systèmes de production qui les dépassent, conservent un pouvoir de création qui s'exprime dans leurs « manières d'employer » les produits imposés par l'ordre économique dominant (DE CERTEAU 1990, p. xxxvii). En ce sens, les usages et les pratiques des femmes de Caño de Loro, autour d'une eau principalement marchandée, illustrent la marge de manœuvre que se procurent les individus par leurs pratiques de consommation. En somme, ces différents calculs – sur le coût du transport, les délais de paiement mais aussi le réajustement des usages selon le budget – permettent aux femmes de Caño de Loro d'accéder à la quantité d'eau dont elles ont besoin chaque jour en dépit des fortes contraintes du système marchand dans lequel s'effectue l'accès à l'eau. Ces opportunités peuvent toutefois changer selon qu'il s'agisse de l'eau amenée par les porteurs d'eau ou de celle amenée par les *bongo* pour la citerne, les relations sociales que chaque modèle de transport et de vente de l'eau permet de mobiliser étant différentes.

#### 4.4.1.1. *Les débarcadères : du partage éphémère à l'espace politique*

Lors de notre travail de terrain, six porteurs amenaient quotidiennement l'eau au village, principalement en saison sèche<sup>265</sup>. S'ils font parfois seuls le trajet, ils sont la plupart

---

<sup>264</sup> Commerces où sont vendus différents produits de première nécessité. Les plus grandes *tienda* de Caño de Loro sont détenues par des habitants du centre du pays. D'autres plus petits peuvent être situés dans les maisons.

<sup>265</sup> Les porteurs d'eau peuvent faire jusqu'à deux trajets par jour en saison sèche, alors que pendant les pluies ils n'y vont que deux ou trois fois par semaine. Certains arrêtent leur activité pendant cette période et en profitent pour réparer les embarcations, tandis que d'autres donnent la priorité au transport d'autres denrées

du temps accompagnés par un frère, un fils ou un petit-fils qui vient les aider à remplir et à ranger les bidons dans le point d'achat à Carthagène, puis à les débarquer dans les points de vente au village. Pour organiser la vente, encaisser et tenir les comptes du commerce, quatre d'entre eux sont aidés par leur femme et les deux autres par leur belle-mère : ils gèrent avec elles le crédit et le prêt de récipients aux gens qui viennent acheter l'eau chez eux.

A ce titre, les femmes se dirigent généralement vers le lieu de déchargement d'eau le plus proche de leur maison. Elles savent si le porteur d'eau est parti le matin et calculent sans difficulté son heure d'arrivée. Pendant la saison sèche, elles s'y rendent même en avance pour assurer leur part d'eau quotidienne car la vente d'eau se fait dans l'ordre d'arrivée au lieu de distribution. Une fois que le porteur d'eau arrive, lui et son aide transvasent l'eau des grands barils ou des petits récipients vers les *lata* que chaque femme apporte depuis chez elle. Parfois, le porteur d'eau prête ses propres *lata* à une femme qui n'en possède pas ou qui n'en a pas assez, à la condition de les récupérer rapidement : ce sont en effet des objets précieux puisqu'ils sont indispensables au transport de l'eau. Coûtant près de 8 000 COP – soit 3,20€ – ces bidons doivent être commandés à l'avance dans des commerces à Carthagène ou dans les *tienda* du village où ils sont plus rares et chers. Une fois que les *lata* d'une femme ont été remplis, il y a deux possibilités : soit elle les porte elle-même jusqu'à son domicile, soit elle paye quelqu'un pour le faire à sa place, comme nous l'avons déjà noté. L'eau est transportée à dos d'homme ou dans des brouettes et les jerricans sont parfois portés par deux femmes ensemble, les petits enfants étant installés dans les brouettes avec les récipients. Pendant la saison sèche, une circulation importante de bidons d'eau se déroule ainsi dans les rues pendant quelques heures de la matinée, depuis les débarcadères vers les maisons.

Il importe de noter que ces débarcadères constituent aussi des lieux de socialité particuliers, bien qu'ils prennent des formes diverses : certains porteurs d'eau déchargent par exemple les bidons directement sur la plage. Or, bien qu'il s'agisse du même lieu chaque jour, la présence intermittente du porteur fait que cet espace d'échange reste temporaire et ne dure que le temps de la vente de l'eau. Par ailleurs, aucun autre échange n'est organisé dans ces endroits<sup>266</sup>. Ainsi, la dimension collective de ces espaces par le rassemblement autour de l'eau

---

pour le commerce. Néanmoins, il y a un transport d'eau depuis le continent jusqu'au village tout le long de l'année.

<sup>266</sup> C'est le cas d'Eusebio qui, avant d'arriver au lieu de décharge proche de sa maison, s'arrête dans une plage pour vendre l'eau aux gens habitant tout au Nord du village pour lesquels l'accès aux débarcadères plus centraux reste difficile.

se dissout à la fin de la vente pour être récréée le lendemain quand l'eau est vendue à nouveau.

Pour autant, d'autres porteurs d'eau ont bâti des abris, appelés *enramada*<sup>267</sup>, souvent situés dans des espaces vides près de leur maison, le long de la rue et en bord de mer. Si leur emplacement peut changer en fonction de certaines contraintes<sup>268</sup>, ces points de vente restent en règle générale fixes. A la différence des autres débarcadères décrits précédemment, les bidons d'eau restent à longueur de journée dans les *enramada* et les gens peuvent venir en acheter à toute heure. Or, outre l'achat et l'approvisionnement en eau, les *enramada* deviennent des lieux de rencontre, de conversation et de délibération à propos de sujets divers. Les femmes viennent s'y coiffer les unes les autres en fin de journée, les enfants y jouent, on s'y assoit les après-midis de grande chaleur pour bavarder et regarder la mer et les hommes y viennent pour jouer aux échecs ou aux dames (photo 12). Ces lieux ont donc une dimension sociale, qui débute avec la vente d'eau mais ne tarde pas à dépasser celle-ci.

D'autres points de distribution se sont consolidés comme des lieux de commerce plus diversifiés, à l'instar de Libia et Miguel qui ont chacun établi une buvette et vendent, à partir de leur maison, non seulement de l'eau mais des boissons diverses, des *cubeta* et de la bière. Libia sert parfois des petits repas, Miguel commercialise des bouteilles de gaz pour les gazinières domestiques tandis qu'Arnulfo vend du charbon en plus des bidons d'eau<sup>269</sup>. Enfin deux porteurs se livrent au commerce de l'eau chez eux : l'un dans le *patio* situé dans la partie arrière de sa maison qui donne sur la mer et l'autre dans le porche. Pourtant, ces deux derniers points de vente ne constituent pas de véritables espaces de rassemblement autour de l'eau et les gens y restent rarement après l'achat.

Cependant, ces différents lieux de rencontre autour de l'eau demeurent plus ou moins sujets à la variabilité saisonnière qui détermine en partie le transport de la ressource depuis le continent : pendant la saison des pluies, la demande est réduite, et les forts vents du mois de

---

<sup>267</sup> Abri fait en bois et feuilles de palmier pour créer de l'ombre et protéger de la pluie. Outre les *enramada* construites pour la distribution d'eau, d'autres peuvent abriter la vente de petits repas ou protéger les embarcations.

<sup>268</sup> Au long de notre travail de terrain Eusebio a déménagé son débarcadère à deux reprises car Arnulfo a commencé à vendre l'eau à proximité de ce lieu et les clients ont diminué. En outre les porteurs d'eau peuvent arrêter et reprendre leur activité pendant certains périodes selon la saison, la fatigue, des questions de santé ou le début d'une nouvelle activité commerciale.

<sup>269</sup> L'association d'autres commerces à la vente d'eau est courante : "Chachi", qui vend l'eau de pluies qu'elle collecte dans son réservoir domestique, a chez elle une petite boutique de bijoux produits de beauté. Dans le même sens, "Cachuzo" stocke l'eau amenée du continent dans la citerne du lazaret qu'il a fait réparer et vend également du gasoil pour les embarcations de l'île et des bouteilles de gaz pour les ménages du village

mars empêchent de réaliser la traversée en bateau et d'accoster<sup>270</sup>. Pendant ces mois-là, les *enramada* rassemblent moins de monde, et les femmes passent plus rarement dans les buvettes de Miguel et Libia. De cette manière, la saisonnalité reste aussi un élément clé dans la construction et dans les dynamiques des espaces de partage qui se créent autour de l'eau.



PHOTO 12 : *ENRAMADA* ET VENTE D'EAU. CAÑO DE LORO. Décembre 2010. L. Arango.

S'il n'y a pas une gestion collective de l'eau formellement organisée à Caño de Loro, les moyens de transport et de stockage, mais aussi les activités associées à la vente d'eau, produisent des spatialités avec une certaine dimension commune, bien que le nombre de personnes rassemblées soit inégal et variable dans le temps.

En comparant les groupements qui se créent dans les différents points de vente d'eau à Caño de Loro, il semble que pour qu'un lieu se consolide comme un espace d'échange, durable, il ne doit être ni trop privatif, ni trop anonyme. A titre d'exemple, les échanges ne se consolident pas au-delà de la vente d'eau à la plage en l'absence d'*enramada* : personne n'est en charge d'un lieu par ailleurs trop anonyme. En revanche, les *patio* et les porches constituent des lieux intimes, des spatialités domestiques, et ne donnent pas lieu à des rassemblements importants. C'est pourquoi les échanges y sont rapides et les gens n'y restent pas.

---

<sup>270</sup> Les moments les plus critiques pour l'approvisionnement en eau des villages de l'île ne sont donc pas les périodes sèches en elles-mêmes, mais les périodes sèches qui coïncident avec la saison des vents, notamment le mois de mars.

Pour que les gens s'approprient un lieu et l'investissent, chacun doit disposer potentiellement d'un droit de présence, d'une raison d'être là, d'un intérêt particulier : ce qu'offre la mise en place d'une *enramada* qui protège de la chaleur tout en assurant la vente de bière ou d'eau. Avec le temps, ces lieux où l'échange est plus régulier peuvent devenir des espaces de discussion et de rassemblement, tout acquérant une certaine dimension publique et politique dans le sens que Rita Brara donne à ces termes, c'est-à-dire des espaces formellement reconnus de délibération et de débat (BRARA 2007).

#### 4.4.1.2. La citerne ou la « socialité indirecte » de l'eau

"Cachuzo" a construit sa maison à côté d'une ancienne citerne du lazaret après avoir acquis la parcelle où elle était placée en occupant le terrain dans les années 1980. L'infrastructure s'est donc trouvée dans la cour de sa maison et, après quelques travaux, il a commencé à stocker de l'eau pour la vente – jusqu'à 130 tonnes. En ce qui concerne la mise en fonctionnement de la citerne, "Cachuzo", nous explique :

« Tout ça [la citerne] était plein de *monte*, de déchets, le toit était tombé, alors je suis arrivé et je l'ai nettoyé avec des garçons, je les ai payé pour qu'ils nettoient, après je l'ai réparée puis j'ai mis un [produit] imperméabilisant, je l'ai peinte et j'ai mis le toit, alors, ça fait quelques huit ou neuf ans que j'ai mis en place le service<sup>271</sup> d'eau [au village, à partir de celle] qu'apporte le *bongo* de Carthagène » (entretien 1, 14/12/2010).

"Cachuzo" commande l'eau aux *bongo* une fois tous les quatre jours pendant la saison sèche, et toutes les deux ou trois semaines quand les pluies battent leur plein. Ensuite, elle est vendue de maison en maison par un garçon qu'on appelle "El Negro". Celui-ci a une relation contractuelle avec "Cachuzo" puisqu'il tire un salaire du pourcentage des ventes journalières d'eau. Tous les jours, il déverse l'eau dans un grand récipient en plastique d'une capacité de 800 litres sur lequel est fixé un robinet, et ce contenant est porté dans une charrette tirée par un cheval qui fait des allers et retours sur la rue principale, dans le Barrio Abajo, en remplissant au fur et à mesure les *lata* que les femmes laissent devant le seuil de la porte (photo 13). Cette eau est appelée « l'eau de l'âne » (*el agua del burro*), pour la différencier de celle des porteurs d'eau ou de l'eau des pluies, mais il s'agit toujours d'une *agua matute*.

---

<sup>271</sup> Dans l'entretien, notre interlocuteur dit « (...) entonces yo actualmente hace más o menos unos ocho o nueve años estoy prestando el servicio de agua, que la traen unos planchones de Cartagena ». Il utilise le mot "service" bien qu'il s'agisse d'une transaction marchande dont il tire un important usufruit.



PHOTO 13 : **DISTRIBUTION D'EAU DANS LE VILLAGE DE CAÑO DE LORO.** Septembre 2009.  
L. Arango.

"El Negro" commence le travail tôt le matin et peut faire jusqu'à cinq tours de distribution dans la journée pendant la saison sèche : pour marquer son passage, il utilise un klaxon dont la sonorité rappelle celle des ambulances. Ce son quotidien constitue une marque particulière de la manière dont l'eau de la citerne rend l'espace familier et crée du lien social, à l'instar de ce que Fabienne Wateau (2007) a pu observer en Galice avec la conque utilisée pour sonner les tours d'irrigation.

Les *lata* restent toute la nuit ou de longues heures de la journée au seuil de la maison, et les initiales du prénom et du nom des femmes qui en sont propriétaires sont inscrites sur ces récipients. Posés devant les maisons, ces bidons personnalisent l'espace commun de la rue en référence aux univers domestiques qui sont, en termes hydriques, représentés par les femmes et leurs *lata*. Le passage constant de l'eau par le seuil de la maison vient brouiller la limite entre espace privé et public tout en créant entre ces pôles une certaine continuité.

Cependant, dans le système de distribution d'eau de la citerne, il convient de remarquer que les récipients ne circulent pas dans l'espace public puisqu'ils restent devant la maison. En outre, ils ne suscitent pas systématiquement un échange interpersonnel, effectif ou immédiat, entre le garçon qui distribue l'eau et les femmes : il arrive parfois que ce dernier

passer et remplir les bidons avant de continuer son chemin puisque l'eau a été achetée à l'avance ou sera payée plus tard. « L'eau de l'âne » ne produit pas d'échanges entre les femmes, à l'inverse de ce que l'on peut observer dans les débarcadères dans lesquels elles s'empruntent des *lata* les unes aux autres ou coopèrent pour payer ensemble un brouette. Dans le système de distribution à partir de la citerne, les femmes reçoivent l'eau à la maison et c'est souvent "El Negro" qui, lors de son passage, transmet les messages entre elles et peut y apporter un petit repas ou encore un outil d'une maison à une autre.

Ainsi, si la circulation de l'eau à partir des débarcadères implique de nombreux échanges, « l'eau de l'âne » crée une socialité différente car ce ne sont pas les individus qui se déplacent pour chercher l'eau, mais l'eau qui se déplace dans les maisons : les échanges interpersonnels sont alors réduits à ceux entre le vendeur et les acheteuses et les bidons circulent moins. En conséquence, « l'eau de l'âne » peut difficilement contribuer à la création d'un espace collectif d'échange comme les *enramada*, les débarcadères ou les buvettes associées à la vente d'eau. En outre, si les femmes doivent sortir de chez elles pour se rendre aux débarcadères et parfois parcourir de longues distances en passant devant la maison des voisins ou en faisant le chemin à plusieurs, dans le système de « l'eau de l'âne », l'articulation de l'espace domestique et de la rue est au contraire réduite aux allers et retours des *lata* entre les *patio*, les cuisines et les seuils des maisons. Ainsi, les manières de distribuer l'eau créent des socialités diverses et produisent des espaces communs qui diffèrent aussi bien par l'intensité des relations entre les membres des différents univers domestiques dans l'espace de la rue, par le nombre de personnes impliquées dans l'échange mais également par leur durée, l'étendue de leur spatialité et enfin leurs logiques de fonctionnement.

#### 4.4.2. *Barrio Arriba, Barrio Abajo : les différenciations hydriques*

Si les différentes formes de distribution de l'eau produisent des sociabilités variables et contribuent à la création de divers espaces d'échange, cette distinction peut également être mesurée à l'aune de l'histoire du peuplement du village : comme nous l'avons noté plus haut, les porteurs d'eau desservent presque exclusivement les habitations de Barrio Arriba mais n'interviennent pas dans le Barrio Abajo dont les résidents achètent seulement « l'eau de l'âne ».

Au-delà de la seule question des formes d'accès à l'eau, certaines caractéristiques dans les structures et la configuration de l'espace paraissent propres à chacun des deux secteurs :

nous avons ainsi remarqué que l'espace d'habitation est principalement agencé sur deux rues dans le Barrio Abajo, à la différence du Barrio Arriba où les gens distinguent plusieurs secteurs et où l'on retrouve des petites ruelles et une densité supérieure de l'habitat. Les maisons du Barrio Abajo sont donc plus grandes que dans le Barrio Arriba où les habitations avaient déjà fait l'objet de subdivisions et de création de nouveaux foyers au sein des *patio* : non seulement la plus ample disponibilité de terrains mais aussi la logique de spéculation sur le foncier qui s'y est probablement affirmée au moment de la construction des maisons à Barrio Abajo explique cette différence. Dans le Barrio Arriba, l'occupation de l'espace est plus ancienne et liée à la parenté puisque les gens ont occupé des terrains contigus à ceux de leurs parents. En revanche, le Barrio Abajo recouvre la zone où était situé l'ancien lazaret : l'occupation des terrains vides s'y est donc réalisée à un rythme plus rapide, souvent à l'initiative de jeunes couples qui avaient besoin d'un lieu d'habitation et qui la plupart du temps n'avaient pas de liens de parenté reconnus entre eux.

Outre ces distinctions dans les formes d'occupation de l'espace, certains de nos interlocuteurs marquent eux-mêmes une subtile différenciation entre les deux secteurs, bien que des gens de la même famille puissent résider d'un côté comme dans l'autre et qu'il y ait des déménagements entre les deux espaces. Lors d'un entretien que nous menions avec sa grand-mère Johana, Susan (23 ans) nous explique :

« Moi je suis allée vivre dans le Barrio Abajo quelques mois chez la mère de Rafael [le père de sa fille] quand j'ai accouché de Shaira. Comme ma mère n'est pas ici elle voulait m'aider. Mais je n'y ai pas tenu, les gens là-bas pensent qu'ils sont à Boca Grande (un des quartiers touristiques de Carthagène). Ils ont toujours les portes fermées et à clé (...) ce n'est pas comme ici [dans le quartier du haut] tu es tranquille et il y a de l'ambiance, là-bas il n'y a rien, les gens ne se parlent pas entre eux, mais ils racontent des choses au dos des autres (...) Là-bas, si tu as besoin de sel et tu n'as pas d'argent, tu manges ta bouffe fade. Ils ne s'abaisseraient jamais à de demander du sel à un voisin » (entretien 21, 19/08/2012).

A l'histoire d'occupation de l'espace et de la distribution de l'eau vient alors se superposer une différence formulée par les habitants du Barrio Arriba à l'égard de ceux du Barrio Abajo : l'eau qui se déplace directement dans les maisons correspond à un espace où les portes sont fermées à clé et où les relations sociales sont « fades » comme la nourriture que l'on mange sans sel par honte d'afficher les manques domestiques. Par ailleurs, la confrontation autour des différentes manières de vendre et de distribuer l'eau exemplifie d'une certaine manière l'opposition à cette socialité « fade » : arguant que la vente de « l'eau de l'âne » centralisée par "Cachuzo" viendrait achever leur négoce, les porteurs d'eau en ont empêché la distribution dans le Barrio Arriba. Ce faisant, ils défendent une « socialité

hydrique » particulière en critiquant les acheteurs de « l'eau de l'âne ». A ce propos, Eusebio déclare :

« Aujourd'hui je ne vais pas garder de l'eau pour Verledis parce qu'elle a acheté l'eau de l'âne, alors qu'elle continue à acheter l'eau de l'âne ! Je ne lui garde pas de l'eau même si elle est ma cousine, si elle est ma cousine pourquoi elle n'achète pas mon eau ? » (entretien 30, 31/08/2012)<sup>272</sup>.

D'autres différenciations entre les deux secteurs sont exprimées quant à la familiarité, l'importance des rapports de parenté, le respect des adultes. Alberto, inspecteur de Caño de Loro entre 2008 et 2012, explique à propos d'un groupe d'enfants qui avait cassé les vitres d'une maison :

« Les coupables sont les parents, ils sont dépassés. L'éducation vient de la maison, les parents n'élèvent plus les enfants, ils les laissent à l'inspecteur, mais l'inspecteur ne peut pas [les élever], ni la JAC, ce sont des mineurs, je dois plutôt appeler les parents, je vais aller les voir (...) ils ne réprimandent pas leur enfant, ils laissent l'éducation à l'école, mais un instituteur ne peut pas éduquer les enfants (...) En plus, nous sommes divisés, Barrio Abajo et Barrio Arriba et les problèmes viennent surtout de là-bas, de Barrio Abajo, tous les problèmes de vol, de drogues, de dispute (...) En effet, ici les parents, nous réprimandons plus les enfants, nous sommes plus attentifs, si un gamin est en train de s'embarquer un samedi, un dimanche sans la permission des parents, on le gronde : "rends moi service, descends de là", mais pas là-bas, là-bas on le laisse, il y a une différence, ici il y a plus d'ambiance, c'est plus familial » (entretien 11, 18/01/2011).

Il importe de souligner que ce sentiment récurrent de différenciation entre les deux secteurs paraît très net dans les discours et porte sur le manque d'ambiance et de convivialité ainsi que sur l'affaiblissement des liens familiaux. Cependant, cette distinction est beaucoup plus diffuse dans le quotidien : de nombreux liens familiaux et économiques unissent en effet les habitants des deux quartiers qui sont en outre gérés par les mêmes institutions officielles ; et, comme nous l'avons noté, il n'existe pas de véritable limite physique nette entre les deux espaces mais une zone de transition plutôt élargie. Ainsi, l'expression des différences séparant les deux secteurs dans les discours sert plutôt à rendre intelligibles certains changements et à qualifier ceux-ci dans un discours moral. Dans cette logique, les gens condamnent subtilement une socialité plus individualisée qu'ils associent au Barrio Abajo, et affirment refuser d'y vivre en taquinant les sœurs qui y habitent parce qu'elles « montent » de moins en moins. Les habitants du Barrio Arriba, et en particulier les personnes les plus âgées, critiquent les enfants qui seraient mal élevés et dont l'éducation n'est plus assurée par le collectif des adultes,

---

<sup>272</sup> Néanmoins, il n'y a pas de concurrence explicite entre porteurs d'eau eux-mêmes, mais plutôt une sorte de solidarité et de camaraderie : ils vont souvent ensemble chercher la ressource, et ne sont pas préoccupés si l'un de leurs clients va acheter chez un autre porteur d'eau. La principale logique d'achat étant la proximité spatiale pour minimiser les distances de transport, il arrive que les gens changent de vendeur, généralement quand il n'y a pas d'eau chez leur vendeur habituel.

comme l'explique l'inspecteur, puisqu'elle est de plus en plus cantonnée à la famille nucléaire et confiée à l'école. Enfin, l'observation des formes de distribution de l'eau et les conflits opposant les porteurs d'eau au propriétaire de la citerne font écho à cette dénonciation de l'individualisation et de la perte de socialité ressentie par certains de nos interlocuteurs dans le village.

#### 4.4.3. *La marchandisation de l'eau comme forme de socialisation*

L'observation des modalités d'accès à l'eau à Caño de Loro montre qu'au sein d'un même espace et dans le même temps la gestion de cette ressource peut être guidée par des logiques différentes avec des critères qui peuvent paraître contradictoires lorsqu'ils sont compris dans une vision binaire – marchand/non marchand, privé/public, individuel/collectif – mais qui ne sont pas exclusifs les uns des autres dans la pratique quotidienne. Si certaines eaux sont d'emblée gratuites – comme celle du Pozo Grande, qui est cependant très peu utilisée ainsi que celle captée par chaque groupe domestique au moment des pluies<sup>273</sup> –, une bonne partie des ressources hydriques utilisées dans l'espace domestique sont considérées comme un bien marchand qui relève de la production de profit<sup>274</sup> : il s'agit notamment des eaux apportées du continent et de celles pluviales vendues entre groupes domestiques à certaines époques de l'année. La logique marchande est bien visible dans l'inscription ornant le récipient qu'"El Negro" utilise pour transporter l'eau et qui avertit : « aucun récipient n'est rempli sans argent » (photo 14) mais aussi par le fait que certains des gens qui vendent l'eau développent en même temps d'autres types de commerce. Le caractère marchand de l'eau est d'autant plus frappant si on le compare à la situation de Tuti où comme nous le verrons la vente et l'achat d'eau entre voisins paraît impensable.

---

<sup>273</sup> En outre, les travailleurs qui font la traversée quotidienne dans leur propre embarcation apportent l'eau pour leurs ménages, parfois pour leur mère, et les porteurs d'eau ne chargent pas leurs enfants pour les *lata* quand ceux-ci sont dans une situation économique difficile, bien que généralement l'eau importée du continent soit aussi vendue aux parents.

<sup>274</sup> La tonne d'eau coûte entre 8 500 et 9 000 COP (soit autour de 3,5€) et l'eau de la citerne est revendue par *lata* de 20 litres à 500 COP. Ainsi, le litre d'eau est acheté à 8,5 COP et revendu à 20 COP. Le propriétaire de la citerne tire donc un profit par litre d'eau supérieur au double de sa valeur initiale. Bien qu'ils vendent la *lata* au même prix, les porteurs d'eau font un bénéfice plus ample dès lors que le litre d'eau leur revient moins cher au point de vente de Carthagène (§ 7.3.4). Enfin, la vente d'eau pluviale, gratuite au captage, est entièrement au bénéfice des vendeuses.



PHOTO 14: *EL BURRO DE AGUA*. Le récipient avait été peint avec cette consigne lors de notre deuxième travail de terrain en 2012. L. Arango.

Au caractère marchand de l'eau vient s'ajouter le statut privé des infrastructures, qu'il s'agisse des réservoirs domestiques pour le captage des eaux pluviales ou des citernes. Hormis le Pozo Grande, il n'existe pas à Caño de Loro de point d'eau « collectif » qui serait accessible à tout le monde et géré par une instance dont l'autorité serait largement reconnue par les habitants du village<sup>275</sup>. Lorsque les gens évoquent *la alberca del pueblo* – la citerne du village –, ils font ainsi référence à la citerne proche de l'école, qui desservait les fonctionnaires du lazaret et qui était en partie utilisée par la population jusqu'au démantèlement de celui-ci. Rarement utilisée, cette infrastructure reste vide la plupart du temps et n'a pas fait l'objet d'un quelconque entretien lors de nos séjours de terrain. Cette situation rejoint un double constat : d'une part, aucune des anciennes citernes du lazaret, en dehors de celle de "Cachuzo", n'a été remise en état par les particuliers du village qui les ont

---

<sup>275</sup> C'est le cas dans certains villages insulaires où il existe un réservoir qui capte l'eau des pluies pour tout le village. Dans d'autres localités, le réservoir est rempli avec de l'eau envoyée du continent par la municipalité et la répartition est décidée par l'inspecteur ou par un individu dont l'autorité est reconnue dans le village (ARANGO 2007).

achetées ou se les sont appropriées et d'autre part, aucune initiative, individuelle ou collective, n'a été entreprise pour mettre en fonctionnement la « citerne du village »<sup>276</sup>.

Cela ne veut pas dire que les gens ont perdu la capacité de partager d'autres eaux gratuites ou d'aménager et d'utiliser des points d'eau communs. Pendant notre premier travail de terrain à Caño de Loro, la saison des pluies a été plus longue et plus intense qu'à l'accoutumée. L'importance des précipitations a provoqué un stockage hydrique dans les montagnes de l'île entraînant deux jaillissements d'eau au piémont auxquels les gens se réfèrent comme des *ojo de agua* – littéralement, « œil d'eau » – en ce qu'ils « pleurent » l'eau de la montagne. Selon de nombreux interlocuteurs, ce phénomène n'avait jamais existé par le passé et ces sources éphémères se sont taries au bout d'un ou deux mois. Malgré leur caractère inattendu et leur durée temporaire, les gens les ont plus ou moins aménagées afin d'en obtenir de l'eau gratuitement. Pendant cette période, ces sources sont devenues des lieux de réunion et de rencontre, principalement pour les jeunes adolescents qui venaient chercher l'eau pour leurs maisons.

Dans des contextes ruraux fort différents de celui de Caño de Loro, et notamment au Maroc et au Soudan, certains auteurs ont démontré que la marchandisation de l'eau a un effet de « désocialisation » sur la gestion de celle-ci (CASCIARRI 2011). Dans le même sens, à Guayaquil – un contexte urbain plus proche de celui de Carthagène – des recherches ont établi que les vendeurs d'eau fondent leurs revenus à partir d'un monopole sur la nature qui leur octroie un important pouvoir social et économique (SWYNGEDOUW 2004, p. 138).

A ce titre, le cas de Caño de Loro peut davantage être rapproché de celui de Guayaquil même si l'action des vendeurs d'eau y est beaucoup moins massive. Les échanges marchands d'eau constituent en effet un mode important de socialisation, selon nos observations de terrain, bien que la redistribution de l'eau ne se réduise pas à ces seules interactions.

---

<sup>276</sup> Certains auteurs ayant travaillé en zone rurale ont montré que la marchandisation de l'eau apparaît comme une stratégie d'adaptation à des changements économiques et à des situations écologiques extrêmes (ANCEY et al. 2008 ; STARO 2013). Cependant, il est difficile d'affirmer ceci à Caño de Loro dès lors qu'on ne retrouve pas, chez les habitants du village, d'initiatives pour établir un accès gratuit à l'eau qui serait en principe garanti par les envois de la municipalité (§ 7.3.5). La marchandisation de l'eau relève plutôt ici à la fois du refus d'être inséré dans les logiques de l'administration municipale mais aussi du manque de légitimité des institutions étatiques pour les habitants de Caño de Loro.

#### 4.4.4. La circulation d'objets liés à l'eau : création du voisinage

En somme, l'accès à l'eau provoque l'échange, l'emprunt, la location, et donc la circulation de différents objets : les femmes et les porteurs d'eau se prêtent leurs bidons, de jeunes garçons sont payés pour apporter l'eau à la maison et des brouettes sont loués tout le long de la journée pour transporter l'eau ici et là. La circulation de ces objets met en relation différentes personnes et permet le maintien des « réseaux hydriques ». En outre, l'usage des bidons d'eau indique plus particulièrement des réseaux de solidarité féminine associés aux réseaux de parenté. Dans certaines familles de Caño de Loro, les enfants se voient donner des prénoms commençant par la même lettre. En conséquence, lorsque les femmes marquent leurs bidons de leurs initiales, ceux de leurs sœurs en portent les mêmes ce qui fait que les récipients sont potentiellement interchangeable entre elles tandis que les frères mariés, dont les bidons portent les initiales de leur femme, sont exclus de cet échange<sup>277</sup>. Si le cas des prénoms commençant par la même lettre reste cependant peu répandu, les femmes viennent très souvent chercher l'eau avec des récipients qui ne portent pas leurs initiales, mais celles de leurs grand-mères, belles-mères, mères, sœurs ou voisines<sup>278</sup>. Certaines d'entre elles étant décédées continuent alors à marquer de leur présence l'approvisionnement en eau de leur réseau féminin de solidarité. Or, l'emprunt d'autres objets liés à l'accès à l'eau indique l'existence de relations sociales particulières entre parents et voisins. Concernant le captage d'eau des pluies, Gregoria (36 ans) nous explique :

« (...) en ce moment, je n'achète pas d'eau parce qu'il pleut. Je prends l'eau chez la voisine, chez Idalia, il y a la maison à côté, c'est la suivante, elle est ma tante, la sœur de mon père, de mon vrai père (...) Maintenant je prends l'eau de pluie, pas qu'Idalia ait une *alberca*, mais elle a un chéneau, alors [quand il pleut] nous allons et mettons nos récipients là-bas sous son chéneau, elle remplit et nous aussi, nous remplissons [nos récipients] avec son chéneau, ici je n'en ai pas » (entretien 24, 22/08/2012).

Outre le déplacement des récipients sous les auvents d'une parente voisine, les femmes qui ont de bons chéneaux – longs de plusieurs mètres, non troués, etc. – et qui ont rempli leurs récipients peuvent, lors des pluies longues, les prêter à celles qui n'en possèdent pas ou en ont en mauvais état. En plus d'indiquer des relations sociales particulières, la circulation des objets liés à l'eau suppose une certaine extension de l'univers domestique et une inscription

---

<sup>277</sup> Les sœurs Marelis, Marleny, Marlina, Mariadis Diaz Viana, marqueront leurs bidons des initiales MDV (deux d'entre elles le font déjà) tandis que les bidons de leur frère Milciades porte les initiales de sa femme. Les sœurs Yuheidis, Yusnaida et Yubiris Romero Diaz marqueront leurs bidons des initiales YRD.

<sup>278</sup> Certaines observations minutieuses laissent penser à une conception plus individualisée des dispositifs liés à l'accès à l'eau : nous avons noté dans deux cas que les *lata* ne sont plus marquées des initiales du nom d'une femme mais selon son surnom. Par ce biais, elles ne s'affilient plus à un réseau de solidarité féminin où les *lata* des femmes d'une même famille peuvent être confondues.

plus importante des personnes, identifiées aux bidons d'eau ou aux chéneaux, dans l'espace commun de la rue. A Caño de Loro, les objets mobiles sont en général marqués des initiales de leurs propriétaires : les bidons d'eau et les chaises en plastique portent celles des femmes, tandis que les *tanque* d'eau et les brouettes sont identifiés par celles des hommes. Dans la même logique, les infrastructures et les espaces liés à l'eau sont fortement associés à des individus, à l'instar des citernes qui ne sont plus en usage mais qui sont toutes désignées par le prénom ou le surnom de leur propriétaire. Plus encore, les débarcadères d'eau n'ont pas une appellation générique mais les gens s'y réfèrent par le nom ou le surnom des porteurs d'eau ou de leurs femmes. Ainsi, les citernes et les débarcadères sont insérés dans un univers familial et personnalisé et peuvent être associés à l'espace relationnel ou à l'histoire d'un individu : ce sont autant de formes par lesquelles l'eau et les espaces qui lui sont associés sont socialisés.

Certains auteurs, ayant travaillé sur la signification du stockage et de la circulation des denrées auprès des populations pratiquant la chasse, affirment que le marquage des bidons contenant une matière quelconque répond à un code culturel à travers lequel les personnes peuvent être identifiées à leur propriété (INGOLD 1983). A ce titre, le marquage des bidons d'eau à Caño de Loro peut être associé en partie à la reconnaissance de la propriété des récipients et de l'eau. Or, par leur emprunt constant et leur circulation très active, les bidons d'eau réalisent une sorte d'extension de l'univers domestique dans un espace plus ample de partage. Lorsqu'un bidon, une chaise ou une brouette circule, c'est également une partie de la maison qui circule, accompagnée de l'évocation explicite de son ou sa propriétaire et du groupe de solidarité qui lui est associé par le marquage des initiales. Autrement dit, les différents objets mobiles, dont ceux liés à la distribution de l'eau, étendent les univers domestiques autant dans leur matérialité – en tant que parties de la maison qui circulent – que dans leur dimension relationnelle – les noms des hommes et des femmes qui se déplacent dans l'espace. Les bidons d'eau et les autres dispositifs produisent ainsi – par leur personnalisation – et reproduisent – par leur transit – un espace commun familial.

En dépit de l'absence d'un point d'eau géré de manière collective et bien que l'accès aux ressources hydriques soit en grande partie régulé par une logique marchande, l'observation des modalités de gestion de l'eau à Caño de Loro permet de révéler tout un univers social qui repose sur de nombreux échanges et partages autour de cette ressource<sup>279</sup>.

---

<sup>279</sup> A ce propos, les gens de Caño de Loro auraient été les premiers dans l'île à avoir importé l'eau du continent pour la vente et il s'agit du seul village parmi les quatre que compte Tierra Bomba – et probablement de la côte

La dimension collective de l'eau ne se traduit pourtant pas sous la forme d'une instance chargée d'assurer l'approvisionnement des habitants du village, mais on peut considérer que les porteurs d'eau et le propriétaire de la citerne, bien que menant une activité marchande, assument cette responsabilité. A cet égard, "Cachuzo" explique qu'il « assure le service de l'eau » au village (entretien 1, 14/12/2010) et n'évoque pas son caractère lucratif : il calcule en permanence les besoins hydriques des habitants, tout comme les porteurs d'eau. Lorsque les femmes sont à sec, elles peuvent dans cette logique solliciter gentiment ces différents acteurs, souvent en les taquinant, afin qu'ils remettent plus d'eau en circulation. Ce faisant, elles ne mobilisent pas la valeur marchande de la ressource mais une certaine « responsabilité morale » de la part des porteurs d'eau et d'"El Negro" qui doivent assurer approvisionner du village.

Au sein d'un système de marchandisation plus ou moins généralisé, nous avons montré que les distinctions entre l'activité des porteurs d'eau et celle de "Cachuzo" – dans le type de transport, les modes de distribution, les temps de paiements, l'étendue et la durée des échanges – produisent des différences substantielles dans le fonctionnement et l'intensité des relations sociales qui se créent à partir de l'eau. Cette diversité constatée nous paraît justifier l'observation minutieuse des modes de transport, de distribution et d'échange de l'eau qui, en dépit d'être inscrites dans un système marchand, deviennent des formes effectives de socialité comme le montre le cas de Caño de Loro.

---

proche – où existent encore des porteurs d'eau. Les autres populations comptent largement sur l'eau transportée par les *bongo*. Il est possible que cette permanence soit liée à des questions historiques : d'une part les habitants de Caño de Loro ont reçu très tôt des envois d'eau en provenance du continent à cause de la présence du lazaret. D'autre part, les villages plus récents de Tierra Bomba et Punta Arena ont probablement connu depuis leur fondation l'envoi d'eau par les *bongo*, la navigation entre Carthagène et ces deux villages étant souvent difficile dans des petites embarcations. Enfin, la permanence des porteurs d'eau pourrait être associée à la navigation et au commerce de cabotage que les habitants de Caño de Loro ont plus longuement pratiqué que ceux des autres villages de l'île.

## CHAPITRE 5. ÉLARGISSEMENT DES MAISONS, BRANCHEMENTS HYDRIQUES ET DONS D'EAU A TUTI

### 5.1. Caractéristiques géographiques et socioéconomiques du village de Tuti

S'étendant sur près de huit kilomètres carrés, l'île de Tuti<sup>280</sup> se trouve à la confluence des deux Nils (carte 7), entourée par l'agglomération de Khartoum : elle est plus haute des côtés Nord et Ouest et l'altitude diminue progressivement sur le versant Sud-est. Un tiers de l'île reste inondable pendant les crues du fleuve qui commencent au mois de mai et trouvent leur point maximum au mois d'août. La population de Tuti est considérée historiquement comme l'une des premières de l'agglomération et l'île a considérée administrativement comme un espace rural de l'Etat de Khartoum jusqu'aux années 1970, date à laquelle elle a été classifiée comme un espace urbain. Desservie tout le long du XX<sup>e</sup> siècle par trois ferries qui faisaient la navette vers les trois districts de la conurbation, Tuti est désormais reliée à Khartoum par un pont depuis 2009 : lors de notre dernier travail de terrain en 2012, il ne restait plus qu'un seul ferry qui faisait la navette plusieurs fois par jour vers la ville d'Omdourman.

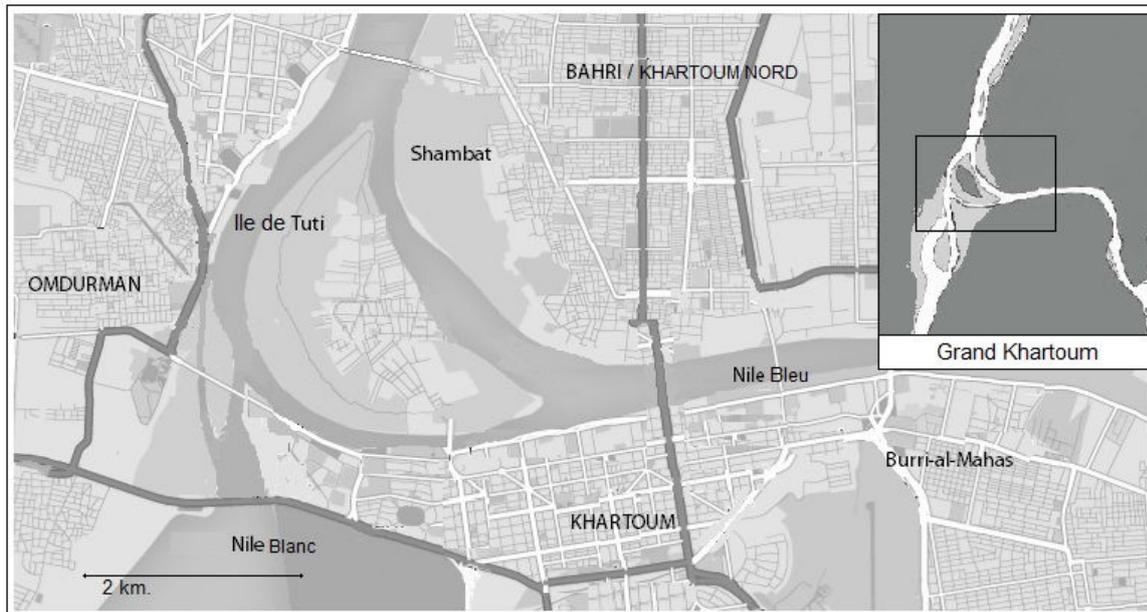
Selon le recensement de 2008, l'île compte environ 12 000 habitants (CENTRAL BUREAU OF STATISTICS 2009), mais nous n'avons pas trouvé de statistiques socioéconomiques récentes et détaillées pour la population de Tuti, la dernière étude datant des années 1964 (AL BESHIR AL HASSAN 1964)<sup>281</sup>. Par l'intégration tardive de l'île dans l'administration urbaine, les maisons de Tuti n'ont pas fait l'objet de la classification en tant qu'habitations de première, deuxième et troisième classe – norme en vigueur dans le reste de la ville depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Or, à partir de nos observations et selon les

---

<sup>280</sup> Il y a peu de références dans la littérature au nom de l'île et il ne s'agit pas d'un terme issu de l'arabe. Dans son livre consacré à l'histoire de l'éducation à Tuti, l'un de ses habitants, titulaire un DEA en Sociologie à l'Université de Bordeaux (France) dans les années 1980, résume bien les explications que nous avons trouvées en ce qui concerne ce toponyme (Al Nūr Ibrahim, sans date). Pour certains, le nom, provenant de la langue Shilluk, aurait été donné à l'île par des administrateurs pendant le Sultanat Funj et signifie « l'homme puissant » ou « le sultan ». Une autre version ferait de « Tuti » un mot de la langue Maḥas qui voudrait dire « ventre de vache » selon la forme de l'île. Enfin, ce toponyme pourrait aussi venir de l'histoire de quatre frères, Kug, Koko, Qamar et Tut qui ont remonté le Nil depuis Sennar en fondant des villages qu'ils auraient appelé de leur nom, dont ḥilla Koko à Khartoum Nord et Tuti.

<sup>281</sup> Contrairement au cas de Caño de Loro, nous n'avons pas trouvé de données statistiques précises concernant Tuti, et notamment dans les domaines suivants : les revenus de ses habitants, leur moyenne d'âge ou encore leur niveau d'éducation.

caractéristiques utilisées pour classer les habitations de l'agglomération<sup>282</sup>, nous avons pu identifier les trois types de maisons à Tuti.



CARTE 7 : L'ILE DE TUTI DANS L'AGGLOMERATION DE KHARTOUM

Les habitants de Tuti se réclament d'origines géographiques diverses : les uns mentionnent ainsi une provenance nubienne très ancienne en faisant référence au Nord du Soudan ou au Sud de l'Égypte tandis que d'autres affirment provenir de la province du Nil Bleu. En outre, si certains évoquent une migration plus récente de l'Ouest du Soudan – principalement le Darfour et le Kordofan –, nombreux sont ceux qui disent venir d'autres quartiers de l'agglomération ; enfin, on dénombre des gens originaires d'autres pays dont la Turquie, l'Éthiopie et l'Érythrée.

De fortes différences socioéconomiques et spatiales peuvent être observées entre ces individus d'origines différentes, ce qui a été décrit dès les premiers travaux portant sur l'île (HILL 1965) : les gens issus de l'Ouest du pays habitent surtout dans des maisons délabrées au centre du village ainsi que dans les périphéries de l'espace habité. La plupart d'entre eux exercent principalement des activités agricoles : ils exploitent les terres au sein de systèmes de fermage ou de métayage, et quelques-uns font des travaux salariés tandis que les femmes travaillent en tant que vendeuses de thé ou de petits repas dans les champs. Par ailleurs, si nous avons pu constater qu'une famille d'origine éthiopienne tient un petit restaurant, la

<sup>282</sup> Nous renvoyons le lecteur à la première partie de la thèse et en particulier au tableau 1 qui résume ces caractéristiques.

plupart des ressortissants d’Ethiopie et d’Erythrée sont des femmes qui travaillent comme femmes de ménage dans les maisons de l’île.

Outre cette différenciation, les habitants de Tuti mobilisent des références diverses pour organiser les échanges quotidiens ou pour expliquer la distribution des ressources : l’origine géographique, la langue, l’affiliation tribale, le statut économique ou professionnel, certains éléments ethniques comme l’« arabité » ou l’ « africanité », le genre ou encore l’apparence – autant les caractéristiques physiques que les vêtements ou les manières de se tenir. Une catégorie d’appartenance importante mobilisée dans l’île est celle de Nās Tūtī – littéralement « gens de Tuti »)<sup>283</sup> – qui met en jeu, différentes caractéristiques. En principe, Nās Tūtī est une catégorie d’autochtonie et signifie « né à Tuti », par opposition à des populations nées ailleurs. Pour autant, cette catégorie d’appartenance peut être utilisée dans d’autres cas et mobilise des références liées au statut professionnel ou à la propriété foncière : elle sert notamment à exclure les travailleurs agricoles ou les gens qui ne possèdent pas de terres sur l’île bien qu’ils y soient nés. Enfin, la catégorie Nās Tūtī peut aussi renvoyer dans certaines situations à la filiation ou à l’affiliation tribale, et notamment à la tribu des Maḥas<sup>284</sup> ; ce qui permet à des gens qui ne sont ni nés sur l’île ni détenteurs de biens fonciers à Tuti de se revendiquer Nās Tūtī et d’être reconnus comme tels.

Au-delà des activités agricoles, pratiquées essentiellement par les migrants de l’Ouest du pays mais aussi quelques travailleurs de différents quartiers de Khartoum et plus rarement par des propriétaires fonciers, les gens de Tuti ont des activités professionnelles et économiques diverses qui peuvent être regroupées en deux grands secteurs. En premier lieu, beaucoup d’hommes et de femmes de Tuti travaillent dans des entreprises privées en tant qu’ingénieurs, comptables ou administrateurs, et nombre d’entre eux sont des entrepreneurs. Ensuite, le secteur public constitue une importante source d’emploi pour les habitants de l’île qui occupent diverses positions, depuis les professeurs jusqu’au personnel administratif dans les universités publiques en passant par les fonctionnaires dans différents ministères. Il convient aussi de mentionner les quelques commerces du village tenus par des habitants de l’île, à l’instar des boulangeries, épiceries, papèteries, quincailleries et boucheries. Enfin, certaines personnes bénéficient de rentes par la location de maisons ou de terrains agricoles.

---

<sup>283</sup> Les gens utilisent plus rarement mais de manière équivalente l’appellation *tawāta*.

<sup>284</sup> Ils se distinguent néanmoins des individus revendiquant leur affiliation à la tribu Maḥas dans la province de Dongola au Nord du pays ou dans d’autres lieux de l’agglomération de Khartoum. A cet égard, il n’existe aucun contact entre les gens de Tuti et les populations dites Maḥas ou Kunuz qui habitent actuellement la Nubie. Ces populations ne parlent pas l’arabe mais ce que l’on appelle au Soudan le *rutāna*, adjectif qui désigne toute langue autre que l’arabe.

En dépit de sa condition insulaire, le village est loin d'être isolé puisqu'il évolue en relation constante avec des espaces plus vastes. Nombreux sont les habitants de Tuti qui se déplacent quotidiennement à Khartoum pour travailler ou étudier. De même, si les travailleurs agricoles font la traversée jusqu'à Omdourman pour y vendre leurs produits, d'autres individus s'y rendent pour aller au marché ou pour d'autres activités professionnelles, d'autres y vont pour visiter des membres de leur famille éparpillés dans l'agglomération, assister à des fêtes ou faire des courses spécifiques. A l'inverse, beaucoup de gens vont quotidiennement à Tuti, à l'instar des employés réguliers dans des postes divers – la station de pompage d'eau, la pâtisserie, la vente de thé –, d'individus qui viennent spécialement pour acheter des citrons<sup>285</sup> ou encore de personnes venues visiter les amis ou la famille. Depuis l'ouverture du pont, de nombreuses personnes viennent pour leur part passer la journée sur l'île au bord du Nil. Il importe enfin de noter que beaucoup de gens nés à Tuti habitent à l'étranger : parmi les principales destinations il y a la Suisse, la France, les Etats-Unis et le Canada mais aussi des pays orientaux comme l'Arabie Saoudite ou Bahreïn.

Tuti est un « morceau » de ville qui peut ressembler à différentes parties de l'agglomération : les berges du Nil s'apparentent à celles qui sont cultivées sur les rives de Shambat ou d'Omdourman, et si la morphologie de l'ancien village est singulière – petites maisons en terre, ruelles tordues, sol vallonné –, les habitations disposées tout autour peuvent faire penser à d'autres quartiers centraux de la ville. L'île reste toutefois particulière par ce mélange d'activités agricoles, et de manières très différenciées d'occuper l'espace qu'il s'agisse de l'« ancien village » ou des nouvelles zones d'habitation. De ce fait, la compréhension des dynamiques propres à cette population et de son espace passe par un questionnement sur certaines catégories couramment utilisées pour approcher les réalités de la ville, comme nous le verrons par la suite.

## 5.2. La consolidation et le fonctionnement de l'espace domestique

### 5.2.1. *La propriété foncière et sa transmission*

Lors de notre travail de terrain, nous avons identifié deux principaux modes d'accès aux parcelles pour la construction des habitations à Tuti, en l'occurrence l'héritage et l'achat ; ce qui constitue une première différence avec le cas de Caño de Loro où nous avons noté que

---

<sup>285</sup> Les citrons verts ou lime (*Citrus aurantifolia*), dit *lemūn* en arabe soudanais, constituent le produit agricole le plus rentable de l'île et celui qui est le plus vendu en dehors de l'espace insulaire. A cet égard, les citrons de Tuti jouissent d'une certaine réputation dans le marché de Khartoum.

l'occupation de terrains inutilisés ou incultes reste importante. Dans l'île de Tuti, et plus largement au Soudan selon certains auteurs (DELMET 1987 ; FRANCK 2007 ; BEN HOUNET et al. 2011), les individus se réfèrent à plusieurs systèmes juridiques en matière de gestion foncière, à commencer par les droits coutumiers, connus sous le nom de *urf*. Ensuite, le droit civil émane principalement des lois de régulation de la propriété foncière – celle de 1925 et celle de 1970 – qui réglementent la propriété privée à Tuti<sup>286</sup>. Il convient enfin de noter l'utilisation de certains éléments de droit musulman (*sharī'a*), en particulier en ce qui concerne l'héritage. A propos de la question foncière à Tuti, Abdallah (70 ans) explique :

« [En 1925] on a divisé les terres en *sāgīa*, [mais] une *sāgīa* on ne pouvait pas la donner à une seule personne, elle est composée de 20 *ḥabil*<sup>287</sup>, la largeur du *ḥabil* équivaut à quatre mètres<sup>288</sup> [dans les] terres d'habitation<sup>289</sup> (...) Dans une même *sāgīa* plusieurs familles peuvent avoir un ou deux *ḥabil* selon l'héritage, plusieurs personnes peuvent partager une *sāgīa* (...) [En 1925] le gouvernement a enregistré les *sāgīa* au nom des arrière-grands-parents (*jidd al-kabīr*). Mon arrière-grand-père était le propriétaire et ensuite il y a eu l'héritage. Il a eu deux femmes. Sa *sāgīa* est dans un seul lieu<sup>290</sup>, mais il y a eu les enfants de ses deux femmes qui y ont hérité des parties (...) [Certains] ont vendu leur héritage, quand il y avait des circonstances [particulières, par exemple] si la personne voulait construire une maison ou marier ses filles ou qu'elle avait déménagé de Tuti et ne voulait plus d'agriculture (...) » (entretien 68, 26/09/2011).

Selon le registre de 1925, les *sāgīa* 3 et 4 ont été enregistrés au nom de l'arrière-grand-père d'Abdallah, nommé Idris, qui détenait aussi d'après cet entretien la propriété d'une partie de la *sāgīa* 2<sup>291</sup>. A l'époque, Idris avait déjà eu ses onze enfants de ses deux femmes et avait

<sup>286</sup> Les terres d'agriculture irriguée de Tuti font partie de ce que certains auteurs ont désigné comme des zones d'Agriculture d'irrigation « traditionnelle » qui constituent, « le domaine par excellence de la petite propriété privée » (BEN HOUNET et al. 2011, p. 6).

<sup>287</sup> « Corde ». Unité de mesure de longueur principalement utilisée pour les terres agricoles. Pour nos interlocuteurs, elle est équivalente à quatre pas d'homme. Certains disent qu'un *ḥabil* équivaut à quatre mètres bien que peu de gens utilisent le système métrique pour mesurer les terres agricoles et qu'il y ait différents types de *ḥabil*. Le *ḥabil* reste donc une mesure plus ou moins variable dans le système métrique décimal où elle peut aller de trois à huit mètres.

<sup>288</sup> Selon nos interlocuteurs à Tuti il est difficile de réaliser des calculs précis sur les surfaces des *sāgīa* dès lors que celles-ci sont exprimées seulement par la longueur de leur côté parallèle à la rivière et que la surface peut augmenter ou diminuer selon les mouvements du fleuve. Cette manière de considérer la surface des terres est notée par Christian Delmet dans la région de Butana au Nord de Khartoum (DELMET 1986, p. 86). Dans le registre des terres de 1925, la surface des *sāgīa* varie entre 1 et 48 *feddān*, soit entre 4 200 m<sup>2</sup> et 200 000 m<sup>2</sup>.

<sup>289</sup> Notre interlocuteur explique par cette différenciation que les terres d'habitation se mesurent en mètres tandis que les surfaces agricoles se mesurent en *feddān* ou en *ḥabil*. Nous reviendrons plus loin sur cette distinction.

<sup>290</sup> Par cette remarque, notre interlocuteur veut dire que les individus, après les divisions des terres enregistrées, peuvent se retrouver propriétaires de parcelles de terre éparpillées dans plusieurs endroits de l'île et même ailleurs.

<sup>291</sup> Il n'est pas possible, à partir du registre des terres de 1925, d'associer chaque *sāgīa* à un individu ou à une famille puisque certains noms de *sāgīa* font référence à un type d'arbre, à des caractéristiques morphologiques des terrains ou à des surnoms (annexe 3) et nos interlocuteurs affirment souvent ne pas se souvenir ni de leur signification ni de leur propriétaire initial.

des petits-enfants : les surfaces de terre qui lui appartenaient et étaient réparties dans les différentes *sāgīa* auraient dû être divisées au moment de son décès entre sa progéniture, selon Abdallah, en relation au système du droit musulman. Certains de nos interlocuteurs évoquent surtout trois règles de ce système : les enfants héritent tant du côté du père que de la mère, les femmes héritent des terrains qui équivalent à la moitié de ceux qu'héritent leurs frères, et les veuves héritent 1/10 des biens de leur mari<sup>292</sup>.

Si la division des *sāgīa* d'Idris avait suivi ces règles, chacun de ses onze enfants aurait reçu une portion dans une de ces trois *sāgīa* en plus de la partie reçue en héritage de la part de leurs mères. Chacun des onze enfants – dont le grand-père d'Abdallah – posséderait donc des parcelles dans différentes *sāgīa* de l'île, bien que, comme l'explique notre interlocuteur, on essayait de regrouper dans certains cas les différentes surfaces héritées par une même personne par des calculs souvent complexes et en s'arrangeant avec les voisins. Ensuite, ces onze enfants auraient dû partager leurs parcelles, éparpillées dans différents lieux de l'île, avec leurs femmes ou leurs maris, qui pouvaient être des parents proches<sup>293</sup>. Selon la reconstruction généalogique de la famille d'Abdallah, ces parcelles auraient dû alors être divisées par la suite entre les 47 petits enfants d'Idris – dont le père d'Abdallah – mais aussi avec leurs femmes ou leurs maris et leurs enfants et ainsi de suite, sachant qu'en 2012 la génération d'Abdallah avait déjà de petits-enfants, c'est-à-dire six générations à partir d'Idris (figure 3).

---

<sup>292</sup> Selon la surate IV du Coran, l'héritage doit se dérouler de la manière suivante : « Quant à vos enfants, Dieu vous ordonne d'attribuer au garçon une part égale à celle de deux filles. Si les filles sont plus de deux, les deux tiers de l'héritage leur reviendront ; s'il n'y en a qu'une, la moitié lui appartiendra. Si le défunt a laissé un fils, un sixième de l'héritage reviendra à ses père et mère. S'il n'a pas d'enfant et que ses parents héritent de lui : le tiers reviendra à sa mère. S'il a des frères, le sixième reviendra à sa mère, après que ses legs ou ses dettes auront été acquittées » (DENOIX 1996, p. 15).

<sup>293</sup> «Le mariage arabe » a été identifié comme l'un des traits caractéristiques des sociétés arabo-musulmanes (BONTE 1994b) dans lesquelles certains chercheurs inscrivent les populations soudanaise (DELMET 1987, 1994 ; CASCIARRI 2009b). Pierre Bonte considère d'ailleurs que le « mariage arabe », défini comme « le mariage entre cousins parallèles patrilatéraux, entre les enfants de deux frères » (BONTE 1994b, p. 71), ne peut être associé à une règle positive d'alliance et désigne plutôt une forme de mariage dans un degré rapproché (BONTE 1994b). Dans le cas de la famille d'Abdallah, nous avons pu identifier des mariages de différents types : entre cousins parallèles ou croisés mais aussi entre des gens qui ne se considèrent pas comme des parents.

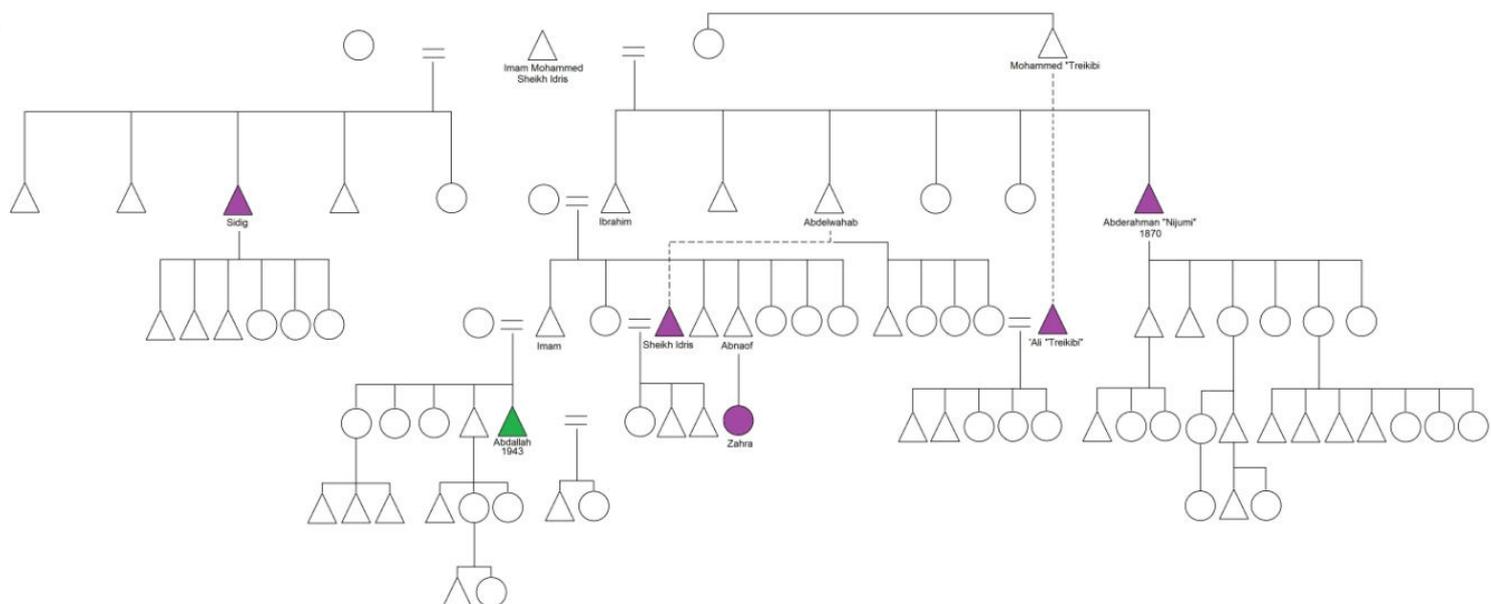
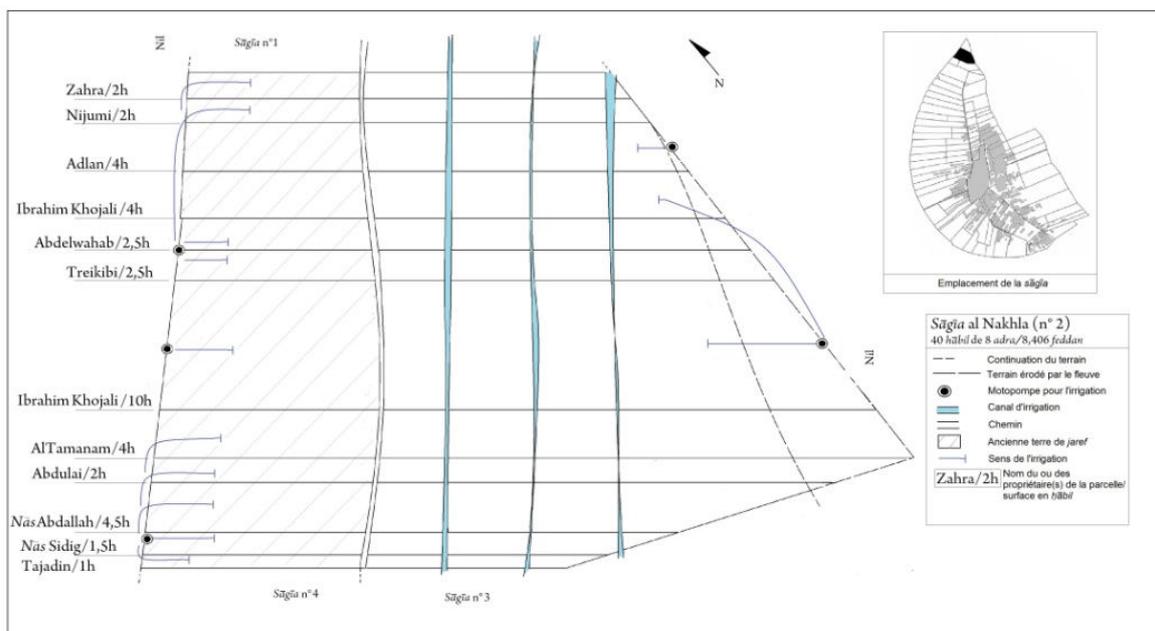


FIGURE 3 : DISTRIBUTION DE LA SAGIA 2

A partir de ces règles, mais aussi des arrangements qui ont été conclus au fil du temps – achat ou vente de parcelles, réunion des parcelles éparpillées d’un même héritier –, Abdallah sait que son grand-père paternel devait avoir des terres dans les *sāgiya* 2, 4 et 5. En outre, il nous explique qu’en plus de l’héritage qu’il pourrait y réclamer, il a lui-même sous sa responsabilité des parcelles dans différentes *sāgiya* : celles qui font partie de son héritage, de celui de sa femme ou de celui de ses sœurs célibataires dont la gestion lui incombe. Pourtant,

Abdallah ne gère que les revenus et les dépenses<sup>294</sup> d'une seule parcelle de 4,5 *ḥabil*<sup>295</sup> qui est cultivée et exploitée avec d'autres surfaces de la même *sāgīa* par Beshir, un parent d'Abdallah<sup>296</sup> (figure 3).

Au-delà de ces règles complexes d'héritage, Abdallah nous explique que si, dans la pratique, ses parents vivants et lui pourraient demander chacun leur part dans la *sāgīa* 2, la division n'a pas pour autant été calculée. Ceci suppose que les douze parties de la *sāgīa* 2, telles qu'elles apparaissent dans la figure 3, n'ont pas été subdivisées entre les héritiers vivants, même si le propriétaire officiel est décédé depuis de longues décennies. Ainsi, la plupart des gens qui pourraient réclamer la propriété d'une partie de la *sāgīa* 2 ne connaissent ni les dimensions, ni l'emplacement exact de la terre correspondant à leur héritage. Dans le cas de la *sāgīa* 2 que nous venons de présenter, nous pouvons par exemple remarquer la surface de 1,5 *ḥabil* – plus ou moins 50 m<sup>2</sup> – reconnue comme la propriété de Nās Sadig, en d'autres termes les gens ou la famille de Sadig : ce groupe de personnes parmi lesquelles devrait être divisée la parcelle de 50 m<sup>2</sup> est cependant composé de quatre générations, dont plusieurs dizaines d'arrière-petit-fils<sup>297</sup>.

Si la difficulté d'établir les successions et le fait que les propriétaires pratiquent rarement l'agriculture peut expliquer que le groupe reconnu d'héritiers ne divise pas l'héritage, Abdallah invoque quant à lui d'autres raisons : « si on clarifie la division des terres et on distribue l'héritage » dit-il, « chacun va se "débrouiller". Alors on le laisse comme ça [sans le diviser], pour que personne ne vende sa part » (entretien 68, 26/09/2011). Ce discours témoigne d'un phénomène noté par certains auteurs : il n'existe souvent au Soudan que très peu de relations entre ce qui se passe sur le terrain et la législation formelle, qu'il s'agisse du

---

<sup>294</sup> La redistribution des revenus et des dépenses liées à l'exploitation des terres peut prendre plusieurs formes : certains agriculteurs louent la terre pour un prix annuel accordé à l'avance avec le propriétaire dans le cadre d'un contrat de métayage connu sous le nom de *muzara'a* (GORDON 1986, p. 162). D'autres distribuent les revenus et les dépenses par le *tilit* (tiers) qui suppose que les revenus issus de la récolte soient divisés en trois parties égales : une pour le travailleur, une pour le propriétaire de la terre et une destinée à être réinvestie dans l'exploitation qu'il s'agit d'irrigation, d'achat de matériel ou de semences. Dans la *sāgīa* 1, l'agriculteur, qui est en même temps l'un des copropriétaires, explique : « j'allume la motopompe qui est à moi, et je cultive tout seul, alors j'ai deux tiers [celui de l'agriculteur et celui de l'eau], le tiers de la terre nous le partageons entre les héritiers, les héritiers partagent le tiers de la récolte que je cultive. En plus si je fais un accord avec un de mes voisins et je lui donne de l'eau toute l'année, à la fin de l'année il va me donner un tiers de la récolte » (entretien 40, 13/01/2010).

<sup>295</sup> Il convient de rappeler que les terres agricoles sont mesurées seulement par leur côté parallèle à la rivière. Le terrain dont Abdallah est responsable de la gestion s'étend sur une surface approximative de 150m<sup>2</sup>.

<sup>296</sup> Beshir est l'arrière-petit-fils du demi-frère du grand-père paternel d'Abdallah.

<sup>297</sup> Toutes les terres ne sont pas censées être subdivisées à ce point. Dans la même *sāgīa*, Zahra, qui est encore vivante, est propriétaire de deux *ḥabil*, soit plus ou moins 80 m<sup>2</sup> et cette parcelle devait être divisée en 2012 seulement entre ses trois fils.

droit musulman ou du droit civil (GORDON 1986). Or, Abdallah ne revendique ici ni le droit coutumier, ni le droit civil, ni le droit islamique, mais avance presque la négation de tout droit pour justifier l'indivision des terres<sup>298</sup>. Certaines personnes ne sont néanmoins pas d'accord avec ce refus de définir l'héritage et disent avoir perdu leur accès à la terre à cause de l'oubli des successions non enregistrées. Ces interlocuteurs expliquent la perte de leurs droits fonciers par leur propre désintérêt de l'agriculture qui leur aurait fait négliger l'importance des terres dont la propriété devient un enjeu majeur dans le besoin d'utiliser les surfaces agricoles pour la construction de nouvelles habitations mais aussi dans le cadre des processus de planification urbaine (FRANCK 2015)<sup>299</sup>.

Comme l'indiquent certains auteurs (BEN HOUNET et al. 2011), les questions de l'accès aux ressources foncières doivent être analysées non pas tant à travers la définition des caractéristiques essentielles du droit de propriété, mais plutôt selon les pratiques d'appropriation, d'usage et de droit d'usufruit des terres. A l'instar du cas que nous a rapporté Abdallah, les pratiques autour des ressources foncières ignorent souvent de manière délibérée les différents systèmes juridiques formels.

### 5.2.2. La « production » de l'espace d'habitation

D'une manière générale, l'application des règles d'héritage demeure pour le moins complexe au fil des générations, ce qui rend parfois difficile la définition de la part des terres correspondant à chaque héritier, d'autant plus que certains échanges comme la vente ou le regroupement des parcelles viennent compliquer la suite des successions. Or, le maintien de cette « confusion » sur la propriété foncière individuelle n'est pas seulement le résultat de la difficulté d'appliquer les règles. La volonté assumée de maintenir une propriété au nom de plusieurs individus permet surtout d'éviter leur éparpillement, ce qui peut être observé dans d'autres pays arabo-musulmans (DENOIX 1996 ; DELMET 1987). La définition des

---

<sup>298</sup> Ce type de propriété est appelée *jamā'a* dans la littérature sur la question foncière dans le monde musulman. Sylvie Denoix a défini celle-ci de la manière suivante : « [il s'agit d'] une propriété indivisée entre membres d'une même famille ou d'une même tribu ; celles-ci sont de nature différente des biens communs puisque, dans ce cas, il y a propriété alors que les terres communes sont, en utilisant une catégorie du droit romain, *res nullius* sur lesquelles on ne peut avoir qu'un droit de jouissance » (DENOIX 1996, p. 9).

<sup>299</sup> Si certains interlocuteurs ont une connaissance précise des héritages dans plusieurs *sāgīā*, d'autres ne gardent en mémoire que la liste des propriétaires qui partagent avec eux une portion de *sāgīā*. En outre, peu d'héritages sont enregistrés pour des personnes vivantes et certains individus disent avoir oublié ou perdu leur part d'héritage. Cette mémoire fragmentée entre les paroles, les écrits et les nouvelles revendications sur les terres complexifie non seulement la définition de la propriété de chacun des héritiers, mais aussi l'enquête de terrain à ce sujet.

propriétés individuelles, qui suppose de déterminer l'étendue et l'emplacement des parcelles de chacun, devient toutefois impérative lorsque les individus ont besoin de terrains pour la construction des maisons. Dès lors, il s'agit de « produire » un espace destiné à l'habitation qui ne peut exister tant que les terres sont pensées, mesurées ou divisées comme des terres agricoles.

#### 5.2.2.1 Terres agricoles, terres résidentielles : la mesure du changement

En 1925, le noyau d'habitations situé au centre de l'île de Tuti a été enregistré comme espace d'habitation et toutes les terres environnantes non inondables ont été consignées en tant que terres *sāgīa* – terres irriguées. Dans le cadastre, la distinction portant sur l'usage agricole ou résidentiel des parcelles avait pour objectif de protéger les *sāgīa* en interdisant les initiatives des particuliers visant à leur donner un autre usage que l'agriculture (FRANCK 2015). Ainsi, toute modification dans l'usage des terres doit en principe être préalablement cautionnée par des procédures administratives complexes (GORDON 1986) qui impliquent des dépenses importantes de la part des propriétaires<sup>300</sup>. Lors de notre travail de terrain à Tuti, nous avons cependant constaté que les habitations s'étendaient largement sur les parcelles agricoles, sans qu'aucune démarche n'ait été entreprise par les propriétaires fonciers auprès de l'administration de la ville pour la modification de leur statut. Ceci constitue l'une des principales raisons de litige entre les propriétaires des surfaces habitées et l'Etat dans le cadre des projets de planification urbaine.

Des maisons (*beīt*<sup>301</sup>) s'étendent tout autour du noyau d'habitation enregistré comme tel en 1925 : les secteurs de résidence situés au-delà de cet espace sont appelés par les gens de Tuti « les extensions [résidentielles] » (*'imtidād*) ou les habitations « modernes » (*ḥadith*) bien que certaines de ces maisons aient été construites depuis quatre ou cinq décennies. Ces dénominations ne peuvent être comprises qu'en opposition appellation se en au noyau du

---

<sup>300</sup> Selon Alice Franck, le changement du statut d'une parcelle agricole en surface résidentielle ou destinée à l'investissement coûte au propriétaire 75% de la valeur de son terrain qu'il doit payer soit en argent liquide, soit avec 75% de la superficie de sa parcelle. A l'inverse, l'auteure explique que lorsque l'Etat doit compenser les propriétaires pour un changement du statut de leur parcelle, il n'est tenu de rembourser que 25% de la valeur du terrain (FRANCK 2015).

<sup>301</sup> Maison, foyer. Le mot *beīt* a diverses acceptions et peut désigner différents bâtis, par exemple le poulailler est appelé *beīt jidad* (la maison des poules) ou en milieu pastoral il désigne la tente (CASCIARRI 2013a). A Tuti, le mot *beīt* désigne la maison ou le lieu de résidence quand il est utilisé tout seul mais lorsqu'il est accompagné d'autres mots, il peut faire référence à des bâtis plus précis : *beīt al kabir* (la grande maison) désigne le lieu d'habitation des grands-parents ou des arrière-grands-parents d'une personne ; *nās al beīt* (les gens de la maison) désignent les personnes qui habitent une maison et peut être étendu aux parents.

village enregistré au début du siècle qui est lui reconnu comme « le vieux Tuti »<sup>302</sup>. La limite entre celui-ci et les nouvelles zones résidentielles, construites sur les terres agricoles, peut facilement être tracée dans les photographies aériennes par le contraste entre la disposition hétérogène des maisons du centre et la répartition linéaire des habitations tout autour (figure 4).

Les divisions foncières établies en 1925 consistent en des lignes droites : l'île a d'abord été partagée en deux moitiés par un axe Nord-sud, à partir duquel sont distribuées des bandes de terre de différentes largeurs vers les bords du Nil pour permettre leur accès à l'eau (annexe 3). Toutes les parcelles ne donnaient cependant pas sur le fleuve, ce qui déterminait deux types de terre : celles disposant d'un accès direct au Nil, appelées *sāgīa*, et celles qui étaient enclavées, appelées *jinēna* (jardin) ou *hagiba* (sac, poche) dans les différents registres (annexe 3). Les canaux pour l'irrigation – avec la roue à godets ou avec les motopompes – étaient tracés en lignes droites, perpendiculairement au canal d'irrigation principal et au Nil, et se superposaient aux limites de chaque propriété. D'autres rigoles plus petites se multipliaient à partir de ces canaux à l'intérieur de chaque parcelle, et marquaient souvent la division des *sāgīa* entre les différents propriétaires, qu'il s'agisse de familles ou d'individus. C'est le long de ces conduits que se sont construites les maisons et les rues des « nouvelles zones résidentielles », ce qui explique leur morphologie rectiligne par rapport à l'ancienne zone d'habitation de Tuti.

Pour convertir des terres agricoles en surfaces d'habitation, il ne suffit pas de bâtir une maison dans une ancienne zone de culture. Une procédure particulière est en effet nécessaire : la terre doit être arpentée et cesse alors d'être « immense », c'est-à-dire sans mesure. Une fois qu'elle est mesurée en mètres et non plus en *ḥabil*, cette surface est assimilée différemment dans le langage et dans les pratiques ; elle est alors prête pour l'abornement et l'enregistrement au nom d'un individu. La procédure nécessaire pour réaliser cette transformation est pratiquée à Tuti hors des procédés bureaucratiques et du paiement des taxes requises par le gouvernement.

---

<sup>302</sup> Nos interlocuteurs évoquent dans les entretiens *the old Tuti* (entretien 52, 04/02/2010) ou encore *Tuti al gādīm*, c'est-à-dire l'ancien Tuti (entretiens 50, 02/02/2010).

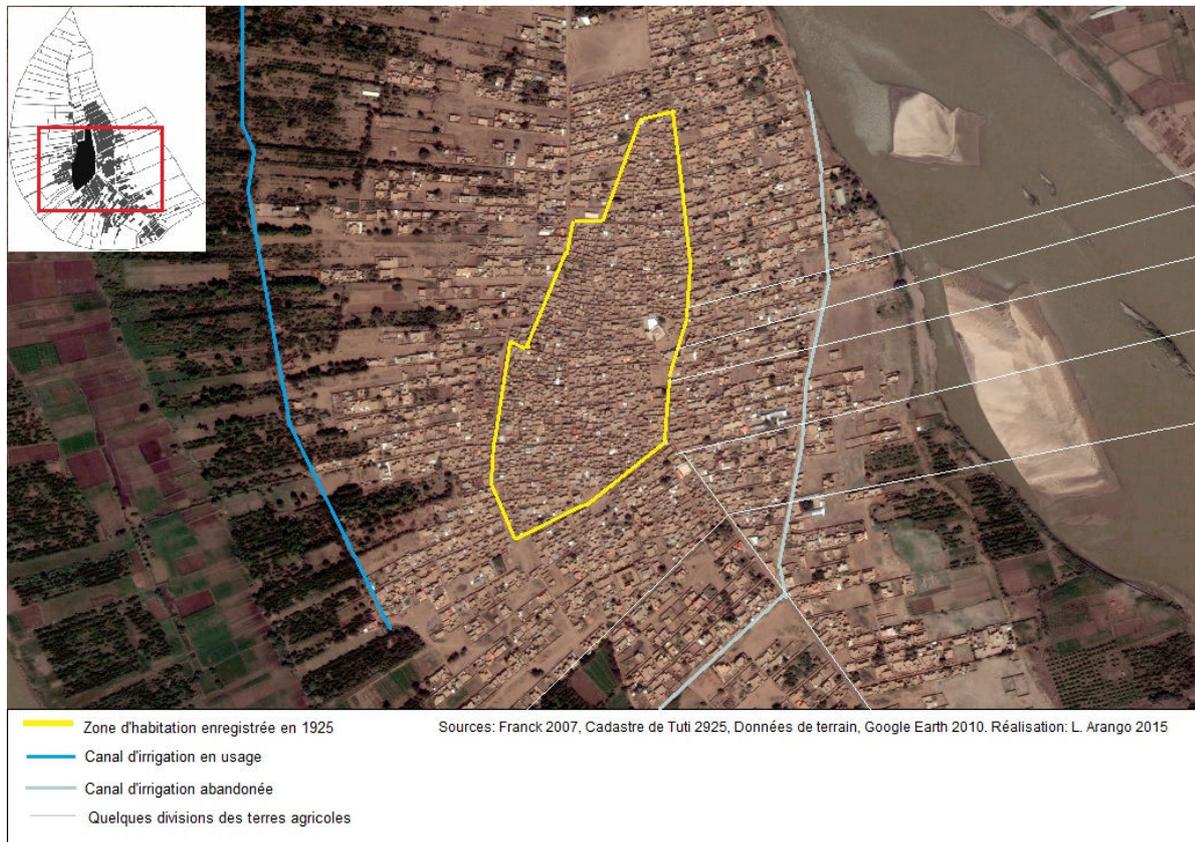


FIGURE 4 : VUE AERIENNE DE LA ZONE HABITEE DE TUTI.

#### 5.2.2.2. La conversion des terres agricoles par la *tarbī‘a*

C'est en descendant dans les ruelles de l'île et en remontant un peu dans le temps qu'il est possible de comprendre le procédé par lesquels les terres agricoles (*arḍ zira‘ia*) sont transformées en surfaces habitables (*misaha sakanīa*) : une fois que chaque personne connaît l'extension et l'emplacement de son héritage dans une *sāgīa*, les parcelles agricoles, bandes de terre étroite de forme allongée, sont converties en un terrain carré apte à recevoir la construction d'une maison. Appelée *tarbī‘a* – « carré », « quadriller » (BALDI 2008) – cette opération engage des calculs complexes qui nécessitent les connaissances d'un expert. Manzur, habitant de Tuti et ancien professeur de géométrie dans un lycée de Khartoum, est souvent sollicité par les gens de l'île pour établir la *tarbī‘a*. Il explique à ce propos :

« (...) les terres furent divisées, il y a longtemps, avant même le système métrique, elles étaient mesurées en *ḥabil* ou encore en *shiber*. Il y avait différents *ḥabil*, les *ḥabil suba ī* (septième) qui mesuraient sept *adra‘* (bras) ou les *ḥabil tumani* (huitième) qui avaient huit bras, et on différenciait les *ḥabil atul* (de long) des *ḥabil arda* (de large)<sup>303</sup> (...) Mais avec l'agrandissement des familles, les gens obtiennent des terres de plus en plus étroites [lors de la division des héritages], les gens ne peuvent ni les cultiver ni y vivre. [Habiter] ne devient possible que si tu fais quelque chose qui s'appelle la *tarbī‘a*. Tu te mets ensemble avec d'autres personnes [propriétaires de bandes de terre adjacentes] jusqu'à ce que [l'ensemble] des terres atteignent quatre ou cinq *ḥabil* et une largeur de quelques 20 mètres (...) comme

<sup>303</sup> Les premiers sont distribués sur l'axe Est-Ouest de l'île et les deuxièmes sur l'axe Nord-Sud.

nous avons fait ici, nous avons compté toute la superficie [qui appartenait à plusieurs personnes], et nous avons enlevé du total la largeur de la rue qui doit être de quatre *ḥabil*, puis ce qui restait on a vu comment le diviser entre nous [en proportion à la bande allongée appartenant initialement à chacun]. C'est ça mon travail [de faire le calcul des nouvelles divisions]. Avec le système de la *tarbī'a* quel que soit ton héritage en longueur on le transforme en largeur » (entretien 53, 04/02/2010).

Selon certains auteurs, la « localité » est moins identifiée comme une question d'échelle ou d'espace mais davantage comme un aspect de la vie sociale qui serait produit par des « formes particulières d'activité intentionnelle et suscitant des types spécifiques d'effets matériels » (APPADURAI 2001, p. 263). A cet égard, la *tarbī'a* semble compter parmi les activités qui contribuent à la « production de la localité » en ce qu'elle contribue à créer une spatialité particulière qui, outre l'objectif matériel de reconfigurer la forme des terres, sert à la localisation des individus et au renouvellement des relations propres à la « localité ».

Or, la *tarbī'a* concrétise dans le même temps un ensemble de négociations qui dépassent la seule transformation des terres agricoles en terres d'habitation. Par ce procédé, les gens traduisent puis remplacent des unités de mesure soudanaises – les *ḥabil*, le *shiber*, l'*adra'* – qui étaient plus ou moins flexibles<sup>304</sup>, par des unités relevant de systèmes de mesure « universels »<sup>305</sup>. Ensuite, effectuer la *tarbī'a* impose la fixation sur papier de la division des héritages au nom d'un individu en présence de témoins. Deux transformations importantes se déroulent par le biais de cette opération : en premier lieu, on identifie la part qui correspond à chaque individu dans une parcelle qui était auparavant la propriété d'un groupe de personnes, ce qui rend possible une appropriation de l'espace qui était jusqu'ici « latente » ou potentielle et permet une identification que l'on refuse d'effectuer jusqu'à ce que le besoin d'y habiter s'impose. Or, la définition de l'étendue des parcelles au nom d'un individu et l'enregistrement de celle-ci dans un support écrit font que la propriété de chacun, qui était auparavant évoquée ou présumée sans grande précision, devient potentiellement connue de quiconque aurait accès aux registres fonciers locaux. Dans un second temps, la conversion des terres agricoles en surfaces d'habitation ouvre la possibilité de vendre les parcelles, ce qui était difficile tant

---

<sup>304</sup> Toutes ces mesures font référence aux terres agricoles. Elles sont toutes plus ou moins variables dès lors qu'elles font référence à des longueurs qui peuvent être mesurés avec le corps : un *ḥabil*, nous dit-on, fait en général quatre pas, mais aussi sept ou huit bras selon le type de *ḥabil* ; un *shiber* est la distance comprise entre la pointe du pouce et la pointe du doigt auriculaire avec la main ouverte et un *adra'* (bras) est la distance entre la pointe des doigts de la main et l'épaule. Ainsi mesurée, la dimension d'un terrain semblait dépendre du gabarit de celui qui mesure ou de la manière dont la mesure est faite – un pas plus long, une ouverture plus ou moins prononcée de la main. Néanmoins, les divisions des terrains agricoles ont été fixées en 1925 et nous n'avons pas eu l'occasion de voir ces mesures rentrer dans les négociations. Elles nous étaient données en général à titre indicatif.

<sup>305</sup> Parfois ils se réfèrent au système métrique anglo-saxon (pouce, yard, pied) et dans d'autre cas au système métrique décimal (mètre).

qu'elles appartenaient à un groupe d'individus. Toutes ces confrontations minimales – du *ḥabil* contre le mètre, des registres écrits contre la parole, de la fragmentation des *sāgīa* en parcelles d'habitation contre leur exploitation commune, des droits de propriété individuelle plus ou moins imprécis contre ceux clairement définis et connus de tous – produisent la transformation des terres agricoles en espaces d'habitation<sup>306</sup>.

A la différence de l'ancien village où les maisons étaient bâties ou élargies au fur et à mesure de l'agrandissement de la famille – les mariages et les naissances de nouveaux enfants entraînaient la construction d'une nouvelle pièce ou d'une nouvelle maison –, la *tarbī'a* suppose une conception préalable de l'espace habité, en d'autres termes une planification. Les maisons édifiées sur les terres agricoles sont le résultat d'une division de l'espace projetée dans le détail souvent même plusieurs années avant leur construction. Dans ces nouvelles extensions d'espace habité, ce ne sont plus seulement les besoins contingents liés à l'agrandissement de la famille qui orientent la construction de nouvelles maisons, mais un quadrillage produit à partir de calculs précis et projeté dans le futur.

Cette planification locale a des conséquences importantes, qu'il s'agisse de la différenciation des espaces habités – entre l'« ancien Tuti » et les « nouvelles extensions » –, de la diminution des terres agricoles ou de l'émergence de litiges avec le gouvernement en ce qui concerne le statut des terres. Or, la différenciation entre l'« ancien village » et les « nouvelles résidences » constitue, en outre, une manière particulière de codifier et rendre intelligible le changement : cette distinction inscrite dans l'espace sert à exprimer les différentes transformations plus ou moins progressives que nous venons d'évoquer.

### 5.2.3. *Le branchement de la maison au réseau*

Après la réalisation de la *tarbī'a*, l'une des premières actions nécessaires à la construction d'une nouvelle maison consiste à raccorder la parcelle au service municipal d'adduction d'eau par l'extension des tuyaux d'acheminement. Le mot *masūra*<sup>307</sup>, qui est la traduction de « tuyau », souple ou rigide, est aussi utilisé au Soudan pour désigner le robinet. Comme dans d'autres quartiers de Khartoum que nous avons pu visiter, le branchement de la

---

<sup>306</sup> La confrontation des systèmes de mesure et la bureaucratisation des échanges fonciers ont été évoquées par certains auteurs pour illustrer des relations de pouvoir et des transformations propres à des situations coloniales (APPADURAI 2001 ; MITCHELL 2002 ; MOSSE 2006c). Nous nous sommes inspirés de ces travaux pour analyser les transformations produites par la réalisation de la *tarbī'a* dans le cas de Tuti qui n'est pas le produit d'institutions ou d'agents coloniaux mais une production tout à fait locale.

<sup>307</sup> Il dérive du verbe « passer », « courir ».

parcelle au système d'eau est généralement préalable au bâti parce que les gens en ont besoin pour la construction de la maison, qu'il s'agisse de la préparation du ciment, du nettoyage des outils ou de l'avitaillement des travailleurs (photo 15). Ces tuyaux et robinets sont parmi les « objets hydriques » qui servent à observer et analyser la dimension relationnelle de l'eau dans le village de Tuti.



PHOTO 15 : MAISON EN CONSTRUCTION A TUTI. Décembre 2012. L. Arango.

Or, la connexion au service urbain concrétise deux transformations. En premier lieu, le perçage du conduit municipal et l'extension du tuyau jusqu'à la parcelle permet à celle-ci d'être branchée à un réseau plus vaste, et les nouveaux usagers de l'eau du robinet entrent dans une relation d'interdépendance avec les habitants des maisons raccordées au même réseau<sup>308</sup>. Ensuite, ce branchement s'accompagne de la fixation des limites des espaces

---

<sup>308</sup> Nous avons vu que ces transformations avaient eu lieu à une plus grande échelle avec l'introduction du réseau d'adduction d'eau qui a remplacé l'usage des puits et le transport d'eau depuis le Nil (§ 2.2).

d'habitation, entérinée par la localisation des lots dans différentes cartes et croquis<sup>309</sup>. Selon le système hydrique urbain les unités de partage de l'eau sont en effet les maisons, différenciées entre elles par un numéro de bloc et d'habitation. Avec la mise en place du réseau urbain, le rôle de la maison est donc renforcé en tant qu'entité significative dans le partage et la distribution de l'eau.

Propriétaire d'une quincaillerie à Tuti, Abbas (37 ans) a hérité avec son frère aîné et ses deux frères cadets d'une parcelle d'environ 800 m<sup>2</sup>, située sur la *sāgīa* 75 – enregistrée sous le nom de *Sāgīa* Abu Zed – et assez éloignée de la maison de ses parents. Cette parcelle leur a été léguée par leur mère, laquelle en avait fixé l'extension et les limites par une *tarbī'a* réalisée lorsqu'elle l'avait elle-même obtenue en 1992. A partir de 2002, Abbas a commencé à construire une maison à l'entrée de la parcelle, proche de la rue principale, et a fait étendre le réseau d'adduction d'eau jusque-là. Il s'est ensuite marié avec Malaka<sup>310</sup> en 2006 et ils avaient deux enfants lors de notre travail de terrain : Ahmed (5 ans) et 'Amal (1 an). Sur la même cour (*hōsh*<sup>311</sup>), son frère cadet Tijani (32 ans, commerçant) a fait construire en 2008 une maison alignée le long de la rue avec celle d'Abbas. Partageant une cour commune les deux maisons demeurent séparées par un mur avec une porte : Tijani y vit depuis 2009 avec sa femme Bamia, née à Khartoum Nord et encore étudiante. Après la maison de Tijani et toujours sur la même cour, on retrouve celle de son frère aîné Youssif qui reste cependant inachevée et inhabitée parce que ce dernier est parti depuis quelques années travailler à Bahreïn où il a amené sa femme et ses enfants. En outre, le dernier frère d'Abbas habitait avec lui, sa parcelle étant située à la fin de la cour commune mais ne contenant pas de bâti. Tijani et Youssif ont étendu le réseau d'adduction d'eau à l'intérieur de la cour à partir de la connexion d'eau (*tawṣīla*) d'Abbas, plus proche du tuyau principal, et ils partagent une motopompe pour augmenter la pression de l'eau dans le réseau des trois maisons. Ces dernières étaient de plus enregistrées sur le même numéro de bloc et de maison. Ainsi, les

---

<sup>309</sup> Les cartes où sont délimités les espaces d'habitation sont celles du cadastre urbain et celles de la KSWC qui représentent l'extension du réseau. Les principaux croquis où sont définies les limites des maisons sont ceux réalisés lors de la *tarbī'a* (annexe 6).

<sup>310</sup> Malaka est une jeune femme née dans le quartier de Lamab à Khartoum et dont la mère était originaire de Tuti. Elle a fait des études de chimie à l'Université de Khartoum mais elle ne travaillait pas au moment de notre travail de terrain. C'est lors des visites de Malaka à sa famille maternelle à Tuti qu'Abbas l'avait remarquée et avait prié sa mère de demander Malaka en mariage à son père à Lamab.

<sup>311</sup> « Cour ». Les gens parlent de la cour d'une maison ou d'une cour d'animaux (*hōsh-al-bagāra* veut par exemple dire « l'enclos des vaches »), et le mot associé au nom d'un homme indique l'espace d'habitation de sa famille étendue regroupant plusieurs générations. Nous y reviendrons plus loin (§ 5.2.4 et § 5.4.2).

trois frères reçoivent une facture unique au nom d'Abbas qui assure le paiement mensuel<sup>312</sup>, chaque maison ayant son propre réservoir pour stocker l'eau.

Si les unités de partage de l'eau sont différenciées entre elles par un numéro de bloc et d'habitation dans le système d'approvisionnement urbain, l'exemple des maisons d'Abbas et de ses frères laisse entendre que ces unités ne correspondent pas forcément à une maison individuelle ou à une famille nucléaire. L'observation des formes d'accès à l'eau permet donc d'analyser la superposition des définitions des unités de partage de l'eau mises en place par le gouvernement avec les pratiques concrètes des gens.

#### 5.2.4. *L'élargissement et la division de l'espace d'habitation*

Il est possible d'observer, dans le temps, une transformation fréquente des *hōsh* : contenant à l'origine la seule maison d'une famille nucléaire, elle regroupe peu à peu de nouvelles habitations qui se construisent avec l'agrandissement de la famille. Néanmoins, la multiplication de pièces, de bâtiments et d'individus peut modifier la sociabilité à l'intérieur de l'espace domestique et le partage des ressources, dont l'eau, ainsi qu'à plus long terme le statut des groupes qui y vivent. L'exemple d'Afaf et de sa famille illustre de façon pertinente ce phénomène d'extension des maisons : Afaf Abdelwahab (56 ans) s'est mariée à 21 ans avec As Sadig Omer Ibrahim. Ensemble, ils ont eu quatre fils : Mohammed (34 ans), Khalid (32 ans), Omer (31 ans) et Osam (28 ans). Afaf a déménagé là où elle habite actuellement tout de suite après le mariage : la maison, de plain-pied a été construite sur une parcelle de 700 m<sup>2</sup> sur la *sāgīa* 72 (Sāgīa Hajj Omer), un terrain qu'As Sadig a hérité de son père. Mohammed, le fils aîné d'Afaf, s'est marié en 2010 avec une cousine<sup>313</sup> et a fait construire un étage dans la maison de ses parents pour y habiter avec sa femme. Le cadet Khalid habite en Arabie Saoudite et s'est marié en 2012 avec une femme de *hillat* Koko<sup>314</sup> : même s'il est reparti vivre avec sa femme à l'étranger, il a fait construire une maison dans la cour de ses parents. Quant à Omer, il n'était ni marié ni fiancé en 2012 mais après avoir trouvé un travail stable et bien rémunéré dans une compagnie de télécommunications, il a également commencé à faire

---

<sup>312</sup> Outre la responsabilité de payer et d'assurer l'approvisionnement en eau du groupe domestique, les pères et grand-pères sont reconnus comme étant en charge de subvenir à l'économie de ce groupe. Dans les récits des trajectoires domestiques, les gens se réfèrent principalement aux hommes en tant que fondateurs de l'espace d'habitation, ce qui contraste fortement avec le fonctionnement des groupes domestiques à Caño de Loro (§ 4.2.3).

<sup>313</sup> Il s'agit de la fille d'une cousine matrilinéaire de sa mère.

<sup>314</sup> Secteur résidentiel ancien situé à Khartoum Nord.

construire une maison dans la cour familiale pour sa future épouse et lui. Enfin, Osam vit encore avec Afaf et As Sadig mais dispose déjà d'un espace réservé dans la même cour pour y construire un jour sa propre maison. Toutes ces personnes partagent une même arrivée d'eau à partir de laquelle la ressource est distribuée par des tuyaux dans les pièces et dans les différents bâtiments : ils reçoivent une seule facture pour 26 SDG qui est émise au nom d'As Sadig Omer<sup>315</sup>.

En règle générale, les habitations des familles nucléaires ou des familles étendues comme celle d'Afaf – où cohabitent des frères et parfois des sœurs avec leurs parents, leurs conjoints et leurs enfants – sont désignées sous le nom de *beīt* (maison) et les interlocuteurs parleront de la maison d'untel ou d'unetelle selon le contexte de la conversation<sup>316</sup>. Le groupe domestique, qui relève dans le cas d'Afaf du domaine de la parenté et de l'affinité, sera appelé par d'autres individus par les termes *Nās Afaf* ou *Nās As Sadig* – les gens d'Afaf ou les gens de Sadig – et ils se reconnaîtront entre eux comme une *usra*<sup>317</sup>. Pour autant, les groupes domestiques peuvent avoir des configurations très diverses selon leurs histoires particulières et ne correspondent pas nécessairement à des familles nucléaires ou à des familles élargies sous le pouvoir d'un chef de famille. Quelle que soit leur configuration, on parlera de *beīt* ou de *nās* untel pour s'y référer.

Lorsqu'un espace domestique regroupe plus de trois générations, c'est-à-dire plusieurs frères ou sœurs qui sont eux-mêmes déjà grands-parents, les gens se réfèrent à cet espace comme la cour (*hōsh*) d'untel, ce dernier étant le père des frères et sœurs qui a construit ou fait bâtir l'espace d'habitation<sup>318</sup>. A cet égard, les *hōsh* sont souvent associés à des lieux de réunion (*diwān*) et de prière (*dār*) qui portent le nom de cette même personne<sup>319</sup>. Si le *hōsh* fait référence à l'espace d'habitation d'une famille qui s'étend sur quatre ou cinq générations,

---

<sup>315</sup> A Tuti, deux tarifs pour l'eau s'appliquent : les ménages ayant un accès à l'eau par les tuyaux de ¾ de pouce payent 25 SDG par mois et 380 SDG pour la connexion au réseau tandis que ceux qui ont des tuyaux de ½ pouce payent 15 SDG et 250 SDG. A toutes les factures, on ajoute 1 SDG de taxe. Au sujet de la tarification de l'eau, nous renvoyons au tableau 2 et à la figure 17.

<sup>316</sup> On se référera au lieu d'habitation de la famille d'Afaf comme *Beīt Afaf* (la maison d'Afaf), *Beīt As Sadig* ou encore *Beīt Osam* si c'est le plus jeune des fils qui est l'objet de la conversation.

<sup>317</sup> « Famille ». Le terme a été assimilé, lors de la mise en place de l'administration indigène coloniale, aux « familles individuelles » (DELMET 1989, p. 67). Il est utilisé par les gens de Tuti pour se référer à une parentèle plus large n'habitant pas forcément au sein de la même enceinte. Le terme reste toutefois compris en référence à la famille proche spatialement.

<sup>318</sup> Le *hōsh* peut être considéré comme équivalent au terme *beīt al kabir* (la grande maison) que les individus utilisent de manière générale pour parler de la maison des grands-parents, des arrière-grands-parents, ou tout simplement des personnes les plus âgées de la famille.

<sup>319</sup> Dans le *Hōsh al Imam*, il y a par exemple le *Diwān al Imam* ; de même, on retrouve le *Dār al Ḥibir* dans le *Hōsh al Ḥibir*. Nous renvoyons au tableau 4 pour plus d'exemples à ce propos.

les gens de Tuti continuent à se référer à d'anciens *hōsh* désormais vides, occupés par des locataires ou par des familles nucléaires de la parentèle. Lors de notre travail de terrain, seuls deux *hōsh* étaient encore habités par un groupe de parents de plus de quatre générations, l'un d'entre eux étant par ailleurs en train d'être divisé. Or, qu'ils soient vides ou non, les *hōsh* de ces grandes familles constituent des lieux de repère spatial ou des points d'ancrage historique : on parlera du *hōsh* d'untel pour indiquer une adresse ou un parcours, ou encore pour situer des événements lors de la narration d'une histoire. Ils constituent en effet des lieux de référence dans l'espace de la parenté pour la plupart de nos interlocuteurs à Tuti.

Dans le long terme, les *hōsh* peuvent se scinder et produire la création d'un nouvel espace domestique, ce qui est visible dans le partage de l'arrivée principale d'eau et sur les factures. En 2012, nous avons pu constater que l'un des petits-enfants de Hibir, déjà père, avait fait construire un bâtiment de quatre étages pour le partager avec ses frères et sœurs. Bien que l'édifice soit placé à l'intérieur du Hosh al Hibir, cet homme a demandé l'installation d'une arrivée d'eau indépendante de celle du *hōsh* car, selon lui, les édifices avaient besoin de connexions plus puissantes. Cependant, il était en même temps en train de construire une clôture pour séparer le bâtiment de la cour commune. Ainsi, les scissions des familles élargies, qui peuvent être comprises aussi dans le partage ou la division des entrées principales d'eau, doivent être replacées dans leur contexte : elles dépendent des conditions économiques, de l'étendue de la descendance, de la disponibilité des terres pour la construction de nouvelles maisons, mais aussi des mariages et des décès.

Outre cette considération, la description des grands *hōsh* peut rappeler l'organisation des sociétés rurales du Soudan central telle qu'elle a été identifiée par Christian Delmet. S'agissant des groupes de parenté, cet auteur affirme que :

« (...) c'est au sein de groupements de parenté localisés que s'exercent les solidarités et que s'expriment les conflits. Lorsqu'on relève le plan d'un village et qu'on collecte les généalogies, on se rend vite compte que la proximité résidentielle découle d'une proximité parentale : les enclos sont occupés par des frères, les quartiers par des cousins et le village lui-même par les différents lignages ou sous-lignages » (DELMET 1989, p. 69).

A Tuti, ces relations de parenté qui se superposent à des relations de voisinage jouent un rôle important dans le partage de l'eau au quotidien<sup>320</sup>. Néanmoins, dans un contexte urbain comme celui de l'île, les configurations des groupes domestiques sont non seulement

---

<sup>320</sup> Nous aborderons plus loin cette imbrication des relations sociales avec le partage de l'eau (§ 5.4.2.).

variées et susceptibles de se transformer dans le temps, mais la parenté n'est pas l'unique forme de relation revendiquée entre voisins.

Dans les trente groupes domestiques que nous avons étudiés à Tuti, nous avons ainsi recensé des ensembles très petits, à l'instar d'une veuve habitant avec une femme de ménage, d'une mère vivant avec son enfant ou encore d'une femme âgée résidant avec sa nièce. Nous avons aussi observé plusieurs cas de frères et sœurs autour de la soixantaine qui n'avaient jamais été mariés et restaient habiter dans la maison parentale, ce qui laisse entendre que l'on ne peut pas quitter cet espace tant que l'on n'est pas marié. En outre, l'échantillon comprenait des familles nucléaires, par exemple des jeunes couples avec deux ou trois enfants – comme c'était le cas d' Afaf à son mariage –, des frères avec leurs femmes et enfants – à l'instar d' Abbas et peu à peu d' Afaf – ou encore des cousins avec leurs familles résidant dans la même cour lorsque survient la quatrième génération. Dans ce dernier cas, il s'agit de groupes comptant une quinzaine voire une vingtaine de personnes qui partagent une même arrivée d'eau. Ces différents ensembles domestiques se reconnaissent principalement dans des relations de parenté et d'affinité, mais pas exclusivement. Or, bien que la composition, l'extension et les attaches qui lient les individus de ces groupes demeurent variables, ils sont tous représentés dans le système d'adduction d'eau municipal par celui qui a demandé le branchement de la parcelle au réseau et qui reçoit donc la facture à son nom.

Ce constat indique la manière dont la logique de fonctionnement de la KSWC – qui définit des unités homogènes se répétant en série – se superpose à la composition effective de ces groupes et leurs manières de partager l'eau au quotidien. Observer cette interaction nous apparaît comme un moyen particulièrement intéressant pour comprendre comment les individus se réapproprient et réinterprètent des logiques de distribution des ressources et d'accès aux services dont le choix les dépasse.

### 5.3. Usages domestiques et techniques d'accès à l'eau

#### *5.3.1. Les points d'eau domestiques*

Si les habitations de Tuti paraissent différentes les unes des autres, quelques éléments analogues peuvent être dégagés sur le plan structurel. A ce titre, la plupart des logements n'ont qu'un seul niveau même s'il existe quelques rares bâtiments comptant plusieurs étages. Les édifices sont en règle générale entourés d'un mur d'environ deux mètres de hauteur délimitant une cour à l'intérieur de laquelle se disposent les pièces qui peuvent soit s'y

agencer en tant que constructions indépendantes les unes des autres selon leurs fonctions – salon et chambres pour dormir et recevoir, cuisine, toilettes et douches, mais aussi *dār* et *diwān* dans certains cas –, soit être regroupées au sein d'une seule et même bâtisse.

Bien que l'île de Tuti ne peut être considérée comme un des quartiers populaires de Khartoum où l'auto-construction reste l'un des moyens les plus répandus d'accès au logement, elle ne fait pas non plus partie des secteurs où des tiers assurent la conception et la construction des logements pour les habitants<sup>321</sup>. Comme le montrent les cas d'Abbas ou des enfants d' Afaf, les gens font généralement bâtir eux-mêmes leur demeure, souvent avant le mariage, et suivent de près le dessin et l'évolution de la construction, parfois en y contribuant de leurs propres mains. Cette participation active des propriétaires à l'édification des maisons fait écho aux nombreuses manipulations quotidiennes autour de l'eau qui ont lieu dans l'espace domestique. A Tuti, et plus largement à Khartoum, les gens s'impliquent en effet activement dans des pratiques diverses en vue d'améliorer l'accès à l'eau et d'en assurer la consommation : ils bricolent les robinets, font étendre les tuyaux, commandent l'installation de réservoirs, allument et éteignent les motopompes à longueur de journée. Ces différents procédés illustrent les propos de Michel de Certeau qui décrit comment les individus placés dans la position d'usagers s'engagent aussi dans des processus de production active à travers leurs formes de consommation (DE CERTEAU 1990, p. xxxvii). L'exemple de la maison de Sakina, que nous connaissons bien pour y avoir habité lors de notre travail de terrain, illustre parfaitement l'importance de l'eau dans cette « création par le bricolage » de l'espace domestique.

Sakina (58 ans) est veuve et n'a jamais eu d'enfants : elle est pâtissière et habite avec Indira, sa femme de ménage<sup>322</sup>, dans une grande demeure bâtie sur un terrain hérité par son mari qui est décédé en 2009. Sa propriété consiste en une cour divisée en deux par un muret doté d'une porte qui met en communication les deux parties, chaque section de la cour ayant

---

<sup>321</sup> Cela a pu être le cas pendant l'époque coloniale, lorsque les autorités ont effectué des déplacements planifiés de population comme dans le cas du quartier de Deim (ARANGO, 2009). On retrouve aussi cette logique dans la période postcoloniale pendant laquelle le gouvernement a fait construire des logements pour des fonctionnaires de l'éducation nationale – quartier de Ḥay Al-Hajar près du Souq Ash-Sha'bi – ou du corps de police dans le quartier de Ḥay Al-Hajar sur la rue Al-Hurriyya (AHMAD et al. 2002). Plus récemment, c'est au sein de projets d'aménagement urbain que des firmes privées mettent en vente des logements déjà prêts.

<sup>322</sup> Comme nous l'avons déjà noté dans la partie précédente, une bonne partie de la population de l'île fait partie des classes moyennes de Khartoum. Il est donc courant de voir des femmes de ménage habiter dans les maisons.

en outre une porte qui donne sur la rue. L'une de ces parties contient une *rakūba*<sup>323</sup> et l'édifice d'habitation<sup>324</sup>, alors que dans l'autre se trouvent un petit jardin et le *diwān* où son mari recevait ses amis et autres visiteurs<sup>325</sup>. Les points d'eau sont répartis de chaque côté de la cour mais l'arrivée principale est placée à côté de la porte qui donne sur le *diwān*. Une toilette et une douche ont été installées dans chacun des deux côtés du muret divisant la cour, accompagnées d'un lavabo et des *waḍāia*<sup>326</sup>. Dans l'édifice d'habitation, d'autres toilettes et une douche sont positionnées dans la chambre de Sakina et on trouve un robinet dans la cuisine<sup>327</sup>. En outre, de petits conduits branchés au tuyau principal mènent l'eau jusqu'aux refroidisseurs d'air qui sont placés dans le salon et la chambre. Dans le salon, un dispensateur d'eau électrique permet de mettre à disposition de l'eau pour les hôtes (figure 5). Il importe également de préciser que Sakina paie la facture d'eau adressée au nom de son défunt mari.

Aux robinets s'ajoutent différents points de stockage : un réservoir (*siḥirīj*) a été placé sur le toit à partir duquel l'eau est redistribuée dans les différents robinets de la maison, deux *zīr* (jar en terre cuite) permettent de maintenir l'eau fraîche et enfin deux *bermīl*<sup>328</sup> placés sous la *rakūba* sont remplis d'eau en permanence dans le cas où l'eau du réservoir s'épuiserait. Par ailleurs, le stockage de grandes quantités d'eau dans des récipients divers entassés autour du robinet des toilettes ou du *waḍāia* est courant dans les maisons de Tuti. Ces différents « objets hydriques » servent à assurer la disponibilité d'eau en continu, même si les coupures générales de plusieurs jours sont de plus en plus rares. Ce phénomène de stockage témoigne d'une façon d'intégrer à la fois la nature instable de l'eau – saisonnalité – et les incertitudes propres à un système sociotechnique dont la gestion dépasse les usagers.

---

<sup>323</sup> Abri construit à l'intérieur des cours pour la réalisation d'activités diverses – cuisiner de grands repas, se reposer, etc. – et plus généralement, toute forme d'abri extérieur.

<sup>324</sup> La maison a deux étages. Au rez-de-chaussée se trouvent un espace commun, la chambre de Sakina et deux autres chambres pour recevoir les hôtes ainsi que la cuisine et un débarras. Sur le plancher du toit, il y a une chambre indépendante qui sert à garder des vieux meubles.

<sup>325</sup> La division de la cour en deux parties peut être comprise comme une division de la maison entre espaces féminin et masculin comme cela a été décrit dans d'autres quartiers de Khartoum (BARCLAY 1980), bien que certains auteurs aient montré comment les femmes créent des espaces de manœuvre qui vont au-delà des spatialités basées sur des modes « traditionnels » de différenciation de genres (AHMED NAGEEB 2004).

<sup>326</sup> Lieu pour réaliser les ablutions. Il est généralement placé dans la cour et comporte des lieux pour s'asseoir, un bassin et un ou plusieurs robinets. Quotidiennement, ce lieu est aussi utilisé pour les besoins domestiques tels que le lavage des vêtements et l'arrosage des plantes.

<sup>327</sup> L'intégration des espaces humides comme les toilettes, les douches et les robinets de cuisine à l'espace de vie composé des chambres et des salons est assez caractéristique des maisons construites depuis les années 1960 dans les « nouvelles extensions » d'habitation. Dans les demeures de l'« ancien village », les toilettes, les douches et la cuisine sont souvent placées dans des pièces séparées, éparpillées dans la cour et indépendantes des lieux de séjour.

<sup>328</sup> Récipient en plastique contenant entre 120 et 240 litres. Dans d'autres lieux de Khartoum, il peut aussi être en métal – anciens bidons d'essence – et constitue l'unité de mesure des vendeurs d'eau à Khartoum.

L'eau constitue souvent un objet d'attention pour Sakina et Indira et elle se trouve au centre de certaines activités domestiques. A titre d'exemple, lorsque la chaleur monte ou que l'on doit rafraîchir la maison parce que des hôtes arrivent, Sakina contrôle plusieurs fois par jour l'ouverture et la fermeture de l'arrivée d'eau des refroidisseurs d'air dont les robinets se trouvent près de l'arrivée principale d'eau. Le neveu de Sakina, fils de l'une des petites sœurs de celle-ci, vient souvent lui rendre visite et elle en profite pour lui faire remplir, grâce au robinet de la cuisine, la bouteille de la fontaine d'eau qui se trouve dans le salon. Deux fois par semaine, Indira fait la lessive : pour ce faire, elle dépose différents récipients des deux côtés de la cour et les remplit d'eau à partir des robinets de la *wadāia* où elle passe une bonne partie de la journée à faire tremper, frotter et rincer les vêtements. Un jour sur deux, elle branche un tuyau souple au *wadāia* pour arroser les plantes. Ainsi, aux circulations définies de l'eau qui passent par les tuyaux rigides, viennent s'ajouter des circulations momentanées et plus mobiles comme le transport dans des jerricans, ou encore la mise à disposition de l'eau à boire dans des *zīr* ou dans les fontaines.

L'observation de l'accès à l'eau et de sa circulation permet de montrer plusieurs aspects des logiques de fonctionnement d'une maison et des relations sociales qui s'y tissent. En premier lieu, le besoin d'eau participe indéniablement à la fabrication de l'espace domestique dès lors qu'il implique le perçage des murs, l'extension des tuyaux ou l'installation de certains dispositifs – lavabos, robinets, éviers – dans différents lieux de l'espace d'habitation. Ensuite, les divers usages de l'eau contribuent à la différenciation des espaces au sein de l'univers domestique : on ne consomme presque pas d'eau du côté du *diwān* et la plupart des activités qui impliquent l'usage de cette ressource – boire, laver les vêtements, faire la vaisselle, se doucher, cuisiner – se déroulent du côté de la cour où se trouvent les habitations. Enfin, les usages de l'eau mettent en relation les individus – à l'instar de Sakina qui sollicite son neveu pour qu'il remplisse les distributeurs d'eau et les *zīr* – et réciproquement : l'établissement des relations déclenche la circulation de l'eau – lorsque des hôtes sont présents, il faut faire circuler l'eau pour rafraîchir la maison et remplir les distributeurs pour qu'ils puissent boire.

L'eau du robinet est ainsi localisée et ancrée socialement mais aussi spatialement à l'intérieur de l'univers domestique où elle est consommée. Sa circulation revêt donc un rôle actif à la fois dans la construction physique de l'espace domestique, dans la différenciation de ce dernier selon les usages de l'eau et comme intermédiaire des relations sociales qui se tissent au sein de cet espace.

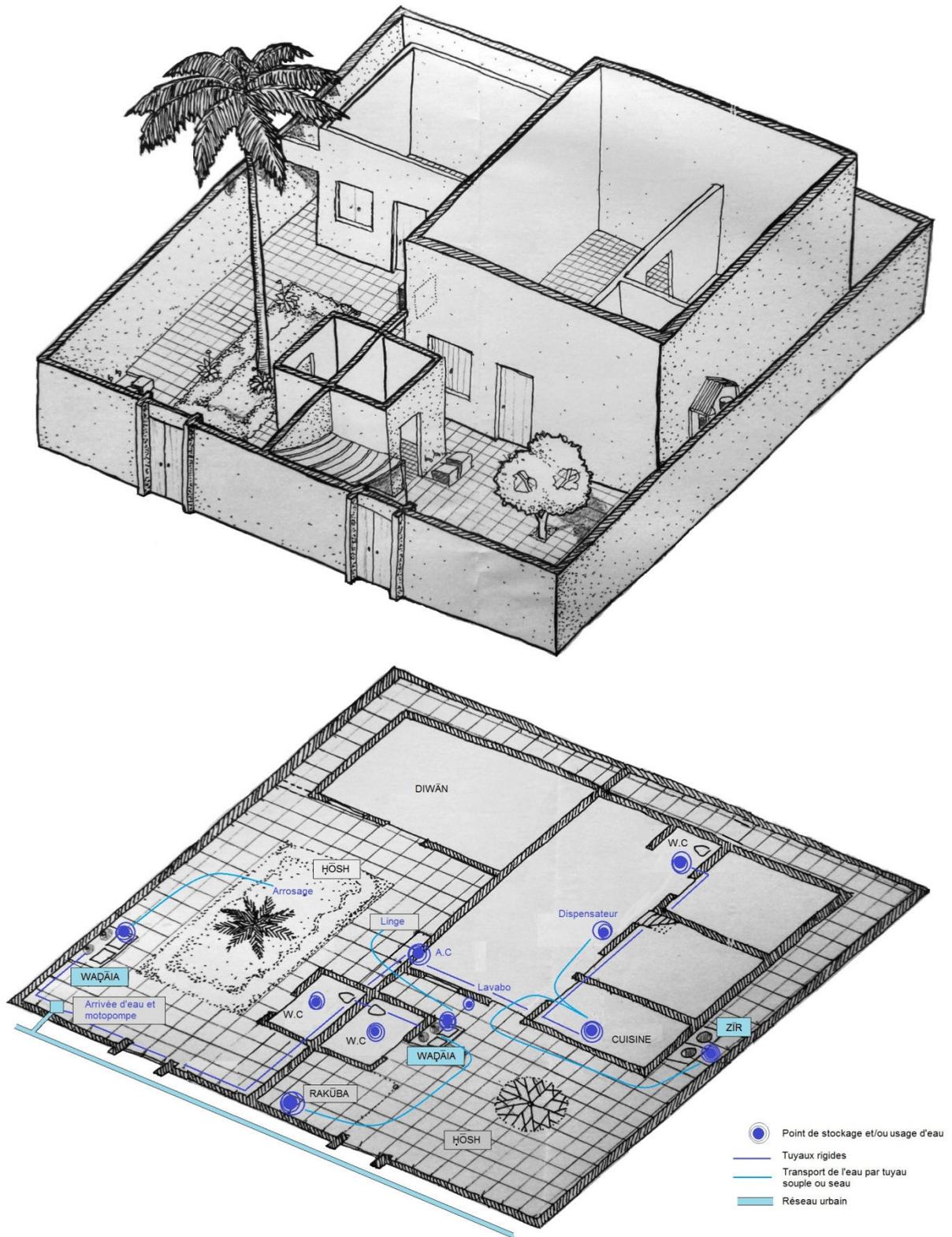


FIGURE 5 : POINTS HYDRIQUES ET CIRCULATION DE L'EAU DANS L'ESPACE DOMESTIQUE A TUTI.  
Réalisation Mauricio Arango et Luisa Arango, 2015.

### *5.3.2. La continuité de l'eau : coupures d'eau et motopompes*

Le fait que la circulation de l'eau à l'intérieur de l'espace d'habitation soit nécessaire au fonctionnement de la maison ne fait pas de Tuti ou de Khartoum des cas exceptionnels : certains auteurs ont noté dans d'autres contextes fort divers que ce phénomène vient exemplifier le renforcement de la relation entre l'eau de consommation et l'univers domestique qui a lieu avec la mise en place du réseau urbain (JANSSENS et THILL 2013 ; KAIKA 2004 ; STRANG 2004). Pourtant, bien que les maisons de Tuti soient branchées au réseau, il ne suffit pas d'ouvrir les robinets pour que l'eau fuse immédiatement : le rythme d'arrivée d'eau au robinet reste en effet très variable et n'est ni continu, ni réparti de manière homogène dans les maisons de l'île.

A l'instar d'autres quartiers résidentiels de Khartoum, les terrains d'habitation sont très plats à Tuti. Il s'avère donc nécessaire de mettre en place un système conséquent de pompes, de relais ou de châteaux d'eau afin d'assurer une pression hydrique suffisante pour que l'eau arrive jusqu'aux maisons les plus éloignées des stations de pompage et de traitement. Toutefois, le château d'eau et le système de pompage de Tuti ne sont pas assez puissants pour garantir la desserte en eau de toutes les habitations. Par conséquent, des questions topographiques et techniques se conjuguent pour produire une certaine différenciation entre les ménages dans l'accès à l'eau : ceux qui se trouvent être les plus proches des tuyaux principaux reçoivent l'eau les premiers, alors que la pression décroît au fur et à mesure que les maisons sont éloignées de ces tuyaux principaux ou lorsqu'elles sont construites en hauteur – qu'il s'agisse d'édifices de plusieurs étages ou de bâtiments situés dans les reliefs peu prononcés de l'île.

A ces problématiques s'ajoutent des variables saisonnières. Pendant les mois les plus chauds de l'année, et notamment en mai, le réseau électrique peut tomber en panne, empêchant le fonctionnement de la station de pompage et de traitement, bien que ces coupures soient moins courantes depuis la construction du barrage de Méroé en 2009. En outre, le débit de l'eau dans le réseau est dépendant à Tuti des crues du Nil : lors du pic des crues au mois d'août, il arrive fréquemment que les tuyaux soient bouchés par la boue que le fleuve charrie et que les motopompes domestiques ainsi obstruées tombent en panne. S'il y a rarement de

coupures générales d'eau<sup>329</sup>, le débit au robinet est faible et disparaît souvent pendant des heures à longueur de journée.

Localisée sur l'île depuis le captage jusqu'à son usage, l'eau du réseau met pour autant les habitants de Tuti en relation avec des ensembles techniques plus vastes comme le réseau électrique urbain ou le barrage de Méroé. Bien qu'il ait été pensé pour réduire la fluctuation de l'eau et en exclure sa nature intermittente (KAIKA, 2004), l'efficacité du réseau reste soumise à la saisonnalité du Nil et de la topographie dans le cas particulier de Tuti, et plus largement de Khartoum. Ces deux aspects mettent en évidence l'importance de processus sociopolitiques mais également naturels dans les formes urbaines d'accès à l'eau.

Pour pallier ces difficultés et assurer un accès à l'eau correct pour chacun, les gens ont mis en place des stratégies au niveau des ménages, parmi lesquelles on peut évoquer la mise en place de micro-systèmes techniques dont la composition peut changer de maison en maison. Dans la plupart des maisons que nous avons étudiées, une motopompe branchée à l'arrivée principale d'eau de la maison extrait la ressource depuis le réseau jusqu'à des réservoirs domestiques situés sur les toits ou dans la cour (photo 16). A partir de ces dispositifs de stockage, l'eau est redistribuée dans les robinets de la maison. Il importe néanmoins de noter que ces systèmes demeurent coûteux à cause du prix élevé des appareils utilisés et des dépenses d'électricité nécessaires à leur fonctionnement. Par conséquent, certaines maisons ne disposent ni de motopompe, ni de château d'eau.

En somme, les formes de distribution de l'eau changent d'une maison à l'autre : certaines comportent un seul robinet placé dans l'entrée principale d'eau à partir duquel les gens déplacent des jerricans vers les lieux d'usage et de consommation. Dans d'autres habitations, on trouve des motopompes et des châteaux d'eau, le transfert étant principalement réalisé par le biais de tuyaux rigides jusqu'aux robinets distribués dans la maison presque pour chaque activité liée à l'eau. Bien qu'il puisse y avoir plusieurs combinaisons possibles au sein de cette polarité, ces différences se superposent à des inégalités socioéconomiques qui

---

<sup>329</sup> Les coupures générales de plusieurs jours sont très rares. En août 2011, une coupure d'eau de trois jours s'est produite dans certains secteurs de Khartoum et Omdourman ainsi qu'à Tuti. S'il s'agit du seul arrêt de longue durée du débit de l'eau dans les robinets ayant eu lieu pendant notre travail de terrain, nous avons constaté qu'il a déclenché un fourmillement de transits de seaux d'eau entre les maisons et plus généralement une forte activité collective, depuis la recherche d'eau directement au fleuve par les hommes jusqu'à la redistribution de la ressource dans les ruelles.

recourent souvent des différences spatiales et varient également en fonction de l'ancienneté de la maison<sup>330</sup>.



PHOTO 16 : CHATEAU D'EAU DOMESTIQUE (*sihirij*) DANS UNE MAISON DE TUTI. Décembre 2012.  
L. Arango.

Or, la circulation de l'eau et la relation des individus avec celle-ci changent selon qu'il existe ou non un système domestique constitué d'une motopompe et de réservoirs (figure 6) : quand cette installation est présente, il faut souvent faire attention afin de l'allumer lorsque l'eau du réservoir est près d'être épuisée ; en l'absence de ce matériel, il faut attendre qu'il y ait moins de demandes sur le réseau pour remplir les récipients domestiques tout en surveillant l'utilisation de l'eau et en faisant fréquemment appel aux voisins. Dans les deux cas, le souhait d'avoir de l'eau disponible en permanence suppose que les gens s'engagent dans des activités minutieuses au quotidien.

---

<sup>330</sup> La plupart des maisons qui comptent sur un seul robinet domestique sont habitées par des gens peu aisés, il s'agit parfois des maisons en location, les maisons des gens plus aisés qui ont un ou deux robinets sont souvent des maisons plus anciennes, notamment construites dans l'ancien village.

Selon que ces microsystemes techniques existent ou non et en fonction de la quantité de robinets à l'intérieur de la maison, différentes tactiques de gestion sont mises en œuvre, ce qui crée des différences dans le rapport des individus à l'eau. Les femmes qui doivent transporter cette ressource dans des jerricans au sein de l'enceinte domestique peuvent mieux comptabiliser les quantités quotidiennes d'eau consommée pour chaque activité ménagère, excepté celles qui sont utilisées par chaque membre de la famille dans des activités plus individualisées comme la douche ou l'usage des toilettes. Certains auteurs ont par ailleurs souligné que le portage ardu de l'eau ou le pompage manuel, mais aussi des questions matérielles comme le calcul de la profondeur d'un puits, constituent des actes physiques qui accompagnent l'expérience de l'accès à la ressource et peuvent contribuer à limiter l'usage de celle-ci (STRANG 2004, p. 197). Les femmes de Tuti qui déplacent elles-mêmes des jerricans calculent donc les usages de l'eau en fonction du nombre de déplacements à effectuer dans l'objectif de les minimiser. Dans cette logique, elles sont donc plus attentives aux quantités d'eau utilisées : les jerricans qu'elles transportent dans la journée produisent une sorte de « mémoire corporelle » que n'ont pas les femmes qui ouvrent le robinet et obtiennent la ressource directement dans le lieu d'usage. Ces dernières sont davantage sensibles à une échelle qui « englobe » l'univers domestique car elles savent plus ou moins combien de jours peut durer l'eau du réservoir en fonction du nombre de gens qui se trouvent dans la maison et des activités réalisées.

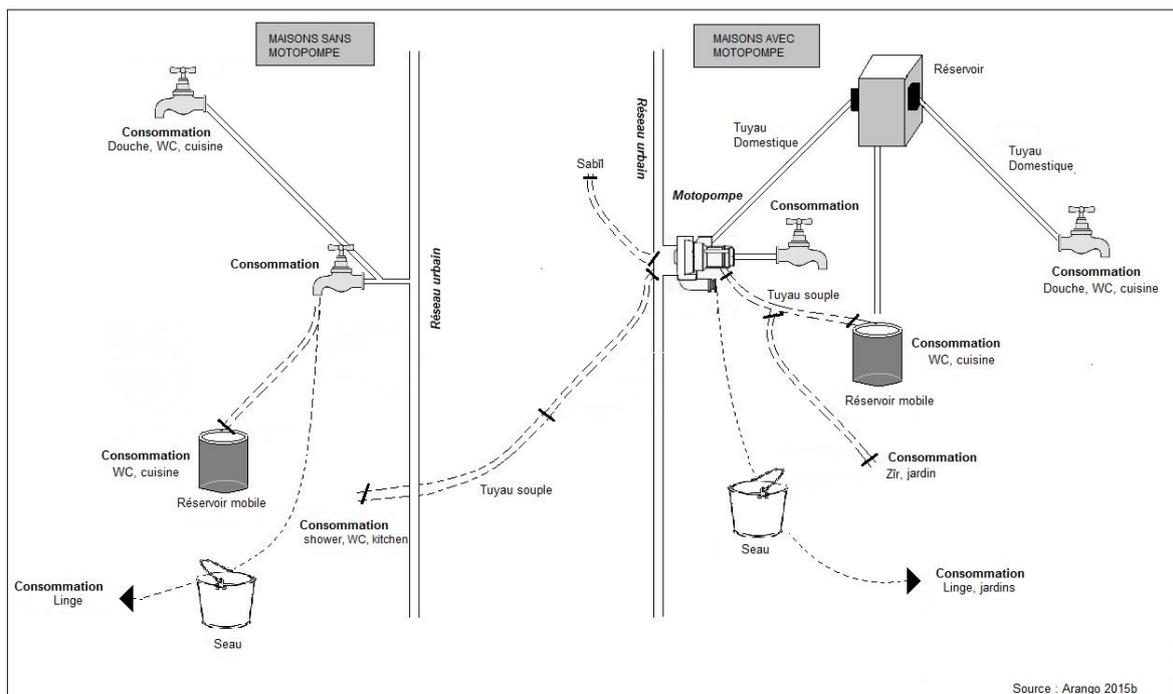


FIGURE 6 : CIRCULATIONS DOMESTIQUES DE L'EAU, SANS ET AVEC MOTOPOMPE

A ce stade, il convient de souligner que la mise en place de systèmes techniques à l'intérieur des maisons pour améliorer l'accès à l'eau reste en partie liée à la connaissance que les gens ont de leurs demeures, et notamment au fait d'avoir participé de manière active à leur construction. Les habitants développent donc des aptitudes et des savoir-faire pour gérer l'eau en accord avec les techniques qu'ils ont mis en place pour y accéder. En conséquence, l'eau est « présente » et « active » dans l'espace domestique, soit parce que les gens la transfèrent eux-mêmes, soit parce que les tuyaux sont visibles sur les murs. La circulation de l'eau est aussi palpable parce que les conduits ont des clés pour les fermer ou les ouvrir selon les besoins. Elle est également visible quand l'eau déborde du réservoir et coule du toit par les façades de la maison : c'est alors que les gens savent qu'il faut éteindre la motopompe et qu'ils disposeront de la ressource en continu pour quelques jours.

S'agissant de la mise en place du réseau urbain, certains auteurs ont montré comment la circulation de l'eau est devenue invisible pour les usagers de différentes villes du monde par l'enfouissement des conduits et par la dissimulation des tuyaux dans les murs des bâtisses (KAIKA 2004 ; KAIKA et SWYNGEDOUW 2000). Plus encore, Maria Kaika et Eric Swyngedouw affirment que cette invisibilisation s'accompagne d'une certaine négation de la nature instable de l'eau, mais aussi de toutes les relations de pouvoir qui sont nécessaires à sa production (KAIKA 2004 ; SWYNGEDOUW 2004). Selon ces chercheurs, ces dimensions naturelles et sociopolitiques occultées redeviennent visibles avec les pannes et les coupures (KAIKA 2004, STRANG 2004). Au contraire, les dynamiques d'accès à l'eau des ménages à Tuti, et plus largement à Khartoum, montrent que les gens sont confrontés au quotidien à la nature fluide de cette ressource, mais aussi aux conditions écologiques et topographiques propres à la région, sans oublier les limites des infrastructures urbaines et du modèle de gestion de l'eau de la ville. Bien que les gens mettent en place des stratégies différentes pour s'assurer de l'écoulement permanent de l'eau et de sa disponibilité en continu, les différentes variables qui rythment le flux de la ressource sont intégrées d'une manière ou d'une autre au fonctionnement des maisons.

## 5.4. Le « voisinage hydrique »<sup>331</sup>

### 5.4.1. La redistribution de l'eau urbaine

Dans des secteurs entiers de Tuti, l'interdépendance créée par le partage des mêmes tuyaux entre les voisins conduit à ce que toute action sur l'eau à l'intérieur d'une maison affecte l'accès de celles de son entourage. A titre d'exemple, quand quelqu'un allume sa motopompe individuelle, il est fort possible que la maison voisine qui suit dans la rue n'ait pas d'eau au robinet. L'usage de la ressource met ainsi en relation plusieurs groupes domestiques et demeure étroitement liée aux relations de voisinage. Or, cette interdépendance rappelle surtout que ce n'est que depuis la mise en place de la station de pompage et du réseau urbain que les habitants de l'île partagent tous la même source d'eau. Pour autant, l'usage des motopompes ne crée pas de conflits majeurs entre les habitants de Tuti. A ce propos, Shaza (30 ans), femme au foyer qui habite dans un lieu de Tuti situé en hauteur, nous explique que chez sa voisine – qui n'est autre que la sœur de son mari –, les gens ont acheté une très grande motopompe car ils avaient rarement d'eau au robinet. Quand nous lui demandons ce qu'elle en pense, elle nous dit :

« Bien sûr c'est *ḥarām* (illicite, interdit) parce qu'ils prennent l'eau des voisins, mais il n'y pas de problèmes parce qu'ils donnent l'eau aux gens, puis, avec la motopompe, ils ont acheté un réservoir et avec les *bērmil* ils stockent l'eau alors le moteur n'est pas allumé en permanence »<sup>332</sup>.

Si l'usage des motopompes relève au premier abord d'une logique individuelle, certains comportements sont prescrits pour assurer l'accès à l'eau des ménages environnants : ceux qui possèdent un tel matériel sont en effet tenus de ne pas l'allumer en permanence et doivent partager l'eau avec ceux qui en ont besoin<sup>333</sup>. Si les gens développent des stratégies à l'intérieur de l'espace domestique pour assurer leur accès à l'eau, certaines sont susceptibles d'affecter leurs voisins, c'est pourquoi des pratiques de redistribution ont lieu par la suite aussi bien dans la rue et entre maisons, comme c'est le cas dans d'autres quartiers de Khartoum (ARANGO 2015b ; ZUG 2014). Dans cette logique, la possibilité d'avoir un

---

<sup>331</sup> Si ce titre évoque les « voisinages hydriques » - *water neighbourhoods* – analysées par Clifford Geertz (1972, p. 28), nous ne pouvons pas faire référence dans le cas de Tuti à des unités d'analyse discrètes tels que l'auteur les définit dans le système d'irrigation balinaise. Cependant, la dimension technique que l'auteur donne à ces unités spatiales et sociales vient rappeler les branchements divers qui renforcent les relations de voisinage à Tuti.

<sup>332</sup> Conversation consignée dans le cahier de terrain.

<sup>333</sup> Une analyse en termes d'économie morale a été consacrée à l'usage des motopompes dans un quartier périphérique de Khartoum (ZUG 2014) et nous avons traité le sujet dans notre mémoire de Master (ARANGO 2009). Nous n'aborderons pas ici cette perspective.

meilleur accès à l'eau – par l'emplacement de la maison, l'implantation de motopompes, etc. – ne donne pas aux individus une plus ample exclusivité sur la consommation de celle-ci, bien qu'ils puissent tirer des bénéfices de la position de distributeur. A ce titre, améliorer son accès à l'eau permet la construction d'un fonds, non pas matériel, mais de renommée et de prestige basé sur la différenciation entre ceux qui offrent et ceux qui reçoivent.

Donner de l'eau est considéré en ce sens comme une bonne œuvre qui permet d'éviter le malheur et d'augmenter la prospérité du distributeur et de son groupe domestique, puisque c'est-à-partir de sa maison que la ressource est mise à disposition. En outre, il s'agit d'un gage de recevoir, en cas de besoin futur, un contre-don en eau ou autre de la part des voisins. Lina (60 ans), femme au foyer, explique :

« [Quand l'eau est coupée ailleurs] les gens viennent ici, ils rentrent dans la maison, ils n'ont qu'à frapper à la porte, entrer dans le *hōsh* et prendre l'eau (...), chez nous l'eau ne manque jamais *Mā shā' Allāh* !<sup>334</sup> Nous avons été les premiers à construire ici. Quand d'autres ont commencé à bâtir des maisons à côté l'eau devint rare. Mais notre maison est la première [qui se branche] au conduit (*khaṭ*) alors l'eau marche. N'importe qui peut venir prendre l'eau chez nous, qu'il s'agisse des voisins ou des gens des jardins (*nās al jinēna*)<sup>335</sup>, tous. On allume le moteur et ils remplissent [leurs bidons]. Les gens viennent parfois à deux heures du matin [prendre l'eau], parfois on donne l'eau aux voisins avec le tuyau souple, on leur donne à la mesure de leurs besoins (...) Quand les gens viennent chercher l'eau tu ne peux pas les empêcher, ils voient que l'eau coule chez toi, tu ne peux pas leur dire le contraire, alors on remplit [leurs bidons] pour ne pas regretter après si l'on est dans une situation difficile (...) [quand il y a des coupures] on leur donne toute l'eau du réservoir, puis, dès que l'eau revient, on le remplit encore » (entretien 58, 10/08/2011).

Les échanges d'eau dans l'espace inter-domestique rassemblent donc des individus qui peuvent se reconnaître mutuellement dans un rapport de parenté ou dans une proximité spatiale, mais peuvent mettre en relation aussi des inconnus à des degrés divers. Toutes ces transactions constituent autant de formes différentes de fabriquer l'espace commun, mais surtout la « localité » comme « structure de sentiment » (APPADURAI 2001, p. 263) ou « sensation » de proximité. En articulant le public et le privé ainsi que le dehors et le dedans, ces échanges contribuent en outre, comme l'indique Pierre Mayol (1994) en relation à d'autres transactions quotidiennes, à particulariser ou à rendre plus familiers des espaces comme la rue qui sont en principe des lieux « anonymes ».

---

<sup>334</sup> Expression qui exprime l'appréciation, la joie, l'éloge ou la reconnaissance à l'égard d'un événement ou d'une personne qui vient d'être mentionné dans le discours. Elle est généralement prononcée lorsque l'on entend une bonne nouvelle, mais aussi pour protéger de la jalousie ou du mauvais œil.

<sup>335</sup> En référence aux populations migrantes qui travaillent à Tuti dans les métiers agricoles.

#### 5.4.2. Les transferts d'eau entre parents et voisins

Nous avons vu que les modalités particulières d'occupation de l'espace, les formes d'héritage et les modes d'évolution des espaces d'habitation ont pour effet que l'on trouve souvent des parents à différents degrés au sein d'un groupe de voisinage. Les échanges d'eau inter-domestiques sont donc souvent exprimés dans le langage de la parenté. A ce titre, la description du déroulement d'une coupure d'eau, survenue pendant trois jours en août 2011, peut nous aider à comprendre la manière dont cette ressource circule au sein des réseaux de parenté tout en les renforçant.

Rawda (26 ans) part de chez elle avec un seau vide : elle explique qu'elle va chez *nās ḥabōba* – littéralement, « gens de la grand-mère » – afin de chercher de l'eau pour cuisiner puisqu'il n'y en a pas chez elle depuis deux jours. Le groupe de personnes désigné comme *nās ḥabōba* est formé par son grand-père paternel (*jidd*) Nour, sa tante paternelle (*'amma*) Halla, le mari de celle-ci nommé Mahmoud, et enfin Mohammed, frère cadet de Rawda qui a déménagé chez la grand-mère à la mort de cette dernière pour accompagner Halla. Rawda explique qu'il y a peu de monde chez *nās ḥabōba* et qu'ils n'ont pas épuisé l'eau de leur réservoir : en outre, leur maison est plus proche du tuyau principal et manque rarement d'eau à la différence de la sienne. En conséquence, Rawda et ses trois sœurs y vont également afin de prendre leur douche pendant cette coupure d'eau d'août 2011.

La maison où habite Rawda se trouve deux maisons plus loin sur la même rue que celle de *nās ḥabōba*. Elle a été construite par son grand-père maternel dans les années 1970 sur une portion de la *sāgīa* 64 – Sāgīa Al Ḥaraza – dont les cinq parcelles d'habitation de l'allée ont été réparties entre les descendants de Nour Arbab, arrière-grand-père de Rawda (figure 7). Chacune de ces maisons et les gens qui y habitent ont un statut particulier et différencié pour Rawda qui les identifie de la manière suivante : *nās* Abdelaziz (les gens d'Abdelaziz), *nās ḥabōba* (les gens de la grand-mère), *beīt* Dalia (la maison de Dalia), *al-beīt* (la maison), et *beīt khalt-i* (la maison de ma tante maternelle).

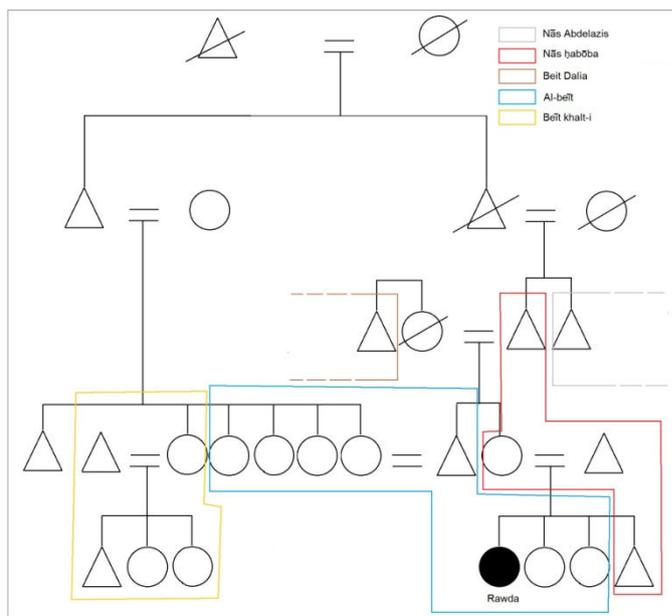


FIGURE 7 : LE VOISINAGE DE RAWDA

Lorsque Rawda va prendre l'eau chez *nās ḥabōba* lors d'une coupure prolongée, plusieurs facteurs jouent dans son choix. En premier lieu, elle connaît l'économie de l'eau dans cette maison qui lui est familière : il y a peu d'usagers pour un grand réservoir et l'eau y est rarement coupée. Ensuite, c'est en raison du voisinage et surtout des liens de parenté qui l'unissent à ce groupe domestique que Rawda a un droit d'usage sur l'eau du réservoir des *nās ḥabōba*. Elle prend l'eau chez eux parce que la maison est plus proche du tuyau principal et plus basse en termes topographiques que son propre logement. Or, cette différence de situation spatiale entre la maison de Rawda et celle de sa grand-mère indique aussi une histoire d'implantation progressive des groupes domestiques qui leur confère un statut particulier : *nās ḥabōba* est plus proche du tuyau principal en tant que première habitation construite dans l'allée et constitue un lieu de référence dans un groupe de parents, auquel Rawda est familiarisée du fait du voisinage.

Dans cette logique, il apparaît que le partage de l'eau dans l'espace inter-domestique peut être compris comme étant inséré dans une spatialité liée aux relations de parenté. Néanmoins, il convient de revenir sur le problème topographique selon lequel l'absence de pentes conduirait les maisons les plus éloignées de la station de pompage à recevoir moins d'eau. Il ne s'agit pas seulement d'une question d'ordre physique, ou d'une question purement « naturelle » : cette différenciation dénote surtout la relation de l'accès à l'eau avec l'histoire de l'arrivée et de l'installation des groupes domestiques dans l'espace habitable. Les maisons les plus proches des tuyaux principaux sont les premières à avoir été construites dans l'allée et correspondent, dans la plupart des cas, au logement des ascendants des gens qui habitent plus

loin dans la rue. Dans ce sens, certaines formes d'accès à l'eau à Tuti articulent des questions matérielles, avec les trajectoires historiques des groupes domestiques et leur statut dans un réseau de parenté et voisinage. Cette articulation illustre la proposition de certains auteurs qui affirment que l'eau, au-delà de sa fonction physiologique est « l'une des ressources les plus imbriquées dans les rapports sociaux » (CASCIARRI et VAN AKEN 2013, p. 15).

Or, si les voisins sont souvent liés par des liens de famille par le biais des modes d'occupation de l'espace et de la pratique de l'héritage, la parenté n'est pas le langage exclusif des échanges d'eau dans l'espace inter-domestique. Le cas des populations originaires de l'Ouest du Soudan habitant sur l'île depuis une période plus ou moins longue offre une autre perspective : leur situation d' « étrangers » les empêche en effet de produire un espace inter-domestique en termes de parenté et les relations de voisinage restent réduites. Ces populations doivent alors mettre en place d'autres tactiques pour accéder à l'eau dans l'espace commun des rues lorsque le besoin s'impose. Pour illustrer ces propos, nous transcrivons ici quelques éléments de la biographie de Jawahir ainsi que la manière dont elle a géré la coupure d'eau de trois jours survenue en août 2011 que nous avons déjà mentionnée plus haut.

Installée à Tuti depuis quinze ans, Jawahir (32 ans) vient de la ville de Kosti sur le Nil Blanc mais sa famille est originaire de Nyala au Darfour. Quelques personnes de sa parentèle vivent également à Tuti et travaillent les champs par ferme ou métayage. Jusqu'en 2010, Jawahir habitait dans une petite maison de l'ancien village de Tuti mais elle a pu déménager avec ses proches – sa mère et son père, ses deux fils, ses quatre sœurs avec leurs enfants et deux de ses frères – dans un logement plus grand et récent, situé près des champs dans la périphérie de l'espace habité. Jawahir ne reçoit pas de facture d'eau à son nom mais paye avec ses frères et sœurs mensuellement la somme de 7 SDG au propriétaire de la maison. En août 2010, le robinet de la maison était à sec : Jawahir a alors demandé à son petit frère d'aller chercher de l'eau dans un autre robinet proche, qui avait été mis en place pour la construction d'une nouvelle demeure et se trouvait donc à ciel ouvert. Or, ce robinet était aussi à sec, c'est pourquoi l'enfant est ensuite allé demander de l'eau aux voisins d'en face, mais ceux-ci n'en avaient plus. Finalement, Jawahir et ses sœurs ont fini par aller chercher de l'eau dans un puits d'usage agricole situé dans les champs derrière la maison. Elles nous expliquent néanmoins qu'elles n'aiment pas cette eau car elle a un goût salé, et qu'elles ne l'utilisent pas pour se laver parce qu'elle produit des démangeaisons. Le lendemain, Jawahir et sa sœur, qui

travaillent dans les champs comme vendeuses de thé et de nourriture, ont pu rapporter de l'eau du canal d'irrigation dans de petites bouteilles en plastique pour boire à la maison

Cette situation indique l'existence d'autres tactiques d'accès à l'eau de consommation domestique, notamment à partir des eaux d'irrigation – eau du canal, eau des puits –, bien qu'elles restent marginales. Elles demeurent surtout praticables non pas pour ceux qui habitent près des champs – comme les voisins de Jawahir – mais pour ceux qui sont familiers à l'espace des jardins à l'instar des agriculteurs et des vendeuses de thé. Néanmoins, la distinction entre les eaux du système d'irrigation et celle du réseau urbain n'est pas seulement une différence technique ou écologique, elle véhicule aussi des informations sur des différenciations sociales et l'éventail de comportements que possède un individu pour l'accès à l'eau selon son statut et sa position sociale. Comme l'indique David Mosse, les catégories écologiques produites dans un contexte culturel précis indiquent que les ressources physiques, comme l'eau sont « inséparables » des identités sociales (MOSSE 1997, p. 497) : cette propension à utiliser des eaux d'irrigation pour la consommation domestique vient ainsi s'imbriquer avec la différence palpable qui existe entre les travailleurs agricoles « étranger » et le reste de la population de l'île.

A ce sujet, la plupart des travaux portant sur Tuti (HILL 1965 ; LOBBAN 1973 ; DAVIES 1994) ont cherché à identifier les critères de différenciation de ses habitants – par la propriété des terres, par les catégories socioprofessionnelles, par les affiliations tribales ou par l'origine géographique – et la manière dont ils sont mobilisés pour exclure et inclure les individus dans des espaces d'action et de décision. Néanmoins, l'observation du partage d'une même source d'eau – celle de la station de pompage et traitement – nous renvoie plutôt à la manière dont les gens, qui se différencient pourtant entre eux, gèrent le partage d'une ressource qui leur est commune.

Il est important de souligner que le premier réflexe de Jawahir n'est pas d'envoyer son petit frère chez les voisins, mais plutôt d'aller chercher l'eau dans un robinet ouvert pour la construction d'une maison. L'usage de ce robinet n'engage pas en effet d'échange interpersonnel direct et ne s'inscrit pas dans un système de relations particulier. En ce qu'il est laissé à disposition au sein d'un espace n'appartenant pour l'heure à personne mais potentiellement accessible à tout le monde, le robinet d'une maison en construction n'est pas encore lié à un univers domestique particulier. En d'autres termes, ce point d'eau n'est pas « socialisé » car il n'est pas encore inscrit dans un espace relationnel précis. Après l'échec de

cette tentative, Jawahir va ensuite tenter de mobiliser les relations de voisinage. Dans ce cas, la demande et le don d'eau met en rapport des individus qui se reconnaissent entre eux par différentes caractéristiques : vis-à-vis de ses voisins, Jawahir est une vendeuse de thé, originaire de l'Ouest, « étrangère » à Tuti. Néanmoins, confrontée à la panne de la station de pompage, elle va finir par chercher une source alternative d'eau, mais s'extraire de l'usage de la ressource collective offerte par le réseau constitue alors son dernier choix.

Cette description indique les calculs des individus, à partir des systèmes de sociabilité différenciée dans lequel ils sont insérés, pour assurer leur accès à l'eau du réseau lorsque celle-ci vient à manquer. Les transactions liées à la ressource hydrique se meuvent à Tuti au sein de cet éventail de relations qui vont de celles, plus proches, de la parenté à celles nouées entre voisins qui ne se reconnaissent toutefois pas comme des égaux. Entre ces types de rapports sociaux, on trouve différentes possibilités d'échange qui passent non seulement par le fait de prendre et de donner l'eau, mais aussi par le partage de certains objets et dispositifs techniques.

#### *5.4.3. L'emprunt et la circulation des objets liés à l'eau*

Les échanges hydriques qui ont lieu dans la rue, au-delà de l'espace domestique, ne se résument pas seulement aux transferts d'eau par des récipients et des seaux : d'autres artefacts nécessaires pour l'accès à l'eau circulent, et des manipulations techniques ont lieu sur le réseau pour partager la ressource directement depuis les tuyaux domestiques avec les voisins et les parents. C'est le cas d'Einas dont le mari a fait creuser en 2011 un puits dans la cour de la maison pour pallier les coupures constantes d'eau. Quelques mois plus tard, un conduit a été installé pour transférer une partie de l'eau de ce puits au réservoir du frère d'Einas qui habite dans une maison adjacente.

De manière plus générale, les gens installent provisoirement, voire définitivement, des tuyaux souples qui passent sous les portes d'une maison à une autre, comme c'est le cas dans d'autres quartiers de Khartoum (ARANGO 2009). Dans une des demeures que nous avons fréquentées, les gens avaient ouvert une fenêtre dans un mur mitoyen pour converser et échanger avec leurs voisins des objets divers, dont de la nourriture ou de l'eau. Cette dernière ressource est en effet à l'origine de l'ouverture de cette voie d'échange : l'une des maisons, placée deux mètres plus haut que l'autre, avait rarement de l'eau au robinet tandis que

l'habitation la plus basse en avait régulièrement. Dès lors, ces voisins de longue date se sont arrangés pour subvenir aux besoins hydriques des deux maisons.

Enfin, il arrive que des dispositifs circulent entre des voisins, à l'instar des motopompes. Pour illustrer notre propos, il convient de s'attarder sur le cas de Hanin qui habite dans un lieu assez haut où l'accès à l'eau reste difficile : elle a donc besoin d'une motopompe pour obtenir de l'eau par le robinet principal de sa maison. Une autre solution consiste à aller chercher l'eau avec un seau dans la maison d'une amie qui se trouve plus bas, mais le trajet paraît long et pénible aux yeux de Hanin. Dès lors elle utilise régulièrement une vieille motopompe que l'on a laissée dans la cour d'un bâtiment inoccupé qui se trouve à deux maisons de la sienne. Lorsqu'elle a besoin d'eau et qu'elle peut payer l'électricité, elle déplace la vieille motopompe chez elle et l'utilise jusqu'à ce que ses barils soient remplis avant de le remettre dans la maison vide. Ce même procédé est accompli par la voisine d'en face dans des situations analogues.

Si la maison abandonnée est celle d'Awad, l'oncle paternel de Hanin, la voisine qui partage la motopompe avec elle ne fait pas partie de son réseau de parenté. Or, Hanin nous dit à propos des voisins : « ils ne sont pas de ma famille (*usrat-i*), non, ce sont des voisins (*jerān*), mais ils sont devenus des proches (*ahal*) » (entretien 64, 10/09/2011). Ainsi, l'espace commun dessiné par l'interrelation des personnes partageant cette motopompe combine à la fois des relations de parenté et de voisinage. C'est en effet par l'intermédiaire tacite de Hanin que la voisine peut utiliser la motopompe d'Awad, bien que ce dernier n'habite plus là. Dès lors, Hanin intègre dans la circulation de la motopompe des groupes domestiques qui, sans être de la famille, sont devenus « des proches », le besoin partagé d'accès à l'eau venant renforcer ces relations. C'est dans ce sens que Mauro Van Aken évoque l'émergence d'une « communauté de la pratique »<sup>336</sup> autour des manipulations techniques du système d'irrigation dans la Vallée du Jourdain :

« Les manipulations constantes du réseau sont à mettre en relation avec une communauté de la pratique, c'est-à-dire avec un *ethos* et un sentiment de solidarité partagé qui se traduisent dans des stratégies et des techniques quotidiennes ainsi que dans la réadaptation des savoirs locaux au contexte hautement artificiel de l'infrastructure hydrique. Cela implique un savoir-faire très créatif, une connaissance détaillée de l'appareil technique afin de le

---

<sup>336</sup> L'auteur utilise le terme *comunità di pratica* dans un texte en italien (VAN AKEN 2006, p. 212) et le concept sera traduit en espagnol par *comunidad de la práctica* (VAN AKEN 2011, p. 77).

manipuler pour atteindre d'autres objectifs. En ce sens la communauté de la pratique représente un code moral transversal partagé par différentes communautés (...)»<sup>337</sup>.

Shaza habite elle aussi dans un lieu haut de Tuti, mais sa situation est tout autre : elle nous explique qu'elle y a déménagé lors de son mariage il y a une dizaine d'années mais que durant cette période, il n'y a jamais eu de l'eau dans le robinet principal de la maison. Or, elle affirme continuer à payer la facture mensuelle, car elle prend tout de même l'eau du réseau dans deux autres lieux en branchant des tuyaux souples. Le premier se trouve dans un *diwān* inutilisé et adjacent à sa maison, qui appartient à l'oncle paternel de son mari ; l'autre est placé dans l'habitation inoccupée d'un voisin située à deux maisons de la sienne. Ces deux robinets sont branchés à l'ancien réseau de Tuti et ils reçoivent l'eau de manière plus régulière car ils sont placés très bas. Ainsi, dès que l'eau parvient jusqu'à ces points d'arrivée, Shaza déplace sa motopompe dans un lieu ou dans l'autre pour conduire, grâce aux tuyaux souples, la ressource jusqu'à sa maison. Une fois que ses réserves sont pleines, elle déplace les tuyaux souples chez sa voisine Samira pour que cette dernière puisse aussi remplir ses récipients (photo 17, 18, 19).

Ces différents déplacements et emprunts, qui relèvent en partie du bricolage, permettent l'accès à l'eau aux habitants des maisons que le réseau municipal n'arrive pas à desservir. Comme l'indique Nikhil Anand dans le cas de Bombay, la pression de l'eau peut être mobilisée en utilisant des motopompes, mais aussi en activant certains rapports sociaux pour attirer la ressource chez soi (ANAND 2011). Ainsi, l'accès aux technologies qui augmentent la pression de l'eau relève autant du pouvoir économique que des capacités qu'ont les individus, ici les femmes, de mobiliser les relations et les connaissances de leur entourage.

Dans cette logique, si les hommes apparaissent généralement dotés d'un rôle prépondérant dans l'accès à l'eau de la famille – demande de branchement de la maison, commande de l'extension des tuyaux, paiement des factures –, les femmes assurent aussi cet approvisionnement de manière officieuse et plus silencieuse, par leurs relations sociales et leurs bricoles quotidiennes. Par ce biais, elles mettent en relation le lieu intime que constitue la maison avec un extérieur plus impersonnel en contribuant au à la reproduction de l'espace

---

<sup>337</sup> « *Las manipulaciones constantes de la red están relacionadas con la comunidad de la práctica, es decir, con un ethos y un sentimiento de solidaridad compartido que se traducen en estrategias y técnicas diarias y en la readaptación del conocimiento local al contexto altamente artificial de la infraestructura hídrica. Esto encierra un savoir faire muy creativo, un conocimiento pormenorizado del aparato tecnológico que persigue manipularlo para otros fines. Este significado de la comunidad de la práctica representa un código moral transversal compartido por las diferentes comunidades* » (VAN AKEN 2011, p. 77).

commun : la liaison des univers domestiques est renforcée par l'extension des tuyaux qui traversent les rues et par le déplacement des objets domestiques comme les motopompes.



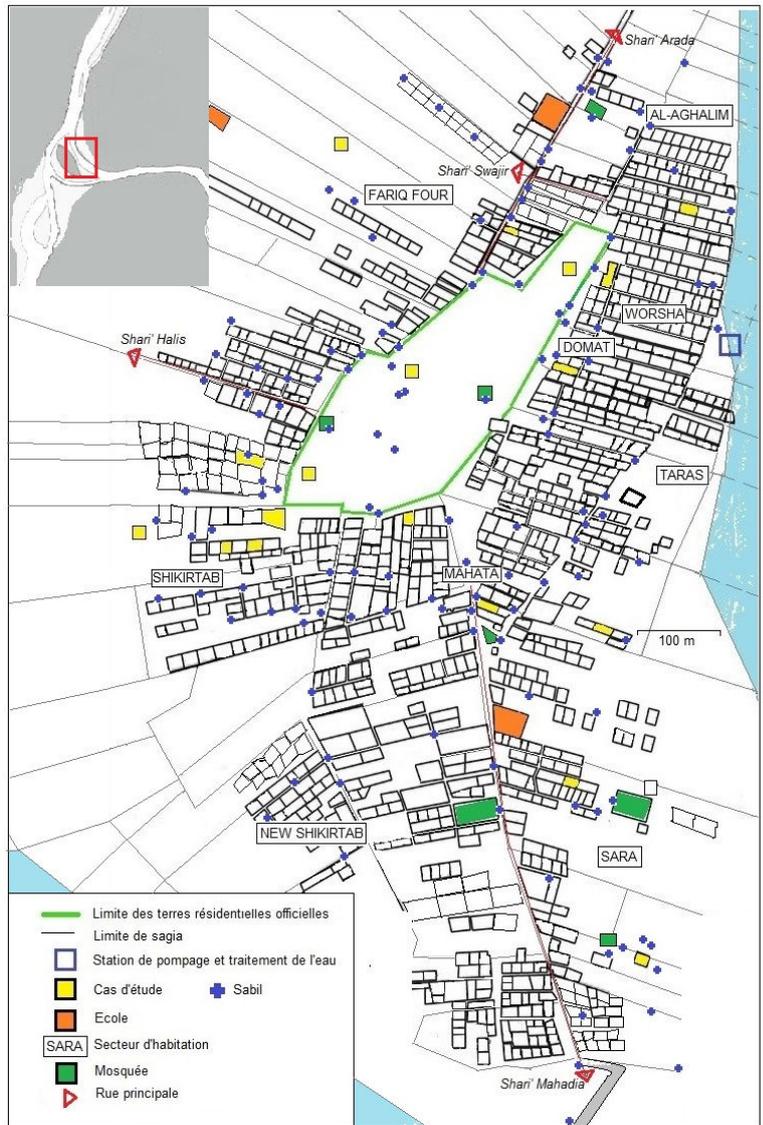
PHOTOS 17, 18, 19. **LE BRICOLAGE DE SHAZA** : la première photo illustre la fixation temporaire du tuyau sur l'arrivée d'eau du voisin dans la cour. La deuxième photo montre, du côté de la ruelle, le tuyau qui entre dans la maison de Shaza. Dans la troisième photo, le tuyau transfère quelques heures plus tard l'eau à la maison de Samira.

Pour accéder à l'eau, les femmes de ces foyers éloignés du tuyau principal doivent faire appel à des compétences certes techniques, mais aussi à des relations qu'elles tissent dans leur entourage. Il s'agit également pour elles de connaître l'espace dans lequel elles habitent en identifiant les maisons inhabitées ou les lieux où arrive l'eau du réseau. Si nous ne pouvons pas affirmer que ces échanges constituent les formes d'accès à l'eau les plus fréquentes à Tuti, il s'agit de transactions qui créent des relations fortes entre les individus de différents ménages et qui passent par l'espace public. A l'inverse, dans les secteurs où toutes les maisons disposent d'une motopompe, les femmes et la ressource hydrique restent davantage cantonnées à la sphère domestique.

#### 5.4.4. *Le sabīl : mise à disposition d'eau dans la rue*

A l'instar de certains quartiers de Khartoum et d'autres villes soudanaises, il est courant à Tuti de mettre gratuitement de l'eau à disposition dans l'espace public pour les passants (Carte 8). Connu sous le nom de *sabīl* – « chemin », « route », « sentier » –, ce don fait partie d'un ensemble de pratiques qui visent à faciliter le transit des passants, comme le fait de planter un arbre donnant de l'ombre à ceux qui se trouvent dehors ou de laisser de la

nourriture sur le chemin<sup>338</sup>. Dans cette logique, certains de nos interlocuteurs évoquent les *sabīl* comme un *wagf* qui implique dans l’islam la concession du patrimoine privé d’une personne – terres ou autres biens – à la collectivité dans un but charitable (DENOIX 1996 ; GORDON 1986).



CARTE 8 : LES *SABIL* SUR L’ILE DE TUTI.

Avant la mise en place du réseau municipal, les puits par lesquels les gens de Tuti s’approvisionnaient en eau étaient ainsi considérés comme des *sabīl*. Plus récemment, différents types de dispositifs sont utilisés pour donner de l’eau aux passants, à commencer par les *zīr* (jar en terre cuite), mais aussi par le biais de robinets, tuyaux, fontaines d’eau,

<sup>338</sup> Selon l’une de nos collègues soudanaises, le mot serait associé aux voyageurs en besoin connus sous le nom d’*ābna as sabīl* (les fils du chemin), auxquels les populations sédentaires procuraient de l’eau, de la nourriture et un abri (Mai Azzam, communication personnelle).

glacières portatives et autres récipients<sup>339</sup> (carte 8). Parmi ceux-ci, le *zīr*<sup>340</sup> reste le moyen le plus répandu (série de photos 3).



SERIE DE PHOTOS 3 : **TYPES DE SABIL**. Outre les *zīr* (images 1, 3, 6, 8), les gens installent des robinets dans le mur de la cour qui donne sur la rue (image 4). D'autres font couler l'eau en permanence dans un baril à l'aide d'un tuyau souple ou mettent en place des fontaines d'eau fraîche (image 7) ou des glacières portatives (image 5). 2010-2012. L. Arango.

<sup>339</sup> Ces pièces de poterie sont fabriquées généralement aux bords du Nil par des artisans qui produisent en même temps des briques, des pots ou des tambours. Pour plus de détails sur leur fabrication et leur usage, se référer à notre mémoire de master 2 (ARANGO 2009).

<sup>340</sup> Les *zīr* sont répandus au Soudan et d'autres pays de l'Afrique du Nord et de l'Est (ARANGO 2009). A Khartoum, leur usage est réparti différemment et l'usage du *zīr* est souvent associé à un certain statut des quartiers dans l'ensemble de la ville : selon différents interlocuteurs, leur utilisation serait à la fois propre aux quartiers anciens et populaires (ARANGO 2015b).

Le don d'eau dans l'espace public s'inscrit alors dans une logique religieuse. Samia déclare à ce propos lors d'un entretien avec sa mère Lita :

« Dans l'islam, donner l'eau est (...) *ḥasanāt* (bonne œuvre)<sup>341</sup>. Tu peux faire un *sabīl* au nom d'un parent décédé pour que son âme cumule des *ḥasanāt*. A chaque fois que quelqu'un vient boire l'eau de ce *sabīl*, et il remercie, le défunt pour lequel tu as fait le *sabīl* gagne des *ḥasanāt* qui vont compter au moment du jugement dernier parce qu'ils viennent réduire [l'effet de] ses mauvaises actions » (entretien 54, 26/07/2011).

Les gens placent parfois des *sabīl* dans des lieux d'affluence – comme les sorties des écoles, les mosquées, les embarcadères ou les commerces – sans qu'ils soient explicitement dédiés à un ancêtre décédé<sup>342</sup> mais dans la plupart des cas ils sont mis en place au nom d'un père décédé par son fils<sup>343</sup>. De manière générale, ils sont situés dans les rues, à côté de la porte principale d'entrée à la cour, et le défunt auquel ils sont associés est souvent la personne qui a fait construire la demeure. En plus d'ancrer le fondateur de la maison au sein du lieu de vie après son décès, les *sabīl* articulent l'univers domestique à la rue et à l'espace public non seulement par leur emplacement, mais aussi par la logique de leur fonctionnement et par les usages que l'on en fait.

Lorsqu'ils sont placés à côté de l'entrée principale de la cour, les *sabīl* sont associés à la porte dont la couleur est souvent la même que celle des supports des *zīr* (image 3 de la série de photos 3). A cet égard, les portes d'entrée des cours constituent une partie centrale de l'infrastructure domestique mais sont aussi importantes dans l'espace inter-domestique : chacune d'entre elles est ornée et peinte différemment, ce qui permet de différencier une maison d'une autre lorsque l'on regarde une suite souvent homogène de façades collées les unes aux autres. En outre, les portes sont considérées comme un objet prisé, souvent coûteux, dont le choix est important au moment de construire la maison (série de photos 4).

---

<sup>341</sup> Dans l'islam, il s'agit de bonnes œuvres d'un point de vue moral. Selon nos interlocuteurs, les croyants peuvent obtenir des « points positifs » en réalisant de bonnes œuvres qui, mises en rapport avec les « points négatifs » (*ithim*), décideront du sort de l'âme au moment du jugement dernier. L'âme des croyants peut obtenir des *ḥasanāt* après la mort par les bonnes œuvres réalisées en leur nom.

<sup>342</sup> Parmi les 152 *sabīl* que nous avons recensés à Tuti, seuls 13 d'entre eux étaient placés dans des commerces et 8 n'étaient pas directement associés à un lieu d'habitation mais à des embarcadères, des écoles ou des mosquées (carte 8).

<sup>343</sup> Tous les *sabīl* que nous avons recensés étaient dédiés aux pères ou aux grands-parents que les enfants avaient connus. Seuls deux d'entre eux étaient dédiés à des femmes.



SERIE DE PHOTOS 4 : LES PORTES DE TUTI. 2010-2012. L. Arango.

Par ailleurs, le seuil détient une valeur symbolique dans le système d'oppositions et d'homologies par lequel Pierre Bourdieu comprend le fonctionnement de la maison kabyle (BOURDIEU 1970). Il joue le rôle d'une « frontière magique » selon cet auteur, dans la mesure où il constitue le lieu d'une inversion logique entre le « monde intérieur » et le « monde extérieur », ces deux mondes étant à la fois symétriques et inversés (BOURDIEU 1970, pp. 756- 7). Dans le cas que nous décrivons, la porte d'entrée de la cour est effectivement un lieu de passage, mais elle ne désigne pas pour autant deux espaces symétriquement opposés : il s'agit plutôt une interface d'échange<sup>344</sup> et d'une étape dans la particularisation de l'espace. Dans cette logique, on peut en général ouvrir cette porte de l'extérieur et pénétrer dans la cour si toutefois la proximité avec les habitants le permet alors

<sup>344</sup> Il est courant de laisser des messages écrits sur la porte même à destination des habitants de la maison, notamment lorsque quelqu'un passe et qu'il n'y a personne.

qu'à l'inverse, la porte de la maison ne peut être ouverte que de l'intérieur par les occupants de la maison. Associé à la porte de la cour, le *sābīl* fait partie de ce seuil intermédiaire entre l'espace intime du logement et le domaine public de la rue en participant à leur articulation.

Or, le *sabīl* est aussi un intermédiaire important pour les individus qui habitent la maison : si celui qui installe le *sabīl* est en principe chargé de son entretien, dans la plupart des cas d'autres personnes peuvent le nettoyer et veiller à ce que l'eau ne s'y épuise pas. Le récit de Lina est édifiant sur la manière dont le *sabīl* crée des liens multiples entre les occupants d'une même maison :

« Il y a deux semaines, j'ai fait un rêve. Le *marḥūm* [défunt] venait près du *zīr* et je lui demandais s'il voulait quelque chose. Il me disait : "non, je viens juste remplir le *zīr* et je repars". Alors, dans le rêve, il mettait les *zīr* par terre et les remplissait avec le tuyau souple. Dès que je me suis réveillée, j'ai dit à Humran, son fils, "j'ai vu ton père qui est venu remplir les *zīr*, tu dois lui faire un autre *sabīl*". Alors il m'a dit : "maman, le distributeur d'eau est en panne, tu ne le savais pas" et il est parti acheter un robinet et l'a réparé, là il fonctionne et les gens peuvent revenir reprendre de l'eau chez nous » (entretien 58, 10/08/2011).

Dans le récit de Lina, le *sabīl* concrétise, à travers l'eau, différents liens entre les individus : d'abord, entre les enfants et un ancêtre pour sa mise en place et son entretien ; ensuite, entre une femme et son mari décédé au moyen d'un rêve qui implique le *sābīl*, et enfin entre les vivants eux-mêmes, en l'occurrence Lina et son fils, dans la gestion de ce point d'eau.

Par ailleurs, la mise en place du *sabīl* met en relation les individus dans un espace commun plus large. Ces points d'eau constituent en effet un moyen effectif de redistribuer l'eau de consommation non seulement aux passants, mais aussi pour les habitants des maisons qui, lorsque leur robinet est à sec, s'y rendent pour leurs besoins domestiques. A la différence d'autres transactions hydriques qui ont lieu dans l'espace public et ont le caractère d'un don (Zug 2014), l'octroi d'eau à travers les *sabīl* comporte la possibilité d'un contre-don immédiat. Il s'agit des *ḥasanāt* que le passant accorde au défunt pour lequel le *sabīl* est érigé et qui viennent « rétribuer » le fils qui a accompli au nom de son père un investissement non négligeable en termes de temps ou d'argent.

Or, l'usage des *sabīl* n'implique pas l'existence de partenaires préférentiels dans l'échange et n'importe qui a le droit de se servir de leur eau. Pourtant, lorsque ce sont des voisins ou des parents qui y boivent, la relation déjà existante entre celui qui consomme et celui qui a installé ou entretient le *sābīl* est renforcée au moyen de la ressource hydrique. C'est en effet grâce à la présence du *sabīl* que le passant réalise une prière au nom de

quelqu'un qui lui est familier et qui le relie, par la parenté ou le voisinage, à celui qui a mis en place le point d'eau. Pour ces gens qui se connaissent, l'espace d'échange créé par les *sabīl* est particularisé par les ancêtres. En outre, les *sabīl* qui ne sont pas explicitement dédiés à une personne décédée sont susceptibles de devenir des objets où l'on colle des annonces diverses ou des affiches de campagnes politiques (image 7 de la série de photos 3). Dans ce sens, les endroits où sont placés les *sabīl* sont susceptibles de devenir des lieux de délibération et d'échange et donc des espaces publics, voire politiques.

A ce stade, il convient de noter que l'usage des *sabīl* intègre d'autres entités dans l'échange, à savoir le bétail domestique et la végétation. D'une part, les gens mettent des récipients ou créent des bassins en-dessous ou à côté des *zīr* pour collecter l'eau qui en coule ou déborde afin qu'elle ne soit pas perdue (images 6, 7 et 8 de la série de photos 3). Les chèvres qui circulent librement dans les rues en sont les principales bénéficiaires. D'autre part, les gens donnent une importance particulière aux plantes qui poussent tout autour des *sabīl* car elles indiquent que l'eau demeure utilisée dans son intégralité. Ceci montre que le gaspillage de l'eau, dans cette zone aride, reste condamné malgré la mise en place d'un système technique qui permet en partie de pallier la rareté de la ressource propre à la région tout en pourvoyant, en principe, l'eau en continu.

En tant que points d'accès à l'eau, les *sabīl* peuvent être soit familiers, soit anonymes selon les individus impliqués dans la transaction. Ils constituent donc des charnières entre des dons d'eau ou les parties se reconnaissent entre elles – comme dans toute demande directe d'eau – et celles où il n'y a pas d'échange interpersonnel à l'instar des robinets mis en place dans les maisons en construction. C'est à la fois par le caractère vital de l'eau et par la dimension religieuse des *sabīl* que cet échange peut être étendu au-delà des clivages sociaux dans certains cas tout en renforçant des liens existants dans d'autres.

Au total, l'analyse des échanges observés permet de montrer qu'ils peuvent mobiliser des espaces relationnels divers en fonction de différents aspects. En premier lieu, le statut et la reconnaissance que les protagonistes de l'interaction s'accordent mutuellement rentrent en ligne de compte : la modalité de la transaction varie selon que les gens se reconnaissent comme des parents, comme des proches, ou encore comme des migrants et des hôtes. Ensuite, les conditions d'accès à l'eau ont un impact sur les échanges : lorsque des individus prennent l'eau des voisins par l'usage d'une motopompe, ils se doivent de la redistribuer dans leur entourage en tant que compensation matérielle et morale ; si la maison est proche du tuyau

principal, c'est par devoir religieux que ses membres sont tenus de partager la ressource avec quiconque en a besoin ; enfin, en cas de coupure générale, les règles de proximité s'assouplissent et des individus qui ne sont ni du voisinage, ni de l'entourage proche, peuvent échanger l'eau entre eux.

Pour expliquer les échanges et les formes d'accès à l'eau, les gens évoquent des questions topographiques ou historiques, techniques ou économiques. A cette dimension discursive s'ajoutent de nombreuses pratiques et échanges qui se comprennent et s'expriment par des relations diverses, notamment de parenté et de voisinage ce qui ajoute un caractère symbolique aux transactions liées à l'eau. Ainsi les transferts d'eau d'une maison à une autre, les emprunts de dispositifs, la mise à disposition d'eau pour les passants et les animaux ne sont pas seulement des opérations matérielles mais les étapes d'une « technologie de la localisation » (APPADURAI 2001, p. 259). Comme il a été noté ailleurs, l'opération des technologies hydriques, et les gestes qui lui sont associées sont autant des moyens de socialiser l'espace et de « produire la localité » (MOSSE 1997, p. 498) et constituent une des bases des relations inter-domestiques et de la construction de l'espace commun à Tuti.

## CHAPITRE 6. COMPARAISON. ACCES A L'EAU, USAGES DOMESTIQUES, ESPACES QUOTIDIENS DE PARTAGE.

Nous avons commencé cette partie en nous intéressant aux dimensions spatiales et relationnelles du partage de l'eau au quotidien à Caño de Loro et à Tuti, que nous nous sommes proposé d'observer à travers la circulation de cette ressource entre les usagers. Pour apporter quelques éléments de réponse à nos questionnements, nous avons commencé par décrire les différents procédés nécessaires à la construction à la fois sociale et matérielle des lieux d'habitation. Cela nous a permis de comprendre les relations de l'espace privé de la maison avec un espace plus ample – « anonyme », « public », ou « collectif » – qui sont différentes selon que l'on se trouve à Tuti ou à Caño de Loro. En dépit de ces contrastes, nous avons pu indiquer que dans les deux cas étudiés, l'articulation des espaces privés et publics dépend en grande partie des manières de fonder le lieu d'habitation, mais aussi des formes d'héritage foncier.

Dans un deuxième temps, une analyse minutieuse des usages domestiques de l'eau nous a amenés à dégager l'étroite relation entre la matérialité de cette ressource, l'architecture des maisons et l'agencement quotidien de la vie domestique. Les relations médiatisées par l'eau comptent en effet parmi les plus répétitives et visibles dans l'espace domestique au quotidien. En outre, l'observation des modalités d'accès à l'eau et des usages de celle-ci a été utile pour aborder la manière dont les habitants des deux villages intègrent dans leur quotidien des processus naturels et sociopolitiques qui les dépassent, tout en conservant une marge d'action et de négociation à l'égard de ces processus.

Ensuite, nous sommes revenus de façon critique sur la notion d'« unité domestique » en tant que catégorie d'analyse en portant notre attention sur les moyens par lesquels les ménages accèdent à l'eau, et sur l'économie de cette ressource à l'intérieur des lieux d'habitation. Dans le cas de Tuti, nous avons ainsi pu déceler la superposition de la notion de « ménage », telle qu'elle est définie en termes administratifs pour la distribution de l'eau, avec les pratiques quotidiennes des usagers. La définition de l'espace de consommation de l'eau devient en ce sens le *locus* de rencontre de logiques diverses.

Enfin, nous nous sommes penchés sur la description des lieux de partage créés par les échanges d'eau en dehors des espaces domestiques : cette démarche nous a conduits à affirmer que les transferts d'eau et les emprunts d'« objets hydriques » contribuent de

manière active à la « production de la localité ». Bien que nombre de ces transactions ne soient pas codifiées formellement, elles peuvent être comprises comme des logiques soutenant une gestion collective de l'eau qui tient compte des besoins et des conditions d'accès des voisins et des parents.

## 6.1. Articulations hydriques des espaces publics et privés

### 6.1.1. *Le détachement des lieux privés de l'espace public, fondation de la maison*

La mise en perspective des diverses formes de création d'un nouvel espace d'habitation à Tuti et à Caño de Loro nous a amené à identifier plusieurs différences, à commencer par des questions matérielles et historiques. A Tuti, la totalité de l'espace insulaire a été appropriée depuis l'enregistrement de 1925 et la propriété privée, qu'elle soit individuelle ou celle d'un groupe de personnes, demeure le principal mode d'accès et de gestion des ressources foncières (§ 5.2.1). A l'inverse, l'appropriation des terres par l'occupation et la construction des bâtis reste encore possible à Caño de Loro, bien que l'affirmation de la possession d'une parcelle ne garantisse pas sa propriété effective (§ 4.2.1). Comme nous l'explique l'un des habitants de Caño de Loro dans un entretien : « même quand tu as tes papiers à toi, il y a des gens qui veulent t'envahir » (entretien 29, 31/08/2012). Des jeunes couples ou des jeunes hommes se sont ainsi appropriés des terrains vagues ou abandonnés par d'autres pour créer leur logement.

Par ailleurs, chacun des deux cas étudiés dispose de leurs propres procédés de fondation d'un espace d'habitation : à Tuti, les gens s'affairent à dessiner des cartes, à faire des calculs géométriques, à définir et à consigner les résultats de l'héritage ainsi qu'à diviser les parcelles pour planifier l'étalement des zones habitées. En revanche, les gens de Caño de Loro se mettent souvent ensemble pour occuper un terrain en qualifiant souvent eux-mêmes leur pratique d'« invasion ». Il convient cependant de noter que dans les deux cas analysés, la création d'un nouvel espace d'habitation s'appuie sur des procédures particulières, qu'il s'agisse de quadriller l'espace agricole à Tuti (§ 5.2.2.2) ou de nettoyer un *monte* à Caño de Loro (§ 4.2.1). Dans chaque contexte, ces actions visent à « extraire » une parcelle d'un espace plus vaste pour se l'approprier en tout en la personnalisant, ce qui permet en dernière instance de lui donner son statut d'espace habitable. Or, cet espace plus vaste, dont les gens « détachent » leur lieu d'habitation, peut avoir un statut bien différent selon le cas étudié : à Tuti, il s'agit de réclamer le droit à une parcelle dans un terrain qui appartient à un groupe de

parents<sup>345</sup> ; tandis qu'à Caño de Loro, la procédure de nettoyage a d'abord pour objectif l'appropriation d'un espace inculte ou abandonné, non socialisé – puisque non labouré et inhabité –, bien que quelqu'un d'autre ait pu en avoir réclamé la propriété auparavant. Dans les deux cas, ce n'est qu'après avoir procédé à ces différentes formes de socialisation – l'occupation à Caño de Loro ou la division de l'héritage à Tuti – que les individus obtiennent une reconnaissance collective, plus ou moins formelle, de leur espace d'habitation. Il s'agit du premier pas pour que les terrains puissent intégrer entièrement un cycle d'enregistrement, vente, location ou encore héritage.

Nos deux cas d'étude divergent également sur les prescriptions pour l'héritage : écrites à Tuti, elles y sont impératives pour accéder à la terre alors qu'elles demeurent orales à Caño de Loro. L'héritage est donc plus souple et moins conflictuel à Caño de Loro dans la mesure où les gens peuvent accéder aux ressources foncières par d'autres biais. Par ailleurs, les pratiques de l'héritage nous ont permis d'évoquer rapidement certains modèles – de parenté, d'alliance, d'héritage, de résidence – qui ont été mobilisés en anthropologie pour comprendre les relations unissant les individus dans nos deux cas d'étude. Il s'agit des droits coutumiers et du « mariage arabe » à Tuti (§ 5.2.1) ainsi que la résidence et la parenté matrifocales à Caño de Loro (§ 4.2.2). Si la mise en comparaison de contextes aussi éloignés fait ressortir certaines différences qui deviennent saillantes – comme l'importance des femmes dans l'économie domestique à Caño de Loro en relation à celles de Tuti –, l'observation des formes d'accès et de gestion de l'eau nous a permis d'intégrer les critiques faites à ces modèles anthropologiques dans chaque tradition académique<sup>346</sup>.

Selon Arjun Appadurai, les différentes manières de fonder l'espace d'habitation peuvent être conçues en tant qu' « opposition » des individus ou des groupes à quelque chose d' « autre » (2001, p. 263). En appliquant cette hypothèse aux cas étudiés il est possible de considérer le *monte* à Caño de Loro comme cette altérité qu'il s'agit de socialiser et dans une moindre mesure le groupe de parents à Tuti avec lesquels il faut négocier pour extraire une parcelle habitable du terrain possédé collectivement. Or, il nous semble que la procédure de création, tout comme la nature de cet « autre », sont étroitement liées au rapport entretenu par les individus et les groupes avec leur espace social et géographique plus ample. Les bornes

---

<sup>345</sup> Cela suppose que les habitations individuelles sont placées dans un voisinage dont les membres peuvent être unis par des relations de parenté bien que ces configurations puissent changer dans le temps, avec les déménagements ou la location des habitations

<sup>346</sup> Nous avons notamment évoqué les critiques émises par Pierre Bonte (1994a, 1994b) sur la notion de « mariage arabe » et celles de Christine Chivallon (1998) et de Karen Fog Olwig (1981) quant au modèle de matrifocalité.

des espaces d'habitation, mais aussi de l'espace socialisé sont créées, entre autres, par le partage de l'eau. Ainsi, Marcel Détiéne nous invite à nous poser des questions sur la limite des sites : « d'où vient-elle ? » dit l'auteur, « est-elle fixe, mouvante, poreuse, à claire-voie, inviolable ? Est-elle toujours à retracer ? Ou bien, si elle est définitivement tracée, comment, par quels moyens ? » (DETIENNE 1990, p. 2). A Tuti, l'espace privé a une double limite, en l'occurrence celle de la cour et celle de la maison (§ 5.3.1) qui est planifiée souvent très à l'avance et de manière définitive. A cette délimitation correspond un partage de l'eau plus cantonné à l'espace domestique et un accès qui se fait largement par l'intermédiaire de techniques plus ou moins individuelles à l'instar des tuyaux et des motopompes. S'agissant de Caño de Loro, nous avons noté que la limite de l'espace privé y est graduellement instaurée avec le porche (§ 4.3), et paraît plus « poreuse » en ce qu'elle comporte divers échanges d'eau avec l'extérieur, comme le captage de l'eau de pluie, le déplacement de récipients ou le stockage externe de l'eau. Ces interactions impliquent des relations interpersonnelles renouvelées au quotidien par le biais de l'eau.

En outre, les pratiques qui concernent l'accès à l'eau constituent des gestes à la fois concrets et métaphoriques marquant la spatialité des univers domestiques : le robinet et les *sabīl* à l'entrée des maisons de Tuti peuvent nous informer sur les différentes procédures de territorialisation des groupes domestiques autant que la mise en place d'auvents pour capter les eaux pluviales à Caño de Loro. Plus encore, la circulation de l'eau et les formes d'accès à cette ressource au jour le jour apparaissent profondément liés à la construction matérielle de l'espace d'habitation par le perçage des murs, l'extension des tuyaux ou l'installation de dispositifs de captage de l'eau, qu'il s'agisse des motopompes à Tuti ou des chéneaux à Caño de Loro. Ces bricolages ajoutent de la valeur économique et symbolique à l'espace d'habitation.

Il est aussi important de souligner que les modalités de gestion de l'eau et les usages que l'on en fait semblent en lien direct avec le fonctionnement de l'espace domestique par la différenciation sexuelle des activités et leur distribution au sein du lieu d'habitation. Enfin, le captage et les usages de la ressource hydrique mettent en relation les individus qui traversent la maison en longueur de journée : pour toutes ces raisons, l'eau apparaît comme un élément indéniablement lié à l'espace domestique.

### *6.1.2. L'intégration de processus politiques et écologiques dans l'espace domestique*

L'une des similitudes importantes entre Tuti et Caño de Loro concernant les formes d'accès à l'eau réside dans le fait qu'il n'existe pas de flux constant d'eau au quotidien dans aucun de ces deux villages, les saisons affectant directement la disponibilité de l'eau au niveau domestique. A titre d'exemple, les tuyaux et motopompes peuvent se boucher à Tuti pendant la crue du Nil, tandis que les habitants de Caño de Loro doivent faire face, en plus des saisons sèches, à une période venteuse qui rend difficile l'accès à l'eau du continent dès lors que la traversée de la baie en bateau devient ardue. Bien que l'on doive garder les proportions de ces discontinuités du flux d'eau dans chaque contexte, l'analogie entre les deux villages est renforcée par le fait que les questions de disponibilité d'eau n'y sont pas exprimées par les usagers en termes de « pénurie » ou de « crise ».

Dans nos deux cas d'étude, les activités quotidiennes et saisonnières – autant les pratiques d'échange et les modalités d'usage que les manipulations techniques – visent à pallier cette discontinuité du flux d'eau. A ce titre, les habitants de Tuti mettent en place des ensembles techniques composés de châteaux d'eau et de motopompes et stockent d'importantes quantités d'eau près des robinets principaux des toilettes et de la cuisine (§ 5.3). Afin de disposer de cette ressource de manière plus permanente, les gens de Caño de Loro installent des dispositifs mobiles pour le captage de l'eau des pluies composés de chéneaux sous les auvents et de récipients divers. Les ménages adaptent en outre les usages de l'eau aux saisons et, comme à Tuti, chacun procède à un stockage permanent (§ 4.3). Dans les deux cas étudiés, la capacité de mise en place de ces systèmes techniques améliorant l'accès à l'eau est liée à la connaissance que les habitants ont de leurs demeures. Cette connaissance est le résultat du rapport que les gens entretiennent avec leur espace d'habitation qui est d'autant plus fort lorsqu'ils ont participé à leur édification, bien qu'à l'inverse de Tuti, le village de Caño de Loro puisse être considéré comme un espace d'auto-construction.

Or, ces techniques, si diverses soient-elles, marquent les corps et les mémoires ainsi que les manières de gérer l'eau. A Tuti, les femmes qui transportent des jerricans à longueur de journée sont plus aptes à calculer les quantités d'eau utilisées par jour pour chaque activité que celles qui disposent de motopompes, de châteaux d'eau et de plusieurs robinets dans la maison. Ces dernières ont en effet une vision moins précise dans la mesure où elles peuvent seulement déterminer le nombre de jours que peut durer l'eau stockée dans un réservoir (§ 5.3.2). A Caño de Loro, le rythme de circulation de l'eau change d'une saison sur l'autre en

affectant les manières d'estimer les quantités utilisées : si le comptage des parts d'eau est minutieux en été, les échanges s'intensifient durant la période des pluies pendant laquelle la ressource des réservoirs domestiques est offerte ou vendue avec plus de facilité (§ 4.3).

Pourtant, la « présence active » et la visibilité au quotidien de l'eau dans l'espace domestique comportent une dimension politique. Certains auteurs ont montré comment l'invisibilisation des processus d'accès à cette ressource dans l'espace domestique urbain peut conduire à une dépolitisation de cet espace et des individus qui l'habitent (KAIKA 2004 ; KAIKA et SWYNGEDOUW 2000 ; STRANG 2004). Dans cette logique, la dissimulation de l'eau contribuerait à une idéalisation de la maison comme étant indépendante de processus sociaux et naturels plus vastes. A Tuti et à Caño de Loro, la visibilité intense de la ressource dans les lieux d'habitation, les différentes manipulations quotidiennes et le stockage permanent témoignent à l'inverse d'une intégration de la nature inconstante, fluide et intermittente de l'eau dans l'espace domestique. Cette place de l'eau reste en partie liée à une conception particulière du présent et du futur incorporant la variabilité des saisons et les pannes techniques dans le champ de ce qui n'est ni entièrement prévisible, ni tout à fait contrôlable. Il s'agit d'une perception particulière du « risque » à partir de laquelle les gens ont appris à se projeter dans le futur et à prévoir la gestion de contraintes liées à l'eau.

En outre, les dysfonctionnements du système à Tuti et l'absence de réseau à Caño de Loro mettent leurs habitants face aux limites des infrastructures urbaines et du modèle de gestion de l'eau au sein de la ville. En conséquence les individus, dans les deux cas étudiés, sont confrontés à la dimension politique de l'accès à l'eau en milieu urbain puisque leur approvisionnement est soumis à des décisions diverses, prises à différentes échelles, et qui dépassent souvent les consommateurs.

Si la discontinuité de l'eau révèle l'aspect politique des systèmes urbains d'adduction, les actions quotidiennes entreprises par les habitants des deux villages face à cette situation relèvent quant à elles d'une micro-politique des usagers. En mettant en place des tactiques et des stratégies pour restituer l'écoulement permanent de l'eau et sa disponibilité en continu, les habitants des deux villages déploient tout un pouvoir de création qui peut être rapproché des « manières d'employer » propres à l'acte de consommation qu'à évoqué Michel de Certeau (1990, p. xxxvii).

### 6.1.3. Le partage de l'eau et les dynamiques des groupes domestique

D'après certains auteurs, les notions de « maison » ou de « ménage » renvoient à « des entités sociales et spatiales qui condensent des valeurs et des logiques inscrites dans des contextes culturels particuliers » (COMAROFF et COMAROFF 1992, p. 278). Ainsi, si les logiques de regroupement domestique sont différentes selon que l'on se trouve à Tuti ou à Caño de Loro, la mise en perspective de leur fonctionnement à partir des usages de l'eau nous a permis de dégager un point commun important. Dans une approche en termes économiques – qu'elle soit académique ou administrative –, il s'agit de définir le ménage ou l'« unité domestique » comme un groupe de personnes qui, tout en partageant un lieu d'habitation, contrôlent leurs propres ressources et décident ensemble de leur distribution<sup>347</sup>. Toutefois, l'observation comparée de nos deux cas montre que cette catégorie d'analyse rend difficilement compte de certains liens et dynamiques domestiques au quotidien.

Nous avons ainsi pu constater qu'à Caño de Loro, les enfants – hommes ou femmes – bâtissent souvent leurs demeures, une fois qu'ils sont en couple, au sein du *patio* de leurs parents (§ 4.2.3). C'est aussi le cas à Tuti lorsque les enfants – surtout les hommes – construisent leur maison dans la cour (§ 5.2.4). Dans le premier cas, l'économie des diverses familles nucléaires vivant ensemble n'est pas toujours mise en commun et le partage des ressources et des revenus peut changer dans le temps selon la situation des différents membres du groupe. Dans le second cas, si la facture mensuelle d'eau est émise au nom du propriétaire du terrain et souvent payée par celui-ci, les enfants sont plus ou moins indépendants pour la gestion d'autres questions économiques, à l'instar de la construction de leur maison. Ainsi, le cas de Tuti peut s'avérer utile pour observer le décalage existant entre la définition administrative du groupe de partage de l'eau et les pratiques concrètes des habitants de l'île. Pour l'administration urbaine, le responsable du paiement est en effet l'homme propriétaire du terrain, au nom duquel est émise la facture mensuelle, mais il arrive qu'elle soit acquittée par d'autres membres de la famille, dont des femmes (§ 5.3.1). Plus encore, cet écart s'exprime lorsqu'une même parcelle contient plusieurs maisons indépendantes en termes spatiaux et économiques, mais qui partagent une même arrivée d'eau et une facture unique (§ 5.2.3).

A Caño de Loro, nous avons en outre remarqué que des enfants ayant quitté la maison parentale continuaient à dépendre économiquement de leurs parents. Le partage de l'eau

---

<sup>347</sup> Pour un compte-rendu des différents travaux anthropologiques adoptant cette perspective, voir le travail de Jane Guyer (1981), notamment les pages 97-98.

témoigne alors des liens économiques importants unissant ces groupes domestiques pourtant spatialement indépendants (§ 4.2.3). A ceci s'ajoute l'importante mobilité des individus qui, comme nous l'avons noté, peuvent passer de longues périodes à Carthagène, voire dans d'autres villes ou à l'étranger en contribuant parfois à l'économie de leur famille restée sur place. Les habitants de Caño de Loro peuvent également recevoir des visites prolongées de parents et d'amis qui, sans habiter de manière permanente dans la même enceinte, participent souvent pendant de longues périodes à des activités de consommation diverses : eau, aliments, espace, etc. (§ 4.1).

Bien que faisant partie de la sphère économique, la gestion de l'eau n'a pas été mobilisée dans ce travail pour produire une définition particulière des groupes de partage, comme celle d'« unité domestique ». Elle s'est révélée plutôt utile pour montrer, comme certains travaux l'ont déjà expliqué (GUYER 1981), que les notions de « maison » ou de « ménage » désignent des espaces à la fois relationnels et physiques qui demeurent constamment produits et redéfinis par des négociations diverses entre les individus. Il convient dès lors de souligner que les spatialités et les groupes auxquels renvoient ces notions sont non seulement susceptibles de changer dans le temps et selon les situations, mais peuvent aussi faire l'objet de définitions diverses de la part des habitants de chaque village, ou encore des urbanistes et des administrateurs chargés de l'approvisionnement en eau des villes.

## 6.2. La création et récréation de l'espace commun : partage inter-domestique de l'eau

Au-delà de l'espace domestique, la vie dans la rue et les dynamiques quotidiennes qui s'y déroulent renvoient à des réalités très différentes selon que l'on se trouve à Tuti ou à Caño de Loro, divergences qui s'incarnent dans les conceptions de la pudeur, les rapports de genre – liés notamment à la question religieuse – ou encore les prescriptions pour « se montrer » au-delà de la sphère domestique. Pour autant, ces contrastes s'expriment aussi de manière visible en ce qui concerne les formes d'accès et de gestion de l'eau. A Caño de Loro, il existe une grande activité dans la rue et les gens passent beaucoup de temps dehors, dans les *enramada* et dans les porches et l'eau aussi circule en continu. Dans le cas de Tuti, on remarque qu'il y a moins de monde dans les rues, les gens se réunissant plus facilement dans les maisons alors que l'on compte peu de lieux de rencontre au quotidien au-delà de l'espace d'habitation, des mosquées et des commerces. En règle générale, l'eau arrive directement dans les maisons et les échanges entre ménages sont donc moins nombreux et visibles qu'à Caño de Loro.

Dans les deux cas étudiés, nous avons pourtant noté l'existence de transactions d'eau dans les rues ainsi qu'une certaine circulation des dispositifs pour le transport ou le captage de la ressource : transferts par des tuyaux entre les habitations, mise à disposition d'eau dans la rue et emprunts de motopompes à Tuti (§ 5.4) ; vente et achat entre maisons, parfois don entre parents, prêts de chéneaux et de récipients à Caño de Loro (§ 4.4.4). En partant de l'idée selon laquelle les déplacements des gens constituent l'un des actes fondateurs de l'espace quotidien (MAYOL 1994), nous avons pu affirmer tout au long de ce chapitre que le transport et le déplacement des parts d'eau ou des dispositifs nécessaires à son accès contribuent au maintien et à la reproduction quotidienne de la socialité inter-domestique et ce, dans chacun des deux cas étudiés. A cet égard, la rue a été identifiée dans les études anthropologiques en milieu urbain, et à partir de contextes fort différents, comme un espace de grande portée comparative (AGIER 2009)<sup>348</sup>. Scène des transactions que nous décrivons, la rue devient le lieu qui nous permet de mettre en perspective les villages de Tuti et Caño de Loro pour aborder à la fois les espaces de partage créés pour l'accès à l'eau et la dimension collective de la gestion de celle-ci.

### 6.2.1. Les spatialités de l'eau

Nous avons noté que les échanges d'eau entre parents ou voisins produisent des espaces d'interaction tant à Tuti qu'à Caño de Loro, bien qu'ils restent le plus souvent temporaires dans les deux cas. Il importe néanmoins de souligner que l'ampleur des espaces de partage, le nombre de personnes impliquées dans les échanges et les clivages sociaux qui en résultent sont divers selon le village étudié.

Bien que les rassemblements autour d'un point d'eau soient rares à Tuti depuis la clôture des puits dans les années 1980, le besoin d'échange s'impose fréquemment, soit en raison des coupures chroniques, soit par l'inégale répartition de l'eau dans l'ensemble du réseau. Les *sabīl* (§ 5.4.4) ainsi que les robinets des maisons en construction (§ 5.4.2) constituent alors des points d'eau publics accessibles à quiconque se trouvant dans le besoin. Dans ces lieux, l'accès à la ressource est impersonnel – sauf si l'utilisateur a connu l'ancêtre auquel le *sabīl* est dédié – et ils suscitent rarement des affluences importantes. Pour demander

---

<sup>348</sup> Pour Michel Agier, l'un des lieux paradigmatiques de cette espace de relation inter-domestiques est la rue. A ce propos, il montre que des espaces communs articulés sur celle-ci portent des noms spécifiques dans les langages urbains locaux selon les villes. Il parle ainsi des *avenidas* à Salvador de Bahia, des *puentes* des villes du littoral pacifique colombien, des *vecindades* à Mexico, des *cortiços* à Sao Paulo, des *callejones* à Lima et des *rôji* à Tokyo (AGIER 2009, p. 74).

de l'eau directement dans une maison, les voisins qui ne sont pas de la famille peuvent entrer dans la cour qui est un lieu mitoyen entre l'espace privé de la maison et celui plus anonyme de la rue (§ 5.4.1). Bien que les échanges d'eau y soient réguliers, ces espaces ne se transforment pas pour autant en lieux publics. Enfin, l'idée de prendre la ressource à partir des canaux collectifs d'irrigation – qui doivent être compris comme des lieux anonymes en relation à l'espace habité du village auquel appartient l'eau de consommation – semble s'imposer en dernier recours après avoir essayé sans succès d'autres formes d'échange. Les affinités et les clivages sociaux qui résultent de l'observation de ces échanges se distribuent sur un spectre allant des individus considérés les plus proches – ceux de la famille – jusqu'à ceux qui sont considérés comme étant les plus éloignés – les populations de l'Ouest du Soudan, différentes, entre autres, par l'origine et le statut professionnel – en passant par les amis et les voisins.

Par ailleurs, l'accès et la distribution de l'eau suscitent des spatialités fort diverses à Caño de Loro (§ 4.4.1), les échanges pouvant avoir lieu dans les porches lorsque le vendeur passe de maison en maison, dans le *patio* du porteur d'eau, dans les abris construits dans la rue – qui deviennent parfois des commerces – ou encore dans des lieux anonymes comme des plages de déchargement. Ces modalités de distribution de la ressource occasionnent le concours d'un nombre divers de personnes depuis l'interaction dyadique du vendeur et de l'acheteur jusqu'à la réunion de dizaines de personnes dans le même espace. Leur durée est aussi variable entre ceux qui ne durent que le temps du déchargement de l'eau et ceux qui ont un caractère plus permanent. Ces lieux de distribution de l'eau, où s'échangent aussi d'autres denrées – mais aussi des informations, des nouvelles et où éclatent parfois des disputes – ont la potentialité de devenir des espaces publics avec toute la potentialité politique que ceux-ci comportent en tant qu'« agencement de domaines contestés et contestables » (JOSEPH 1996, p. 108).

L'observation de ces différentes formes de distribuer l'eau introduit une différenciation sociale visible entre le Barrio Arriba et le Barrio Abajo (§ 4.4.2). Comme nous nous sommes efforcés de le montrer, cette fragmentation est complexe et mobilise à la fois des aspects historiques, des modalités d'occupation de l'espace et des questions économiques. Dans la pratique, ce contraste est moins net dès lors que les individus déménagent d'un quartier à l'autre et que des membres d'une même famille habitent dans les deux quartiers. Cette segmentation n'est pas sans rappeler celle qui existe à Tuti entre l'« ancien village » et les nouvelles extensions résidentielles. Dans les deux cas, cette différenciation spatiale

mobilisant des aspects historiques et socioéconomiques permet à nos interlocuteurs d'exprimer l'écoulement du temps : l'expansion démographique, le changement dans les modes de vie, ainsi que l'histoire collective du partage des ressources et de l'occupation de l'espace.

### 6.2.3. *La gestion collective de l'eau*

Les différentes formes de distribution de l'eau évoquées tout au long de cette partie ont suscité un questionnement concernant la dimension collective de la gestion de cette ressource. Certains auteurs ont défini les droits collectifs à l'eau, dans les systèmes d'irrigation comme « les demandes sur le contrôle et l'utilisation de l'eau par l'organisation d'utilisateurs vis-à-vis d'autres instances, individuelles ou collectives, dont l'intérêt peut entrer en collision avec la leur »<sup>349</sup>. A partir de cette définition, il ne semble pas possible d'évoquer dans les deux cas étudiés l'existence d'une gestion collective ou d'une conception de l'eau en tant que bien commun. Celle-ci n'apparaît pas non plus dans le sens de l'existence de règles explicites de partage ni dans l'action d'une institution formelle ou d'une autorité locale reconnue qui garantirait les échanges ou gérerait les conflits autour de l'accès à l'eau.

A partir de l'analyse de différents contextes, Karen Bakker définit différentes types de gestion collective de l'eau ou de ce qu'elle appelle une « gouvernance de l'approvisionnement en eau basée sur la communauté »<sup>350</sup> : à commencer par les *commons* – biens communs<sup>351</sup> – quand les utilisateurs de la ressource en sont les propriétaires ou détiennent l'usufruit des sources locales ; ensuite, lorsque les usagers sont propriétaires des infrastructures ; et enfin, quand ils se sont vus accorder par l'Etat un certain degré de contrôle sur l'eau (BAKKER 2008, p. 243). L'auteur affirme que ces modalités sont une voie alternative de gestion de l'eau à une régulation étatique ou privée. Si Tuti apparaît comme un exemple local de gestion étatique de l'eau, le cas de Caño de Loro relèverait davantage de formes privées. Dans ces deux exemples, nous avons cependant décelé certains aspects qui renverraient à une conception de l'eau comme ressource commune et partagée.

---

<sup>349</sup> « *Collective water rights are the demands on water use by the organization of users in an irrigation system vis-à-vis other persons (individuals or collectives), whose interests may collide with their own* » (BECCAR et al. 2002, p. 3).

<sup>350</sup> « *Community-based water supply governance* » (BAKKER 2008, p. 243).

<sup>351</sup> Barbara Casciarri et Mauro Van Aken notent qu'il est préférable de garder le terme en anglais d'une part parce qu'il fait référence à un débat issu originellement de la littérature anglophone, mais aussi parce que sa traduction en tant que « bien commun » réduit l'observation aux seules ressources matérielles en excluant les relations et les institutions propres aux dynamiques de partage (CASCIARRI 2013a ; CASCIARRI et VAN AKEN 2013).

A Caño de Loro, nous avons noté l'existence d'une vision systémique de la disponibilité de l'eau. Bien que les points d'eau ne soient pas reliés entre eux, les gens pensent en effet la disponibilité de la ressource pour l'ensemble du village : les porteurs d'eau calculent la fréquence des traversées en fonction des besoins des femmes ; celles-ci tiennent compte de l'intensité de la saison des pluies tout en estimant la quantité qu'il peut y avoir à un moment donné dans d'autres points d'eau du village afin de rythmer le don ou la vente aux voisins (§ 4.3.2) ; le propriétaire de la citerne affirme quant à lui pourvoir un service à la « communauté » bien qu'il s'agisse en même temps d'une activité commerciale. En outre, les négociations quotidiennes entre les femmes et les porteurs d'eau ou les échanges de certains objets entre voisines articulent les groupes domestiques avec un espace de partage plus large.

A Tuti, c'est par le branchement des nouvelles maisons au réseau collectif que les gens deviennent matériellement interdépendants pour l'accès à l'eau. Nous avons cependant noté qu'il est communément admis que celui qui possède la ressource, qu'importe le moyen utilisé, se doit de la redistribuer gracieusement auprès de ses voisins ou à quiconque en aurait besoin. Cette valeur morale du don d'eau dirige les échanges quotidiens et témoigne d'une conception de cette ressource comme élément de partage.

Dans les exemples de Tuti et de Caño de Loro, la dimension commune de la gestion ou de l'appropriation de l'eau ne suit donc pas une expression énoncée formellement et ne peut être expliquée selon une définition positive comme celle de « gestion collective » ou de « propriété commune », bien que ces aspects ne soient pas non plus une affaire individuelle. La dimension collective de l'eau peut surtout être comprise, dans ces deux contextes, par les échanges quotidiens et par la production de spatialités communes, souvent temporaires et non institutionnalisées. Il importe toutefois de signaler que ces échanges peuvent impliquer des relations très diverses : celles-ci sont parfois exprimées dans le langage de la parenté, dans le sens de l'amitié ou selon la proximité spatiale alors que dans d'autres cas elles mobilisent l'appartenance à un secteur du village ou se déclinent en échanges marchands à Caño de Loro. Ces divers partages de l'eau relèvent d'un « familialisme » des relations urbaines tel qu'il est décrit par Michel Agier (1992).

Outre la construction de cet espace familial, les différentes pratiques d'échange – aussi diverses ou aléatoires qu'elles puissent paraître – et les stratégies mises en place par les habitants face au système urbain d'approvisionnement en eau – qu'elles soient individuelles ou collectives, durables ou temporaires – apparaissent fondamentales : ces tactiques

permettent aux gens des deux villages d'accéder à la ressource au quotidien au-delà des dysfonctionnements et des inégalités du système urbain d'approvisionnement en eau. Dans les deux cas étudiés, ces stratégies paraissent indiscutablement efficaces, bien qu'une telle efficacité semble moins la conséquence d'une performance technique que la résultante des solidarités locales qui font marcher le système, ce qui rejoint les observations de certains auteurs dans des contextes pourtant bien différents (BEDOUCHA 2003).

## TROISIEME PARTIE.

### STRATEGIES D'ACCES AUX RESSOURCES LOCALES : DECENTRALISATION POLITIQUE ET PLANIFICATION URBAINE.

Si Carthagène et Khartoum ont fait l'objet d'importants projets de planification urbaine tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, il faut attendre les deux dernières décennies pour que les villages de Tuti et Caño de Loro soient véritablement concernés par des programmes de développement urbain. Ces derniers visent d'une part à réguler l'usage et l'occupation de la terre, et d'autre part à mettre en place ou à améliorer des infrastructures collectives, dont le réseau d'adduction d'eau. Or, outre les projets d'aménagement urbain, la décentralisation politique entamée au Soudan et en Colombie depuis les années 1990 concerne aussi directement ces ressources puisque les institutions locales chargées officiellement de leur gestion ont fait l'objet d'importantes réformes. Décentralisation politique et planification urbaine évoluent donc en forte synergie et produisent des situations privilégiées pour étudier les relations qu'entretiennent les individus et les groupes avec des ensembles plus vastes, comme l'Etat, et avec des acteurs sociaux divers autour de la gestion et de l'usage de l'eau de consommation et de la propriété foncière<sup>352</sup>.

Chacune des deux villes dispose d'un texte de référence pour le développement urbain : le *Khartoum Structural Plan Mefit-Centec (2007- 2033)* (KSP) et le *Plan de Ordenamiento Territorial del Distrito Turístico y Cultural de Cartagena de Indias 2001 – 2011* (POT). Bien que les deux textes comportent des ressemblances importantes, communes

---

<sup>352</sup> Les projets d'aménagement urbain ont constitué l'un des objets d'étude abordés par l'anthropologie contemporaine proposée par Gerard Althabe, pionnier de l'anthropologie urbaine en France. L'ouvrage co-écrit avec Monique Sellim et Bernard Légé témoigne de l'intérêt des projets d'aménagement urbain comme objet d'étude anthropologique (ALTHABE et al. 1992).

à toute politique de planification urbaine<sup>353</sup>, chacun a ses particularités. A Khartoum, les principaux concepteurs des projets sont les firmes internationales de planification tandis qu'à Carthagène, ils sont développés par la municipalité en collaboration avec d'autres instances publiques – la direction des Parcs Nationaux Naturels ou le Ministère du Logement. De plus, le secteur privé participe dans les deux villes à des projets d'aménagement pour des zones précises ainsi qu'à la mise en place et au fonctionnement de certains services collectifs. A cela s'ajoute l'intervention d'autres acteurs dont les entrepreneurs touristiques à Carthagène ou les agences internationales de développement –Habitat Group, UN habitat ou l'Humanitarian Policy Group – qui évaluent les projets d'urbanisation à Khartoum. La participation de ces intervenants est en partie facilitée par les nouvelles réformes qui préconisent la décentralisation des instances de gestion des ressources dans les deux pays.

Les réformes politiques des années 1990 et les projets de planification urbaine ont une importante dimension normative. Or, certains auteurs affirment, de manière générale, que toutes les actions qui visent à inventorier, à classifier et cartographier la nature et les populations constituent des actions cruciales dans la tentative de réguler la gestion des ressources de la part de l'Etat (FOUCAULT 1994a, 1994b ; SCOTT 2013). A ce propos, Michel Foucault évoque la notion de « gouvernementalité », un type de pouvoir qu'il définit comme « l'ensemble constitué par les institutions, les procédures, analyses et réflexions, les calculs et les tactiques qui permettent d'exercer cette forme bien spécifique, bien que complexe, de pouvoir, qui a pour cible principale la population (...) » (FOUCAULT 1994a, p.655) et note que cette rationalité de gouvernement peut imprégner le fonctionnement de nombreuses sphères et institutions en dehors de celles de l'Etat. Ainsi, la comparaison des projets de planification urbaine et de décentralisation politique qui, avec des objectifs parfois très proches, impliquent pourtant des acteurs variables, est intéressante pour observer la propagation de cette « gouvernementalité » à Khartoum et à Carthagène.

S'il est vrai que ce type de pouvoir s'étend, il convient toutefois de signaler, en suivant les travaux de Michel de Certeau, que la société ne s'y réduit pas entièrement (DE CERTEAU 1990). Ainsi, cet auteur invite à observer les procédures, « minuscules et quotidiennes » à travers lesquelles les individus « jouent avec les mécanismes de la discipline et ne s'y conforment que pour les tourner » (DE CERTEAU 1990, p. xxxix). A partir de cette

---

<sup>353</sup> Le KSP et le POT de Carthagène se concentrent de manière générale sur (1) la définition des usages des terres qui nécessitent souvent la clarification préalable de la propriété de celles-ci ; (2) la régulation des établissements de population ; (3) le maintien et le développement des infrastructures collectives et des services de base.

observation, il convient de formuler la question suivante : au sein des projets d'aménagement urbain, quels sont les moyens développés par les différents acteurs impliqués dans la gestion ou l'exploitation de l'eau et de la terre à Tuti et à Caño de Loro pour maintenir ou accroître leur pouvoir d'action sur ces ressources ? Cette problématisation sous-entend un questionnement relatif aux impacts réels des décisions prises à une échelle plus large sur la gestion quotidienne des ressources hydriques et foncières par les habitants de la ville.

Néanmoins, l'analyse de cette question par le biais de la gestion de l'eau n'est pas nouvelle : Joost Fontein note que la confrontation des travaux d'Edmund Leach (1959) et de Karl Wittfogel (1964) a ouvert la réflexion sur les relations de pouvoir autour des systèmes matériels et symboliques de gestion de l'eau en regard d'ensembles plus vastes, à l'instar de l'Etat : alors que le premier auteur souligne le lien entre la gestion de l'eau d'irrigation et la centralisation du pouvoir, le second note le rôle autonome des petits villages et de leurs assemblées à Ceylan – actuel Sri Lanka – dans des systèmes d'irrigation qui demeuraient localement organisés (FONTEIN 2008, pp. 753-4). Dès lors, les rapports unissant les individus et les collectifs locaux avec des ensembles plus larges ont progressivement constitué une problématique commune dans les réflexions anthropologiques autour de la gestion de l'eau (FONTEIN 2008 ; CASCIARRI et VAN AKEN 2013). Si cette approche a principalement été développée dans l'étude des systèmes d'irrigation, une réflexion croissante a émergé récemment autour des relations qui se tissent entre différents acteurs au travers des systèmes d'acheminement et approvisionnement d'eau de consommation, aussi bien dans le monde rural (BENDER 2008 ; CASCIARRI 2008 ; JANSSENS et THILL 2013) qu'en milieu urbain (STRANG 2004 ; COELHO 2006 ; MUSEMWA 2008 ; VON SCHNITZLER 2008 ; ANAND 2011 ; ARANGO 2015b).

Mais qu'il s'agisse de l'eau d'irrigation ou de consommation, des terres agricoles ou d'habitation, dans les villes ou à la campagne, une précaution méthodologique est nécessaire à ce stade. Il s'agit de se garder d'une vision dualiste qui viendrait essentialiser les termes de la relation : en l'occurrence, l'Etat, les agences de développement et le secteur privé d'une part ; et d'autre part la « communauté », le village et les « petits collectifs ».

Comme certains auteurs l'ont déjà souligné, l'Etat n'est pas seulement un appareil bureaucratique neutre (BERNAL 1997 ; FERGUSON et GUPTA 2002 ; SCOTT 2013) ou une notion universellement acceptée : il s'agit d'un objet de production symbolique puisque les différents acteurs sociaux façonnent des représentations particulières de l'Etat selon leur

situation et leur contexte. Plus encore, l'appareil étatique ne se construit pas entièrement en dehors des acteurs locaux, mais les implique, par différents biais, dans ses logiques et son fonctionnement. Dans le même sens, les agences de développement peuvent être comprises comme des « communautés » qui opèrent des transactions sociales et symboliques (MOSSE 2006a, p. 938) et qui produisent des représentations particulières des sujets et des collectifs avec lesquels ils sont en interaction.

En ce qui concerne les populations locales, certains anthropologues invitent à observer de près la définition de leurs modes d'organisation et de leurs institutions en affirmant qu'en grande partie, ce qui est désigné en tant que « communauté traditionnelle » n'existerait pas indépendamment de l'État mais serait inventé administrativement en tant que moyen privilégié pour l'exercice de stratégies gouvernementales (MOSSE 2006c, p. 62). L'auteur fait ici référence à une sorte d' « invention » de la communauté traditionnelle dans les discours dominants au sein des experts du développement : nous proposons d'explorer cette piste d'analyse dans le cadre de la décentralisation politique et de la mise en place de projets d'aménagement urbain à Caño de Loro et à Tuti.

Si ces mises en garde concernent la définition des acteurs et des institutions impliqués dans les échanges autour de la gestion des ressources – « communautés », Etat, entrepreneurs, agents de développement –, il est aussi nécessaire de nuancer leur relation réciproque. A cet égard, Asef Bayat (1997) remarque l'ambivalence récurrente qui traverse à la fois les actions de l'Etat et celles des citoyens quant aux désirs d'autonomie et à la volonté d'intégration:

« (...) Les notions d'autonomie et d'intégration, qu'elles soient issues des populations pauvres ou de l'Etat, sont loin d'être sans ambiguïté. Elles sont l'objet de processus contradictoires, de redéfinitions constantes et d'intenses négociations (...) Au-delà, les Etats, de même que les populations urbaines pauvres, présentent aussi des positions contradictoires sur l'autonomie et l'intégration. La plupart des gouvernements ont tendance, en pratique, à promouvoir l'autonomie comme un effort pour transférer des responsabilités à leurs citoyens, ils encouragent donc l'initiative individuelle, l'auto-assistance et les ONG (...) [Mais] en même temps, les gouvernements montrent de l'appréhension à perdre de l'espace politique. Il n'est pas rare d'observer des Etats mettant en œuvre des politiques simultanément contradictoires à la fois pour promouvoir et pour limiter les institutions autonomes et informelles »<sup>354</sup>.

---

<sup>354</sup> « (...) the notions of autonomy and integration in views of both the poor and the state are far from straightforward. They are the subject of contradictory processes, constant redefinition and intense negotiation (...) Beyond that, just like the poor, the states also exhibit contradictory stands on autonomy and integration. Most governments tend in practice to promote autonomy as an effort to transfer their responsibilities to their citizens, hence encouraging individual initiative, self-help, NGOs, and so forth (...) [however] governments, at the same time, display apprehension about losing political space. It is not uncommon to observe states

Face à ces difficultés méthodologiques, notre hypothèse comporte trois volets. En premier lieu, nous partons de l'idée que les catégories d'autodéfinition et d'attribution surgissent dans des échanges précis plus qu'ils ne les précèdent, en suivant les travaux d'Elisabeth Cunin (2003) qui s'inscrivent dans un « situationnisme méthodologique » (CUNIN 2003, p. 22). Nous prêterons donc une attention particulière aux caractéristiques qui sont attribuées aux habitants de Tuti et Caño de Loro et aux images qu'ils mobilisent d'eux-mêmes lors de certains échanges concernant l'eau et les terres. Ensuite, à partir de la relation entre identité ethnique et ressources matérielles formulée par Frederik Barth (1995, p. 229), nous affirmons que les individus jouent sur un éventail, certes limité, de caractéristiques individuelles et collectives, et sur différentes définitions de l'eau et de la terre pour négocier leur emprise sur celles-ci<sup>355</sup>. Enfin, dans la continuité des travaux de Michel de Certeau (1990, 1994) et d'Asef Bayat (1997), nous nous attarderons sur les actions quotidiennes, aussi bien individuelles que collectives, qui visent à accroître la marge de manœuvre acteurs sociaux sur les ressources en les analysant selon leur efficacité et leur portée politique.

Nous allons nous appuyer ici sur différents documents : décrets, lois, projets de planification urbaine, rapports d'évaluation, articles de journal, plaintes ou factures. La mise en relation de textes produits par des ensembles d'acteurs divers – habitants, urbanistes, hommes politiques, journalistes<sup>356</sup> – nous permet de voir comment ceux-ci interagissent autour de la gestion des ressources. Ce choix fait référence à la proposition de « principe de symétrie » évoquée par Bruno Latour :

« On peut considérer les sauvages, les malheureux exclus, le bon peuple et les savants dans les mêmes termes. Non pas du tout pour confondre ce qu'ils font, mais pour étudier, au contraire, les ressources qu'ils utilisent pour faire la différence entre ce qu'ils disent et ce que les autres disent (...). Le principe de symétrie, ce n'est pas confondre les scientifiques et les autres (mais c'est) tarer ou calibrer la balance au début (pour) identifier les ressources qui produisent une asymétrie » (1994 : 14-15).

---

*implementing simultaneously conflicting policies of both promoting and restricting autonomous and informal institutions* » (BAYAT 1997, pp. 60-1).

<sup>355</sup> L'imbrication entre catégories d'appartenance et gestion des ressources fait l'objet de l'anthropologie de longue date. Le travail de Gunnar Haaland sur le Darfour (Soudan), présenté dans le recueil d'articles fait par Frederik Barth, est pionnier dans l'analyse des manières dont les catégories d'appartenance sont mobilisées pour augmenter la marge d'action sur les ressources (HAALAND 1969).

<sup>356</sup> Jacques Gutwirth affirmait déjà en 1987, dans un texte traitant de l'enquête ethnologique en ville, le nombre de documents « tout faits » qu'offre la recherche en milieu urbain : « cassettes de groupes religieux, articles savants et nombreuses publications journaux, périodiques, opuscules, pamphlets, littérature professionnelle tracts publicitaires (...) » (GUTWIRTH 1987, p. 4). Dans cette partie de notre travail, ces différents documents seront traités en tant que matériel ethnographique susceptible d'être analysé.

Ensuite, il s'agit de comparer ces documents avec les pratiques que nous avons observées sur le terrain. Cette confrontation indique parfois des écarts entre textes et pratiques, mais aussi des réinterprétations diverses de la part des acteurs impliqués dans l'interaction. Il en ressort que les projets de planification, les lois et les décrets constituent des champs de pouvoir dynamiques plus que des impératifs garants d'une transformation effective : ils permettent à la fois la contestation des normes et la confrontation entre des acteurs divers pour la réinterprétation de celles-ci.

Afin de rendre compte de la dimension politique de ces textes – non pas dans leurs aspects normatifs, mais en tant que champs de contestation et de négociation –, nous allons nous intéresser particulièrement à la définition des individus, des populations et des ressources qui surgissent dans ce corpus de documents et dans des transactions précises. Nous analyserons donc, pour chacun de nos terrains, ces définitions à partir de trois aspects.

Le premier d'entre eux porte sur les instances locales qui sont chargées en principe de la gestion des ressources. Ces institutions ont pu être créées de toutes pièces ou transformées par les politiques de décentralisation des années 1990, tandis que d'autres ont émergé en dehors de cet ensemble de réformes. Les unes et les autres rentrent en relation – qu'il s'agisse d'opposition ou d'adhésion – avec les projets de planification urbaine qui concernent les villages de Tuti et de Caño de Loro.

Ensuite, le deuxième aspect renvoie aux conflits qui surgissent autour des questions foncières. Certains d'entre eux portent sur la classification des terres selon les projets de planification urbaine et mettent en relation les propriétaires terriens des deux villages avec les instances gouvernementales et les planificateurs urbains. D'autres conflits portant sur l'usage, la vente ou l'achat des terres opposent les propriétaires fonciers entre eux ou concernent de nouveaux acheteurs comme les touristes dans le cas de Caño de Loro, ou les entrepreneurs qui développent des projets urbains dans le cas de Tuti.

Le troisième aspect fait référence aux modes d'accès à l'eau du réseau urbain pour les habitants des deux îles. Ces négociations lient les habitants de Caño de Loro aux marchands d'eau de la ville, mais aussi à l'entreprise chargée de la distribution de l'eau à Carthagène par le biais des porteurs d'eau du village. Tandis qu'à Tuti, ce sont les responsables de ménage qui établissent des relations directes avec les fonctionnaires de l'institution chargée de la gestion de l'eau à Khartoum, et par là même avec l'Etat.

Dans les septième et huitième chapitres, nous observerons ces trois aspects respectivement à Caño de Loro et à Tuti. Ensuite, il importera de revenir à notre questionnement initial : si les populations de Caño de Loro et Tuti sont concernées depuis peu par les politiques de décentralisation administrative et par des projets de planification urbaine, quelles sont les stratégies développées par les habitants de ces deux villages pour élargir leur marge de manœuvre sur les ressources foncières et l'eau de consommation ? Ces stratégies sont-elles individuelles ou collectives et quelle est leur portée politique ? Selon quelles modalités les Etats soudanais et colombien tentent-ils de normaliser l'accès aux ressources ? Quels autres acteurs et institutions y interviennent et comment ? Quel est le pouvoir de transformation de ces projets de loi et de planification sur la gestion des ressources locales ? Nous donnerons des éléments de réponse à ces questions dans le neuvième chapitre en mettant en perspective les cas de Caño de Loro et Tuti.

## CHAPITRE 7. CONSTITUTION COLOMBIENNE DE 1991. NORMES ET PRATIQUES A CAÑO DE LORO

Le 4 juillet 1991, la Colombie ratifie l'adoption d'une nouvelle constitution nationale : il s'agit d'une charte politique ambitieuse qui affiche la volonté d'augmenter la participation démocratique, de renforcer la « société civile », de décentraliser l'administration des ressources de l'Etat et de garantir la croissance économique et le développement (ASHER et OJEDA 2009). Elle affirme le fonctionnement d'un Etat moderne où, entre autres thématiques, les critères de reconnaissance et d'identification des citoyens et les formes d'administration et de redistribution des ressources de la nation font l'objet d'importants débats et de reconfigurations législatives.

Pour autant, la constitution de 1991 cristallise d'importantes contradictions quant à la gestion des ressources locales. Soulignons qu'elle résulte à la fois de facteurs divers propres à la Colombie, et d'éléments partagés par d'autres pays du continent ou induits par des processus qui ont lieu à l'échelle globale. Pour certains chercheurs, la réforme constitutionnelle de 1991 est liée à la négociation entreprise par l'Etat avec des groupes armés<sup>357</sup> (VALENCIA 1998 ; VAN COTT 2000) tandis que d'autres commentateurs rappellent qu'elle coïncide avec la volonté des élites nationales (comme c'est le cas dans plusieurs pays d'Amérique latine) de restaurer la légitimité démocratique après des décennies de gouvernements autoritaires et répressifs<sup>358</sup> (GROS 1997 ; YASHAR 1999 ; VAN COTT 2000). Enfin, certains auteurs signalent que les réformes constitutionnelles latino-américaines des années 1990 répondent aux exigences des agences internationales – le Fonds Monétaire International (FMI), l'Organisation des Nations Unies (ONU) ou les ONG –, en matière des droits de l'homme, de respect des « minorités ethniques » et de développement durable, mais aussi de libéralisation de l'économie nationale (HOFFMANN et AGUDELO 1998 ; ULLOA 2004).

---

<sup>357</sup> La constitution aurait été influencée par l'intégration politique du groupe guérillero M-19 dont les membres, qui condamnaient les discriminations et l'exclusion socio-économique dans le pays, ont rendu les armes à condition qu'une nouvelle constitution soit déclarée et puisse permettre non seulement le multipartisme mais aussi la représentation politique des minorités du pays.

<sup>358</sup> Des pays comme le Mexique, le Venezuela, le Nicaragua, le Brésil et l'Équateur se sont dotés d'une nouvelle constitution ou ont réalisé d'importantes réformes constitutionnelles dans les années 1990 (CUNIN 2006 ; HOOKER 2005). Celles-ci intègrent deux volets principaux qui ne sont nullement exclusifs : d'une part, des mécanismes de décentralisation politique propres aux politiques libérales et d'autre part, une reconnaissance des minorités nationales qu'il s'agisse selon les pays des « noirs » et/ou des « indiens » (HOFFMANN et AGUDELO 1998).

Si la constitution de 1991 répond à des causalités qui paraissent contradictoires et susceptibles de produire des résultats opposés quant à la distribution des ressources et au respect des droits de citoyens, elle constitue surtout un champ de pouvoir dynamique presque vingt-cinq ans après sa signature : à Caño de Loro, les habitants du village comme les différents fonctionnaires de l'Etat et les agents du secteur privé réinterprètent et négocient entre eux les normes constitutionnelles qui concernent la distribution des terres et le développement des infrastructures selon leur propre compréhension et leurs propres intérêts.

Caño de Loro fait partie de la zone rurale du district de Carthagène. Reconnu comme un des quinze *corregimiento* du district, ce village est compris, comme toute l'île de Tierra Bomba, dans les projets de planification du district de Carthagène (Décret n° 0977 de 2001b). Caño de Loro est aussi considéré comme appartenant à la zone tampon (*zona de amortiguamiento*) du Parc National Naturel Corales del Rosario y San Bernardo (Parque Nacional Natural – PNN) : sans être inclus dans le périmètre protégé, les habitants comptent pourtant parmi les principaux acteurs sollicités dans les politiques de préservation du secteur. Trois autorités locales reconnues par l'Etat interviennent dans la gestion des ressources au sein du village : le *corregidor*<sup>359</sup>, le Conseil d'Action Communale (Junta d'Acción Comunal – JAC) et le Conseil Communautaire (Consejo Comunitario) qui relève des populations dites « afro-descendantes ». Ce dernier organe a été créé par la constitution de 1991, alors que les deux premières entités existaient déjà et ont été en partie redéfinies et renforcées par la nouvelle charte politique.

Parmi les différentes réformes constitutionnelles concernant la distribution des ressources, certaines ont un impact plus visible à Caño de Loro, à commencer par les lois sur l'aménagement territorial ou la planification urbaine qui, étant jusqu'alors sous l'égide de l'Etat, deviennent officiellement placés sous la responsabilité des municipalités. Ensuite, la création ou le renforcement des institutions politiques locales (loi 136 de 1994) et la reconnaissance des minorités « afro-colombiennes » qui est de plus en plus réclamée dans la région (loi 70 de 1993). Enfin, la loi sur les services publics domiciliaires (loi 142 de 1994) détermine que la municipalité est responsable de leur développement, mais qu'ils doivent être gérés par des entreprises, qu'elles soient étatiques, privées ou mixtes. Si ces différentes lois défendent parfois des positions contradictoires, nous allons voir qu'elles peuvent entraîner

---

<sup>359</sup> Autorité administrative qui exerce ses fonctions dans le rayon du *corregimiento*.

une forte synergie, en faisant référence les unes aux autres dans les textes et en se superposant effectivement sur le terrain.

Nous proposons de commencer le présent chapitre en présentant les autorités locales reconnues par l'Etat qui existent à Caño de Loro. Il s'agit d'expliquer comment elles sont définies par la loi, comment elles fonctionnent effectivement dans le village et les transformations qu'elles ont subies avec la constitution de 1991. Dans un deuxième temps, nous verrons comment ces différentes institutions interviennent auprès des habitants de Caño de Loro, mais aussi des agents externes dans les négociations pour l'accès à la terre. Ce double regard nous permettra d'expliquer comment les individus qui occupent ces postes débordent souvent les fonctions qui leur sont prescrites par les normes. En faisant référence aux textes de loi et à divers extraits du projet de planification urbaine consacré à l'île et au village, nous essaierons de montrer différentes caractéristiques sociohistoriques qui sont attribuées aux habitants des côtes et des îles de la région. Il s'agit de montrer comment, à Caño de Loro, les gens négocient et mobilisent les images d'eux-mêmes – images qui sont en partie co-construites par les documents officiels – pour maintenir leur marge d'action sur les ressources. Pour terminer, nous explorerons les instructions de l'Etat quant à l'accès à l'eau des populations de l'île de Tierra Bomba par le biais du Plan d'Aménagement Territorial (Plan de Ordenamiento Territorial – POT) et d'autres mandats constitutionnels. Ces textes laissent transparaître l'ambiguïté administrative de ces lieux qui, même s'ils apparaissent proches spatialement du périmètre urbain, sont considérés comme des zones rurales. Nous montrerons enfin que les modes quotidiens d'accès à l'eau de la ville des habitants de Caño de Loro complexifient la situation d'autant plus que leurs pratiques sont très distantes des instructions préconisées par les textes officiels.

## 7.1. Institutions politiques à Caño de Loro

### 7.1.1. Autorité judiciaire : le *corregidor*

Le *corregidor* est un agent public aux fonctions judiciaires qui exerce son mandat dans le *corregimiento*. Payé par la municipalité, il assume les fonctions des anciens inspecteurs de police<sup>360</sup> en veillant à la gestion des conflits et à la bonne cohabitation. Selon la constitution

---

<sup>360</sup> Les inspecteurs de police qui exerçaient dans les *corregimiento* avant 1991 ont été remplacés par des *corregidor* par l'article 118 de la loi 136 de 1994. Cet article a été modifié par la loi 1551 de 2012 et fait encore l'objet des réévaluations et modifications. Dans les discours des gens, les termes d'*inspector* et *corregidor* s'échangent indistinctement, le premier étant plus courant. Au long du texte nous garderons le terme

de 1991, le *corregidor* doit être un habitant du *corregimiento* choisi par le maire sur trois candidats proposés par la Junta de Administración Local - JAL (Conseil Local d'Administration)<sup>361</sup>, à ne pas confondre avec la JAC (Conseil d'Action Communale). Cependant, Eduardo (42 ans), *corregidor* de Caño de Loro en 2012, décrit ainsi l'obtention de son poste et des fonctions qu'il accomplit :

« quand on a donné la possibilité aux gens d'ici [de devenir *corregidor* et que l'on a nommé] des inspecteurs [du village] (*nativo*<sup>362</sup>), ça a été avec l'aide de quelques amis que le maire m'a reçu (...) à l'inspection on reçoit des déclarations de perte de documents, ou on fait les attestations [qui prouvent] que la personne est *nativa* de la communauté pour les démarches administratives (...) mais les gens viennent aussi nous demander de faire de lettres personnelles, même si ce n'est pas dans nos fonctions, je n'ose pas dire non pour ne pas les décevoir (...) les gens pensent que l'inspecteur peut tout régler [qu'il peut] résoudre tous les problèmes, et bon je suis content de les servir (...) » (entretien 34, 06/10/2012).

En 1992 est nommé le premier *corregidor* habitant de Caño de Loro : auparavant, cette fonction était occupée par des personnes de Carthagène ou du village de Bocachica. En l'absence d'une JAL constituée dans le village, le *corregidor* est principalement choisi par ses connaissances dans le milieu politique municipal. C'est d'abord de celles-ci qu'il tire sa légitimité pour occuper cette fonction dans le village. Ainsi, sur les six mandats accomplis depuis 1992, le poste de *corregidor* n'a été occupé que par trois personnes, dont Eduardo à quatre reprises ; les deux autres titulaires ont quant à eux été membres de la JAC dans les douze dernières années. Notons que l'activité de l'inspecteur dépasse néanmoins le cadre judiciaire qui lui est prescrit puisqu'il est amené à remplir d'autres besognes, qu'il s'agisse d'écouter les anecdotes des gens du village qui viennent lui rendre visite l'après-midi ou encore d'écrire des lettres personnelles : en raison de sa fonction, il est en effet un des rares habitants de Caño de Loro à disposer d'un ordinateur et d'une imprimante. C'est de toutes ces activités qui vont au-delà de la définition normative de son poste qu'il obtient une légitimité auprès des habitants du village pour garder sa place de *corregidor*.

---

*corregidor* qui est celui officiellement reconnu tout en laissant lors de citations le mot original utilisé par nos interlocuteurs.

<sup>361</sup> Le fonctionnement de la JAL a été décrété dans la loi 136 de 1994 et repris dans l'article 119 de la loi 1551 de 2012. Il s'agit d'un conseil constitué d'entre trois et neuf membres élus au scrutin populaire pour une période de quatre ans qui doit coïncider avec le mandat du maire. Ils exercent des fonctions *ad honorem* arrêtés dans la constitution (Article 119 de la loi 136 de 1994). Cependant, la JAL est souvent confondue dans ses responsabilités et ses principes de fonctionnement au niveau local avec la JAC. Il est rare de voir ces deux institutions fonctionnant simultanément dans un même village. Ainsi, il n'y a pas de JAL à Caño de Loro.

<sup>362</sup> Adjectif qui veut dire « né à » ou est relatif au lieu où quelqu'un est né. Dans sa forme substantive, le terme *nativo* n'est pas explicitement défini dans les textes. Il est mentionné par les autorités du PNN, dans les POT de Carthagène et dans les processus de titularisation des terres collectives. Il fait allusion aux populations « originaires » ou habitant les zones protégées pour les différencier de tout agent externe qu'il soit touriste, entrepreneur ou acheteur de terres. Ce terme, en tant que catégorie d'appartenance est problématique (ARANGO, 2013). Dans l'entretien, notre interlocuteur fait référence à l'élection, en tant qu'autorités locales, d'individus reconnus comme appartenant au *corregimiento* qu'ils vont représenter.

### 7.1.2. Autorité civile : la JAC

Bien que créée en Colombie depuis 1958, la JAC n'est reconnue à Caño de Loro qu'à partir des années 1990<sup>363</sup>. Elle est définie comme une organisation civile et communautaire de gestion sociale, sans but lucratif, qui doit être constituée par les habitants d'un quartier ou d'un *corregimiento* de manière volontaire et *ad honorem* (MINISTERIO DEL INTERIOR Y DE JUSTICIA 2001). Afin d'augmenter leur autonomie financière, les JAC peuvent demander, depuis la constitution de 1991, des financements au secteur privé ou mener des activités à but lucratif en vue du développement collectif. Elles se consolident donc potentiellement comme des organismes privés indépendants de l'Etat.

Si les gens de Caño de Loro se souviennent des présidents de la JAC qui ont exercé durant les dix dernières années, il faut attendre 2012 pour qu'il y ait eu une élection populaire invitant tous les habitants à désigner les membres de cet organisme. Jose, appelé plus couramment par son surnom "Cachuzo", président de la JAC pour la période 2012 – 2016 explique à propos de ces élections :

« Ah ! Ça a été très beau ! Comme je suis extraverti et j'aime les choses bien, j'ai pris la voiture et j'ai commencé à faire de la propagande, à faire ma campagne, à dire aux gens un mois à l'avance, j'ai trouvé un groupe de jeunes et je leur ai appris à conduire (...) le conseil précédent n'avait même pas un livret d'inscriptions (...) j'ai acheté les livrets, on a fait les inscriptions, on a mis les tampons là-bas [dans le bureau de] participation citoyenne, un assistant est venu nous expliquer comment on devait monter la table d'élection, sept cents personnes se sont inscrites, jamais ça n'avait eu lieu (...) Les chrétiens<sup>364</sup> ont organisé une liste, là-bas on a organisé une autre et j'ai fait la mienne, le tout est que la mienne a gagné avec 250 votes, après il y a eu les chrétiens avec 120 votes et les pêcheurs n'en ont eu que 70 » (entretien 25, 23/08/2012).

La liste des « chrétiens » a été mise en place par le pasteur de l'église évangélique du village dont l'envergure grandit depuis sa création il y a une dizaine d'années<sup>365</sup>. Quant à la liste des « pêcheurs », il s'agit de celle de la coopérative des pêcheurs artisanaux qui a été

---

<sup>363</sup> Les JAC naissent avec la loi 19 de 1958 en tant qu'entités locales pour le développement collectif. Leur fonctionnement a fait l'objet de reconfigurations dans la constitution de 1991 (titre XI article 318) puis avec la loi 136 de 1994 (MINISTERIO DEL INTERIOR Y DE JUSTICIA 2001).

<sup>364</sup> « Chrétien » est le terme générique utilisé en Colombie pour se référer aux nombreuses nouvelles églises protestantes qui s'installent dans le pays. A Caño de Loro d'autres surnoms sont utilisés pour désigner les membres de ces églises comme *Jesus Seul* (seulement Jésus) ou *Aleluya* (alléluia). Il y a trois églises protestantes dans le village : la première est une église pentecôtiste dont les prédicateurs viennent de Carthagène pour tenir le culte tous les samedis ; la deuxième est une église évangéliste, la plus grande et prospère des églises du village y compris l'église catholique, et dont les pasteurs sont des habitants de Caño de Loro ; enfin, il y a une église baptiste qui s'est installée au village il y a quelques années.

<sup>365</sup> Plusieurs personnes se sont converties et assistent au culte évangélique, même si ces adhésions sont souvent éphémères. En 2010, un lieu de culte flambant neuf a été construit avec les dons des habitants du village et des aides d'autres églises du même réseau réparties dans le pays. L'église a aussi créé une crèche en parallèle à la structure étatique qu'il y a dans le village, gagnant ainsi progressivement des nouveaux espaces d'action.

fondée en 2009 à l'initiative des fondations soutenues par les entreprises de la baie<sup>366</sup>. Nous y reviendrons plus loin pour montrer que cette coopérative a été créée en grande partie pour les besoins de ces fondations : celles-ci ont en effet besoin d'interlocuteurs organisés pour distribuer les fonds, sous forme d'aides diverses, qui leur sont versées par les entreprises de la baie. Enfin, "Cachuzo" est un commerçant important du village : il est propriétaire de la seule citerne qui a été réparée pour le stockage massif et pour la vente d'eau de consommation domestique. Il vend aussi de l'essence pour les embarcations de l'île et est la seule personne de Caño de Loro à posséder une voiture. De plus, il a travaillé dans la police nationale et a vécu dans différents lieux du pays avant de revenir au village. Ainsi, les pouvoirs politiques à caractère civil dans le village se constituent sur des aspects aussi divers et superposables qu'une confession religieuse, une profession ou encore la situation économique et le charisme d'une personnalité locale qui, par son parcours personnel, possède des connaissances sur les rouages du fonctionnement politique de base de l'Etat.

La responsabilité officielle de la JAC est celle de développer des projets pour améliorer la vie des villageois. Néanmoins, "Cachuzo" intervient souvent en tant que médiateur dans les différends opposant les habitants du village et comme représentant de la population face à des tiers : officiellement, ces questions relèveraient du ressort du *corregidor* ou de la JAL. Or, "Cachuzo" défend l'importance de la médiation politique en affirmant que toute résolution des conflits entre des habitants du village, sans un intermédiaire reconnu par la loi, est une forme « archaïque » ou dépassée de résoudre les problèmes. Il s'appuie sur une vision moderne<sup>367</sup> de la résolution de conflits en brandissant les nouvelles règles constitutionnelles qui préconisent la place d'un médiateur reconnu par l'Etat (comme le président de la JAC ou le *corregidor*) pour résoudre les conflits locaux. A ce propos il évoque des confrontations avec un des membres de la JAC plus âgé que lui :

« (...) parfois il a ses pensées de personne âgée, avant il n'y avait pas beaucoup de lois écrites et les gens se débrouillaient, alors je dois le freiner un peu [et lui expliquer] : "nous devons nous guider par les lois, par la réglementation, nous ne pouvons agir comme ça directement, et résoudre les problèmes comme ça [par une confrontation directe ou une dispute] chacun d'entre nous a ses fonctions et tu dois respecter les tiennes, on doit se tenir au règlement" » (entretien 25, 23/08/2012).

Ainsi, dans un contexte où le tissu social est dense, la vie en commun en grande partie normalisée par les relations de parenté et de voisinage et où l'on fait rarement appel à des instances formelles pour assurer la médiation des conflits, le président de la JAC introduit de

---

<sup>366</sup> Il s'agit des fondations Puerto Bahía et Fundación Mamonal.

<sup>367</sup> Cette vision de la résolution des conflits est « moderne » dans le sens que Bruno Latour donne à ce terme et qui suppose que la modernité passe aussi par la représentation par l'Etat des individus.

nouvelles valeurs pour la régulation des relations entre villageois : il accorde plus de légitimité aux règles écrites et à la conciliation qu'aux arrangements oraux et à la confrontation directe, il introduit les élections populaires dans le village et critique fortement l'« auto-nomination » des membres de la JAC qui avait lieu dans le passé – c'est-à-dire avant la session de vote qu'il a lui-même organisée en 2012.

### 7.1.3. Autorité « ethnique » : le Conseil Communautaire

Outre ces deux institutions (le *corregidor* et la JAC) qui existaient avant 1991, une troisième autorité susceptible d'intervenir dans la gestion des ressources locales est apparue dans le village depuis 2008 : le président du Conseil Communautaire. Fruit de la constitution de 1991, ce conseil est défini comme une institution propre aux populations dites « afro-descendantes ». La loi 70 de 1993, appelée aussi *ley de negritudes* (loi des « négritudes ») définit ainsi les populations qui pourraient aspirer à la création d'un tel conseil :

« (...) communauté noire est l'ensemble de familles d'ascendance afro-colombienne qui possèdent une culture propre, partagent une histoire et ont leurs propres traditions et coutumes dans la relation campagne-village, qui révèlent et conservent une identité qui les distingue d'autres groupes ethniques »<sup>368</sup>.

Cependant, les habitants de Caño de Loro ne se réfèrent pas à une origine africaine commune et ne se définissent pas en termes de territoire ou de tradition collective propre à une population « noire », pas plus qu'ils ne font référence à une communauté définissable et identifiable dans les termes de la loi<sup>369</sup>. La divergence entre la définition de la loi 70 et les discours des habitants eux-mêmes a aussi été notée auprès des populations de Carthagène (CUNIN 2000) et de celles de la région Pacifique (HOFFMANN 2000). Quand le « noir » devient « afro »<sup>370</sup>, il y a selon Elisabeth Cunin une ethnicisation officielle des catégories raciales fondées sur l'apparence, même si, dans la pratique, un trait physique comme la

---

<sup>368</sup> « *Comunidad negra. Es el conjunto de familias de ascendencia afrocolombiana que poseen una cultura propia, comparten una historia y tienen sus propias tradiciones y costumbre dentro de la relación campo-poblado, que revelan y conservan conciencia de identidad que las distinguen de otros grupos étnicos* » (Loi 70 de 1993, p. 2).

<sup>369</sup> Il y a de nombreuses populations urbaines et rurales d'Amérique Latine qui, bien qu'identifiées par leur apparence (en tant que « noirs ») dans différents contextes et échanges, ne se revendiquent pas pour autant d'une quelconque appartenance collective en termes d'africanité (CUNIN 2003 ; HALE 2002 ; HOOKER 2005).

<sup>370</sup> La particule « afro », faisant référence à l'ascendance, est souvent associée à une deuxième particule qui évoque d'autres catégories régionales, nationales ou ethniques (« afro-Latins », « afro-américains », « afro-colombiens », « afro-caribéens ») pour indiquer des identités doubles. Celles-ci ont été appelées des *hyphenated identities*, (identités à trait d'union) (HOOKER 2005). Elisabeth Cunin compare à ce propos les appellations « noir » et « afro-colombien » à celles d'« indien » et « indigène » en expliquant que les secondes se substituent de manière « politiquement correcte » aux premières dans le cadre d'affirmation du multiculturalisme et de l'ethnicité (CUNIN 2003, p. 13).

couleur de la peau ne se superpose pas entièrement aux caractéristiques ethniques (comme le partage d'une « culture », de l'histoire et des traditions) (CUNIN 2003). Dans ce sens, certains auteurs identifient dans la loi 70 de 1993 un processus d'« invention de la tradition »<sup>371</sup> (HOFFMANN et AGUDELO 1998, p. 115)<sup>372</sup> calqué sur la définition d'une ethnicité indigène<sup>373</sup> (RESTREPO 1997 ; CUNIN 2003 ; HOOKER 2005).

Ce processus d'« invention des "identités" » (CUNIN 2003, p. 311) s'exprime surtout dans d'autres registres à Caño de Loro. Entre 2006 et 2008, le professeur d'histoire au lycée du village a coordonné un projet scolaire financé par les institutions anglaises Leicestershire County Council et British Council. De ce projet est issu un livret intitulé « Monografía histórica de Caño del Oro » qui compile la recherche historique menée par les étudiants du lycée dans diverses institutions de Carthagène – les Archives Historiques, la Bibliothèque Bartolomé Calvo et des bibliothèques universitaires. Le professeur explique dans l'introduction du livret que « l'idée du projet est née de la grande méconnaissance historique [dans le village] de leur communauté afro-descendante [puisque] seulement la couleur de leur peau les distinguait »<sup>374</sup>. Cependant, l'amalgame entre couleur de peau et afro-descendance n'est pas aisé et le professeur constate plus loin, dans un paragraphe intitulé « L'être Loreño » (*El ser Loreño*) :

« L'homme de Caño del Oro, par sa descendance africaine devrait avoir beaucoup de traits qui l'identifient avec la culture afro-caraïbe cependant les traits comme la musique, la nourriture, les plantes médicinales, la représentation de la *santería*<sup>375</sup> afro et le langage sont presque nuls. Dans ce sens, il peut être dit que ce qui est le plus représentatif [de la culture afro-caraïbe à Caño de Loro] est la musique *champeta*, comme développement de la musique

---

<sup>371</sup> Cette notion a été popularisée par Eric Hobsbawm et Terence Ranger (1983). Les auteurs reviennent sur de nombreuses traditions qui sont souvent considérées comme ayant une origine très ancienne mais auraient en réalité été « inventées » récemment. Dans leur ouvrage collectif, ils explorent les processus de création de la tradition dans l'interaction complexe entre passé et présent.

<sup>372</sup> Odile Hoffmann et Carlos Agudelo affirment que l'« on pourrait reprendre les textes législatifs et les démonter point par point pour montrer le processus d'invention de la tradition dans divers aspects : au niveau culturel et social est revendiquée l'"ancestralité" des populations installées dans leurs terres depuis un peu plus d'un siècle ; on souligne le rôle des anciens et de la famille matrifocale comme des "caractéristiques" des populations "noires", quand il n'existe pas d'unanimité – ni entre académiciens, ni entre les populations elles-mêmes – sur ces aspects de la vie dans le Pacifique ; la place privilégiée que l'on accorde au communautaire et au collectif ne coïncide pas toujours avec les pratiques individualistes et, en certaine mesure, libertaires de ces populations » (HOFFMANN et AGUDELO 1998, p. 115).

<sup>373</sup> D'autres auteurs ont signalé la même logique dans la plupart des pays d'Amérique Latine qui ont adopté des lois spécifiques pour les populations « Afro-latines » (ANDERSON 2007 ; HOOKER 2005).

<sup>374</sup> « *Este proyecto nace del gran desconocimiento histórico de su comunidad afro-descendiente pues solo los distingue el color de la piel* » (ESCORCIA BARROS 2009, p. 11)

<sup>375</sup> La *santería* est une forme de culte d'origine Yoruba. Elle fait référence à des entités appelées *santos* ou *orishas* qui se présentent dans des moments de possession et par des exercices divinatoires (Argyriadis 2000). Si elle a été définie comme étant née à Cuba, certains auteurs montrent que son sphère d'influence ne s'y réduit pas et s'étend aujourd'hui à plusieurs pays du continent américain (Juárez Huet 2004). Cependant, il n'existe pas des indices de la présence de ce type de cultes en Colombie.

africaine qui est arrivée dans les années 1970 à Carthagène et s'est consolidée à la fin des années 1990 et 2000 »<sup>376</sup>.

Il convient de remarquer le décalage entre identification raciale – lorsque le professeur du lycée suppose que ce qui distingue les habitants de Caño de Loro est la couleur de leur peau – et identité ethnique – appel à l'origine africaine et autres traits culturels –, alors que le processus d'« invention des "identités" » dont parle Elisabeth Cunin paraît en œuvre : ce livret et d'autres activités menées par le professeur Escorcía, comme la recherche historique auprès des personnes âgées de la population (photo 20), constituent probablement les premiers mécanismes qui visent à l'introduction et à la cristallisation d'une « conscience ethnique » dans le village.



PHOTO 20 : **PHOTO ISSUE DU PROJET DE RECONSTRUCTION HISTORIQUE.** Affichée dans un couloir du lycée il est possible d'y lire : « l'Afrique à Caño del Oro. Construire l'identité à travers l'histoire ». Décembre 2012. L. Arango.

Ces différentes activités exemplifient les propos de certains auteurs qui indiquent que les discours de consolidation de l'identité « afro » émergent non seulement à cause des politiques nationales, mais avec le soutien des organismes internationaux (AGUDELO 2007 ; CUNIN 2006), ici deux institutions de coopération anglaises.

---

<sup>376</sup> « El hombre de Caño del Oro, por su descendencia africana debería tener muchos rasgos culturales que lo identifiquen con la cultura afrocaribe, sin embargo los rasgos como la música, comida, plantas medicinales, representación de la santería afro y el lenguaje, es casi nulo. En este sentido se puede decir que lo más representativo, es la música champeta, como desarrollo de la música africana que llegó en los 70 a Cartagena y se decantó a finales de los años 90 y 2000 » (ESCORCIA BARROS 2009, p. 57)

Or, bien qu'il s'agisse d'une invention contemporaine, la catégorie « afro-descendant » produit des réalités concrètes à Caño de Loro. Ainsi, la création du Conseil Communautaire, qui devrait être issu d'une population « afro-colombienne », a une efficacité pratique, non pas parce qu'il permet de revendiquer certains droits<sup>377</sup>, mais parce qu'il constitue un interlocuteur privilégié pour des acteurs externes au village qui sont impliqués dans la gestion de ressources locales. Olenio, président du Conseil Communautaire en 2012 explique quant à la création de celui-ci :

« La société portuaire pense initier la construction d'un quai multimodal dans un terrain qui se trouve en face, entre Bocachica en Caño de Loro (...) ils doivent indemniser les pêcheurs pour les dommages. L'entreprise a créé sa fondation [qui s'appelle] Puerto Bahía et, avec eux, nous sommes en train de gérer la question des œuvres sociales. Ils travaillent avec les Conseils Communautaires et on a dû créer l'association de pêcheurs (...) on a fait des ateliers sur la loi 70 dans l'église, on nous a même donné des certifications, et un jour quelconque, les projets [de développement du port industriel] approchant, on a fait une réunion pour faire la socialisation [des ateliers], j'étais là par accident, et j'ai été nommé président du Conseil, [j'étais choisi] plus par *dedocracia*<sup>378</sup>, (...) alors, je ne connaissais pas beaucoup et voilà que j'étais président » (entretien 26, 23/08/2012).

C'est donc par leur dimension pratique que les questions ethniques imprègnent des espaces de négociation imprévus – comme la conception et la mise en place de projets d'aménagement et de développement, comme nous le verrons par la suite. Olenio, quant à lui, tire sa légitimité de président du Conseil Communautaire et de leader parmi les habitants, à la fois par son implication dans des activités menées par des acteurs externes dans le village mais aussi du fait de ses activités charismatiques : il participe gratuitement à la logistique des campagnes de santé et d'hygiène que la municipalité conduit dans le village et il est reconnu par certains habitants comme le président du conseil d'agriculteurs et de l'association de pêcheurs – bien que le conseil d'agriculteurs n'existe plus et que quelqu'un d'autre ait été officiellement nommé président de l'association de pêcheurs. En outre, il gère les programmes de la fondation Puerto Bahía dans le village tout en étant chargé de faire l'*altar*<sup>379</sup> lors des décès dans les quatre villages de l'île.

Si Olenio est effectivement reconnu comme un leader, ceci n'est donc nullement lié à une identité raciale : à Caño de Loro, et plus largement à Carthagène, les traits physiques

---

<sup>377</sup> Les prérogatives octroyées aux populations dites « afro-descendantes » en termes de gestion de ressources peuvent être résumées ainsi : l'attribution de titres fonciers collectifs (Ch. III de la loi 70 de 1993), l'exploitation des ressources dans le respect et la protection de l'environnement (Ch. IV et V de la loi 70 de 1993), et le développement socioéconomique (Ch. VII de la loi 70 de 1993).

<sup>378</sup> Ce mot de l'argot populaire fusionne le mot *dedo* (doigt) et le mot « démocratie » pour indiquer un processus d'élection qui devait être démocratique et où l'on finit par choisir quelqu'un du doigt.

<sup>379</sup> Autel. Faire *el altar* veut dire, dans ce contexte, diriger les prières collectives lors des veillées d'un mort. Celles-ci durent neuf nuits et sont payées par la famille du décédé.

peuvent organiser certaines interactions et codifier des échanges (CUNIN 2003), mais le « noir » n'est pas une catégorie qui mobilise des forces politiques<sup>380</sup>. Dans ce contexte, l'existence du Conseil Communautaire est méconnue par la plupart des habitants de Caño de Loro et, composé exclusivement d'Olenio, il n'accomplit aucune des fonctions qui lui sont attribuées officiellement :

« (...) les fonctions du Conseil Communautaire sont : délimiter et assigner les superficies à l'intérieur des terres attribuées [aux communautés qu'il représente]. Veiller à la conservation et à la protection des droits de la propriété collective, à la préservation de l'identité culturelle et au profit et à la conservation des ressources naturelles. Choisir le représentant légal de la communauté qui aura une personnalité juridique. Contribuer à la résolution à l'amiable des conflits internes où la conciliation est possible »<sup>381</sup>.

Cependant, le Conseil Communautaire est conçu comme l'instance privilégiée pour que les populations « noires » gèrent leurs relations avec les institutions étatiques (HOFFMANN et AGUDELO 1998, p. 113). Il rentre donc potentiellement en interaction, voire en compétition, avec les autres organismes politiques locaux plus anciennement reconnus par la loi. Nous proposons désormais d'analyser comment ces trois institutions interagissent entre elles, avec les habitants de Caño de Loro mais également avec des acteurs externes au village pour la gestion de la propriété foncière et de l'exploitation des terres du *corregimiento*.

## 7.2. Les transactions foncières : instances, acteurs et définition des usages de la terre

### 7.2.1. L'exploitation des terres : entre nécessité et capacité

A Caño de Loro, les collines, les plages et les baies sont reconnues par des noms propres liés à leur histoire ou à des caractéristiques écologiques, mais les espaces peuvent être classifiés plus généralement quant aux usages, en *pueblo* (village), *monte* et *roza*<sup>382</sup>. La première catégorie se réfère à l'espace habité, la deuxième à toutes les terres non habitées et non cultivées (sauf les plages) et la troisième aux terres de culture. Par ailleurs, la typologie

---

<sup>380</sup> Elisabeth Cunin donne un exemple à partir de l'anglais où *black* est évoqué en tant que trait physique, et *negro* désigne une personne qui se définit par son appartenance raciale : cette différence, nous dit l'auteur, pourrait être corrélée à celle entre *negro* (noir) et « afro-colombien » en Colombie (CUNIN 2003, p. 13).

<sup>381</sup> «*Son funciones de los Consejos Comunitarios: delimitar y asignar áreas al interior de las tierras adjudicadas; velar por la conservación y protección de los derechos de la propiedad colectiva, la preservación de la identidad cultural, el aprovechamiento y la conservación de los recursos naturales; escoger al representante legal de la respectiva comunidad en cuanto persona jurídica, y hacer de amigables componedores en los conflictos internos factibles de conciliación*» (article 5 de la loi 70 de 1993).

<sup>382</sup> Terre cultivée. Le mot vient du verbe *rozar* (élaguer, défricher). Ce mot peut faire référence à un terrain qui a été mis en culture pour la première fois ou à un terrain après le brûlis, en pâturage ou encore vierge (FLOREZ et al. 1982, p. 67).

d'une même parcelle peut changer selon l'usage<sup>383</sup>. Il faut remarquer que les terrains d'habitation et les parcelles dédiées à la culture appartiennent à des individus ou à des familles tant qu'ils sont utilisés, même s'il n'y a pas de titres fonciers. Au contraire, les terres dites *monte* sont ouvertes pour la chasse (d'iguanes et d'oiseaux), pour la collecte (principalement de fruits) et pour l'extraction du bois. Toutefois, Odile Hoffman et Carlos Agudelo (1998) signalent en relation à ce type d'exploitation que l'absence effective ou partielle de titres de propriété n'est pas synonyme de normes collectives d'usage, qu'il s'agisse des terres ou des ressources<sup>384</sup>. Les terres font cependant de plus en plus l'objet d'appropriation et d'encerclement par des individus du village et peuvent être vendues et achetées. Lors de notre travail de terrain, il était encore possible d'accéder à la terre par l'occupation de terrains vagues ou désertés : les gens abandonnaient aussi les parcelles et lorsqu'elles n'étaient plus utilisées, quelqu'un d'autre pouvait se les approprier. Ricardo, plus connu sous le surnom de "Chambo" et travaillant dans la petite épicerie de son cousin, nous expliquait à ce propos que :

« (...) avant, on démolissait la maison ici, et on reconstruisait là-bas, alors [le terrain ici] n'avait plus de propriétaire, n'importe qui pouvait entrer ici et bâtir, avant c'était comme ça dans le village. Je bâtissais une maison ici, je la démolissais, je déménageais là-bas, celle d'ici vous pouviez la prendre, n'importe qui du village pouvait la prendre (...) Mais, maintenant [les terres] qui ont des propriétaires sont appropriées. J'ai une *roza* dans le piémont, je l'ai prise parce qu'ici rien n'appartenait à personne, on prenait, on encerclait et c'est tout, les terrains ici sont libres, bon, ils étaient libres. J'ai pris ce terrain il y a peut-être vingt ans, celui qui a la *roza* à côté c'est mon cousin, je lui ai demandé "cousin, tu vas continuer [à cultiver] là ?" Il m'a dit "non" et je lui ai dit "alors je vais prendre ce qui est derrière tes terres", il m'a dit "prends, prends !". Je l'ai fait nettoyer, j'ai acheté quatre rouleaux de fil de fer et je l'ai fait encercler» (entretien 28, 24/08/2012).

Si l'usage et l'appropriation des terres étaient réalisés de manière individuelle ou par les familles, ils obéissaient moins aux principes de la propriété privée qu'à une logique de nécessité et de capacité d'exploitation : les gens s'appropriaient ce dont ils avaient besoin et ce qu'ils étaient en mesure d'exploiter. C'est pourquoi "Chambo" explique qu'en principe, lorsque quelqu'un déménageait, n'importe qui en situation de nécessité pouvait prendre la maison. De même, il affirme dans l'extrait d'entretien ci-dessus qu'il a pu s'approprier les terres que son cousin ne parvenait pas à cultiver, et dont il n'avait pas besoin. En ce sens, il est courant d'entendre des histoires sur l'abandon des terres qui, parce qu'elles n'étaient pas

---

<sup>383</sup> Odile Hoffman et Carlos Agudelo signalent une typologie des terres très proche de celle-ci dans le Pacifique où les terres de culture appelées *colino* coexistent avec une exploitation ouverte des montagnes et forêts (HOFFMANN et AGUDELO 1998, p. 113).

<sup>384</sup> L'amalgame entre absence de titres de propriété et normes collectives d'usage, dit l'auteure, vient du raisonnement « si ce n'est à personne, c'est à tout le monde » dont résulte « l'invention bien intentionnée de la gestion collective des terres et des ressources » (HOFFMANN et AGUDELO 1998, pp. 113-4).

habitées ou cultivées, ont été réoccupées par des gens qui en avaient besoin<sup>385</sup>. Ces histoires renvoient aux logiques de besoin et d'usage qui, comme nous le verrons plus loin, entrent encore en jeu à certains moments dans les transactions sur les terres. L'usage des terres était donc cautionné par le voisinage et par les liens de parenté, le plus souvent sans avoir recours à une instance médiatrice, et les limites de la terre définies par l'usage : le « nettoyage » d'un terrain, sa mise en culture ou la construction d'une maison souvent à durée déterminée.

### 7.2.2. *Le corregidor dans l'enregistrement local des terres*

Toutefois, le principe de propriété privée et individuelle se consolide avec la clôture des terrains, le registre des parcelles, la vente et l'achat des terres<sup>386</sup>. Pour enregistrer une parcelle, il suffit de se rendre dans le bureau du *corregidor* accompagné de deux témoins. Le propriétaire y déclare oralement la possession du terrain, ce qui est confirmé par les témoins : alors, le *corregidor* édite un document, la minute de la possession, qui comporte le tampon de l'inspection de Caño de Loro et qui est signé ensuite par les présents (annexe 5). Il importe ici de noter que le *corregidor* dépasse, dans la pratique, ses fonctions judiciaires. En effet, il réinterprète son rôle de conciliateur puisque l'enregistrement des parcelles est conçu par lui comme l'un des moyens pour minimiser les différends sur la propriété et sa délimitation entre les habitants de Caño de Loro.

Cette réinterprétation des outils de médiation n'est néanmoins possible que par la situation particulière du *corregidor*. Eduardo, qui occupait le poste en 2012 explique à ce propos : « [le *corregidor*] est un conciliateur et il fait le pont entre la mairie et la communauté, nous sommes une extension de la mairie et un leader communautaire » (entretien 34, 06/10/2012). Comme le notent James Ferguson et Akhil Gupta (2002) dans le cas de l'Inde, ces acteurs qui sont des habitants du village et, en même temps, des fonctionnaires d'Etat ont une position paradoxale. Mais cette apparente ambiguïté devient fondamentale pour lier les habitants de Caño de Loro à des ensembles plus vastes comme l'Etat colombien ou encore aux circuits de vente et d'achat de terres au-delà de l'espace insulaire.

---

<sup>385</sup> Dans une conversation Milciades disait par exemple : « (...) la maison était à tante Guillermina, mais comme elle n'habite pas ici until l'a prise et y habite maintenant, elle ne s'est pas battue pour ça (...) ». Dans le même sens "Chambo" explique : « les terres de Gamboa étaient à mon père, mais nous ne voulions pas les travailler, nous leur avons tourné le dos, alors des gens de Bocachica les ont prises, c'est de notre faute (...) » (entretien 28, 24/08/2012).

<sup>386</sup> Il est difficile de dater, ne serait-ce que de manière indicative, la généralisation de l'appropriation pérenne des terres par les habitants du village : dans les documents qui attestent de la possession des terres établis auprès du *corregidor*, les gens déclarent des durées de possession allant de 8 à 40 ans. Et il y aurait eu des ventes de terre entre habitants de Caño de Loro depuis les années 1970.

Dans cette logique, les minutes de possession ont un statut hybride entre la reconnaissance et la non-reconnaissance de la propriété : si elles sont légitimes pour les habitants de Caño de Loro et pour les acheteurs externes au village, elles ne sont en revanche pas reconnues par l'Etat. C'est pourquoi elles incarnent une contradiction importante du processus de décentralisation politique qui, tout en cherchant à donner plus de pouvoirs aux localités au travers des fonctionnaires locaux, n'avalise pas entièrement les actions et la gestion réalisées par ceux-ci. Cependant, la caution du *corregidor* par les minutes de possession a permis de légitimer la propriété foncière dans le village pendant des années et de maintenir les transactions de vente et achat des terres. En outre, ce document qui témoigne du droit et de la durée de la possession favorisera par la suite l'établissement des titres de propriété reconnus dans le cadastre national.

Concrètement, la minute de possession se présente comme un document pré-rempli où le *corregidor* consigne le nom de celui qui se déclare propriétaire, les années de possession, et les limites physiques de la parcelle qui sont décrites par leurs dimensions en mètres et par l'identification des propriétaires contigus. Dans une de ces minutes, on peut lire :

« (...) Je manifeste que depuis plus de 40 ans je suis propriétaire d'un terrain situé dans le *corregimiento* de Caño del Oro, secteur Barrio Abajo (rue du cimetière) dont les mesures et limites sont les suivants : par le Nord je suis contigu avec Alonso et [le terrain] mesure 47 mètres, et par le Sud avec Regina de la Rosa et [le terrain] mesure 80 mètres et par l'Est avec Alonso et [le terrain] mesure 215 mètres et par l'Ouest avec Lequerica et [le terrain] mesure 202 mètres »<sup>387</sup>.

Bien que ces documents fixent la propriété individuelle, ils laissent une certaine marge d'interprétation qui permet des modalités de négociation alternatives à la vente et à l'achat. Cette marge d'interprétation est rendue possible par le type d'identification des individus cités dans les minutes de possession, par l'indéfinition partielle des limites de la parcelle et par le flou quant à la situation de celle-ci.

Reconnues très souvent dans les minutes de possession par leurs prénoms ou leurs surnoms, les parties du contrat tirent leur statut juridique de leur histoire personnelle et de leur position au sein de la vie quotidienne dans le village. Ainsi, le droit de possession, établi entre des gens de Caño de Loro – propriétaire, *corregidor*, témoins –, repose sur la parole et la

---

<sup>387</sup> « [yo] manifiesto que desde hace mas de 40 años soy dueño de un lote de terreno ubicado en el *corregimiento* de Caño del Oro sector barrio abajo (calle el cementerio) cuyas medidas y linderos son las siguientes: por el norte colindo con Alonso y mide 47 mts. Y por el sur con Regina de La Rosa y mide 80 mts. Y por el este con Alonso y mide 215 mts. Y por el oeste con "Lequerica" y mide 202 mts » Minute de possession établie le 23 novembre 2008 (annexe 5).

connaissance mutuelle. Il convient aussi de signaler que les données quant à la situation et l'étendue des terrains qui apparaissent dans les minutes de possession sont souvent incomplètes ou illisibles. Parfois, il y a des espaces vides là où devrait apparaître le nom d'un voisin, la mesure d'un des bords de la parcelle ou le numéro de la carte d'identité du propriétaire, sans pour autant que cela empêche les gens d'utiliser ces titres pour les échanges ou les brandir afin de prouver leur propriété. Dans la plupart des cas, il n'y a pas de cartes topographiques ou géo-référencées, mais l'on peut trouver occasionnellement des croquis faits à la main (annexe 5). Ces « manques » et ces « illisibilités » amplifient le champ de négociation sur les terres en cas de besoin : dès lors qu'elles ne sont pas écrites, les limites peuvent être potentiellement allongées ou raccourcies et les voisins modifiés. C'est donc par l'« incomplétude » des documents et par l'usage d'une identité « vernaculaire » que les minutes de possession laissent toujours ouverte la possibilité d'une négociation quant à l'identification des possesseurs et quant à la définition de la situation et des limites des parcelles. Cependant, ces possibilités sont fortement réduites lorsque les transactions impliquent des individus externes au village.

### 7.2.3. Les transactions foncières entre touristes et nativos

Pour vendre des terres à des particuliers externes au village<sup>388</sup>, le vendeur, l'acheteur et deux témoins doivent se rendre chez le *corregidor* munis de la minute de possession<sup>389</sup> et de leurs pièces d'identité pour établir et signer un contrat d'achat-vente. Après avoir obtenu celui-ci, les deux parties se rendent à Carthagène et enregistrent la transaction auprès d'un notaire. Le contrat, légalement défini comme un instrument de transfert des biens, comporte : l'identification et les coordonnées des parties – photocopie des pièces d'identité, état civil, métier, lieu d'habitation, et parfois le numéro de téléphone –, la description du bien transféré – situation, mesures, définition des voisins et cartes dressées par un topographe, ou à l'aide de Google Maps –, le temps de possession du vendeur ou « tradition » et le montant de la transaction (annexe 5). Il est possible de lire à la fin de ces documents : « le titre n'est pas

---

<sup>388</sup> La plupart des individus externes au village ayant acheté des terres dans le *corregimiento* sont des particuliers de Carthagène et d'autres villes du pays qui cherchent, dans le long terme à construire des maisons de vacances. Selon la presse et les discussions locales, des politiciens, des entrepreneurs touristiques, des paramilitaires ou des narcotrafiquants auraient acquis des hectares sur l'île par des moyens divers (*Semana* 26/03/2001 et *El Tiempo* 24/03/2014).

<sup>389</sup> C'est pourquoi la caution du *corregidor*, même si elle n'est pas légitime à l'extérieur de l'île, constitue le premier pas nécessaire pour que les terres rentrent dans des circuits marchands.

sujet au registre [cadastral]. On a notifié son inscription aux bureaux de l'Institut Géographique Agustín Codazzi (Instituto Geográfico Agustín Codazzi – IGAC) »<sup>390</sup>.

Bien que ces transactions ne soient ni reconnues ni fixées dans le cadastre national tenu par l'IGAC, elles réduisent substantiellement la marge d'action dont les gens de Caño de Loro disposaient avec les minutes de possession : le notaire, instance externe au village qui garantit les nouvelles transactions, ne reconnaît que les pièces d'identité – et non plus l'identité vernaculaire des parties de l'échange – et la fixation des limites des parcelles par l'écrit et la cartographie. En outre, la situation des parcelles et l'identité des individus deviennent potentiellement vérifiables dans des régimes de contrôle qui dépassent largement les habitants du village tels que les dispositifs de géo-référence ou le système national d'identification. Or, si cette fixation dans le papier réduit effectivement la marge d'action des habitants de Caño de Loro, elle permet le développement de nouvelles stratégies qui permettent de maintenir un espace de négociation sur les terres. Revenant sur la vente d'une partie de ses parcelles, "Cacó" (79 ans) explique ainsi :

« (...) je dois avoir quelques cinq hectares là-bas [dans le secteur de Gamboa]. J'ai vendu un hectare à l'inspecteur Eduardo, et trois hectares à des « amis » de Carthagène qui habitent à Manga (quartier aisé de la ville). [Mais] ils ne sont plus venus, alors je garde ma *coquera* et j'y vais souvent défricher (...) [un d'entre eux] m'a dit que je pouvais utiliser le terrain comme si c'était à moi. Il y avait aussi un docteur de Barranquilla qui souhaitait acheter deux ou trois hectares. Je lui ai dit que c'était possible» (entretien 19, 15/08/2012).

L'utilisation que "Cacó" fait des terrains déjà vendus montre que, même au sein de ces transactions plus rigides peut s'insérer une logique selon laquelle le besoin et la capacité d'exploiter une parcelle détermine son usage effectif, au-delà de la propriété enregistrée. Ce qui dépasse la notion de propriété privée puisque la jouissance du bien n'est pas exclusive du propriétaire. En outre, même s'il est fort possible que "Cacó" se trompe dans le comptage des hectares<sup>391</sup>, des rumeurs récurrentes racontent comment certains habitants des îles et des côtes adjacentes ont vendu à des particuliers le même lopin de terre à plusieurs reprises, ou encore des parcelles qui ne leur appartenaient pas. Cette pratique exacerbe la logique marchande jusqu'à ce que le principe de propriété privée et individuelle s'effondre et ne soit plus opératoire lorsque plusieurs personnes réclament la propriété d'un même terrain. A ce titre, la revue nationale *Semana*, publiait en 2001 un article décrivant la vente des terres à des particuliers sur l'île de Tierra Bomba dont nous rapportons ici un extrait :

---

<sup>390</sup> Acte notarial 38700173 du 30 mars 2009, bureau du notaire 1<sup>er</sup> de Carthagène présenté en annexe 5.

<sup>391</sup> Il a cinq hectares, en a vendu déjà quatre et propose encore de vendre non une qui lui resterait mais deux ou trois.

« (...) en 1989 le gouvernement a expédié la loi 9 (...) Avec elle on cherchait à légaliser [la propriété des] terres des personnes occupant des terrains de la Nation [à Tierra Bomba] (...) Le problème est que la loi n'avait pas de restrictions pour que d'autres en profitent (...) [l'ex-ministre de défense] a signalé que, pendant son mandat, ont été imposées des restrictions pour que les parcelles ne finissent pas dans des mains autres que celles des *nativo*. Mais cela n'a pas eu d'effet : le ministère ne pouvait pas empêcher que les habitants de Tierra Bomba deviennent les *testaferro*<sup>392</sup> des politiciens, d'entrepreneurs et de narcotrafiquants qui avaient déjà acheté des terrains aux insulaires pour des montants dérisoires. Cette situation a déclenché une vague d'invasions de terrains sur l'île. Après que le *nativo* vendait la possession de son terrain et dépensait le peu d'argent qu'il avait reçu, il saisissait un nouveau terrain pour entreprendre à nouveau les démarches afin de réclamer la possession. Souvent, il était encouragé par les intérêts de l'acheteur, certains ont embauché des *nativo* auxquels ils ont donné du fil de fer pour encercler les terrains »<sup>393</sup>.

Si nous n'avons pas constaté la présence de *testaferro* à Caño de Loro, la notion de *nativo* qui lui est souvent associée devient très usitée dans la région et se cristallise en tant que catégorie sociale : si le mot *nativo* fait en principe référence aux habitants d'un lieu – ou aux « premiers » habitants d'un lieu –, il met désormais en jeu des caractéristiques diverses qui ne sont pas nécessairement liées à l'autochtonie.

La popularisation de la catégorie *nativo* en Colombie est liée au développement du discours environnementaliste (ULLOA 2004)<sup>394</sup> et plus précisément dans la région de Carthagène à la création du PNN Corales del Rosario y San Bernardo en 1977 ainsi qu'au développement du tourisme dans la région. En effet, le terme apparaît tout le long du texte régulateur du PNN (PINEDA et al. 2006). Tantôt employé dans sa forme adjectivale (population *nativa*, communauté *nativa*, végétation *nativa*), parfois dans sa forme substantive, toujours relative à une origine (*nativo* de Tierra Bomba, *nativo* de Barú), le mot est aussi

---

<sup>392</sup> *Nativo* qui achetait des terres à très bas prix à des gens de son village et des alentours, avec l'argent des particuliers, et qui, en gagnant une comité, transférait ensuite la propriété des terres à des gens externes au village.

<sup>393</sup> « (...) en 1989 el gobierno expidió la ley 9 (...) La medida buscaba legalizar las tierras a personas que estaban ocupando terrenos considerados como propiedad de la Nación (...) El problema es que la ley era demasiado buena y no tenía restricciones que garantizaran que otros se aprovecharan de ella (...) [El ex-ministro de defensa] señaló que durante su gestión se impusieron algunas restricciones con el fin de intentar garantizar que las predios no terminaran en otras manos diferentes a las de los nativos. Pero el efecto no se logró. La razón: el Ministerio no podía introducir a fondo las limitaciones necesarias para evitar que los habitantes de Tierrabomba se convirtieran en testaferros de políticos, empresarios y narcotraficantes que ya habían comprado parte de sus tierras a los isleños por cifras irrisorias. Esa situación desencadenó una oleada de invasiones de terrenos en la isla. Después de que el nativo vendía la posesión de su tierra y se gastaba los pocos pesos que había recibido, se apoderaba de un nuevo terreno para iniciar nuevamente los trámites con el fin de tratar de reclamar la posesión. En muchas ocasiones era alentado por los intereses del comprador: Algunos contrataron a nativos a quienes les dieron alambres para que cercaran nuevos terrenos » (Semana 26/03/2001).

<sup>394</sup> Astrid Ulloa (2004) considère le terme comme une « identité écologique » qui émerge dans la relation historique des luttes politiques indigènes. Si cette affirmation est valable dans la région caraïbe colombienne, elle ne produit pas d'actions collectives ou la revendication d'une identité commune.

utilisé de manière générique et c'est à ce moment-là qu'il véhicule de nombreux sous-entendus.

Lorsqu'il décrit les différents acteurs agissant dans le périmètre protégé, le texte régulateur du PNN mentionne « une population *nativa* de race noire qui pratique la pêche et était considérée comme "propriétaire" des terres » pour les différencier d'une « population flottante constituée par des personnes étrangères (touristes, occupants de maisons de vacances, opérateurs touristiques, hôtels) » (PINEDA et al. 2006, pp. 181-2). A l'autochtonie se greffent donc des caractéristiques raciales et socioprofessionnelles. Dans un article de presse du journal carthaginois *El Universal*, cette superposition de références est explicitement soulignée en ajoutant de nouvelles caractéristiques à la notion de *nativo* :

« A Carthagène, le terme *nativo* est devenu presque synonyme de la population afro-colombienne de nos villages côtiers. Personne ne dirait qu'un tel est un "nativo" de El Pozón (quartier populaire de Carthagène) seulement parce qu'il est afro-colombien, mais par contre la plupart des gens et des fonctionnaires utilisent le terme pour [désigner] un habitant de la Boquilla, de Tierrabomba, de Tierrabaja, de Barú ou des îles de Rosario, entre autres »<sup>395</sup>.

Sous la plume de l'auteur de cet extrait, le terme *nativo* se superpose simultanément à une référence spatiale – les habitants des côtes et des îles –, à une caractéristique socioéconomique – les populations rurales et paysannes du district), ou à une distinction ethnique – les populations « afro-colombiennes ». Cette multiplicité de références conduit à ce que la catégorie soit potentiellement utilisée par, et attribuée à, d'importants pans de la population de la région au-delà de la référence à un lieu de naissance. A ce titre, la notion de *nativo* devient ce qu'Elisabeth Cunin appelle des « catégories opérationnelles d'action », qu'elle définit comme « des classifications sociales mobilisées dans des situations différentes et qui renvoient à des savoirs et à des normes diffusées et implicites » (CUNIN 2003, p. 13).

Le *nativo* désigne donc une catégorie pratique particulièrement liée à la massification du tourisme et à la déclaration du PNN. Les stéréotypes qu'elle véhicule s'étalent dans un spectre qui va de la figure du *testaferro* à celle de « communautés ancestrales » en passant par des caractéristiques qui font appel à des références très diverses. Mais le terme nous intéresse surtout parce qu'il devient central dans les interactions autour de la gestion des ressources

---

<sup>395</sup> «En Cartagena el término "nativo" se volvió casi sinónimo de la población afrocolombiana de nuestras poblaciones costeras. A nadie se le ocurre decir que fulano es un "nativo" de El Pozón solo porque es afrocolombiano, pero en cambio la mayoría de la gente y de los funcionarios usan el término para un habitante de La Boquilla, Tierrabomba, Tierrabaja, Barú o las islas del Rosario, entre otros lugares » (*El Universal* 28/05/2014).

dans la région : en témoigne son utilisation généralisée par les fonctionnaires, les planificateurs urbains et les agents du PNN.

#### 7.2.4. La planification urbaine : contradictions de l'Etat

Outil législatif adopté dans la constitution nationale de 1991, l'Ordenamiento Territorial (Aménagement du Territoire) est constitué d'un ensemble de décrets qui visent l'aménagement et la planification des usages du territoire national dans ses dimensions physiques, politiques et économiques. La nouveauté des décrets d'aménagement du territoire réside dans la dévolution des pouvoirs aux municipalités car ce sont elles qui ont désormais la tâche de formuler et d'adopter leurs propres POT dans les zones urbaines et rurales tout en suivant les directives indiquées à l'échelle nationale (MINISTERIO DEL INTERIOR Y DE JUSTICIA 2011, pp. 28 - 9)<sup>396</sup>.

Le POT de Carthagène, adopté par le décret 0977 de 2001, comprend une composante urbaine et une composante rurale (Décret n° 0977 de 2001a) : dans cette dernière, le principal pivot d'action est le *corregimiento*<sup>397</sup> (Décret n° 0977 de 2001b). Cependant, si celui-ci apparaît comme l'unité administrative principale, le texte ouvre la possibilité à d'autres formes d'administration qui fonctionneraient sur une base ethnique. En ce qui concerne le renforcement et l'intégration de l'« identité culturelle », l'un des objectifs du POT vise à « valoriser la population *nativa* y les *comunidades negras* (communautés noires), dans

---

<sup>396</sup> D'autres plans d'aménagement avaient été formulés dans le passé pour Carthagène. En 1914 que la firme américaine Pearson and Son Limited a énoncé les premières recommandations d'aménagement urbain afin que la ville de Carthagène puisse attendre les conditions requises pour devenir un port international. En 1948, l'architecte colombien José María González Concha a formulé le premier Plan Régulateur pour Carthagène qui était axé sur le plan routier ainsi que le zonage et prétendait organiser la planification de la ville pour une période de dix ans (VALDELAMAR VILLEGAS 2013). Le Plan Pilote de Développement Urbain de Carthagène conçu par l'IGAC a été publié en 1965, avec comme principale préoccupation la croissance rapide de la population urbaine. Les objectifs majeurs de ce plan visaient à délimiter le périmètre urbain de Cartagena et à établir le bureau de planification municipale, tout en présentant des projets de développement avec un horizon de quinze ans. Ensuite, l'IGAC élabore le Plan de développement de la municipalité de Carthagène (1978-1990) avec la participation d'institutions locales. En 1989, ce plan est révisé et donne lieu au nouveau projet d'aménagement de la ville avec l'accord n° 044 qui inclut la classification des zones à risque et celles du PNN Islas del Rosario y San Bernardo, ainsi que la division politico-administrative de la ville en communes et *corregimiento*. Enfin en 1992 commence la conception du Plan stratégique Carthagène XXI<sup>e</sup> siècle qui intègre des acteurs du secteur public et privé (GIAIMO 1999).

<sup>397</sup> Le POT de Carthagène fait référence de manière explicite aux *corregidor* : « en relation avec la modernisation et la décentralisation de l'administration du district [une des politiques directrices est] de renforcer les *corregidurías*, en tant qu'éléments non seulement politiques et administratifs, mais aussi territoriaux afin qu'elles donnent l'élan pour l'aménagement et l'amélioration de l'environnement rural » (Décret n° 0977 de 2001b, p. 3)

l'ensemble du territoire afin de garantir leur permanence dans leur habitat »<sup>398</sup>. Plus loin, le POT cherche en matière de bien-être social et de prospérité collective à « (...) [appliquer] les normes légales là où existent des *comunidades negras* reconnues afin de garantir le droit à la propriété collective des *comunidades negras nativas* dans les *corregimiento* du district »<sup>399</sup>. Dans cette logique, les habitants de Caño de Loro pourraient prétendre à ces différentes prérogatives en adoptant une identification collective en tant que « population afro-descendante », notamment par la création du Conseil Communautaire.

Concernant plus particulièrement Tierra Bomba, le POT note les différentes vocations de l'île et la manière dont celles-ci rendent complexe l'adoption d'une ligne de gestion unique. Dès lors, les objectifs du plan cristallisent des contradictions qui existent entre les directives énoncées à l'échelle nationale – en relation aux minorités ethniques par exemple – et les intérêts municipaux quant à l'aménagement urbain. Il en résulte que ces derniers sont pour le moins divers, voire contradictoires :

- « - Améliorer les conditions de vie des communautés ancestrales qui ont construit leur habitat dans ce territoire dans les centres habités de Tierra Bomba, Caño del Oro, Punta Arena y Bocachica.
- Déterminer les sols<sup>400</sup> à vocation rurale pour que les communautés en retirent leur gagne-pain.
- Réglementer les terres de protection naturelle qui visent la conservation des écosystèmes et leur entourage.
- Délimiter et réglementer comme il se doit les terres à vocation touristique afin que, par un système fiduciaire, le district puisse les intégrer dans le marché immobilier de Carthagène.
- Explorer des schémas de développement telle la concession des terres<sup>401</sup>.
- Réglementer comme il se doit les terres institutionnelles de l'armée afin qu'elles accomplissent leur fonction stratégique pour la nation.
- L'ensemble patrimonial et les sols de protection archéologique sont considérés stratégiques à des fins de développement de l'île »<sup>402</sup>.

<sup>398</sup> « Valorar la población nativa y de las comunidades negras, en el conjunto del territorio a fin de garantizar su permanencia en su hábitat » (Décret n° 0977 de 2001b, p. 2).

<sup>399</sup> « Desarrollar proyectos de (...) aplicación de las normas legales en aquellos donde existan comunidades negras reconocidas, a fin de garantizar el derecho a la propiedad colectiva de las comunidades negras nativas en los corregimientos del Distrito para mejorar sus condiciones de vida » (Décret n° 0977 de 2001b, p. 4).

<sup>400</sup> Certains auteurs notent le passage de la notion de « terre » (économique) à celle de « territoire » qui serait un espace construit socialement et culturellement impliquant la communauté et non pas des individus (HOFFMANN et AGUDELO 1998). Dans ce sens, il nous semble que l'usage du mot *suelo* (sol), à la place de « terre » ou « territoire » tout le long du POT de Carthagène est symptomatique d'une conception de l'espace qui ôte toute dimension politique ou économique à la question des terres en les réduisant à une vision géométrique, cartographique et bidimensionnelle de superficie.

<sup>401</sup> Le POT n'explique pas qui met à concession les terres, quelles terres, pour qui et dans quels buts.

<sup>402</sup> « Mejorar las condiciones de vida de la comunidades ancestrales que han construido su hábitat en este territorio, en los centros poblados de Tierra Bomba, Caño del Oro, Punta Arena y Bocachica. Determinar un suelo con vocación rural a fin de que estas comunidades deriven de él su sustento. Reglamentar debidamente los suelos de protección natural, afín de conservar los ecosistemas naturales del entorno. Delimitar y reglamentar debidamente los suelos con vocación turística a fin de que mediante un sistema de Fiducia el distrito disponga lo pertinente para que entren al mercado inmobiliario de Cartagena. Explorar esquemas de

Parmi les principaux usages prévus pour les terres de l'île de Tierra Bomba, on retrouve : des terres d'habitation et d'exploitation pour les populations villageoises, des espaces protégés, des lieux pour le développement du tourisme, un périmètre réservé à l'armée nationale et des espaces patrimoniaux. Cependant, le texte mentionne plus loin que toutes les terres des îles du district, dont celles de Tierra Bomba, sont classifiées comme des *suelos suburbanos* (sols suburbains) qui sont définis comme des lieux où se mélangent des formes d'exploitation et de vie de la campagne et de la ville. Plus particulièrement pour la zone suburbaine que constitue l'île de Tierra Bomba, le POT prévoit le développement de projets touristiques et de maisons de vacances, ainsi que la création de parcs archéologiques et de marinas.

Sans jamais définir l'emplacement précis et l'étendue des différents secteurs d'activité et de développement<sup>403</sup>, la normalisation des usages des terres de l'île ouvre la possibilité à des interventions diverses à Tierra Bomba et permet la participation de nombreux acteurs. Relégués au titre de *comunidades ancestrales*, les habitants des quatre villages ne peuvent prétendre à l'usage des terres autour des espaces habités que pour assurer leur subsistance. De plus, ils sont amenés, par la concurrence sur le marché foncier avec de nouveaux acteurs<sup>404</sup>, à consigner et à légaliser la propriété des terres dans des systèmes de registre qui dépassent de loin leur pouvoir d'action. Face à ce phénomène, le seul recours offert par le POT réside dans la déclaration de terres collectives relevant des *comunidades negras nativas* : ce qui, comme nous l'avons noté précédemment, est loin d'être revendiqué par les habitants de Caño de Loro et plus généralement par les autres habitants de l'île. On retrouve ici une illustration des propos de certains auteurs soulignant l'ambiguïté des Etats contemporains qui, tout en préconisant l'autonomie des populations locales, ne leur donnent pas entièrement les moyens de l'être (BAYAT 1997, p. 61).

---

*desarrollo tales como la concesión. Reglamentar debidamente los suelos institucionales de la armada a fin de que cumplan una función estratégica nacional. Todo el conjunto patrimonial de los suelos de protección arqueológica, se consideran estratégicos para todos los fines del desarrollo de la isla » (Décret n° 0977 de 2001b, pp. 5-6).*

<sup>403</sup> Lorsque l'on superpose les cartes du POT de Carthagène, on retrouve d'importants décalages. Ces cartes sont disponibles dans le site internet de la municipalité de Carthagène à l'adresse suivante : <http://www.cartagena.gov.co/Cartagena/secplaneacion/Documentos/pages/pot2001/pot2001.aspx>.

Notons toutefois que les cartes des centres peuplés des *corregimiento* qui sont annoncés dans la composante rurale à l'échelle 1 : 5 000 ne sont pas disponibles dans le site.

<sup>404</sup> Les habitants de Tierra Bomba entrent en conflit avec les autorités du PNN autour de la détermination des terres de protection qui deviennent inexploitable, avec les opérateurs touristiques et ceux du marché immobilier qui revendiquent la propriété privée et individuelle, et enfin avec l'armée nationale qui réclame des terres sur l'île pour installer une base militaire. La définition des espaces patrimoniaux ne fait pas encore l'objet d'interactions précises sur les terres de l'île.

A ce titre, Odile Hoffmann et Carlos Agudelo expliquaient il y a déjà plus de quinze ans que la concession de droits collectifs et la libéralisation de l'économie, avec la généralisation du marché foncier comme principal mécanisme régulateur de la répartition de terres en milieu rural, ne constituaient pas une contradiction en soi. Selon ces auteurs, la collectivisation du foncier pour les populations rurales facilitait l'introduction de nouveaux acteurs économiques – exploitants forestiers, miniers, etc. – qui dès lors se trouvaient en négociation directe avec les « communautés » sans l'intermédiaire de l'Etat (HOFFMANN et AGUDELO 1998).

Si l'ambiguïté autour de la propriété foncière à Tierra Bomba est ancienne et se situe à plusieurs niveaux<sup>405</sup>, la municipalité a cherché depuis quelques décennies à y remédier : la loi 9 de 1989 a entraîné l'organisation de campagnes pour l'enregistrement des parcelles de l'île, notamment à des fins de planification et de développement touristique<sup>406</sup>. Nombreux sont les habitants des villages de Punta Arena et Tierra Bomba qui ont alors enregistré leurs terrains dans le cadastre national, mais l'initiative a échoué auprès des habitants de Caño de Loro<sup>407</sup>. Ceux-ci se sont en effet opposés aux campagnes de cartographie et d'enregistrement en défendant toujours une *posesión de hecho* ou possession *de facto* – selon laquelle la propriété des terrains repose sur la durée de l'installation et l'usage en l'absence de titres de propriété.

Néanmoins, le projet de construction de la base navale de la Caraïbe sur l'île de Tierra Bomba est devenu l'un des plans prioritaires du gouvernement national depuis 2012. Pour faciliter ce projet et en accélérer la construction, l'IGAC a commencé le relevé topographique de toutes les parcelles d'habitation et des parcelles rurales de Caño de Loro, le village le plus proche spatialement des terres de l'armée. Si notre travail de terrain touchait à sa fin lors du début du relèvement topographique, l'arrêt des limites des parcelles, nécessaire à l'enregistrement des propriétés, n'a pas manqué de soulever des conflits.

---

<sup>405</sup> Nous avons noté dans la première partie que c'est l'ambivalence dans la vocation et la propriété des terres de l'île – entre vocation touristique et vocation militaire, entre propriété du district et propriété de l'Etat – qui a protégé les populations de l'expropriation par les projets de développement touristique des années 1960.

<sup>406</sup> Cette loi était liée au Plan National de Développement 1983 – 1986 qui donnait la priorité au développement touristique et qui a déclenché la révision du Plan d'Aménagement de la ville de Carthagène (ONZAGA ROA 1985).

<sup>407</sup> L'inspecteur de Caño de Loro en 2012 explique que pour les habitants du village Tierra Bomba, la reconnaissance de la propriété des terres était plus facile parce qu'ils avaient été déplacés par la municipalité lors de la construction de l'Hôtel Caribe. Ainsi, ils bénéficiaient de la légitimité du gouvernement pour s'installer sur l'île. Les gens de Punta Arena avaient de leur côté déjà développé des infrastructures touristiques en payant le cadastre, tandis que les gens de Caño de Loro restaient à l'époque en conflit avec l'Armée Nationale qui réclamait la propriété des terres du village et ses alentours (entretien 34, 06/10/2012).

### 7.2.5. L'enregistrement des titres fonciers à Caño de Loro

La campagne d'enregistrement des terres par l'IGAC avait pour objectif de fixer et de clarifier la propriété foncière à Caño de Loro<sup>408</sup> alors que jusqu'ici aucun des moyens pour prouver cette propriété – arrangements oraux, minutes de possession, registres notariaux – n'avaient été enregistrés dans le cadastre national et n'avaient donc de légitimité sur le plan constitutionnel. C'est pourquoi l'IGAC a commencé par enregistrer les parcelles d'habitation, ce qui a entraîné des litiges concernant la propriété des *monte* ou des *roza* lors de notre départ du terrain en 2012. La propriété de ces terrains, considérés légalement comme des *baldío* – littéralement : terrain non labouré<sup>409</sup> –, était réclamée par l'Etat. Pour autant, le processus de fixation des propriétés foncières dans le cadastre a aussi mis en conflit l'autorité civile de la JAC avec la nouvelle autorité « ethnique » représentée par le président du Conseil Communautaire. Le président de la JAC explique ainsi en 2012 :

« La JAC, n'a plus rien à voir [avec la question des terres], ça me rends [fou, enragé], je ne sais pas comment t'expliquer, ces peuples ont toujours été représentés par la JAC, toujours, depuis longtemps [or] à travers la loi 70 par laquelle on a créé les Conseils Communautaires on leur a donné plus de pouvoirs dans les aspects territoriaux (...) Mais ça [la loi] s'applique surtout là où il a des groupes indigènes organisés, où il y a des groupes afro-descendants organisés, mais dans ces communautés-ci, où nous ne sommes que des métis, que l'un se mélange avec l'autre, nous sommes habitués à [négocier] avec la JAC (...) Alors la JAC juridiquement n'a plus accès à cette question [des terres], elle ne peut pas parce que cela est territorial (...) avant les JAC avaient à voir avec les terres, elles rentraient partout, mais maintenant c'est surtout dans l'urbain [qu'elles ont du pouvoir] » (entretien 2523/08/2012)<sup>410</sup>.

Ces propos corroborent l'observation d'Odile Hoffmann et Carlos Agudelo quelques années après la création des Conseils Communautaires dans le pays lorsqu'ils affirmaient que ceux-ci se développaient en parallèle aux institutions politiques plus classiques – telles les JAC, les institutions étatiques, les syndicats et les partis politiques – et pouvaient rentrer en conflit avec celles-ci (HOFFMANN et AGUDELO 1998). En outre, les déclarations du président de la JAC illustrent la dépolitisation des instances locales qui s'opère,

---

<sup>408</sup> Les résultats de cette campagne sous forme de titres de propriété et de cartes ne sont pas encore publiés. Il est difficile de se prononcer sur la manière dont celle-ci va modifier les interactions autour de l'accès à la terre pour les habitants de Caño de Loro.

<sup>409</sup> Les *tierras baldías* étaient définies dans la loi 70 de 1993 comme : Les *Tierras baldías* sont définies dans la loi 70 de 1993 comme : « les terrains situés dans les limites du territoire national qui appartiennent à l'Etat et n'ont pas d'autre propriétaire. Ayant été octroyées avec ces caractéristiques, elles doivent être retournés au domaine de l'Etat selon l'article 56 de la loi 110 de 1913 » (*loi 70 de 1993*, p. 2).

<sup>410</sup> Le rôle de la JAC est d'autant plus stratégique du fait qu'elle reste officiellement indépendante des mandats de l'Etat au point que pour son président, c'est précisément de ce détachement qu'elle tire sa légitimité. Il déclare en effet : « une JAC qui se respecte doit travailler indépendamment du gouvernement, elle doit travailler toute seule » (entretien 25, 23/08/2012). Ainsi, elles peuvent, en s'alignant sur les besoins locaux, s'opposer aux actions du gouvernement. Elles constituent donc potentiellement à la fois un allié et un opposant pour l'Etat et d'autres acteurs externes.

principalement dans les zones rurales, avec l'introduction d'institutions à caractère ethnique. Selon certains auteurs, ancrer les droits collectifs dans l'affirmation de la différence ethnique conduirait les populations à privilégier des questions de reconnaissance culturelle plutôt que des demandes plus radicales quant au partage des ressources et aux questions de racisme (HALE 2002 ; HOOKER 2005).

Dans le prolongement de cette interrogation, un débat a émergé en sciences sociales autour du pouvoir politique des populations « afro-descendantes » en Amérique Latine : si, pour certains auteurs, celles-ci se caractérisent essentiellement par une faible identification collective et un maigre pouvoir politique<sup>411</sup>, d'autres affirment que cette difficulté est le résultat de l'incapacité des élites politiques des pays du continent à les percevoir comme un groupe distinct (HOOKER 2005).

Si l'on revient aux déclarations du président de la JAC de Caño de Loro que nous venons d'évoquer, il importe d'y repérer d'autres éléments pour aborder la question du pouvoir politique des populations insulaires et côtières de la région. Lorsqu'il explique que les habitants de Caño de Loro ne sont pas une population « afro-descendante » organisée mais des métis mélangés, il conteste un classement trop restreint qui viendrait orienter son action politique selon une essence ethnique présumée. Si, comme l'affirme Elisabeth Cunin, « l'introduction du multiculturalisme peut apparaître comme une réduction de la multiplicité des modes d'identification » (CUNIN 2003, p. 25), la « difficulté » résidant dans la représentation politique des habitants de Caño de Loro sous la catégorie d' « afro-descendants » ne provient ni de la mauvaise volonté des élites, ni de l'incapacité « inhérente » aux populations à adopter une identité collective. Il s'agit surtout du refus de celles-ci de réduire l'éventail des possibilités d'identification individuelle et collective qui leur permet, comme nous l'avons vu tout le long de ce chapitre, un plus large jeu sur l'accès et l'usage des ressources<sup>412</sup>.

Face à nos demandes portant sur les actions collectives lors de l'enregistrement des terres qui visaient à comprendre les caractéristiques d'une autodéfinition commune, nos

---

<sup>411</sup> Certains auteurs mentionnent le bas niveau d'identification collective des populations « afro-latines » et le caractère principalement urbain de leur mobilisation (HANCHARD 1998; WINANT 1992), pendant que d'autres arrivent à affirmer leur incapacité à mobiliser collectivement à des fins politiques (SERBIN 1991).

<sup>412</sup> Elisabeth Cunin affirme que le métissage a été perçu pendant l'époque coloniale comme une menace à l'ordre social. Il aurait donc été défini de manière négative ou en creux en relation à d'autres catégories sociales. L'auteure souligne néanmoins que le métissage est surtout un processus qui met en doute toute tentative de classification sociale et scientifique et que c'est grâce à ses ambiguïtés et imprécisions qu'il constitue un à la fois un objet pertinent et un outil heuristique d'analyse (CUNIN 2003, p. 15).

interlocuteurs ont souvent répondu en mobilisant la « négligence », la « distraction » ou l' « incapacité à faire communauté » comme des caractéristiques « culturelles » partagées par les habitants du village. Le président de la JAC expliquait par exemple :

« (...) [l'attribution des titres fonciers] de la zone rurale est problématique, parce nous avons été très distraits et négligents [vis-à-vis des terres], car par notre culture, par nos habitudes, les habitants semaient, et l'année où il n'y avait pas de pluies, ils ne faisaient rien, ils laissaient tomber ça et ils allaient [semer, travailler] ailleurs, alors il n'y avait pas une possession de facto, jamais, et maintenant que les gens se sont réveillés [ils disent] oui cela est à moi, et alors viennent les problèmes » (entretien 25, 23/08/2012).

L'usage de ces termes péjoratifs est moins le reflet d'une marginalité ou d'un manque de relations entre les habitants que le refus d'une catégorisation unique à la fois des terres et des collectifs. A cet égard, certains auteurs proposent de retourner la question, en d'autres termes de « ne plus considérer cette sorte d'éparpillement collectif sous le seul angle d'un manquement à l'idée de "communauté" et même de "nation", mais pour l'envisager comme une manière spécifique de construire la relation sociale, à l'écart du modèle culturel occidental régi par le mode "linéaire" de la "filiation" et du "territoire" » (CHIVALLON 2002, p. 64).

En ce qui concerne la gestion locale des terres, les pouvoirs judiciaires et civils – respectivement du *corregidor* et du président de la JAC – devaient officiellement être subordonnés au pouvoir « ethnique » représenté par le Conseil Communautaire. Néanmoins, les habitants de Caño de Loro font surtout appel dans la pratique aux deux premières institutions pour légiférer sur la délimitation des terres au moment du relevé topographique par l'IGAC. Le *corregidor* explique à ce propos :

« (...) maintenant, il y a un problème, les gens disent "d'ici jusque là [c'est à moi]" et ils ont juste un bout de bois enterré là (...) puis vient un autre qui dit "mais c'est moi qui a mis [le bout de bois] il y a quelque dix ans". Je dois faire un effort pour que le problème ne devienne pas plus grand, les gens veulent parfois que je fasse le juge, et comment je peux faire devant une montagne là [sans indices de propriété ou d'usage]? (...) je dois concilier (...) parfois je dis "mais mon frère tu as un lopin de terre plus grand, laisse ce petit morceau-là, à quoi bon se mettre maintenant [à se disputer] ? » (entretien 34, 06/10/2012).

Ici, le *corregidor* invoque principalement la logique du besoin pour trancher le différend sur la propriété de cette terre. Dans d'autres cas, c'est l'usage ou la capacité d'exploitation qui rentre en compte. Comme l'explique le président de la JAC :

« L'inspecteur m'a demandé de l'aider à concilier deux messieurs qui avaient même sorti des machettes (...) l'un allègue qu'il a acheté ça [une parcelle] depuis longtemps, mais qu'il ne l'a jamais nettoyé, l'autre, qui est son voisin, dit que ça lui a toujours appartenu et qu'il ne l'a jamais vendu, mais ce qui m'interroge est qu'il ne l'a jamais cultivé (...) c'est-à-

dire, qu'une partie de la parcelle n'a jamais été cultivée, alors je dis, en prenant un peu de la sagesse "salomonique", si tu n'as pas cultivé ça c'est parce que tu ne sens pas que ça t'appartient (...) s'il cultive c'est parce que cela lui appartient » (entretien 25, 23/08/2012).

Le processus d'octroi des titres fonciers est un champ de contestation où la définition de la terre et ses usages, mais aussi la caractérisation « culturelle » des populations, deviennent cruciales dans la relation avec d'autres acteurs sociaux, dont l'Etat. Certains auteurs affirment à ce propos que la spécificité du discours ethnique en Colombie est qu'il n'émerge pas contre la nation, mais plutôt en tant que moyen d'intégration nationale (AGUDELO 1999 ; CUNIN 2006). Dans ce champ de contestation, les habitants de Caño de Loro et les institutions politiques locales mobilisent différentes logiques pour légitimer la propriété de la terre et pour négocier la fixation de celle-ci : l'usage, le besoin, l'achat sont autant de paramètres pour décider du droit de propriété qui doit être défini au moment du relevé topographique. Or, ce qui est en jeu n'est pas seulement la propriété de la terre, mais la controverse engendrée par la demande de fixer une définition unique de celle-ci. Ce processus engage aussi des discussions sur l'essence culturelle et sur l'identité commune des gens de Caño de Loro. Sans pour autant revendiquer une identité collective unique, ceux-ci produisent des images incompatibles avec celles de « communautés ancestrales » ou de « communautés noires reconnues » qui apparaissent dans les textes officiels. De même, les nombreuses transactions et logiques d'usage et d'exploitation des terres paraissent rentrer en contradiction avec l'affirmation monolithique de l'existence de terres collectives. C'est pourquoi les gens défient, par leurs pratiques et par leurs définitions multiples, les logiques de classification trop rigides qui tentent d'encadrer leur identité et restreindre l'usage des ressources.

### 7.3. Les liaisons avec la ville, l'Etat et le marché par l'accès à l'eau

#### 7.3.1. *L'accès à l'eau selon le POT : entre urbanité et ruralité*

Dans le POT de Carthagène, les services publics – principalement l'eau, l'électricité et le tout-à-l'égout – apparaissent comme des éléments structurants de la ville. Dans cette logique, le développement d'infrastructures qui facilitent l'accès à l'eau est présenté comme un moyen d'intégrer des espaces et des populations dans le périmètre urbain.

Or, l'extension des réseaux apparaît aussi comme une façon de marquer les « bords » de la ville (Décret n° 0977 de 2001a, p. 6) et l'étendue de l'espace urbain au point qu'il est affirmé dans le texte que si « les zones du sol urbain sont délimitées en périmètres (...) en aucun cas le périmètre urbain ne peut dépasser le périmètre des services publics » (Décret n°

0977 de 2001a, p. 33). Selon la perspective des projets d'extension de l'espace urbanisé, la mise en place d'équipements collectifs devrait même précéder l'installation de nouvelles populations. Cela suppose que la création de services publics doit orienter l'occupation de l'espace en lui donnant son caractère urbain et habitable.

Dans ce contexte de planification, les *corregimiento* ont une position ambiguë : s'ils constituent les unités administratives spécifiques des espaces ruraux du district, les zones habitées ou chefs-lieux sont en revanche considérés comme des espaces urbains. La classification des terres dans le POT établit la distribution des activités et des usages fonciers dans le district, et détermine la mise en place ou l'extension des infrastructures collectives et des services publics que requiert chaque zone et qui seront développées selon l'usage qui leur est destiné – résidentiel, agricole, industriel, patrimonial ou touristique.

Concernant le développement des services publics – dont l'approvisionnement en eau – dans les zones rurales, il est toutefois prévu dans le texte que les populations doivent être autosuffisantes et qu'elles seront intégrées dans les réseaux du district au fur et à mesure que ceux-ci étendent leur couverture. Cette politique va de pair avec le renforcement de la décentralisation politique qui, avec la constitution de 1991, détache entièrement les JAC de l'organisation étatique tout en leur donnant non seulement la possibilité de faire des appels d'offre ou d'en participer à ceux étatiques, mais aussi la capacité à chercher des fonds dans le secteur privé pour le développement des infrastructures collectives. Cependant, en tant que lieu privilégié pour l'extension de la ville de Carthagène, l'île de Tierra Bomba a fait l'objet d'un projet municipal d'extension du réseau urbain d'adduction d'eau<sup>413</sup>. Le POT de Carthagène évoque ainsi la fourniture du service d'eau pour l'île de Tierra Bomba :

« On espère servir une population de 18 183 habitants dans les centres peuplés et une population dans les nouveaux développements de 14 417<sup>414</sup> par un système qui part du Laguïto (secteur aisé de Carthagène) et arrive par un tuyau submergé au *corregimiento* de Tierra Bomba, de là [il va] à un réservoir élevé à la cote 60 mètres sur le niveau de la mer, qui a une capacité de 2 500m<sup>3</sup>. De ce point elle sera distribuée à Punta Arena, Caño del Oro et Bocachica » (Décret n° 0977 de 2001a, p. 32).

Pour autant, aucune référence n'est faite à l'ethnicité prétendue des populations de l'île dans le projet d'extension du réseau d'adduction d'eau aux quatre villages. Comme nous

---

<sup>413</sup> Selon Alberto, inspecteur de Caño de Loro entre 2008 et 2012, il a été proposé aux habitants de l'île en 1990 de choisir entre la mise en place du service d'électricité et l'aqueduc et les habitants auraient choisi le premier (entretien 11, 18/01/2011). Le projet apparaît encore dans les derniers plans d'aménagement urbain et certaines mesures auraient déjà été prises par ACUACAR, selon certains habitants de Caño de Loro.

<sup>414</sup> Il n'est pas spécifié dans le texte si ces nouvelles extensions font référence à la croissance des populations déjà sur place ou s'il s'agit de touristes ou de militaires dont l'installation est prévue dans l'île.

avons pu le constater, cette catégorie d'appartenance revêt une place particulière pour l'accès et l'usage des terres et, en principe, elle devrait aussi être opérative selon la loi pour l'accès aux services publics et aux infrastructures collectives<sup>415</sup>. Cependant, lorsqu'il s'agit d'accès à l'eau, les populations ne sont plus différenciées à partir des distinctions basées sur l'autochtonie puisqu'il n'est plus question de *nativo*, ou encore d'« afro-descendants » mais seulement d'« habitants » : il s'agit donc d'une division entre citadins et ruraux où le réseau d'adduction d'eau constitue un marqueur de l'espace urbain et des modes de vie qui lui sont associés. Bien que le projet d'adduction d'eau depuis la ville n'ait pas encore été amorcé, il suscite chez les habitants des attentes et des craintes quant aux changements dans les modes de vie qu'il est susceptible d'entraîner.

### 7.3.2. La privatisation de la gestion municipale de l'eau

Nous avons noté dans la première partie de la thèse que c'est avec la loi 142 de 1994 – loi des services publics domiciliaires – que les municipalités deviennent officiellement responsables de la fourniture en eau de leurs habitants. Si cela était déjà le cas à Carthagène avant 1994, comme dans d'autres villes du pays, la particularité de cette loi réside surtout dans le fait que la mise en place et l'opération des services publics urbains doivent désormais être assurées par des entreprises, qu'elles soient publiques, privées ou mixtes. Dans cette logique, l'entreprise ACUACAR a été chargée, selon le POT, de développer le système d'adduction d'eau pour les villages de l'île de Tierra Bomba.

Lors de nos premières visites à Caño de Loro en décembre 2010, les gens répondaient à nos questions en évoquant des agents d'ACUACAR qui étaient venus quelques années auparavant pour prendre des mesures et tracer les possibles voies qu'allaient suivre les tuyaux d'adduction d'eau. Un de nos interlocuteurs, "Melao" (63 ans), décrivait à la fois son envie et ses appréhensions face à l'extension du réseau dans le village : selon lui, la municipalité pensait rallonger les tuyaux à partir de Bocagrande, un secteur aisé de la ville de Carthagène, et la tarification de l'eau serait donc calculée à partir de l'*estrato* économique de ce quartier, le plus haut dans la classification nationale.

Les propos de "Melao" révèlent que les habitants de Caño de Loro, en étant en dehors des espaces desservis par le réseau, ont longtemps été exemptés d'un spectre de dynamiques

---

<sup>415</sup> Le chapitre VII de la loi 70 de 1993 prévoit des prérogatives pour le développement socioéconomique des populations déclarées « afro-descendants » (*loi 70 de 1993*).

de classification sociale liée aux services domiciliaires urbains, tout en accédant à l'eau du réseau. Premièrement, ils se situent en dehors d'une tarification différenciée qui normalise les inégalités socioéconomiques des populations urbaines<sup>416</sup>. Deuxièmement, ils échappent à un service de facturation mensualisée avec des charges fixes, ce qui leur donne une plus ample flexibilité quant à leurs besoins et leurs budgets. Enfin, ils ne sont pas intégrés au sein d'un système d'identification particularisé des foyers lié à l'approvisionnement en eau bien que certaines de ces dynamiques se développent progressivement avec la mise en place du réseau d'électricité<sup>417</sup>, ou encore par l'extension de programmes de santé publique.

### 7.3.3. L'accès à l'eau à Caño de Loro: du troc au marchandage

Après le démantèlement du lazaret national en 1950 et l'arrêt des envois d'eau par la municipalité qui s'en est suivi, on assiste à la consolidation de l'activité des porteurs d'eau de Caño de Loro qui allaient chercher l'eau à Carthagène dans leurs embarcations. Ces points d'eau étaient principalement situés dans le port commercial – connu comme El Muelle de la Machina –, dans les usines du secteur industriel, mais aussi dans les quais de la base navale ou auprès des croisières ou de grands bateaux marchands qui amarraient en face de l'île. Ainsi, les habitants de Caño de Loro ont pu combiner l'usage des eaux pluviales, dont ils restaient où ils sont autonomes dans le captage et la gestion, avec l'accès à l'eau du réseau urbain. Rafael (79 ans) faisait partie des porteurs d'eau qui desservaient les villages de Caño de Loro et de Bocachica à partir des années 1960. Il explique à propos du transport de l'eau depuis le continent à l'époque :

« J'allais chercher l'eau en face, chez Petroquímica<sup>418</sup>, il y avait les vigiles, je leur amenais quelque chose [à manger] (...) quand ils voyaient un canot qui passait, ils lui disaient

---

<sup>416</sup> En relation à la gestion foncière, l'accès à l'eau du réseau urbain est moins imprégné de classifications basées sur des différences ethniques ou d'apparence. Néanmoins, ces termes commencent à s'introduire dans la gestion de l'eau à l'échelle de la ville. Concernant la question du paiement, le gérant commercial d'ACUACAR expliquait par exemple que : « [les populations] issues d'une immigration plus récente, en provenance des plaines de Bolivar, se caractérisent par une culture *criolla* (créole, métisse) opposée à la culture des négritudes de la zone Sud-oriental [de la ville] hostile au paiement des services » (Cano in VALDELAMAR VILLEGAS 2013, p. 241).

<sup>417</sup> Le service d'électricité, opéré depuis la ville de Carthagène, a été mis en fonctionnement à Tierra Bomba le 22 juillet 1998 après un long processus : en 1990, les inspecteurs des villages de l'île se sont réunis pour demander aux institutions du gouvernement l'installation du service. Puis, le maire et le gouverneur ont promis en 1991 d'investir 300 millions de pesos dans le projet sans pour autant qu'il y ait de suite. En 1995, la première Dame, Jacquín Strauss de Samper, s'est engagée dans le projet à cause de la tenue du sommet des non-alignés à Carthagène. Enfin un nouveau projet d'électrification a émergé en 1996, financé par le Fonds National de Redevances et qui a été achevé en 1998 (*El Universal* 19/05/1997 ; ESCORCIA BARRIOS 2009).

<sup>418</sup> Entreprise de produits chimiques qui a été à la base de la grande tragédie écologique de la baie de Carthagène.

[au marin] "dis à Rafael de venir, je n'ai pas eu le temps de prendre mon casse-croûte ce matin, qu'il nous amène quelque chose à manger" et de suite je demandais à ma femme de préparer quelque chose, des plantains frits, des tomates et je leur amenais. Ça je l'échangeais contre de l'eau, j'y allais tous les jours parfois même, deux fois. Ils remplissaient très vite [les bidons], le tuyau était grand » (entretien 14, 24/01/2011).

L'accès à l'eau du réseau urbain avait lieu en deux étapes bien définies : l'acquisition de l'eau en ville et la distribution d'eau dans le village<sup>419</sup>. Pour la plupart des habitants de Caño de Loro, le premier temps était assuré par quelques hommes du village, les porteurs d'eau, qui négociaient quotidiennement avec divers interlocuteurs de l'autre côté de la baie. En général, ils échangeaient l'eau contre certaines denrées comme le poisson ou la noix de coco, ou même contre des repas. Parfois, l'eau était octroyée gracieusement. Lors de notre travail de terrain, ces transactions pour l'accès à l'eau de la ville étaient cependant entièrement conçues dans une logique marchande. Crescencio raconte comment l'eau, qui était au départ un don, s'est transformée en une marchandise commercialisée par des entreprises spécialisées dans la vente d'eau situées dans la baie et aussi par les porteurs d'eau du village :

« Dans le passé, tu pouvais aller à la base [navale], prendre le tuyau et remplir tes bidons là-bas à Carthagène, on pouvait remplir une grande embarcation, on ne nous demandait pas d'argent, tu traversais, tu amenais un poisson quelconque au vigile et il te laissait remplir [les récipients], puis on vendait l'eau à 50 COP (...) [dans le village]. Alors est arrivé un capitaine très méchant. Un jour, nous sommes arrivés dans le bateau moi et Rafael. On allait remplir et il nous est apparu [en disant] qu'on nous avait dénoncés, que nous vendions l'eau [dans le village] il nous a dit "dehors, dehors !" et nous a arraché le tuyau. Ensuite, on a trouvé un tuyau dans le quai, mais nous sommes restés trois jours [en train de remplir les récipients, car le débit était faible]. Après nous nous sommes organisés avec un monsieur à El Bosque (secteur de petite et moyenne industrie), un *cachaco*<sup>420</sup>, on a amené les tuyaux d'ici, il a fait son business et notre situation s'est arrangée (...) il encaissait, bien sûr, mais qu'importe, on remplissait bien » (entretien 33, 03/10/2012).

En plus du troc avec les vigiles des usines de la zone industrielle, la base navale était devenue, de manière officieuse, le pourvoyeur d'eau pour les populations insulaires et côtières après l'échec des propositions de la part de la municipalité<sup>421</sup>. Mais la transformation des logiques d'échange n'est pas le résultat d'une modification absolue de la valeur de l'eau ou d'une

---

<sup>419</sup> Ce deuxième temps a été traité de manière détaillée précédemment (§ 4.4).

<sup>420</sup> Selon le Diccionario de la Real Academia de la Lengua Española, *cachaco* en Colombie se réfère à une personne élégante, bien habillée, galante et bien éduquée. Pour les habitants de la côte toute personne venant de l'intérieur, principalement de la capitale du pays, est un *cachaco*. Le terme peut être dans certains cas péjoratif ou moqueur.

<sup>421</sup> Dans l'article n°3 du Plan Régulateur de Carthagène de 1948 il est possible de lire : « (...) la mairie du district ferait les négociations avec la Compagnie des Services Publics de Carthagène pour que le réseau soit étendu (...) jusqu'au secteur du Laguito à la fin du quartier de Bocagrande afin que les habitants des hameaux de Tierra Bomba et Caño de Loro (sain) puissent s'avitailier en eau » (VALDELAMAR VILLEGAS 2013, p. 306). Or, non seulement le point d'eau n'a jamais été créé, mais les habitants de l'île n'ont jamais considéré ce lieu comme un point potentiel d'avitaillement puisque la navigation dans le trajet Tierra Bomba-Bocagrande reste difficile, sinon dangereuse, à cause des conditions océanographiques.

recherche anticipée de profit. Bien au contraire, selon les propos de Crescencio, la généralisation de la vente d'eau aux porteurs de Caño de Loro a été déclenchée par l'action d'un fonctionnaire (le capitaine) qui condamnait la marchandisation d'une eau octroyée gratuitement par l'Etat – le troc de poisson avec le vigile ne pouvant pas être considéré comme une forme légitime d'échange. Cette transformation a aussi entraîné un changement du statut des porteurs d'eau qui, de récepteurs d'un don officieux de la part d'une institution étatique, sont devenus des clients d'un entrepreneur de la baie. Cette relation marchande déborde toutefois la définition des parties de l'échange en termes purement commerciaux : lorsque Crescencio décrit l'entrepreneur comme étant *cachaco*, il met en jeu une différence basée sur l'origine et sur une supposée essence culturelle. Outre la transformation des logiques d'échange et du statut des individus, il convient de noter que les différentes manières d'accéder à l'eau du réseau urbain soulèvent des questions à propos de la marge d'action des individus sur la ressource.

#### 7.3.4. La réinterprétation de la marchandisation de l'eau

Parallèlement à l'interdiction de prendre l'eau gratuitement à la base navale, d'autres entreprises de vente d'eau se sont régularisées et progressivement institutionnalisées dans le secteur d'El Bosque. Si certaines personnes ont la possibilité de s'approvisionner en eau individuellement<sup>422</sup>, la plupart des gens de Caño de Loro dépendent de l'eau apportée du continent par les porteurs d'eau à partir des entreprises. Dans ces échanges, il importe de remarquer l'absence d'intervention des instances politiques locales reconnues par l'Etat comme la JAC, le *corregidor* ou le Conseil Communautaire.

Comme nous l'avons évoqué dans la deuxième partie de la thèse (§ 4.4.1), Les négociations avec les entreprises de la baie s'organisent selon deux modalités. D'une part, une des onze citernes qui étaient utilisées pour les besoins d'eau du Lazaret a été restaurée par "Cachuzo", il y a une dizaine d'années. Ce dernier achète l'eau par tonnes (1 000 litres d'eau) à de petits entrepreneurs qui la lui apportent depuis le continent, puis il en assure la

---

<sup>422</sup> Des gens, pour qui le portage d'eau n'est pas une activité économique, peuvent éventuellement amener l'eau pour eux et leurs familles lors des visites à Carthagène. Ceux qui travaillent à Carthagène et disposent d'une embarcation – dont ils sont propriétaires ou qu'ils conduisent pour le compte d'un patron – apportent régulièrement quelques bidons d'eau pour leurs familles qu'ils remplissent généralement dans la marina où ils travaillent.

distribution dans le village<sup>423</sup>. Ces entrepreneurs transportent l'eau dans des embarcations connues sous le nom de *bongo* qui stockent l'eau dans la cale ou dans des récipients de plusieurs milliers de litres (photo 21). D'autre part, nous avons recensé six porteurs d'eau, parmi les gens du village, qui vont eux-mêmes chercher quotidiennement l'eau auprès de l'entreprise qui revend aussi l'eau municipale aux *bongo*. Ils stockent l'eau dans des récipients de taille moyenne (jusqu'à 240 litres) et de petite taille (20 litres) et la transportent dans leurs propres embarcations qui font de huit à douze pieds (photo 22).



PHOTO 21: **BONGO FLORIDAMAR II**. Janvier 2011. L. Arango.



PHOTO 22 : **PORTEUR D'EAU DE CAÑO DE LORO**. Décembre 2012. L. Arango.

---

<sup>423</sup> Nous avons recensé cinq de ces bateaux citernes. Ils transportent l'eau aux villages de la région et aux bateaux commerciaux amarrés dans la baie. La tonne coûtait en 2012 entre 8 500 et 9 000 COP – soit environ 3,5 €. Nous n'avons jamais pu obtenir un entretien avec ces commerçants d'eau.

Si les logiques de don et de troc sont encore évoquées par certains interlocuteurs, elles demeurent très marginales lors de la recherche d'eau en ville face aux échanges marchands qui sont les plus répandus<sup>424</sup>. Dans d'autres contextes urbains d'Amérique latine, en l'occurrence à Guayaquil, Eric Swyngedouw a affirmé quant à l'action des vendeurs d'eau et d'autres négociations « officieuses » pour l'accès aux ressources hydriques en ville que : « ces stratégies créent clairement des divisions, sont intrinsèquement conservatrices et alimentent une économie politique urbaine individualisée, fragmentée, dissociatrice et basée dans de relations personnelles, des faveurs et des récompenses »<sup>425</sup>. Cette lecture négative des relations sociales tissées au niveau interpersonnel obscurcit les microsphères de négociation que les porteurs d'eau de Caño de Loro produisent au quotidien et néglige leur potentiel transformateur, car même si elles s'inscrivent d'emblée dans des systèmes marchands plus amples, les individus arrivent à réinterpréter ceux-ci parfois en reconfigurant leur logique. A propos des capacités que les individus déploient pour gagner une marge de manœuvre dans les systèmes techniques ou sociales qui les dépassent, Mauro Van Aken expliquera que c'est par des manipulations techniques et par le vol de l'eau que les agriculteurs de la Vallée du Jourdan « déforment » ou « dénaturent » (*distorcere*) le système complexe de canalisations et de distribution de la ressource (VAN AKEN 2006, p. 115).

Les porteurs d'eau de Caño de Loro quant à eux raccourcissent le circuit marchand : ils se rendent directement aux points de vente et achètent l'eau aux gardiens des entreprises de manière officieuse. Un des marchands d'eau de Caño de Loro nous explique, lorsque nous allons chercher l'eau au continent avec lui, que les quantités quotidiennes d'eau qu'ils prennent – entre 1 500 et 3 500 litres par embarcation – sont suffisamment petites pour passer inaperçues dans les comptes globaux de l'entreprise. De cette manière, les vigiles peuvent leur vendre le litre d'eau moins cher<sup>426</sup> et garder pour eux l'argent. Ainsi, tant qu'ils ne centralisent pas l'achat et le transport – comme le propriétaire de la grande citerne – les porteurs d'eau du village peuvent conserver cette forme parallèle d'accès à l'eau municipale.

---

<sup>424</sup> La logique du don peut opérer lors d'initiatives individuelles, par exemple lorsqu'un patron donne de l'eau à son employé, et celles du troc fonctionnent encore parfois lorsque les porteurs font des échanges autres que monétaires avec les vigiles des entreprises de la baie.

<sup>425</sup> « *Such strategies are clearly divisive, inherently conservative, and feed an individualized, fragmented, and divisive urban political economy based on personal relations, favours, and rewards* » (SWYNGEDOUW 2004, p. 150).

<sup>426</sup> Par la voie officielle "Cachuzo" achète le litre à 8,5 COP tandis que pour les porteurs d'eau le prix varie autour de 5 COP.

Par ce biais, les marchands d'eau de Caño de Loro réorientent le flux d'argent qui est concomitant au circuit régulier de marchandisation de l'eau : l'argent de l'eau ne va pas directement au propriétaire de l'entreprise pour être ensuite reversé à l'employé sous forme de salaire, mais va directement à celui-ci. Dans le même temps, ils diversifient autant que possible les revenus du marchandage de l'eau contrairement à "Cachuzo" qui centralise à lui seul une grande partie de la desserte en eau du village (figure 8). Raccourcissement, réorientation et diversification du flux d'argent constituent les actions politiques propres aux formes d'accès à l'eau municipale des habitants de Caño de Loro qui, tout en restant à l'intérieur du système marchand, viennent reconduire celui-ci. Cette réinterprétation témoigne de ces actions qui ne visent pas le renversement d'un ordre établi – ici le système marchand – mais s'attaquent à une technique particulière – la distribution de l'eau – qui touche directement à leur survie. A ce propos, Michel Foucault évoque des « luttes immédiates » (1994b, p. 225-26) tandis qu'Assef Bayat fait référence au « calme empiètement des [gens] ordinaires »<sup>427</sup>.

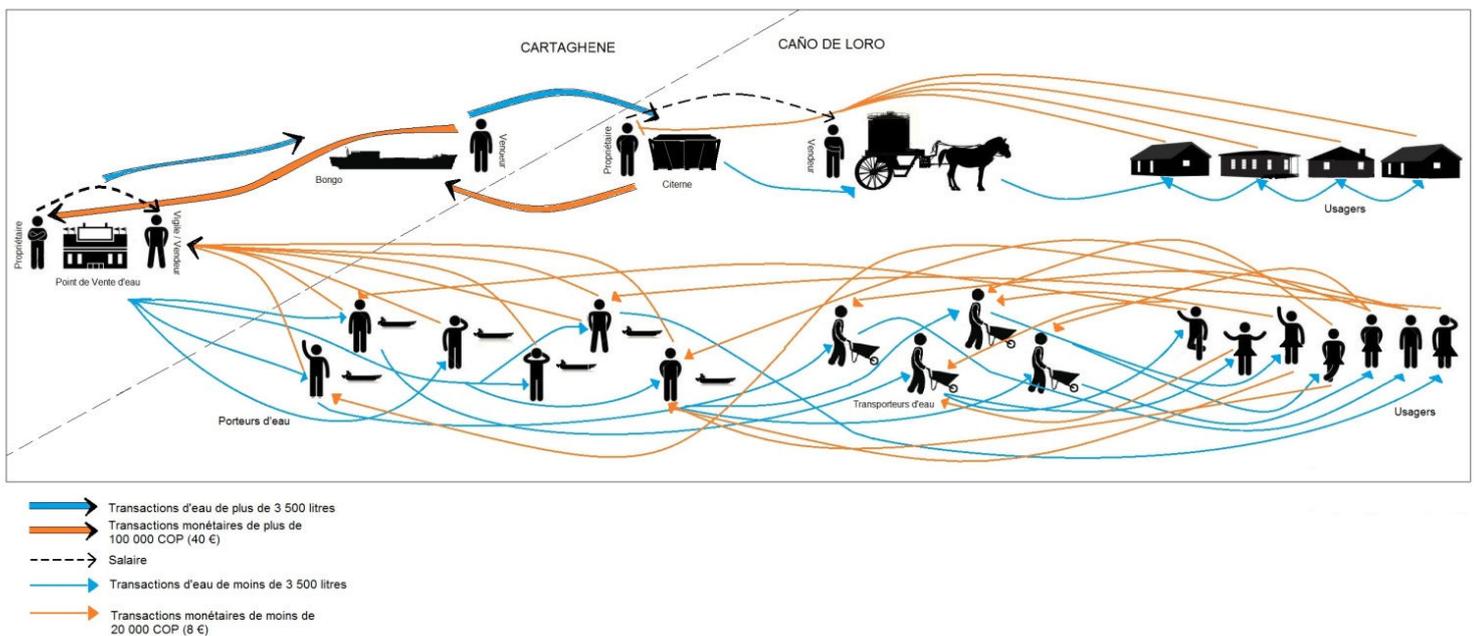


FIGURE 8 : COMPARAISON DES CIRCUITS MARCHANDS DE L'EAU A CAÑO DE LORO.

### 7.3.5. Les envois d'eau de la municipalité

La municipalité de Carthagène prévoit l'envoi d'eau gratuitement dans des bateaux-citernes pour les populations insulaires et côtières du district à la demande de la population elle-même. Généralement, ces pétitions se font par le biais de la JAC ou du *corregidor* (ARANGO 2013). Cependant, lors de notre travail de terrain à Caño de Loro, il n'y a jamais

<sup>427</sup> *The quiet encroachment of the ordinary* (BAYAT 1997, p. 57).

eu de demandes d'eau à la municipalité et nos interlocuteurs n'évoquaient que rarement ces épisodes<sup>428</sup>. Lorsque nous avons posé des questions au *corregidor* quant à l'envoi d'eau par la mairie, il nous a expliqué que :

« L'armée avant nous donnait l'eau, il suffisait d'envoyer une lettre de demande, je suis sûr que si nous envoyons une demande maintenant l'armée nous envoie le *bongo*, ça n'a pas changé, mais la communauté<sup>429</sup> trouve ça [amener l'eau du continent] comme une source de travail, maintenant l'eau n'est plus rare ici (...) je crois même que si l'on amène un *bongo* aujourd'hui les gens ne vont pas aller chercher [de l'eau], qu'est-ce qu'ils vont épargner, 10 000 COP ? Ils ont déjà l'eau [qui arrive] à la maison [avec l'âne] » (entretien 34, 06/10/2012).

Les travaux de certains auteurs permettent de considérer l'accès à l'eau municipale comme une des manières d'intégrer les individus dans le système étatique (BENDER 2008 ; VON SCHNITZLER 2008 ; GOMEZ-TEMESIO 2013 ; JANSSENS et THILL 2013). Or, le fait que les habitants de Caño de Loro accèdent de manière générale à l'eau municipale sans l'intermédiaire des fonctionnaires d'Etat, voire à l'insu de celui-ci, peut nourrir une réflexion supplémentaire. Certes, ces modalités d'accès à l'eau peuvent fonder une critique envers les moyens mis en œuvre par l'Etat pour garantir pleinement l'accès à l'eau de la totalité des populations vivant sur son territoire. Néanmoins, les modalités d'accès à l'eau municipale observées chez les habitants de Caño de Loro, nous ont confrontés à une réflexion similaire à celle soulevée par Nikhil Anand lors de son étude de l'accès à l'eau des quartiers populaires de Bombay (ANAND 2011). Travaillant auprès de populations qui reçoivent un service d'eau discontinu et doivent passer par des voies non officielles pour accéder à l'eau, cet auteur invite à dépasser une analyse en termes d'économie politique qui, à partir de théorisations binaires, chercherait à expliquer pourquoi certaines populations captent l'eau de la ville alors que d'autres en sont exclues. Selon Nikhil Anand, non seulement « les récits dualistes sont constitutifs d'une logique capitaliste et laissent peu de ressources disponibles aux populations marginalisées par cette logique, autre que l'action collective révolutionnaire » mais « (...) les discours de l'économie politique ont été incapables de montrer comment, au-delà des importantes inégalités, ceux qui sont marginalisés par l'Etat et le marché font leurs maisons et y restent »<sup>430</sup>.

---

<sup>428</sup> Pendant nos trois années de fréquentation de l'île les transferts d'eau de la municipalité n'ont pas eu lieu. Selon des communications personnelles et des sources internet, une forte pénurie d'eau a eu lieu en mars 2014 et l'Armée Nationale a envoyé de l'eau aux habitants de l'île.

<sup>429</sup> Si le mot communauté est rarement utilisé par nos interlocuteurs à Caño de Loro, le *corregidor* l'utilise couramment. Le mot fait partie du langage des praticiens et des autorités étatiques locales.

<sup>430</sup> « (...) *dualistic narratives are constitutive of capitalism and make few resources available to those that are marginalized by them, save that of revolutionary collective action (...) Furthermore, political economic*

Ainsi, notre attention doit se concentrer non pas sur les raisons des difficultés d'accès à l'eau municipale, mais sur le refus des habitants de Caño de Loro de faire des demandes d'eau à la municipalité. Une première question se pose quant aux logiques de ce refus : en effet, lorsqu'on leur demande pourquoi ils ne demandent plus l'eau gratuite à la municipalité, les gens du village répondent de manière diverse selon leur situation sociale au sein du village. Evo, considéré comme un spécialiste de l'histoire locale, impliqué dans les négociations sur l'enregistrement des terres et qui se dépeint lui-même comme un leader, explique ce refus de la manière suivante :

« (...) ces villages-ci sont misérables<sup>431</sup> en pétitions, en plaintes ou en négociation de droits [vis-à-vis] des entités correspondantes, enfin ils sont misérables, ou nous sommes très misérables, car moi-même comme leader [j'en fais partie de ces populations]» (entretien 2, 14/12/2010).

Confrontés à la problématique de l'action collective en vue de l'accès à l'eau, certains de nos interlocuteurs répondent, comme pour l'accès à la terre, que les habitants du village partagent une caractéristique commune : celle de ne pas être capables de « faire communauté », de ne pas s'organiser. En ce qui concerne l'accès à la terre, nous avons déjà souligné que l'usage de ces traits péjoratifs constitue une manière d'éviter les catégorisations uniques des populations et des ressources, ce que certains auteurs considèrent comme un mode particulier de socialisation et d'identification (CHIVALLON 1997, 2002). D'autant que ce refus met en cause la légitimité et la capacité de l'Etat dans la distribution de l'eau. "Cachuzo", propriétaire de l'unique citerne en fonctionnement dans le village, vendeur d'eau et président de la JAC en 2012, explique d'une autre façon le refus d'effectuer des demandes d'eau à la municipalité :

« La mairie ne s'est jamais chargée [d'approvisionner en eau le village], parfois on demande un petit *bongo*, mais cela n'est pas une solution, ça nuit plutôt parce que les gens prennent l'eau avec du désordre, il n'y a pas d'ordre, quand ils arrivent [on dit] "l'eau pour le village !" tout le monde monte là [dans le *bongo*] ils salissent [l'eau] ils mettent des récipients sales il y a beaucoup de désordre (...) » (entretien 1, 14/12/2010).

Bien que proches des propos d'Evo, les déclarations de "Cachuzo" mobilisent une image de désordre en tant que caractéristique commune aux habitants du village. Mais il dénonce également une institution étatique qui n'a ni le pouvoir d'assurer l'accès à l'eau pour les habitants du village, ni la légitimité d'en réguler la distribution entre eux. Ainsi, en mobilisant une image de désordre et d'éparpillement, il semble que les gens de Caño de Loro

---

*narratives have been unable to show how, despite tremendous odds, those marginalized by the state and the market actually make their homes and stay in them (...) » (ANAND 2011, p. 544).*

<sup>431</sup> Evo utilise ce mot dans le sens de pauvres, faibles.

évitent l'accès à l'eau de la municipalité par les voies officielles, non pas par méconnaissance de celles-ci, mais par la non-reconnaissance de leur légitimité et leur efficacité.

Ces actions peuvent être comprises au prisme de ce qu'Asef Bayat (1997) considère comme les « politiques des gens informels ». Celles-ci supposent, dans le cas de l'accès à l'eau, que l'appropriation de la ressource se déroule sans égard aux principes des systèmes normatifs dominants, dont l'Etat ou le marché, même si le refus a lieu de manière calme et non collective. Dans cette logique, cet auteur définit ces actions qu'il nomme le « calme empiètement des [gens] ordinaires » comme « des activités diverses caractérisées entre autres par la spontanéité, l'individualisme et la compétition à l'intérieur du groupe, dont le leadership est vague ou inexistant, les idéologies incohérentes ou diverses, et l'organisation structurée lâche ou totalement inexistante »<sup>432</sup>. Force est de constater que le refus de demander l'eau à la municipalité par les habitants de Caño de Loro fait partie de ce type d'activités et se combine à d'autres interactions quotidiennes autour de l'eau et de la terre, illustrant à la fois le désir et l'appréhension d'être intégrés d'emblée dans l'espace urbain et dans le système étatique.

A ce titre, ces actions supposent un geste effectivement politique et non une réponse passive à une situation subie. Si l'auteur signale que ces actes ont souvent été exclus, même « méprisés » dans les débats académiques sur la « société civile » (BAYAT 1997, p. 55), d'autres auteurs contribuent à la reconnaissance de leur portée politique, Michel Foucault affirme à leur propos que :

« Ce sont des luttes "immédiates", et ce pour deux raisons. D'abord, parce que les gens critiquent les instances de pouvoir qui sont les plus proches d'eux, celles qui exercent leur action sur les individus. Ils ne cherchent pas l' "ennemi numéro un", mais l'ennemi immédiat. Ensuite, ils n'envisagent pas que la solution à leur problème puisse résider dans un quelconque avenir (c'est-à-dire dans une promesse de libération, de révolution, dans la fin du conflit des classes) (...) Pour résumer, le principal objectif de ces luttes n'est pas tant de s'attaquer à telle ou telle institution de pouvoir, ou groupe, ou classe, ou élite, qu'à une technique particulière, une forme de pouvoir » (1994b, p. 225-26).

En ce sens, le refus de demander l'eau à la municipalité de la part des habitants de Caño de Loro nous paraît constituer une action non organisée confrontée à une question technique comme l'envoi d'eau dans le *bongo*. Bien qu'il ne s'agisse pas ici d'une tentative à long terme pour renverser une situation particulière, cet exemple montre la méfiance des populations envers une bureaucratie formelle et fonctionnant à grande échelle, le rejet d'être

---

<sup>432</sup> « [the activities which I describe here] carry strong elements of spontaneity, individualism, and inter-group competition (...) possessing vague or non-existent leadership, incoherent or diverse ideologies, with a loose or total lack of a structured organization » (BAYAT 1997, p. 57).

incorporés dans une plus large matrice de règles et de domaines administratifs, ce qui constitue en soi une action politique. Par ailleurs, l'acquisition de l'eau dans le continent par des moyens parallèles au système du marché illustre également ces luttes immédiates : sans chercher à supprimer le système marchand, les porteurs d'eau reconfigurent le flux d'argent consubstantiel à la vente d'eau et redéfinissent en partie les logiques marchandes auxquelles ils participent. En outre, ces actions ont une efficacité certaine dans l'appropriation de ressources publiques comme l'eau de consommation.

#### 7.4. Décentralisation, POT et marchandisation : lieux de contestation du pouvoir

Les différentes situations présentées dans ce chapitre concernant l'appropriation, l'accès et l'usage de l'eau et des terres mettent en doute la capacité de l'Etat, et celle d'autres acteurs qui s'approprient une raison de gouvernement, à convertir entièrement la nature en ressources et les ressources en services, tout en produisant des sujets d'Etat. Nous avons ainsi souligné les deux principales stratégies mises en place par les habitants de Caño de Loro dans ces négociations : d'abord, le maintien d'une pluralité de définitions des terres, des individus et des collectifs là les logiques de l'Etat ou de marché tendent de se consolider ; ensuite, le refus volontaire des voies officielles d'accès aux services basiques.

Lorsque les lois prévoient une meilleure inclusion des populations locales, organisées en communautés ethniques, ou par la fourniture de services de base, nos interlocuteurs dénoncent le désordre ou le manque d'organisation collective. Ce qui leur permet d'éviter la consolidation d'une « communauté » dont l'Etat a besoin pour créer ses sujets et pour prendre en main la distribution des ressources. Face aux fonctionnaires qui défendent la gratuité de l'eau, les porteurs d'eau du village pratiquent la marchandisation et lorsque la municipalité entérine la privatisation de l'eau, ces mêmes porteurs réorientent les flux d'argent inhérents aux circuits marchands classiques. Enfin, quand la mairie propose d'envoyer l'eau gratuitement sur la demande d'une institution locale officielle, le *corregidor* n'est pas sollicité et les gens privilégient d'autres moyens que la voie bureaucratique pour s'assurer l'accès à l'eau municipale.

Plus encore, certains propos laissent entendre que la normalisation des échanges et de l'usage des ressources proches, notamment lorsque celle-ci émane de l'Etat, vient réduire l'autonomie individuelle et collective. Le discours de "Cachuzo" sur l'enregistrement des

terres par l'Etat, censé garantir le respect de la propriété foncière des habitants du village, est à ce titre éclairant :

« (...) on a dit qu'on n'allait pas toucher les gens, que personne n'allait être expulsé et qu'on n'allait demander à personne de partir, mais je pense qu'indirectement nous allons devoir partir d'ici, imagine une fois [que la base de] l'armée [soit] ici, il ne va pas manquer du monde qui vienne acheter des terrains, qui bâtit des édifices, qui fasse des choses, alors le *estrato* va monter et l'impôt avec, et les gens [du village] ne vont pas tenir, ils vont être obligés de vendre petit à petit [leurs terrains] » (entretien 25, 23/08/2012).

Ces craintes font écho à d'autres aspects du rapport unissant certaines populations aux instances étatiques. Cette relation se caractérise par deux aspects : d'une part, il y a la difficulté d'intégrer des pans entiers de la population au système étatique car certaines personnes n'ont ni les documents nationaux d'identité, ni les titres de propriétés des terres qu'ils habitent, d'où l'embarras pour les classer dans les modèles proposés constitutionnellement. D'autre part, ce sont des populations qui mettent souvent en cause la légitimité des instances étatiques ou des institutions du marché pour régler ou pour garantir le partage et l'accès aux ressources : certains, en âge de voter, votent rarement, ne payent pas d'impôts et refusent de se reconnaître dans une catégorie d'appartenance unique.

Ainsi, les promesses de planification de l'espace et de mise en place de services ou d'infrastructures collectives, qui introduisent la raison de l'Etat à l'échelle locale, apparaissent pour certains de nos interlocuteurs comme une ruse politique pour obtenir des voix aux élections<sup>433</sup>. Lorsqu'elles deviennent réalité, elles incarnent surtout la menace de l'expulsion, dévoilant la relation complexe qui lie ces populations avec l'Etat central.

En analysant la constitution de 1991, certains auteurs affirment que la définition des populations et de la nature – en tant que ressources dans notre cas d'étude – représente une action décisive pour la constitution de l'Etat colombien<sup>434</sup> et constitue un outil de pouvoir asseyant la légitimité étatique (ASHER et OJEDA 2009). De plus, d'autres auteurs montrent comment l'allocation des services basiques, dont l'adduction d'eau, constitue d'une part un moyen d'intégrer les populations dans l'espace urbain (MALIQALIM SIMONE 2012) et d'autre part de renforcer la présence de l'Etat au niveau local (BENDER 2008).

---

<sup>433</sup> Rafael nous dit quand nous lui demandons de nous expliquer quand et pourquoi la municipalité envoie de l'eau gratuitement : « ça doit être pour l'histoire des politiciens, [à cause] des élections, après ils ne trouvent plus que faire (...) ils "mettent" le *bongo*, [ils disent] qu'ils vont faire ceci, et cela et viennent au village, non seulement ici mais à tous les villages pour qu'on leur donne le vote » (entretien 14, 24/01/2011).

<sup>434</sup> La nomenclature et la cartographie sont des outils qui servent ce but, mais il y a aussi la définition des citoyens dans leur diversité ethnique, les inventaires de biodiversité et des ressources naturelles ainsi que la classification de leur usage et formes de gestion.

Explorer la mise en application de certains points de la constitution de 1991 dans le contexte de Caño de Loro permet de faire émerger d'autres réflexions. Les différentes situations autour de l'accès à l'eau et de la gestion des terres présentées dans ce chapitre montrent en effet que le projet de constitution de l'Etat colombien, au moyen d'une redéfinition des citoyens, de la nature et des services basiques est loin d'être achevé. Dans cette logique, l'usage de certains concepts comme celui de « marchandisation » pour comprendre les formes d'accès à l'eau à Caño de Loro peut occulter des logiques qui, sans s'extraire d'un système marchand, interprètent et redéfinissent celui-ci : quand l'échange marchand d'eau devient « marchandisation », l'échange concret paraît un mouvement irréversible étendu à toutes les transactions et ôte toute possibilité d'observation des échanges parallèles ou de détournement des principes marchands.

Alors qu'ils se présentent comme des desseins accomplis ou inéluctables, les lois et les projets que nous avons abordés dans ce chapitre, tout comme certains processus à l'instar de la « marchandisation » semblent bien davantage constituer des lieux de contestation, des arènes de pouvoir où les individus et les institutions locales tentent de négocier, protéger et élargir leur marge d'action sur les moyens d'existence.

## CHAPITRE 8. IMPACT DES REFORMES POLITIQUES ET DE LA PLANIFICATION URBAINE A TUTI

Au milieu des années 1990, le gouvernement soudanais issu du coup d'Etat militaire de 1989 décide de mettre en place un programme d'ajustement structurel conçu par le gouvernement lui-même, sans l'intervention d'institutions internationales (MUSA 2000)<sup>435</sup>. Entre 1990 et 1993, cette initiative a été renforcée selon deux lignes directrices : l'investissement de capitaux privés – soudanais et étrangers – dans différents secteurs économiques, dont le secteur public, et la sous-traitance à des entreprises privées dans ce même secteur (AHMED 1997 ; BECKEDORF 2012)<sup>436</sup>. La décennie suivante coïncide avec l'apogée de la production pétrolière qui attire les investissements des pays de la région, mais aussi de leurs concurrents asiatiques et européens.

La libéralisation partielle du secteur public et l'investissement de capitaux privés vont avoir un impact non négligeable dans les projets d'aménagement de Khartoum. La planification de l'espace urbain devient alors un secteur très actif, à tel point que certains auteurs évoquent la « dubaïisation » de la capitale et affirment que l'objectif des projets urbanistiques est d'offrir une vitrine aux engagements économiques et politiques du gouvernement destinée aux partenaires qui investissent des capitaux dans le pays (CROMBE 2009 ; CHOPLIN et FRANCK 2010). Ainsi, la recomposition morphologique et fonctionnelle, principalement du centre de l'agglomération, résulterait de la conjonction d'une part de la nouvelle demande de constructions suivant des standards internationaux et d'autre part de l'introduction de capitaux étrangers ainsi que des revenus générés par l'exploitation du pétrole au Soudan depuis les années 1990 (DENIS 2005b). Pour autant, les plans d'aménagement urbain constituent des *locus* de rencontre pour des institutions et acteurs très divers : les projets concernant l'île de Tuti mettent en relation ses habitants avec des fonctionnaires de l'Etat, mais aussi des agents du secteur privé ou des représentants

---

<sup>435</sup> Nous avons vu dans la première partie de la thèse que l'économie soudanaise était au bord de l'effondrement dans les années 1980, conduisant le FMI et la Banque mondiale à recommander des programmes d'ajustement structurel comprenant notamment l'arrêt des subventions du gouvernement, l'encouragement d'investissements du secteur privé et la dévaluation de la monnaie (MUSA 2000).

<sup>436</sup> Si de manière générale les travaux académiques ont souligné les ruptures causées par le régime mis en place en 1989 (BECKEDORF 2012 ; PRUNIER 1989), quelques auteurs indiquent comment certaines tendances entérinent ou reprennent des choix économiques et politiques plus anciens. En ce qui concerne l'introduction de capitaux privés dans le secteur public, il a été montré que celle-ci commence au moins depuis le gouvernement de Nimeiry (AHMED 1997) et nous avons vu dans la première partie de la thèse que la sous-traitance faisant appel à des compagnies privées était le modèle privilégié pour le développement des services urbains à Khartoum pendant le mandat britannique et jusqu'à l'indépendance.

d'importantes agences de coopération internationale pour le développement. En outre, ces plans suscitent à la fois de nouvelles dynamiques sociales entre les habitants de l'île tout en consolidant des logiques plus anciennes. Dans ces situations complexes produites par les projets d'aménagement urbain, les définitions des acteurs et des ressources impliquées deviennent un aspect fondamental des échanges.

A ce titre, les réformes dans le secteur économique se déroulent parallèlement à des transformations administratives, notamment à une décentralisation politique qui passe par l'introduction du fédéralisme<sup>437</sup> et par la redéfinition officielle du rôle des institutions politiques locales<sup>438</sup>. L'ensemble des mesures de décentralisation politique a ainsi été mis en place par la *Comprehensive National Strategy* entre 1992 et 1995 (LAVERGNE 1997). En 1993, la division administrative du pays est arrêtée à 26 états (*wilāya*) dont l'autorité suprême est le *wālī*, (gouverneur) : dans ce nouveau système, l'Etat de Khartoum se décompose en sept *baladiya* (district, localité) et chacune d'entre elles est placée sous la responsabilité d'un *mu'tamad* (gouverneur). Les districts sont eux-mêmes divisés en *muḥāfaẓa* (provinces), rurales ou urbaines, qui se voient dotées d'un conseil législatif et d'un corps exécutif et regroupent des *maḥalliya* (localité, mairie). Ces dernières sont elles-mêmes divisées en unités administratives (*al-wiḥda al-idarīa*) qui contiennent enfin les *lajna sha'biya* (comité populaire), la plus petite instance de la structure administrative (HAMID 2002 ; PANTULIANO et al. 2011). Le village de Tuti appartient depuis les années 1970 à l'unité administrative du secteur Nord de la *maḥalliya* de Khartoum et est officiellement divisé en trois *ḥay*, chacun disposant en principe d'un comité populaire (HAMZA 2002)<sup>439</sup>.

Pour aborder les projets de décentralisation politique et ceux de planification urbaine, nous utiliserons des textes assez variés, dont des extraits des projets de planification, des études de consultation réalisées par des agences internationales de développement, mais aussi des écrits académiques. Bien qu'ils paraissent divers dans leurs objectifs et leurs démarches, ces textes produisent des discours sur les habitants de Tuti que comme nous le verrons

---

<sup>437</sup> Les auteurs invoquent différentes causes pour la mise en place de la décentralisation politique et financière et pour l'investissement de capitaux étrangers, tels les problèmes économiques du pays, le besoin de légitimité du gouvernement en place et la recherche d'alliances avec d'autres pays arabes (MARCHAL et OSMAN 1997).

<sup>438</sup> Des continuités avec des formes de gouvernement précédentes peuvent être soulignées : le mouvement constant entre centralisation et décentralisation politique, parfois même sans grande contradiction, est considéré une caractéristique de l'administration soudanaise avant même la colonisation anglaise (GRANDIN 1982 ; Vaughan 2010 ; Al-Teraifi 1987) et certains auteurs évoquent à propos du pouvoir dévolu aux institutions locales une revitalisation des anciennes formes d'administration indigène dans les années 1990 (CASIARRI 2001).

<sup>439</sup> Jusqu'aux années 1970, le village de Tuti appartenait à l'unité administrative rurale de Khartoum Nord. Le texte de loi concernant les *lajna sha'biya* en 2002 est rapporté dans l'annexe 7.

contribuent à la fois à produire et à exprimer les réalités locales. En effet, ce corpus de documents contribue à la construction d'images des habitants de l'île qui ont des caractéristiques communes, certains des textes étant utilisés et réinterprétés par nos interlocuteurs selon leurs objectifs et leurs intérêts. Dans ce sens, même si ces sources sont différentes par leur nature et leur chronologie, ils contribuent activement à la définition des populations et des ressources dans des contextes de planification urbaine. Depuis longtemps, une importante partie des chercheurs travaillant sur Khartoum ont été impliqués d'une manière ou d'une autre dans des projets de développement urbain<sup>440</sup> et une grande partie du savoir accumulé sur la ville est produit dans le cadre d'études préliminaires ou d'évaluations de ces projets (ARANGO 2015a). A cet égard, Tuti apparaît comme un lieu privilégié pour étudier la relation entre ces différents documents, mais aussi entre les textes et les pratiques puisqu'il s'agit de l'un des endroits les plus visités et les plus étudiés de la ville, aussi bien par des chercheurs tutiens que soudanais et étrangers<sup>441</sup>.

Nous commencerons le présent chapitre en présentant les différentes autorités politiques, formelles et informelles, intervenant dans la gestion des ressources à Tuti. Ensuite, nous présenterons les deux principaux projets de développement urbain à destination de l'île qui existaient lors de notre travail de terrain en indiquant leurs suggestions, leur état d'avancement et les conflits qu'ils ont déclenchés. Nous terminerons le chapitre en observant les relations qui se nouent entre les habitants de l'île et des acteurs externes, principalement avec les fonctionnaires du gouvernement, autour de l'accès à l'eau du réseau urbain.

## 8.1. Institutions politiques à Tuti

### *8.1.1. Le sheïkh, le 'omda et la lajna sha'biya : réformes politiques des années 1990*

L'une des réformes administratives les plus significatives opérées par le gouvernement dans les années 1990 réside dans la redéfinition du rôle des institutions politiques locales dont les prérogatives relèvent à la fois du domaine juridique et fiscal ainsi que de la gestion

---

<sup>440</sup> Les thèmes traités par les agents du développement et du secteur humanitaire convergent très souvent avec ceux traités dans le milieu académique d'autant que certains auteurs travaillent comme consultants pour des projets de développement (PANTULIANO et al. 2011 ; PONS 1980). D'autres chercheurs ont proposé des applications précises en termes d'aménagement urbain (DAVIES et SIN 1991) ou se sont relayés sur les résultats des enquêtes préalables aux projets de planification urbaine pour avancer des hypothèses (LOBBAN 1982).

<sup>441</sup> L'histoire de Tuti, ses dynamiques internes et les différents conflits qu'y ont lieu, ont été l'objet de descriptions dans les journaux locaux, dans les blogs de visiteurs de la ville et dans les rapports des agences internationales. Certaines de ces thématiques ont été abordées par des anthropologues, des historiens et des géographes.

territoriale. A cet égard, la révision concerne deux types d'institutions : d'une part, elle reconnaît des anciennes instances, propres à l'administration indigène coloniale – le *sheikh*, le *'omda* et le *nāzir* –, dont le rôle avait été officiellement aboli sous le mandat du général Nimeiry, comme nous l'avons vu dans la première partie de la thèse. D'autre part, il s'agit de créer une nouvelle institution : la *lajna sha'biya*.

La reprise officielle de l'administration indigène a lieu en 1994, lorsque le gouvernement incite la population à s'organiser en ligues conçues sur la base de l'affiliation tribale avec un leader appelé à devenir le représentant de chaque ligue face au gouvernement (CASCIARRI 2001, DELMET 2005). Comme le note Barbara Casciarri, la référence à la tribu mobilise, dans le discours du gouvernement, des valeurs qui font appel à la tradition et à l'authenticité, car celle-ci est pensée « comme modèle correspondant aux réalités sociopolitiques authentiques des pays africains » (CASCIARRI 2001, p. 284). L'auteure explique que l'objectif d'inclusion des populations rurales, notamment de tradition pastorale, dans la vie politique du pays pousse le gouvernement à tenter « de restaurer les anciennes traditions des réglementations de la vie politique et socioéconomique selon les structures tribales » (CASCIARRI 2001, p. 282). Or, les habitants de Tuti situés au milieu de la capitale, ne se définissent pas comme des populations rurales et ne se sont pas vus imposer la désignation d'un *sheikh* ou d'un *'omda* : plus encore, ils n'ont pas réactivé par eux-mêmes ces institutions avec la reprise de l'administration indigène des années 1990<sup>442</sup>. Il convient de rappeler que ces figures locales n'étaient plus actives depuis une longue période, comme nous l'avons noté dans la première partie de la thèse (§ 2.2.3). C'est pourquoi aucun de nos interlocuteurs sur l'île, alors qu'ils se réclamaient d'affiliations tribales diverses, n'ont évoqué dans nos conversations leur participation ou cooptation en vue de former des ligues tribales.

Quant aux *lajna sha'biya*, elles ont été officialisées avec l'adoption du système fédéral en 1993 et constituent les pivots locaux de l'administration (HAMID 2002). Il s'agit en principe d'un corps de vingt à trente membres volontaires, élus au suffrage universel pour des mandats de deux ans, et qui réalisent des réunions publiques deux fois par an. Tous les

---

<sup>442</sup> Les effets de la réactivation de la *Native Administration* ont été très divers au niveau local. Certains auteurs rapportent que l'autorité de *sheikh* et des *'omda* était restée légitime même après l'abolition de leurs charges officielles dans les années 1970 dans certaines zones rurales, mais aussi dans les camps des réfugiés. C'est le cas à Dar Hamid (EL ZAIN 1996) ou aux monts Ingessana (Harir in KEVANE et GRAY 1995) où la reprise du pouvoir de ces figures a été évidente lors de la réactivation de la *Native Administration*. Dans d'autres cas, tous les nouveaux *sheikh* et *'omda* sont apparus dans les années 1994-1995 (CASCIARRI 2001, 2009b). D'autres auteurs signalent au contraire les nombreuses contradictions causées par la remise en place de ces leaders « traditionnels » (KEVANE et GRAY 1995 ; ABU SHUOK 1998).

résidents adultes du voisinage peuvent participer à ces réunions pour décider des affaires locales, approuver ou désapprouver les programmes du comité (HAMID 2002). Cependant, la juridiction dont ils ont la responsabilité ne constitue pas une division territoriale unique : ils peuvent ainsi représenter un quartier, un sous-quartier, un village, un campement, ou un secteur d'un camp de réfugiés. Ces comités populaires n'ayant pas de fonctions exécutives, ils ne disposent pas de bureaux ou d'autres équipements et ne reçoivent pas des salaires de la part de l'Etat (HAMID 2002). Les responsabilités effectives des *lajna sha'biya* sont très variables : elles peuvent contrôler d'autres institutions qui opèrent dans leur juridiction, promouvoir la mise en place des services basiques, mobiliser les habitants pour des projets collectifs ou des événements politiques, soutenir la police dans des situations diverses ; cependant, comme l'indiquent plusieurs auteurs, leur rôle se limite dans la plupart des cas à la gestion de conflits locaux et à l'émission des certificats de domicile (HAMID 2002 ; PANTULIANO et al. 2011).

Le village de Tuti, constitué de trois Conseil de Quartier ou de Village (Quarter/Village Council – QVC) d'après le recensement de 1993 – Tuti 1<sup>e</sup>, Tuti 2<sup>e</sup> et Tuti 3<sup>e</sup> – (CENTRAL BUREAU OF STATISTICS 1995), et, selon le recensement de 2008, il est divisé en trois Unités Administratives Populaire (Popular Administrative Unit – PAU) (CENTRAL BUREAU OF STATISTICS 2009) connues aussi sous le nom de *hay* : Tuti Nord, Tuti Centre et Tuti Sud chacun avec une *lajna sha'biya* (HAMZA 2002). Néanmoins, il était courant lors de notre travail de terrain que nos interlocuteurs, y compris des membres des comités populaires dont en particulier l'un des présidents, évoquent l'existence de cinq comités populaires en définissant de manière précise leurs limites. Concernant les *hay* et les comités populaires, Beshir (70 ans), retraité, nous explique que :

« C'est le gouvernement qui a divisé Tuti en *hay*, c'était au début [du gouvernement] de Nimeiry. C'était fait pour la distribution de la nourriture, il y avait des coopératives (*jam'ia ta'aunia*)<sup>443</sup> où l'on apportait des marchandises, ils amenaient des quantités selon le nombre de gens qui habitaient dans les *hay*, selon le nombre de familles, ils ont divisé comme ça pour pouvoir subvenir [aux besoins] de tout le monde dans une période courte (...) les *lajna sha'biya* existent dès l'époque de Nimeiry jusqu'aujourd'hui » (entretien 56, 31/07/2011).

Pour beaucoup de nos interlocuteurs, les *lajna sha'biya* instituées au cours de la décennie 1990 s'inscrivent dans la continuité des instances politiques locales créées dans les

---

<sup>443</sup> Il s'agit des points de distribution de denrées subventionnées qui ont été créés pendant le mandat du général Nimeiry.

années 1970<sup>444</sup>. A tel point que l'on continue à évoquer cinq *hay* avec cinq présidents de *lajna sha'biya*. La création des comités populaires à Tuti dans les années 1990 ne semble donc pas témoigner d'un changement drastique ni d'un renouveau des forces politiques locales, d'autant que ces comités ne jouent pas un rôle réel sur des sujets conflictuels. De plus, nos interlocuteurs ne mentionnent pas les assemblées qui doivent se tenir légalement deux fois par an : ce ne sont pas les présidents des *lajna sha'biya* qui gèrent les conflits locaux ou qui s'érigent en porte-parole de la population face à des tiers, l'une des leurs fonctions principales consistant à émettre des certificats de résidence. Toutefois, ils constituent une instance légitimée par le gouvernement qui agit sur des questions peu problématiques. Le président d'un des comités populaires nous explique à ce propos que :

« Je suis le président du *hay* quatre, il y a cinq *hay* et cinq présidents (...) chaque *hay* a une *lajna* avec un président et avec un budget et toutes ces choses-là. Hier, on était avec le coordinateur général des *lajna sha'biya* à Khartoum, on était avec lui trois présidents, on [a demandé un budget] pour réparer nos rickshaw<sup>445</sup> et on a sollicité qu'il y ait une campagne de recensement à Tuti (...) [pour savoir] s'il y a des familles qui ont besoin d'aide, de *zaka*<sup>446</sup> » (entretien 72, 20/12/2011).

Néanmoins, il existe à Tuti une importante capacité d'organisation locale avec la mise en place de comités pour la résolution collective de questions spécifiques. Ces comités et les assemblées qu'ils tiennent, n'intègrent pas des figures tels les *'omda* et les *sheikh* et, selon nos interlocuteurs, les membres des *lajna sha'biya* qui y participent ne le font pas au titre de leur poste dans le comité populaire. Nous allons maintenant décrire comment sont formés certains de ces comités et comment ceux qui y participent comprennent leur fonctionnement.

### 8.1.2. Les comités locaux

Il n'existe pas à Tuti une institution pérenne chargée de résoudre toutes les questions collectives : on observe plutôt la mise en place de comités spécifiques pour la résolution de conflits précis, comités qui sont créés à des moments forts où plusieurs personnes doivent se mettre ensemble face à des situations qui les affectent de manière commune. Nous avons identifié trois moments qui ont donné lieu à la création de telles structures : la « révolution de Tuti » en 1944 qui a donné naissance à la Compagnie de Développement de Tuti en 1946 et

---

<sup>444</sup> Selon Gamal Hamid, celles-ci avaient été créées par le *Peoples' Government Act* de 1971 sous le nom de *wahadat asasiya* (unités de base) (HAMID 2002, p. 3).

<sup>445</sup> Tricycle motorisé très utilisé à Khartoum pour le transport de personnes.

<sup>446</sup> Aumône. *Zaka* veut dire « pureté » ou « propreté » parce que donner une partie de sa richesse aux personnes en besoin « purifie » la fortune de celui qui donne et le cœur de celui qui reçoit. Le *zaka* a cependant été transformé en un impôt sur le revenu qui doit être redistribué, en principe par l'Etat, aux personnes dans le besoin (MOHAMED ABDALLA, 2015).

que nous avons explorée dans la première partie de la thèse (§ 2.2.5) ; un comité pour faire face aux inondations causées par les crues du Nil (en 1946 et en 1988) ; et, enfin, le comité mis en place en 2011 pour la négociation de la planification de l'île avec le gouvernement. Les deux derniers sont appelés de manière récurrente des *lajna gaumia* (comité national) pour les différencier des comités qui relèvent du gouvernement. Ils fonctionnent donc indépendamment des institutions gouvernementales, et leurs dynamiques internes tout comme leur organisation demeurent diverses selon les questions à résoudre.

Nous avons vu dans la première partie de la thèse comment s'est créé le comité d'actionnaires pour la fondation de la Compagnie de Développement de Tuti (§ 2.2.5) : il reposait sur la participation exclusive d'hommes possédant des terres agricoles sur l'île. La propriété de ces terres constituait en effet la cause principale pour rejoindre la « révolution » et ensuite le critère de base pour s'affilier à la compagnie de développement<sup>447</sup>, bien que tous les habitants de l'île se soient alors trouvés en danger d'expropriation. Le leadership a été assumé à ce moment précis par un habitant du village qui non seulement avait une situation économique aisée, mais qui disposait également de connaissances importantes dans le milieu politique puisqu'il était un ancien fonctionnaire du gouvernement à la retraite. Dans les différents récits sur cet épisode, nos interlocuteurs se réfèrent à ce groupe de propriétaires comme des *Nās Tūtī* (gens de Tuti) qui se sont mis ensemble pour défendre la propriété des terres de l'île face au gouvernement.

Ensuite, un comité a été créé en 1988 pour surveiller les crues annuelles du Nil et agir en cas d'inondation. Beshir, actuel président de la *lajna sha'biya* du *ḥay* 4 a été très actif dans la création et dans les différentes actions menées par le comité. Il explique à ce propos :

« Nous avons formé un comité "national" (*lajna gaumia*) avec onze personnes du "pays" (*nās al balad*<sup>448</sup>) qui avaient de l'expérience, il y avait des personnes de chaque *ḥay* (...) Nous étions le haut comité (*lajna 'aliya*) qui demandait l'aide du gouvernement (...) les responsables de chaque secteur étaient membres de la comité et ils devaient choisir leur *taya* (...) une *taya* c'est un *team*<sup>449</sup> (...) chaque équipe était responsable [de protéger] un flanc précis [de l'île] (...) On choisissait les responsables selon leur âge (*'umur, sin*), leur sagesse,

---

<sup>447</sup> Les caractéristiques socioprofessionnelles ou les affiliations tribales n'apparaissent pas comme des critères déterminants pour rejoindre la compagnie de Tuti d'après les propos de nos différents interlocuteurs. Ceux-ci tenaient à souligner que chacun des actionnaires, en dépit des situations professionnelles variables, a contribué selon ses moyens à la création de la compagnie : par exemple, si Mustafa Khalid a acheté la moitié des actions, les agriculteurs ont quant à eux contribué avec un ou deux SDG. Des cadres et des fonctionnaires de l'Etat auraient même participé à la « révolution de Tuti » aux côtés des agriculteurs. En outre, il est possible de retrouver dans la liste des premiers membres de la compagnie des individus réclamant des affiliations tribales diverses.

<sup>448</sup> Littéralement : pays, patrie. Le terme est utilisé dans le sens de gens du village ou gens de l'île.

<sup>449</sup> En anglais dans l'entretien.

leur compréhension du travail, leur autorité, tu ne choisis pas n'importe qui, tu choisis quelqu'un qui est un peu conscient (...) Chaque *taya* avait sept ou huit personnes et un surveillant, normalement des "enfants de l'Ouest" (*awlād al Gharb*)<sup>450</sup>, chaque lieu avait un baril vide, avec un bâton ou deux, s'il y avait un danger et l'eau montait [le surveillant] tapait le baril [et] où que tu sois tu venais en courant (...) on faisait un appel à toute la population (*sha'ab*), en particulier les jeunes, avec les microphones dans les mosquées et avec les *pick-up* qui tournent au tour du village (*hilla*), pour appeler les jeunes pour qu'ils viennent protéger la ville (*medīna*) contre le Nil<sup>451</sup> (...) [il y avait] des garçons [et] les filles amenaient la terre avec leurs *tōb*<sup>452</sup> aussi, c'est la vérité ! une [d'entre elles] a ôté son *tōb* et l'a mis par terre, elle travaillait avec ses mains, les jeunes et les femmes âgées [travaillaient], tout le monde venait, tout le village, les hommes et les femmes, les jeunes filles et garçons, les petits et les grands, chacun [contribuait] avec ses capacités » (entretien 72, 20/12/2011).

Dans cette situation d'urgence, tous les habitants de Tuti sont invités à participer. Les catégories d'altérité qui ressortent pour différencier les gens dans ce récit sont celles de l'origine (gens « du pays », gens de l'Ouest), du genre et de l'âge : pour désigner un niveau plus collectif, notre interlocuteur évoque les « habitants » ou la « population ». L'organisation est assurée par des hommes sélectionnés selon au moins deux critères : le fait qu'ils soient issus de différents *hay*, et le fait qu'ils soient reconnus par leur expérience et leur autorité.

Pour autant, le comité créé en 2011 pour la négociation du processus de planification de l'île présente un autre mode de fonctionnement. Abdallah (71 ans), ancien agriculteur et membre actif du comité nous explique quant à sa création et son fonctionnement :

« [Le groupe des représentants de Tuti face au gouvernement] s'appelle le comité "national" de la planification (*lajna al gaumia le l takhṭīṭ*) [il] a été élu par les citoyens (*ahali*), (...) par tous, les femmes, les hommes, les jeunes et les [personnes] âgées. Ils se sont réunis, ils étaient deux mille et quelque (...) [Ils ont choisi] 70 personnes, des jeunes, des hommes et des femmes employés dans différents domaines (...) des représentants des maisons (*ruas al biyut*) et des gens avec des connaissances. Ces 70 personnes forment différentes sous-comités [comme] la comité d'organisation (*lajna tatanfizia*) [qui] est composée des représentants des propriétaires des terres et des ingénieurs qui sont les "enfants de Tuti" (*awlād tūtī*), et une partie des citoyens normaux (*mowatinin 'adiin*) (...) [il y a aussi] la comité de négociation (*lajna tatafa'ud*), celle-ci négocie avec le gouvernement, et revient vers les 70 [personnes du comité]. La comité de négociation [est composée] des gens que le gouverneur demande de rencontrer, là il y a le côté technique, [ces sont] des personnalités reconnues socialement (*shakhsiat i'jtimaia*) ayant un poids et des relations avec le gouvernement, il y aussi les gens du parti gouvernemental (*al hizb al ḥakīm*), en plus les ingénieurs qui ont l'expérience et la connaissance, ils se réunissent pour la négociation et, ils reviennent pour nous le communiquer au [groupe des] 70, ce groupe a la décision et [porte] l'opinion de ce "pays" (...) Mais cela n'a rien à voir avec les *lajna sha'biya*, celles-ci sont pour les *hay*, celle dont je te parle est un comité national, pour tout le monde » (entretien 68, 26/09/2011).

<sup>450</sup> Par cette appellation, notre interlocuteur fait référence aux gens originaires de l'Ouest, de la même manière qu'il parlera plus loin des enfants de Tuti (*awlād tūtī*).

<sup>451</sup> Le Nil est désigné au Soudan par le mot *bahar* qui veut dire littéralement « mer ». Bahar-al-Abyad veut dire Nil Blanc et Bahar-al-Azrag veut dire Nil Bleu.

<sup>452</sup> Vêtement féminin qui consiste en une large bande de tissu et qui se porte drapé sur le corps au-dessus d'un blouson.

La création de ce comité témoigne d'une recherche de légitimité plus large puisque plus de deux mille personnes auraient participé à l'élection des représentants de la population. Certains critères d'altérité reviennent dans le discours, mais cette fois-ci pour marquer l'inclusion d'un plus grand éventail d'individus : hommes et femmes, jeunes et personnes âgées, propriétaires des terres agricoles et non-propriétaires. Néanmoins, d'autres catégories sont introduites, en l'occurrence des groupes professionnels – des employés, des ingénieurs – ou des affiliations politiques – des gens du parti du gouvernement –, catégories qui rentrent en jeu pour le choix des représentants. Si certains viennent en tant que chefs de famille, la reconnaissance sociale, les connaissances dans le milieu politique et les connaissances en différents domaines constituent autant d'atouts qui entrent en jeu dans la sélection de ceux qui vont porter la voix du « pays ».

Cependant, certains traits paraissent communs à ces comités même si ces derniers sont créés pour la résolution d'une question précise. En premier lieu, la connaissance se voit accorder une valeur importante, qu'il s'agisse d'aptitudes techniques – en matière de droit ou d'ingénierie – ou d'ancrages dans des milieux particuliers – le milieu politique, le milieu médiatique. Ce sont principalement ces personnes qui constituent les comités de représentation des habitants face à des tiers. Néanmoins, on peut observer, au fil du temps et pour des questions diverses, l'implication de personnalités locales reconnues pour leur âge ou leur « sagesse » – au-delà de leurs connaissances dans des domaines techniques et des cercles sociaux politiques ou journalistiques – dans les trois comités créés à Tuti. Leur participation s'avère en effet essentielle pour assurer la diffusion des informations et la mobilisation des habitants de l'île. Si, dans les deux derniers cas décrits, les habitants sont en outre appelés massivement pour résoudre les différentes situations conflictuelles selon leurs capacités, il convient de rappeler que leur champ de participation est en partie déterminé par leur statut. Celui-ci découle de la superposition de différentes caractéristiques, dont l'origine, le genre, l'âge, la possession des terres ou la situation professionnelle<sup>453</sup>. Enfin, il importe de repérer certaines continuités dans les personnes qui forment les différents comités : d'une part, le président du comité "national" de la planification est le responsable volontaire de la compagnie de développement de Tuti créée en 1946<sup>454</sup>, et son père était lui-même secrétaire

---

<sup>453</sup> En 1988, les gens originaires de l'Ouest du pays surveillent et frappent des tambours, les femmes assurent l'alimentation des travailleurs et ôtent leurs *tōb* en cas de besoin, et les enfants portent des petits sacs.

<sup>454</sup> Lors de notre travail de terrain en 2011 et 2012, la compagnie était principalement chargée de la gestion du système d'irrigation.

de la compagnie lors de sa création. D'autre part, Beshir, l'un des membres les plus actifs dans le comité créé en 1988, était devenu président d'une *lajna sha'biya* en 2011.

Or, chaque comité obéit à une trajectoire différente de formation, qui plus est dans une époque précise : on peut toutefois identifier des transformations importantes en comparant leur fonctionnement. A cet égard, la légitimité à participer ou à représenter la population évolue au fil des années et selon la situation : en 1946, seuls les hommes propriétaires des terres sont appelés à participer dans les négociations avec le gouvernement, tandis qu'en 1988 on peut remarquer le rôle plus visible des femmes. D'autant qu'en 2011, des gens ne possédant pas de terres agricoles, mais disposant de compétences techniques et de connaissances dans certains milieux et domaines sont inclus dans les négociations. Si les catégories de l'altérité ne sont pas en elles-mêmes repensées, elles paraissent investies d'une nouvelle valeur au fil du temps.

En outre, il convient de noter une autre différence concernant les interlocuteurs auxquels font face les comités dans chaque situation : en 1944, il s'agissait des fonctionnaires du gouvernement colonial, dans un contexte politique bouillant à l'approche de l'indépendance du pays. Alors qu'en 1988, ce sont des fonctionnaires du gouvernement soudanais qui prêtent main-forte aux habitants de l'île pour éviter les dégâts des crues. Mais en 2011, comme nous le verrons par la suite, le conflit autour de l'aménagement urbain de l'île met surtout en négociation, voire en confrontation, les habitants de Tuti et le gouvernement. S'il faut remarquer le souci commun aux récits de nos différents interlocuteurs de se démarquer du gouvernement en place en revendiquant une certaine indépendance – notamment par l'appellation de ces comités *lajna gaumia* –, le fonctionnement effectif des comités montre également l'importance fondamentale des liens personnels au sein du milieu politique et de la connaissance ses rouages.

A la différence des événements de 1944 et de 1988, la question de la planification à partir des années 1990 met en relation les habitants de Tuti avec de nouveaux interlocuteurs nationaux et internationaux, souvent non étatiques. Ceux-ci jouent aussi un rôle en déterminant en partie les critères qui légitiment le choix de telle ou telle personne pour la constitution des comités de représentation, comme nous allons le voir en revenant sur les différents projets de planification qui concernent l'île de Tuti.

## 8.2. La planification de l'île de Tuti : conflits et acteurs

### 8.2.1. Ruptures et continuités du plan d'aménagement de Khartoum

La planification de l'agglomération de Khartoum dans son ensemble a fait l'objet de plusieurs projets depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle qui se différencient selon l'étendue de l'espace planifié, les préoccupations principales auxquelles chaque plan devait apporter une réponse, ou les institutions chargées de leur conception<sup>455</sup>. Au-delà de ces contrastes, il y a un trait commun à ces efforts de planification, en l'occurrence la participation active d'institutions internationales travaillant en partenariat avec le gouvernement soudanais. Si le premier projet de planification pour la ville de Khartoum a été conçu par les administrateurs coloniaux (SudA PK1591 MCL), tous ceux qui l'ont suivi dans le Soudan postcolonial ont été pensés par des agences internationales de planification urbaine – Doxiadis Associates Consulting Engineers of Athens et Mefit Consulting Engineers of Rome<sup>456</sup>. Depuis les années 1990 le développement de l'aménagement urbain est en outre audité et analysé par des consultants privés ou par des organismes de coopération internationale tels Habitat Group (BANNAGA 1996), UN habitat (MURILLO et al. 2009) et l'Humanitarian Policy Group (PANTULIANO et al. 2011).

En analysant les différents projets de planification de Khartoum, la plupart des auteurs s'accordent sur le fait qu'aucun d'entre eux n'a été entièrement réalisé (CHOPLIN et FRANCK 2010 ; DENIS 2005b ; PANTULIANO et al. 2011), à tel point que certains les qualifient de « rêves de papier » (DENIS 2005b, p. 113). Cependant, les différentes tentatives de planification urbaine ne mentionnent ni les éventuelles causes de l'insuccès des plans précédents, ni la possibilité de résoudre les différents facteurs qui les auraient fait échouer. Or, loin des explications récurrentes accusant les contingences du contexte ou l'incapacité de

---

<sup>455</sup> Le premier texte de planification date de 1911. Conçu par des ingénieurs coloniaux, il concerne les trois villes de la conurbation et prend en compte la position géographique de Khartoum, le climat, les problèmes de santé, les caractéristiques de la population, la géologie et l'hydrographie. Ces facteurs déterminent la planification de l'établissement et la construction des maisons (*SudA PK1591 MCL*). Le deuxième plan de développement est conçu en collaboration avec la firme grecque Doxiadis en 1959-60 et se concentre principalement sur le développement et l'extension de la ville (*Medu\* 17/4/PLA/URB*). Ensuite, la firme italienne Mefit conçoit un plan de développement urbain en 1977 projeté à six ans en relation avec le plan de développement national qui avait des objectifs à long terme concernant l'agriculture, l'emploi, l'industrie et le secteur tertiaire (*Medu\* 17/4/PLA/URB*). Plus tard, en 1991, un plan de développement est à nouveau conçu par Doxiadis et se focalise sur le problème des populations déplacées et des établissements illégaux, tout en proposant la déconcentration aussi bien sur le plan administratif que dans les services urbains (LAVERGNE 1999).

<sup>456</sup> Notons la différence avec les plans d'aménagement urbain de Carthagène qui sont conçus par la municipalité.

l'Etat soudanais à mettre en place les projets d'aménagement urbain<sup>457</sup>, l'oubli systématique des échecs répétés paraît une caractéristique inhérente à de nombreux projets de développement planifié. Evoquant le travail de réflexion anthropologique qu'il a mené sur un projet de développement en Inde<sup>458</sup>, David Mosse explique que son ethnographie a causé des controverses vis-à-vis des agents de développement parce qu'« elle interrompait une approche managériale qui accélère l'histoire faisant que les aspirations du présent effacent constamment les expériences du passé, où il est toujours très tôt pour juger le succès d'une nouvelle technologie [ou d'un nouveau projet d'aménagement] dont les échecs sont contingents (...) et dont tous les avantages (...) résident dans le futur »<sup>459</sup>. Ceci paraît être le cas des projets de planification urbaine conçus pour Khartoum où, en outre, le futur paraît toujours repoussé. Ainsi, il semble que le rôle de ces projets est d'invoquer l'ordre et de désigner une instance garante de le maintenir, ne serait-ce que dans un futur incertain, alors que cet ordre paraît sérieusement compromis par la croissance désorganisée et inéluctable de la ville.

Le Khartoum Structural Plan Mefit-Centec (2007- 2033) est le dernier projet de planification urbaine qui concerne l'agglomération de Khartoum. Il a été conçu par la firme italienne Mefit (MEFIT 2007)<sup>460</sup> sur commande du gouvernement soudanais et devrait être mis en place par le Ministère de Planification Physique et des Utilités Publiques. Rendu public en 2007, il repose sur le développement de cinq phases de cinq années chacune, pour cinq échelles territoriales : transnationale, interétatique, régionale, rurale, et urbaine ; tout en présentant différents scénarios de la ville qui se développeraient progressivement dans le futur (MEFIT 2007). L'une des nouveautés du Khartoum Structural Plan (KSP) réside dans le fait

---

<sup>457</sup> Plusieurs raisons sont avancées pour expliquer les échecs dans la réalisation des différents projets d'aménagement urbain. Pour certains auteurs, le budget réservé à la construction d'infrastructures urbaines était encore très bas en 1996 alors que la performance fiscale du ministère demeurait très faible (Post in CHOPLIN et FRANCK 2010). Dans les divers travaux d'expertise, l'échec est imputé à la fragilité de l'économie, à l'inefficacité des institutions gouvernementales, aux problèmes environnementaux et aux conflits économiques et politiques (PANTULIANO et al. 2011).

<sup>458</sup> Il s'agissait d'un projet financé par le DFID Britannique (*Department for International Development*) dans l'Ouest de l'Inde où l'auteur a participé en tant que consultant.

<sup>459</sup> « *It interrupted a managerial view that accelerates history so that the aspirations of the present constantly erase the experiences of the past, where it is always 'too early' to judge the success of new technology, whose disappointments are contingent (drought or monsoon excess), whose latest results are always the most promising, and whose full advantage (upon which justifying economic analysis is based) lies in the future* » (MOSSE 2006a, p. 943).

<sup>460</sup> Cette firme italienne a des bureaux à Rome, à Londres et à Khartoum. Son spécialité est la planification urbaine et régionale mais elle travaille aussi dans le développement d'infrastructures et de bâtiments (des routes, des aéroports, des édifices publics et des hôtels). La firme a des projets dans de nombreux pays (Sri Lanka, Russie, Palestine, Jordanie, Ouganda) mais leur principal client est le Soudan : l'entreprise y a en effet conçu des projets de planification urbaine pour Khartoum et pour le Kordofan, le projet de l'aéroport de Khartoum, avant de réaliser des études pour la mise en place du Canal de Jonglei. Ces informations sont disponibles sur : <http://www.mefitltd.com/home.swf> (date de consultation : 26/08/2014).

que pour la première fois, ce projet de planification urbaine a la possibilité d'être ratifié au niveau exécutif et législatif : une fois approuvé par le Parlement, le plan est donc censé devenir une loi (PANTULIANO et al. 2011, p. 7).

En ce qui concerne l'île de Tuti, plusieurs projets d'aménagement ayant préconisé dans le passé des transformations particulières ont été boycottés par la population ou abandonnés par le gouvernement<sup>461</sup>. A la différence de ceux-ci, le KSP a déjà vu certains de ses objectifs principaux réalisés à Tuti. Dans une vision globale de la conurbation de Khartoum, le KSP recommande à cet égard des transformations importantes pour l'île qui vont principalement dans deux directions : le développement du secteur touristique et l'allègement du trafic routier au sein de la capitale. Concernant Tuti, il est ainsi possible de lire dans le KSP :

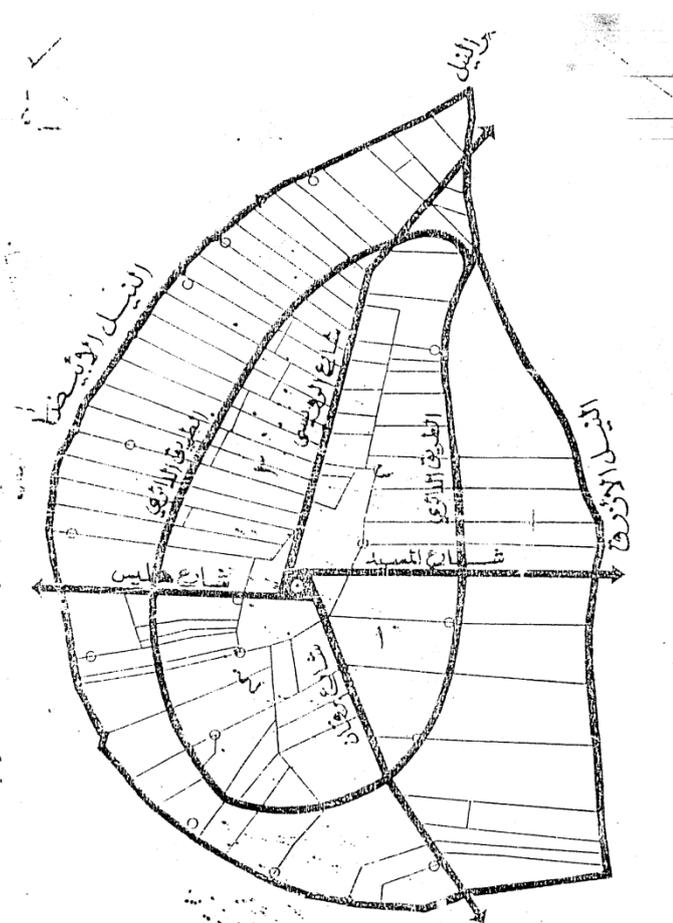
« *Le Tuti-Nile Junction System* est projeté pour constituer le cœur urbain pour [le développement de] la culture, le tourisme et la récréation, qui sera étendu sur les bords [du Nil] à Khartoum, Omdourman et Khartoum Nord. La voie périphérique est définie comme une boucle véhiculaire qui sert tant au trafic qu'à la distribution [du flux véhiculaire] »<sup>462</sup>.

Plusieurs mesures sont nécessaires pour atteindre ces deux objectifs : à propos de l'allègement du trafic routier, le projet prévoit la construction de trois ponts reliant l'île à chacune des trois villes de l'agglomération et d'une voie qui fait le tour de l'île pour une meilleure distribution du trafic dans la capitale (carte 9). Quant au développement du tourisme, il s'agit de réaménager les berges du Nil sur l'île pour les dédier à cette activité. Ces trois éléments – la construction des ponts, le tracé de la voie périphérique et l'aménagement des berges du Nil – sont à la base d'importants conflits où entrent en jeu différentes définitions de la terre et des habitants de Tuti que nous nous proposons maintenant d'explorer.

---

<sup>461</sup> Nous avons mentionné dans la première partie de la thèse (§ 2.2.1) des projets ponctuels de relocation de la population de 1906 et de 1944. En outre, dans le *Doxiadis Plan for Greater Khartoum Urban Area 1958-83 (Medu\* 17/4/PLA/URB)*, l'île de Tuti était classifiée comme un espace de récréation alors qu'elle était considérée, dans le *Mefit Plan for Development of Greater Khartoum (Medu\* 17/4/PLA/URB)*, comme un secteur agricole (ABDULLA et ABU SIN 1991).

<sup>462</sup> « *The Tuti-Nile junction system is projected to constitute the urban core for culture, tourism and recreation, augmented by the opposite water front's of Khartoum, Omdourman and Khartoum North. The ring road system is defined as a strategic movement loop which serves both as by pass and a distributor* » (MEFIT 2007, p. 6).



CARTE 9 - PROJET D'AMENAGEMENT DES VOIES POUR L'ILE DE TUTI

Source : site internet de l'île de Tuti : <http://www.tuti.ws/php/> (date de consultation 11/12/2014).

### 8.2.2. Les acteurs internationaux : le pont de Tuti et le mythe de la modernité

Le 21 mars 2009 a vu l'inauguration du pont reliant l'île de Tuti à la ville de Khartoum : l'achèvement de cette infrastructure, l'un des pivots centraux du KSP, matérialise fortement le projet de planification urbaine pour les habitants et ouvre la voie à la poursuite tangible de l'application des objectifs du KSP concernant l'île.

Rappelons que les négociations pour la réalisation du pont avaient commencé dans les années 1990 et que sa construction a démarré en 2004 : pendant cinq années, les habitants de Tuti ont ainsi observé des grandes machines et des dizaines d'ouvriers ériger la plateforme qui allait enfin les relier à la ville. La conception du pont a été assurée par les firmes anglaises DLT<sup>463</sup> et A&A Company tandis que la construction a été réalisée par une alliance de

<sup>463</sup> Cette firme est spécialisée dans la construction d'infrastructures collectives urbaines et dans le bâtiment, mais aussi dans la mise en place d'infrastructures industrielles, portuaires et pour l'extraction du pétrole. L'entreprise a mené des projets dans de nombreux pays dont le Kuwait, l'Arabie Saoudite, le Bahreïn, l'Angleterre, les Etats Unis, l'Italie, la Chine, le Brésil, le Venezuela, l'Irlande et le Soudan Ces informations sont

compagnies anglaises, américaines, chinoises et allemandes sous-traitant différentes entreprises locales (CHOPLIN et FRANCK 2010).

Le pont est décrit par ses concepteurs comme étant une infrastructure « élégante » et « moderne »<sup>464</sup> et l'entrée « Tuti Bridge » sur Wikipedia indique qu'il s'agit du premier pont suspendu construit au Soudan et l'un des premiers de ce type en Afrique<sup>465</sup>. Dans ces discours, l'inauguration de la structure est présentée comme un point de renversement significatif à l'échelle du pays mais aussi du continent tout entier. Ces images sont reprises dans d'autres registres qui font de la construction du pont l'achèvement d'un passage de la « tradition » à la « modernité » pour la population.

A l'occasion de l'inauguration du pont, la presse internationale proclame ainsi avec enthousiasme le passage des habitants de Tuti à la « modernité » : la BBC intitule l'article qui transcrit l'événement « Sudan's Nile Island joins the 21st Century » (BBC News 19/05/2010). L'article, ainsi que le compte-rendu de l'ambassade américaine à Khartoum, annonce que cette « entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle » amènera inévitablement, à un moment ou à un autre, à la déplorable disparition d'un lieu unique et de ses traditions<sup>466</sup>. Mais ces récits d'un changement irréversible sont avant tout rendus possibles parce qu'ils partent de l'image d'une « communauté » cohérente qui serait déstructurée par des changements qui la dépassent. Dans un texte intitulé « Changements profonds à Tuti Island » qui se trouve dans le chapitre « Vulnérabilité et les conséquences sociales de l'urbanisation » d'un des derniers travaux de consultation consacré au développement urbain de la ville de Khartoum, il est possible de lire :

« On doit spécialement mentionner les changements de nature dans la vie sur un des sites les plus vieux de Khartoum – Tuti Island – qui se trouve à la confluence du Nil. Foyer d'une communauté traditionnelle tribale<sup>467</sup> et indigène de paysans (les Mahaas) (...) leur île a été transformée par l'ouverture du premier pont véhiculaire de l'île de Tuti en 2009 et par l'intérêt d'investissement dans cet emplacement stratégique au centre de la ville. Les

---

visibles sur la page internet de la firme Dorman Long Technology, disponible sur : <http://www.dormanlongtechnology.com> (date de consultation 10/04/2015).

<sup>464</sup> <http://www.dormanlongtechnology.com> (date de consultation 10/04/2015).

<sup>465</sup> Wikipedia (2015) « Tuti Bridge », disponible sur : [https://en.wikipedia.org/wiki/Tuti\\_Bridge](https://en.wikipedia.org/wiki/Tuti_Bridge) (date de consultation 17/01/2015).

<sup>466</sup> Le compte rendu, sous le titre « Traditional Tuti. A collection of photographs of Tuti Island by sudanese and american photographers » est disponible sur : [http://sudan.usembassy.gov/media/press-releases-pdf/traditional\\_tuti\\_book\\_launch\\_26may2010\\_5.pdf](http://sudan.usembassy.gov/media/press-releases-pdf/traditional_tuti_book_launch_26may2010_5.pdf) (date de consultation : 12/08/2014).

<sup>467</sup> Associée à l'idée d'une « communauté traditionnelle de paysans », la référence tribale vient ici appuyer, comme le notent certains auteurs, l'affirmation de la survie d'ordres archaïques, incompatible avec la modernité (BONTE et BEN HOUNET 2009), dans une vision évolutionniste qui pense la tribu comme un état du développement des sociétés humaines.

communautés expliquent que, tandis que des tentatives avaient été faites pour collectiviser la prise de décisions quant aux offres d'investissement, il était inévitable que quelques individus vendent leurs terres à des étrangers [*outsiders*]. Le changement dans l'utilisation de la terre et l'augmentation du trafic sont seulement un indicateur [du changement]. Les administrateurs indigènes dans l'île ont exprimé des inquiétudes quant à l'acquisition récente de grands terrains dans l'île par un investisseur égyptien, qui planifie de développer des enceintes de luxe pour des vacances en partenariat avec la Tuti Development Corporation. Les résidents de Tuti se sont récemment engagés dans un projet en partenariat avec USAID pour photographier et publier [un livre sur] leur mode de vie unique avant qu'il ne disparaisse » (PANTULIANO et al. 2011, p. 31).

Bien que produits par des acteurs très divers – journalistes, diplomates, consultants du secteur humanitaire –, ces récits rentrent en écho les uns avec les autres et rejoignent les discours coloniaux sur la préservation de la tradition, dans la continuité des écrits académiques consacrés à la population de Tuti entre les années 1970 et 1990. Ces derniers se sont en effet surtout intéressés à des dynamiques d'économie politique, dans un courant théorique marxiste et tributaire des théories de l'urbanisation de l'Ecole de Chicago, pour interpréter les différentes transformations sociales ayant lieu sur l'île en termes de l'aliénation, d'anomie et de désintégration de la « communauté » (LOBBAN 1973, 1975 ; DAVIES 1994). Cependant, certains auteurs ont pu noter que ces discours académiques ont amplement considéré l'urbain à la lumière de l'ethnologie rurale et en ce sens préconçoivent la ville comme un lieu de déstabilisation et de déstructuration sociale (LE WITA 1984 ; AGIER 2009). Selon Rémy Prud'homme (2010), ces discours auraient largement imprégné les acteurs et les actions des secteurs humanitaires et du développement qui adopteraient, dans leurs procédures mêmes, une certaine position « anti-urbaine ».

Toutefois, ces discours sont à la fois réutilisées et alimentées par des gens de Tuti : comme nous l'avons vu dans la première partie de la thèse (§ 2.2.5), l'idée du passage d'un monde « rural et traditionnel » à un autre « urbain et moderne » est largement reprise par certains de nos interlocuteurs pour expliquer leur histoire récente. La similarité des descriptions faites dans les textes des agences de développement avec les récits de nos interlocuteurs sur leur propre histoire rejoint les propos de James Ferguson (1999) sur les examineurs de la ville de Kitwe – Province du Copper Belt, Zambie. Cet auteur indique que les propos sur la modernisation relèvent du mythe à deux titres : dans son acception populaire qui considère le mythe comme une version fautive des choses, et dans son acception anthropologique qui, en se concentrant sur ses fonctions sociales, conçoit le mythe comme un plan où se posent les catégories pour interpréter l'expérience (FERGUSON 1999). Par conséquent, nous dit Ferguson :

« D'une part, le récit de la modernisation a toujours été de la mauvaise science sociale, c'était (et c'est encore) un mythe dans sa première acception, basé sur des mauvaises perceptions de l'histoire moderne de l'Afrique urbaine. Mais, d'autre part, le mythe de la modernisation (non moins qu'un autre mythe) donne forme à une compréhension du monde et fournit un ensemble de catégories et postulats qui façonnent l'expérience des gens et l'interprétation de leurs vies »<sup>468</sup>.

Néanmoins, si certains de nos interlocuteurs reprennent le dualisme entre tradition et modernité pour donner du sens à leur histoire et à leur position au sein de la ville, ils rejettent la catégorisation courante qui les présente comme une population traditionnelle et rurale. A ce propos, Abdallah (70 ans), ancien agriculteur, explique à propos du recueil de photographies édité par USAID et l'ambassade américaine qui consignait particulièrement des photos des champs, d'anciens bâtiments, des petites ruelles de l'ancien village de Tuti :

« Ce n'est pas un bouquin ancien, quand [le photographe] l'a fait, Tuti était développée (...) avec tous les types de services de la ville, l'électricité, l'eau, les écoles intermédiaires et secondaires, de nouvelles constructions, pas les bâtiments traditionnels (...) mais je ne sais pas pourquoi il n'a pas fait de photos de ces choses-là (...) l'américain là je ne sais pas s'il a fait ça exprès ou il ne voulait pas refléter ce qu'il a vu (...) Tuti est une ville, avant 80% de ses terres étaient agricoles aujourd'hui [il y a seulement] 30% (...) C'est une société civilisée, éduquée et consciente (...) » (entretien 68, 26/09/2011).

Ainsi, le biais « anti-urbain » – qu'il est possible de déceler dans les écrits et les travaux photographiques de ces différents observateurs externes – est très nuancé dans les propos de nos interlocuteurs à Tuti : le sentiment de perte de certains aspects du passé<sup>469</sup> n'exclut pas le désir d'avoir des rues goudronnées et spacieuses pour la circulation des voitures, un pont, ou d'autres infrastructures qui sont associées typiquement à l'espace urbain, comme il est noté par d'autres auteurs ayant travaillé sur l'île (FRANCK 2015) et plus largement dans des contextes urbains (BAYAT, 1997). Hanin (35 ans), femme au foyer explique à propos du pont :

« Qu'est-ce que je pense du pont ? le pont est très beau [il] et a vraiment facilité [beaucoup de choses pour] les gens [il est] très bien, les gens de Tuti étaient fatigués des ferry, c'était vraiment terrible, un vrai problème pour les malades ou les femmes qui allaient accoucher, la nuit c'était difficile, parfois le ferry était de l'autre côté, ils sifflaient et sifflaient et criaient pour que le monsieur du ferry vienne, nous étions fatigués, mais maintenant avec le

---

<sup>468</sup> « On the one hand, the narrative of modernization was always bad social science; it was (and is) a myth in the first sense, resting on fundamental misperceptions about the modern history of urban Africa. But, on the other hand, the myth of modernization (no less than any other myth) gives form to an understanding of the world, providing a set of categories and premises that continue to shape people's experiences and interpretations of their lives » (FERGUSON 1999, p. 14).

<sup>469</sup> Nous rapportons ici un poème inscrit sur la porte d'un champ privé à Tuti : « Ah mon frère ! Tuti qui était la mère de l'agriculture n'est plus là/Elle est devenue une vieille (femme) dont le temps a saisi la force/Il n'y a plus les *sāgā* qui s'allumaient jusqu'au coucher du soleil/ Il n'y a que des rickshaw partout/Même les chevaux ont été bridés ».

pont, *māshā' Allāh* !, si elle [l'île] est planifiée (*khaṭaṭa*) elle sera mieux que l'Amérique ! » (entretien 64, 10/09/2011).

Les propos de Hanin nous obligent à revoir la grille de lecture utilisée pour comprendre les différentes dynamiques engagées avec la construction du pont et la planification de l'île. Si l'augmentation du trafic et l'abandon de l'agriculture ont pu être évoqués comme conséquences négatives de la nouvelle infrastructure, il s'agit de dépasser le dualisme simpliste entre la « perte des traditions » ou « l'entrée à la modernité » : c'est un conflit sur le pouvoir d'action et de décision sur les terres de l'île qui rentre en jeu. Ceci est particulièrement visible dans le litige sur la propriété des berges du Nil et dans les conflits autour du tracé des au sein de l'île.

### 8.2.3. *Le statut des terres et la contestation des droits d'exploitation*

En juillet 2011, Abdallah (70 ans), habitant de Tuti fortement impliqué dans le processus de négociation avec le gouvernement autour de la mise en place des projets de planification de l'île, nous expliquait :

« En vérité pour moi le pont est un pas vers l'avenir, mais c'était fait d'une manière inadaptée au lieu (...) Et maintenant, le pont est ouvert et il nous a mis dans une situation difficile. Ils [le gouvernement] ont commencé à se disputer avec nous sur [l'emplacement, la disposition et la taille] des rues et à négocier sur [la propriété] des terres (...) [maintenant], ils veulent faire un deuxième pont. Nous n'allons jamais accepter cette histoire-là même s'ils vont reprendre leur pont et s'en aller » (entretien 77, 05/01/2012).

La réalisation de l'un des objectifs du KSP, en l'occurrence l'allégement du trafic routier pour l'ensemble de l'agglomération, pose un premier problème car le plan prévoit, outre la construction d'une route autour de l'île, le tracé de voies à l'intérieur de l'espace habité. Ce tracé intéresse une large partie de la population de l'île, bien au-delà des seuls propriétaires des terres agricoles, puisqu'il implique plus largement tous ceux qui perdent une partie de leurs lots d'habitation face au droit de passage que suppose la construction d'une nouvelle rue. Néanmoins, l'établissement des droits de passage au moment de la redistribution des terres par la *tarbī'a*<sup>470</sup> prévoit que chaque propriétaire contribue avec une surface proportionnelle à celle dont il est propriétaire, ce qui n'est pas le cas lors du tracé des rues par le gouvernement dans l'espace déjà habité. Puisque les nouvelles rues ne se construisent en accord avec les différents propriétaires au profit de la collectivité, elles ne sont plus

---

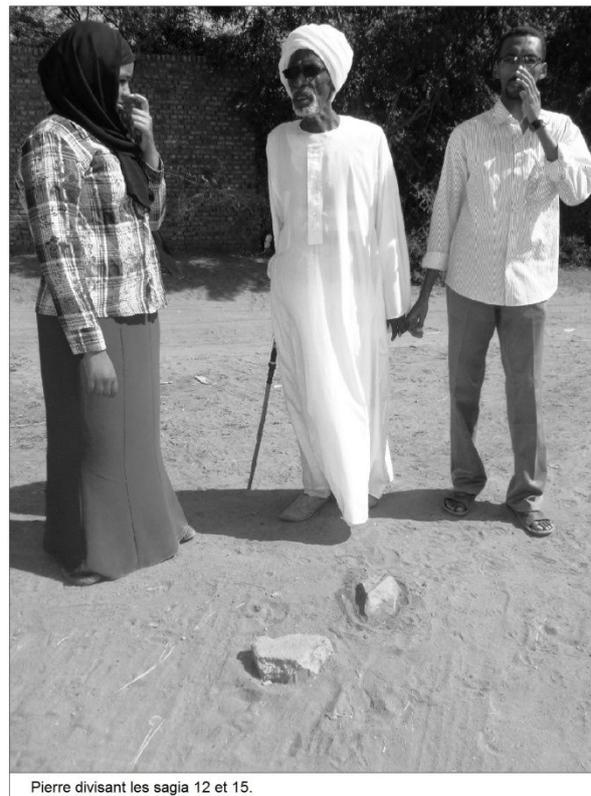
<sup>470</sup> La *tarbī'a* (quadriller) suppose que l'on met les terres de plusieurs personnes ensemble pour ensuite en additionner les surfaces : à partir de là, on soustrait la surface nécessaire à la rue. La surface restante est divisée entre le groupe de propriétaires qui se sont mis ensemble pour la *tarbī'a* mais la rue est d'usage collectif (§ 5.2.2.2).

considérées comme un don volontaire et le gouvernement est censé compenser, en argent ou en terres – ailleurs que sur l'île –, ceux qui perdent une partie de leurs lotissements d'habitation avec le tracé des rues.

Une autre difficulté de l'application du KSP renvoie à l'adéquation des terrains situés tout autour de l'île pour le développement d'activités touristiques et récréatives, objet d'un important désaccord sur la propriété de ces terres entre des habitants de Tuti et le gouvernement. Nous avons vu dans la première partie de la thèse qu'en 1925 (§ 2.2.3), les propriétés foncières individuelles ont été enregistrées le long de la Vallée du Nil par le *Land Regulation Act* et que toutes les surfaces non enregistrées individuellement ont été inscrites comme propriété de l'Etat (MURILLO et al. 2009). A Tuti, l'extension du village tel qu'il était en 1925 a été enregistrée comme terrain d'habitation tandis que le reste des terres non inondables a été divisé en 88 *sāgīa* et enregistré en tant que terres agricoles appartenant chacune à un individu ou à une famille. Des piquets en pierre, connus sous le nom de « pierre de *sāgīa* », ont été enfoncés dans les quatre points qui indiquaient les limites de chaque parcelle au moment de l'enregistrement des terres en 1925 et sont par ailleurs encore observables sur place pour rappeler ces délimitations (photos 23, 24).



Pierre divisant les *sagia* 44 et 45.



Pierre divisant les *sagia* 12 et 15.

PHOTOS 23 et 24 : **PIERRE DE SAGIA A TUTI**. Septembre 2011. L. Arango.

Les surfaces de terre situées au-delà des « pierres de *sāgīa* » étaient inondables lors des crues et n'ont pas été enregistrées en 1925. Ensuite, dans les années 1970, l'*Unregistered Land Act* a édictait que toutes les terres inhabitées et non cultivées étaient considérées comme propriété de l'Etat (BEN HOUNET et al. 2011). Il importe ici de mentionner que les terres inondables sont appelées, le long de la Vallée du Nil, des terres de *jarēf*<sup>471</sup> (carte 10). Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, la construction des différents barrages principalement en amont du Nil Bleu a cependant fortement dérégulé les dynamiques fluviales (BABIKER IBRAHIM et EL ABDIN EL BORAI 1991), ce qui a transformé progressivement les contours de l'île. Le flanc Est qui, lors de la diminution des crues du Nil, était annexé aux rives du secteur de Shambat – Khartoum Nord –, en a été dissocié petit à petit jusqu'à en être totalement séparé par le fleuve, d'importantes étendues de terres agricoles ayant été érodées et perdues à jamais dans ce secteur de l'île. Simultanément, les terres *jarēf* du flanc Ouest de l'île ont été de moins en moins inondées jusqu'à ce qu'elles ne soient plus inondées du tout lors des crues. Si les *sāgīa* du flanc Est ont pu perdre entre 400 et 500 mètres de profondeur, celles du flanc Ouest ont pu gagner jusqu'à 450 mètres dans ce processus (carte 10)<sup>472</sup>.

Avec la réduction de la hauteur des crues, les terres n'étaient plus inondables et l'on a pu développer des cultures permanentes le long de l'année sur le côté Ouest de l'île. Parallèlement, les gens ont commencé à construire des habitations sur les terres agricoles enregistrées comme des *sāgīa* : mais si les terres *jarēf* n'étaient plus inondées, elles demeuraient instables pour le bâti et ont continué à être cultivées, surtout dans des systèmes de métayage ou d'affermage dont les bénéficiaires étaient des migrants principalement venus de l'Ouest du Soudan. L'appropriation des terres *jarēf* – non enregistrées en 1925 – était juridiquement possible aux yeux des propriétaires des *sāgīa* à Tuti : avec la saisonnalité des crues du Nil, les dynamiques d'extension et de rétrécissement des terres labourables étaient une condition structurelle de la propriété des terres<sup>473</sup>. Pour les gens habitant près des berges, les terres de celles-ci sont « vivantes » : leur surface augmente et diminue. Cette variation est intégrée dans les règles de distribution foncière sous le principe du *gusūd* – littéralement : « fin », « limite » – qui suppose que l'extension des parcelles situées sur les berges du Nil n'est mesurée que dans leur largeur parallèle à la rive, leur longueur étant

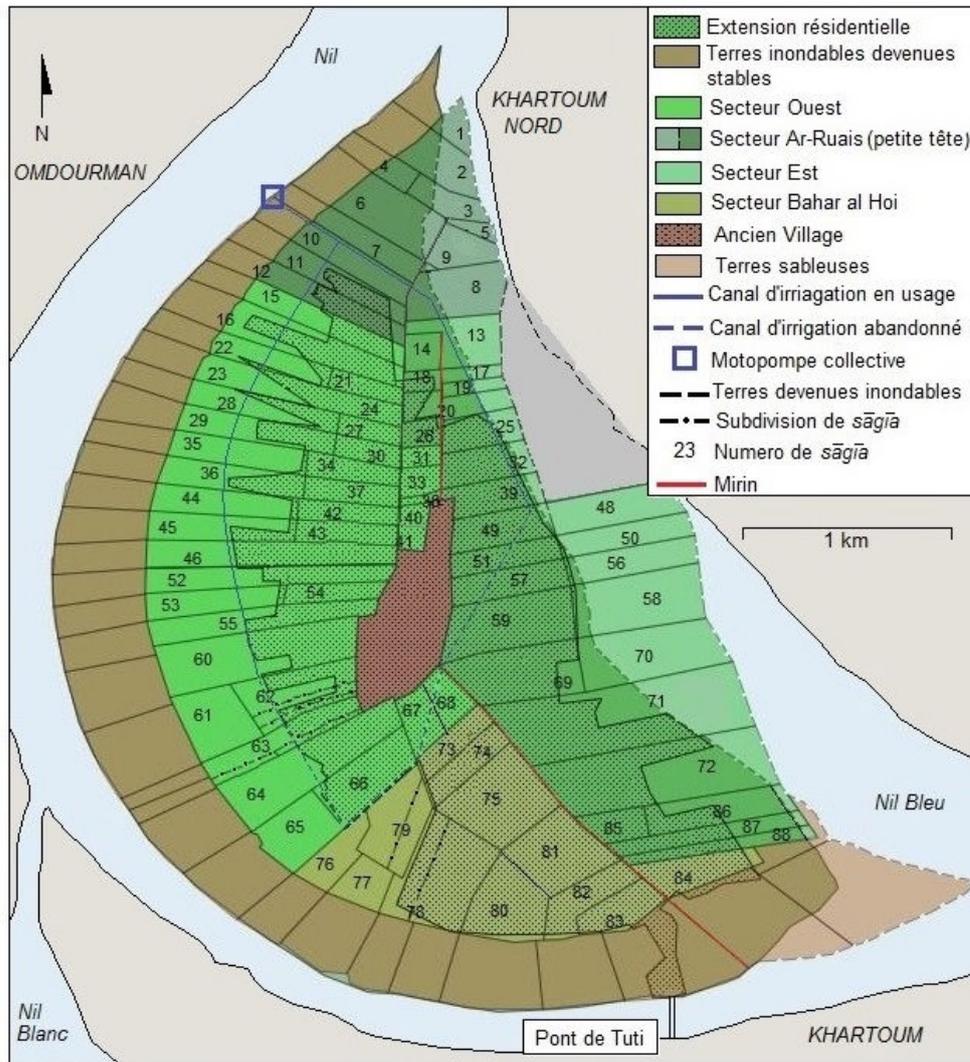
---

<sup>471</sup> Terres inondables, recouvertes par la crue du Nil (DELMET 1986, p. 72).

<sup>472</sup> Un processus similaire est décrit par Christian Delmet plus au Nord dans la Vallée du Nil dans le village de Taragma (DELMET 1987).

<sup>473</sup> Ceci était probablement le cas tout le long de la Vallée du Nil. Voir à ce propos l'article de François Ireton « The transfer of agricultural land ownership in a village of the Nile Valley in Sudan: household strategies, contexts and uses of the different legal frames » (à paraître).

variable avec la montée et la descente du fleuve (carte 10). La propriété foncière pouvait ainsi s'étendre au-delà des « pierres de *sāgīa* » sur les terres de *jarēf* qui, devenues labourables de manière permanente, avaient changé de statut aux yeux des propriétaires des terres. Découlant du même principe, les terres érodées du côté Est de l'île n'ont pas à être compensées, car elles ont été « prises » par le fleuve.



Sources : Cadastre de Tuti 1925, Données de terrain, Google Earth 2010. Cartographie : L. Arango, S. Zug

CARTE 10 – TERRES AGRICOLES ET EVOLUTION GEOMORPHOLOGIQUE DE L'ILE DE TUTI<sup>474</sup>

Néanmoins, le principe de *gusūd* n'est pas reconnu par l'Etat qui s'en tient aux « pierres de *sāgīa* » pour déterminer l'étendue des parcelles enregistrées à Tuti. Ce qui pousse

<sup>474</sup> Il est possible de voir sur cette carte les changements géomorphologiques de l'île : sur le côté Ouest est visible l'annexion d'une bande de terre et sur le côté Est la perte de toute une ligne de *sāgīa* et celles qui sont restées définitivement dans la rive Est du Nil. Carte réalisée par Haider, habitant de Tuti, ayant fondé une bibliothèque sur l'île.

les propriétaires à invoquer leur usage prolongé des terres de *jarēf* pour justifier la propriété de celles-ci :

« Les *sāgīa* ont une limite là où il y a les pierres de *sāgīa*, le reste s'appelle *jarēf*, c'est là où nous avons des contestations avec le gouvernement, cela n'est pas enregistré au nom de quelqu'un, mais le gouvernement veut mettre la main dessus, or nous y cultivons depuis plus de cent ans, ça nous appartient par le '*urf*<sup>475</sup>» (entretien 55, 30/07/2011).

Dans cette confrontation entre les propriétaires fonciers et le gouvernement, le statut des terres revêt une importance capitale pour maintenir et étendre le droit de les exploiter. Néanmoins, ce droit ne dépend pas seulement de l'enregistrement réalisé en 1925 ou de l'emplacement des « pierres de *sāgīa* », mais renvoie aussi à des aspects plus instables comme les conditions écologiques – l'inondation des terres – ou l'exploitation permanente des terres : considérées comme des terres *jarēf*, inondables et non enregistrées, les terres en litige seraient la propriété du gouvernement ; considérées comme des terres de *sāgīa*, cultivées en permanence depuis longtemps, elles reviendraient par le '*urf* aux mains de ceux qui sont les propriétaires des surfaces enregistrées. Dans cette logique, les propriétaires fonciers de Tuti mettent l'accent sur ces aspects plus flexibles de la définition des terres pour étendre leur pouvoir d'action et d'exploitation foncière. Il convient de remarquer que ce litige entre les propriétaires des terres agricoles et le gouvernement autour des terres *jarēf* met en lumière l'importance des changements écologiques dans la redéfinition des termes du conflit.

Cependant, d'autres actions ont été entreprises par les propriétaires fonciers pour maintenir la plus grande surface de terre sous leur emprise. Nos interlocuteurs évoquent à la fois la possibilité de négocier avec le gouvernement et de passer par des relations personnelles hautement placées mais aussi des activités de contestation allant de la dénonciation de la situation dans les journaux locaux jusqu'aux grèves.

En plus de ces actions, qui pour certains auteurs caractérisent le statut des élites de l'île et leur lien avec le gouvernement et les partis politiques du pays (FRANCK 2015), les propriétaires des terres de Tuti s'unissent pour agir à l'encontre des décisions des instances étatiques. En effet, le gouvernement a voulu trancher l'extension des *sāgīa* et des *jarēf* en décrétant que dans les flancs Sud et Ouest de l'île, les terres entre le Nil et la route carrossable appartenaient au gouvernement et celles entre la route et les terres d'habitation étaient la

---

<sup>475</sup> Ensemble de règles coutumières. « Le mot dérive du verbe « connaître », signifie la chose connue de tous et d'après laquelle on règle ses rapports avec autrui (...) Il est appelé à régler trois catégories principales de conflits, selon que l'action criminelle porte atteinte à l'existence (meurtre, coups et blessures), à l'honneur (perte de la face, viol, adultère, injures), ou aux biens (vol, créance) » (Chelhod in DENOIX 1996, p. 11). Dans ce cas précis notre interlocuteur fait référence à un droit de propriété acquis par l'usage prolongé des terres.

propriété des particuliers. Si le gouvernement faisait probablement référence à la route existant le long du canal d'irrigation où sont enfouies les « pierres de *sāgīa* », l'emplacement précis de ladite route n'a pas fait l'objet d'un consensus entre les parties sur des cartes ou dans des systèmes géo-référencés. Face à cette ambiguïté, un groupe de propriétaires de terres agricoles situées dans le flanc Ouest de l'île s'est mobilisé à notre départ en 2012 pour tracer une nouvelle route le plus proche possible du fleuve, ce qui permettrait aux propriétaires de réclamer la surface la plus large de ces terres comme étant leur propriété. Ils ont appelé cette nouvelle voie « la route de la révolution »<sup>476</sup>.

#### 8.2.4. Les transactions sur les terres et la Tuti Island Investment Co.

Parallèlement au KSP, un autre projet d'aménagement a été conçu spécifiquement pour l'île de Tuti à l'initiative de la Tuti Island Investment Co., compagnie privée aux capitaux soudanais, égyptiens, chinois – chargés du projet – et koweïtiens et malaisiens – chargés de l'exécution du projet – (CHOPLIN et FRANCK 2010). S'inscrivant dans une tendance plus générale d'investissement du secteur privé dans la planification de Khartoum au cours des années 2000<sup>477</sup>, le projet de la Tuti Island Investment Co. ne rentre pas en contradiction avec le KSP mais vient plutôt se greffer aux objectifs proposés par celui-ci.

Lors de notre première visite à Khartoum en 2008, un énorme panneau était affiché sur l'île à côté de ce qui serait le lieu d'arrivée du pont inauguré en 2009. Placé à côté d'un bâtiment récemment construit où étaient situés les bureaux de la Tuti Island Investment Co., ce panneau portait le message suivant: *It's not a dream ... We have the land ... We have the vision* (FRANCK 2015). Pourtant, le panneau n'était plus là à notre retour en 2010 : selon plusieurs interlocuteurs, l'investisseur, qui n'était pas un habitant de Tuti, avait acheté quelques terres au Sud de l'île mais avait dû arrêter son projet après avoir rencontré des problèmes avec le gouvernement. Pour expliquer cet échec, Mustafa, entrepreneur à la retraite, déclarait : « cela s'est passé parce qu'il l'a fait tout seul, je lui ai dit "tu n'auras pas de succès si tu fais ce projet tout seul, si tu le fais avec les gens vous pouvez vous mettre

---

<sup>476</sup> Quand ce groupe de propriétaires nous a invités à voir la nouvelle route, ils se référaient à celle-ci en anglais en l'appelant « revolution street ».

<sup>477</sup> Le projet Al-Sunut envisage de créer un centre d'affaires, avec zone résidentielle et terrain de golf, dans le secteur de Mogran, à la confluence des deux Nils, et pour lequel a été créée le partenariat public-privé Al-Sunut Company, composé du gouvernement de Khartoum, du Ministère de planification, du Fonds National d'assurances et de DAL, l'une des entreprises privées les plus puissantes du Soudan (<http://www.alsunut.sd>). Il faut aussi mentionner le projet Medīnat-al-Noor qui prévoit de développer une zone résidentielle avec des centres commerciaux, des bureaux, un zoo et un terrain de golf dans le secteur d'Abu-Se'id sur les rives du Nil du côté d'Omdourman (<http://ipc-kwt.com/al-noor.html>) (CHOPLIN et FRANCK 2010 ; FRANCK 2015).

ensemble, dans une coopérative et vous pourriez combattre le gouvernement ensemble" » (entretien 52, 04/02/2010).

La description de l'échec des projets de la Tuti Island Investment Co. est l'occasion pour certains de nos interlocuteurs de valoriser l'action collective en faisant référence aux épisodes du passé – notamment ceux de 1946 – où les propriétaires des terres se sont mobilisés pour faire face au gouvernement colonial. De plus, ces narrations sont utiles pour affirmer leur position envers la propriété des terres et l'investissement par des gens extérieurs à l'île. Un de nos interlocuteurs explique à ce propos :

« Quelque chose comme [la terre] qui ne mange pas, qui ne boit pas, qui ne s'use pas, et qui ne devient pas infertile, ça ne se vend pas (...) si quelqu'un veut vendre tu peux lui parler [pour le convaincre de ne pas la vendre] s'il insiste tu trouves une manière de le lui acheter, et si tu vois qu'il insiste et qu'il a besoin de l'argent c'est mieux que l'achat soit entre les gens de la famille. Le plus important c'est que vous ne laissez pas un « étranger » (*gharīb*) s'introduire entre vous (...) la vente doit se faire avec quelqu'un que l'on connaît, chercher les gens de bien, des gens de Tuti (Nās Tūtī) que vous connaissez et qui vous connaissent très bien (entretien 55, 30/07/2011).

Les transactions sur les terres sont des situations privilégiées pour explorer le contenu des catégories d'appartenance, la manière de définir le « nous » et « l'autre ». La catégorie Nās Tūtī apparaît particulièrement intéressante dans notre exemple en ce qu'elle mobilise des normes sociales et des connaissances implicites qui servent à inclure et à exclure socialement « l'autre » dans des situations spécifiques. Cette catégorie se construit dans une polarité entre le plus éloigné, l'étranger (*gharīb*), et le plus proche, la famille (*'aila*). Entre ces deux pôles, de nombreuses caractéristiques sont mobilisées pour définir la position des interlocuteurs dans l'échange. A ce propos Abdallah expliquait à notre traductrice lors d'un entretien :

« Ton père n'est pas d'ici [de Tuti] mais toi tu es d'ici [parce que ta mère est d'ici] (...) de ton père tu as un côté, de ta mère tu as un autre. Mais les gens se réfèrent toujours à Tuti parce que Tuti est très connu et il y a plus de stabilité (*aktar istigrarun*) (...) Regarde *nās Dawd* (les gens, les parents de Dawd), ils habitent en dehors de Tuti, mais ils se réfèrent à Tuti parce que c'est leur origine (*aṣl*) (...) à cause de l'origine tu fais toujours référence au lieu, si tu vas n'importe où et tu dis "je suis de Tuti" on va te demander "tu connais Abdallah ?", le problème vient si tu n'as pas ces informations. Votre éducation n'a rien d'important si vous ne laliez pas aux connaissances [sur votre lieu d'origine] ou si vous ne vous asseyez pas avec les personnes âgées qui peuvent vous donner des informations » (entretien 55, 30/07/2011).

Ainsi, si la catégorie Nās Tūtī désigne d'abord un lieu, elle ne renvoie pas seulement à la caractéristique objective du lieu de naissance, mais se combine avec la référence aux liens de filiation que chacun peut revendiquer et qui lui sont reconnus sans qu'une caractéristique soit entièrement exclusive de l'autre : des gens qui n'habitent pas à Tuti ou n'y sont pas nés peuvent se dire Nās Tūtī tandis que d'autres qui y sont nés ne peuvent pas – tels les enfants

des migrants de l'Ouest du Soudan<sup>478</sup>. La catégorie Nās Tūtī intègre aussi d'autres caractéristiques comme la trajectoire personnelle des individus, les liens de filiation, réels ou supposés, mais aussi les connaissances que chacun peut mobiliser quant à l'histoire commune et aux autres individus reconnus comme étant des Nās Tūtī<sup>479</sup>.

Cette catégorie est en partie organisatrice des transactions foncières<sup>480</sup> en ce qu'elle sert à inclure ou à exclure les possibles acheteurs des terres en cas de besoin dans une polarité établie entre les interlocuteurs les plus « proches » et ceux qui sont les plus « lointains » : si la vente et l'achat des terres sont courants entre les gens d'une même famille, elle peut avoir lieu entre des gens de différentes familles « qui se connaissent bien ». Mais lorsqu'elle a lieu avec un « étranger » elle est particulièrement mal vue. A ce propos Habab – étudiante d'anthropologie, 23 ans – et Abdallah – ancien agriculteur, 70 ans – commentaient lors d'une de nos rencontres :

« A : Beshir là, il a vendu sa terre à deux milliards,  
H : mais il a perdu.  
A : Maintenant il n'a rien, il ne porte même pas un '*aima*<sup>481</sup>, avant [quand il a vendu] il utilisait une canne et il marchait fièrement et il parlait à cinq personnes [en même temps], est-ce-que ça se fait comme ça ?  
H : Il a perdu tout son argent, il a fait un [mauvais] investissement et il a perdu »  
A : il n'était pas prêt pour ça  
H : Maintenant, il n'a ni les terres ni l'argent » (entretien 55, 30/07/2011).

Ainsi, les droits de propriété foncière sont très importants à Tuti : la terre représente à la fois une assurance pour le futur, un signe d'appartenance et la garantie de rester liés à l'île. Les individus qui vendent la terre sans en avoir besoin, et de surcroît à des « étrangers », sont condamnés d'un point de vue moral dans des discours où le vendeur, ambitieux et fautif, finit par perdre les terres et l'argent gagné. Mais vendre à des inconnus ou à des gens qui ne

---

<sup>478</sup> Les travailleurs agricoles venant de l'Ouest du pays, *nās al jinēna*, (les gens des jardins) représentent l'altérité extrême entre les habitants de l'île par la superposition de plusieurs références, notamment ethniques et socioéconomiques : s'ils sont arabophones, certains d'entre eux continuent à parler d'autres langues que l'arabe – le Zağawa par exemple –, leur immigration récente tranche irrémédiablement la question des origines et ils réalisent des travaux que quelqu'un reconnu ou se revendiquant comme Nās tūtī ne réaliserait pas – les femmes vendent du thé et de la nourriture dans les champs par exemple.

<sup>479</sup> Etre Nās tūtī veut aussi dire connaître certaines informations sur les liens de parenté, les héritages des terres, les ancêtres, les noms de famille, l'histoire de l'île et ses personnages principaux. Il s'agit d'une connaissance et de relations qui ne peuvent pas être mobilisées par les « étrangers » et que peuvent conserver ceux qui sont partis de l'île. En outre, il faut connaître le statut et l'histoire de ces interlocuteurs et être reconnu par les autres.

<sup>480</sup> Après avoir signé l'accord auprès d'un avocat, la transaction est enregistrée dans un bureau à Tuti où sont consignées les transactions sur les terres agricoles. Cependant, il n'est pas reconnu à l'extérieur de l'île, et notamment par le gouvernement, tant que le changement dans le statut des terres – le passage des terres agricoles à des terres d'habitation – n'est pas officialisé.

<sup>481</sup> Turban pour les hommes, signe de richesse.

partagent pas les mêmes habitudes fait surtout encourir le risque de perdre la possibilité de mener des actions collectives sur les terres face à des tiers. Ainsi, les propriétaires fonciers négocient, élargissent et maintiennent leur pouvoir d'action et de décision sur les ressources par l'objectivation d'une image de groupe qui se construit sur la polarité intérieur/extérieur et qui implique la dissimulation des dynamiques politiques et des contradictions internes. Néanmoins, ces contradictions existent et la possibilité d'une entente commune entre propriétaires est aussi remise en cause par des projets individuels de développement conçus par certains habitants de Tuti.

#### *8.2.5. Les projets locaux d'aménagement et les images de l'île*

Quelques personnes de Tuti ont formulé elles-mêmes des projets de planification qu'ils prétendent faire accepter à la fois par la population de l'île et par le gouvernement. D'autres ont acheté des terres agricoles à leurs voisins dans l'objectif de construire des hôtels et des lieux de loisirs tandis que certains prévoient même des plans alternatifs quant au tracé des rues. Un de ces projets a attiré notre attention car il concerne l'aménagement de l'île dans son ensemble et constitue un motif de discussion pour ses habitants. Lors de notre premier travail de terrain en 2010, Mustafa, fils du « héros » de la révolution de Tuti en 1944 nous a exposé le projet suivant à l'aide d'un croquis qu'il gribouillait tout en parlant (figure 9) :

« M: Voilà mon point, ça c'est tout Tuti, sur cette partie (rouge sur la carte) il y a des gens qui louent des maisons, mais c'est un lieu ancien et sale (...) nous demandons qu'il y ait une station de transport là. On donnera aux propriétaires des terrains ailleurs (...) ce 7% [qui correspond à l'ancien village] deviendra un espace public et les propriétaires seront compensés  
L : Où, à Khartoum ?

M: Nous avons sélectionné un lieu au Sud d'Omdourman qui s'appelle Salha, c'est mon projet il a déjà été accepté par la comité des gens de Tuti.

L : alors vous allez bouger les gens d'ici et vous allez leur donner des terres à Salha ?

M : Nous allons remplacer quelques terres ici [au centre de Tuti], ce 7%, là bas [à Salha], alors quand le lieu sera vide on pense faire une espèce de centre : une station de transports, un espace ouvert, un parc, des bureaux [partie orange dans la carte] et on utilisera aussi cet espace vide là [berges du Nil - espace jaune sur la carte]

L : ce sont des terres agricoles ?

M : Oui, il faut présenter cela aux planificateurs pour qu'ils prévoient des projets ici. Bien sûr nous prendrons la terre ici et ici [espaces roses sur la carte] et probablement le gouvernement prendra ceci [espace marron sur la carte], allez, prenons cette partie pour le gouvernement

L : Pour en faire quoi ?

M : n'importe, un hôtel international, n'importe, bien sûr quelques terres seront prises par le gouvernement, disons 40% des terres, cette partie-là [portions vertes sur la carte]. Ainsi, les terres de chaque personne sur cette partie de Tuti seront diminuées de 40% (...) Mais ce qui va se passer c'est que le prix du mètre carré dans l'île va s'élever à 2 000 dollars, avant ce n'était que de la terre, mais avec la réalisation des projets les prix vont augmenter (...) les projets les plus importants auront lieu dans le centre de l'île et tout autour.

L : Mais il y a toujours le problème des crues ?

M : non, c'est fini, les investisseurs vont faire une digue autour de l'île, c'est une partie des dépenses

L : Mais qu'est-ce qui va se passer avec les gens qui habitent autour du centre ?

M : ils vont rester là nous essayons d'élever leur standard de vie (...) ceci est mon projet

L : Mais ce n'est pas le gouvernement (...)

M : Nous avons dit au gouvernement qu'il s'agit d'un projet des gens, nous avons fait une réunion et les gens de Tuti l'ont accepté, mais il paraît que le gouvernement veut donner l'acceptation après les élections » (entretien 52, 04/02/2010).

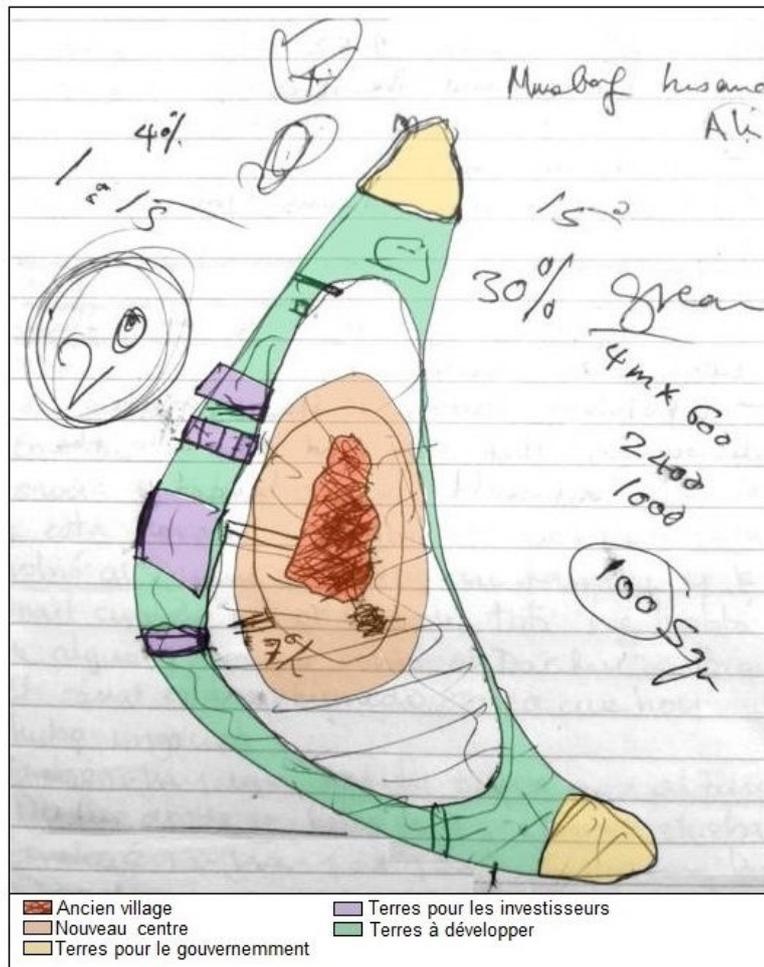


FIGURE 9 : LE CROQUIS DE MUSTAFA

Le projet est en réalité largement contesté par les membres de la comité rassemblée pour discuter des problèmes de la planification de l'île, au point que l'un des membres explique : « Ce projet est le point de vue personnel de Mustafa, bien sûr, ce sont des choses imaginaires » (entretien 68, 26/09/2011), d'autant plus que les terrains dans le secteur de Salha font déjà l'objet de négociations complexes entre les gens qui habitent sur place et le gouvernement (ASSAL 2015). Néanmoins, la proposition de Mustafa reste intéressante parce qu'on y voit en acte l'importance que l'on attribue à l'accord d'un groupe large de personnes de l'île pour la réalisation de ces projets, bien que cet accord soit ici surtout fictif.

La représentation que Mustafa faisait de l'espace et des habitants de l'île à travers son croquis constitue un autre aspect intéressant dans son exposé. Comme le note Benjamin Orlove, les manières de représenter l'espace jouent un rôle particulièrement important dans les conflits de pouvoir autour des ressources (ORLOVE 1991). Néanmoins, ce rôle n'est pas le même si les cartes et les croquis sont dessinés par les gens qui circulent, habitent et connaissent l'espace ou si elles sont faites par des agents du développement ou des planificateurs urbains.

Par exemple, on peut voir dans le texte du KSP une carte de l'ensemble de l'agglomération de Khartoum où les 12 000 habitants de Tuti et la zone d'habitation sont « écrasés » par un énorme cercle vert qui représente le développement culturel, récréatif et touristique de la capitale. Les terres agricoles y sont définies sur la carte comme des *Nile Buffer* « zone tampon du Nil » et sont parsemées de points verts similaires de plus petite taille (figure 10). Il importe aussi de revenir sur les nombreuses cartes et vidéos présentées par la Tuti Island Investment Co., différentes des précédentes dans leur échelle et par le détail qu'elles offrent. Elles présentent ainsi en caméra plongeante les différents scénarios de développement pour l'île de Tuti, les projets d'habitation et l'évolution dans la construction des voiries et ponts (figure 11).

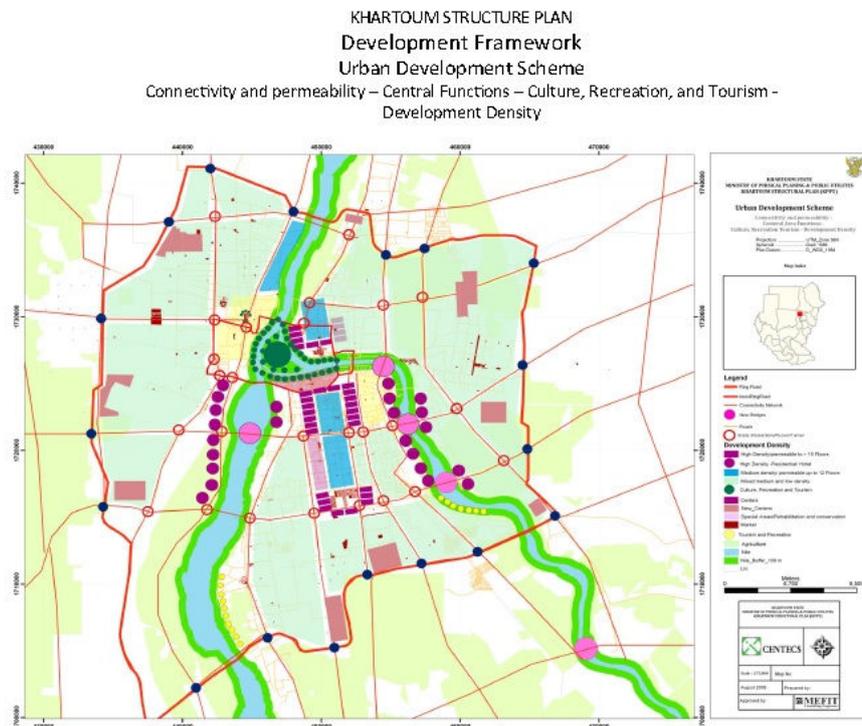


FIGURE 10: DEVELOPMENT FRAMEWORK/URBAN DEVELOPMENT SCHEME (MEFIT 2007, p. 61).

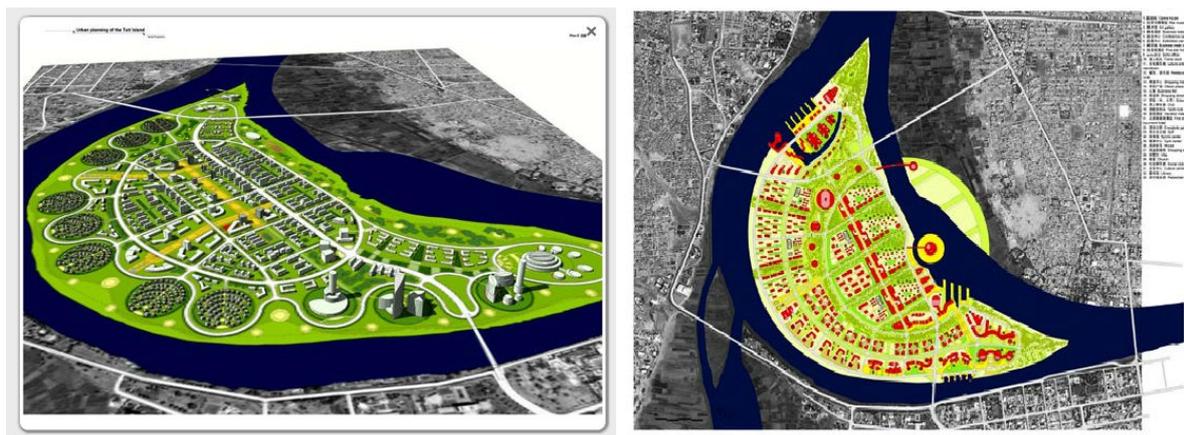


FIGURE 11 : PROJECT MASTER PLAN, disponible sur : <http://www.tuti-island.com> (date de consultation 09/09/2014).

Ces images incarnent la logique des processus de planification : elles dissimulent les processus historiques et politiques qui ont produit l'actuel assemblage des infrastructures sur l'île et cachent tout autant les importantes transformations impliquées par la mise en œuvre de tels projets dans le quotidien des habitants de l'île. Certains auteurs ont remarqué que ces images aseptisées et non conflictuelles perdent toute connexion avec le présent et deviennent des images virtuelles déterritorialisées qui se tiennent hors du temps et de l'espace qu'elles se donnent à représenter (CHOPLIN et FRANCK 2010).

Dans ce contexte, les croquis et dessins réalisés par nos interlocuteurs dans différents contextes brouillent en partie la dialectique couramment acquise entre les acteurs qui observent l'île depuis un point de vue externe – les planificateurs, par exemple – et ceux qui produisent les réalités sur l'île au quotidien – les habitants, par exemple. A travers ces illustrations qui représentent différentes questions – l'ampleur des crues, l'étendue des terres agricoles, le projet des rues dans l'île ou les quartiers (figures 12) –, leurs auteurs réintègrent des images de l'île, qu'ils connaissent et commentent, dans leur temps présent et leur espace quotidien. Ces cartes et croquis se multiplient dans la bibliothèque locale et dans le site internet créé par des habitants de l'île – principalement des jeunes vivant à l'étranger, mais aussi certains propriétaires fonciers – et viennent souvent accompagner les conversations et les débats. S'il n'y a pas de cartes disponibles pour appuyer les propos discutés, des croquis sont barbouillés avec précision et une multitude de détails.

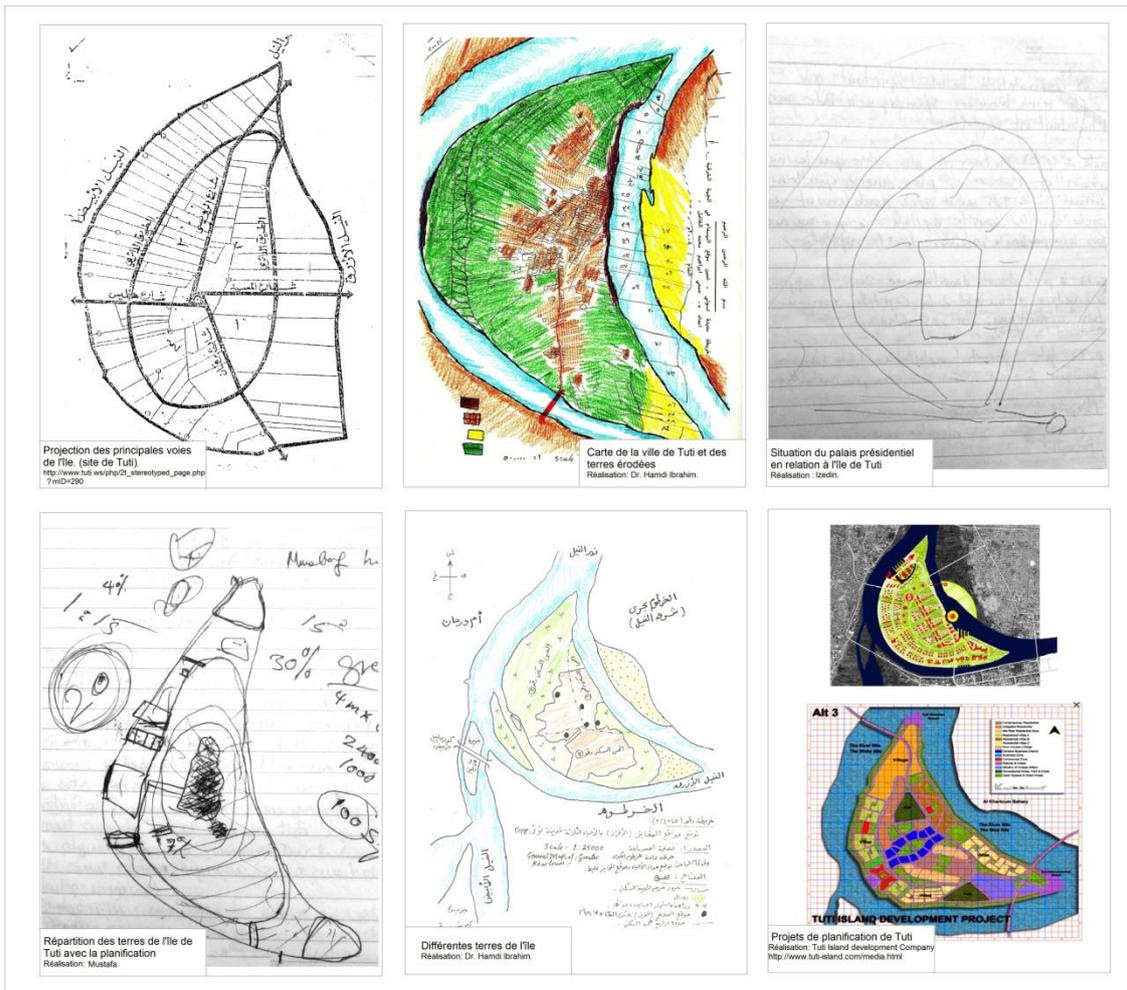


FIGURE 12 : CARTES ET CROQUIS DE TUTI

Mais, si ces images rendent compte de certaines dynamiques propres à l'espace insulaire qui ne sont pas visibles dans les cartes des projets de planification urbaine, elles peuvent indiquer des relations de pouvoir à un autre niveau : lorsque Mustafa imagine faire évacuer le centre de l'île, il montre indirectement la possibilité qu'auraient les propriétaires de ces maisons d'expulser les gens qui y habitent en location et qui sont principalement considérés comme des « étrangers ». Lorsqu'il affirme avoir l'accord des Nās Tūtī pour la réalisation de son projet, il indique l'importance qu'à la décision collective, bien que loin d'être aboutie, sur l'accomplissement de certains objectifs particuliers.

Ainsi, les projets de planification urbaine à Khartoum sont des champs de contestation et d'interaction constante qui comportent des relations de pouvoir et des négociations à plusieurs niveaux. D'une part, il y a les rapports entre ce qui est pensé par certains interlocuteurs – planificateurs, consultants, mais aussi des habitants de Tuti comme Mustafa – comme étant l'« ensemble » de la population de Tuti. D'autre part, il y a les relations et négociations entre les habitants de l'île eux-mêmes. Souvent, ces deux niveaux

s'enchevêtrent : les images d'une population homogène sont mobilisées pour des négociations entre les habitants de l'île, si différents soient-ils, alors que certains habitants de Tuti participent à des négociations et à des prises de décision au sein d'instances externes, principalement dans le secteur privé et dans le gouvernement.

De manière générale, les premières négociations passent par des descriptions d'une population homogène et cohérente. Ces images ont été produites et reproduites par des acteurs externes comme des fonctionnaires de l'Etat, des consultants, des planificateurs ou encore quelques chercheurs, qui observent Tuti de différents points de vue. Cependant, cette image a aussi été façonnée et reprise pour appuyer les revendications diverses que des individus et des groupes d'habitants de l'île mobilisent à titre collectif – notamment celles impliquées dans les négociations sur la planification. Ces images se construisent souvent sur la dichotomie tradition/modernité ou ruralité/urbanité. Des relations entre les habitants de l'île peuvent toutefois se construire sur cette dichotomie puisque les maisons de l'ancien village, qui représentent pour nombre de nos interlocuteurs le paradigme de la tradition, sont vides ou laissées en location aux travailleurs agricoles et autres « étrangers », aux familles les plus démunies, voire « arriérées ». D'ailleurs, le centre est le premier lieu qui devrait être « modernisé » dans le projet de planification de Mustafa.

Mais la négociation de l'exploitation et le droit d'usage des terres entre les habitants de l'île passent largement par la propriété foncière – avec des différences entre la propriété d'une parcelle agricole et la propriété d'une parcelle d'habitation. Comme nous l'avons vu, cette question mobilise la définition des catégories d'appartenance des acteurs impliqués dans les échanges qui combine des caractéristiques différentes comme l'origine, la filiation, la situation économique ou professionnelle, les connaissances de certains aspects historiques et des relations sociales, ainsi que la reconnaissance des autres.

Dans les transactions foncières, le statut des terres est fondamental. Celui-ci peut être arrêté selon différents principes qui rentrent parfois en contradiction ou sont exclusifs les uns des autres. C'est le cas de la définition des terres de *jarēf* qui ne correspond pas aux mêmes surfaces et donc aux mêmes propriétaires, selon que l'on invoque la position des pierres de *sāgīa* ou le principe du *gūsud*. C'est aussi le cas des *sāgīa* qui, enregistrées comme des terres agricoles en 1925, sont largement utilisées en tant que parcelles d'habitation à partir des années 1960. Ces contradictions et les désaccords entre les différentes logiques d'appropriation et d'usage des terres ouvrent la possibilité de négocier et d'élargir la marge

d'action des différents acteurs sur les ressources. Les acteurs impliqués dans les questions foncières reconfigurent cette marge par leurs pratiques et par la mise en jeu de différentes définitions des individus, des groupes impliqués dans les échanges et des terres.

### 8.3. La médiation de l'eau dans la relation entre l'Etat et le citoyen

Dans la première partie de la thèse (§ 2.2.6), nous avons vu que la station de pompage pour desservir la population de Tuti a été créée sur l'île en 1984, pendant le mandat du Général Nimeiry, après de nombreuses tentatives depuis les années 1960 pour amener l'eau du réseau urbain à la population. Ce système est un micro-réseau ne desservant que la population de l'île, du captage à la distribution en passant par le traitement, sans être lié à d'autres ensembles techniques plus larges. Deux ans avant la mise en place de la station de pompage, et suite aux programmes d'ajustement structurel, les secteurs de l'eau et de l'électricité avaient été séparés avec la création de la NWC dont l'administration était divisée entre les zones rurales et les zones urbaines pour l'ensemble du pays (NEGRE 2004). Rattachée depuis les années 1970 à l'administration urbaine de l'Etat de Khartoum, l'île de Tuti a alors été incluse dans le deuxième secteur.

Avec la création en 1994 des la Corporations de l'Eau de l'Etat de Khartoum (KSWC) – que nous avons évoquée dans la première partie de la thèse – l'administration du service d'adduction d'eau pour l'agglomération de Khartoum est partagée en trois bureaux responsables de chacune des trois villes constituant la capitale. Tuti a été rattachée au bureau central de la ville de Khartoum au moment de cette réforme administrative. Il convient aussi de noter la présence de bureaux locaux qui, existant souvent de longue date<sup>482</sup>, avaient jusqu'à récemment sous leur responsabilité la maintenance technique et la collecte des paiements dans un ou plusieurs quartiers. C'est donc avec la mise en place définitive du réseau d'adduction d'eau à Tuti que l'eau de consommation domestique devient, comme le note David Mosse, « le médium des relations entre l'Etat et le sujet, ou l'Etat et le citoyen » (MOSSE 2008, p. 947). Autrement dit, les réseaux d'adduction d'eau pour la consommation domestique, comme d'autres réseaux propres à l'espace urbain, ont la potentialité d'incorporer les individus et les espaces dans une plus large matrice de règles et dans le champ administratifs (MALIQALIM SIMONE 2012).

---

<sup>482</sup> Certains bureaux locaux, responsables des quartiers les plus anciens de la ville ont été créés avec l'extension du réseau pendant l'époque coloniale (ARANGO 2009).

### 8.3.1. La bureaucratisation de l'accès à l'eau

Le bureau local de la KSWC de Tuti a été créé au moment de l'installation de la station de pompage et de traitement sur l'île en 1984 et ses fonctionnaires sont, dès sa fondation, responsables du fonctionnement technique du système. Dans d'autres contextes où l'eau de consommation est distribuée par des institutions étatiques, de nombreux auteurs ont montré comment la relation entre l'Etat et les citoyens se consolide par la dimension matérielle des réseaux d'adduction d'eau – les tuyaux, les compteurs d'eau, les motopompes, ou les valves – (KAIKA 2004 ; STRANG 2004 ; BENDER 2008 ; VON SCHNITZLER 2008 ; JANSSENS et THILL 2013). Dans cette discussion, le cas de Tuti nous permet d'explorer une autre facette tout aussi importante de cette relation, à savoir la dimension bureaucratique mise en œuvre par le biais des techniciens et des fonctionnaires de la KSWC<sup>483</sup>. Les propos d'Umam, technicien de la station de pompage de Tuti, illustrent l'importance des processus bureaucratiques dans la consolidation du rapport entre les citoyens et l'Etat :

« Seulement le propriétaire du terrain ou de la maison peut décider d'installer un nouveau tuyau. Lorsque l'on veut brancher une maison au réseau, qu'elle soit neuve ou pas, le propriétaire doit venir ici et faire la demande, moi je lui fais un papier qui indique la description de la maison et l'adresse, ensuite la personne va aux bureaux de la KSWC à Khartoum et là-bas on l'enregistre dans la base de données avec son nom, son adresse [quartier, numéro de bloc et de maison] et un numéro de consommateur pour les factures. On lui donne un nouveau papier qui prouve qu'il a payé et la personne revient ici, me donne le papier et je vais le brancher au réseau. J'installe un tuyau qui rentre à la maison et après la personne fait ce qu'elle veut dedans » (entretien 59, 17/08/2011).

C'est dans ces allers et retours entre différents bureaux que se consolident progressivement les caractéristiques qui serviront à identifier les ménages et les citoyens vis-à-vis de l'Etat dans l'accès à l'eau : les espaces domestiques sont distingués dans les cartes du réseau d'approvisionnement, chacun d'entre eux est reconnu par le numéro de bloc et de maison, et le propriétaire du terrain est identifié dans les factures avec un numéro de compte unique. En portant les blasons, slogans et tampons de deux importantes institutions étatiques – le Ministère des Finances et de l'Economie Nationale et la KSWC –, les factures et les reçus de paiement matérialisent la présence de l'Etat dans l'univers domestique (figure 13). Cette relation, à la fois symbolique et matérielle, est entérinée chaque mois par la distribution des factures et par la collecte des paiements qui se fait à domicile.

---

<sup>483</sup> Cette dimension bureaucratique des formes d'accès à l'eau liant l'Etat et les individus a été explorée par David Mosse sur les systèmes d'irrigation en Inde, notamment pendant la période coloniale (MOSSE 2003, 2006c).



Les employés de la station de pompage travaillent sur place presque depuis l'ouverture du bureau : l'ingénieur a commencé à y travailler en 1984 et le technicien en chef en 1988. Employés par la KSWC, la plupart des techniciens vivent à Omdourman et deux d'entre eux se sont installés à Tuti. C'est par cette longue expérience de travail sur place que la figure des techniciens et fonctionnaires locaux de la KSWC à Tuti illustre bien un phénomène évoqué par James Ferguson et Akhil Gupta : « les employés de l'Etat au niveau des villages », selon ces auteurs, présentent un paradoxe intéressant. D'une part, leur présence dans le village rend difficile le maintien d'une image de l'Etat comme étant au-dessus de la société civile et de la famille ; d'autre part, en tant que membres marginaux de l'appareil étatique, ils offrent un exemple concret aux autres villageois de la verticalité de l'Etat et de leur incorporation dans celui-ci »<sup>484</sup>. C'est donc dans cette relation étendue dans le temps entre les habitants de l'île et les fonctionnaires, nouée dans la familiarité et la confiance, que se matérialise la relation entre les individus et l'Etat autour de la gestion de l'eau de consommation.

### *8.3.2. Fonctionnement du service de l'eau : plaintes, demandes, coupures*

En plus de la médiation des fonctionnaires et techniciens, de nombreux documents et procédures mettent en relation les individus avec les instances étatiques autour de l'accès à l'eau de consommation. Ils constituent un moyen privilégié pour analyser la manière dont l'Etat est pensé par les individus et les fonctionnaires et, inversement celle dont les individus sont conceptualisés dans ces échanges avec les instances étatiques.

Comme dans d'autres quartiers de la ville de Khartoum, l'approvisionnement en eau est souvent discontinu à Tuti et les propriétaires des maisons viennent régulièrement déclarer des dysfonctionnements techniques auprès du bureau local de la KSWC. De plus, l'expansion rapide des habitations dans l'île entraîne de nombreuses demandes pour le branchement de nouvelles maisons, ce à quoi il faut ajouter les ordres de débranchement de celles qui ont cumulé des factures impayées. Certaines de ces demandes se font oralement, et d'autres doivent se faire par écrit. Quelle que soit leur nature, les documents produits – plaintes, pétitions de réparation, demandes de branchement et ordres de coupure du service de l'eau – sont tous consignés soigneusement dans le cahier des « urgences de l'eau à Tuti » qui est tenu attentivement par le technicien responsable de la station de pompage de l'île. Scellé par un

---

<sup>484</sup> «Village level state workers, in particular, represented an interesting paradox. On the one hand, their presence in the village made it more difficult to sustain the image of the state standing above civil society and the family; on the other hand, as marginal members of the state apparatus, they provided a concrete example to other villagers of the verticality and encompassment of the state » (FERGUSON et GUPTA 2002, p. 985).

cachet qui officialise la procédure, chaque acte consigne la demande – réparations, branchement ou de coupure, etc. – et les étapes qui ont été suivies ou qui doivent suivre afin d’y répondre.

Ces actes constituent des dispositifs par lesquels l’Etat et les citoyens sont mutuellement conceptualisés en tant qu’entités concrètes et distinctes. Nous nous proposons d’examiner deux extraits du cahier des « urgences de l’eau à Tuti » pour analyser les manières dont l’Etat et les populations peuvent être représentés dans ces documents<sup>485</sup>. Le premier concerne une plainte déposée par un habitant de Tuti et le deuxième une demande de coupure émise par le bureau de collecte de paiements qui fonctionne sur l’île :

<p>Au nom de Dieu [registre des] urgences de l’eau de Tuti</p> <p>Concerne un tuyau cassé dans le <i>hay</i> 1 à côté du citoyen monsieur Younis Rashid maison numéro 93 pâté-de-maison 1 pour réparer la fuite d’eau et éviter les dommages et la prolifération d’insectes Merci, que Dieu vous bénisse Demande faite au bureau de santé de Tuti</p> <div data-bbox="568 1010 1062 1133" style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center;"><p><i>Mairie de Khartoum Secteur Nord de Khartoum Bureau d’administration de Tuti</i></p></div> <p style="text-align: right;">Plainte déposée le 3/5/2007 Adressé au contremaître Umaim K. 11 heures du matin Tuyau 4 pouces et deux joints de 4 pouces On reviendra au terrain pour boucher le trou de 4 pouces Le 31/mai/2007 8h30 Umaim K.</p>
--

<p>Au nom de Dieu Monsieur Umaim K. On vous demande de couper l’eau au terrain 65 bloc 4A d’après l’ordre du directeur de la comptabilité Monsieur Mohammed M. Merci</p> <div data-bbox="675 1704 1026 1827" style="border: 1px solid black; padding: 5px; text-align: center;"><p>Ingénieur Ibrahim A. Date : 20/12/2005</p></div> <p style="text-align: right;">Couper l’eau de la maison mentionnée Le 19/01/2006</p>
--

<sup>485</sup> Les photos des textes originaux sont présentées dans l’annexe 4.

Dans ces documents, la définition, le statut et l'identité des acteurs et des institutions sont variables selon qu'il s'agisse d'une plainte d'un particulier ou d'une demande émanant d'un individu qui représente une institution : dans le premier cas, l'habitant de Tuti a le statut de « citoyen », identifié personnellement par ses noms et prénoms, connus des fonctionnaires du bureau local de la KSWC, et associé à une maison reconnue par les numéros du terrain et du pâté de maisons. Représenté de manière impersonnelle par un tampon générique, l'Etat est incarné par deux institutions : la municipalité de Khartoum et le bureau de la santé de Tuti.

Alors que lorsque les demandes sont émises par une institution officielle – dans le cas présenté ci-dessus, par la compagnie chargée de la collecte des paiements –, l'Etat est incarné à travers les personnes de l'ingénieur et du directeur de la comptabilité, bien qu'ils ne soient pas eux-mêmes des employés de l'Etat mais des salariés de la compagnie privée qui assure la collecte des paiements. Si les deux agents y sont identifiés par leurs noms et prénoms et par leur profession, et que la maison est toujours reconnue par le numéro du terrain et du bloc, il n'y a plus de références aux habitants dans le document.

Ces documents nous montrent qu'en ce qui concerne l'accès à l'eau, l'Etat a un caractère diffus incarné par des institutions impersonnelles auprès des habitants de Tuti. A l'inverse, l'habitant est identifié de manière générique sous le numéro de la parcelle et du bloc pour les agents des institutions chargées de la gestion de l'eau, et notamment de la collecte des paiements. Or, les plaintes des uns et les demandes des autres sont consignées dans un seul cahier, traitées par une seule personne et donc situées dans le même plan d'action. Ainsi, les différents acteurs – habitants consommateurs, agents qui demandent des interventions dans le réseau – ont le même statut pour le technicien de la KSWC de Tuti qui assure, à l'aide de son cahier, la relation entre eux et avec différentes institutions autour de la gestion de l'eau de consommation.

### *8.3.3. Le paiement pour l'eau*

Nous avons noté dans la première partie de la thèse (§ 2.2.4) que le paiement pour le service d'acheminement de l'eau était courant à Tuti avant même la construction du réseau sur l'île<sup>486</sup>. Dès 1924 avec la mise en place de la première station de pompage et traitement à Khartoum, il a été décidé que les usagers payent l'eau selon les quantités consommées

---

<sup>486</sup> Des vendeurs transportaient alors l'eau des puits ou du Nil dans les maisons et étaient payés en fonction de la part d'eau transportée, généralement une paire de *ṣafīḥa*.

(§ 1.2.4). A cet effet, des compteurs d'eau ont été installés dans les domiciles depuis l'époque coloniale, mais aussi là où le service a été mis en place par l'Etat soudanais. Néanmoins, l'usage et le rôle des compteurs pour le paiement de l'eau restent difficilement vérifiables : s'il est très courant de trouver des compteurs en panne dans l'entrée principale d'eau de chaque maison (photo 25), nos interlocuteurs à Tuti, mais aussi dans d'autres quartiers de Khartoum, s'accordent à dire que les compteurs n'ont jamais servi à comptabiliser l'eau pour calculer le paiement : ils se souviennent en général d'avoir payé un tarif unique depuis la mise en place des robinets dans les maisons. Dans le même sens, l'arrêt des compteurs ne semble pas avoir marqué de manière particulière la mémoire de nos interlocuteurs : pour certains, du sable serait rentré dans le dispositif en le mettant en panne, pour d'autres, le gouvernement aurait décidé d'arrêter les compteurs pour faire des économies puisque les agents qui venaient mensuellement relever la consommation constituaient une dépense importante. Les uns et les autres ont du mal à situer le moment de l'arrêt des compteurs.



PHOTO 25 : COMPTEUR D'EAU DANS UNE MAISON DE TUTI. Novembre 2011. L. Arango.

A la différence d'autres localités de Khartoum, le bureau local de la KSWC n'a jamais été en charge de la collecte mensuelle des paiements de l'eau. Mais les informations recueillies sur ces paiements dans le passé demeurent imprécises : selon certains de nos interlocuteurs, l'eau était un « cadeau » du gouvernement et ils n'avaient pas à payer ; alors que d'autres racontent qu'un habitant de Tuti recevait les paiements des ménages, en deux ou

trois journées, faisait le rapport de ceux qui avaient payé et de ceux qui devaient de l'argent, et amenait la somme dans les bureaux de l'administration des secteurs ruraux de l'Etat, situés à Khartoum Nord. Selon les entretiens, cette personne rendait un service à la communauté et n'était pas un fonctionnaire de la KSWC.

Deux explications peuvent accompagner ces deux versions de l'histoire qui ne sont pas en soi contradictoires. En ce qui concerne l'eau comme « cadeau » du gouvernement, Anne Sophie Beckedorf explique que le paiement pour l'eau de la part des ménages était presque nul dans les années 1980 et 1990 à Khartoum : de nombreux domiciles bénéficiaient du service à l'époque sans recevoir de factures (BECKEDORF 2012). De plus, aucun moyen de pression ne paraît avoir été mis en place dans le passé par la KSWC pour rendre effectifs les paiements. Si l'on revient à la deuxième version qui évoque la collecte des paiements par un habitant de Tuti et non pas par un fonctionnaire de la KSWC – comme cela est resté courant jusqu'à récemment dans d'autres quartiers de Khartoum –, elle peut être comprise comme la permanence d'une pratique propre à l'administration des zones rurales où Tuti a été incluse jusqu'aux années 1970. Dans ce régime, il était d'usage que les habitants se réfèrent directement aux bureaux de l'administration des zones rurales pour toutes les questions concernant les services collectifs gérés par la municipalité, sans faire intervenir la médiation d'un fonctionnaire de l'Etat.

Il faut attendre 2001 pour que la KSWC décide de sous-traiter à des compagnies privées, principalement soudanaises, la collecte des paiements à domicile. Dans un entretien mené en 2009 lors de notre travail de terrain pour la réalisation du Master, le directeur général de la KSWC nous a expliqué que cette décision avait été prise parce que la KSWC avait elle-même échoué dans la collecte des paiements (ARANGO 2009). Certains auteurs trouvent les racines de cette décentralisation du fonctionnement de la KSWC dans les réformes structurelles des années 1990 qui auraient été consolidées dans les années 2000<sup>487</sup> (NEGRE 2004 ; BECKEDORF 2012).

Si des préoccupations économiques sont de manière générale invoquées pour justifier l'introduction de compagnies privées dans la collecte de paiements, les fonctionnaires de la

---

<sup>487</sup> Selon Anne-Sophie Beckedorf, le manager général énonce trois raisons pour justifier le choix de sous-traiter à des compagnies privées. D'abord, il considère que, payés selon la quantité d'argent collectée, les employés des compagnies privées sont plus efficaces que ceux de la KSWC qui ont un salaire fixe. Ensuite, il prétend que l'emploi d'habitants du quartier par les compagnies privées assure mieux le paiement. Enfin, il affirme que les contrats avec les compagnies privées sont plus souples puisque la KSWC peut les annuler ou les reconduire en fonction des performances (BECKEDORF 2012).

KSWC soulèvent d'autres questionnements quant aux instances les plus légitimes pour assurer le paiement de l'eau de la part des usagers. A ce propos le directeur de la KSWC nous expliquait en 2009 :

« Un critère important est si le directeur de la compagnie dit qu'il va employer seulement des gens qui habitent dans le quartier. On donnerait la priorité à cette compagnie par exemple si elle propose de faire des contacts avec des hommes puissants comme les personnes âgées dans les quartiers qui puissent avertir les populations sur l'importance de l'eau, [sur] comment utiliser l'eau, par exemple [avec] les gens que l'on appelle les Imams, ceux qui font la prière, ils peuvent convaincre les gens du fait qu'ils doivent payer l'argent aux entreprises parce que c'est interdit d'utiliser l'eau pour les ablutions ou pour la prière quand tu n'as pas payé, alors cet argument aussi est important, et je donne la priorité à ceux qui me convainquent des moyens qu'ils vont utiliser »<sup>488</sup>.

Cette conception selon laquelle des individus investis d'une certaine autorité religieuse ou charismatique au niveau local sont plus aptes à collecter l'argent auprès des parents et voisins que les fonctionnaires d'Etat ou les compagnies privées est courante dans les zones rurales et périurbaines du Soudan (CASCIARRI 2015a), ce qui demeure particulier en comparaison des formes de légitimation des autorités politiques locales dans le cas de Caño de Loro. On ne manquera pas de souligner la ressemblance avec les logiques de l'administration indigène coloniale qui s'appuyaient sur la cooptation d'individus qui étaient investis d'une certaine autorité locale, notamment afin de percevoir l'impôt, et supposaient qu'il s'agissait de la meilleure manière de gouverner les populations locales, (§ 2.2.3). Il est aussi possible de souligner, dans le discours du directeur de la KSWC, que la nécessité d'avancer un raisonnement en termes de morale religieuse pour justifier le paiement de l'eau, implique qu'une raison marchande ne suffit pas à elle seule pour ce faire.

Après ces réformes, la compagnie Global Tuti a été choisie pour collecter les paiements mensuels auprès des ménages dans l'île de Tuti. Elle fait partie d'une entreprise plus grande, basée à Omdourman et qui a des bureaux dans d'autres quartiers aisés de la ville. Ni le propriétaire ni les employés ne sont de Tuti, mais l'une des collectrices y a emménagé récemment. Abdallah (70 ans), l'un de nos interlocuteurs à Tuti, revient sur l'introduction de cette compagnie en ces termes :

« (...) ce qui se passe maintenant est différent de ce qui se passait autrefois, parce que le gouvernement autrefois prenait des impôts, mais il offrait des services, ça veut dire *offer*<sup>489</sup>, maintenant [c'est] le contraire il n'y a pas de services et on saisit ce que tu as par la force, il n'y a pas d'eau et on vient frapper à ta porte pour prendre l'argent, tu dis que l'eau est coupée

---

<sup>488</sup> Cet entretien a été effectué en 2009 lors du travail de terrain que nous avons mené pour la réalisation du Master 2 (ARANGO 2009).

<sup>489</sup> Notre interlocuteur utilise le mot en anglais dans l'entretien.

depuis quatre jours elle [l'employée] te répond "ce n'est pas mon travail, ça c'est le travail du fournisseur", ou je ne sais pas, de la compagnie, ces mots [m'échappent], je ne sais pas, elle ne vient que pour prendre l'argent. Nous notre cerveau veut s'envoler avec ce qui se passe dans ces jours-ci, c'est totalement différent de ce que l'on a vécu autrefois dans la ville » (entretien 55, 30/07/2011).

Pour autant, ni l'introduction des factures, ni l'augmentation des prix qui auraient eu lieu respectivement en 2003 et en 2005<sup>490</sup> ne sont apparues comme des questions problématiques lors de nos entretiens. Ceci peut être lié à deux aspects : d'une part, l'introduction des compagnies privées n'a pas produit de changements dans le système de tarification auquel les habitants de Tuti étaient déjà habitués, comme cela a pu être le cas dans de nombreuses villes du monde<sup>491</sup>. D'autre part, nos interlocuteurs à Tuti, probablement parce qu'une grande part d'entre eux provient de groupes sociaux aisés, ne se sont pas plaints de la rigidification dans la demande des paiements à l'inverse de ce qui s'est produit dans d'autres quartiers de la ville (ARANGO 2015b).

Bien qu'il soit difficile d'identifier une population représentative de la ville de Khartoum et que les habitants de Tuti se caractérisent par des spécificités socioéconomiques par rapport à d'autres secteurs de la ville, il nous semble important de signaler que si nos interlocuteurs critiquent les transformations liées à l'introduction de compagnies privées, ce n'est pas le paiement pour l'eau qui est en cause<sup>492</sup>. Cette observation est susceptible d'ajouter une nouvelle dimension aux critiques qui ont été adressées à la gestion de l'eau de Khartoum, en particulier aux processus de néo-libéralisation du secteur qui passent en partie par la commercialisation et à la marchandisation de l'eau (NEGRE 2004 ; BECKEDORF 2012). Ce qui semble poser problème à Abdallah, dans l'extrait d'entretien présenté précédemment, c'est la nouvelle séparation instaurée entre l'institution chargée de la collecte des paiements et celle qui est chargée de l'opération du service, au-delà de la question du paiement. Autrement dit, la perte des agents de l'Etat comme interlocuteurs légitimes dans la distribution de l'eau et

---

<sup>490</sup> Dans les années 2000, la KSWC a réajusté les tarifs mensuels dans certains quartiers de la ville avec la privatisation de la collecte des paiements. Selon un de nos interlocuteurs à la KSWC lors de la réalisation de notre master en 2009, étaient pris en compte, outre la taille des tuyaux, la présence de siphons pour l'assainissement au lieu des puits individuels, mais aussi de machines à laver et de systèmes d'air conditionné. Toutes ces fournitures pouvaient contribuer à augmenter le tarif payé mensuellement (ARANGO 2015b). Les hôpitaux, les bureaux, certains commerces et les marchés sont sous un autre régime de paiement.

<sup>491</sup> David Hall et Emanuele Lobina évoquent l'augmentation des prix avec l'introduction de compagnies privées pour la gestion de l'eau et des conflits autour du paiement à Gweru (Zimbabwe), à Dolphin Coast (Afrique du Sud), à Paraná (Brésil), à Buenos Aires et à Santa Fe (Argentine) ainsi qu'à la Paz (Bolivie) (HALL et LOBINA 2007).

<sup>492</sup> Ainsi, nous avons pu entendre que des gens payent l'eau pendant de longues périodes sans recevoir pour autant de l'eau dans leur robinet sans que cela ne provoque des contestations concrètes, des mouvements collectifs, ou même des refus de paiement.

la dégradation d'un espace de négociation et de discussion effectif pour s'en assurer l'accès<sup>493</sup>. Cet espace de négociation constitue une « sphère publique » liée à l'approvisionnement en eau selon Rita Brara, c'est-à-dire un espace de délibération, de discussion et de débat formellement reconnu en relation avec l'Etat (BRARA 2007). Dans ce sens, à Tuti, et probablement dans d'autres secteurs de Khartoum où la gestion de l'eau est de longue date assurée par l'Etat, l'introduction de compagnies privées pour la collecte des paiements opère surtout une forte réduction de la « sphère publique » construite autour de l'eau de consommation.

#### *8.3.4. L'introduction de capitaux privés dans les systèmes hydrique*

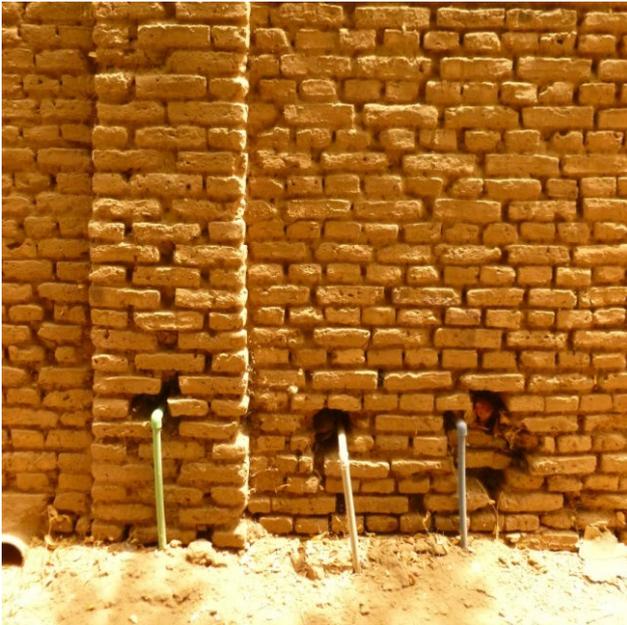
S'inscrivant dans le cadre des réformes de la KSWC au cours des années 2000 et dans le but de faire face au dépassement des capacités de l'institution, d'autres activités que la collecte des paiements ont été transférées à des compagnies privées : le creusement des puits en 2003, la construction des réseaux d'eau en 2004, les consultations et l'expertise en 2006, l'entretien des réseaux de manière partielle en 2009, la conception des réseaux en 2010, et finalement l'opération des stations de traitement en 2010 (BECKEDORF 2012, p. 127). En ce qui concerne la construction et l'extension des réseaux et des stations de pompage et de traitement, la KSWC a passé des contrats avec deux compagnies principales qui ont à leur tour sous-traité à des dizaines d'autres petites entreprises soutenues par des prêts bancaires ou par des investisseurs soudanais (BECKEDORF 2012).

Dans ce contexte, c'est en 2010 que la compagnie Stilit<sup>494</sup> commence des travaux de construction d'une nouvelle station de pompage et de traitement à Tuti. Elle a construit une nouvelle station d'épuration et a mis en place un réseau qui a été étendu aux nouvelles maisons, mais aussi à toutes les maisons déjà branchées qui ne recevaient pas suffisamment d'eau. Dans les maisons de Tuti, il est donc possible de constater la présence d'entre un et trois tuyaux de différents réseaux pour acheminer l'eau (photo 26 et 27).

---

<sup>493</sup> Nous avons noté la dégradation de cet espace de négociation dans le quartier de Deim à Khartoum (ARANGO, 2015b) et de l'importance accordée à celle-ci par nos interlocuteurs.

<sup>494</sup> Cependant le contrat avec la compagnie Stilit a depuis été rompu par la KSWC : en 2011, c'était la compagnie soudanaise GIAD – entreprise d'assemblage de voitures qui a commencé des activités dans le secteur de l'irrigation en 2011 – qui considérait la possibilité de reprendre les travaux et d'améliorer la station de pompage et le réseau mis en place par Stilit.



PHOTOS 26 et 27. **LES TROIS RESEAUX DANS LES MAISONS DE TUTI** : Le tuyau en fonte (au milieu dans la première photo, à droite sur la deuxième) date des tentatives de mise en réseau des années 1960 et ne fonctionne plus. Le tuyau gris (première photo) ou vert (deuxième photo) a été installé avec la construction de la station de pompage en 1984. Le tuyau vert (première photo) ou bleu (deuxième photo) a été mis en place en 2010 par la compagnie Stilit. Septembre – Décembre 2011. L. Arango

Le fonctionnement actuel du service d'adduction de l'eau nous est expliqué par le technicien de la station de pompage :

« (...) On a mis le nouveau moteur et la nouvelle station d'épuration, mais en vérité elle ne marche pas très bien, l'ancien système marchait mieux (...) Il y a maintenant deux réseaux le vieux et le nouveau on les fait fonctionner simultanément, le vieux fonctionne la journée de six heures du matin à six heures du soir et le nouveau le soir, parce qu'il y a des maisons qui ne sont pas branchées au nouveau réseau (...) soit parce qu'il n'y avait pas du monde quand les gens de Stilit sont passés leur demander les coordonnées et les formulaires de la connexion, soit parce qu'ils ne sont pas propriétaires de la maison, et seulement le propriétaire de la maison peut décider de mettre un nouveau tuyau. Alors on fait fonctionner les deux [systèmes] pour donner de l'eau à tout le monde » (entretien 59, 17/08/2011).

La mise en place du nouveau réseau met en exergue l'importance de la propriété foncière pour l'accès à l'eau : il faut être propriétaire pour décider de bénéficier d'un nouveau réseau plus performant. Cependant, cette différenciation déterminée par la propriété foncière s'estompe par le biais du compromis mis en place par le technicien de la KSWC qui envoie l'eau de manière alternée dans les deux réseaux. Chargées de gérer l'eau dans l'espace domestique, les femmes jonglent ainsi entre ceux-ci pour assurer un accès à l'eau suffisant et en continu : dans les maisons branchées aux deux réseaux, on ouvre l'un ou l'autre des robinets de manière alternée, certaines personnes ayant raccordé les tuyaux pour recevoir les deux flux d'eau dans un seul robinet ; les maisons qui ont accès à un seul des deux réseaux s'accommodent aux horaires de desserte en stockant l'eau ou s'approvisionnent, en dehors de ces heures, auprès des voisins qui ont le réseau complémentaire.

Ainsi, le fonctionnement des deux réseaux à Tuti invite à repenser l'idée de privatisation : quand l'action ponctuelle que constitue l'investissement de capitaux privés est généralisée sous la notion de « privatisation », elle acquiert un but ultime et une portée absolue qui paraît imprégner tous les échanges autour de l'eau. En outre, cette notion peut obscurcir certaines pratiques qui, sans être opposées d'emblée à un système privé de gestion de l'eau, viennent réorienter les résultats de celle-ci. Si la différence entre les infrastructures étatiques et celles qui ont été financées et construites par des compagnies privées n'est pas nette et peut être comprise comme un « continuum gouvernement-secteur privé » (BECKEDORF 2012, p. 162) l'action des techniciens des bureaux locaux de la KSWC et les pratiques quotidiennes des femmes de Tuti viennent brouiller davantage cette division entre exploitation privée et service public dans l'accès à l'eau.

#### 8.4. Entre actions individuelles et actions collectives : le pouvoir sur les ressources

L'observation de situations conflictuelles autour de l'usage et de l'exploitation des ressources foncières et hydriques à Tuti a permis de déceler des stratégies particulières mises en place par les habitants de l'île pour garder une certaine marge de manœuvre dans la gestion de ces ressources. Concernant la question des terres et donc les propriétaires fonciers, l'une de ces stratégies consistait à afficher une sorte de consensus collectif dans les négociations entreprises avec le gouvernement et les autres acteurs qui interviennent dans la gestion des ressources.

Si les travaux de différents auteurs nous mettent en garde contre une idéalisation du pouvoir local et collectif et contre la réification de l'Etat et de la « communauté » qui pourraient en découler (FERGUSON et GUPTA 2002), les modes d'organisation de la population de Tuti nous confrontent directement à cette idéalisation, à différentes reprises et face à des interlocuteurs divers – le gouvernement colonial lors des menaces d'expropriation en 1944, les inondations de l'île lors des crues du Nil en 1988, l'actuel gouvernement dans les conflits de planification. Bien que parfois fictif, ce consensus est le gage que les propriétaires fonciers se mobilisent pour augmenter ou légitimer leur pouvoir d'action sur les terres.

Lorsque des comités de discussion et d'action émergent, l'un des soucis les plus importants de nos différents interlocuteurs était de se présenter comme entièrement séparés des instances étatiques. Cette volonté de différenciation est particulièrement visible dans

l'usage du terme *lajna gaumia* (comité national) pour différencier les comités locaux de ceux prescrits par le gouvernement.

Cependant, nous avons décelé, au long du travail ethnographique, que la position adoptée envers les instances étatiques et d'autres agents externes par les acteurs locaux constitue une sorte de ruse en ce qu'elle s'adapte – en s'alliant ou en s'en éloignant – selon leurs besoins et selon la situation. A cet égard, l'un de nos interlocuteurs expliquait quant au conflit autour des terres agricoles :

« (...) La première chose [que l'on peut faire] est négocier à la manière du système, à la manière de faire dans la procédure du gouvernement, tu écris un dossier, tu rencontres les ministres pour négocier (...) si ça ne marche pas, on fait pression avec les médias, avec les relations personnelles, avec les responsables, le gouverneur, sinon après tu as le choix de faire une grève, une protestation ou une manifestation. Nous maintenant on attend la réponse du gouverneur et je veux aller au journal *Akheer Lahsa*. On a décidé qu'on va écrire avec un ton fort, que c'est une négligence et une exclusion (...) Sinon on va aller vers la force, on va protester et faire de grèves » (entretien 68, 26/09/2011).

Si la position de ces acteurs vis-à-vis du gouvernement peut changer dans le temps, les procédures d'action envisagées rentrent toujours dans le cadre formel et légal, à la différence des habitants de Caño de Loro qui, comme nous l'avons vu plus haut, passent largement par des voies parallèles pour atteindre leurs fins. Dans le cas de Tuti, il s'agit moins de transgresser les règles pour les propriétaires fonciers que de les faire strictement appliquer en les retournant à leur avantage pour atteindre leurs buts quant à la gestion des ressources. Lorsque le gouvernement décrète que c'est la position de la route carrossable qui définira le statut des terres entre *jarēf* ou *sāgīa*, les gens de Tuti ne vont ainsi pas contester la norme ou l'enfreindre, mais ils vont construire une nouvelle route carrossable qui permette de leur attribuer la plus grande surface de terre.

Or, parallèlement à ces mouvements collectifs, nous avons remarqué en revanche que les problématiques de l'accès à l'eau ne soulèvent pas de rassemblements, et même peu d'actions de contestation vis-à-vis du gouvernement. Les gens de Tuti peuvent arriver à se mobiliser contre les instances étatiques dans les conflits fonciers, mais ils déplorent parallèlement le retrait de celui-ci dans la gestion de l'eau puisque l'accès à celle-ci passe par des relations entre les usagers et les instances étatiques par le biais des fonctionnaires de la KSWC, exerçant leurs fonctions de longue date sur l'île. Nous y reviendrons dans le neuvième chapitre (§ 9.4) dans lequel il s'agira de mettre cette situation en perspective avec le cas de Caño de Loro.

Les projets d'aménagement urbain constituent donc un lieu de rencontre entre les habitants de Tuti et des instances étatiques ou des agents de développement, mais ils ouvrent aussi une arène de pouvoir entre les habitants de Tuti eux-mêmes : les relations hiérarchiques qui se tissent à partir de plusieurs caractéristiques – propriété des terres, appartenance tribale, origine, genre, mais aussi connaissance de l'histoire collective et réseau de relations sociales – deviennent saillantes dans les conflits autour de la propriété foncière et de l'aménagement de l'espace insulaire. Ce qui peut être rapproché des travaux de Sherry Ortner qui affirme que dans les relations de pouvoir, le subordonné n'est jamais homogène et que la réflexion sur ces différences, loin d'être incompatible avec une compréhension des relations de pouvoir et de résistance vis-à-vis de l'Etat, est en fait un préalable indispensable à une telle compréhension (ORTNER 1995).

Enfin, les caractéristiques attribuées aux habitants de Tuti – comme celle de « ruralité » ou « traditionalisme » – et qui émergent notamment au moment de l'aménagement urbain, sont parfois reprises, parfois contestées par nos différents interlocuteurs, mais également coproduites avec des acteurs externes, par exemple ceux qui représentent des institutions internationales diplomatiques ou de développement. Dans ce contexte de décentralisation politique et de planification urbaine, les principaux éléments de langage qui interviennent dans les échanges sont les références identitaires, le statut des ressources locales et une vision dichotomique entre tradition et modernité. Loin d'être acquis et consolidés, ces trois aspects constituent des lieux de contestation et de renégociation qui se réactivent selon les situations et les interactions autour des ressources.

## CHAPITRE 9. COMPARAISON. GESTION DE L'EAU ET DE LA TERRE : ACTEURS, PRATIQUES ET POLITIQUES

C'est en constatant une double similitude dans les situations de Tuti et Caño de Loro que nous avons commencé cette troisième partie : d'une part, les réformes politiques des années 1990 au Soudan et en Colombie comportent un volet de décentralisation qui prévoit de donner plus de responsabilités aux localités dans la gestion de leurs ressources proches. Pour ce faire, quelques amendements législatifs envisagent des transformations plus ou moins importantes des autorités locales reconnues par l'Etat. La décentralisation politique normalise en outre la participation de certains acteurs, en particulier le secteur privé ou les agences internationales de développement – notamment au Soudan –, en leur donnant une plus grande marge d'action sur ces mêmes ressources. Les populations de Tuti et Caño de Loro sont donc directement concernées à plus d'un titre par ces transformations constitutionnelles. D'autre part, Khartoum et Carthagène font l'objet d'importants projets d'aménagement urbain qui, en impliquant des acteurs très divers, touchent concrètement et de manière inédite les populations de chacune des deux îles.

Si la décentralisation politique et les projets de planification urbaine affectent particulièrement la vie quotidienne des individus et la gestion de leurs ressources dans les deux cas étudiés, il existe pourtant d'importantes différences qui les distinguent : les façons par lesquelles l'Etat rend légitime son intervention, l'ampleur des réformes politiques, les discussions académiques autour de celles-ci mais aussi la situation historique et socioéconomique de chaque population et leur position vis-à-vis de la ville. La confrontation des textes et des pratiques poursuivie dans cette partie de la thèse nous a fourni des éléments de réponse sur l'impact concret des réformes politiques pour chaque cas d'étude, mais leur mise en perspective a suscité certaines interrogations.

En premier lieu, la comparaison indique un choix en apparence opposé de la part des Etats soudanais et colombiens quant à la reconnaissance des citoyens sur une base ethnique. Cette opposition est reflétée d'une certaine manière dans les débats académiques concernant chaque pays autour de la question de l'appartenance. Face à ce contraste, l'analyse comparative nous conduira à nous concentrer sur les tensions et sur les relations entre les catégories d'attribution et les catégories d'appartenance.

Ensuite, la mise en perspective fait saillir certaines similitudes quant à la superposition d'acteurs non étatiques, surtout transnationaux, au sein des prérogatives traditionnelles de l'Etat. Bien que ces acteurs varient dans les deux cas d'étude, la comparaison entre Khartoum et Carthagène est féconde pour identifier un penchant moderniste – mobilisant des dichotomies telles que la contradiction entre « urbain » en « rural » ou « traditionnel » et « moderne » – qui paraît largement commun à ces différents acteurs. Ce questionnement nous amènera en dernière instance à nous interroger sur le pouvoir transformateur des réformes politiques et des projets d'aménagement urbain à partir de notions reconnues ou évoquées au long de notre travail de terrain : celle d'« urbanisation » et celle de « modernisation ».

La comparaison des actions envers l'eau et la terre dans le contexte de la planification urbaine fait émerger *a posteriori* une différence apparente dans l'importance des actions collectives et des actions individuelles des habitants des deux îles. Or, l'analyse comparative nous permettra de nuancer cette vision dichotomique en évoquant les causalités multiples qui résident derrière leur différence, pour parvenir ensuite à une discussion plus générale sur la portée politique et l'efficacité des actions individuelles et collectives.

Enfin, l'observation de ces pratiques, différentes selon qu'il s'agisse de l'eau et de la terre nous a menés à nous interroger sur le statut de l'eau de consommation et de la propriété foncière en milieu urbain, et sur la manière dont ce statut favorise ou non l'action collective.

### 9.1. Les catégories d'appartenance et la marge d'action sur les ressources

Pour commencer, le premier point commun fait référence aux conflits autour de la planification urbaine à Tuti et à Caño de Loro : dans leur déroulement, nous avons pu observer la mise en relation, souvent en confrontation, des catégories d'appartenance mobilisées par les habitants des deux villages et des catégories d'attribution utilisées pour les définir dans différentes sphères. Or, ces conflits s'inscrivent dans un cadre politique particulier : avec la constitution de 1991, l'Etat colombien plaide pour une définition plus précise des citoyens à l'aide de catégories ethniques et on retrouve dans les deux pays la volonté de reconfigurer les fonctions des autorités locales autour de la gestion des ressources, dans une logique commune de décentralisation politique<sup>495</sup>.

---

<sup>495</sup> S'il a été affirmé que le besoin d'identifier les populations locales par des définitions uniques est « intrinsèquement lié à l'architecture de l'Etat moderne lui-même » (SCOTT 2013, p. 25), il est important de noter que ces demandes ne sont pas nouvelles au Soudan et en Colombie. Depuis les époques coloniales, les

Si la définition des populations a été identifiée comme faisant partie des processus intrinsèques d'une logique étatique (SCOTT 2013, p. 25) ou d'une *governmentality* – « gouvernementalité » ou « rationalité gouvernementale » – (FOUCAULT 1991, p. 102), les Etats colombien et soudanais semblent avoir pris des positions opposées, dans le courant des années 1990, quant à la reconnaissance des populations sur une base identitaire : officiellement, la Colombie se veut une nation multiculturelle et pluriethnique, tandis qu'au Soudan les autorités étatiques prônent plutôt un discours d'unité nationale autour de la question religieuse (KEVANE et GRAY 1995 ; SHARKEY 2008)<sup>496</sup> et mettent l'accent sur le tribalisme<sup>497</sup>. Néanmoins, certains auteurs notent qu'il n'y a pas une différence essentielle entre ces deux positions typiques :

« (...) l'opposition ne serait pas tant entre assimilation et multiculturalisme, qui peuvent n'être que deux façons d'enfermer les individus dans une seule communauté d'appartenance (celle des « citoyens » ou celle du groupe ethnico-religieux), qu'entre la dénégation ou la reconnaissance de la pluralité et de la fluidité des appartenances (...) » (POUTIGNAT et STREIFF-FENART 1998, p. 766).

Cet apparent contraste dans la manière de définir les citoyens par les deux Etats fait écho aux débats académiques autour de certaines catégories d'appartenance paradigmatiques : dans le monde arabo-musulman, les appartenances tribales sont définies par les chercheurs en relation au territoire et à la filiation (BONTE et CONTE 1991 ; CASCIARRI 2001) tandis que dans les Amériques, certains chercheurs affirment que les populations « afro-descendantes » se définissent justement en opposition au territoire et à la filiation (CHIVALLON 2002, GLISSANT 1990)<sup>498</sup>. Mais les chercheurs n'ont pas manqué dans les deux cas de signaler la fluidité et la polysémie de ces catégories d'appartenance.

---

populations ont été définies en termes ethniques, raciaux ou de classe en Colombie (CUNIN 2000 ; HOFFMANN 1998) et en termes tribaux, ethniques ou de classe au Soudan (EL ZAIN 1996 ; GRANDIN 1982 ; O'BRIEN 1986).

<sup>496</sup> Michael Kevane et Leslie Gray affirment que le régime politique mis en place en 1989 s'est écarté du langage de la tolérance pour prôner une rhétorique d'inclusion au tournant des années 1990 : des hommes politiques ont alors nié la légitimité même des appartenances ethniques. « Hassan al-Turabi » - l'un des leaders principaux du FIN -, disent les auteurs, « a déclaré qu'au Soudan il n'y a pas d'appartenances ethniques, que l'appartenance ethnique est incompatible avec l'Islam, que les musulmans ne connaissent pas de minorités ethniques et que les minorités ethniques allaient disparaître » (KEVANE et GRAY 1995, p. 278). Heather Sharkey explique comment des élites éduquées du pays finissent par définir la nation comme une « communauté arabo-musulmane » (SHARKEY 2008, p. 30) et comment cette idéologie nationaliste a des conséquences importantes dans l'histoire du pays et encore aujourd'hui.

<sup>497</sup> Le tribalisme est entendu ici, à l'instar de Barbara Casciari comme la restauration « des anciennes traditions de réglementation de la vie politique et socio-économique selon les structures tribales » (CASCIARRI 2001, p. 282).

<sup>498</sup> En suivant la critique de Philippe Poutignat et de Jocelyne Streiff-Fenart que nous venons de présenter, l'opposition ne serait pas tant entre la référence ou le refus de la référence au territoire et à la filiation, mais plutôt entre les modèles – de gouvernement ou analytiques – qui ne considèrent qu'une seule communauté d'appartenance et ceux qui s'intéressent à la pluralité des références d'appartenance et à leur fluidité.

Pour mener la comparaison entre nos deux cas d'étude, nous avons choisi de nous inscrire dans le débat académique en partant d'une approche qui cherche non pas à définir le contenu de ces catégories, mais à comprendre leurs modes de construction et d'objectivation (BARTH 1995 ; BAYART 1996 ; HALL 1996). Frederik Barth, l'un des pionniers de cette position de recherche considère l'identité dans son sens relationnel et affirme que : « (...) le point crucial devient la frontière ethnique qui définit le groupe et non le matériau culturel qu'elle renferme » (BARTH 1995, p. 213). Cette démarche considère les modes d'identification non pas comme des essences qui précèdent les échanges, mais en tant que produits des échanges eux-mêmes : d'où la nécessité d'analyser la définition de leur contenu dans le cadre de situations d'échange précises. Ce postulat a déjà été énoncé, aussi bien pour comprendre les catégories d'« afro-descendance » (RESTREPO 1997), d'identité noire (WADE 1999 ; DE FRIEDEMANN 1992) ou de métissage (CUNIN 2003) en Colombie que les appartenances tribales (IBRAHIM 1988), ethniques, religieuses et de genre (KEVANE et GRAY 1995) au Soudan.

A l'instar de ces auteurs, nous avons donc tenté de nous concentrer non pas sur la définition des critères d'appartenance mobilisées à Tuti et à Caño de Loro, mais sur leur dimension pratique et interactionnelle : il s'agissait d'identifier les caractéristiques associées aux catégories d'appartenance ou d'attribution dans des échanges précis.

Cette démarche nous a permis de montrer les conflits autour de la catégorie « afro-descendant » et la difficulté de faire coïncider les caractéristiques qu'elle mobilise<sup>499</sup> dans les discours des institutions étatiques – comme la municipalité ou le PNN – ou des entreprises de la baie de Carthagène avec la réalité des habitants de Caño de Loro (§ 7.1.3). En outre, certains de nos interlocuteurs opposaient à cette catégorisation, prescrite par le gouvernement, celle du « métissage » qui leur permet une plus large marge de manœuvre sur les ressources (§ 7.2.5). Nous avons sous ce rapport signalé l'intérêt que présente la mobilisation de cette catégorie pour la reconnaissance de la propriété foncière ou pour le développement d'infrastructures collectives dans le cadre de la constitution de 1991, tout en indiquant certaines dynamiques qui pourraient, à long terme, contribuer à la cristallisation et à l'usage de cette catégorie d'appartenance à Caño de Loro : l'introduction du Conseil Communautaire et les recherches menées par le professeur d'histoire du lycée du village).

---

<sup>499</sup> Nous faisons référence principalement aux caractéristiques en termes de « traditions ancestrales », de langue propre, d'histoire partagée ou d'apparence.

A partir des transactions foncières, nous avons pu aussi remarquer comment l'adjectif *nativo*, utilisé de plus en plus dans sa forme substantive, a été progressivement transformé en catégorie d'attribution qui mobilise des caractéristiques particulières, voire contradictoires, selon les situations et selon les interlocuteurs dans l'échange (§ 7.2.3). Cette catégorie est directement associée aux droits fonciers dans le cadre des zones écologiques protégées et a permis pendant longtemps l'achat de terres dans ces zones de la part d'entrepreneurs touristiques et d'autres investisseurs par l'intermédiaire d'individus reconnus comme *nativo*. Ainsi, les habitants de Caño de Loro et d'autres villages de la région se sont largement réapproprié la catégorie de *nativo* en lui donnant de nouvelles significations et en la mobilisant dans des contextes divers.

Dans le cas de Tuti, l'observation des interactions autour des terres dans le cadre de la planification urbaine, nous a conduits à analyser la catégorie d'appartenance *Nās Tūtī* (§ 8.2). Cette notion comporte des caractéristiques diverses – autochtonie, propriété foncière, appartenance tribale, connaissance de l'histoire, réseaux de relations particulières – qui sont mises en avant ou omises selon les échanges et les interlocuteurs. D'où notre questionnement sur certains travaux académiques qui ont en partie réifié la catégorie de *Nās Tūtī*, et sur la manière dont ces travaux sont utilisés par certains habitants de Tuti pour défendre leur accès aux ressources ou pour se positionner face à l'anthropologue et aux agents de développement. Enfin, le travail sur la notion de *Nās Tūtī* s'est avéré utile pour comprendre comment de nouveaux acteurs, à l'instar des agents de développement ou de la coopération internationale, ajoutent à cette catégorie des caractéristiques nouvelles – ruralité, tradition – qui sont pourtant rejetées par les personnes rencontrées sur l'île (§ 8.2.2).

Ainsi, les individus définissent les autres et se définissent eux-mêmes et les groupes auxquels ils participent dans des interactions précises, et celles qui portent sur les ressources étudiées présentent une dimension particulièrement intéressante. Nous avons donc abordé la question des catégories d'appartenance dans des situations liées aux modes d'accès à l'eau et aux transactions foncières. Cette comparaison a permis d'entrevoir que les habitants de Tuti et de Caño de Loro réinterprètent largement, rejettent parfois ou se réapproprient les catégories qui leur sont attribuées dans l'exercice de la rationalité gouvernementale dont parle Michel Foucault. En outre, les agents de cette « gouvernementalité » reprennent, voire même réifient les catégories mobilisées par les habitants des deux villages. Notre exploration de ces dynamiques fait ressortir le fait qu'un jeu sur les catégories d'appartenance, mais aussi sur le

statut des ressources<sup>500</sup>, comporte un impact non négligeable sur la marge de manœuvre dont disposent les différents acteurs impliqués dans l'échange.

## 9.2. Gouvernement et modernité

### 9.2.1. *L'extension d'une rationalité gouvernementale*

Si les réformes constitutionnelles en Colombie et les changements politiques au Soudan ont constitué notre point de départ pour analyser la relation entre textes et contextes, il en est ressorti que l'Etat n'apparaissait pas comme une source unifiée de décisions, voire qu'il n'était pas toujours cohérent. A cet égard, nous avons signalé les paradoxes du processus de décentralisation en Colombie qui vise à donner plus d'autonomie aux fonctionnaires locaux mais n'avalise pas leurs actions en matière de gestion des ressources (§ 7.1.1). Les documents concernant le POT à Carthagène cristallisent en outre les contradictions entre les directives énoncées au niveau national – en relation aux minorités ethniques par exemple – et celles municipales qui concernent l'aménagement urbain (§ 7.2.4).

Dans le contexte de décentralisation politique, la comparaison a mis en exergue l'importance des acteurs locaux qui sont en même temps des agents de l'Etat. C'est à partir de leur position paradoxale et ambiguë qu'ils permettent la liaison des habitants des deux villages à des ensembles plus vastes : à Caño de Loro, les gens entrent dans le marché foncier dédié au tourisme par le biais du *corregidor* (§ 7.1.1) tandis qu'à Tuti c'est grâce aux techniciens locaux de la KSWC que les propriétaires des parcelles d'habitation sont branchés au système, à la fois technique et bureaucratique, d'adduction d'eau (§ 8.3.1).

A une autre échelle, l'activité des organisations transnationales ou supranationales qui se superposent aux fonctions de l'Etat peut être pensée, comme une « gouvernementalité transnationale » (FERGUSON et GUPTA 2002) dès lors que ces organisations interviennent dans la normalisation du comportement des individus. S'agissant de Khartoum et plus particulièrement de l'île de Tuti, l'agence d'aménagement urbain Mefit détient le pouvoir de concevoir la classification et l'usage des terres de la capitale pour le futur (§ 8.2.1). Dans le même sens, la Tuti Island Development Co. tente de proposer des lignes d'action pour l'usage

---

<sup>500</sup> Nous avons noté que le premier point commun aux projets de planification urbaine et de décentralisation politique au Soudan et en Colombie réside dans le fait que l'Etat plaide pour une définition plus précise des ressources locales. Néanmoins, les institutions étatiques autant que les propriétaires fonciers des deux villages, jouent sur le flou de certaines définitions pour amplifier leur champ d'action sur l'eau et la terre. Par exemple, via la confusion entre secteurs urbains et secteurs ruraux pour le développement d'infrastructures collectives à Caño de Loro ou encore l'incertitude sur la distinction entre terres *jarēf* et *sāgīa* à Tuti (§ 8.2.3) ou terres *balđio* à Caño de Loro (§ 7.2.5).

des terres et la mise en place d'infrastructures (§ 8.2.4). En prescrivant des directives standardisées mais inadaptées au lieu, ces projets créent toutefois des nombreux conflits et leur réalisation s'annonce largement compromise. Dans le cas de Carthagène, et plus particulièrement de Caño de Loro, nous avons remarqué la place des entreprises de la baie et des fondations à but non lucratif qui en dépendent : celles-ci interviennent dans la formation des populations locales aux nouvelles prérogatives de la Constitution nationale, accompagnent les programmes du gouvernement et réalisent des recensements et des diagnostics socioéconomiques de la population (§ 7.1.3). Le POT de Carthagène préconise en outre la participation des entrepreneurs et des investisseurs dans le but d'accomplir les différents projets urbanistiques (§ 7.2.4). Dès lors, l'Etat n'apparaît plus comme une instance englobant différents sujets relevant de son ressort et se portant garante des échanges entre ceux-ci : de nombreux agents et institutions, aussi bien nationaux que supranationaux, se superposent ou se mettent en relation en dehors de son champ de médiation.

Le développement des services urbains est aussi imprégné de cette logique de fonctionnement : à Carthagène, le système d'adduction d'eau a été donné en concession à une compagnie multinationale (§ 7.3.2), tandis qu'à Khartoum, censée pourtant demeurer sous administration étatique, certaines opérations sont confiées à des entreprises privées – nationales ou étrangères – alors que l'introduction de capitaux privés est de plus en plus courante (§ 8.3.3 et § 8.3.4). Ces différentes instances interfèrent dans la régulation des prix de l'eau mais aussi dans les modalités de collecte des paiements, en intervenant même, dans le cas de Carthagène, au niveau de l'éducation de la population quant aux usages de l'eau. Si bien que ces différents acteurs du secteur privé participent à l'organisation et à la normalisation de la gestion des ressources, souvent au même titre que l'Etat.

Il convient néanmoins de signaler que l'intervention de ces acteurs variés n'est pas nouvelle dans les deux pays : à Khartoum, la conception de l'aménagement urbain a été historiquement confiée à des agences étrangères depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle et la distribution de l'eau relevait de compagnies privées pendant l'époque coloniale et jusqu'en 1966. De même, le service d'adduction d'eau à Carthagène était géré par des compagnies privées, souvent étrangères, jusqu'aux années 1930, et a été redonné en concession à une compagnie multinationale en 1994. Ces constats rejoignent les arguments de certains auteurs qui demeurent réticents à ne concevoir le néolibéralisme que dans son acception d'un retrait de l'Etat, mais le caractérisent plutôt comme un transfert d'actions de gouvernement, dans le sens foucauldien du terme, à des entités non étatiques (BARRY et al. 1996).

### *9.2.2. Urbanisation et modernisation dans la planification de la ville*

Dans les conflits émergents au sein des projets de développement urbain à Caño de Loro et à Tuti, nous avons pu identifier un autre trait commun : la dichotomie entre tradition et modernité, souvent associée à celle opposant ruralité et urbanité, imprègne les discours de différents acteurs et finit par se consolider en tant que catégorie dualiste pour penser l'expérience de l'aménagement urbain. Dans ce contexte, les entrepreneurs et les investisseurs ne sont pas les seuls acteurs qui mobilisent cette distinction binaire entre tradition et modernité.

Nous avons vu que la dernière étude sur les projets d'urbanisation à Khartoum menée par l'Humanitarian Policy Group renvoie au cas de Tuti afin d'affirmer les effets négatifs de l'urbanisation. L'étude fait référence à un recueil de photographies produit par USAID et l'Ambassade américaine à Khartoum qui, comme on l'a décrit plus haut, a été critiqué par les habitants de Tuti qui ne se reconnaissaient pas dans l'image de « ruralité » qui leur était renvoyée par cet ouvrage. Nous avons à ce propos signalé que ces deux travaux prônaient une vision « ruraliste » de la population et une position largement anti-urbaine (§ 8.2.2). Ces discussions rappellent le projet financé à Caño de Loro par le Leicestershire County Council et le British Council, dans lequel le professeur d'histoire du lycée de Caño de Loro évoque des caractéristiques qui renvoient à ce que devrait être une « tradition africaine » dans laquelle ni lui ni les habitants de Caño de Loro ne se reconnaissent pourtant (§ 7.1.3). En se plaçant dans le champ de la définition des populations, ces acteurs de la coopération et du développement interviennent activement dans la coproduction des identités locales d'autant que certains habitants de Tuti et de Caño de Loro ont eu connaissance des textes et des travaux produits dans ces sphères et n'hésitent pas à les mobiliser dans les échanges, qu'il s'agisse de les contester ou de s'adosser selon les situations que nous avons observées.

Certains anthropologues spécialistes des contextes urbains en Afrique suggèrent que le dualisme entre tradition et modernité constitue le support de catégories telles qu'« urbanisation » ou « modernisation », permettant en ce sens d'interroger la portée explicative de celles-ci : James Ferguson explique à cet égard qu'une sorte de « téléologie développementaliste » est profondément ancrée dans la pensée anthropologique et s'exprime à travers l'ensemble de ces catégories qui finissent en « -isation » (FERGUSON 1999, p. 25) et Jane Guyer affirme que les catégories qui présupposent un but ultime ne sont pas pertinentes pour l'analyse (GUYER 1981, p.106). Or au-delà de l'intérêt conceptuel qu'elle présente,

cette discussion comporte aussi une dimension politique non négligeable. En qualifiant d'« urbanisation » l'élargissement d'une rue ou la mise en place d'un pont, l'action ponctuelle de bâtir acquiert une portée absolue qui impose un sens téléologique à la diversité des échanges sociaux autour du nouveau bâti. De même, quand l'extension du réseau d'adduction d'eau devient gage de « modernisation », l'acte technique apparaît comme un mouvement irréversible étendu à toutes les transactions autour de l'eau qui rend difficile de penser toute possibilité d'échange parallèle, de réinterprétation et de détournement des principes technicistes. L'usage des catégories téléologiques affirme ainsi la puissance transformatrice de certains actes, en confortant des interventions techniques et des réformes politiques qui entérinent des relations de pouvoir et laisse peu de place à l'observation d'alternatives et de réinterprétations de la réalité.

Se questionner sur le pouvoir transformateur de l'« urbanisation » et de la « modernisation » en tant que processus tout en s'interrogeant sur leur pertinence en tant que catégories d'analyse a permis d'aborder d'autres notions, à l'instar de la « marchandisation » ou de la « privatisation »<sup>501</sup>. Si ces tendances étaient vérifiables dans les textes de loi ou dans les projets de planification urbaine, le travail ethnographique nous a souvent confronté aux limites de l'usage de ces catégories puisque l'impact de ces processus semble beaucoup moins net et linéaire dans les pratiques quotidiennes envers l'eau ou la terre : non seulement le marchandage de ces ressources n'est pas entièrement nouveau dans nos deux cas d'étude, mais les usagers peuvent mobiliser des principes marchands, au même titre que d'autres acteurs impliqués dans l'échange (§ 7.2 et § 7.3.3 pour Caño de Loro et § 8.2.5 et § 8.3.3 pour Tuti). A cela s'ajoute l'existence de pratiques parallèles qui, en même temps, vont à l'encontre des logiques marchandes autant à Caño de Loro (§ 7.3.4) qu'à Tuti (§ 5.4).

L'objectif n'est pas ici de nier certaines réalités concrètes : nous avons bien montré comment des décisions et des transformations ayant eu lieu à des niveaux administratifs et politiques plus larges affectent d'une manière ou d'une autre les relations sociales qui se nouent autour de l'eau et de la terre à Tuti et à Caño de Loro. Il s'agit plutôt d'indiquer les

---

<sup>501</sup>Dans les études sur l'accès à l'eau des populations locales en milieu urbain, certaines problématiques reviennent de manière récurrente et sont liées à la question du changement social. Dans ces études, on évoque souvent l'urbanisation de l'eau (SWYNGEDOUW 2004), la marchandisation de la ressource et la privatisation des sources et des services (HALL et LOBINA 2007). Pour le cas de Khartoum, la question de la marchandisation et de la privatisation est souvent évoquée (Nègre 2004 ; BECKEDORF 2012) et nous avons vu que les conflits autour de la planification à Tuti sont lus, de manière particulière, à travers le prisme de l'urbanisation. A Carthagène, la privatisation des services et la marchandisation de l'eau sont aussi mentionnées (NICKSON 2001 ; VARELA BARRIOS 2007).

limites des catégories téléologiques pour exprimer et comprendre les nuances des échanges et des transactions que nous avons observées.

### 9.3. L'action collective et l'action individuelle

Lors d'une conversation portant sur le projet de planification urbaine à Tuti, Abdallah, ancien agriculteur très impliqué dans les négociations avec le gouvernement autour de la propriété foncière, nous a demandé comment les habitants de Caño de Loro s'organisaient pour mener leurs négociations avec le gouvernement colombien. Après notre explication, il a paru étonné de savoir qu'à Caño de Loro, les gens ne faisaient pas de réunions et ne se mettaient pas en groupes de discussion pour négocier l'accès aux terres comme cela avait lieu à Tuti. Notre interlocuteur a fini par nous dire :

« Il faut que les gens là-bas [à Caño de Loro] s'organisent, si ça ne marche pas il faut qu'ils prennent les armes (...) Amène-moi dans cette île en Colombie je vais leur apprendre à se battre ! »<sup>502</sup>.

La remarque d'Abdallah part de l'idée d'une différence essentielle entre les habitants de Tuti et Caño de Loro, reposant sur la présence ou l'absence d'actions collectives organisées pour légitimer ou gagner un pouvoir d'action sur les terres et sur l'eau de consommation. Au fur et à mesure de notre analyse, nous avons pu formuler quelques remarques quant à cette différenciation, à commencer par le fait que cette dernière, en principe apparente, a des raisons historiques et contextuelles. Ensuite, nous avons constaté qu'il est impossible de considérer l'« action collective » comme une démarche exclusive des habitants de Tuti contre l'« action individuelle » qui serait propre aux habitants de Caño de Loro : des activités relevant des deux types sont développées simultanément dans les deux villages pour assurer un pouvoir d'action sur les ressources, sans qu'il y ait pour autant de contradiction pour les gens. Il paraît dès lors plus pertinent d'évaluer le degré de collectivité ou d'individualité de ces actions dans des situations précises. Pour ce faire, nous avons mis en comparaison plusieurs points, à savoir : la présence d'autorités ou d'instances locales formelles – reconnues largement par la population – chargées de normaliser la gestion des ressources, l'existence de règles explicites ou de restrictions pour l'usage de l'eau et de la terre et enfin l'identification d'actions individuelles. A partir de ce dernier point, nous avons été amenés à réévaluer l'importance et l'efficacité des actions plus individualisées pour gagner une plus grande emprise sur les ressources, tout en considérant leur portée politique.

---

<sup>502</sup>Nous avons consigné cette phrase dans notre cahier de terrain.

### 9.3.1. Des raisons historiques, politiques et écologiques

Les modes d'accès à l'eau et les façons de s'appropriier la terre ont une trajectoire différente à Tuti et à Caño de Loro. A Tuti, la propriété foncière est enregistrée depuis 1925, et les *sāgīa*, mesurées et cartographiées, sont reconnues par l'Etat comme étant la propriété des individus et des familles, même si celui là n'intervient pas dans la division et les transactions entre les propriétaires. Enfin, l'enregistrement de la propriété foncière est reconnu par les habitants de l'île et la délimitation des parcelles ou l'étendue des terres ne suscite pas de controverse entre ceux-ci. A cela faut-il ajouter que les habitants de Tuti sont déjà rentrés à deux reprises dans d'importants conflits avec la municipalité au sujet des terres – en 1906 et en 1946. Ainsi, face à une présence renforcée des instances étatiques, et s'étant confrontées maintes fois à celles-ci, les habitants de Tuti ont développé une importante capacité de mobilisation collective.

A Caño de Loro, l'enregistrement des propriétés foncières a commencé seulement à notre départ du terrain en 2012, et les habitants ont alors été pour la première fois impliqués directement dans des négociations sur la question foncière avec des instances étatiques. Dans ce cadre, le gouvernement mettait en cause la légitimité des habitants à utiliser les terrains proches du village faute de titres de propriété et les habitants ne s'accordaient pas toujours entre eux sur la délimitation des parcelles appropriées ou sur la légitimité du propriétaire, définie en grande partie par l'usage des terres et selon les besoins (§ 7.2).

Ces trajectoires spécifiques expliquent en partie la présence d'un accord collectif et explicite de longue date sur les modes d'appropriation des terres à Tuti, consolidé probablement par l'enregistrement de celles-ci en 1925. Alors qu'à Caño de Loro, les principes d'appropriation paraissent bien plus flexibles jusqu'à récemment (§ 7.2). Cette différence suppose que l'appropriation des terres à Caño de Loro était plus susceptible de se constituer en une arène politique – lieu de discussion et contestation – entre les habitants du village tandis qu'à Tuti, bien qu'elle fût l'objet de discussion entre les propriétaires fonciers, cette question mettait surtout en confrontation les propriétaires locaux vis-à-vis du gouvernement.

Il faut également noter qu'à Caño de Loro, les ménages assurent en grande partie par eux-mêmes leur accès à la ressource hydrique, soit par la collecte d'eau pluviale, soit par la recherche d'eau à Carthagène par le biais des membres de la famille qui y travaillent. En plus,

les porteurs d'eau permettent l'accès à l'eau de la ville d'une importante partie de la population, régissant leur activité par des principes marchands (§ 7.3.3).

Des causes techniques et matérielles peuvent aussi expliquer en partie ces différents fonctionnements : le réseau urbain d'adduction a été consolidé à Tuti dans les années 1980. Par son fonctionnement technique il met en relation d'interdépendance les voisins et son mode de gestion, suppose que les ménages et les individus sont en relation avec l'Etat par le biais de fonctionnaires et techniciens de la KSWC. A Caño de Loro, la collecte d'eaux pluviales ne fait pas système du point de vue technique et dès lors que les populations ne sont pas directement branchées au réseau urbain, elles disposent d'un champ d'action pour assurer l'accès à l'eau qui passe par des moyens largement informels. Ce contraste rejoint les affirmations de certains auteurs selon lesquels la matérialité de l'eau en elle-même est fondamentale pour les formes politiques et pour les relations sociales que suscite son partage (ANAND 2011 ; MOSSE 1997, 2006b ; MITCHELL 2002).

Dans une comparaison réalisée entre deux villages en Vayalur (Inde) à propos du degré d'action collective dans la gestion des bassins d'irrigation, David Mosse attire l'attention sur l'importance du « pouvoir social » (MOSSE 2006b, p. 700). L'auteur part de l'hypothèse que l'action collective est intimement liée à la présence de structures de pouvoir fortes et à des règles de gestion qui fonctionnent comme des institutions publiques à travers lesquelles s'affirme et se promulgue l'autorité<sup>503</sup>. En transposant cette hypothèse à notre comparaison entre Tuti et Caño de Loro, nous pourrions avancer que l'importance explicite de l'action collective à Tuti, principalement autour des terres agricoles, est liée à deux structures de pouvoir fortes : d'une part la famille, sur plusieurs générations, comme propriétaire et gestionnaire des terres avec une longue tradition d'héritage et des règles complexes et précises ; d'autre part, l'Etat<sup>504</sup> qui est intervenu au moins depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle dans le partage et la stabilisation de la propriété foncière en légitimant l'autorité et les logiques locales pour la distribution des terres. En outre, nous avons pu montrer, à partir du cas de Mustafa qui évoque un consensus collectif largement fictif pour légitimer son projet

---

<sup>503</sup> Un constat proche quant à la question du pouvoir et de l'autorité est fait beaucoup plus tôt par Clifford Geertz dans sa comparaison entre des systèmes d'irrigation à Bali et au Maroc dont l'auteur explique qu'ils diffèrent, entre autres, en ce que le premier constitue une entité solidaire qui fait respecter les règles explicitement à différence du deuxième qui mobilise un code de lois qui fournit un cadre de discussion et un vocabulaire pour exprimer les conflits (GEERTZ 1972, p. 36).

<sup>504</sup> Le fait que l'île de Tuti soit placée au centre de la ville et que Caño de Loro soit situé dans ce qui est plutôt considéré comme une zone périphérique peut impliquer que l'Etat, par le biais des institutions municipales, ait été moins présent au cours de l'histoire récente.

d'aménagement de l'île (§ 8.2.5), que la « publicité » de l'action collective, même si elle est seulement supposée, sert à promulguer l'autorité dans des situations précises : par la manière de présenter son projet, Mustafa affirme son autorité et celle du collectif de Nās Tūtī devant nous tout en indiquant les catégories de population sur lesquelles s'exerce leur pouvoir, à savoir les individus considérés comme ne faisant pas partie de ce collectif. A Caño de Loro, il y a au contraire beaucoup moins de « publicité » autour de l'autorité, à l'instar des remarques de David Mosse concernant le cas des villages en Inde où l'action collective est peu prononcée : « le pouvoir opère à travers des réseaux privés plus diffus de clientèle, d'alliance ou d'obligations personnelles et les biens publics (...) sont gérées par des relations contractuelles, par l'accès indépendant [aux ressources], par le travail salarié (...) »<sup>505</sup>.

Ainsi, la conjonction d'aspects historiques et politiques doublée de questions géographiques, techniques et écologiques fournit des éléments permettant d'appréhender la différence apparente entre les populations de Tuti et Caño de Loro quant à l'action collective surtout envers les terres.

### *9.3.2. La politique des actions collectives et individuelles*

La variété des situations autour de la gestion de l'eau et de la terre nous a obligés à nuancer la polarité qui se dessinait au premier abord entre une population qui compte largement sur la force collective pour garantir son pouvoir sur les ressources et une autre qui passe par des actions plus individuelles et moins organisées pour atteindre les mêmes fins.

Bien que des comités se réunissent régulièrement à Tuti pour désigner des lignes collectives d'action dans le conflit autour de la propriété foncière face au gouvernement (§ 8.1.2), les actions individuelles y ont aussi une place importante. Nous avons noté l'existence de certains projets où des propriétaires fonciers, habitants de Tuti, achètent des terres agricoles à leurs voisins dans le but de construire plus tard des hôtels ou d'autres lieux récréatifs (§ 8.2.5). Certaines solutions aux problématiques autour de l'eau – coupures constantes, manque de débit – apparaissent encore plus représentatives de cette individualité des actions envers les ressources en ce qu'elles ne font l'objet d'aucune mobilisation collective : les plaintes, les demandes de branchement et autres négociations ont lieu entre les propriétaires des maisons et les fonctionnaires de la KSWC et, dans une moindre mesure,

---

<sup>505</sup> « (...) power operated (...) through diffuse private networks of patronage, alliance, and personal obligation, and public goods (...) were managed through contractual relations, independent provision, waged labor, and the like » (MOSSE 2006b, p. 704).

avec les agents de la compagnie chargée de la collecte des paiements (§ 8.3.2 et § 8.3.3). Alors qu'à Caño de Loro, si des actions plus individualisées semblent constituer la base de la gestion de l'eau et de la terre, nous avons décelé certaines logiques de gestion, bien que non explicites, qui se construisent en termes plus collectifs. C'est le cas notamment des espaces de distribution de l'eau et de la perception que peuvent avoir les femmes et les porteurs d'eau sur la disponibilité de celle-ci à un moment donné pour l'ensemble du village. Nous avons évoqué ces logiques dans la deuxième partie de la thèse.

Cette variation constante du degré de collectivité des actions des populations urbaines envers les ressources peut être éclairée par les travaux d'Asef Bayat qui différencie les actions plus atomisées et silencieuses qu'il nomme « l'empiétement des [gens] ordinaires »<sup>506</sup>, des mouvements sociaux et des actions plus collectives en expliquant que les initiatives d'un même groupe de personnes peuvent se mouvoir au sein de cette polarité :

« Les luttes des [populations urbaines] ne sont pas seulement défensives, une "résistance quotidienne" contre les empiétements des groupes supérieurs ; elles ne sont pas non plus simplement cachées, calmes et individualistes. Dans ma compréhension [ces luttes] sont aussi subrepticement offensives (...) Ceci a tendance à les impliquer dans des mouvements collectifs ouverts et audibles (...) Ainsi, dans un sens métaphorique, on peut voir ces empiétements quotidiens comme la représentation d'un "mouvement en soi" qui devient un mouvement social *per se* seulement lorsque les acteurs deviennent conscients de leurs actes en articulant leurs buts avec leurs méthodes et leurs justifications. Cependant, en assumant ces caractéristiques [ces actions] perdent leur caractère d'empiétement calme »<sup>507</sup>.

Néanmoins, si le degré de collectivité des actions autour de la gestion des ressources est, comme l'indique David Mosse (2006b), intimement liée à la question du pouvoir, nous sommes tenus de nous questionner sur la portée politique des unes et des autres. Dans le cas de mouvements collectifs plus organisés, structurés et répétés dans le temps, il est possible d'affirmer qu'ils concernent, dans une certaine mesure, l'organisation, le contrôle et parfois la stratification de la population. Ces mouvements sont toutefois efficaces dans le maintien d'un contrôle sur les ressources foncières face à des tiers. Nous avons illustré ceci à travers la description des logiques de constitution de différents comités à Tuti (§ 8.1.2).

---

<sup>506</sup> *The encroachment of the ordinary* (BAYAT 1997, p. 57).

<sup>507</sup> Les guillemets et italiques apparaissent dans le texte original : « *Their struggles are not merely defensive, an 'everyday resistance' against the encroachments of the 'superordinate' groups; nor are they simply hidden, quiet and often individualistic. In my understanding, [they] (...) are also surreptitiously offensive (...) This tends to involve them in a collective, open and highly audible campaign (...) Therefore, in a metaphorical sense, these everyday encroachments may be seen as representing a 'movement in itself', becoming a social movement per se only if and when the actors become conscious of their doings by articulating their aims, methods and justifications. However, should they come to assume this feature, they lose their quiet encroachment character* » (BAYAT 1997, pp. 56 -57).

Dans le cas des actions plus atomisées et individualistes, nous avons pu affirmer qu'elles comportent une portée politique d'une part parce qu'elles sont efficaces dans l'appropriation de ressources publiques comme l'eau de consommation et d'autre part, parce que ces « luttes immédiates » s'attaquent non pas à des institutions de pouvoir, mais à des techniques ou des formes de pouvoir particulières (FOUCAULT 1994b). Nous avons voulu illustrer ceci par le refus des habitants de Caño de Loro de demander de l'eau à la municipalité (§ 7.3.5) ou par l'acquisition de l'eau dans le continent à travers des moyens parallèles au système du marché (§ 7.3.4).

Une dernière mise en parallèle est utile pour s'interroger quant au degré de collectivité ou d'individualité : la comparaison des formes de gestion de l'eau avec celles de la terre dans chaque contexte.

#### 9.4. Gestion différentielle de l'eau et de la terre en milieu urbain

Les études anthropologiques sur les systèmes d'irrigation ont souligné l'imbrication entre ressources et sociétés, tout en montrant l'importante interrelation unissant l'eau et la terre (BEDOUCHA 1987 ; AUBRIOT 2004 ; RIAUX 2006 ; VAN AKEN 2011). La relation étroite entre ressources hydriques et foncières a aussi été signalée dans des systèmes de production piscicoles (BEDOUCHA 2011). Concernant l'eau de consommation en milieu urbain, l'imbrication entre l'espace d'habitation et l'eau paraît automatique : d'une part, la possibilité d'accès à l'eau de consommation est une condition impérative pour que les individus établissent leur lieu d'habitation, formellement ou informellement ; d'autre part, le réseau hydrique n'est étendu que sur les terres dont l'usage est prévu pour l'habitation dans les projets de développement urbain.

Pour autant, la mise en perspective des cas de Tuti et de Caño de Loro a permis de faire ressortir une similitude importante sur la relation entre ressources foncières et ressources hydriques : les revendications sur le droit d'accès à la terre ne mobilisent pas des références au droit d'accès à l'eau et inversement. Cette séparation des revendications a des raisons pratiques différentes dans les deux villages. A Caño de Loro, les principales sources d'eau ne sont pas placées sur l'île, mais à Carthagène et les points de collecte d'eau pluviale ne sont pas attachés à la terre – à l'inverse des puits ou des ruisseaux – et peuvent donc être déplacés et utilisés partout, d'autant plus que dans la plupart des cas il s'agit déjà de structures légères et mobiles. Ainsi, dès lors que l'eau est peu ou pas attachée matériellement au territoire, les

conflits autour de l'enregistrement des titres fonciers ne mobilisent pas explicitement la question de l'accès à l'eau.

A Tuti, les principaux litiges fonciers concernent avant tout les terres agricoles et n'ont donc pas de rapport avec l'accès à l'eau de consommation. En outre, une fois que l'habitation est établie et que la question de l'accès à l'eau est résolue au quotidien par différents biais, les conflits autour de l'eau de consommation sont minimisés et le champ politique autour de la ressource hydrique se déplace à la sphère domestique. Enfin, lorsque les infrastructures d'adduction d'eau sont la propriété de l'Etat et sont gérées par des fonctionnaires, l'eau de consommation ne produit plus une attache particulière au territoire. Celui-ci était le cas avec les puits qui étaient insérés à la fois dans le tissu social, l'histoire de la population et l'espace géographique.

A ces différences s'ajoute la séparation des instances qui gèrent les deux ressources autant au niveau des villes que dans les villages, puis au niveau national : à Tuti, ce sont les fonctionnaires de la KSWC et la compagnie qui collecte l'argent qui assurent et régulent l'accès à l'eau. A cette gestion externe de l'eau s'oppose une gestion plus autonome des ressources foncières : si l'accès à la terre est défini par la loi, les institutions locales étatiques n'interviennent pas dans les conflits fonciers qui sont pris en charge par des conseils locaux reconnus largement par la population. Ceci est en relation avec le degré de collectivité qu'implique la gestion de l'eau et de la terre : comme on a pu le voir, les problématiques dans l'accès à l'eau ne suscitent pas de mobilisations collectives et restent du ressort des ménages et des individus, tandis que la question des terres suscite la tenue de réunions, la création de comités et une référence récurrente à l'action collective.

A Caño de Loro, l'accès à l'eau du réseau urbain est principalement assuré par les porteurs d'eau qui gèrent les rythmes d'approvisionnement et les prix. A l'échelle de la ville, c'est une entreprise privée qui, par le biais d'un contrat avec la municipalité, a toutes les prérogatives pour administrer la distribution de l'eau. Or, cette gestion qui relève principalement du secteur privé, s'oppose à la gestion du foncier qui engage davantage des instances étatiques : si les gens agissent individuellement lors des conflits autour de la terre à Caño de Loro, ils peuvent éventuellement impliquer les autorités locales comme le président de la JAC et le *corregidor*. Depuis 2012, les propriétés foncières doivent en outre être officiellement consignées dans le cadastre national et gérées par la municipalité conjointement avec les institutions locales, à l'instar du Conseil Communautaire. Ce qui entraîne

l'imposition de références identitaires fortes – comme la catégorie d' « afro-descendants ». Si peu de travaux académiques se sont penchés sur le rôle des catégories d'appartenance dans les dynamiques d'accès à l'eau de consommation en milieu urbain et d'accès aux infrastructures collectives qui lui sont associées<sup>508</sup>, les cas de Tuti et de Caño de Loro montrent que cet accès se revendique rarement en termes d'appartenance.

Il importe aussi de souligner une différence située dans les modalités d'appropriation des deux ressources. La terre est conçue comme une ressource qui peut s'attribuer ou se posséder tandis que l'eau, mobile et nécessaire à la vie, est difficilement appropriable. Dans les projets de développement et de planification urbaine tout comme dans les textes de loi, l'Etat peut posséder la terre dont il se doit de réguler l'accès et l'exploitation : à Khartoum comme à Carthagène, l'Etat réclame la propriété de certaines étendues foncières dont la propriété ou l'usage est contesté – terres *jarēf* à Tuti, *baldío* à Caño de Loro – et la terre reste susceptible d'appropriation pour les populations locales en tant que bien qui a valeur d'usage mais aussi d'échange. A l'inverse, l'eau est pensée dans les textes de loi ou de planification urbaine comme un service dont l'Etat doit se porter garant, en même temps qu'il revendique la propriété générale des ressources en eau. Dans cette logique, la possession de l'eau est difficilement revendiquée au niveau des usagers et les sources locales susceptibles de faire l'objet d'appropriation ne constituent plus les points principaux d'accès à l'eau de consommation pour les deux populations.

Ainsi, l'eau et la terre mobilisent des valeurs différentes à Tuti et à Caño de Loro bien qu'en principe les deux ressources demeurent intimement liées. Cette différenciation s'établit en fonction d'aspects écologiques et géographiques mais aussi selon les institutions qui sont concernées par la gestion des deux ressources, les actions collectives qu'elles suscitent et les statuts mêmes de l'eau et de la terre : nature, ressource, service, ou marchandise. Si la définition des populations et de la terre devient un point névralgique dans les conflits autour de la planification urbaine et de la décentralisation politique, cette importance « disparaît » dans les négociations quotidiennes pour l'accès à l'eau urbaine : l'eau implique beaucoup moins, dans nos deux cas d'étude, de mouvements collectifs. Dès lors, les catégories d'appartenance perdent de leur importance et on assiste à la mise en place de tactiques moins organisées et plus individualisées pour assurer l'accès à l'eau.

---

<sup>508</sup> Nous avons noté dans un travail précédent sur Khartoum, que la question de l'accès à l'eau de consommation tend à effacer les différences ethniques et religieuses (ARANGO 2015b), mais Nikhil Anand a démontré le contraire dans le cas de Bombay (ANAND 2011).

## CONCLUSION

Notre parcours de réflexion nous a amenés de l’histoire de l’approvisionnement en eau de Carthagène et de Khartoum aux stratégies quotidiennes d’accès et de partage de la ressource hydrique par les habitants de Caño de Loro et de Tuti, avant de traiter des conflits sur la gestion de l’eau et de la terre propres à ces contextes urbains. Au terme de ce cheminement, il s’agit désormais de revenir sur les principaux points développés dans le présent travail.

L’expansion d’un modèle de gestion de l’eau – centralisé par des instances administratives à l’échelle de la ville avec d’importants systèmes concentrant le captage, le traitement et la distribution de l’eau – conduit souvent à considérer la question hydrique en milieu urbain à travers le prisme binaire opposant les populations qui bénéficient du réseau à celles qui en sont exclues. Dès l’introduction au présent travail, nous avons néanmoins postulé qu’il était possible d’aller au-delà de ce constat des inégalités révélé par l’analyse des experts ou dans les discours médiatiques : en l’occurrence, par le biais d’une approche ethnographique, focalisée sur les modes d’accès à l’eau et sur ses usages, s’appuyant sur un travail de terrain effectué sur une longue durée et intégrant une perspective historique.

Afin de mettre en perspective les formes d’accès à cette ressource entre les cas de Tuti et de Caño de Loro, nous avons donc construit trois « objets de comparaison » en suivant les propos de Marcel Détéienne (2000, p. 41) : l’histoire et le fonctionnement du réseau urbain d’adduction d’eau (première partie), les espaces de partage de celle-ci au quotidien entre les usagers (deuxième partie) et les relations des deux villages avec des acteurs et des institutions externes autour de l’accès aux ressources proches dans un contexte de développement urbain planifié (troisième partie). Pour chacun de ces objets, nous avons proposé de partir d’un aspect qui paraissait au premier abord similaire entre les deux cas d’étude<sup>509</sup>, pour ensuite le

---

<sup>509</sup> Dans la première partie, l’analogie réside dans la mise en place presque simultanée du réseau hydrique à Khartoum et à Carthagène, alors que nous sommes partis de l’observation de l’espace domestique et de la rue comme lieux de partage comparables à Tuti et à Caño de Loro dans la deuxième partie. Enfin, nous avons

décrire minutieusement dans chaque contexte. Cette démarche a permis de soulever de nombreux questionnements d'ordre conceptuel, qu'ils relèvent de l'anthropologie urbaine, d'une approche anthropologique des formes de gestion de l'eau, ou plus généralement des études sur les ressources hydriques en sciences humaines et sociales.

Après avoir présenté une synthèse des principaux arguments transversaux à cette recherche, nous allons revenir sur les résultats qui plaident en faveur d'une ethnographie comparative des formes d'accès et de gestion de l'eau en milieu urbain.

### *Des logiques hétérogènes pour penser l'eau en milieu urbain*

Tout au long de ce travail, nous avons montré que les pratiques et les stratégies d'accès et de gestion des ressources hydriques – à la fois celles des usagers, des administrateurs et des techniciens – mobilisent des manières différentes de concevoir l'eau. Des logiques pouvant paraître exclusives entre elles sont néanmoins mobilisées dans la pratique par les mêmes acteurs sociaux, et souvent sans contradictions. Par conséquent, il nous paraît nécessaire de dépasser l'approche qui attribue une logique particulière à chaque catégorie d'acteurs – à l'instar d'une rationalité exclusivement économique pour les administrateurs urbains, ou de motifs purement collectifs ou individuels en ce qui concerne les usagers – si l'on cherche à comprendre les dynamiques sociales et politiques liées à la gestion et à l'accès à l'eau en milieu urbain. Dans cette perspective, il s'avère pertinent d'identifier les différentes conceptions de cette ressource mobilisées dans des situations précises d'échange ainsi que leurs interactions et les conditions dans lesquelles certaines deviennent dominantes ou au contraire disparaissent.

Notre aperçu historique des formes d'accès à l'eau à Khartoum et à Carthagène (Ch. 1) a permis d'interroger les conditions d'émergence et le contexte social dans lequel avait eu lieu la mise en place du réseau urbain d'adduction d'eau. Il convient de rappeler qu'à cette période, ces deux villes présentaient des situations écologiques et politiques très différentes : régie par une administration coloniale, Khartoum est traversée par les eaux du Nil tandis que la « ville sans eau » de Carthagène fait partie d'une république indépendante depuis près d'un siècle.

---

commencé la troisième partie par le constat de l'existence, dans les deux villes, d'importants projets d'aménagement urbain concernant les deux villages.

Malgré ces dissemblances notables, nous avons pu dégager des similitudes conséquentes, à commencer par le réseau hydrique qui a été mis en place plus ou moins à la même époque à Carthagène (§ 1.1) et à Khartoum (§ 1.2). Ensuite, son installation et son développement ont impliqué des acteurs très similaires – hommes politiques, urbanistes, médecins hygiénistes, ingénieurs et journalistes – appartenant aux élites des deux villes. Si ces individus sont principalement issus de l’administration coloniale à Khartoum, il s’agit à Carthagène des élites municipales qui font souvent appel à la collaboration d’entrepreneurs anglais ou américains pour l’installation des infrastructures urbaines. En outre, certaines préoccupations paraissent analogues pour les autorités des deux villes, à l’instar de la pérennité matérielle du système ou de la disponibilité d’eau en continu et à long terme. Pour répondre à ces enjeux, des logiques non moins semblables se sont dessinées au sein des deux contextes, à savoir la programmation de l’extension de l’espace urbain mais aussi l’estimation de la quantité nécessaire d’eau par jour et par habitant, différenciée selon une classification socioéconomique des populations – explicite à Khartoum depuis le début du siècle, et implicite à Carthagène jusqu’aux années 1990. Le développement du réseau urbain dans ces deux villes s’est donc réalisé au croisement des exigences politiques – nationales et internationales – visant à rationaliser la ressource hydrique, avec les dynamiques de promotion et d’affirmation du pouvoir des élites locales.

En suivant l’histoire de l’approvisionnement hydrique de Carthagène, nous avons noté certaines tendances technicistes dans la manière de penser l’eau de consommation depuis les premières années de la colonisation au XVI<sup>e</sup> siècle : la ressource provenant de sources lointaines doit alors être maîtrisée et amenée en ville pour la consommation des citadins. Fortement axé sur la maîtrise technique, le cadre de pensée mobilisant un idéal de progrès et de modernité va néanmoins prendre une force exceptionnelle à Khartoum et à Carthagène vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, notamment pour penser les ressources hydriques mais aussi l’espace urbain. Or, les travaux de Bruno Latour (1991) nous ont permis de considérer la « modernité » à la fois dans sa dimension conceptuelle – comme manière de penser la société, l’homme et la nature en séparant leurs dimensions matérielles, sociales et symboliques – et dans sa dimension politique – en tant que mécanisme permettant de représenter à la fois la nature et les individus, respectivement par les scientifiques et par les hommes politiques –, et nous porte à affirmer que cette logique est loin d’être absolue.

Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, des controverses importantes éclatent en effet à propos du réseau hydrique dans les deux villes : des litiges opposent les médecins aux ingénieurs quant à

l'extension des tuyaux à Khartoum (§ 1.2.3) ou la fermeture des *aljibe* à Carthagène (§ 1.1.4) ; des discussions ont lieu au sein de l'entreprise coloniale d'approvisionnement en eau de Khartoum concernant le choix de faire payer l'eau aux usagers (§ 1.2.4) ; des désaccords apparaissent au sujet de la fermeture des puits publics à Tuti, entre la permission du *sheikh* et l'avis des habitants (§ 2.2.6) ; enfin, des conflits mettent aux prises les instances pourvoyeuses d'eau à Carthagène et les porteurs d'eau de Caño de Loro autour du caractère marchand de l'eau préconisé par les derniers (§ 7.3.3). A cet égard, la pensée « moderne » de l'eau ne paraît pas tant constituer l'apanage d'un milieu social – des élites intellectuelles ou des scientifiques – en ce qu'elle semble davantage se répandre avec plus ou moins d'intensité dans certaines pratiques et échanges.

De plus, nous avons noté comment les politiques récentes de développement urbain planifié exacerbent une conception techniciste et positiviste de la gestion des individus et des ressources. Leur articulation avec une vision moderniste de la société et de la nature, déjà signalée de manière générale dans des études anthropologiques sur l'eau (CASCIARRI et VAN AKEN 2013), se traduit par deux observations majeures dans nos cas d'étude. D'une part, les populations urbaines sont considérées comme des entités discrètes dans le cadre d'une administration décentralisée qui place la question des autorités locales au centre des réformes politiques autant en Colombie qu'au Soudan. Comme certains auteurs l'ont montré dans d'autres contextes (MOSSE 1999), une étude anthropologique des formes de gestion de l'eau apporte un éclairage privilégié pour illustrer la manière dont la promotion contemporaine des institutions locales trouve ses racines dans l'histoire coloniale. Or, si les réformes actuelles suscitent des changements concrets à Caño de Loro (§ 7.1), elles ont un impact beaucoup plus mitigé dans le fonctionnement des institutions politiques de Tuti (§ 8.1). D'autre part, pour répondre aux besoins de la planification, les administrateurs urbains et l'Etat conçoivent l'eau et la terre avant tout comme des éléments mesurables et maîtrisables : une campagne de cartographie et d'enregistrement foncier dans le cadastre national au nom d'un propriétaire a ainsi débuté en 2012 à Caño de Loro (§ 7.2.5) tandis que l'eau fait l'objet de calculs techniques de la part des ingénieurs qui préconisent l'extension du réseau hydrique sur l'île de Tierra Bomba (§ 2.1.6 et § 7.3.1). A Tuti, l'extension des terres inondables – très fluctuante en raison du régime des crues – constitue un sujet, cause de litige récurrent entre les propriétaires fonciers et l'Etat qui demande d'en définir les limites depuis les années 1990 (§ 8.2.3), alors que l'accès à l'eau est davantage soumis à un processus accru de bureaucratisation (§ 8.3.1 et § 8.3.2).

Certes dominants dans la conception de la ville depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, ces penchants modernistes pour appréhender l'eau et les citadins n'excluent pas, malgré leur intensification récente, l'existence d'autres discours qui considèrent l'eau dans sa dimension gratuite et collective, décentralisée et particularisée. Par conséquent, la modernité et le progrès apparaissent moins comme des idéologies absolues et totalisantes que comme des manières de penser qui imprègnent certaines pratiques et échanges. A ce titre, elles ne sont pas propres à un groupe social particulier – qu'il s'agisse d'une élite ou des administrateurs coloniaux – puisqu'elles sont reprises par d'autres acteurs sociaux, en l'occurrence les usagers, qui produisent « une version locale des métarécits modernistes » pour reprendre l'expression de James Ferguson (1999, p. 84). Nous avons de surcroît pu montrer que si les planificateurs, comme les agents humanitaires et de la diplomatie, structurent leurs descriptions des dynamiques urbaines et de la réalité des habitants de Tuti sur la distinction opposant « tradition » et « modernité » (§ 8.2.2), certains de nos interlocuteurs sur l'île reprennent explicitement la même dichotomie pour exprimer leur histoire et leur présent (§ 2.2.5).

Dans ce contexte, l'eau est en partie pensée à Tuti selon certaines caractéristiques propres à la modernité : elle est ainsi considérée comme un service du ressort de l'Etat, comme une ressource pour laquelle on paye l'adduction, mais aussi comme un élément qui a des dimensions chimiques et qui est produit par d'importants moyens techniques (§ 8.3). De manière analogue, l'eau est dans une certaine mesure considérée à Caño de Loro comme un élément physique, divisible en parties égales, vendu et acheté à l'unité (§ 4.4). Si les conceptions modernistes de l'eau et l'usage d'un langage technique de la part des habitants indiquent dans les deux cas leur inscription dans un monde institutionnel qui les dépasse, il ne s'agit pas pour autant d'une inclusion automatique ou subie. Par leurs pratiques et leur discours, les acteurs sociaux se réapproprient en effet des logiques plus larges sans que cela crée nécessairement des contradictions avec d'autres conceptions de l'eau : en vertu de sa dimension religieuse, l'eau est un élément qui doit être partagé à Tuti et les pratiques de redistribution sont le gage d'un accès à une quantité suffisante d'eau et en continu (§ 5.4) ; les habitants de Caño de Loro considèrent quant à eux que même en situation d'abondance, l'eau ne doit pas être « gaspillée » et expliquent sa redistribution par l'impératif de faire circuler une ressource « vivante » qui risque de se gâter si elle reste stockée longtemps (§ 4.3.3). Dans les deux contextes étudiés, la parenté et le voisinage représentaient en outre des langages importants pour exprimer la redistribution de l'eau, celle-ci octroyant un statut socio-économique particulier aux donneurs de Tuti et aux distributeurs de Caño de Loro.

Par ces exemples, nous avons essayé de montrer comment différentes manières de penser les ressources se superposent sans être entièrement exclusives d'un groupe particulier d'acteurs sociaux. Dans cette logique, nous avons affirmé dans les chapitres 3 et 9 que l'une des caractéristiques propres d'une pensée moderne de la ville résidait dans l'« approche projective de la société » (PIAULT 1995, pp. 211-2) et l'intention d'un développement planifié à long terme, paradigmes forts dans l'histoire de Khartoum (§ 1.2 et § 8.2) et de Carthagène (§ 1.1 et § 7.2.4) jusqu'à aujourd'hui. En observant certaines pratiques locales – par exemple, la planification de l'espace d'habitation par la *tarbī'a* (§ 5.2.2.2) ou les modalités de stockage de l'eau à Tuti (§ 5.3) mais aussi à Caño de Loro (§ 4.3) –, nous avons néanmoins signalé que les usagers produisent leurs propres façons de faire face aux risques et aux incertitudes du futur. Or, à la différence des projets de développement urbain planifié, les habitants des deux villages intègrent par leurs pratiques un large spectre de variables écologiques et politiques dans leurs stratégies quotidiennes afin d'obtenir l'eau en continu<sup>510</sup>.

Notre travail a donc cherché à rendre visible la multiplicité des manières de penser l'eau de consommation au sein des milieux urbains. A l'instar de ce que Timothy Mitchell (2002) propose pour les projets hydrauliques sur le Nil en Egypte, nous avons montré que les distinctions d'une pensée moderne appliquée à l'eau et aux citoyens n'ont pas nécessairement remplacé l'arbitraire et l'improvisation que les administrateurs urbains – coloniaux à Khartoum, républicains à Carthagène – imputaient à l'ordre préexistant. Par ailleurs, nous avons pu signaler, en suivant les travaux de David Mosse en Inde (2006c), la rencontre de différentes logiques de gestion de l'eau et de la terre ainsi que les négociations et actes concrets qui rendent possible l'ancrage d'une nouvelle forme d'administrer les ressources.

Enfin, il importe de souligner que les manières « modernes » de penser l'eau imprègnent aussi les pratiques des usagers. Par conséquent, il est possible d'affirmer que plusieurs façons de concevoir la ressource se superposent dans notre monde contemporain caractérisé par des contextes locaux sollicitant l'intervention d'agents très divers. Ces conceptions parfois contradictoires peuvent être mobilisées par différents acteurs – selon les cadres et les situations spécifiques –, qu'il s'agisse des usagers ou des décideurs, sans pour autant qu'une de ces logiques ne monopolise et n'anéantisse entièrement les autres à l'échelle de la planète comme à celle des individus.

---

<sup>510</sup> Cette observation suggère l'intérêt d'aborder, dans des travaux à venir, l'analyse des manières spécifiques de concevoir le futur et le risque que les populations locales expriment à travers les formes de gestion de l'eau.

### *La gestion des ressources hydriques dans les villes : une question locale et globale*

Au cours des dernières décennies, l'accès à l'eau de consommation est devenu une préoccupation partagée par des institutions internationales : à titre d'exemple, l'ONU a reconnu en 2010 l'accès à l'eau potable, propre et de qualité, comme un droit humain fondamental, alors que des tentatives pour concrétiser cette déclaration se sont succédées depuis 1977 (LINTON 2012). Dans ce cadre, d'autres organisations internationales – la Banque Mondiale, l'OMS ou l'Agence Américaine pour le Développement USAID – ont émis depuis les années 1970 des recommandations définissant la quantité minimale d'eau potable nécessaire par jour et par individu (GLEICK 1998). Des événements comme le Forum Mondial de l'Eau et des institutions telles que le Global Water Partnership ou le Conseil Mondial de l'eau, participent de ce que Karen Bakker appelle « une campagne globale généralisée pour le droit humain à l'eau » (BAKKER 2010, p. 136). Dans cette logique, la question de l'eau de consommation est de plus en plus pensée dans certaines sphères – depuis le secteur de la coopération jusqu'aux champs humanitaire et diplomatique en passant par les médias – comme une problématique qui s'étend à toute la planète et qui peut trouver solution par des politiques appliquées à l'échelle globale.

Ces logiques font écho à la médiatisation accrue des conflits et des mouvements sociaux pour l'accès à cette ressource, notamment en milieu urbain : qualifiées de « guerre de l'eau », les images des mobilisations qui ont eu lieu à Cochabamba en 2000 (POUPEAU 2002 ; UHEL 2013) ont fait le tour de la planète. On ne compte plus en effet les nombreux articles parus dans la presse internationale à ce sujet qui a même inspiré des films de fiction et des documentaires présentés sur les écrans de cinéma du monde entier. A ceci s'ajoutent les images circulant sur internet et à la télévision, qui expriment la volonté d'illustrer les crises de l'eau frappant de nombreuses villes. Ainsi, cette conception de l'eau urbaine en tant que problématique globale paraît concomitante aux transformations propres à la ville moderne qui constituent, selon certains auteurs, l'« une des dimensions de la mondialisation du point de vue de la vie sociale et politique » (BERTHO 2007, p. 24).

En somme, l'accès à l'eau de consommation a été élevé au rang d'objet d'envergure mondiale qui dépasse largement la portée de notre recherche, même si cette dernière paraît cependant tributaire de ce cadre plus large. En effet, elle contribue probablement à le reproduire, puisqu'elle met en relation des populations fort éloignées et très différentes – en termes culturels, géographiques, écologiques, démographiques et historiques – à partir des

modalités d'accès, de gestion et de partage de l'eau. Hors de ce cadre de recherche, ces groupes n'auraient sans doute jamais été rapprochés de la sorte.

Bien que n'entraînant pas de conflits visibles, la situation peu médiatisée de l'accès à l'eau dans les deux villes étudiées est pourtant insérée dans des enjeux globaux importants. Depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle, des compagnies étrangères sont en effet impliquées dans la construction d'infrastructures et dans la gestion de l'approvisionnement en eau tandis que des normes internationales établissent des standards de qualité (Ch. 1). Il convient aussi de considérer l'application de modèles de gestion régis par des institutions internationales –, autant d'éléments qui permettraient d'observer les modalités d'accès à l'eau à Khartoum (§ 8.3.3 et 8.3.4) et à Carthagène (§ 7.3.1 et § 7.3.2) à partir des situations conflictuelles existant à ce sujet dans d'autres villes de la planète.

Les analyses s'inscrivant dans une perspective globale soulignent la marchandisation de l'eau et des relations sociales, la séparation entre économie et société et l'impact de principes néolibéraux dans la gestion de la ressource (ZWARTEVEEN 1997 ; SWYNGEDOUW 2004 ; BARON, 2007 ; BECKEDORF 2012), ce que Barbara Casciarri identifie par la notion de « désocialisation de l'eau » (2011, 2015a). Dans cette logique, il s'agit également de constater la généralisation d'une crise urbaine pour l'accès à l'eau et l'expansion du secteur privé dans le contrôle et la gestion de l'approvisionnement des villes (BAKKER 2010 ; BECKEDORF 2012). Toujours selon cette optique, d'autres auteurs portent leur attention sur les inégalités des citoyens face à l'accès aux ressources, entendues en termes de « fragmentation urbaine » (JAGLIN 2005 ; GANDY 2008).

Or, nous avons souligné que les manières d'accéder à l'eau sont des réalités fortement locales pour les habitants de Khartoum et de Carthagène, et par extension pour ceux de Tuti et de Caño de Loro : enracinées dans un territoire, elles sont dépendantes de situations écologiques particulières (Ch. 1, § 5.3 et § 4.3) et de trajectoires historiques propres (Ch. 2). Elles résultent tout autant de la rencontre de différentes logiques, de bricolages, d'échanges et de manipulations quotidiennes de la ressource. En évoquant la « rigueur scientifique » selon laquelle il est impossible de réduire l'ensemble des réalités locales de l'eau à des représentations globales « simplistes par nature » (AYEB 2011, p. 6), une approche qui prend comme échelle d'analyse le « local » invite à se focaliser sur la dimension interactionnelle des formes d'accès à la ressource au quotidien. Dans ce cadre, l'eau est considérée un *medium* des relations sociales (MOSSE 2008 ; VAN AKEN 2013) et du rapport des individus avec la

nature (STRANG 2004), et ses infrastructures sont comprises comme des moyens qui rapprochent ou éloignent les citoyens entre eux (MALIQALIM SIMONE 2012). C'est dans cette perspective interactionnelle que nous avons abordé la gestion de l'eau au quotidien à Tuti (§ 5.3 et § 5.4) et à Caño de Loro (§ 4.3 et § 4.4).

Il s'agit donc d'articuler une optique plus globale avec une observation des relations interpersonnelles au quotidien : les façons de gérer l'eau à Tuti et à Caño de Loro – et de manière plus générale dans d'autres contextes urbains – ne peuvent en effet pas être comprises en dehors du cadre plus large incluant le modèle de gestion choisi pour l'approvisionnement en eau de chaque ville ou les rhétoriques technicistes propres aux projets de développement urbain planifié. Les tactiques quotidiennes pour l'accès à la ressource dans les deux villages étudiés expriment les liens des réalités individuelles et quotidiennes avec des dynamiques urbaines, nationales et internationales.

*Les liens de l'eau<sup>511</sup> : localité et « communauté de la pratique »*

Le travail ethnographique réalisé à Tuti et à Caño de Loro a également permis de s'apercevoir que le lien qui rapproche les individus dans chaque village est entériné par les différentes formes d'échange et de partage de l'eau au quotidien. Par conséquent, nous avons montré que la gestion de la ressource est à la fois matérielle, politique et symbolique. C'est pourquoi elle peut être comprise à plusieurs titres comme faisant partie des « technologies de production de la localité » selon les termes d'Arjun Appadurai (2011, p. 259). Cet auteur considère ainsi la « localité » non pas en tant qu'espace identifiable mais comme le résultat d'opérations matérielles et symboliques répétées, constantes et codifiées.

Bien que le parcours de l'eau – depuis la source jusqu'aux lieux de consommation – soit différent à Tuti et à Caño de Loro, nous avons noté l'importance des échanges de la ressource et des objets liés à celle-ci entre des individus habitant différentes maisons : à Tuti, la redistribution est due aux coupures fréquentes du flux d'eau et à son inégale répartition sur le réseau (§ 5.3), tandis qu'à Caño de Loro, elle provient du transfert quotidien de la ressource depuis le continent (§ 4.3, § 4.4). En reprenant le postulat de Pierre Mayol qui suggère que les trajectoires des individus dans la ville sont fondatrices de la vie quotidienne en milieu urbain (MAYOL 1994), nous pouvons avancer que les déplacements journaliers d'eau font partie des

---

<sup>511</sup> Nous reprenons ici le titre du livre de Geneviève Bédoucha « Les liens de l'eau. En Brenne, une société autour de ses étangs » publié en 2011.

gestes et des itinéraires qui participent à cette création. Les échanges de la ressource instaurent un lien physique qui unit les gens entre eux – au-delà de la sphère domestique – et à une « localité » qui est produite matériellement par la mise en place des débarcadères, par le passage répété du chariot qui distribue l'eau à Caño de Loro (§ 4.4.1) ou par les *sabīl*, les tuyaux entre les maisons et le transfert de seaux à Tuti (§ 5.4).

De plus, la préoccupation des acteurs politiques et des agents de développement des deux villes pour étendre les services urbains aux îles de Tuti et de Tierra Bomba, tout comme leur volonté d'administrer les ressources locales, ont pour effet que les deux villages sont reconnus et objectivés en dehors de leurs limites spatiales. Comme l'indique David Mosse, les acteurs politiques et de développement contribuent aussi à la « production de la localité » en mettant l'accent sur les « savoirs locaux » ou les « institutions locales » (MOSSE 1997, p. 498). Dans les contextes d'intervention que nous avons abordés, c'est par l'évocation de pratiques et d'institutions « traditionnelles » – qu'elles soient attribuées aux Nās Tūtī à Khartoum ou aux *nativo*, voire aux « afro-descendants », à Carthagène – que Tuti et Caño de Loro existent pour les acteurs externes, qu'il s'agisse des agents du développement et du secteur humanitaire à Khartoum (Ch. 8) ou des acteurs politiques et des entrepreneurs touristiques à Carthagène (Ch. 7). Dans ces cas, il s'agit d'une production discursive de la localité qui confronte nos interlocuteurs avec les images d'eux-mêmes qui leur sont assignées de l'extérieur. Se déclenche alors un processus de construction et d'attribution de certains critères d'appartenance susceptibles de devenir un objet de conflits entre les parties prenantes : l'usage de ces catégories repose sur des relations de pouvoir tout en constituant une arène de négociation constante.

Enfin, les échanges d'eau et des objets liés à celle-ci contribuent à la construction de ce que Mauro Van Aken appelle une « communauté de la pratique » (VAN AKEN 2011, p. 77), c'est-à-dire des individus qui se reconnaissent entre eux et se différencient des autres à partir de leurs gestes et de leurs actes partagés à l'égard de la ressource. Lorsque les gens de Caño de Loro expliquent leur refus avéré de recourir à l'eau à la municipalité, ils expriment – de manière certes négative – les caractéristiques de ce qu'ils considèrent comme un ethos partagé par la population du village au sens large (§ 7.3.5). A l'inverse, l'accès à l'eau du réseau à Tuti ne conduit pas à ce que les habitants se trouvent face à des tiers, dès lors l'usage des robinets ne suffit pas à produire le discours d'une « communauté de la pratique ». Par conséquent, les actions liées à l'eau de consommation n'aboutissent pas nécessairement à l'expression de caractéristiques partagées de manière plus large. Toutefois, certains gestes, à

l'instar de l'échange de motopompes et de l'extension de tuyaux entre maisons, sont l'occasion d'exprimer des liens entre des individus qui partagent et coproduisent la « localité » au quotidien, sans pour autant se reconnaître de la même famille, origine ou affiliation tribale (§ 5.4). Les usagers de l'eau à Tuti se rassemblent alors face à la nature instable de l'eau et aux dysfonctionnements du système technique. Ces différents discours, permis par les pratiques qui visent l'accès à l'eau de consommation, contribuent ainsi à une production symbolique de la localité.

Inspiré par différents auteurs (MAYOL 1994 ; APPADURAI 2011 ; MOSSE 1997 ; VAN AKEN 2011), le présent travail a donc tenté d'explorer les différentes façons de « produire la localité » – par des liens matériels ou des relations de pouvoir, mais aussi par des moyens discursifs – à travers les modalités d'accès et de gestion de l'eau. Cela nous semble constituer une contribution originale de la perspective anthropologique aux études sur l'eau en sciences sociales, et notamment en milieu urbain. Dans cette logique, les transactions hydriques – bien qu'elles ne rendent pas compte de la totalité des réalités sociales, ou de l'ensemble des manières de concevoir la société et la nature dans un contexte précis – permettent de penser concrètement la portée politique de divers gestes et pratiques des usagers pour accéder à la ville, aux ressources et au mode de vie qui lui est associé.

### *Les micro-politiques de l'accès quotidien à l'eau*

Dans la première partie de la thèse, nous avons souligné les inégalités créées ou entérinées par la mise en place du réseau à l'échelle urbaine de Khartoum (§ 1.2.5) et de Carthagène (§ 1.1.5), tout en soulignant qu'elles indiquent les limites, voire les paradoxes, d'une pensée moderne de la ville. Il s'avère néanmoins pertinent de dépasser la différenciation dualiste qui en découle afin de s'intéresser aux « microsphères de négociation » quotidiennes qui permettent aux citoyens – raccordés ou non au réseau urbain – d'accéder à l'eau de consommation et ce faisant de reproduire au jour le jour leur vie dans la ville (ANAND 2011, p. 544). A ce titre, les pratiques journalières des usagers s'inscrivent dans d'importantes relations de pouvoir – entre individus mais aussi au sein de la ville – et comportent donc un fort potentiel politique. C'est pourquoi il est possible d'évoquer une « micro-politique » propre aux formes quotidiennes d'accès à l'eau en milieu urbain.

Or, il convient d'établir ici une différence avec les formes de gestion de la ressource souvent décrites par l'anthropologie dans des milieux ruraux, et notamment dans des systèmes

d'irrigation. Au premier abord, il n'existe pas à Tuti et à Caño de Loro d'instances locales discrètes, formelles ou informelles chargées des questions concernant l'eau de consommation et notamment vis-à-vis d'acteurs externes. C'est le cas en revanche pour la gestion des conflits sur les ressources foncières, comme le démontre la formation de différents comités à Tuti (§ 2.2.5 et § 8.1.2) ou l'intervention des autorités locales – membres de la JAC, corregidor, président du Conseil Communautaire – à Caño de Loro (§ 7.1 et § 7.2). Si les projets de planification urbaine sont en partie liés à la question de l'eau de consommation – puisque l'adduction de l'eau était la condition première pour établir les espaces d'habitation à Tuti et que la planification urbaine prévoyait l'extension du réseau pour les habitants de Caño de Loro –, leur dimension conflictuelle s'exprime surtout dans les problématiques de la propriété et de l'occupation des terres.

De plus, les conditions d'accès à la ressource peuvent paraître peu satisfaisantes pour une bonne partie de la population – robinets à sec à Tuti, éloignement des sources à Caño de Loro – dans nos deux cas d'étude. Pourtant, cette question ne mobilise guère d'actions collectives organisées envers les instances municipales ou d'autres institutions chargées de la distribution de l'eau urbaine, comme cela a pu être le cas dans d'autres villes du monde.

Observant dans d'autres contextes des situations semblables – caractérisées par l'absence d'institutions locales chargées de la gestion ou du règlement des conflits autour des ressources hydriques, dont l'autorité serait reconnue par l'ensemble de la population, ainsi que par l'inexistence de mobilisations collectives pour l'amélioration des conditions d'accès à l'eau –, certains auteurs ont affirmé que les actions et les négociations interpersonnelles pour l'accès à l'eau urbaine constituent une « acceptation passive » des inégalités ou une « résistance individuelle » qui nourrit les politiques urbaines individualisées et fragmentées (SWYNGEDOUW 2004, p. 150-51).

Une telle assertion remet en cause la portée politique des actions et des gestes quotidiens des habitants de Tuti et Caño de Loro pour se procurer au quotidien l'eau de la ville. En outre, cette vision semble défendre un « impérialisme social » dans lequel les individus subiraient passivement des inégalités ou accepteraient aveuglement des choix qui ne leur appartiennent pas. Elle paraît toutefois erronée en ce qu'elle méconnaît le pouvoir de transformation des actions individuelles au quotidien (DE CERTEAU 1990). En suivant les propos de Michel de Certeau, nous pouvons considérer que les manipulations techniques que nous avons pu observer à Tuti (§ 5.3, § 5.4 et § 8.3) et à Caño de Loro (§ 4.3 et § 4.4.4) au

jour le jour constituent autant de moyens par lesquels les usagers créent une marge d'action sur les ressources. Dans cette logique, ce sont les bricolages, les calculs quotidiens qui impliquent des variables hétérogènes – les saisons, la disponibilité financière, l'usage des voisins, les types d'eau, etc. – et les échanges divers qui permettent aux habitants des deux villages de réinterpréter les inégalités et de renverser les dysfonctionnements du système technique<sup>512</sup>.

A un autre niveau du positionnement politique, certains auteurs ont affirmé que des actions quotidiennes, souvent individualisées et non structurées, sont moins une forme de défense cachée qu'une « offensive subreptice » en ce qu'elles contraignent effectivement les privilèges des groupes dominants et permettent aux citoyens de s'octroyer du pouvoir et de l'autonomie (BAYAT 1997, p. 56). A cet égard, les achats réalisés par les porteurs de Caño de Loro en dehors du circuit légal (§ 7.3.4) peuvent être rapprochés d'actions polémiques comme le vol d'eau par les irrigants dans des systèmes hautement technicisés, dont certains chercheurs ont montré qu'elles permettent aux usagers de reconquérir un espace de manœuvre sur les ressources (VAN AKEN 2011). Ces observations nous conduisent à apprécier le fait que les gestes individuels, quotidiens et souvent non organisés comportent un réel potentiel pour subvertir un ordre dominant, non pas par le refus ou le bouleversement de celui-ci mais par des actions qui réinterprètent un système de références duquel les individus ne peuvent s'extraire entièrement.

Cette réflexion s'inscrit dans un débat anthropologique plus large qui considère la « nature foncièrement politique de l'eau » (CASCIARRI 2013a, p. 221) non seulement dans des grandes agglomérations (ANAND 2011 ; ARANGO 2015b), mais aussi dans de plus petits villages en relation avec l'Etat (CLEAVER 1995 ; BENDER 2008 ; JANSSENS et THILL 2013) ou encore dans des contextes d'irrigation (BERNAL 1997 ; VAN AKEN 2006). Si l'observation des pratiques quotidiennes des usagers visant l'accès à l'eau nous incline à affirmer leur efficacité politique, ces gestes individuels interrogent la dimension collective de la ressource. Dans ce sens, leur observation nous permet d'appréhender les modes de

---

<sup>512</sup> Si le concept foucauldien de « micro-pouvoir » a été mobilisé pour analyser les usages quotidiens de l'eau dans d'autres contextes (JANSSENS et THILL 2013), Michel de Certeau prend ses distances de manière explicite avec la démarche de son maître et prédécesseur, en affirmant que cette notion privilégie l'« appareil producteur » de la discipline et de la vigilance (DE CERTEAU 1990, p. xxxix). A ce titre, le travail de cet auteur a été fondamental pour notre travail en orientant davantage notre réflexion vers un autre concept foucauldien : les « luttes immédiates » (FOUCAULT, 1994b, p. 225-26) ont donc été préférées au « micro-pouvoir ».

fonctionnement des espaces collectifs et la place des groupes de citoyens dans les rapports de forces dessinés par l'accès et la gestion de l'eau en ville.

### *La dimension collective de la gestion de l'eau à Tuti et à Caño de Loro*

La gestion collective des ressources hydriques peut être définie soit par la propriété commune dont en disposent leurs usagers, soit par la possession partagée des infrastructures, soit par un certain degré de contrôle de l'eau par les consommateurs (BAKKER 2008, p. 243). Nous avons toutefois montré qu'il n'est pas possible de corroborer l'existence de ces caractéristiques à Tuti et à Caño de Loro, ce qui n'implique pas pour autant un rapport entièrement individuel à l'eau ou cantonné à l'univers domestique.

Outre l'absence d'une propriété collective de l'eau, nous avons souligné certaines inégalités à Tuti entre les ménages qui peuvent assumer économiquement l'installation des châteaux d'eau et des motopompes domestiques, et ceux qui n'en ont pas la capacité (§ 5.3). De manière analogue, certains groupes de Caño de Loro disposent de matériaux en bon état pour capter l'eau des pluies – chéneaux, récipients, réservoirs domestiques – ou peuvent acheter des quantités plus importantes d'eau que d'autres qui ont plus de difficultés (§ 4.4). Les formes d'accès à l'eau contribuent également à la différenciation des espaces d'habitation à Caño de Loro (§ 4.4.2) tandis que les interactions interpersonnelles à Tuti nous informent sur le statut différencié des participants aux échanges hydriques (§ 5.4.2).

L'observation de la circulation des ressources hydriques au quotidien nous a cependant permis de dégager certaines logiques de gestion et de partage qui dépassent le cadre de l'individu ou de l'univers domestique. A Tuti, le principe selon lequel celui qui obtient de l'eau par un biais quelconque est censé la partager avec celui qui n'en a pas (§ 5.4) permet d'identifier une certaine responsabilité « morale » qui assure la redistribution. Cette dernière rappelle la conception systémique des disponibilités hydriques partagée par les femmes et les porteurs d'eau de Caño de Loro (§ 4.3), ainsi que la tâche attribuée à ces derniers d'approvisionner en eau le village au-delà d'une logique purement marchande (§ 4.4.3).

Or, la redistribution de l'eau – qui implique des rassemblements plus ou moins importants selon que l'on se trouve à Tuti ou à Caño de Loro – contribue à la création d'espaces collectifs dotés d'un certain potentiel pour devenir des lieux publics, voire politiques. C'est pourquoi, tout au long de la thèse, le questionnement sur la dimension

collective de l'eau a été lié à plusieurs reprises au champ de forces dans lequel se déroule le partage de la ressource hydrique.

Bien que les conditions d'émergence et de fonctionnement des lieux de partage de l'eau soient différentes à Tuti et à Caño de Loro, nous avons noté de manière analogue que leur consolidation en tant qu'espace de discussion dépend de leur caractère ni trop privatif, ni trop anonyme. C'est à cette condition que ces lieux, qui ont une certaine dimension collective, acquièrent la possibilité de devenir des espaces politiques, c'est-à-dire de délibération et de débat (BRARA 2007) ou encore de contestation (JOSEPH 1996). Les débarcadères de Caño de Loro se transforment en effet en espaces de discussion lorsque leur statut oscille entre public et privé et quand d'autres activités qui y ont lieu confèrent le droit de présence à différentes personnes (§ 4.4.1). A Tuti, les cours des maisons ont un caractère trop privatif pour devenir des lieux consolidés d'échange, tandis que certains points d'eau – comme les tuyaux et les robinets ouverts à quiconque dans la rue – restent quant à eux largement anonymes. Seuls les *sabīl*, ancrés dans l'espace à long terme et souvent dans des lieux d'affluence, ont la potentialité d'accueillir des espaces de discussion et d'échange (§ 5.4). Les « micro-politiques » et le caractère collectif de l'accès à l'eau en milieu urbain demeurent donc un vaste terrain d'analyse et de réflexion, notamment parce qu'ils revêtent souvent des formes inédites par rapport à ce que l'anthropologie a pu décrire en milieu rural sur ce sujet.

### *Comparaison des modes d'accès à l'eau dans la ville*

Au début de ce travail de recherche, il y a maintenant six ans, la comparaison a été pensée principalement comme un instrument méthodologique. Dans ce sens, elle s'est avérée pertinente pour aborder les formes d'accès et de gestion de l'eau en milieu urbain. Elle nous a ainsi permis de conduire l'observation dans un terrain à la lumière de l'autre et réciproquement : l'angle de la planification urbaine a ouvert un terrain d'observation fructueux à Tuti, ce qui nous a incité à explorer des interrogations analogues à Caño de Loro. De même, les échanges quotidiens d'eau dans l'espace inter-domestique à Caño de Loro se sont montrés riches en problématiques et nous ont conduits à approfondir cette question à Tuti. Cette démarche nous a permis d'affirmer que la situation insulaire n'était pas en soi déterminante dans le choix des formes d'accès à l'eau en dépit de son impact important. En effet, le réseau urbain peut être étendu aux îles comme dans le cas de Tuti (§ 2.2.4) – en faisant toutefois appel à des systèmes techniques complexes et à des investissements conséquents – tandis que des dispositifs autonomes développés pour l'accès et le captage de

l'eau dans des milieux insulaires – puits ou réservoirs d'eau pluviale – sont aussi mis en place par des populations insérées dans l'espace urbain.

L'analyse a fait ressortir d'importants questionnements d'ordre épistémologique concernant l'intérêt pour l'anthropologie de mettre en perspective des situations écologiques et sociales aussi distinctes. Elle a également mis à l'épreuve les fondements de la comparaison que nous avons proposée en nous confrontant à une certaine acception du caractère « universel » de l'eau, souvent mis en cause par l'anthropologie. Par ces interrogations qui touchent aux bases de la discipline-même, la comparaison est devenue l'un des principaux thèmes de réflexion transversal à la thèse. Le pari à la fois méthodologique et heuristique de notre approche consiste à faire ressortir les nuances locales tout en poussant la réflexion vers un regard critique sur les catégories pratiques et d'analyse en usage dans les contextes étudiés et plus généralement pour la thématique abordée. Afin de comprendre les réalités observées dans chaque terrain, ce comparatisme implique alors de revisiter les critères mobilisés autant par les habitants de Tuti que par ceux de Caño de Loro pour comprendre la nature et la société, mais aussi de réévaluer les concepts élaborés dans le monde académique parfois cantonnés ou tributaires d'une « aire culturelle » précise.

Face à une population qui bénéficie directement de l'accès au robinet et à une autre qui n'en dispose pas, la comparaison ne nous a pas permis de rechercher les causes de cette différence : il importe dans cette logique de saisir la signification et les conséquences d'être branché au réseau urbain ou d'avoir l'eau en continu en termes de relations sociales et politiques (§ 3.2 et 6.1.2). Il en est de même pour les formes de partage quotidien de l'eau différemment exprimées selon le cas étudié : il ne s'agit pas ici de penser seulement l'adéquation des modèles de parenté dans chaque contexte, mais de saisir le rôle des liens de parenté pour la redistribution de la ressource en milieu urbain par rapport à d'autres types de relation – comme les relations de voisinage ou les relations marchandes – mobilisés pour les échanges quotidiens d'eau (§ 6.2). Confrontés, en outre, à des formes diverses de revendication pour l'accès aux ressources, l'intérêt est moins de définir l'essence des groupes qui sont alors en jeu, mais réside bien plus dans la nécessité de réfléchir plus largement à la portée politique des actions individuelles et collectives, à leurs modes de fonctionnement parfois éphémères (§ 9.3) et à la mobilisation des catégories d'appartenance dans des situations conflictuelles précises (§ 9.1).

D'autres exemples peuvent nous informer davantage sur la nature des interrogations et des réflexions que la comparaison nous a permis de mener. A ce titre, la mise en perspective de situations coloniales, différentes par leurs modes de fonctionnement, leur durée et leur temporalité, a débouché sur un commentaire critique à propos du rôle transformateur de cette domination dans la gestion des ressources locales (§ 3.4). La même observation s'applique aux modalités actuelles de planification et d'administration des villes de Khartoum et de Carthagène, notamment dans leur articulation avec une pensée moderne de la société et de la nature (§ 9.2). Enfin, la mise en perspective de deux contextes urbains très divers n'a pas abouti à une définition générale de la ville ou des types de ville, mais nous a plutôt conduit à interroger les formes de penser et d'imaginer l'urbain de la part d'acteurs divers à partir de leur relation avec le réseau d'adduction d'eau (Ch. 3 et chapitre 9). Certains auteurs ont pu affirmer de manière critique que l'une des caractéristiques de l'approche ethnologique appliquée à la question urbaine réside dans le fait que la ville disparaît ou est comprise comme un « cadre inerte » (DE LA PRADELLE 2000, p. 47). Pour autant, une ethnographie des formes d'accès à l'eau en milieu urbain semble restituer tout son sens à une approche anthropologique de la ville qui cherche à comprendre la production de ses limites et la conception de son contenu, par des acteurs sociaux divers. Ces interrogations rejoignent les propos de Colette Pétonnet lorsqu'elle affirme que si l'étiquette de l'« urbain » suppose une dichotomie qui n'est pas de bon aloi, le projet d'une anthropologie dite urbaine serait plutôt « l'élucidation d'un changement et d'une contemporanéité dont la ville est la scène privilégiée (...) qui embrasse une grande part de ces nouveaux objets de l'ethnologie, d'essence urbaine, [mais qui sont] rarement confinés dans les limites de plus en plus indiscernables de son espace » (Pétonnet in CHORON-BAIX 1995, p. 12).

A partir de ces réflexions, il est possible de répondre à des questions plus générales ayant émergé pendant l'exercice comparatif. D'abord, la comparaison des formes d'accès à l'eau en milieu urbain, si différentes qu'elles soient, demeure intéressante pour une démarche anthropologique à la fois comme méthode et comme point de réflexion épistémologique. D'une part, en tant qu'exercice critique par définition, la comparaison invite à interroger les catégories d'analyse utilisées pour approcher les formes de gestion de l'eau et d'autres ressources et constitue à ce titre un outil heuristique pour une approche anthropologique de la ville. D'autre part, la mise en perspective nous a permis d'aborder des questionnements plus généraux tels que les représentations de la relation entre nature et culture, notamment en milieu urbain, ainsi que les caractéristiques des rapports entretenus par les individus et les

collectifs locaux avec l'Etat, ou encore les dynamiques et la définition des formes de partage des ressources et leur portée politique.

Dès lors, nous pouvons avancer qu'une mise en perspective de situations aussi différentes n'est envisageable en termes anthropologiques qu'à la condition de donner une place prioritaire aux données ethnographiques. C'est à partir de ces dernières qu'il est possible de construire des objets de comparaison suffisamment larges qui permettent, dans le même temps, de formuler des interrogations à un niveau plus particulier. Or cette construction, comme démarche analytique et non plus méthodologique, est un mouvement *a posteriori* à l'exercice d'observation. Ceci implique que le degré de rapprochement des cas étudiés ne constitue pas une condition nécessaire à la mise en perspective mais résulte d'une élaboration conceptuelle à partir d'une ethnographie comparée. C'est à ce titre, que la comparaison des formes d'accès à l'eau en milieu urbain nous semble une démarche, non seulement possible et pertinente pour l'anthropologie, mais surtout qui reste à être multipliée, développée, discutée et enrichie.

## BIBLIOGRAPHIE

### Ouvrages et articles généraux

- AGUDELO, Carlos (2007) « Les réseaux transnationaux comme forme d'action dans les mouvements noirs d'Amérique latine », *Cahiers des Amériques latines*, Vol. 51-52, pp. 45-60.
- AKRICH, Madeleine (1994) « Comment sortir de la dichotomie technique/société. Présentation des diverses sociologies de la technique » in Bruno LATOUR et Pierre LEMONNIER (eds.) *De la préhistoire aux missiles balistiques. L'intelligence sociale des techniques*, La Découverte, Paris, pp. 105-31.
- AMSELLE, Jean-Loup (2001) *Branchements. Anthropologie de l'universalité des cultures*, Flammarion, Paris, 265 p.
- ANDERSON, Mark (2007) « When Afro Becomes (like) Indigenous: Garifuna and Afro-Indigenous Politics in Honduras », *The Journal of Latin American and Caribbean Anthropology*, Vol. 12, n° 2, pp. 384-413.
- APPADURAI, Arjun (1990) « Disjuncture and différence in the global economy », *Public Culture*, Vol. 2, n° 2, pp. 1-24.
- APPADURAI, Arjun (2001) [1996] *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Payot, Paris, 326 p.
- ARGYRIADIS, KALI (2000) « Des Noirs sorciers aux "babalaos": analyse du paradoxe du rapport à l'Afrique à la Havane », *Cahiers d'études Africaines*, Vol. 40, n° 160, pp. 649-74.
- ASSAYAG, Jackie (2007) « Les sciences sociales à l'épreuve de la mondialisation. Le cas de l'Inde et bien Au-delà », *Cahiers Internationaux de Sociologie, Nouvelle Série*, Vol. 123, pp. 197-215.
- BAKKER, Karen (2008) « The ambiguity of community: debating alternatives to private sector provision of urban water supply », *Water Alternatives*, Vol. 1, n° 2, pp. 236-52.
- BAKKER, Karen (2010) *Privatizing Water: Governance Failure and the World's Urban Water Crisis*, Cornell University Press, New York, 296 p.
- BARRY Andrew, OSBORNE Thomas et ROSE Nikolas (1996) « Introduction » in Andrew BARRY, Thomas OSBORNE et Nikolas ROSE (eds.) *Foucault and Political Reason: Liberalism, Neo-Liberalism and Rationalities of Government*, Chicago, University of Chicago Press, 256 p.

- BARTH, Fredrik (1995) [1969] « Les groupes ethniques et leurs frontières » in Philippe POUTIGNAT et Jocelyne STREIFF-FENART (eds.) *Théories de l'Ethnicité*, PUF, Paris, pp. 203-49.
- BAYART, Jean-François (1996) *L'illusion identitaire*, Fayard, Paris, 306 p.
- BAYAT, Assef (1997) « Un-Civil Society: The Politics of the 'Informal People' », *Third World Quarterly*, Vol. 18, n° 1, pp. 53-72.
- BEDOUCHA, Geneviève (1994) « Le cercle des proches : la consanguinité et ses détours (Tunisie, Yémen) » in Pierre BONTE (ed.) *Épouser au plus proche. Inceste, prohibitions et stratégies matrimoniales autour de la Méditerranée*, Editions de l'EHESS, Paris, pp. 189-219.
- BEN HOUNET Yazid, CASCIARRI Barbara, BAUDOUIN Dupret, IRETON François et WILSON Alice (2011) « Pratiques de l'appropriation foncière en contexte musulman », *Transcontinentales*, Vol. 10/11, n° 7, pp. 1-11, disponible sur <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00738292/document> (date de consultation 03/02/2015).
- BERTHO, Alain (2014) « Les mots et les pouvoirs », *Communications*, Vol. 1, n° 94, pp. 15-29.
- BONTE, Pierre (1994a) « Introduction » in Pierre BONTE (ed.) *Épouser au plus proche. Inceste, prohibitions et stratégies matrimoniales autour de la Méditerranée*, Editions de l'EHESS, Paris, pp. 7-27.
- BONTE, Pierre (1994b), « Manière de dire ou manière de faire: peut-on parler d'un mariage "arabe"? » in Pierre BONTE (ed.) *Épouser au plus proche. Inceste, prohibitions et stratégies matrimoniales autour de la Méditerranée*, Editions de l'EHESS, Paris, pp. 371-98.
- BONTE Pierre, CONTE Edouard (1991) « Introduction: la Tribu Arabe. Approches Anthropologiques et Orientalistes » in Pierre BONTE, Edouard CONTE, Constant HAMES et Abdel WEDOUD OULD CHEIKH (eds.) *Al-ansab. La Quête des Origines. Anthropologie Historique de la Société Tribale Arabe*, Editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, pp. 13-48
- BONTE Pierre, CONTE Edouard et DRESCH Paul (2001) « Introduction » in Pierre BONTE, Edouard CONTE et Paul DRESCH (eds.) *Émirs et présidents. Figures de la parenté et du politique dans le monde arabe*, Editions du CNRS, Paris, pp. 16-51.
- BONTE, Pierre et BEN HOUNET, Yazid (2009) « Introduction. La tribu à l'heure de la globalisation », *Études Rurales*, Vol. 2, n° 184, pp. 13-32.
- BOURDIEU, Pierre (1970) « La maison kabyle ou le monde renversé » in Jean Pouillon et Paul Maranda (eds.) *Echanges et Communications. Mélanges offerts Claude Lévi-Strauss occasion de son 60e anniversaire*, Mouton, La Haye, Paris, pp. 739-58.
- CASCIARRI, Barbara (2013a) « Ethnographies pastorales en "situation globale" », Mémoire de HDR (A. Moussaoui, coord.), Université Paris 8, 394 p.

- CONTE, Edouard (2001) « Affinités électives et parenté arabe », *Etudes Rurales*, Vol. 1, n° 157-158, pp. 65-94.
- CHARBIT Catherine, CHARBIT Yves et BERTRAND Catherine (1985) « La pluripaternité en Guadeloupe et en Martinique », *Nouvelles Questions Féministes*, Vol. 9/10, pp. 84-115.
- CHIVALLON, Christine (1997) « Du territoire au réseau : comment penser l'identité antillaise », *Cahiers d'études Africaines*, Vol. 37, n° 148, pp. 767-94.
- CHIVALLON, Christine (1998) *Espace et identité à la Martinique : paysannerie des mornes et reconquête collective 1840-1960*, Editions du CNRS, Paris, 298 p.
- CHIVALLON, Christine (2002) « La diaspora noire des Amériques. Réflexions sur le modèle de l'hybridité de Paul Gilroy », *L'Homme*, Vol. 161, pp. 51-74.
- COMAROFF, John et COMAROFF, Jean (1992) *Ethnography and the historical imagination*, Westview Press, Boulder, San Francisco, Oxford, 337 p.
- COQUERY-VIDROVITCH, Catherine (1993) *Histoire des villes d'Afrique Noire. Des origines à la colonisation*, Albin Michel, Paris, 416 p.
- CRESSWELL, Robert (2003) « Geste technique, fait social total. Le technique est-il dans le social ou face à lui? », *Techniques et Cultures*, n° 40, pp. 1-21, disponible sur <http://tc.revues.org/1576> (date de consultation 11/05/2014).
- DE CERTEAU, Michel (1990) *L'invention du quotidien 1. Arts de faire*, Gallimard, Paris, 347 p.
- DE CERTEAU, Michel et GIARD, Luce (1994) « Espaces privés » in Michel DE CERTEAU, Luce GIARD, Pierre MAYOL (eds.) *L'invention du quotidien, 2. Habiter, cuisiner*, Gallimard, Paris, pp. 205 – 212.
- DENOIX, Sylvie (1996) « Introduction : formes juridiques, enjeux sociaux et stratégies foncières », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, Vol. 79-80, pp. 9-22.
- FERGUSON, James et Akhil GUPTA (2002) « Spatializing states: toward an ethnography of neoliberal governmentality », *American Ethnologist*, Vol. 29, n° 4, pp. 981-1002.
- FOG OLWIG, Karen (1981) « Women, "matrifocality" and systems of exchange: an ethnohistorical study of the afro-american family on St. John, Danish West Indies », *Ethnohistory*, Vol. 28, n° 1, pp. 59-78.
- FOGEL, Frédéric (1995) « Des Nubies, des Nubiens : traditions scientifiques et locales de l'identité », *Egypte/Monde arabe*, Vol. 1, n° 24, pp. 75-86.
- FOUCAULT, Michel (1975) « Surveiller et punir. Naissance de la prison » Gallimard, Paris, 360 p.

- FOUCAULT, Michel (1991) « Governmentality » in Graham BURCHELL, Colin GORDON, et Peter MILLER (eds.) *The Foucault effect: studies in governmentality*, University of Chicago Press, Chicago, pp. 87-104.
- FOUCAULT, Michel (1994a) « La gouvernementalité. Cours au collège de France, année 1977-1978 : "sécurité, territoire, population", texte n° 239 » in *Dits et Ecrits : 1954-1988. Tome III (1976-1979)*, Gallimard, Paris, pp. 635-57.
- FOUCAULT, Michel (1994b) « Le sujet et le pouvoir, texte n° 306 » in *Dits et Ecrits : 1954-1988. Tome IV (1980-1988)*, Gallimard, Paris, pp. 222-43.
- FRAZIER, Edward Franklin (1939) *The Negro Family in the United States*, University of Chicago Press, Chicago, 727 p.
- GLISSANT, Edouard (1990) *Poétique de la relation*, Gallimard, Paris, 248 p.
- GUYER, Jane (1981) « Household and community in African studies », *African Studies Review*, Vol. 24, n° 2/3 pp. 87-137.
- GUYER, Jane (2014) « The gross domestic person? », *Anthropology Today*, Vol. 30, pp. 16-20.
- HALE, Charles (2002) « Does multiculturalism menace? Governance, cultural rights and the politics of identity in Guatemala », *Journal of Latin American Studies*, Vol. 34, pp. 485-524.
- HALL, Stuart (1996) « Introduction: who needs identity ? » in Stuart HALL et Paul DU GAY (eds.) *Questions of cultural identity*, Sage Publications, Londres, pp. 1-17.
- HANCHARD, Michael George 1998, *Orpheus and Power: The Movimento Negro of Rio de Janeiro and Sao Paulo, Brasil, 1945-1988*, Princeton University Press, Princeton, 214 p.
- HERSKOVITS, Melville (1941), *The myth of the Negro past*, Beacon Press, Boston Massachusets, 416 p.
- HOBBSBAWM, Eric et RANGER, Terence (1983) *The invention of tradition*, Cambridge University Press, Cambridge, 324 p.
- HOBSON, Laura (2007) « Matrifocality and women's power on the Miskito Coast », *Ethnology*, Vol. 46, n° 2, pp. 133-49.
- HOOKER, Juliet (2005) « Indigenous inclusion/Black exclusion: race, ethnicity and multicultural citizenship in Latin America », *Journal of Latin American Studies*, Vol. 37, n° 2, pp. 285-310.
- INGOLD, Tim (1983) « The Significance of Storage in Hunting Societies », *Man, New Series*, Vol. 18, n° 3, pp. 553-71.

- JUAREZ HUET, Nahayeilli (2004) « La santería à Mexico : ébauche ethnographique », *Civilisations*, Vol. 51, pp. 61-79.
- KALB Don, MARKS Hans et TAK Herman (1996) « Historical anthropology and anthropological history: two distinct programs », *Focaal*, n° 26-27, pp. 5-13.
- LATOUR, Bruno (1983) « Comment redistribuer le Grand Partage? » *Revue de Synthèse*, Vol. 110, pp. 203-36.
- LATOUR, Bruno (1991) *Nous n'avons jamais été modernes*, La Découverte, Paris, 205 p.
- MALIQUALIM SIMONE, Timothy (2012) « Infrastructure : introductory commentary by AbdouMaliq Simone », *Curated Collections, Cultural Anthropology*, disponible sur [http://www.culanth.org/curated\\_collections/11-infrastructure/discussions/12-infrastructure-introductory-commentary-by-abdoumaliq-simone](http://www.culanth.org/curated_collections/11-infrastructure/discussions/12-infrastructure-introductory-commentary-by-abdoumaliq-simone) (date de consultation 02/02/2014)
- MAUSS, Marcel (1905) « Essai sur les variations saisonnières des sociétés eskimo. Étude de morphologie sociale », *l'Année Sociologique*, Vol. IX, pp. 1-71.
- MAYOL, Pierre (1994) « Habiter » in Michel DE CERTEAU, Luce GIARD et Pierre MAYOL (eds) *L'invention du quotidien. Vol. 2. Habiter, Cuisiner*, Gallimard, Paris, pp.15-185.
- MITCHELL, Timothy (2002) *Rule of experts: Egypt, techno-politics, modernity*. University of California Press, Berkeley, 413 p.
- MOSSE, David (2006a) « Anti-social anthropology? Objectivity, objection, and the ethnography of public policy and professional communities », *The Journal of the Royal Anthropological Institute of Great Britain and Ireland*, Vol. 12, n° 4, pp. 935-56.
- OLIVIER DE SARDAN, Jean-Pierre (1995) « La politique du terrain. Sur la production des données en anthropologie », *Enquête*, Vol. 1, pp. 71-109.
- ORLOVE, Benjamin (1991) « Mapping reeds and reading maps: the politics of representation in Lake Titicaca », *American Ethnologist*, Vol. 18, n° 1, pp. 3-38.
- ORTNER, Sherry (1995) « Resistance and the problem of ethnographic refusal » *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 37, n° 1, 173-93.
- POUTIGNAT, Philippe et STREIFF-FENART, Jocelyne (1998) « Un dilemme français: l'assimilation républicaine et la gestion de la différence culturelle », *Critiques*, Vol. 618, pp. 755-66.
- RAPOPORT, Amos (1972) [1969] *Pour une anthropologie de la maison*, Dunod, Paris, 207 p.
- SCOTT, James (2013) [2009] *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné. Une histoire anarchiste des hautes terres d'Asie du Sud-est*, Le Seuil, Paris, 530 p.

- SERBIN, Andrés (1991) « ¿Por qué no existe el poder negro de América Latina? », *Nueva Sociedad*, Vol. 111, pp. 148-57.
- SOLIEN, Nancie (1960) « Household and family in the caribbean: some definitions and concepts », *Social and Economic Studies*, Vol. 9, n° 1, pp. 101-6.
- THOLONIAT, Yan et DE L'ESTOILE, Benoît (2008) « Max Gluckman (1940): "Analysis of a social situation in modern Zululand" », *Genèses*, Vol. 3, n° 72, pp. 119-55.
- VALLEE, Lionel (1965) « A propos de la légitimité et de la matrifocalité: tentative de ré-interprétation », *Anthropologica, New Series*, Vol. 7, n° 2, pp. 163-77.
- VAN COTT, Donna (2000) *The friendly liquidation of the past: the politics of diversity in Latin America*, University of Pittsburgh, Pittsburgh, 360 p.
- WERNER, Oswald et BERNARD, Russell (1994) « Ethnographic sampling », *Cultural Anthropology Methods Journal*, Vol. 6, n° 2, p. 7-9.
- WINANT, Howard (1992) « Rethinking race in Brazil », *Journal of Latin American Studies*, Vol. 24, pp. 173-92.
- YASHAR, Deborah (1999) « Democracy, indigenous movements and the postliberal challenge in Latin America », *World Politics*, Vol. 52, n° 1, pp. 76-104.

## **Etudes Urbaines**

- AGIER, Michel (1992) « L'emprise urbaine. Famille, familialisme et modernité à Bahia (Brésil) », *Cahier des Sciences Humaines*, Vol. 28, n° 3, pp. 413-37.
- AGIER, Michel (2009) *Esquisse d'une anthropologie de la ville. Lieux, situations, mouvements*, Academia Bruylant, Louvain-la-Neuve, 158 p.
- ALTHABE, Gérard (1993) « La résidence comme enjeu » in Gérard ALTHABE, Christian MARCADET, Michèle DE LA PRADELLE et Monique SELIM (eds) *Urbanisation et enjeux quotidiens*, L'Harmattan, Paris, pp. 11-69.
- ALTHABE Gérard, LEGE Bernard et SELIM Monique (1992) *Urbanisme et réhabilitation symbolique. Ivry, Bologne. Amiens*, L'Harmattan, Paris, 298 p.
- ARANGO, Luisa (2015a) « Some Theoretical Models, Methods and Concepts of Urban Anthropology in Sudan: The Case of Tuti Island Revisited », *Canadian Journal of African Studies*, Vol. 49, n°1, pp. 197-213.
- BERTHO, Alain (2007) « Pour une nouvelle anthropologie de la ville » in Alain BERTHO et Hervé VIEILLARD-BARON (eds.) *Travaux et documents. Les nouvelles question urbaines*, Paris : Université Paris 8, pp. 23-30.

- CHORON-BAIX, Catherine (1995) « L'objet "ville". Entretien avec Colette Pétonnet », *Journal des Anthropologues*, Vol. 61-62, pp. 11-9.
- DE LA PRADELLE, Michèle (2000) « La ville des anthropologues » in Thierry PAQUOT, Michel LUSSAULT, et Sophie BODY GENDROT (eds.) *La ville et l'urbain, l'état des savoirs*, La Découverte, Paris, pp. 45-52.
- FERGUSON, James (1999) *Expectations of modernity. Myths and meaning of urban life on the zambian Copperbelt*, University of California Press, Berkeley, Los Angeles, London.
- GOODMAN, David et CHANT, Colin (1999) *European cities and technology: industrial to post-industrial cities*, Routledge, London, 363 p.
- GUTWIRTH Jacques (1987) « Introduction » in Jacques GUTWIRTH et Colette PETONNET (eds.) *Le regard de l'ethnologue 1, Chemins de la ville. Enquêtes ethnologiques*, Editions du CTHS, Paris, pp. 1-12.
- HANNERZ, Ulf (1983) [1980] *Explorer la ville. Éléments d'anthropologie urbaine*, Editions de Minuit, Paris, 432 p.
- JEANJEAN, Agnès (2006), *Basses Oeuvres. Une Ethnologie du Travail dans les Egouts*, Editions du CTHS, Paris, 279 p.
- JOSEPH, Isaac (1996) « Les compétences de rassemblement, *Enquête*, n° 4 pp. 107-122.
- KAIKA, Maria et SWYNGEDOUW, Eric (2000) « Fetishizing the modern city: the phantasmagoria of urban technological networks », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 24, n° 1, pp. 120-38.
- LE WITA, Béatrix (1984) « Familles dans la ville », *Terrain. Carnets du patrimoine ethnologique*, Vol. 3, pp. 32-7.
- LOBBAN, Richard (1973) « Social networks in the urban Sudan » Thèse de Doctorat en Philosophie, Spécialité Anthropologie, Northwestern University, 104 p.
- LOBBAN, Richard (1975) « Alienation, urbanisation, and social networks in the Sudan », *The Journal of Modern African Studies*, Vol. 13, n° 3, pp. 491-500.
- LOBBAN, Richard (1979) « Class, endogamy and urbanization in the "Three Towns" of the Sudan » *African Studies Review*, Vol. 22, n° 3, pp. 99-114.
- LOBBAN, Richard (1982) « Class and kinship in Sudanese urban communities », *Africa: Journal of the International African Institute*, Vol. 52, n° 2, pp. 51-76.
- PIAULT, Marc-Henry (1995) « L'architecte, l'utopiste et le lego », *Journal des Anthropologues, numéro thématique : l'imaginaire de la ville*, n° 61-62, pp. 207-15.
- PONS, Valdo (1980) « Preface » in Valvo PONS (ed.) *Urbanization and urban life in the Sudan*, Univerity of Hull, Hull, pp. v-x.

PRUD'HOMME, Remy (2010) « Le biais antiurbain dans les pays en développement » in Joelle Salomon CAVIN et Bernard MARCHAND (eds) *Antiurbain, origines et conséquences de l'urbaphobie*, Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, pp. 217-31.

SOUTHALL, Aidan « Introduction » (1973) in Aidan SOUTHALL (ed.) *Urban anthropology, cross cultural studies of urbanization*, Oxford University Press, London, Toronto, pp. 3-13.

## **Colombie, Carthagène, Caño de Loro**

AGUDELO AREVALO, Catherin et PLATARRUEDA VANEGAS, Claudia (2004) *Ensayo de una bibliografía comentada sobre lepra y lazaretos en Colombia 1535 -1871*, Universidad Nacional de Colombia, Bogota, 244 p.

AGUDELO, Carlos (1999) « Participation politique des populations noires en Colombie », *Cahiers des Amériques latines*, Vol. 30, pp. 151-76.

ALDANA MIRANDA Efraín, DÍAZ DE PANIAGUA Rosa et PANIAGUA Raúl (1994) *Cartagena popular. Aproximación al análisis socio-cultural*, Centro de Cultura Afrocaribe, COREDUCAR, Cartagena, 152 p.

ASHER, Kiran et OJEDA, Diana (2009) « Producing nature and making the state: Ordenamiento territorial in the Pacific lowlands of Colombia », *Geoforum*, Vol. 40, pp. 292-302.

BORREGO PLA, María del Carmen (1994) « La conformacion de una sociedad mestiza en la época de los Austrias 1540 – 1700 » in Adolfo MEISEL ROCA (ed.) *Historia Económica y Social del Caribe Colombiano*, ECOE Ediciones Uninorte, Bogotá, pp. 59-108.

BORREGO PLA María del Carmen, VASQUEZ Cienfuegos Sigifredo et PAREJO Francisco (2010) « La trayectoria urbana de Cartagena de Indias hasta 1586 » in Haroldo CALVO STEVENSON et Adolfo MEISEL ROCA (eds.) *Cartagena de Indias en el siglo XVI*, Banco de la República, Bogotá, pp. 183-202.

BOSSA HERAZO, Donaldo (2005) *Nomenclator Cartagenero*, Editorial Planeta, Bogotá, 12 p.

CASAS ORREGO, Alvaro León (1994) « Expansión y modernidad en Cartagena de Indias 1885-1930 », *Historia y Cultura, Cartagena*, vol. 3, pp. 39-68.

CONEO GEOVO, Habid (2008) *Compilación de informes sobre el Lazareto de Caño de Loro (1839 - 1907). Una contribución a los estudios de la salud y la medicina en el caribe colombiano*, Mémoire de Pregrado en Historia (E. Simancas Mendoza, dir.), Universidad de Cartagena, 99 p.

- CUNIN, Elisabeth (2000) « Relations interethniques et processus d'identification à Carthagène (Colombie) », *Cahiers des Amériques latines*, Vol. 33, n° 1, pp. 127-53.
- CUNIN, Elisabeth (2003), *Identidades a flor de piel. Lo 'negro' entre apariencias y pertenencias: mestizaje y categorías raciales en Cartagena (Colombia)*, IFEA, ICANH, Uniandes, Observatorio del Caribe Colombiano, Bogotá, 367 p., disponible sur <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00291675/document> (date de consultation 17/01/2015).
- CUNIN, Elisabeth (2006) « La "diaspora noire" est-elle latine ? Ethnicité, nation et globalisation en Colombie », *Autrepart*, Vol. 38, p. 135-153.
- DE FRIEDEMANN, Nina S (1992) « Negros en Colombia : identidad e invisibilidad », *América Negra*, Vol. 3, pp. 25-35.
- DEL CASTILLO, Nicolás (1986) « Los indios de la Provincia de Cartagena », *Boletín de Historia y Antigüedades*, Vol. 73, n° 752, pp. 53 - 87.
- DEL CASTILLO, Nicolás (1994) « Población Aborigen y Conquista 1498-1540 » in Adolfo MEISEL ROCA (ed.) *Historia Económica y Social del Caribe Colombiano*, ECOE Ediciones Uninorte, Bogotá, pp. 1-58.
- FALS BORDA, Orlando (2004) « Las dos Cartagenas y la historia doble de la costa » *Noventa y nueve (Revista de Investigación Cultural)*, vol. 5.
- GIAIMO, Silvana (1999) « Cartagena de Indias, sobrellevando la crisis » *Cuaderno regional*, Vol. 7, Observatorio del Caribe, Universidad Jorge Tadeo Lozano, Cartagena, 51 p., disponible sur [http://www.fnpi.org/fileadmin/documentos/imagenes/Logos/Documentos\\_talleres/Silvana\\_Giaimo\\_Sobrellevando\\_la\\_crisis.pdf](http://www.fnpi.org/fileadmin/documentos/imagenes/Logos/Documentos_talleres/Silvana_Giaimo_Sobrellevando_la_crisis.pdf) (date de consultation 17/07/2014).
- GROS, Christian (1997) « Indigenismo y etnicidad: el desafío neoliberal » in María Victoria URIBE et Eduardo RESTREPO (eds.) *Antropología en la Modernidad*, ICAN, Bogotá, pp. 15-60.
- HOFFMANN, Odile. (2000) « Jeux de parole et de mémoire autour des mobilisations identitaires (Colombie) », *Autrepart*, Vol. 14, pp. 33-51.
- HOFFMANN, Odile et Agudelo, Carlos (1998) « Políticas agrarias, reformas del Estado y afiliaciones identitarias: una comparación entre Colombia y México », *Revista Mexicana de Sociología*, Vol. 60, n° 4, pp. 99-123.
- LEMAITRE, Eduardo (1983), *Historia General de Cartagena*, Banco de la República, Bogotá 714 p.
- MARCO DORTA, Eduardo (1960), *Cartagena de Indias Puerto y Plaza Fuerte*, Alfonso Amado C, Cartagena, 369 p.

- MAYA, Adriana (2000) « Demografía histórica de la trata por Cartagena 1533-1810 » in Adriana MAYA (ed.) *Geografía humana de Colombia : los afrocolombianos. Tomo VI*, Instituto Colombiano de Cultura Hispánica, Bogotá, pp. 9-52.
- MEISEL ROCA, Adolfo (1994) « Rezago relativo y creciente integración, 1950-1994 » in Adolfo MEISEL ROCA (ed.) *Historia Económica y Social del Caribe Colombiano*, ECOE Ediciones Uninorte, Bogotá, pp. 286-327.
- MEISEL ROCA, Adolfo (1999) « Cartagena 1900-1950 : a remolque de la economía Nacional », *Cuadernos de Historia Económica y Empresarial (Banco de la Republica)*, Vol. 4, pp. 1-65.
- MUNERA, Alfonso (1994) « Ilegalidad y frontera, 1700-1800 » » in Adolfo MEISEL ROCA (ed.) *Historia Económica y Social del Caribe Colombiano*, ECOE Ediciones Uninorte, Bogotá, pp. 109-54.
- OBREGON TORRES, Diana (2002) *Batallas contra la lepra : estado, medicina y ciencia en Colombia*, Banco de la República, Fondo Editorial de la Universidad EAFIT, Medellín, 422 p.
- ONZAGA ROA, Pilar (1985) *Bases para un desarrollo turístico en la isla de Tierra Bomba*, Mémoire de Master en Architecture (R. Cortés, dir.), Universidad de los Andes, 67 p.
- PORTO CABRALES, Raúl (2007) *Cartagena de Indias en la palma de la mano*, Ingeniería y diseños, Cartagena
- POSADA CARBO, Eduardo (1994) « Progreso y estancamiento 1850- 1950 » in Adolfo MEISEL ROCA (ed.) *Historia Económica y Social del Caribe Colombiano*, ECOE Ediciones Uninorte, Bogotá, pp. 229-84.
- REDONDO GOMEZ, Maruja (2004) *Cartagena de Indias: cinco siglos de evolución urbanística*, Fundación Universidad de Bogotá Jorge Tadeo Lozano, Facultad de Arquitectura, Bogotá, 236 p.
- RESTREPO, Eduardo (1997) « Afrocolombianos, antropología y proyecto de modernidad en Colombia » in María-Victoria URIBE et Eduardo RESTREPO (eds.) *Antropología en la modernidad : identidades, etnicidades y movimientos sociales en Colombia*, ICAN, Bogotá, pp. 279 -319.
- RESTREPO, Jorge (1989) « Personajes de la vida política y social de Cartagena a finales del siglo XIX », *Huellas*, Vol. 26, pp. 25-39.
- RUIZ RIVERA, Julián (1995) *Los Indios de Cartagena bajo la administración española en el siglo XVII*, Archivo General de la Nación, Bogotá, 187 p.
- SIERRA ANAYA, Germán (1998) *Viajeros y visitantes, una historia del turismo en Cartagena de Indias 1501 - 1959*, Heliógrafo Moderno, Cartagena, 201 p.
- SOTOMAYOR-TRIBIN, Hugo Aarmando (2011) « El Lazareto de Caño de Loro, bahía de Cartagena, Colombia », *Revista de Ciencias Biomédicas*, Vol. 2, n° 2, pp. 338-48.

- SOURDIS NAJERA, Adelaida (1994) « Ruptura del estado colonial y transito hacia la republica 1800 – 1850 » in Adolfo MEISEL ROCA (ed.) *Historia Económica y Social del Caribe Colombiano*, ECOE Ediciones Uninorte, Bogotá, pp. 155-228.
- TOVAR PINZON, Hermes (1980) *Grandes empresas agrícolas y ganaderas en el siglo XVIII*, CIEC, Bogotá, 201 p.
- ULLOA, Astrid (2001) « Transformaciones en las investigaciones antropológicas sobre naturaleza, ecología y medio ambiente », *Revista Colombiana de Antropología*, Vol. 37, pp. 188-232.
- ULLOA, Astrid (2004), *La construcción del nativo ecológico: complejidades, paradojas y dilemas de la relación entre los movimientos indígenas y el ambientalismo en Colombia*, ICANH, Bogotá, 364 p.
- URIBE, Tomás (2003) « Los leprosos de Caño de Loro 1806 », *Boletín de Historia y Antigüedades*, Vol. 90, n° 823, pp. 865-72.
- VALDELAMAR VILLEGAS, Fabricio (2013) « Plano regulador de 1948: diversificación espacial y exclusión social en Cartagena », *El Taller de la Historia*, Vol. 5, n° 5, pp. 279-317.
- VALENCIA, Alberto (1998) *Violencia en Colombia, años ochenta y reforma constitucional*, Editorial Universidad del Valle, Cali, 125 p.
- VARELA BARRIOS, Edgar (2007) « Las privatizaciones en Cartagena y Barranquilla. Un paradigma mercantilista en la gestión de los servicios públicos domiciliarios en Colombia », *Pensamiento y Gestión*, Vol. 23, pp. 209-55.
- VIDAL, Claudia (1998) *Los Inicios de la Actividad Turística en Cartagena 1900 – 1950*, Tesis de Master en Historia (A. Casas Orrego, dir.), Universidad de Cartagena, 78 p.
- VIDAL ORTEGA, Antonio (2004) « Alzados y fugitivos en el mundo rural de la gobernación de Cartagena a comienzos del siglo XVII », *Historia y Cultura (Cartagena)*, Vol. 2, n° 1, pp. 45-72.
- WADE, Peter (1999) « Working culture : making cultural identities in Cali, Colombia », *Current Anthropology*, Vol. 40, n° 4, pp. 449-72.
- WHITTEN, Norman (1992) *Pioneros negros: la cultura afro-latinoamericana del Ecuador y Colombia*, Centro cultural afro-ecuatoriano, Quito, 252 p.

## Soudan, Khartoum, Tuti

- ABD AL-RAHIM, Muddathir (1989) « Le Soudan indépendant: gouvernements militaires et "coups d'Etat civils" (1956 - 1985) » in Marc LAVERGNE (ed.) *Le Soudan Contemporain: De l'invasion turco-égyptienne à la rébellion africaine (1821-1989)*, Karthala, Paris, pp. 271-88.
- ABDEL-HAMEED, Ahmed Awad (1997) « The Wellcome Tropical Research Laboratories in Khartoum (1903-1934): An Experiment in Development », *Medical History*, Vol. 41, pp. 30-58.
- ABDEL GADIR ALI, Ali et EL-BATTAHANI, Atta (2011) « Sudan: colonial heritage, social polarization and the democracy deficit » in Ibrahim ELBADAWI et Samir MAKDISI (eds.) *Democracy in the Arab World: Explaining the Deficit*, Routledge, Oxon, New York, pp. 282-310.
- ABDULLA, Mohammed et ABU SIN, Mohammed El Hadi (1991), « Land Use in Sudan's Capital Region » in H.R.J. DAVIES et Mohammed El Hadi ABU SIN (eds.) *The Future of Sudan's Capital Region: a Study in Development and Change*, Khartoum University Press, Khartoum, pp. 77-85.
- ABU SHOUK, Ahmed Ibrahim (1998) « Kordofan from tribes to nazirate » in Michael KEVANE et Endre STIANSEN (eds.) *Kordofan invaded: Peripheral incorporation and social transformation in Islamic Africa*, Brill, Leiden, 120-44.
- AHMAD, Adil Mustafa, MAHMOUD SULTAN Abu El-Izz, MOHAMED ABDALLA Mariam, OSMAN MALIK Ahmed, AHMED SAID Mohamed, MOHAMED MUKHTAR El-Siddig et MOHAMED EL-MUFTI Nagwa (2002) « Low-cost housing projects in Khartoum with special focus on housing patterns », *Habitat International*, Vol. 26, n° 2, pp. 139-57.
- AHMED, Einas (1997) « Banques islamiques et sociétés islamiques d'investissement », *Politique Africaine*, Vol. 66, pp. 39-48.
- AHMED NAGEEB, Salma (2004) *New spaces and old frontiers. Women, social space and islamization in Sudan*, Lexington Book, Maryland, 217 p.
- AL-TERAIFI, Al Agab Ahmed (ed.) (1987) *Decentralization in Sudan*, Ithaca Press, Londres, 245 p.
- ALI, Hayder Ibrahim (1997) « Le Front national islamique », *Politique Africaine*, Vol. 66, pp. 13-22.
- AL BESHIR AL HASSAN, Omar (1964) *Agriculture in Tuti Island*, Mémoire de Bachelor in Sciences (R. Hill, dir.), Université de Khartoum, 97 p.
- ASSAL, Munzoul (2008) « Urbanisation and the Future of Sudan », *African Arguments*, <http://blogs.ssrc.org/sudan/2008/01/29/urbanization-and-the-future> (date de consultation 28/02/2015).

- ASSAL, Munzoul (2015) «Old-timers and newcomers in Al-Şālḥa: Dynamics of land allocation in an urban periphery » in Barbara CASCIARRI, Munzoul ASSAL et François IRETON (eds.) *Reshaping livelihoods, political conflicts and identities in contemporary Sudan*, Berghann, New York, Oxford, pp. 15-32.
- BABIKER, Bushra El Tayeb (1971) « The evolution of the Three Towns », *African Urban Notes*, Vol. 6, n° 2, pp. 8-23.
- BABIKER, Bushra El Tayeb (2003) « Khartoum: past, present and the prospects for the futur », *Durham Middle East Papers*, n°1, pp. 1-23.
- BABIKER IBRAHIM, Mohamed et EL ABDIN EL BORAI, Zein (1991), « Community participation in controlling river bank erosion in Tuti Island », *The Nile Geographer*, summer, p. 6-32.
- BARCLAY, Harold (1980) « A Suburban Village in the Outskirts of Khartoum » in Valdo PONS (ed.) *Urbanization and urban life in the Sudan*, University of Hull, Hull, pp. 590-605.
- BLEUCHOT, Hervé (1989a) « Le Soudan anglo-egyptien » in Marc LAVERGNE (ed.) *Le Soudan Contemporain: De l'invasion turco-égyptienne à la rébellion africaine (1821-1989)*, Karthala, Paris, pp. 171-223.
- BLEUCHOT, Hervé (1989b) « Le Soudan au XIXe siècle » in Marc LAVERGNE (ed.) *Le Soudan Contemporain: De l'invasion turco-égyptienne à la rébellion africaine (1821-1989)*, Karthala, Paris, pp. 115-70.
- CASCIARRI, Barbara (1996) « Idéologie tribale et changement chez les pasteurs Ahamda du Soudan septentrional » in Ugo FABIETTI et Philip Carl SALZMAN (eds.) *Antropologia delle società pastorali, tribali e contadine. La dialettica della coesione et della frammentazione sociale*, Collegio Ghislieri, Pavia, pp. 277-92.
- CASCIARRI, Barbara (1999) « Essere 'arab tra gli Ahâmda del Sudan centrale: Riflessioni sulla 'identità nomade' tra Africa e Medio-Oriente », *La Ricerca Folklorica*, Vol. 40, pp. 117-34.
- CASCIARRI, Barbara (2001) « La "gabala" est devenue plus grande. Permanences et évolutions du "modèle tribal" chez les pasteurs Ahamda du Soudan arabe » in Pierre BONTE, Edouard CONTE et Paul DRESCH (eds.) *Émirs et présidents. Figures de la parenté et du politique dans le monde arabe*, Editions du CNRS, Paris, pp. 273-99.
- CASCIARRI, Barbara (2009a) « Between market logic and communal practices: pastoral nomad groups and globalization in contemporary Sudan (case studies from Central and Western Sudan) », *Nomadic Peoples*, Vol. 13, n° 1, pp. 69-91.
- CASCIARRI, Barbara (2009b) « Hommes, troupeaux et capitaux. Le phénomène tribal au Soudan à l'heure de la globalisation », *Études Rurales*, Vol. 2, n°184, pp. 47-64.

- CASCIARRI, Barbara (2015b) « De l'altérité et de l'invisibilité des groupes pastoraux au Soudan. Repenser les études soudanaises en partant de leurs marges mobiles », *Canadian Journal of African Studies*, Vol. 49, n°1, pp. 147-173.
- CHOPLIN, Armelle et FRANCK, Alice (2010) « A glimpse of Dubai in Khartoum and Nouakchott: prestige urban projects on the margins of the Arab world », *Built Environment*, Vol. 36, n° 2, pp. 192-205.
- CROMBÉ, Laure (2009) « Building Khartoum's future ? Urbanisation et « dubaïsation » à Khartoum » *Espaces Temps. net*, disponible sur <http://www.espacestems.net/articles/building-khartoums-quois-future> (date de consultation 09/09/2014).
- DAVIES, H.R.J. (1994) « A Rural Eye in the capital : Tuti Island, Khartoum, Sudan », *Geojournal*, Vol. 33, n° 4, pp. 387-92.
- DEKMEJIAN, Richard et WYZOMIRSKI, Margaret (1972) « Charismatic leadership in islam: the Mahdi of the Sudan », *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 14, n° 2, pp. 193-214.
- DELMET, Christian (1987) « Constitution et transmission du patrimoine foncier chez les Arabes Ga'aliyin Taragma (Soudan) » in Marceau GAST (ed.) *Hériter en pays musulman*, Marseille, Editions du CNRS, pp. 215-228.
- DELMET, Christian (1989) « Sociétés rurales et structures sociales au Soudan central » in Marc LAVERGNE (ed.) *Le Soudan Contemporain: De l'invasion turco-égyptienne à la rébellion africaine (1821-1989)*, Karthala, Paris, pp. 57-86.
- DELMET, Christian (1994) « Exogamie et réciprocité dans les systèmes matrimoniaux soudanais » in Pierre BONTE (ed.) *Épouser au plus proche. Inceste, prohibitions et stratégies matrimoniales autour de la Méditerranée*, Editions de l'EHESS, Paris, pp. 399-418.
- DELMET, Christian (2005) « The native administration system in Eastern Sudan: from its liquidation to its revival » in Catherine MILLER (éd.) *Land, Ethnicity and political Legitimacy in Eastern Sudan*, Cedej, DSRC, Cairo, pp. 145-171.
- DENIS, Eric (2005a) « De quelques dimensions de Khartoum et de l'urbanisation au Soudan », *Lettre de l'OUCC*, Vol. 6-7, pp. 7-17.
- DENIS, Eric (2005b) « Khartoum : l'étalement au péril de la dualité. Mégapolisation des crises vs. métropolité paradoxale », *Villes arabes en mouvement*, Vol. 18, pp. 87-127.
- DUBOIS, Colette (1991) « Morphologies de Khartoum : conflits d'identité (1820-début de XXe siècle) » in Hervé Bleuchot, Christian DELMET et Derek HOPWOOD (eds.) *Sudan, history, identity, ideology: Soudan, histoire, identités, ideologies*, Ithaca Press, Oxford, pp. 13-33.
- EL AGRAA Omer, AHMAD Adil Mustafa, HAYWOOD Ian et EL KHEIR Osman (1985) *Popular Settlements in Greater Khartoum*, SGAHS, IIED, Khartoum, London, 257 p.

- EL ZAIN, Mahmud (1996) « Tribe and Religion in the Sudan », *Review of African Political Economy*, Vol. 23, n° 70, pp. 523-9.
- FRANCK, Alice (2007) *Produire pour la ville, produire la ville : étude de l'intégration des activités agricoles et des agriculteurs dans l'agglomération du Grand Khartoum (Soudan)*, Thèse de Doctorat en Géographie (J-L. Chaléard, dir.) Université Paris X Nanterre, 508 p.
- FRANCK, Alice (2015) « Urban agriculture facing land pressure in Greater Khartoum. The case of new real estate projects in Tuti and Abū Se'īd ' » in Barbara CASCIARRI, Munzoul ASSAL et François IRETON (eds.) *Reshaping livelihoods, political conflicts and identities in contemporary Sudan*, Berghann, New York, Oxford, pp. 33-51.
- GORDON Carey (1986) « Recent developments in the land law of the Sudan: a legislative analysis », *Journal of African Law*, Vol. 30, n° 2, pp. 143-174.
- GRANDIN, Nicole (1982) *Le Soudan nilotique et l'administration britannique (1898 - 1956). Elements d'interprétation socio-historique d'une expérience coloniale*, Brill, Leiden, 348 p.
- HAALAND, Gunnar (1969) « Economic determinants in ethnic processes » in Frederik Barth (ed.) *Ethnic groups and boundaries. The social organization of culture difference*, Waveland Press, Boston, pp. 58-74.
- HAMID, Gamal (2002) *Localizing the local: reflections on the experience of local authorities in Sudan*, Palestinian Academic Society for the Study of International Affairs, 21 p., disponible sur <http://www.passia.org/goodgov/resources/Localizing.pdf> (date de consultation 14/07/2014).
- HILL, Richard (1959) *Egypt in the Sudan, 1820-1881*, Oxford University Press, Londres, 189 p.
- HILL, L.G. (1965) « The Tuti Community », *Sudan Society*, n° 3, pp. 1-20.
- HOLT, Peter et DALY, Martin (2000) [1961], *A History of the Sudan from the Coming of Islam to the Present Day*, 5<sup>e</sup> édition, Pearson Education Limited, Londres, 222 p.
- IBRAHIM, Abdullahi Ali (1988) « Breaking the pen of Harold Macmichael: the Ja'aliyyin identity revisited », *The International Journal of African Historical Studies*, Vol. 21, n° 2, pp. 217-31.
- IBRAHIM, Mohammed Babiker et DAVIES, H.R.J. (1991) « Tuti Island: a rural system in an urban locality » in H.R.J. DAVIES et Mohammed El Hadi ABU SIN (eds.) *The Future of Sudan's Capital Region: a Study in Development and Change*, Khartoum University Press, Khartoum, pp. 115-19.
- IBRAHIM, Fouad (1998) « The Zaghawa and the Midob of North Darfur – A comparison of migration behaviour », *GeoJournal*, Vol. 46, n° 2, Identities in Sub-Saharan Africa, pp. 135-140.

- IRETON, François (1994) « Quelques aspects de l'évolution démographique du Soudan 1956-1993 », *Egypte/Monde Arabe*, n°17, pp.15-37.
- IRETON, François (à paraître) « Note on the riverain agricultural land tenure in Northern Sudan, with special reference to the village of Kurgos (River Nile State) » in Mohamed Abdel-Salam BABIKER, Barbara CASCIARRI (eds.) *Anthropology of law in the African and Asian Muslim world(s): the Sudan*.
- KEVANE, Michael et GRAY, Leslie (1995) « Local politics in the time of Turabi's revolution: gender, class and ethnicity in Western Sudan », *Africa: Journal of the International African Institute*, Vol. 65, n° 2, pp. 271-96.
- KUKLICK, Henrika (2008) « Salubrious Khartoum. Building a colonial city, 1899–1912 », *Histories of Anthropology*, Vol. 4, pp. 205-19.
- LAVERGNE, Marc (1989) « Introduction géographique » in Marc LAVERGNE (ed.) *Le Soudan Contemporain: De l'invasion turco-égyptienne à la rébellion africaine (1821-1989)*, Karthala, Paris, pp. 17-35.
- LAVERGNE, Marc (1997) « Le nouveau système politique soudanais ou la démocratie en trompe-l'œil », *Politique Africaine*, Vol. 66, pp. 23-38.
- LAVERGNE, Marc (1999) « Khartoum, de la ville coloniale au projet Islamiste », in Anne-Marie FREROT (ed.) *Les grandes villes d'Afrique*, Ellipses, Paris, 224 p.
- LOBBAN, Richard (1971) « The historical role of the Mahass in the urbanization of Sudan's "Three Towns" with special reference to two communities: Tuti Island and Burri al Mahas » *African Urban Notes*, Vol. 6, n° 2, pp. 24-38.
- LOBBAN, Richard (1980) « A genealogical and historical study of the Mahass of the three towns », *Sudan Notes and Records* n° 61, pp. 89-109.
- LOBBAN, Richard (1981) « The Law of elephants and the justice of monkeys: two cases of anti-colonialism in the Sudan », *Africa Today*, Vol. 28, n° 2 pp. 87-95.
- MARCHAL, Roland et OSMAN, Oussama (1997) « Les ambitions internationales du Soudan islamiste », *Politique Africaine*, Vol. 66, pp. 74-88.
- MCLOUGHLIN, Peter (1963) « The Sudan's three towns : a demographic and economic profile of an African urban complex. Part 1: Introduction and demographic », *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 12, n° 1, pp. 70-83.
- MUSA, Al Khider Ali (2000) *Sudan Structural Adjustment Programme (SSAP): Some Implications For Labour In The Formal Sector*, disponible sur <http://unpan1.un.org/intradoc/groups/public/documents/cafrad/unpan002305.pdf> (date de consultation 23/07/2014).
- O'BRIEN, Jay (1986) « Toward a reconstitution of ethnicity: capitalist expansion and cultural dynamics in Sudan », *American Anthropologist, New Series*, Vol. 88, n° 4, pp. 898-907.

- PERRY, A.H. (1991) « Climatic Characteristics of Sudan's Capital Region » in H.R.J. DAVIES et Mohammed El Hadi ABU SIN (eds.) *The Future of Sudan's Capital Region: a Study in Development and Change*, Khartoum University Press, Khartoum, pp. 39-46.
- PRUNIER, Gérard (1989) « Les Frères musulmans au Soudan: un islamisme tacticien », in Marc LAVERGNE (ed.) *Le Soudan Contemporain: De l'invasion turco-égyptienne à la rébellion africaine (1821-1989)*, Karthala, Paris, pp. 359-80.
- RUPPERT, Helmut (1991) « The responses of different ethnic groups in the Sudan to rural-urban migration — a comparative study » *GeoJournal*, Vol. 25, n° 1, pp. 7-12.
- SERELS, Steven (2007) « Political landscaping: land registration, the definition of ownership and the evolution of colonial objectives in the Anglo-Egyptian Sudan, 1899-1924 », *African Economic History*, Vol. 35, pp. 59-75.
- SERI-HERSCH (2012a) *Histoire Scolaire, Impérialisme(S) Et Décolonisation(S) : Le Cas Du Soudan anglo-égyptien (1945-1958)*, Thèse de Doctorat en Histoire (G. Alleaume, dir.) Université d'Aix en Provence, 529 p.
- SERI-HERSCH (2012b) « La Modernité Dans L'historiographie Du Soudan. Usages Convenus D'un Concept Nébuleux ? », *Cahiers d'études africaines*, Vol. 4, n° 208, pp. 905 – 35.
- SHARKEY, Heather (2008) « Arab identity and ideology in Sudan: the politics of language, ethnicity, and race », *African Affairs*, Vol. 107, n° 426, pp. 21-43.
- SIKAINGA, Ahmed Alawad (1996), *Slaves into workers, emancipation and labor in colonial Sudan*, University of Texas Press, Austin, 304 p.
- SPAULDING, Jay et KAPTEIJNS, Lidwien (1991) « The orientalist paradigm in the historiography of the late precolonial Sudan » in Jay O'BRIEN et William ROSEBERRY (eds.) *Golden ages, dark ages: imagining the past in anthropology and history*, University of California Press, Berkeley, pp. 139-51.
- STEVENSON, Roland (1966) « Old Khartoum, 1821-1885 » *Sudan Notes and Records*, Vol. XLVII, pp. 1-37.
- TUBIANA Marie-José (1971) « Système pastoral et obligation de transhumance chez les Zaghawa (Soudan-Tchad) », *Études Rurales*, n° 42, pp. 120-171.
- VAUGHAN, Chris (2010) « Reinventing the wheel? Local government and neo-traditional authority in late-colonial Northern Sudan », *The International Journal of African Historical Studies*, Vol. 43, n° 2, pp. 255-78.
- WARBURG, Gabriel (1991) « The turco-egyptian Sudan: a recent historiographical controversy », *Die Welt des Islams*, Vol. 31, n° 2, pp. 193-215.

## Etudes sur l'eau

- ADAMS William, WATSON Elizabeth et MUTISO Samuel (1997) « Water, rules and gender: water rights in an indigenous irrigation system, Marakwet, Kenya », *Development and Change*, Vol. 28, pp. 707-30.
- ANAND, Nikhil (2011) « Pressure: The PoliTechnics of Water Supply in Mumbai », *Cultural Anthropology*, Vol. 26, n° 4, pp. 542-64.
- ANCEY Véronique, WANE Abdrahmane, MÜLLER Andreas, ANDRE Daniel et LECLERC Grégoire (2008) « Payer l'eau au Ferlo. Stratégies pastorales de gestion communautaire de l'eau », *Autrepart*, Vol. 46, pp. 51-66.
- ARANGO, Luisa (2007) *Partager l'eau, construire la société. Etude anthropologique de la gestion de l'eau dans une île des caraïbes colombiens : Santa Cruz del Islote*, Mémoire de Maîtrise en Ethnologie (B. Casciarri, dir.), Université Paris 8, 184 p.
- ARANGO, Luisa (2009) *L'eau derrière le tuyau: de l'homogénéité apparente, la diversification effective et le partage dans le changement. Etude socio-anthropologique de la gestion de l'eau dans le quartier populaire de Deim, Khartoum – Soudan*, Mémoire de Master en Sociologie (B. Casciarri, dir.), Université Paris 8, 128 p.
- ARANGO, Luisa (2013) « Les réseaux d'approvisionnement en eau à El Islote (Colombie). Un indicateur des dynamiques sociopolitiques locales », *Journal des Anthropologues*, n° 132-133, pp. 267-90.
- ARANGO, Luisa (2015b) « Local management of urbanized water: exchanges among neighbours, household actions, and identity in Deim (Khartoum) » in Barbara CASCARI, Munzoul ASSAL et François IRETON (eds.) *Reshaping livelihoods, political conflicts and identities in contemporary Sudan*, Berghann, New York, Oxford, pp. 108-24.
- AUBRIOT, Olivia (2000) « Comment « lire » un système d'irrigation ? Une approche pour l'étude de systèmes d'irrigation traditionnels illustré de cas pris au Népal », document de travail n° 8, Université Catholique de Louvain, Louvain, 21 p.
- AUBRIOT, Olivia (2004) *L'eau, miroir d'une société : irrigation paysanne au Népal central*, Editions CNRS, Paris, 321 p.
- AYEB, Habib (2011) « Introducción: ¿por qué hacer un libro sobre el agua en los países árabes? » in Habib AYEB (ed.) *El agua en el mundo Árabe : percepciones globales y realidades locales*, Casa Árabe - IEAM, Madrid, pp. 5-12.
- BARON, Catherine (2007) « De l'eau sacrée, à l'eau marchandise : représentations de l'eau en Afrique » in Hana Aubry (ed.) *Imaginaires de l'eau, imaginaires du monde : 10 regards sur l'eau et sa symbolique dans les sociétés humaines*, La Dispute, Paris, pp. 109-37.

- BECCAR Lily, BOELENS Rutgerd et HOOGEN DAM Paul (2002) « Water rights and collective action in a community irrigation » in Rutgerd BOELENS et Paul HOOGEN DAM (eds.) *Water rights and empowerment*, Koninklijke Van Gorcum, Assen, pp. 1-21.
- BECKEDORF, Anne-Sophie (2012) *Political Waters: Governmental Water Management and Neoliberal Reforms in Khartoum/Sudan*, LIT Verlag, Zurich, Berlin, 312 p.
- BEDOUCHA, Geneviève (1987) *L'eau, amie du puissant. Une communauté oasienne du Sud tunisien*, Editions des Archives contemporains, Paris 427 p.
- BEDOUCHA, Geneviève (2003) « Discordances momentanées. Analyse comparative », *Techniques et Cultures*, Vol. 1, n° 40, pp. 1-14.
- BEDOUCHA, Geneviève (2011) *Les liens de l'eau. En Brenne, une société autour de ses étangs*, Editions QUÆ, Editions de la Maison des sciences de l'homme, Paris, 688 p.
- BENDER, Matthew (2008) « "For More and Better Water, Choose Pipes!" Building Water and the Nation on Kilimanjaro 1961-1985 », *Journal of Southern African Studies*, Vol. 34, n° 4, pp. 841-59.
- BERNAL, Victoria (1997) « Colonial moral economy and the discipline of development: the Gezira Scheme and "modern" Sudan », *Cultural Anthropology*, Vol. 12, n° 4, pp. 447-79.
- BLANCHON, David et GRAEFE, Olivier (2012) « La radical political ecology de l'eau à Khartoum. Une approche théorique au-delà de l'étude de cas », *L'espace Géographique*, Vol. 1, n° 41, pp. 35-50.
- BRARA, Rita (2007) « The public sphere and water provisioning. Discontinuities in the present » in Amita BAVISKAR (ed.) *Waterscapes: The Cultural Politics of a Natural Resources (Nature, Culture, Conservation)*, Permanent Black, Delhi, pp. 117-38.
- CALLIER-BOISVERT, Colette (1994) « Traces et mémoires de l'eau: le nettoyage d'un réseau collectif d'irrigation à Soajo, Portugal », *Ethnologie Française*, nouvelle série, Vol. 24, n°4, pp. 739-50.
- CASAS ORREGO, Alvaro León (2000) « Los circuitos del agua y la higiene urbana en la ciudad de Cartagena a comienzos del siglo XX » in Diana OBREGÓN TORRES (ed.) *Culturas Científicas y Saberes Locales: asimilación, hibridación, resistencia*, Universidad Nacional de Colombia, Bogotá, pp. 283-327.
- CASCIARRI, Barbara (2008) « Du partage au clivage : marchandisation de l'eau et des rapports sociaux dans un village du Maroc présaharien (Tiraf, Vallée du Dra) » in Eveline Baumann, Laurent Bazin, Pepita Ould-Ahmed, Pascale Phélinas, Monique Selim et Richard Sobel (eds.) *Anthropologues et économistes face à la globalisation*, l'Harmattan, Paris, pp. 87-128.
- CASCIARRI, Barbara (2011) « La desocialización del agua en las comunidades del Sur en tiempos de globalización capitalista: del sureste de Marruecos al Sudán central » in

- Habib AYEUB (ed.) *El agua en el mundo Árabe : percepciones globales y realidades locales*, Casa Árabe - IEAM, Madrid, pp. 107-40.
- CASCIARRI Barbara (2013b) « Note de lecture. », *Autrepart*, Vol. 2, n° 65, p. 191-193
- CASCIARRI, Barbara (2015a) « Water management among sudanese pastoralist: end of commons or "silent resistance" to commoditization? » in Barbara CASCIARRI, Munzoul ASSAL et François IRETON (eds.) *Reshaping livelihoods, political conflicts and identities in contemporary Sudan*, Berghann, New York, Oxford, pp. 140-160.
- CASCIARRI, Barbara et VAN AKEN, Mauro (2013) « Anthropologie et Eau(x). Affaires Globales, Eaux Locales et Flux de Cultures », *Journal des Anthropologues*, n° 132-133, pp. 15-44.
- CLEAVER, Frances (1995) « Water as a weapon: the history of water supply development in Nkayi district, Zimbabwe » *Environment and History*, Vol. 1, n° 3, pp. 313-33.
- COELHO, Karen (2006) « Tapping in: leaky sovereignties and engineered dis(order) in an urban water system » in Monica NARULA, Shuddhabrata SENGUPTA, Ravi SUNDARAM, Jeebesh BAGCHI, Awadhendra SHARAN et Geert LOVINK (eds.) *Turbulence: Sarai Reader 06*, Sarai Media Lab, Delhi, pp. 497-509.
- DELMET, Christian (1986) « Le système traditionnel d'irrigation chez les Arabes Ga'aliyin Taragma », *Techniques et Cultures*, Vol. 8, pp. 69-109.
- DOMINGUEZ ACEVEDO, Abraham (2009) *Ollas de Agua, Jagüeyes, Cajas de Agua o Aljibes*, Sagarpa, Montecillos, 10 p., disponible sur <http://www.sagarpa.gob.mx/desarrolloRural/Documents/fichasCOUSSA/Ollas%20de%20agua.pdf> (date de consultation 31/07/2014).
- FONTEIN, Joost (2008) « The power of water: landscape, water and the state in Southern and Eastern Africa: an introduction », *Journal of Southern African Studies*, Vol. 34, n° 4, pp. 737-56.
- GANDY, Matthew (2008) « Landscapes of disaster: water, modernity, and urban fragmentation in Mumbai » *Environment and Planning A*, Vol. 40, pp. 108-30.
- GEERTZ, Clifford (1972) « The wet and the dry: traditional irrigation in Bali and Morocco », *Human Ecology*, Vol. 1, n° 1, pp. 23-39.
- GLEICK, Peter (1998) « The human right to water », *Water Policy*, Vol. 1, n° 5, pp 487-503.
- GOMEZ-TEMESIO, Veronica (2013) « Le sourcier du village est cadre à Dakar : la circulation de l'eau au Sénégal entre privatisation et attachement au terroir », *Journal des Anthropologues*, Vol. 132-133, pp. 197-218.
- GOMEZ PEREZ, Carmen (1996) « La ciudad sin agua, los poderes locales y el canal de Turbaco a finales del siglo XVI », *Historia y Cultura (Cartagena)*, Vol. 4, pp. 287-318.

- GUERIN-SCHNEIDER, Laetitia (2011) « Histoires des services publics d'eau potable et d'assainissement: entre stabilité et reconfiguration » in Gabrielle BOULEAU et Laetitia GUERIN-SCHNEIDER (eds.) *Des tuyaux et des hommes. Les réseaux d'eau en France*, Editions QUÆ, Paris pp. 23 - 48.
- GUILLERME, André (1983) *Les temps de l'eau : la cité, l'eau et les techniques, Nord de la France, fin IIIe siècle-début XIXe siècle*, Champ Vallon, Paris, 263 p.
- HALL, David et LOBINA Emanuele (2002) « Water privatization in Latin America », présenté dans l'American's Water Conference, San José de Costa Rica, PSIRU, University of Greenwich, Greenwich, 27 p.
- HALL, David et LOBINA Emanuele (2007) « Profitability and the poor : Corporate strategies, innovation and sustainability », *Geoforum*, Vol 38, pp. 772-85.
- ILLICH, Ivan (2000) [1986], *H2O and the waters of forgetfulness*, Marion Boyars, Londres, 92 p.
- JAGLIN, Sylvie (2005) *Services d'eau en Afrique subsaharienne. La fragmentation urbaine en question*, Editions du CNRS, Paris, 244 p.
- JANSSENS, Sylvie et THILL, Zack (2013) « Water in Azraq (Jordan): a fluid link between state and society », *Journal des Anthropologues*, n° 132- 133, pp. 317-38.
- KAIKA, Maria (2004), « Interrogating the geographies of the familiar: domesticating nature and constructing the autonomy of the modern home », *International Journal of Urban and Regional Research*, Vol. 28, n° 2, pp. 265-86.
- LEACH, Edmund (1959) « Hydraulic society in Ceylon », *Past and Present*, Vol. 15, pp. 2-26.
- LINTON, Jamie (2008) « Is the hydrologic cycle sustainable? A historical-geographical critique of a modern concept », *Annals of the Association of American Geographers*, Vol. 98, n° 3, pp. 630-49.
- LINTON, Jamie (2010) *What is water? The history of a modern abstraction*, University of British Columbia Press, Vancouver, 320 p.
- LINTON, Jamie (2012) « The right to what? Water, rights, people and the relation of Things » in Farhana SULTANA et Alex LOFTUS (eds.) *The Right to Water: Politics, Governance, Social Struggles*, Taylor and Francis, London, pp. 45-60.
- LOFTUS, Alex (2006) « Reification and the dictatorship of the water meter », *Antipode*, Vol. 38, n° 5, pp. 1023-45.
- MARIE, Michel (1984), « Pour une anthropologie des grands ouvrages. Le canal de Provence », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 21, pp. 5-35.

- MENDOZA PINEDA, Raquel (2000) *Origen, vida y muerte del acueducto de Santa Fé*, Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Estéticas, Mexico, 281 p.
- MOHAMED ABDALLA, Salma. *Charity drops. Water provision and the politics of the Zakat chamber in Khartoum, Sudan*, thèse de Doctorat en Sciences Politiques (D. Müller-Mahn, dir.), Bayreuth University, 222 p.
- MOSSE, David (1997) « The symbolic making of a common property resource: history, ecology and locality in a tank-irrigated landscape in South India », *Development and Change*, Vol. 28, n° 467-504.
- MOSSE, David (2003) *The rule of water. Statecraft, ecology and collective action in South India*, Oxford University Press, New Dheli, 337 p.
- MOSSE, David (2006b) « Collective action, common property, and social capital in South India: an anthropological commentary », *Economic Development and Cultural Change*, Vol. 54, n° 3, pp. 695-724.
- MOSSE, David (2006c) « Rule and representation : transformations in the governance of the water commons in British South India », *The Journal of Asian Studies*, Vol. 65, n° 1, pp. 61-91.
- MOSSE, David (2008) « Epilogue : The cultural politics of water – a comparative perspective », *Journal of Southern African Studies*, Vol. 34, n° 4, pp. 939-48.
- MUSEMWA, Muchaparara (2006) « Disciplining a “dissident” city : hydropolitics in the city of Bulawayo, Matabeleland, Zimbabwe, 1980-1994 », *Journal of Southern African Studies*, Vol. 32, n° 2, pp. 239-54.
- MUSEMWA, Muchaparara (2008) « Early struggles over water: from private to public water utility in the city of Bulawayo, Zimbabwe, 1894-1924 », *Journal of Southern African Studies*, Vol. 34, n° 4, pp. 881-98.
- NEGRE, Michael (2004) *ONG et autoritarisme au Soudan : l'eau en question*, CEDEJ, Le Caire, 111 p.
- NJIRU, Cyrus et ALBU, Mike (2004) « Improving access to water through support to small water-providing enterprises », *Small Enterprise Development*, Vol. 15, n° 2, pp. 30-7.
- PALERM, Jacinta et CHAIREZ, Carlos (2002) « 'Medidas antiguas de agua » », *Relaciones*, Vol. 23, n° 92, pp. 227-51.
- PFÄFFENBERGER, Bryan (1988) « Fetishised objects and humanised nature: towards an anthropology of technology » *Man, New Series*, Vol. 23, n° 2, pp. 236-52.
- POUPEAU, Franck (2002) « La guerre de l'eau. Cochabamba, Bolivie, 1999-2001 », *Agone*, n° 26-27, pp. 133-140.

- RIAUX, Jeanne (2006) *Règles de l'Etat - Règles de la communauté: une gouvernance locale de l'eau. Anthropologie comparée de deux systèmes d'irrigation anciens en contexte d'intervention publique : Vallée des Aït Bou Guemez (Haut Atlas - Maroc), Plaine de Vinça (Pyrénées - France)*, Thèse de Doctorat en Anthropologie (F. Sigaut, dir.) EHESS, 562 p.
- ROMERO DE TERREROS, Manuel (1925) « Los acueductos de Mexico », *Anales del Museo Nacional de Mexico*, Vol. 3, pp. 131-42.
- SALAH, Bashir Musa et ABBAS, Musa (1991) « Water supply in Greater Khartoum » in H.R.J. DAVIES et Mohammed El Hadi ABU SIN (eds.) *The Future of Sudan's Capital Region: a Study in Development and Change*, Khartoum University Press, Khartoum, pp. 65-76.
- STARO, Francesco (2009) *Il villaggio intermittente Acqua e sviluppo presso i somali gerri del Sud Etiopia*, Laurea Magistrale (M. Van Aken, dir.) Università degli Studi di Milano Bicocca, 141 p.
- STARO, Francesco (2013) « Water ownership as a form of pastoral adaptation : the case of the Garri of southern Ethiopia », *Journal des Anthropologues*, Vol. 132-133, pp. 243-66.
- STRANG, Veronica (2004) *The Meaning of Water*, Berg, Oxford, 320 p.
- STRANG, Veronica (2005) « Common senses, water, sensory experience and the generation of meaning », *Journal of Material Culture*, Vol. 10, n° 1, pp. 92-120.
- SWYNGEDOUW, Eric (2004) *Social Power and the Urbanization of Water, Flows of Power*, Oxford University Press, Oxford, 209 p.
- UHEL, Mathieu (2013) *Eau et pouvoir. Les échelles des mouvements contestataires et révolutionnaires en Bolivie et au Venezuela*. Thèse de Doctorat en Géographie (R. Héryn, dir) Université de Caen, 495 p.
- VAN AKEN, Mauro (2008) « Poteri fluidi: acqua, lavoro e sabotaggio nell'agrobusiness Giordano » in Fabio VITI, Pierluigi VALSECCHI, Silvia VIGNATO, Alice BELLAGAMBA, Paolo GAIBAZZI, Mauro VAN AKEN (eds.) *Dipendenza personale, lavoro e politica*, Università degli Studi di Milano Bicocca pp. 107-135.
- VAN AKEN, Mauro (2011) « Riego y desorden tecno-lógico. La disputa por el agua, el conocimiento y la técnica de la agroindustria en el valle del Jordán (Jordania) » in Habib AYEB (ed.) *El agua en el mundo Árabe: Percepciones locales y realidades locales*, Casa Árabe-IEAM, Madrid, pp. 59-86.
- VAN AKEN, Mauro (2013) *La diversità delle acque. Anthropologia di un bene molto comune*, Pavia, Lungavilla: Edizioni Altravista, 344 p.
- VAN AKEN Mauro, MOLLE François et VÉNOT Jean-Philippe (2009) « Squeezed dry: the historical trajectory of the lower Jordan River basin » in François MOLLE et Philippus

- WESTER (eds.) *River Basin Trajectories: Societies, Environments and Development*, CABI, IWMI, Oxford, Cambridge, pp. 20-46.
- VON SCHNITZLER, Antina (2008) « Citizenship prepaid: water, calculability, and technopolitics in South Africa », *Journal of Southern African Studies*, Vol. 34, n° 4, pp. 899-917.
- WATEAU, Fabienne (2002), *Partager l'eau. Irrigation et conflits au Nord-ouest du Portugal*, Editions du CNRS, Paris, 277 p.
- WATEAU, Fabienne (2007) « Souffler pour ordonner : une conque pour l'irrigation en Galice » *Techniques & Cultures*, n°48-49, pp. 49-60.
- WEBRE, Stephen (1990) « Water and society in a spanish American city: Santiago de Guatemala, 1555-1773 », *The Hispanic American Historical Review*, Vol. 70, n° 1, pp. 57-84.
- WITTFOGEL, Karl (1964) [1957] *Le despotisme oriental. Etude comparative du pouvoir total*, Editions de Minuit, Paris, 671 p.
- ZUG, Sebastian (2014) *The gift of water. Bourdieusian capital exchange and moral entitlements in a neighbourhood of Khartoum*, LIT Verlag, Berlin, Zürich, 316 p.
- ZWARTEVEEN, Margreet (1997) « Water: From Basic Need to Commodity: A Discussion on Gender and Water Rights in the Context of Irrigation », *World Development*, Vol. 25, n° 8, pp. 1335-49.
- ZWARTEVEEN, Margreet (2010) « A masculine water world: the politics of gender and identity in irrigation expert thinking » in Rutgerds BOELEN, David GETCHES et Armando GUEVARA-GIL (eds.) *Out of the main stream. Water rights, politics and identity* Earthscan, London, Washington pp. 75-98.

## Comparaison

- AUSTENFELD, Thomas (2011) « Comparison and contrast : discovering family relations » in Gilbert CASASUS et Sabine HAUPT (eds.) *Comparer? La comparaison dans les sciences*, LIT Verlag, Zurich, Berlin, pp. 19-22.
- DETIENNE, Marcel (1990) « Qu'est ce qu'un site? » in Marcel DETIENNE (ed.) *Tracés de fondation*, Peeters, Louvain, Paris, pp. 1-16.
- DETIENNE, Marcel (2000) *Comparer l'incomparable*, Seuil, Paris, 135 p.
- GREEN, Nancy (2002) « Religion et ethnicité. De la comparaison spatiale et temporelle », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, Vol. 1, n° 57, pp. 127-44.
- JUCQUOIS, Guy et VIELLE, Christophe (2000) *Le comparatisme dans les sciences de l'homme: approches pluridisciplinaires*, Editions de Boeck Université, Bruxelles, 456 p.

REMAUD Olivier, SCHAUB Jean-Frédéric et THIREAU Isabelle (2012) « Pas de réflexivité sans comparaison » in Olivier REMAUD, Jean-Frédéric SCHAUB et Isabelle THIREAU (eds.) *Faire des sciences sociales. Comparer*, Editions de l'EHESS, Paris, pp. 13-20.

VALENSI, Lucette (2002) « L'exercice de la comparaison au plus proche, à distance: le cas des sociétés plurielles », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, n° 1, pp. 27-30.

## **Documents d'archives, articles de presse et autres sources primaires**

### **Colombie**

#### **Archivo Histórico de Cartagena de Indias**

- |                                     |   |
|-------------------------------------|---|
| <i>Prot.157, Tomo 1, Fol. 288</i>   | <i>Tierras, Notice 09944/1850</i>   |
| <i>Gaceta Departamental n°927</i>   | <i>Informe del director del Lazareto, 24/08/1974.</i>   |
| <i>Gaceta Departamental n°1173</i>  | <i>Informe del director del Lazareto, 05/07/1875.</i>   |
| <i>Gaceta Departamental n° 3668</i> | <i>Informe del director del Lazareto, 30/09/1922.</i>   |
| <i>Registro de Bolívar n° 2161</i>  | GOBERNACIÓN DEL DEPARTAMENTO DE BOLÍVAR (1903) <i>Decreto n° 523 de 24/07/1903.</i>                   |
| <i>Gaceta Municipal n° 172</i>      | RADER AND ASSOCIATES (1960) <i>Correspondencia con el Concejo Municipal de Cartagena, 01/06/1960.</i> |

#### **Archivo de la Biblioteca Nacional (Bogotá)**

- |                     |  |
|---------------------|--|
| <i>FAr 5820 V.8</i> | DE PAULA SANTANDER, Francisco (1835) <i>Decreto de 21 de febrero. Arreglando y Reglamentando el Lazareto del Tercer Distrito</i> , Imprenta Nacional [1941], Bogotá. |
|---------------------|--|

#### **Archivo de la Biblioteca Luis Angel Arango (Bogotá)**

- |                             |  |
|-----------------------------|--|
| <i>[Misceláneas]No. 768</i> | <i>Informe del Director General de Lazaretos correspondiente al año de 1927: anexo a la memoria del Ministro de Instrucción y Salubridad Públicas / Dirección General de Lazaretos/Bogotá: Imprenta Nacional, 1927. 141 p.</i> |
| <i>362.1 C15i1 20 ed.</i>   | <i>Informe del Director General de Lazaretos correspondiente al año de 1928: anexo a la memoria del Ministro de Educación</i>  |

Nacional /Dirección General de Lazaretos/Bogotá: Imprenta Nacional, 1928. 60 p.

[Misceláneas] No. 768

*Informe del Director General de Lazaretos correspondiente al año de 1930 / Dirección General de Lazaretos/ Bogotá: Imprenta Nacional, 1931.55 p.*

347.4 B17v 19 ed.

*La verdad sobre el incumplimiento de un contrato: es la historia de la inyección de un negocio celebrado ente el Sr. don Antonio C. de Pombo y el gobierno nacional en el año de 1936, sobre transporte de los leprosos de Caño de Loro al Puerto de la Dorada / Otto Barrios Guzmán/Bogotá: Talleres Gráficos Mundo al Día, 1936. 19 p.*

### Archives de presse

- *El Universal*  
24/01/1950

CORTES, Hernán, *La FAC se niega a llevar a los enfermos de Caño de Loro*, p. 12.

19/05/1997

DIAZ MARQUEZ, Luz Meira *Tierra Bomba espera la luz*, p. 8A.

28/05/2014

Anonyme, *De nativos y no nativos*, disponible sur: <http://www.eluniversal.com.co/opinion/editorial/de-nativos-y-no-nativos-6661> (date de consultation 06/07/2014).

19/01/2014

SANDOVAL DUQUE, Jorge, *La odisea del Acueducto*, disponible sur: <http://www.eluniversal.com.co/suplementos/dominical/la-odisea-del-acueducto-148717> (date de consultation 14/08/2014).

- *El Tiempo*  
14/08/1950

Anonyme, *Hoy será el bombardeo en la zona de 'Caño de Loro'. No hay peligro, dicen los técnicos*, p. 6.

03/09/1950

Anonyme, *Cuadrillas de gentes saquearon el extinto caserío Caño de Loro*, p.6.

20/09/1950

Anonyme, *El caserío de Caño de Loro será bombardeado mañana por la FAC*, p. 1, 11.

24/03/2014

FIORILLO, Heriberto, *Mas Bomba que Tierra*, disponible sur : <http://www.eltiempo.com/archivo/documento/CMS-13714821> (date de consultation 04/09/2014).

- *Semana*  
26/03/2001

Anonyme, *La Isla del Tesoro*, disponible sur : <http://m.semana.com/nacion/articulo/la-isla-del-tesoro/45410-3> (date de consultation 09/09/2014).

## Sources primaires publiées

CARRASQUILLA DEL RIO, Manuel (1946), *Monografía de Cartagena*, Contraloría General del Departamento de Bolívar, Cartagena, 234 p.

ESCORCIA BARRIOS, José Antonio (2009) *Monografía Histórica de Caño de Loro*, Ediciones Cisnecolor, Bogotá.

MONTOYA Y FLOREZ, Juan Bautista (1910) *Contribución al estudio de la lepra en Colombia*, Imprenta Editorial, Medellín, 455 p.

PRETEL, Manuel (1929) *Monografía de Cartagena*, Tipografía Mercurio, Cartagena, 287 p.

ROYO Y GÓMEZ, José (1947) *Geología de la Isla de Tierra Bomba, Cartagena y estudio del abastecimiento de Caño de Loro mediante aguas subterráneas*, República de Colombia. Ministerio de Minas y Petróleos, Servicio Geológico Nacional, Bogotá, 116 p.

URUETA, José (1886) *Cartagena y sus cercanías Guía descriptiva de la capital del Estado soberano de Bolívar, en los Estados Unidos de Colombia*. Tipografía de Donaldo E. Grau, Cartagena, 228 p.

## Soudan

### Sudan Archives Durham

*SAD 283/9/20-30* KENNEDY M. R. (1908) *Letter to Wingate concerning the water quality in Khartoum*.

*SAD.285/1/87* BALFOUR, Andrew (1909) *Letter to Wingate*.

*SudA PK1591 MCL* MCLEAN, William (1911) « The Planning of Khartoum and Omdourman » in *Town Planning Conference Transactiona*, London, pp. 575-603.

*Medu\* 17/4/PLA/URB* MINISTRY OF LOCAL GOVERNMENT OF SUDAN (1959) *The future of the capital of the Sudan : a long-term program and a master plan for the development of the capital : project OP 1. Final report* Doxiadis Associates, Athens, 250 p.

*Medu\* 17/4/PLA/URB* MEFIT (1977) *Regional plan of Khartoum and master plan for the Three Towns*, Roma, 363 p.

### The British National Archives

*FO 141/493/2* (1924 - 1929) *Proposed formation of a company (Sudan Lights and Power Co) for operation of public utility service (water, light etc.) at Khartoum*, 81 p.

## Sources primaires publiées

ADAMS, William (1977) *Nubia: Corridor to Africa*, Princeton University Press, Princeton, 824 p.

AL NŪR IBRAHIM, Mohammed (sans date) *Le développement de l'éducation sur l'île de Tuti*, Khartoum, 132 p. [en arabe]

CAILLIAUD, Frédéric (1826) *Voyage à Méroë, au Fleuve Blanc, au-delà de Fâzogl Dans le midi du Royaume de Sennarà Syouah et dans conq autres oasis*.4 volumes, Paris, Imprimerie Royale, disponible sur <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k104932v> (date de consultation 23/11/2014).

MACMICHAEL, Harold (1922) *A history of the Arabs in the Sudan and some account of the people who preceded them and of the tribes inhabiting Darfur*, Cambridge University Press, Cambridge, 386 p.

TAYLOR, A.J. (1962) « Khartoum water supply », *The Sudan Engineering Society Journal*, Vol. VII, n° 17-22, pp. 19-22.

WALKLEY, C.E.J (1935) « The Story of Khartoum (Part 1) », *The Sudan Notes and Records*, Vol. 18, pp. 221-41.

WALKLEY, C.E.J (1936) « The Story of Khartoum (Part 2) », *The Sudan Notes and Records*, Vol.19, pp. 71-92.

## Archives de presse

- BBC News  
19/05/2010 FLEMING, Lucy, *Sudan's Nile Island joins the 21st Century* disponible sur: <http://www.bbc.com/news/10121573> (date de consultation 02/07/2014).

## Cartes

EGYPT. JAYSH. INTELLIGENCE DEPARTMENT (1895) *Khartum and Omdurman*, échelle: 1:63,360, [Durham University Library: SAD 218/2/152[MP].

D'ANVILLE (date inconnue) *Africa, Performed by the Sr Danville under the Patronage of the Duke of Orleans, Revised and Improved by Mr Bolton*, disponible sur: [http://uctscholar.uct.ac.za/R/?func=dbin-jump-fulltobject\\_id=95573etlocal\\_base=GEN01](http://uctscholar.uct.ac.za/R/?func=dbin-jump-fulltobject_id=95573etlocal_base=GEN01) (date de consultation 24/08/2014).

LAWS, William (1741), *Plan of the Harbour, town, and several forts of Cartagena.*, Samuel Harding, Londres, disponible sur : <http://gallica.bnf.fr/ark:/12148/btv1b5905868j#> (date de consultation 09/10/2014).

## Dictionnaires

BADEL, Dimas (1943) *Diccionario Histórico Geográfico de Bolívar*, Biblioteca Municipal de Corozal, Cartagena, 478 p.

BALDI, Sergio (2008) *Dictionnaire des emprunts arabes dans les langues de l'Afrique de l'Ouest et en swahili*, Karthala, Paris, 617 p.

REAL ACADEMIA ESPAÑOLA (2001) *Diccionario de la lengua española (DRAE)*, 22° ed. Disponible sur : [www.rae.es/recursos/diccionarios/drae](http://www.rae.es/recursos/diccionarios/drae) (date de consultation 17/02/2015).

TAMIS, Rianne et PERSSON, Janet (2011) *Concise Dictionary. Sudanese Arabic- English. English-Sudanese Arabic*. SIL International, Dallas, 366 p.

FLOREZ Luis, MONTES GIRALDO José Joaquín, MORA MONROY Siervo Custodio, RODRÍGUEZ DE MONTES María Luisa, FIGUERO LORZA Jennie et LOZANO RAMÍREZ Mariano (1982) *Atlas lingüístico -Etnográfico de Colombia*. ALEC, 6 vols, Instituto Caro y Cuervo, Bogotá.

## Etudes techniques, rapports et documents officiels

### Généraux

ONU - Department of Economic and Social Affairs (2014) *World Urbanization Prospect. The 2014 Revision Highlights*, New York, 32 p., disponible sur : <http://esa.un.org/unpd/wup/Highlights/WUP2014-Highlights.pdf> (date de consultation 14/05/2015).

UNICEF et WHO (2008) *Progress on Drinking Water and sanitation. Special focus on sanitation*, UNICEF, World Health Organization, New York, Geneve, disponible sur : [http://www.unicef.org/media/files/Joint\\_Monitoring\\_Report\\_-\\_17\\_July\\_2008.pdf](http://www.unicef.org/media/files/Joint_Monitoring_Report_-_17_July_2008.pdf) (date de consultation 24/03/2015)

### Colombie

DANE (2005) *Documento Conpes. Plan de acción para la focalización de los subsidios para servicios públicos domiciliarios*, Departamento Nacional de Planeación, Bogotá, 30 p., disponible sur: [http://www.dane.gov.co/files/dig/CONPES\\_3386\\_oct2005\\_Focaliz\\_subsidios\\_servicios\\_publicos.pdf](http://www.dane.gov.co/files/dig/CONPES_3386_oct2005_Focaliz_subsidios_servicios_publicos.pdf) (date de consultation 23/11/2014).

Loi 70 de 1993, *Constitution Nationale de la Colombie*, 14 p., disponible sur : <http://www.alcaldiabogota.gov.co/sisjur/normas/Normal.jsp?i=7388> (date de consultation 23/01/2015).

Décret n° 0977 de 2001(a) *Plan de Ordenamiento Territorial del Distrito Turístico y Cultural de Cartagena de Indias. Component General y Decreto*, Cartagena, 53 p., disponible sur :[http://www.cartagena.gov.co/Cartagena/secplaneacion/Documentos/pages/pot2001/files/componente\\_general/Componente\\_General\\_Decreto.pdf](http://www.cartagena.gov.co/Cartagena/secplaneacion/Documentos/pages/pot2001/files/componente_general/Componente_General_Decreto.pdf), (date de consultation 04/12/2014).

Décret n° 0977 de 2001(b) *Plan de Ordenamiento Territorial del Distrito Turístico y Cultural de Cartagena de Indias. Component Rural*, Cartagena, 16 p., disponible sur : [http://www.cartagena.gov.co/Cartagena/secplaneacion/Documentos/pages/pot2001/files/Componente\\_Urbano\\_y\\_Rural/RURAL.pdf](http://www.cartagena.gov.co/Cartagena/secplaneacion/Documentos/pages/pot2001/files/Componente_Urbano_y_Rural/RURAL.pdf), (date de consultation 04/12/2014).

IRIARTE DÍAZ, Patricia et VERGARA SERPA, Berena (eds.) (2009) *Perspectivas del Medio Ambiente Urbano: Geo Cartagena*, PNUMA, Alcaldía de Cartagena de Indias, EPA , Observatorio del Caribe Colombiano, Universidad del Pacífico, Cartagena

MINISTERIO DEL INTERIOR Y DE JUSTICIA (2001) *Evolucion Historica de la Organizacion Comunal*, Bogotá, 4 p., disponible sur: <http://www.mij.gov.co/AsuntosPoliticos/Inicio/Participaci%C3%B3nCiudadana/Acci%C3%B3nComunal/tabid/99/Default.aspx>, (date de consultation 19/04/2014)

MINISTERIO DEL INTERIOR Y DE JUSTICIA (2011) *Ley Orgánica de Ordenamiento Territorial* de 2011, Imprenta Nacional de Colombia, Bogotá, 34 p., disponible sur: <https://www.dnp.gov.co/LinkClick.aspx?fileticket=M0t7MuBn8J8%3D&tabid=1667>, (date de consultation 09/10/2014).

NICKSON, Andrew (2001) « Establishing and implementing a joint venture - water and sanitation services in Cartagena, Colombia (Working Paper 442 03) » *GHK International* , The University of Birmingham, DFID, UNDP, London, 47 p.

PINEDA Italo Julio, MARTINEZ WISHGMAN Luis Aurelio, BEDOYA Diana Maritza, CAPARROSO, Patricia, ROJAS Jaime Alberto (2006) *Plan de Manejo del Parque Nacional Natural Corales del Rosario y San Bernardo*, UAESPNN, Bogotá, 372, p.

PUERTAS, Ernesto (2001) *Lineamientos para el ordenamiento territorial del distrito turístico y cultural de Cartagena de Indias*, Vol. 3, Ambiente y Desarrollo, Pontificia Universidad Javeriana, Bogotá, 206 p.

## **Soudan**

BANNAGA, Sharaf Eldin Ibrahim (1996) *MAWA: unauthorised and squatter settlements in Khartoum. History, magnitude and treatment*, Habitat Group, Swiss Federal Institutue, Zurich, 91 p.

CENTRAL BUREAU OF STATISTICS (1995) *Fourth Census of Sudan 1993*, Census Office, Khartoum.

CENTRAL BUREAU OF STATISTICS (2009) *Fifth Sudan Population and Housing Census 2008. Priority Results*, Khartoum.

HAMZA, Mohammed Osman (2002), *Registre des comités populaires*, Khartoum, 1. p.

MEFIT ( 2007), *Khartoum Structural Plan*, Mefit, Khartoum, 156 p.

MURILLO Fernando, MOHAMOUD OSMAN Salah, EL TAHIR Hag Adam, KAFEEL Abdalla, OSMAN Khadeiga, EL GHAZALI Burhan, et MUSTAFA Abdel Rahman (2009), *Urban sector studies and capacity building for khartoum state*, United Nations Human Settlements Programme, Nairobi, 64 p.

PANTULIANO Sara, ASSAL Munzoul, ELNAIEM Butheina, MCELHINNEY Helen et SCHWAB Manuel (2011) *City limits: urbanisation and vulnerability in Sudan, Khartoum case study*, hpg Humanitarian Policy Group, Khartoum, 52 p.

## ILLUSTRATIONS

### CARTES

<b>CARTE 1</b> : LA COLOMBIE ET LOCALISATION DE LA VILLE DE CARTHAGENE .....	40
<b>CARTE 2</b> : LE SYSTEME D'ADDUCTION D'EAU DE CARTHAGENE .....	57
<b>CARTE 3</b> : LE SOUDAN ET LA VILLE DE KHARTOUM .....	63
<b>CARTE 4</b> : LE SYSTEME D'ADDUCTION D'EAU DE KHARTOUM .....	74
<b>CARTE 5</b> : L'ILE DE TIERRA BOMBA ET LA BAIE DE CARTHAGENE .....	151
<b>CARTE 6</b> : ESPACE HABITE ET POINTS D'EAU A CAÑO DE LORO .....	153
<b>CARTE 7</b> : L'ILE DE TUTI DANS L'AGGLOMERATION DE KHARTOUM .....	194
<b>CARTE 8</b> : LES <i>SABIL</i> SUR L'ILE DE TUTI .....	232
<b>CARTE 9</b> : PROJET D'AMENAGEMENT DES VOIES POUR L'ILE DE TUTI .....	312
<b>CARTE 10</b> : TERRES AGRICOLES ET EVOLUTION GEOMORPHOLOGIQUE DE L'ILE DE TUTI .....	319

### TABLEAUX

<b>TABLEAU 1</b> : EVOLUTION DE LA POPULATION DE CARTHAGENE A L'EPOQUE COLONIALE .....	44
<b>TABLEAU 2</b> : CLASSIFICATION DES ZONES D'HABITATION EN MILIEU URBAIN SELON LE <i>TOWN BUILDING REGULATION</i> DE 1909 .....	72
<b>TABLEAU 3</b> : PARAMETRES POUR L'ESTIMATION DES TARIFS DE L'EAU A KHARTOUM ...	78
<b>TABLEAU 4</b> : COMPARAISON DE L'EVOLUTION DE LA POPULATION DE CAÑO DE LORO EN RELATION A CELLE DU LAZARET ENTRE 1835 ET 1945 .....	90
<b>TABLEAU 5</b> : RECENSEMENT DES PUIITS DE TUTI .....	117

### PHOTOS :

<b>PHOTO 1</b> : CONSTRUCTION DU RESERVOIR DE MATUTE .....	54
<b>PHOTO 2</b> : PROMENADE DES MARTYRS A CARTHAGENE .....	88
<b>PHOTO 3</b> : ENTREE AU LAZARET DE CAÑO DE LORO .....	93
<b>PHOTO 4</b> : LA CITERNE D'ELMER, CAÑO DE LORO .....	95
<b>PHOTO 5</b> : FAÇADE DE L'EGLISE DU LAZARET DE CAÑO DE LORO .....	96
<b>PHOTO 6</b> : <i>TĀBIA</i> , TUTI .....	108
<b>PHOTO 7</b> : PUIITS HAJ AL AMIN KHATAB .....	125
<b>PHOTO 8</b> : FAÇADES DES MAISONS A CAÑO DE LORO .....	164
<b>PHOTO 9</b> : L' <i>ALBERCA</i> DE GRACIELA .....	165
<b>PHOTO 10</b> : RANGEMENT DES RECIPIENTS PENDANT LA SAISON SECHE A CAÑO DE LORO .....	172
<b>PHOTO 11</b> : USAGE DES <i>LATA</i> A CAÑO DE LORO .....	177
<b>PHOTO 12</b> : <i>ENRAMADA</i> ET VENTE D'EAU. CAÑO DE LORO .....	181
<b>PHOTO 13</b> : DISTRIBUTION D'EAU DANS LE VILLAGE DE CAÑO DE LORO .....	183
<b>PHOTO 14</b> : <i>EL BURRO DE AGUA</i> .....	188
<b>PHOTO 15</b> : MAISON EN CONSTRUCTION A TUTI .....	207
<b>PHOTO 16</b> : CHATEAU D'EAU DOMESTIQUE ( <i>sīhirīj</i> ) DANS UNE MAISON DE TUTI .....	219
<b>PHOTOS 17, 18, 19</b> : LE BRICOLAGE DE SHAZA .....	231

<b>PHOTO 20</b> : PHOTO ISSUE DU PROJET DE COMPILATION HISTORIQUE AVEC LES PERSONNES AGEES DU VILLAGE .....	267
<b>PHOTO 21</b> : BONGO FLORIDAMAR II .....	290
<b>PHOTO 22</b> : PORTEUR D'EAU DE CAÑO DE LORO .....	290
<b>PHOTOS 23 et 24</b> : PIERRE DE <i>SAGIA</i> A TUTI .....	317
<b>PHOTO 25</b> : COMPTEUR D'EAU DANS UNE MAISON DE TUTI .....	336
<b>PHOTOS 26, 27</b> : LES TROIS RESEAUX DANS LES MAISONS DE TUTI .....	341
<b>SERIE DE PHOTOS 1</b> : TRANSFORMATION DES AUVENTS PENDANT LA SAISON DES PLUIES À CAÑO DE LORO .....	167
<b>SÉRIE DE PHOTOS 2</b> : COLLECTE D'EAUX PLUVIALES À CAÑO DE LORO .....	168
<b>SÉRIE DE PHOTOS 3</b> : TYPES DE <i>SABĪL</i> .....	233
<b>SÉRIE DE PHOTOS 4</b> : LES PORTES DE TUTI .....	235

## FIGURES

<b>FIGURE 1</b> : LES PUIITS DE TUTI SUR IMAGE AERIENNE.....	116
<b>FIGURE 2</b> : CIRCULATION DE L'EAU PENDANT LA SAISON SECHE ET PENDANT LA SAISON DES PLUIES .....	170
<b>FIGURE 3</b> : DISTRIBUTION DE LA <i>SAGIA 2</i> .....	199
<b>FIGURE 4</b> : VUE AERIENNE DE LA ZONE HABITEE DE TUTI .....	204
<b>FIGURE 5</b> : POINTS HYDRIQUES ET CIRCULATION DE L'EAU DANS L'ESPACE DOMESTIQUE A TUTI .....	216
<b>FIGURE 6</b> : CIRCULATIONS DOMESTIQUES DE L'EAU, SANS ET AVEC MOTOPOMPE .....	220
<b>FIGURE 7</b> : LE VOISINAGE DE RAWDA : .....	225
<b>FIGURE 8</b> : COMPARAISON DES CIRCUITS MARCHANDS DE L'EAU A CAÑO DE LORO .....	292
<b>FIGURE 9</b> : LE CROQUIS DE MUSTAFA .....	325
<b>FIGURE 10</b> : DEVELOPMENT FRAMEWORK/URBAN DEVELOPMENT SCHEME .....	326
<b>FIGURE 11</b> : PROJECT MASTER PLAN, TUTI ISLAND INVESTMENT CO .....	327
<b>FIGURE 12</b> : CARTES ET CROQUIS DE TUTI .....	328
<b>FIGURE 13</b> : EXEMPLE DE FACTURE ET REÇU DE PAIEMENT .....	332

## GLOSSAIRE

### ESPAGNOL

- alberca* (f.) Mot originaire de l'arabe hispanique *albirka* et de l'arabe classique, *birkah* (REAL ACADEMIA ESPAÑOLA 2001). Il s'agit d'une construction hydraulique pour stocker l'eau de pluie. Il peut être à même le sol ou souterrain. A Caño de Loro et dans la région côtière et insulaire du caraïbe colombien le mot désigne des citernes domestiques.
- aljibe* (m.) Mot originaire de l'arabe hispanique *algúbb* et de l'arabe classique *gubb* (REAL ACADEMIA ESPAÑOLA 2001). Il s'agit d'un réservoir d'eau des pluies collectée dans les toits ou les canaux, ils peuvent être construits sous terre, à même le sol ou dans les murailles.
- baldío* (m.) Terrain sans labourer, terrains vagues, ou sans propriétaire déclaré.
- bongo* (m.) Bateaux de transport de marchandises ou de garnisons qui sont souvent utilisés comme des bateaux citernes.
- caballería* (f.) Unité de surface utilisée dans les colonies espagnoles. Elle désignait la portion de terre octroyée aux soldats de haut rang suite aux campagnes de conquête, et était équivalente à une superficie d'environ 1 800m<sup>2</sup>.
- cabildo* (m.) Conseil d'administration qui régissait une municipalité à l'époque de la colonisation espagnole de l'Amérique. Le mot *cabildo* en Colombie est aujourd'hui utilisé exclusivement en référence à des institutions collectives des populations indigènes.
- cacimba* (f.) Excavations situées non loin des littoraux pour filtrer l'eau de mer et obtenir une eau moyennement saumâtre (PORTO CABRALES 2007). Connues sous le nom général de *pozo* (puits), elles sont encore en usage dans les îles des archipels du Rosario et San Bernardo (Arango 2013).
- carambuco* (m.) Récipient.
- coquera* (f.) Plantation de noix de coco.
- corregidor* (m.) Autorité administrative qui exerce ses fonctions dans le rayon du *corregimiento*.

<i>corregimiento</i>	( <i>m.</i> ) Subdivision administrative la plus petite de l'Etat colombien, le <i>corregimiento</i> correspond à la division des zones rurales qui possèdent un noyau de population au sein des municipalités.
<i>cubeta</i>	( <i>f.</i> ) Bac à glaçons. Eau congelée dans un sac en plastique destinée à la vente et dont le volume peut varier.
<i>encomienda</i>	( <i>f.</i> ) Institution socioéconomique propre à la colonie espagnole. Etablie officiellement en 1540 à Carthagène (DEL CASTILLO 1994 ; VIDAL ORTEGA 2004) elle comprenait un groupe d'Indiens donnés en concession à un colon auquel ils payaient tribut et qui, en échange, leur devait protection et instruction de la foi catholique.
<i>enramada</i>	( <i>f.</i> ) Abri fait en bois et feuilles de palmier pour créer de l'ombre et protéger de la pluie.
<i>estrato</i>	( <i>m.</i> ) Unité de différenciation des immeubles utilisée pour calculer le tarif des services publics et des impôts. Il va de 1 à 6 (du plus pauvre au plus riche).
<i>gobernación</i>	( <i>f.</i> ) Division administrative en usage à l'époque coloniale.
<i>hacienda</i>	( <i>f.</i> ) Exploitations agricoles basées sur la propriété privée de la terre qui émergent dès la deuxième moitié du XVI <sup>e</sup> siècle avec l'affaiblissement des <i>encomienda</i> et la diminution de la population indigène (BORREGO PLA 1994).
<i>jagüey</i>	( <i>m.</i> ) Dépressions naturelles d'un terrain ou bassins artificiels qui permettent de stocker l'eau d'écoulements superficiels. Dès l'époque coloniale, elles existent tout le long de l'Amérique hispanique (DOMINGUEZ ACEVEDO 2009).
<i>lata</i>	( <i>f.</i> ) Boîte de conserve, fer blanc. Le mot vient des anciens bidons dans lequel se vendait l'huile en boîte, qui étaient faits en fer blanc et dans lesquels se transportait l'eau jusqu'il y a quelques années. De nos jours, les <i>lata</i> sont des bidons en plastique, carrés, utilisés à la base pour le conditionnement de l'huile de cuisine. La <i>lata</i> est devenue une unité de mesure (équivalente à 20 litres) pour la vente et l'achat des parts d'eau.
<i>leprocomio</i>	( <i>m.</i> ) Léproserie ou Lazaret. Etablissement de mise en quarantaine des malades de lèpre. Il s'agissait des vrais villages qui comprenaient, en plus des lieux d'habitations et des infrastructures pour l'approvisionnement des services basiques, un hôpital, une église, des garde-mangers et d'autres lieux collectifs (AGUDELO AREVALO et PLATARRUEDA VANEGAS 2004).

<i>matute (agua)</i>	(Nom propre). Nom de famille qui a donné nom à la rivière à partir de laquelle a été construit le premier aqueduc pour approvisionner en eau la ville de Cartagena. A Caño de Loro « agua matute » fait référence à toute eau du système urbain d'eau.
<i>monte</i>	( <i>m.</i> ) Terre inculte et boisée. Le mot constitue une des classifications des espaces écologiques que les gens de Caño de Loro et plus largement des espaces insulaires et côtiers de la région situent à côté de la plage ou la mer. El monte s'oppose aussi à la <i>roza</i> .
<i>nativo</i>	( <i>adj.</i> – né à, relatif au lieu où quelqu'un est né). Le terme fait allusion aux populations « originaires » ou habitant les zones protégées pour les différencier de tout agent externe qu'il soit touriste, entrepreneur ou acheteur de terres.
<i>ojo de agua</i>	( <i>m.</i> ) Œil d'eau. Source d'eau souterraine ou superficielle.
<i>paja de Agua</i>	( <i>f.</i> ) Paille d'eau. Mesure de débit utilisée pendant la période coloniale dans toute l'Amérique hispanique équivalente à l'eau s'écoulant en continu par un tuyau de 1/8 du diamètre d'un <i>real</i> – pièces de monnaie – (WEBRE 1990). Les conversions dans le système métrique décimal – litre/seconde – varient de région en région (PALERM et CHAIREZ 2002).
<i>patio</i>	( <i>m.</i> ) Cour intérieure, située à l'arrière de la maison.
<i>pozo</i>	( <i>m.</i> ) Puits. Le mot peut faire référence à des puits artésiens qui exploitaient des nappes de faible profondeur mais aussi d'autres formes d'extraction d'eau comme les creux dans le sable pour filtrer l'eau de mer.
<i>roza</i>	( <i>f.</i> ) Terre cultivée. Le mot vient du verbe <i>rozar</i> (élaguer, défricher). Ce mot peut faire référence à un terrain qui a été mis en culture pour la première fois, ou à un terrain après le brûlis, en pâturage ou encore vierge (FLOREZ et al. 1982).
<i>tanque</i>	( <i>m.</i> ) Réservoir. Nom générique pour des récipients ou bidon en plastique de 240 litres.
<i>testaferro</i>	( <i>m.</i> ) <i>nativo</i> qui achetait des terres à très bas prix à des gens de son village et des alentours, avec l'argent des particuliers, et qui, en gagnant une comitè, transfèrait ensuite la propriété des terres à des gens externes au village.
<i>tienda</i>	( <i>f.</i> ) Commerces où sont vendus différents produits de première nécessité.

## ARABE

<i>‘aila</i>	( <i>f.</i> ) Famille.
<i>‘omda</i>	( <i>m.</i> ) Autorité locale au niveau d’un groupe de villages ou d’un quartier, reconnue pendant l’administration turco-égyptienne. Cette institution a été encore reconnue durant la période coloniale anglo-égyptienne avec l’administration indigène et a été reprise avec les réformes constitutionnelles des années 1990.
<i>‘urf</i>	( <i>m.</i> ) Ensemble de règles coutumières. Le mot vient de la racine ‘RF qui veut dire connaître et signifie la chose connue de tous et d’après laquelle on règle ses rapports avec autrui (Chelhod in DENOIX 1996)
<i>adra‘</i>	( <i>f.</i> ) Bras. Unité de mesure de longueur qui comporte la distance entre la pointe des doigts de la main et l’épaule. Elle est utilisée, entre autres, pour mesurer les terres agricoles.
<i>beīt</i>	( <i>m.</i> ) Maison, foyer. Le mot peut désigner différents bâtis : le poulailler est appelé <i>beīt jidad</i> (la maison des poules) ou en milieu pastoral il désigne la tente (CASCIARRI 2013a). A Tuti, accompagné de certains adjectifs le mot fait référence à des bâtis plus précis : <i>beīt al kabīr</i> (la grande maison) désigne le lieu d’habitation des grands-parents ou des arrière-grands-parents d’un individu.
<i>bi‘r</i>	( <i>m.</i> ) Puits.
<i>dār</i>	( <i>m.</i> ) A Tuti, le mot fait référence aux lieux de prière et d’enseignement du Coran. Le mot <i>dār</i> peut cependant avoir différentes significations selon le contexte : dans le Soudan pastoral, il est utilisé dans le sens de « pays » ou « territoire » (CASCIARRI 2013a).
<i>diwān</i>	( <i>m.</i> ) Lieux masculins de débats et réunion et d’accueil d’hôtes. Cette pièce est installée dans une annexe de l’espace domestique et porte le nom de l’homme responsable de la maison.
<i>fakī</i>	( <i>m.</i> ) Hommes religieux, spécialistes en loi islamique associés aux confréries soufies qui fondent leur enseignement sur la piété et la contemplation mystique et qui ont contribué à la diffusion de l’Islam au Soudan et à l’intégration de ce territoire dans le monde musulman (GRANDIN 1982).
<i>farīg</i>	( <i>m.</i> ) Partie, section. A Tuti le mot fait référence à un secteur de l’espace habité que l’on reconnaît par le nom d’une personnalité habitant dans le secteur ou par une caractéristique particulière de celui-ci.
<i>feddān</i>	( <i>m.</i> ) Joug de bœufs. Unité de mesure de superficie équivalente à 4 200 m <sup>2</sup> (Franck 2007) qui indique la surface qui peut être labourée par des

bœufs dans un temps donné. Elle est parmi les rares unités de mesure non métriques encore officiellement utilisé au Soudan et en Egypte.

- gusūd* (m.) Fin, limite. Principe d'appropriation foncière qui suppose que la propriété va de la ligne médiane des terres d'une île jusqu'au milieu du fleuve, l'autre moitié revenant aux propriétaires de la rive opposée (DELMET, 1987).
- hay* (m.) Secteur. Division administrative qui peut correspondre à un quartier.
- hasanāt* (f.) Dans l'islam, il s'agit de bonnes œuvres d'un point de vue moral qui, mises en rapport avec les mauvaises œuvres décideront du sort de l'âme du croyant au moment du jugement dernier.
- hilla* (f.) Village.
- habil* (m.) Corde. Unité de mesure de longueur utilisée pour arpenter les terres agricoles variable dans le système métrique décimal où elle peut aller de trois à huit mètres.
- hōsh* (m.) Cour. L'association du mot au nom d'un homme indique l'espace d'habitation de sa famille étendue pouvant regrouper plusieurs générations.
- jarēf* (m.) Terres inondables, recouvertes par la crue du Nil (DELMET 1986, p. 72).
- jinēna* (f.) Jardin. A Tuti il s'agit d'une typologie de terres agricoles (celles qui donnent directement sur le Nil).
- lajna* (f.) Comité. *Lajna gaumia* veut dire « comité national » et désigne différents comités mis en place et constitués par les habitants de Tuti eux-mêmes. *Lajna sha'biya* veut dire « comité populaire » et fait référence aux institutions de gestion et contrôle de la vie locale instaurées par l'Etat depuis 1989. C'est l'unité administrative minimale (CASCIARRI 2013a)
- maḥalliya* (f.) District, localité, mairie. Il s'agit d'une division administrative à l'intérieur des Etats fédéraux (HAMID 2002 ; PANTULIANO et al. 2011).
- nāzir* (m.) Leaders des grandes tribus nomades reconnus comme des intermédiaires par l'administration coloniale lorsque l'administration indigène a été instaurée.

<i>rakūba</i>	(f.) Abri construit à l'intérieur des cours pour la réalisation d'activités diverses – cuisiner de grands repas, se reposer, etc. – et plus généralement, toute forme d'abri extérieur.
<i>sabīl</i>	(m.) Chemin, route, sentier. Le mot fait référence aux pratiques qui visent à faciliter le transit des passants.
<i>ṣafīḥa</i>	(f.) Récipient utilisé pour transporter l'eau du Nil. Il s'agissait de cuves carrées en métal qui avaient servi pour stocker auparavant d'autres denrées.
<i>sāgīa</i>	(f.) Le mot vient de la racine SGv qui veut dire irriguer, faire boire (TAMIS et PERSSON 2011). Dispositif d'irrigation par élevage, originaire du Moyen-Orient, qui consiste en une roue à godets actionnée par des bovins, dont l'utilisation était répandue tout le long de la Vallée du Nil depuis au moins le II <sup>e</sup> siècle (DELMET 1986). Le mot désignait aussi la parcelle de terre qui pouvait être irrigué par la roue à godets.
<i>siḥirīj</i>	(m.) Réservoir, château d'eau.
<i>sheīkh</i>	(m.) Titre honorifique qui fait référence soit à un leader religieux, intellectuel expert du Coran, soit à une fonction politique institutionnalisée pendant l'époque coloniale turco-égyptienne puis britannique.
<i>shiber</i>	(m.) Unité de mesure de longitude qui indique la distance comprise entre la pointe du pouce et la pointe du doigt auriculaire avec la main ouverte.
<i>tābīa</i>	(m.) Fort militaire situé au Nord de l'île de Tuti.
<i>tarbī 'a</i>	(f.) Quadriller (BALDI 2008). Procédure où des propriétaires de terres agricoles voisines mettent leurs parcelles ensemble, et les redistribuent pour obtenir des surfaces plus carrées aptes à la construction d'habitations.
<i>tōb</i>	(m.) Vêtement féminin qui consiste en une large bande de tissu qui se porte drapé sur le corps au dessus d'un blouson.
<i>usra</i>	(f.) Famille. Il est utilisé par les gens de Tuti pour se référer à une parentèle plus large n'habitant pas forcément dans la même enceinte domestique.
<i>waḍāia</i>	(f.) Lieu pour réaliser les ablutions. Il est généralement placé dans le <i>ḥōsh</i> et comporte des lieux pour s'asseoir, un bassin et un ou deux robinets. Quotidiennement ce lieu est aussi utilisé pour les besoins domestiques tels que laver les vêtements et arroser les plantes.

*za ĩm*

(*m.*) Leader, porte-parole, représentant.

*zĩr*

(*m.*) Jarre en terre cuite utilisés pour stocker l'eau et la maintenir fraîche

## ANNEXES

## ANNEXE 1: Liste d'entretiens réalisés

LISTE D'ENTRETIENS CARTHAGENE – CAÑO DE LORO								
N°	Prénom/Surnom	Âge	Profession	Lieu naissance	Lieu d'habitation	Date	Durée	Enregistré
1	<b>Jose “Cachuzo”</b>	59	Propriétaire du réservoir, Président de la JAC	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio abajo)	14/12/2010	00:25:42	Oui
2	<b>Evo</b>	60	Artisan embarcations	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio abajo)	14/12/2010	00:48:27	Oui
3	<b>María</b>	66	Femme au foyer	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio arriba)	15/12/2010	00:19:06	Oui
	<b>Milagros</b>	74	Femme au foyer	Turbaco	Caño de Loro (barrio arriba)			
4	<b>Juan “El Negro”</b>	23	Livreur d'eau	Caño de Loro	Caño de Loro (Las lomas)	17/12/2010	00:05:59	Oui
5	<b>Eusebio</b>	68	Porteur d'eau	Caño de Loro	Caño de Loro (La manguita)	06/01/2011	01:00:00	Non
6	<b>Crescencio</b>	78	Marin, pêcheur	Caño de Loro	Caño de Loro (La manguita)	12/01/2011	00:50:02	Oui
7	<b>Alba</b>	72	Femme au foyer	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio arriba)	13/01/2011	00:15:36	Oui
8	<b>Margarita</b>	83	Ancienne repasseuse	Caño de Loro	Caño de Loro (Calle Atrás)	13/01/2011	00:10:41	Oui
9	<b>Libia</b>	76	Commerçante, vendeuse d'eau	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio arriba)	15/01/2011	00:45:00	Non
10	<b>Miguel “El Kiri”</b>	62	Commerçant Porteur d'eau	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio arriba)	16/02/2011	00:35:00	Non
11	<b>Alberto</b>	37	Inspecteur 2008 - 2012	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio arriba)	18/01/2011	00:25:02	Oui
12	<b>Samuel</b>	77	Ancien pêcheur	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio abajo)	21/01/2011	00:46:54	Oui
13	<b>Edwin “El Cachaco”</b>	66	Porteur d'eau	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio abajo)	22/01/2011	00:30:00	Non
14	<b>Rafael “Caco”</b>	79	Ancien porteur d'eau, commerçant et marin	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio abajo)	24/01/2011	01:16:46	Oui
15	<b>Eustaquio</b>	81	Ancien pêcheur et poète	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio arriba)	25/01/2011	00:24:56	Oui
16	<b>Mateo</b>	57	Professeur de pêche et navigation (SENA)	La Boquilla	Cartagena (San Fernando)	28/01/2011		Non
17	<b>Jorge</b>	52	Coordinateur de Gestion communautaire fondation Mamonal	Cartagena	Cartagena (Cresco)	28/01/2011		Non
18	<b>Miguel “El Kiri”</b>	62	Commerçant, Porteur d'eau	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio arriba)	15/08/2012	00:45:00	Non
	<b>Ricardo “Chambo”</b>	66	Epicier	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio arriba)			
19	<b>Rafael “Caco”</b>	79	Ancien porteur d'eau, commerçant et marin	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio abajo)	15/08/2012	00:25:00	Non
20	<b>Mirella</b>	31	En formation professionnelle	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio arriba)	19/08/2012	00:20:51	Oui
21	<b>Johana</b>	57	Commerçante	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio arriba)	19/08/2012	00:28:45	Oui
22	<b>Beto</b>	60	Pêcheur	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio arriba)	19/08/2012	00:20:12	Oui
23	<b>Silena</b>	72	Femme au foyer	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio arriba)	22/08/2012	00:12:47	Oui

24	<b>Gregoria</b>	36	Femme au foyer	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio arriba)	22/08/2012	00:08:56	Oui
25	<b>Jose "Cachuzo"</b>	60	Propriétaire du réservoir, actuel président de la JAC	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio abajo)	23/08/2012	00:26:05	Oui
26	<b>Olenio</b>	46	Président de la JAC	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio arriba)	23/08/2012	00:23:19	Oui
27	<b>Aracelis</b>	70	Femme au foyer	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio abajo)	24/08/2012	00:36:34	Oui
28	<b>Ricardo "Chambo"</b>	66	Epicier	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio arriba)	24/08/2012	00:11:20	Oui
29	<b>Carlos "Melao"</b>	63	Agriculteur, commerçant, ancien porteur d'eau	Maria la Baja	Caño de Loro (calle Atrás)	31/08/2012	00:20:56 00:11:27	Oui
30	<b>Eusebio</b>	68	Porteur d'eau	Caño de Loro	Caño de Loro (La manguita)	31/08/2012		Non
31	<b>Uriel</b>	57	(Malade de lèpre)	Barranquilla	Agua de Dios	12/09/2012	00:15:44	Oui
32	<b>Antonio</b>	85	Ancien conseiller (Malade de lèpre)	Cartagena (Getsemani)	Agua de Dios	12/09/2012	00:12:52	Oui
33	<b>Crescencio</b>	78	Marin, pêcheur	Caño de Loro	Caño de Loro (La manguita)	03/10/2012	00:58:54	Oui
34	<b>Eduardo</b>	40	Inspecteur 2012 - 2016	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio abajo)	06/10/2012	00:43:07	Oui
35	<b>Ricardo "Chambo"</b>	66	Epicier	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio arriba)	07/10/2012	00:00:10	Oui
36	<b>Tania</b>	26	Vendeuse d'un commerce à Caño de Loro	Cartagena	Caño de Loro (Puertecitos)	20/10/2012	00:15:24	Oui
37	<b>Clara "Aya"</b>	66	Commerçante	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio arriba)	05/11/2012	00:16:00	Oui
38	<b>Petronita</b>	82	Femme au foyer	Caño de Loro	Caño de Loro (barrio arriba)	05/11/2012	00:43:00	Oui

LISTE D'ENTRETIENS KHARTOUM – ÎLE DE TUTI									
N°	Prénom	Âge	Profession	Lieu naissance	Lieu d'habitation	Date	Durée	Enregistré	Langue
39	<i>Ali</i>	68	Directeur du département de français UoK	Île de Tuti	Kadaru (Khartoum Nord)	12/01/2010	01:00:00	Non	Français
40	<i>Mohammed</i>	31	Agriculteur	Île de Tuti	Île de Tuti (Al-aghalim)	13/01/2010	01:05:33	Oui	Arabe
41	<i>Hassan</i>	48	Agriculteur	Saura (Omdourman)	Saura (Omdourman)	18/01/2010	01:00:00	Non	Arabe
42	<i>Jamilallah</i>	68	Agriculteur	Île de Tuti	Île de Tuti (Fariq Four)	19/01/2010	00:23:51	Oui	Arabe
43	<i>Amin</i>	28	Opérateur de la motopompe	Île de Tuti	Île de Tuti (Al-aghalim)	19/01/2010	00:49:53	Oui	Arabe
44	<i>Osman</i>	50	Eleveur.	Île de Tuti	Île de Tuti (Al-aghalim)	20/01/2010	00:26:53	Oui	Arabe
45	<i>Hassan</i>	48	Agriculteur	Saura (Omdourman)	Saura (Omdourman)	20/01/2010	00:16:21	Oui	Arabe
46	<i>Khalid</i>	63	Agriculteur	Île de Tuti	Île de Tuti (Shikirtab)	20/01/2010	00:35:43	Oui	Arabe
47	<i>Muntazir</i>	65	Retraité, responsable de la Sharika Tuti	Île de Tuti	Île de Tuti (Sara)	21/01/2010	01:01:46	Oui	Arabe
48	<i>Omer</i>	62	Propriétaire d'une cafétéria, et briqueterie	Île de Tuti	Île de Tuti (New Shikirtab)	28/01/2010	01:30:00	Non	Arabe
49	<i>Selliman</i>	67	Consultant	Île de Tuti	Shambat (Khartoum Nord)	01/02/2010	02:30:00	Non	Anglais
50	<i>Munzir</i>	52	Responsable de l'irrigation collective à Tuti	Saura (Omdourman)	Île de Tuti (Shikirtab)	02/02/2010	01:22:41	Oui	Arabe
51	<i>Ismail</i>	37	Agriculteur (métayer)	Nyala (Darfour)	Île de Tuti (Al-aghalim)	03/02/2010	00:46:12	Oui	Arabe
52	<i>Mustafa</i>	62	Entrepreneur, retraité	Île de Tuti	Mohandisin (Omdourman)	04/02/2010	01:32:02	Oui	Anglais
53	<i>Manzur</i>	61	Educateur	Île de Tuti	Île de Tuti (Sara)	04/02/2010	00:47:41	Oui	Arabe
54	<i>Lita</i>	60	Femme au foyer	Île de Tuti	Île de Tuti (Malaja)	26/07/2011	00:38:00	Oui	Arabe
55	<i>Abdala</i>	71	Retraité	Île de Tuti	Île de Tuti (Fariq Four)	30/07/2011	01:51:18	Oui	Arabe
56	<i>Beshir</i>	70	Retraité	Île de Tuti	Île de Tuti (Worsha)	31/07/2011	00:17:08	Oui	Arabe
57	<i>Dalia</i>	73	Femme au foyer	Kassala	Île de Tuti (ancien village)	03/08/2011	00:28:20	Oui	Arabe
58	<i>Lina</i>		Femme au foyer	Île de Tuti	Île de Tuti (Shikirtab)	10/08/2011	00:21:58	Oui	Arabe
59	<i>Umaim</i>	50	Technicien KSWC Île de Tuti		Umbada (Omdourman)	17/08/2011	01:00:00	Non	Arabe
60	<i>Manal</i>	75	Femme au foyer	Île de Tuti	Île de Tuti (Mahata)	20/08/2011	00:41:10	Oui	Arabe
61	<i>Sakina</i>		Collectrice des paiements		Île de Tuti (Al-aghalim)	21/08/2011	00:15:00	Non	Arabe
62	<i>Malaka</i>	31	Femme au foyer	Lamab (Khartoum)	Île de Tuti (Mahata)	21/08/2011	00:18:27	Oui	Arabe
63	<i>Amin</i>	28	Opérateur de la motopompe	Île de Tuti	Île de Tuti (Al-aghalim)	06/09/2011	01:00:58	Oui	Arabe
64	<i>Hanin</i>	35	Femme au foyer	Île de Tuti	Île de Tuti (Shikirtab)	10/09/2011	01 :00:17	Oui	Arabe
65	<i>Rufeida</i>	60	Femme au foyer	Île de Tuti	Île de Tuti (Shikirtab)	10/09/2011	00 :30:00	Non	Arabe
66	<i>Halla</i>	50	Femme au foyer	Île de Tuti	Île de Tuti (Shikirtab)	15/09/2011	00 :27:00	Oui	Arabe

67	<b>Ainas</b>	50	Guérisseuse	Île de Tuti	Île de Tuti (Shikirtab)	19/09/2011	00 :41:20	Oui	Arabe
68	<b>Abdala</b>	71	Retraité	Île de Tuti	Île de Tuti (Fariq Four)	26/09/2011	01:24:08	Oui	Arabe
69	<b>Aisha</b>	50	Femme au foyer	Île de Tuti	Île de Tuti (Taras)	23/11/2011	00:26:06	Oui	Arabe
70	<b>Dalia</b>	73	Femme au foyer	Kassala	Île de Tuti (ancien village)	26/11/2011	00:57:03	Oui	Arabe
71	<b>Nur</b>	60	Femme au foyer	Île de Tuti	Île de Tuti (ancien village)	18/12/2011	00:23:31	Oui	Arabe
72	<b>Nuredin</b>	70	Employé du gouvernement	Île de Tuti	Île de Tuti (Taras)	20/12/2011	01:14:48	Oui	Arabe
73	<b>Izedin</b>	72	Diplômée sciences sociales UoK	Île de Tuti	Île de Tuti (Domat)	20/12/2011	00:25:12	Oui	Français
74	<b>Ibrahim</b>	38	Agriculteur, ancien employé à l'aéroport	Île de Tuti	Île de Tuti (Fariq Four)	25/12/2012	01:27:00	Non	Arabe
75	<b>Muntazir</b>	65	Retraité, responsable de la Sharika Tuti	Île de Tuti	Île de Tuti (Sara)	26/12/2011	00:21:00	Oui	Arabe
76	<b>Noha</b>	70	Femme au foyer	Île de Tuti	Île de Tuti (ancien village)	02/01/2012	00:42:17	Oui	Arabe
77	<b>Abdala</b>	71	Retraité	Île de Tuti	Île de Tuti (Fariq Four)	05/01/2012	01:13:03	Oui	Arabe
78	<b>Haider</b>	63	Bibliothécaire	Île de Tuti	Île de Tuti (Shikirtab)	11/01/2012	00:45:00	Non	Arabe
79	<b>Ahmed</b>	74	Retraité	Île de Tuti	Île de Tuti (Al-aghalim)	21/01/2012	00:28:00	Non	Arabe

## ANNEXE 2 : Photos de Caño de Loro et Tuti

Rue principale de Caño de Loro. Novembre 2012. L. Arango



Village de Tierra Bomba. Le quartier de Bocagrande (Carthagène) est au fond. Aout 2012. L. Arango



Terrain clôturé à Caño de Loro. Janvier 2011. L. Arango





Tienda. Caño de Loro. Sur l'inscription il est possible de lire :  
« Si tu veux vivre en paix laisse ta femme commander et alors ». Septembre 2012. L. Arango.



Patio. Caño de Loro. Aout 2012. L. Arango



*Ojo de Agua. Caño de Loro. Décembre 2010. L. Arango*



*Rue de Barrio Abajo. Caño de Loro. Aout 2012. L. Arango.*



*La citerne de "Cachuzo". Caño de Loro. Décembre 2010. L. Arango*



*Hōsh*. Tuti. Septembre 2011. L. Arango



Fête du club de Canoë de Tuti sur la plage Ouest de l'île. En face le secteur de Shambat  
Janvier 2010. L. Arango



Jour de la Grande 'Id. Prière sur un terrain de Tuti. Aout 2011. L. Arango



Ferry Tuti-Khartoum. Janvier 2009. L. Arango

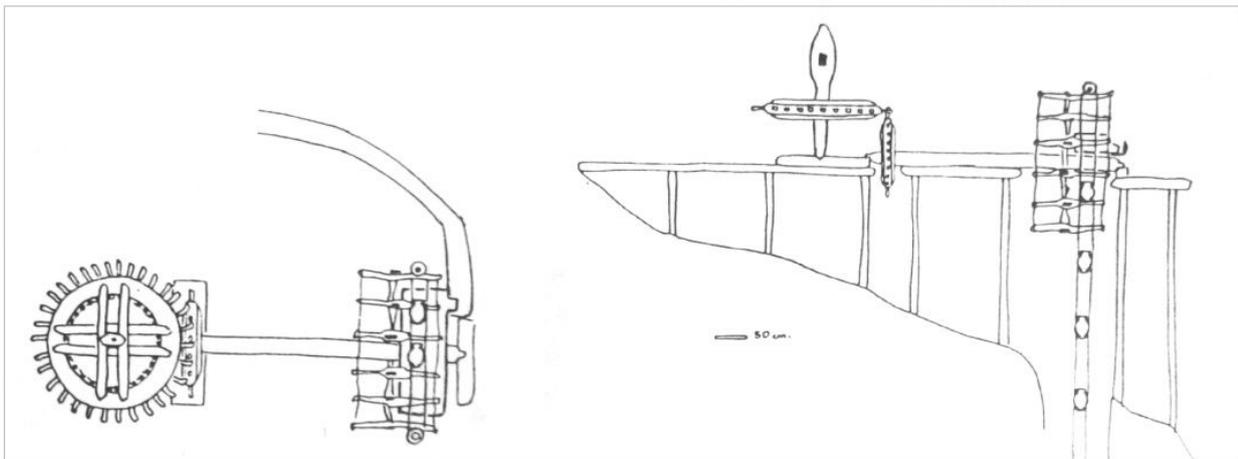


Fête d'inauguration du pont de Tuti. Mars 2009. L. Arango



Motopompe pour l'irrigation à Tuti. Juillet 2012. L. Arango

ANNEXE 3 : Les *sāgīa* de Tuti : fonctionnement, enregistrement, cartographie



SÂQIYA, SCHEMA (élévation, plan). Delmet 1986, p. 75.



FONCTIONNEMENT D'UNE SĀGĪĀ. Photo à partir d'un tableau. L. Arango, Kurguz, 2011.

LISTE DES <i>SAGIA</i> ENREGISTRÉES EN 1925				
N°	NOM DE LA <i>SAGIA</i> <sup>513</sup>	SECTEUR <sup>514</sup>	SURFACE <sup>515</sup>	COMMENTAIRES
1	Wad Um Mariom (le fil de la mère Mariom)	Ar ruais (petite tête)	4,31	
2	Al Nakhla (le palmier dattier)	"	8,406	
3	Sāgīat Al Imam (nom personne)	"	5,542	
4	Sāgīat Al Imam	"	2,395	
5	Sāgīat Al ku' (le coud)	"		Erodée par le fleuve elle n'est plus visible sur la carte
6	Sāgīat 'amir (nom personne)	"	19,282	
7	Sāgīat 'arbab (nom personne)	"	7,776	
8	Um ki'an (mère des couds)	"	13,234	
9	'arbab	"	1,703	
10	Selliman (nom de personne)	"	8,570	
11	Ḥamza (nom de personne)	"	8,481	
12	RadiAllah (nom de personne)	"	9,173	
13	Bint Kenana (la fille de Kenana)	gisim shargi (côté est)	9,849	
14	Bint Kenana	"	4,898	
15	Dalil (la preuve, nom de personne)	gisim ġarbi (côté ouest)	10,519	
16	Um Gasisa (la mère de gasisa)	"	11,337	
17	Abuzed (nom de personne)	gisim shargi (côté est)	2,306	
18	Genenat Youssif (jardin de Youssif)	"	2,290	Version 2 <sup>516</sup> : Hagibat <sup>517</sup> ramli (sac de sable)
19	Wad Dakin (le fils de Dakin)	"	2,262	Version 2 : Hagibat Wad Dakin
20	Wad Dakin	"	3,125 (1) <sup>518</sup> 4,012	Version 2 : Hagibat Wad Dakin
21	Sheikh Khojali (titre religieux ou politique, nom de personne)	gisim ġarbi (côté ouest)	4,232	Dans la version 1 la <i>sāgīa</i> porte la lettre <i>jim</i> (ج) <sup>519</sup>
22	Sheikh Khojali	"	8,272	
23	Sheikh Khojali	"	8,755	
24	Sheikh Khojali	"	4,463	Version 1: (ج)

<sup>513</sup> Selon la version 1.

<sup>514</sup> Selon la version 1. Il y a par fois des erreurs notamment quant à l'emplacement des parcelles du côté Est/Ouest. Nous avons laissé les informations qui apparaissent dans l'original.

<sup>515</sup> Données en En *feddān* selon le cadastre de 1925. Les surfaces ne sont pas toujours lisibles et dans certains cas elles n'apparaissent pas.

<sup>516</sup> Nous rapportons ici les noms des parcelles dans les autres versions lorsque ceux-ci diffèrent de la première.

<sup>517</sup> *Hagibat* veut dire « sac ». En comparant la version 2 avec la carte des *sāgīa* on peut constater que celles qu'y sont désignées comme des hagibat (sac) correspondent à des *sāgīa* enclavées sans accès directe au fleuve.

<sup>518</sup> Cette *sāgīa* est divisée en deux surfaces sous le même numéro et nom.

<sup>519</sup> En comparant la version 1 avec la carte des *sāgīa* on peut constater que celles qui portent la lettre *jim* (ج) correspondent à des *sāgīa* enclavées sans accès directe au fleuve. La lettre *jim* (ج) peut être associée au mot jardin (جنيبة) qui commence par cette lettre.

				Version 2 : Hagibat Sheikh Khojali
25	Hassan (nom de personne)	gisim shargi (côté est)	7,227	Version 2: Hagibat Rahma (nom de personne)
26	Sans Nom	"	3,005	Version 2: Hagibat Mansur (nom de personne)
27	Mansur	gisim ġarbi (côté ouest)	3,800	Version 1 : (ح) Version 2: Hagibat Mansur
28	Na'im (nom de personne)	"	10,132	Version 2: Hagibat Na'im Version 3: Hagibat Mansur
29	Na'im	"	10,459	Version 2: Sāġiāt <sup>520</sup> Naim
30	Sāġiāt (illisible)	"	9,567	Version 2: Sāġiāt Ibrahim Babiker (nom de personne)
31	Sāġiāt Al Gadir (nom de personne)	"	2,436	Version 2: Hagibat Al Guerih (nom de personne)
32	Sāġiāt Maḥmud (nom de personne)	"	8,325	
33	Sāġiāt Al Gadir	"	3,432	Version 1 : (ح) Version 2 : Hagibat Al Guerih
34	As Sunaṭa (type d'arbre)	"	5,586	Version 1 : (ح) Version 2 : Hagibat as Sunta
35	As Sunaṭa	"	9,567	Version 2 : Hagibat as Sunta
36	As Sunaṭa	"	10,1162	Version 2 : Hagibat as Sunta
37	As Sunaṭa	"	5,849	Version 1 : (ح) Version 2 : Hagibat as Sunta
38	Al Gadir	"	0, 063	Version 1 : (ح) Version 2 : Hagibat Al Guerih
39	Al Masatir	gisim shargi (côté est)	8,677	Version 2 : Hagibat Al Masatir
40	Al Gadir	gisim ġarbi (côté ouest)	1,04	Version 1 : (ح) Version 2 : Hagibat Al Guerih
41	Al Gadir	"		Version 1 : (ح) Version 2 : Hagibat Al Guerih
42	Ḥamid (illisible) (nom de personne)	"	6,018	Version 1 : (ح) Version 2 : Hagibat Hamid Al Nur (nom de personne)
43	Ḥabaīb Allah (les aimés de dieu)	"	28,03	Version 1 : (ح) Version 2 : Hagibat JabakAllah (nom de personne)
44	Al Manakh	"	9,849	Version 2 : Sāġiāt Al Manakh
45	Shibeka (nom de personne)	"	10,114	Version 2 : Sāġiāt Shibeka
46	Shawish (nom de personne)	"	18,047	Version 2 : Sāġiāt Shaush
47	Al Masatir	gisim shargi (côté est)	illisible	Version 2 : Sāġiāt Al Masatir
48	Al Masatir	"	12,653	Version 2 : Sāġiāt Al Masatir
49	Al Masatir	"	9,294	Version 2 : Sāġiāt Al Masatir
50	Al Fagaīr	"	9,516	Version 2 : Sāġiāt Fagaīr
51	<i>Pas de nom</i>	Illisible	illisible	Version 2 : Sāġiāt Hitik
52	<i>Pas de nom</i>	illisible	15,265	Version 2 : Sāġiāt Al Garajih

<sup>520</sup> Le substantif *sāġiā* n'apparaît pas automatiquement pour toutes les parcelles. Nous l'indiquons ici lorsqu'il apparaît dans les différentes versions. Il pourrait suggérer soit une typologie particulière des parcelles de terre, soit la présence dans la parcelle d'une *sāġiā* pour l'irrigation. Cette deuxième hypothèse paraît s'accorder aux parcelles qui apparaissent comme étant irriguées par *sāġiā* selon Omer Beshir Al Hassan (Beshir Al Hassan 1963). Cependant les gens n'ont pas le souvenir précis de cette distinction.

				Version 3 : Sāgīat Garajj
53	Sāgīat Al Farajj	gisim ġarbi (côté ouest)	9,686	Version 2 et version 3 : Hagibat Al Badri
54	Al Badawi (nom de personne)	"	6,219	Version 1 : (ح) Version 2 : Sāgīat Al Garajih Version 3 : Sāgīat Garajj
55	Al Farajj	gisim shargi (côté est)	14,744	Version 2 : Sāgīat Al Dafair version 3 : Sāgīat Al Dafair
56	Al Dafair	"	10,817	Version 2 : Sāgīat Al Dafair
57	Al Dafair	"	8,589	Version 2 : Sāgīat Al Dafair
58	<i>Nom illisible</i>	"	20,97	Version 2 : Sāgīat ‘omer Jumuk (nom de personne)
59	‘Arjamak	"	18,397	Version 2 : Sāgīat ‘omer Jumuk
60	Wad ‘un Allah (le fils de l’aide de dieu)	"	28,03	Version 2 : Sāgīat wadaok Allah Version 3 : Sāgīat wad ‘aun Allah
61	Halis	gisim ġarbi (côté ouest)	12,013	Version 2 : Sāgīat Halis
62	Halis	"	7,415 (1) 3,228 (2) 1, 859	Version 1 : (ح) Version 2 : Hagibat Halis
63	Al Ħaraza (type d’arbre)	"	8,73 (1) 1,221 (2) 1,623	Version 2 : Sāgīat Al Ħaraza
64	Al Ħaraza	"	20,52	Version 2 : Sāgīat Al Ħaraza
65	Bint Gdum (la fille de Gadum)	"	11,248	Version 3 : Sāgīat Bint Gadum
66	Bint Gdum	"	13,122	Version 1 : (ح) Version 3 : Hagibat Bint Gadum
67	Glikh	"	illisible	Version 1 : (ح) Version 2 : Sāgīat Galaj
68	Glikh	"	illisible	Version 1 : (ح) Version 2 : Sāgīat Galaj Version 3 : Sāgīat Galbah
69	Abu Al Ma’ali (le père de Ma’ali)	gisim shargi (côté est)	17,080	Version 2 : Sāgīat Abu Al Ma’ali
70	Abu Al ma’ali	"	23,016	Version 2 : Sāgīat Abu Al Ma’ali
71	Walad Wadid (le fils de Wadid)	"	48,995	Version 2 : Sāgīat Wad Wadid
72	Haj ‘omer (nom de personne)	"	40,56	Version 2 : Sāgīat Haj ‘omer
73	Walad Abbas (le fils d’Abbas)	Baħar Al hoi <sup>521</sup>	5,985	Version 1 : (ح) Version 2 : Hagibat Wad Abbas
74	Mukhtar (nom de personne)	"	6,838	Version 1 : (ح) Version 2 : Hagibat Mukhtar
75	Abuzed (nom de personne)	"	19,431	Version 1 : (ح) Version 2 : Hagibat Abuzed
76	<i>Illisible</i>	"	7,335	Version 2 : Hagibat Magboul
77	Walad Abbas	"	5,907	Version 2 : Sāgīat Wad abbas
78	<i>illisible</i>	"	7,96 7,96	Version 2 : Sāgīat hajj Abderahman
79	Walad Abbas	"	4,995 (1) 8,775	Version 1 : (ح) Version 2 : Hagibat wad abbas
80	Al ‘abudia (‘abd = esclave)	"	15,845	Version 2 : Sāgīat Al ‘abudia
81	Al nakhla (palmier dattier)	"	30,151	Version 2 : Sāgīat Al Nakhla Version 3 : Sāgīat Al Nazla (rhume)
82	Shamum	"	8,23	Version 2 : Sāgīat Shamum

<sup>521</sup> La signification de ce nom est inconnue des gens de Tuti.

83	Al Sara	"	1,256	Version 2 : Sāgīat Al Sara
84	Shaḥatin	"	9,503	Version 2 : Sāgīat Shamatin
85	Abuzed	gisim shargi (côté est)	5,274	Version 1 : (ج) Version 2 : Hagibat a Abuzed
86	Dar Ash Shamis (la maison du soleil)	"	12,884	Version 2 : Sāgīat Dar Ash Shamis
87	Al Jeli	"	8,1830	Version 2 : Sāgīat Al Jeli
88	Abuzed	"	6,085	Version 2 : Sāgīat Abuzed

رقم الصفحة	اسم المؤلف	اسم الكتاب	رقم الصفحة	اسم المؤلف	اسم الكتاب	رقم الصفحة	اسم المؤلف	اسم الكتاب	رقم الصفحة
٥٧	سافية الفراعيني	القبس الغزوي	٧٩	(ع) ولدعنا	ابو الهيثم	١	وراء امير	١	٧٩
٥٨	(ع) الدرر	~	٨٠	الصعود	~	٢	التقى	٢	٨٠
٥٥	النراحي	~	٨١	التقى	~	٣	سافية الامام	٣	٨١
٥٦	الصفحة	المشرق	٨٤	شعاع	~	٤	~	٤	٨٤
٥٧	~	~	٨٧	البار	~	٥	~	٥	٨٧
٥٨	لمرسل	~	٨٤	التحاشي	~	٦	~	٦	٨٤
٥٩	لمرسل	~	٨٥	(ع) البزير	قبس الشرق	٧	~	٧	٨٥
٦٠	رد فون الله	~	٨٦	دار النفس	~	٨	~	٨	٨٦
٦١	هلين	القبس الغزوي	٨٧	الحسن	~	٩	~	٩	٨٧
٦٢	(ع) هلين	~	٨٨	البزير	~	١٠	~	١٠	٨٨
٦٣	الضارة	~	~	~	~	١١	جمعه	١١	~
٦٤	الضارة	~	~	~	~	١٢	ابو الله	١٢	~
٦٥	بيت قدم	~	~	~	~	١٣	بيت كنانة	١٣	~
٦٦	(ع) ~	~	~	~	~	١٤	~	١٤	~
٦٧	(ع) قلوب	~	~	(ع) حبيب	~	١٥	دليل	١٥	~
٦٨	(ع) ~	~	~	~	~	١٦	آ فاضل	١٦	~
٦٩	اليد المعاني	القبس الغزوي	~	~	~	١٧	ابو زيد	١٧	~
٧٠	~	~	~	~	~	١٨	حبيته	١٨	~
٧١	ولد ودير	~	~	~	~	١٩	~	١٩	~
٧٢	حامح لمصر	~	~	~	~	٢٠	وردونه	٢٠	~
٧٣	(ع) ولدعنا	ابو الهيثم	~	~	~	٢١	(ع) الشيخ محمد	٢١	~
٧٤	(ع) ~	~	~	~	~	٢٢	الشيخ حبيب	٢٢	~
٧٥	(ع) البزير	~	~	~	~	٢٣	~	٢٣	~
٧٦	~	~	~	~	~	٢٤	~	٢٤	~
٧٧	~	~	~	~	~	٢٥	~	٢٥	~

بسم الله الرحمن الرحيم ①

رقم الساقية	الاسم	الجهة	المساحة/فدانه
١	وداد مبريد	الغربي	٤, ٤٠٠
٢	الخلعة	"	٨, ٤٠٦
٣	ساقية الإيلاف	"	٥, ٥٤٤
٤	"	"	٣, ٤١٥
٥	الكعج	"	١, ٧٤١
٦	عاصر	"	١٩, ٤٨٤
٧	أرباب	"	٧, ٧٦٦
٨	أز كنعان	"	١٣, ٤٤٤
٩	أرباب	"	١٤, ١٤١
١٠	سلطان	"	٨, ٥٧٠
١١	صخرة	"	٨, ٤٨١
١٢	رضي الله	"	٩, ١٧٤
١٣	بنيت كنانة	الغربي	٩, ٨٤٩
١٤	"	"	٤, ٨٩٨
١٥	دليل	الغربي	١٠, ٥١٩
١٦	أقصية	"	١١, ٤٤٧
١٧	أبرزيد	الغربي	٤, ٤٠٦
١٨	حقيفة ربي	"	٤, ٤٩٨
١٩	دوكية	"	٤, ٤٦٤
٢٠	دوكية	"	٤, ٤١٥
٢١	الشيخ فهدان	الغربي	٤, ٠١٤
٢٢	"	"	٤, ٤٤٤
٢٣	"	"	٨, ٤٧٤
٢٤	"	"	٨, ٧٥٥

← ②

③

رقم الساقية	الاسم	الجهة	المساحة/فدانه
٢٥	حقيفة الشيخ فهدان	الغربي	٤, ٤٦٤
٢٥	حقيفة ربيعة	الغربي	٧, ٤٤٧
٢٦	حقيفة منصور	"	٤, ٠٠٥
٢٧	"	الغربي	٤, ٨٠٠
٢٨	حقيفة نعيم	"	١٠, ١٤٤
٢٩	ساقية نعيم	"	١٠, ٤٥٩
٣٠	ساقية ابراهيم بابكر	"	٤, ٨٤١
٣١	حقيفة الفزيرج	"	١, ٤٥٠
٣٢	ساقية محمود	"	٤, ٤٤٦
٣٣	حقيفة الفزيرج	"	٨, ٤٤٥
٣٤	حقيفة السنطة	"	٤, ٤٤٤
٣٥	"	"	٥, ٥٨٦
٣٥	"	"	٩, ٥٦٧
٣٦	"	"	١٠, ١١٤
٣٧	"	"	٥, ٨٤٩
٣٨	حقيفة الفزيرج	"	١, ٠٦٤
٣٩	ساقية المسانير	الغربي	٨, ٥٧٧
٤٠	حقيفة الفزيرج	الغربي	١, ٠٤٤
٤١	"	"	٤, ٨٤٤
٤٢	حقيفة مالد المنذر	"	٦, ١٨٠
٤٣	حقيفة جباله الله	"	٦, ١٧٨
٤٤	ساقية الخلاج	"	٩, ٨٤٩
٤٥	ساقية شبيكة	"	١٠, ١١٤
٤٦	ساقية شاورش	"	١١, ٠٤٧
٤٧	ساقية المسانير	بسم الشرف	١١, ٤٤٤
٤٨	"	"	١٥, ٦٥٤

← ④

⑤

رقم الساقية	الاسم	الجهة	المساحة/فدانه
٤٩	ساقية المسانير	الغربي	٩, ٤٨٤
٥٠	ساقية فطير	"	٩, ٥١٦
٥١	ساقية حنتيك	الغربي	٧, ٤٦٠
٥٢	ساقية الفزيرج	"	١٥, ٤٦٥
٥٣	حقيفة اللدا	"	٩, ٦٨٦
٥٤	ساقية الفزيرج	"	٦, ٤١٩
٥٥	ساقية الصفائر	الغربي	١٤, ٧٤٤
٥٦	"	"	١٠, ٧١٨
٥٧	"	"	٨, ٥٥٥
٥٨	ساقية محمد جملك	"	٤٠, ٩٧٠
٥٩	"	"	١٨, ٤٩٧
٦٠	ساقية ودوكية الله	"	٤٨, ٠٤٠
٦١	ساقية هليلج	الغربي	١٤, ٠١٤
٦٢	حقيفة هليلج	"	١٠, ٤١٥
٦٣	"	"	٤, ٤٤٨
٦٤	"	"	١, ٨٥٥
٦٤	ساقية البرازة	"	٨, ٧٠٤
٦٥	ساقية البرازة	"	١, ١٦٤
٦٥	ساقية البرازة	"	١, ٤٤١
٦٤	ساقية البرازة	"	٤, ٥٠٤
٦٥	ساقية البرازة	"	١١, ٤٤٨
٦٦	ساقية البرازة	"	١٤, ١٤٤
٦٧	ساقية البرازة	"	٤, ٩٧٤
٦٨	ساقية البرازة	"	٧, ٦٤٨
٦٩	ساقية أبو المعالي	الغربي	١٧, ٠٨٠
٧٠	"	"	٤٤, ٠١٦

← ⑥

⑥

رقم الساقية	الاسم	الجهة	المساحة/فدانه
٧١	ساقية ودوكية	الغربي	٤٨, ٩٩٥
٧٢	ساقية حار مجمر	"	٤٠, ٥٦٠
٧٣	حقيفة روعباس	بحر القوس	٥, ٩٨٥
٧٤	حقيفة حنار	"	٦, ٨٤٨
٧٥	حقيفة أبرزيد	"	١٩, ٤٤١
٧٦	حقيفة مقبول	"	٧, ٤٤٥
٧٧	ساقية روعباس	"	٥, ٩٠٧
٧٨	ساقية حار محمد الرينة	"	٧, ٩٠٠
٧٩	حقيفة روعباس	"	٤, ٩٥٥
٨٠	ساقية الصبورية	"	١٥, ٨٤٥
٨١	ساقية الخلفة	"	٤, ١٥١
٨٢	ساقية شوم	"	٨, ٠٧٤
٨٣	ساقية السارة	"	٧, ٤٥٦
٨٤	ساقية الشايبه	"	٦, ٠٠٤
٨٥	حقيفة أبرزيد	الغربي	٥, ٤٧٤
٨٦	ساقية دار الشرف	"	١٤, ٨٨٤
٨٧	ساقية الجبل	"	٨, ١٨٤
٨٨	ساقية أبرزيد	"	٦, ٠٨٥

المصدر: د. محمد ابراهيم محمد الفاضل - 0915781451  
 - تولى: د. محمد الرينة فهدان محمد صالح  
 بمكانه سليمان محمد

الجلد: ٨٨٠, ٩٩٤ فدان  
 ٤, ١٦٦, ٧٠٠, ٤ متر

← ⑦

بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

أرقام ال (88) ساقية بتوتى وأسمائها ومساحاتها والجهة التي تقع بها :- رقم الساقية	إسم الساقية	الجهة التي تقع بها
(1)	ود أم مريوم	الرويس
(2)	النخلة	"
(3)	ساقية الإمام	"
(4)	"	"
(5)	الكوع	"
(6)	ساقية عامر	"
(7)	أرياب	"
(8)	أم كيغان	"
(9)	أرياب	"
(10)	سليمان	"
(11)	حمزة	"
(12)	راضى الله	"
(13)	بنت كنانة	القسم الشرقى .
(14)	"	"
(15)	دلبل	القسم الغربى .
(16)	أم قصيصة	"
(17)	أبو زيد	القسم الشرقى .
(18)	حقيبة رملى	"
(19)	حقيبة ود دكين	"
(20)	"	"
(21)	حقيبة الشيخ خوجلى	القسم الغربى .
(22)	"	"
(23)	"	"
(24)	"	"
(25)	رحمة	القسم الشرقى .
(26)	منصور	"

(27)	حقيبة منصور	القسم الشرقى .
(28)	"	القسم الغربى .
(29)	ساقية نعيم	"
(30)	إبراهيم بابكر	"
(31)	حقيبة القويرح	"
(32)	ساقية محمود	"
(33)	حقيبة القويرح	"
(34)	السنطة	"
(35)	"	"
(36)	"	"
(37)	"	"
(38)	القويرح	"
(39)	ساقية المساتير	القسم الشرقى .
(40)	حقيبة القويرح	القسم الغربى .
(41)	"	"
(42)	حامد النور	"
(43)	جارك الله	"
(44)	ساقية المناخ	"
(45)	شبيكة	"
(46)	شلاويش	"
(47)	المساتير	القسم الشرقى .
(48)	"	"
(49)	"	"
(50)	فقائر	"
(51)	حتيك	القسم الغربى .
(52)	القراجيج	"
(53)	حقيبة البدرى	"
(54)	ساقية القراجيج	"
(55)	الضفائر	القسم الشرقى

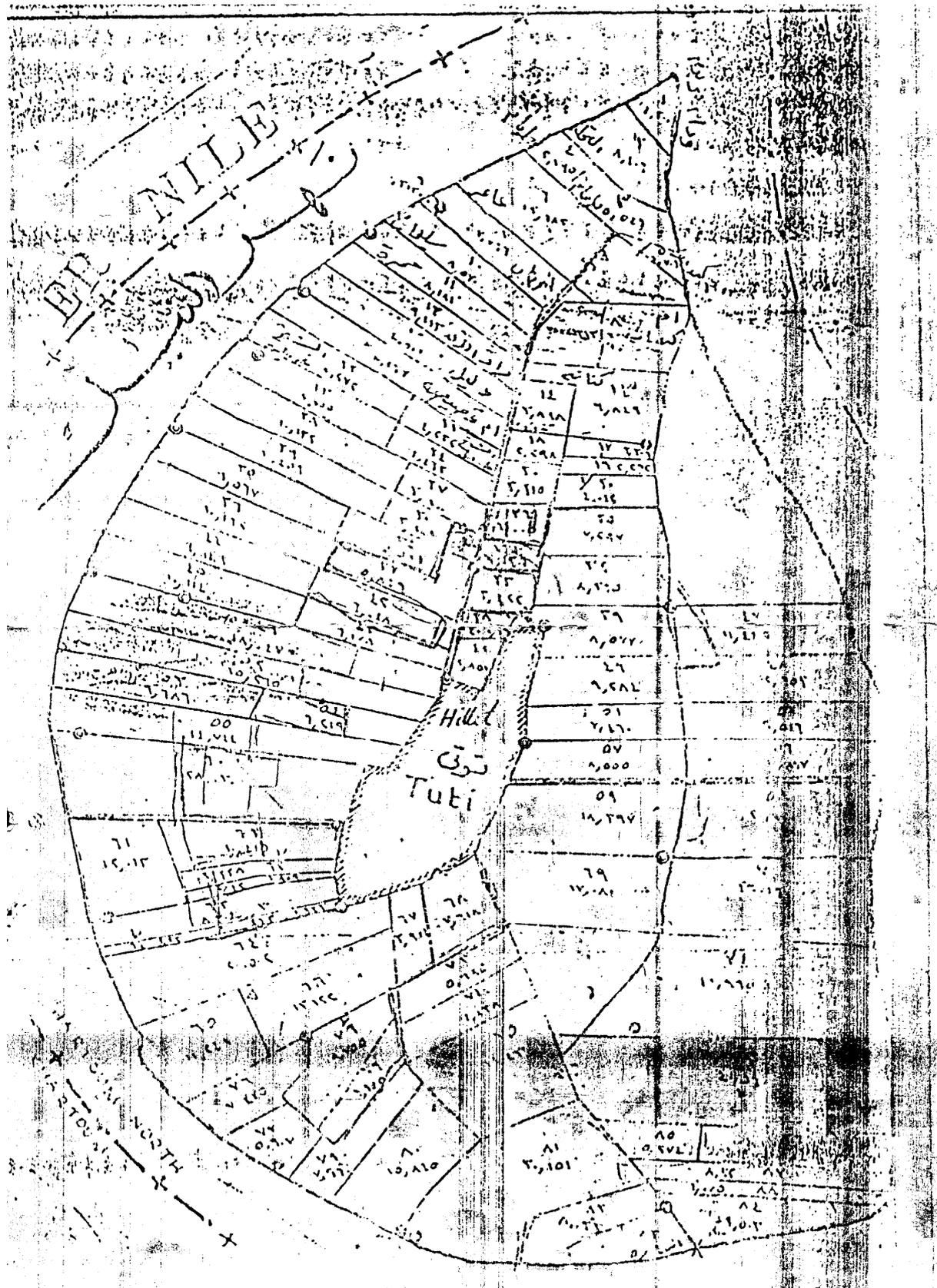
(56)	الفقائر	"
(57)	ساقية الفقائر	القسم الشرقى .
(58)	عمر جمك	"
(59)	"	"
(60)	ود عون الله	"
(61)	هليس	القسم الغربى .
(62)	حقيبة هليس	"
(63)	ساقية الحرازة	"
(64)	"	"
(65)	بنت قدوم	"
(66)	حقيبة بنت قدوم	"
(67)	ساقية فليح	"
(68)	حقيبة فليح	"
(69)	ساقية أبو المعالى	القسم الشرقى .
(70)	"	"
(71)	ود وديد	"
(72)	حاج عمر	"
(73)	حقيبة ود عباس	بحر الهوى .
(74)	مختار	"
(75)	أبو زيد	"
(76)	مقبول	"
(77)	ساقية ود عباس	"
(78)	حاج عبدالرحمن	"
(79)	حقيبة ود عباس	"
(80)	ساقية العبودية	"
(81)	النزلة	"
(82)	شموم	"
(83)	السارة	"
(84)	الشماطين	"
(85)	حقيبة أبو زيد	القسم الشرقى .

(86)	ساقية دار الشمس	"
(87)	ساقية الجللى	القسم الشرقى .
(88)	أبو زيد	"

المصدر :- عبدالرحمن رمضان محمد صالح .

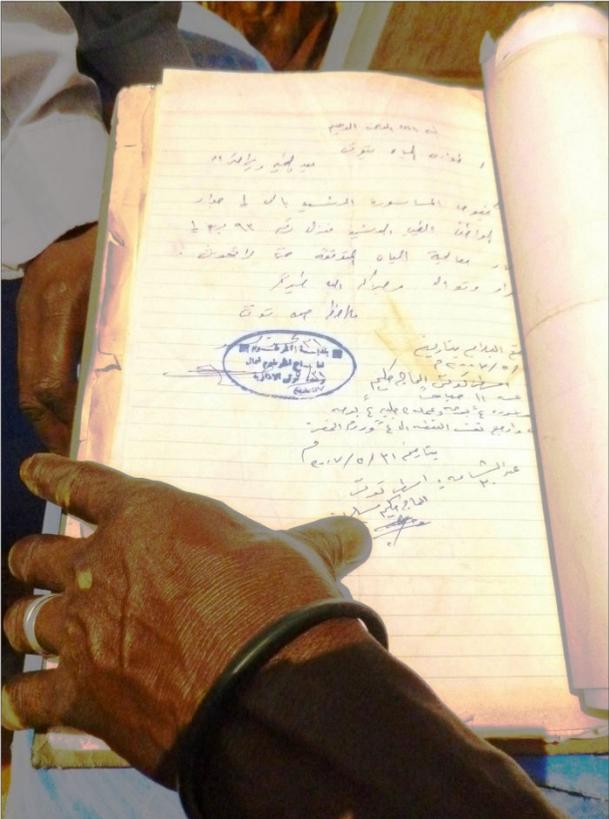
## ENREGISTREMENT DES SĀGĪĀ (Version 3)

Source: Abderahman Ramadan Mohammed Salih.

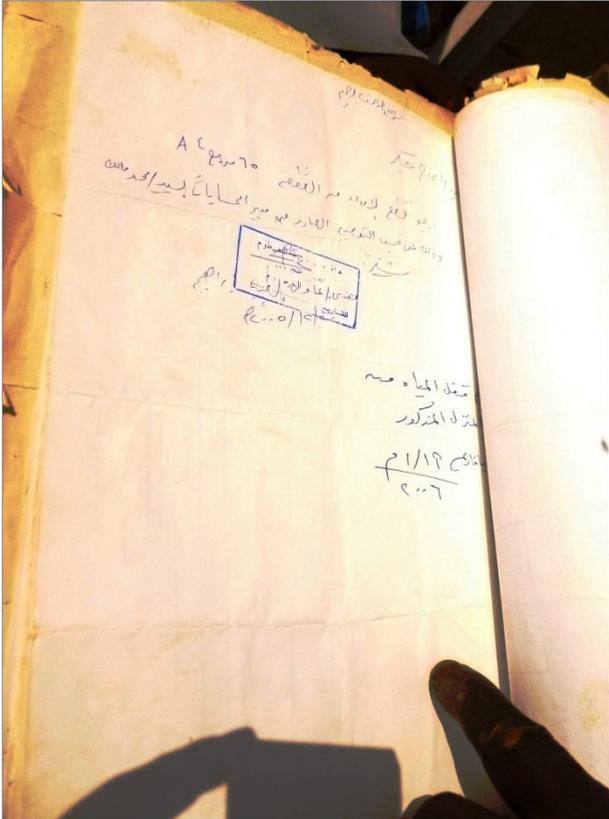


CARTE DU CADASTRE DE TUTI (1925)

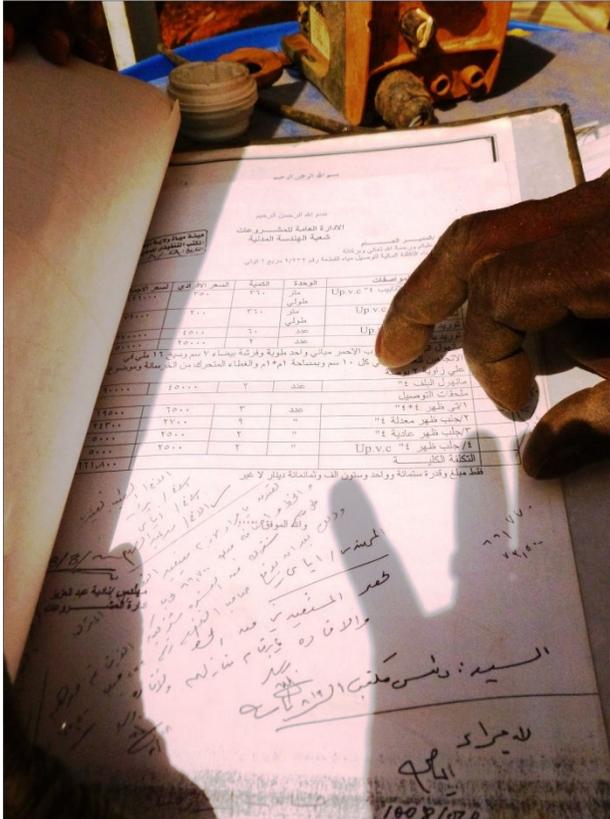
ANNEXE 4 : Cahier de Plaintes KSWC



Plainte déposée par un habitant auprès du bureau de la KSWC de l'île de Tuti.  
Photo L. Arango, île de Tuti, 2011



Demande de coupure de l'eau adressée au bureau de la KSWC de l'île de Tuti.  
Photo L. Arango, île de Tuti, 2011



Devis pour la connexion du service d'eau.  
Photo L. Arango, île de Tuti, 2011



# Minute de possession et croquis

CA - 18111520

**MINUTA DE POSESION**  
INSPECCION DE POLICIA

Conste por medio del presente documento que yo **MARLINA DIAZ VIAÑA**, con domicilio y residente en el corregimiento de caño del oro identificada con cedula de ciudadanía N° **45523915** de Cartagena hablando en mi propio nombre y en mi entro y cabal juicio y en la Fecha abajo anotada.

**DECLARO**

Que bajo la gravedad del juramento al tenor del artículo 267 y 269 del C.P.P en armonía con el artículo 442 de C.P manifiesto que desde hace más de 20 años soy poseedora de un lote ubicado en el corregimiento de caño del oro cuyas medidas son las siguientes :

**POR EL FRENTE COLINDA CON EUTORIGIO DIAZ Y MIDE 10MTS**  
**POR EL FONDO CON MILCIADES DIAZ Y MIDE 10MTS**  
**POR LA DERECHA CON JUDITH HERRERA Y MIDE 15 MTS**  
**POR LA IZQUIERDA CON VICTOR DIAZ Y MIDE 15 MTS**

El predio o lote de terreno lo vengo poseyendo por el tiempo de antes mencionado sin que hasta la fecha ha sido perturbada por personas o autoridad algunas. De igual manera lo he ejercido de manera quieta y pacifica; así como también manifiesto que se encuentra libre de embargo judicial, patrimonio familiar, limitaciones de dominio servidumbre, hipoteca, pleito, pendiente etc. Y para sustentar antes experto elaboro este documento en el corregimiento de caño del oro firmando por mis antes dos testigo hábiles quienes también firman porque saben y constan que la información proporcionada en este documento reajusta la verdad podrá dar fe en futuro si se amerita o se hace necesario.

En constancia se firma y sella el presente documento en el despacho de la Inspección de policía a los 25 días del mes de agosto del 2011

*Martina Diaz Viaño*  
C.C.N° 45.523.915

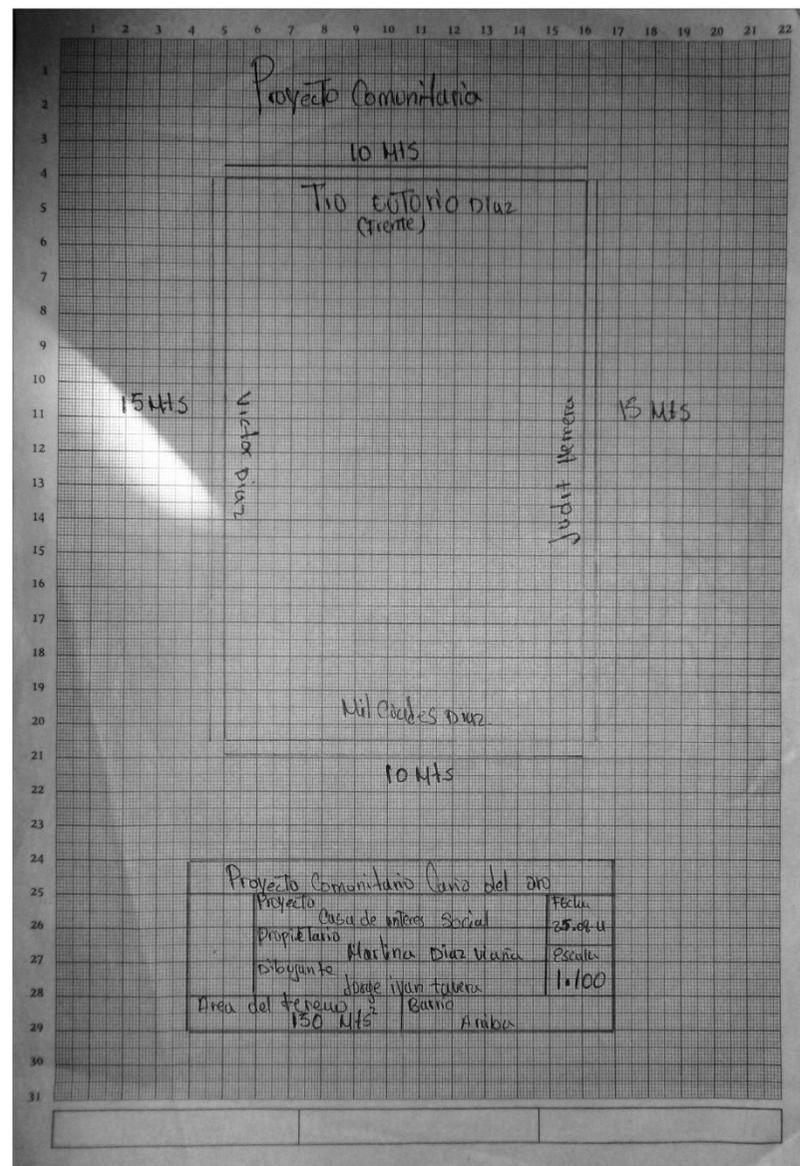
*Rafael Jiménez P.* C.C. 9.149.344.916  
*Stivali de S.* C.C. 23.789.114

**ROBERTO VILLA CARABALLO**  
INSPECTOR DE POLICIA

INSPECCION DE POLICIA  
CAÑO DEL ORO

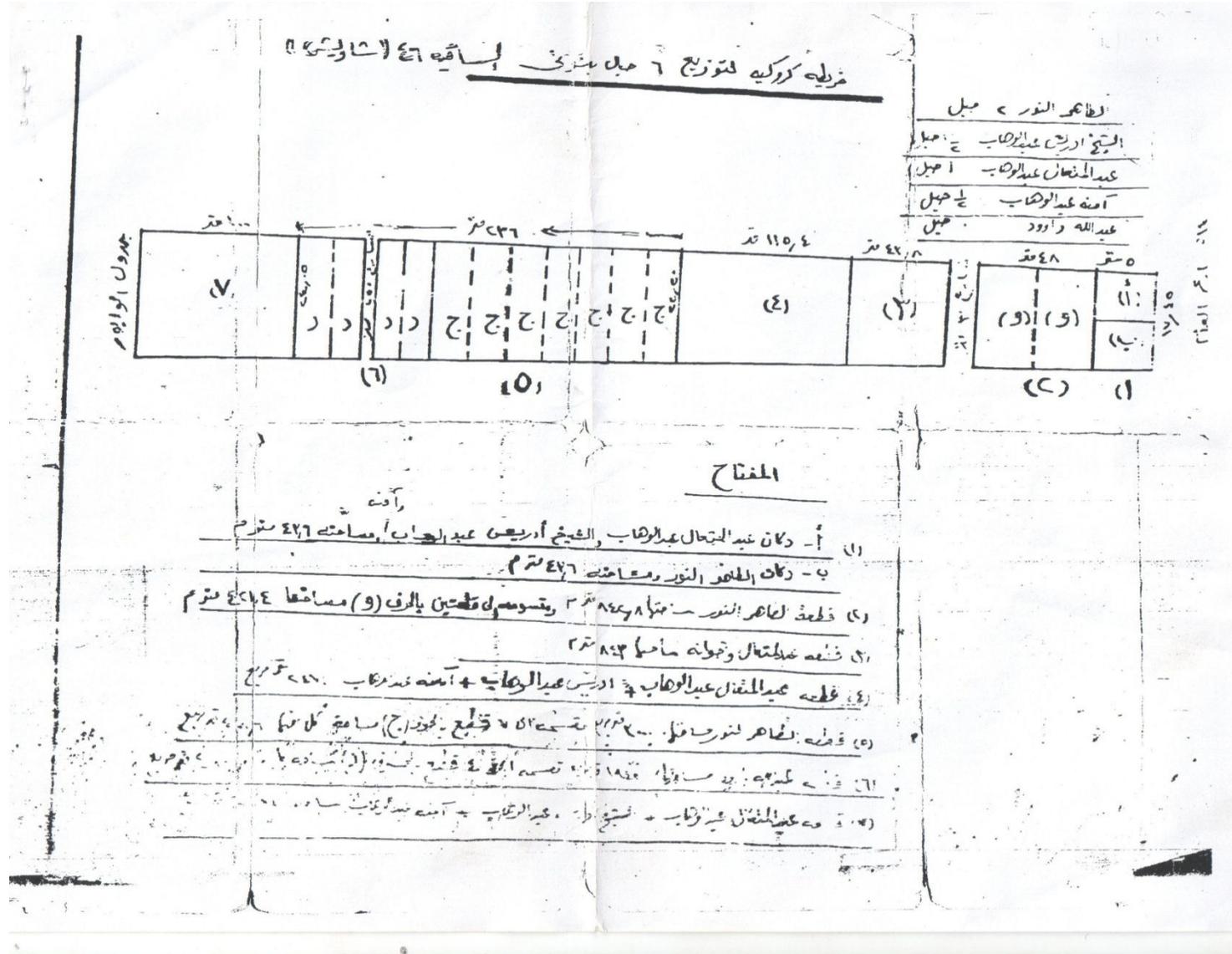
7 702124 012861 >

LEGIS  
Todos los derechos reservados



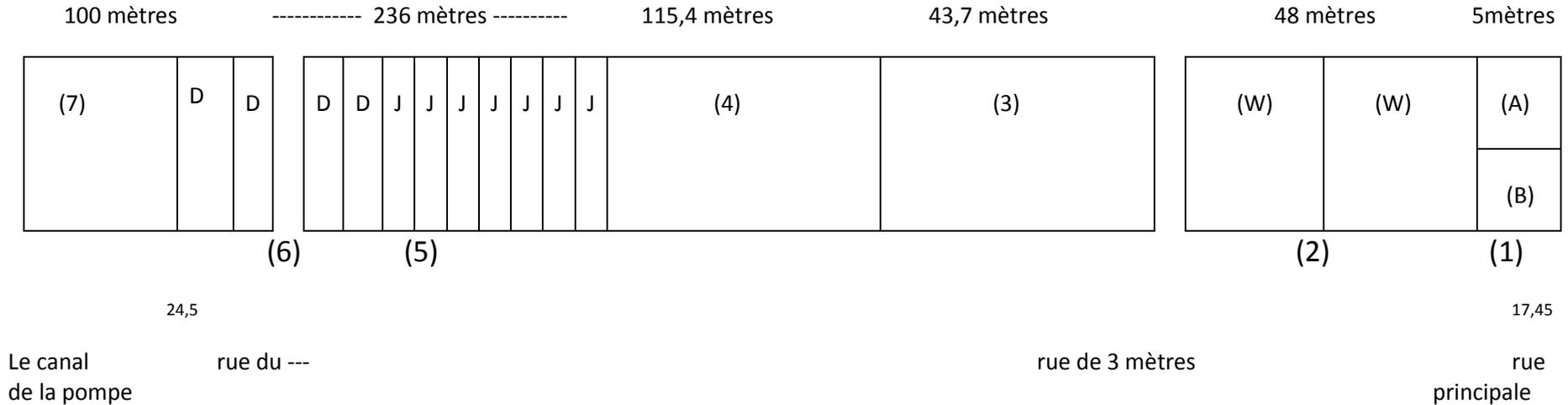


ANNEXE 6 : Exemple de *tarbī' a* (sāgīa 46)



Une carte croquis pour la distribution de six habil à Tuti sagia 46 (shawish)

At tahir anNoor	2 habil
Ash Sheikh Idris Abdelwahab	1 ½ habil
AbdelMuta'al Abdelwahab	1 habil
Amna Abdelwahab	½ habil
Abdalla Dawd	- habil



LEGENDE

1. a . Magazin d' Abdelmuta'al Abdelwahab, sheikh Idris Abdelwahab et Amna, surface 43,6 mètres carrées  
b.Magazin de Tahir an Noor, surface 43,6 mètres carrés
2. Parcelle de Tahir an Noor, surface 842,8 mètres carrés. Divisée en deux parcellex avec la lettre (w) sa surface 421,4 mètres carrés
3. Parcelle d'Abdelmuta'al et ses frères, surface 843 m2
4. Parcelle d'Abdelmuta'al abdelwahab + Idris Abdelwahab + Amna Abdelwahab 247 m2
5. Parcelle de Tahir an Noor, surface 3000 m2 divisés en 7 parcellex avec la lettre J, la surface de chacune d'entre elles est de 428,6 m2
6. Parcelle d'Abdalla Dawd, surface 1942 m2 divisés en 4 parcellex avec la lettre (D), la surface de chacun est de 485,5 m2
7. Parcelle d'Abdelmuta'al abdelwahab + Sheick Idris Abdelwahab + Amna Abdelwahab ---

محمد عثمان حمزة  
سكرتير مجلس الإدارة



## بلدية الخرطوم

### إعلان هام

بهذا يعلن مدير بلدية الخرطوم بأن / ادارات اللجان الشعبية ببلدية الخرطوم المعتمدة بموجب قانون الحكم المحلي لعام ١٩٨٠ المادة (١٩) (١) و (٢) وقانون الحكم المحلي لولاية الخرطوم المادة (٢١) (١) (١) (٢) (٣) (٤) (٥) (٦) (٧) (٨) لعام ١٩٩٩م وقرار مجلس بلدية الخرطوم رقم (٣) بتاريخ ٢٠٠٢/١/٦م هي :

قطاع	الخرطوم وسط -	الخرطوم شمال -
الخرطوم «٣» شمال	الخرطوم «١٧» الحي رقم	الخرطوم «١» الحي رقم
الخرطوم «٣» جنوب	الخرطوم «١٨» الحي رقم	الخرطوم «٢» الحي رقم
الخرطوم «١-٢»	الخرطوم «١٩» الحي رقم	الخرطوم «٣» الحي رقم
الخرطوم جنوب	الخرطوم «٢٠» الحي رقم	الخرطوم «٤» الحي رقم
السجانية غرب	الخرطوم «٢١» الحي رقم	الخرطوم «٥» الحي رقم
السجانية شرق	الخرطوم «٢٢» الحي رقم	الخرطوم «٦» الحي رقم
المايقوما	الخرطوم «٢٣» الحي رقم	الخرطوم «٧» الحي رقم
الجوامعة والتعايشة غرب	الخرطوم «٢٤» الحي رقم	الخرطوم «٨» الحي رقم
الديم وسط غرب	الخرطوم «٢٥» الحي رقم	الخرطوم «٩» الحي رقم
حي السباق	الخرطوم «٢٦» الحي رقم	الخرطوم «١٠» الحي رقم
السجانية الجديدة وبيوت الحجر	الخرطوم «٢٧» الحي رقم	الخرطوم «١١» الحي رقم
والشرطة		الخرطوم «١٢» الحي رقم
الزهور والشعبية والمزاد	الخرطوم «٢٨» الحي رقم	الخرطوم «١٣» الحي رقم
التعايشة	الخرطوم «٢٩» الحي رقم	الخرطوم «١٤» الحي رقم
الديم وسط شرق	الخرطوم «٣٠» الحي رقم	الخرطوم «١٥» الحي رقم
بري والعطا	الخرطوم «٣١» الحي رقم	الخرطوم «١٦» الحي رقم
القنا شمال	الخرطوم «٣٢» الحي رقم	
القنا جنوب	الخرطوم «٣٣» الحي رقم	
العمارات شمال	الخرطوم «٣٤» الحي رقم	
العمارات جنوب	الخرطوم «٣٥» الحي رقم	

قطاع الخرطوم غرب -	قطاع الشجرة -
الحي رقم «٢٦»	الحي رقم «٤٦»
الحي رقم «٢٧»	الحي رقم «٤٧»
الحي رقم «٢٨»	الحي رقم «٤٨»
الحي رقم «٢٩»	الحي رقم «٤٩»
الحي رقم «٣٠»	الحي رقم «٥٠»
الحي رقم «٣١»	الحي رقم «٥١»
الحي رقم «٣٢»	الحي رقم «٥٢»
الحي رقم «٣٣»	الحي رقم «٥٣»
الحي رقم «٣٤»	الحي رقم «٥٤»
الحي رقم «٣٥»	الحي رقم «٥٥»
	الحي رقم «٥٦»
	الحي رقم «٥٧»
	الحي رقم «٥٨»

عليه علي كافة الضعائيات السياسية والشعبية والرسمية التعامل مع هذه الادارات . وشكراً  
عاصم احمد وداد - مدير بلدية الخرطوم